

BULLETIN
DE
L'INSPECTION DU TRAVAIL

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE

DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

DIRECTION DE L'INDUSTRIE (BUREAU DE L'INDUSTRIE)

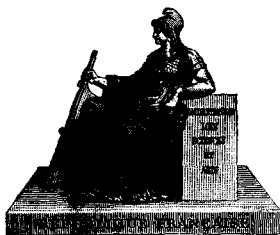
BULLETIN

DE

L'INSPECTION DU TRAVAIL

SEPTIÈME ANNÉE

1899



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

M DCCC XCIX

TABLE DES MATIÈRES

DE LA SEPTIÈME ANNÉE (1899).

SOMMAIRE DU NUMÉRO 1.

ACTES OFFICIELS.

	Pages.
RAPPORT sur l'application de la loi du 2 novembre 1892 pendant l'année 1897, présenté à M. le Président de la République par MM. les membres de la Commission supérieure du travail dans l'industrie.....	1
<i>Annexe</i> relative à l'application de la loi du 2 novembre 1892, dans les mines, minières et carrières	42
<i>Annexe</i> relative à l'application de la loi du 2 novembre 1892, dans les établissements dépendant du Département de la guerre	46
<i>Annexe</i> relative à l'application de la loi du 2 novembre 1892, dans les arsenaux et établissements de la Marine.....	53
<i>Renseignements statistiques</i> sur l'application des lois réglementant le travail en 1897.....	56
DÉCRET DU 28 FÉVRIER 1899 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.	64
DÉCRET DU 28 FÉVRIER 1899 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898.....	69
DÉCRET DU 28 FÉVRIER 1899 portant règlement d'administration publique pour l'exécution du dernier alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898	75
PERSONNEL DE L'INSPECTION.....	76
LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 12 JANVIER 1899 relative à la définition des mots « sautiller sur une pédale » et « métiers à la main » employés par le décret du 13 mai 1893.....	77
LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 3 FÉVRIER 1899 relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 dans les filatures.....	78
LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 3 FÉVRIER 1899 relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 dans les moulins.....	78
LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 15 FÉVRIER 1899 relative aux livrets appartenant à des enfants qui ont quitté un établissement.....	79

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ALLEMAGNE. — Ordonnance du 11 mars 1898 sur le travail des femmes dans les fabriques de conserves.....	80
Ordonnance du 18 octobre 1898 concernant les occupations des ouvrières et jeunes ouvriers dans les tuileries.....	81
Ordonnance du 3 novembre 1898 relative à une exception à l'interdiction du travail du dimanche dans l'industrie de la pelleterie....	82
BELGIQUE. — Arrêté royal du 15 avril 1898 modifiant l'article 5 de l'arrêté royal du 19 février 1895, pris en exécution de l'article 3 de la loi du 13 décembre 1889, concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants.....	83
Arrêté royal du 3 novembre 1898 réglementant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les fabriques de conserves de poissons.....	83
Arrêté royal du 29 novembre 1898 autorisant l'emploi, au travail de nuit, des garçons de 14 à 16 ans, dans les fabriques de produits émaillés.....	84
PAYS-BAS. — Arrêté royal du 24 juin 1898 sur le travail des femmes et des enfants employés dans les fabriques d'allumettes au phosphore blanc...	85
SUISSE. — Arrêté du conseil fédéral concernant les articles 15 et 16 de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques.....	86

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Séance du 8 février 1899. — Questions de MM. Charles Dutreix et Eugène Motte au sujet de l'application de la loi du 2 novembre 1892 et de la suppression du travail de nuit.....	88
Séance du 9 février 1899. — Question de M. Colle au sujet de la suppression du travail de nuit et du travail par équipe.....	93
BUDGET DE L'INSPECTION DU TRAVAIL pour 1899. — Chambre des députés. — Séance du 8 février 1899.....	96
PROPOSITION DE LOI concernant la diminution des heures de travail, présentée, le 16 décembre 1898, par MM. Ernest Loyer et Rogez, députés...	108
RAPPORTS ANNUELS DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL relatifs aux Grands-Duchés de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg-Strelitz, année 1897..	110
MISSION DES INSPECTEURS D'INDUSTRIE DE L'ÉTAT AUTRICHIEN EN 1897.....	112
RAPPORTS ADMINISTRATIFS de l'inspection du travail en Alsace-Lorraine pour l'année 1897.....	116
L'INSPECTION DES FABRIQUES EN DANEMARK EN 1897-1898.....	119
COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. (Composition.) [Suite] :	
Côtes-du-Nord.....	121

	Pages.
PROPOSITION DE LOI, adoptée par le Sénat, portant modification de la loi du 2 novembre 1892, transmise le 14 juin 1898 à la Chambre des députés.....	122
PENSIONS CIVILES :	
Extrait de la loi de finances du 13 avril 1898.....	124

SOMMAIRE DU NUMÉRO 2.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 5 MARS 1899 fixant les émoluments alloués aux greffiers des justices de paix pour l'assistance aux actes de notoriété et pour les actes de la procédure réglée par la loi du 9 avril 1898.....	125
DÉCRET DU 20 AVRIL 1899 modifiant la nomenclature des tableaux A et C annexés au décret du 13 mai 1893, relatif à l'emploi des enfants, des filles mineures et des femmes aux travaux dangereux ou insalubres.....	126
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 17 MARS 1899 réorganisant les 1 ^{re} , 4 ^e et 5 ^e sections de la 4 ^e circonscription d'inspection du travail.....	127
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 29 MARS 1899 déterminant les bases des cautionnements que doivent constituer les sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	128
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 30 MARS 1899 déterminant les groupements d'industries prévues par l'article 6 du décret du 28 février 1899, en ce qui concerne les sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail.....	130
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 30 MARS 1899 déterminant le barème minimum pour la vérification des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	131
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 30 MARS 1899 déterminant les primes prévues à l'article 6 du décret du 28 février 1899 et à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 1899, relatif aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	132
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 31 MARS 1899 déterminant les conditions de recrutement des commissaires-contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	137
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 9 AVRIL 1899 fixant le cadre et les conditions d'avancement des commissaires-contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	140
PERSONNEL DE L'INSPECTION.....	142

	Pages.
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 20 MARS 1899 relative aux tolérances accordées à l'industrie de la confiserie.....	142
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 20 AVRIL 1899 relative à la délivrance aux enfants de nationalité étrangère des livrets prescrits par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892.....	143
DÉCISION DU 18 MARS 1899 relative à l'application du décret du 10 mars 1894. (Évacuation des poussières.).....	144
DÉCISION DU 18 MARS 1899 relative à l'application du décret du 10 mars 1894 en ce qui concerne la protection des meules.....	144
DÉCISION DU 25 MARS 1899 relative à la protection des ouvriers.....	145
DÉCISION DU 27 AVRIL 1899 relative à la participation des inspecteurs du travail à des Congrès.....	145

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION :

Arrêt du 17 février 1899. — Jugements et arrêts de condamnation. — Motifs. — Moyen de défense. — Omission de statuer. — Travail dans l'industrie. — Déclaration des accidents « ayant causé une blessure ». — Moyen pris du règlement du 20 novembre 1893 et non répondu.....	147
Arrêt du 10 mars 1899. — Loi de 1892. — Entrepôt d'huiles.....	148
Arrêt du 10 mars 1899. — Loi de 1892. — Atelier de marbrier. — Code d'instruction criminelle, art. 155. — Loi du 20 avril 1810, art. 7.....	151
COUR D'APPEL D'ORLÉANS. — Arrêt du 12 janvier 1899. — Accident. — Ouvrier. — Mineur. — Machines en mouvement. — Nettoyage. — Patron. — Défaut de surveillance. — Responsabilité.....	152
TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE GEX. — Jugement du 28 décembre 1898. — Accident. — Ouvrier. — Tailleur de pierre. — Moellonneur. — Lunettes (Absence de). — Perte d'un œil. — Patron. — Responsabilité.....	153
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE SAINT-NAZAIRE. — Jugement du 27 octobre 1896. — Loi de 1893. — Industriel non pourvu du registre d'usine. — Infraction. — Condamnation.....	155

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ALLEMAGNE. — Ordonnance du 11 mai 1898 déterminant les conditions à remplir dans les fabriques d'accumulateurs électriques en plomb ou à base de plomb.....	156
---	-----

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Proposition de loi tendant à modifier le personnel de l'inspection du travail dans les usines, manufactures, chantiers et son mode de recrutement, présentée, le 4 novembre 1898, par MM. Alexandre Zévaès, Bénézech, Bernard Cadenat, Carnaud, Devèze, Dufour (Indre), Ferrero, Jourde, Krauss, Pastre, Sauvanet, Antide Boyer, Berthelot, Colliard, Clovis Hugues, députés..... 160

Proposition de loi portant organisation du corps des inspecteurs du travail présentée, le 7 juillet 1898, par MM. Charles Bernard et Albert Chiché, députés..... 162

SÉNAT. — Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modification par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le paiement des salaires des ouvriers, transmise le 12 décembre 1898 par M. le Président de la Chambre des députés à M. le Président du Sénat..... 185

ASSOCIATION NORMANDE POUR PRÉVENIR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL :

Règlement concernant les ouvriers employés dans les tissages mécaniques..... 186

ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL :

Instructions concernant les cardes à laine..... 187

Instructions concernant les batteurs..... 188

SOMMAIRE DES NUMÉROS 3 ET 4.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 22 JUIN 1899 nommant le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes..... 189

LOI DU 30 JUIN 1899 concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés.... 190

DÉCRET DU 30 JUIN 1899 relatif à l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail..... 190

DÉCRET DU 18 AOÛT 1899 relatif à l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898..... 193

DÉCRET DU 1^{er} JUILLET 1899 complétant la nomenclature des industries qui sont admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, et qui sont énumérées à l'article 5 du décret du 15 juil-

	Pages.
let 1893, modifié par ceux des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897 et 24 février 1898.....	197
DÉCRET DU 19 JUILLET 1899 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.....	198
DÉCRET DU 10 AOÛT 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'État.....	200
DÉCRET DU 10 AOÛT 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des départements.....	202
DÉCRET DU 10 AOÛT 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des communes et des établissements publics de bienfaisance.....	204
RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE suivi d'un décret du 1 ^{er} septembre 1899, réorganisant le Conseil supérieur du travail.....	206
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 25 JUIN 1899 déterminant les indemnités allouées aux inspecteurs du travail pour la surveillance des filatures de soie.....	218
PERSONNEL DE L'INSPECTION.....	219
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 13 JUILLET 1899 relative à l'application, par les inspecteurs du travail, de la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.....	219
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 16 AOÛT 1899 relative aux déclarations d'accidents.....	221
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 21 AOÛT 1899 relative à l'application des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.....	221
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 24 AOÛT 1899 relative à l'application de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.....	232
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 25 AOÛT 1899 relative aux déclarations d'accidents.....	239
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 17 AOÛT 1899 relative à l'organisation des commissions départementales.....	240
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 29 AOÛT 1899 relative à la délivrance des livrets aux jeunes ouvriers étrangers.....	241
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 13 SEPTEMBRE 1899 relative aux visites dans les établissements non encore visités.....	241
LETTE MINISTÉRIELLE DU 8 MAI 1899 relative à l'application du décret du 10 mars 1894 en ce qui concerne la protection des échafaudages servant à la construction des navires.....	242
LETTE MINISTÉRIELLE DU 18 MAI 1899 relative à une demande de tolérance formée par les fabricants d'espadrilles.....	243
LETTE MINISTÉRIELLE DU 1 ^{er} juillet 1899 relative à une demande de tolérance formée par les fabricants de toiles pour espadrilles et sandales...	244

	Pages.
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 25 MAI 1899 relative à la ventilation des meules..	244
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 30 MAI 1899 relative à l'application du décret du 10 mars 1894 dans les fabriques de boutons de corozo.....	245
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 30 MAI 1899 relative à l'application du 12 juin 1893 dans les ateliers dirigés par des tâcherons	245
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 3 JUIN 1899 relative à l'application du décret du 13 mai 1893, en ce qui concerne le polissage et l'aiguisage des métaux.	246
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 10 JUIN 1899 relative aux étoffes de nouveauté destinées à l'habillement.....	247
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 16 JUIN 1899 relative à une demande de tolérance formée par l'industrie du nettoyage et de la cuisson des pieds de moutons	248
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 16 JUIN 1899 relative au poids maximum que les femmes peuvent porter.....	248
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 22 JUIN 1899 relative à une demande de tolérances formée par les fabricants de boîtes en bois.....	249
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 22 JUIN 1899 relative à l'emploi des enfants dans les ateliers de mégisserie	250
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 25 JUILLET 1899 relative à une demande de tolérance formée par les constructeurs-mécaniciens travaillant pour l'industrie sucrière	251
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 12 JUIN 1899 relative à une demande de tolérance formée par les fabricants de produits pharmaceutiques.....	252

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE sur la prévention des accidents dans l'industrie cotonnière, par M. Gaillot, inspecteur départemental du travail.....	253
---	-----

JURISPRUDENCE.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE ROUEN. — Jugement du 19 août 1897. — Loi du 2 novembre 1892. — Décret du 13 mai 1893. — Hérisson recouvert d'un organe protecteur fixe.....	276
TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE LA SEINE. — Jugement du 30 novembre 1898. (Extrait.) — Accident. — Établissement industriel. — Enfant. — Travail dangereux. — Contravention. — Action civile. — — Prescription triennale.....	277
TTIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE D'AGEN. — Jugement du 11 janvier 1899.	278
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DU CANTON DE RODEZ. — Jugement du 24 décembre 1897.....	279
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE DIEULEFIT. — Jugement du 10 février 1899.	280

	Pages.
JUSTICE DE PAIX DE BRIONNE. — Jugement du 5 avril 1899.....	281
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE LILLE — Jugement du 15 avril 1899.....	282
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE PARIS. — Jugement du 4 mai 1899. — Travail des femmes et des enfants. — Loi du 2 novembre 1892. — Décret du 13 mai 1893. — Travail dangereux. — Besogne accomplie sans ordre. — Relaxe.....	285

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ALLEMAGNE. — Ordonnance du 26 avril 1899 concernant certaines exceptions au repos du dimanche dans l'industrie.....	287
---	-----

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

INSPECTION DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE. — État du personnel au 15 septembre 1899. — Tableau par classe du personnel au 15 septembre 1899.....	289
ARRÊTÉ du 21-24 MARS 1848 relatif à la répression de l'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage.....	306
DÉCRET DU 2-4 MARS 1848 qui fixe la durée de la journée de travail et abolit le marchandage.....	306
CHAMBRE DES DÉPUTÉS :	
Proposition de loi sur la réforme des Conseils de prud'hommes (renvoyée à la Commission du travail), présentée le 8 novembre 1898 par MM. Paul Beauregard et Lannes de Montebello, députés.....	307
Proposition de loi tendant à modifier la législation des conseils de prud'hommes, renvoyée à la Commission du travail, présentée le 14 novembre 1898 par M. Charles Dutreix.....	319
Texte de la proposition de loi adoptée par la Commission du travail de la Chambre des députés chargée d'examiner les propositions de M. Dutreix et de MM. Beauregard et Lannes de Montebello sur les Conseils de prud'hommes (9 mai 1899).....	330
Proposition de loi sur la réforme des Conseils de prud'hommes, présentée le 2 mai 1899 par M. Haussmann, député.....	342
ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.	
Instructions concernant les cardes à coton.....	354
Instructions concernant les transmissions.....	355
Instructions concernant les batteurs.....	356

SOMMAIRE DU NUMÉRO 5.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 18 SEPTEMBRE 1899 portant addition à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.....	357
DÉCRET DU 14 NOVEMBRE 1899 relatif à la composition de la commission de classement.....	358
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 22 NOVEMBRE 1899 désignant 3 membres de syndicats professionnels ouvriers pour faire partie de la commission de classement.....	359
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 1 ^{er} SEPTEMBRE 1899 au sujet de la délivrance des livrets aux jeunes ouvriers étrangers.....	360
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 21 OCTOBRE 1899 au sujet de l'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892.....	361
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 5 NOVEMBRE 1899 au sujet de l'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892.....	362
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 14 OCTOBRE 1899 au sujet des ouvriers et établissements de bienfaisance.....	362
CIRCULAIRE DU 21 SEPTEMBRE 1899, de M. le Ministre des Travaux publics, au sujet de la déclaration des accidents provenant d'appareils à vapeur..	363
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 16 AOÛT 1899 relative à l'application du 12 juin 1893 dans les minoteries et moulins.....	365
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 16 AOÛT 1899 relative à l'emploi des enfants dans les abattoirs.....	365
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 23 AOÛT 1899 relative aux relations des inspecteurs et des administrations départementales.....	366
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 5 SEPTEMBRE 1899 au sujet des tolérances sollicitées en faveur de l'industrie des feutres et de celle des toiles métalliques.....	368
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 21 SEPTEMBRE 1899 relative à la protection par les constructeurs des parties dangereuses des machines.....	368
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 30 SEPTEMBRE 1899 relative à l'évacuation des poussières dans les fabriques de ciment.....	369

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE sur la fabrication de la porcelaine dans le centre de la France et notamment dans la Haute-Vienne, par M. Despaux, inspecteur divisionnaire du travail.....	371
---	-----

JURISPRUDENCE.

COUR D'APPEL DE LYON. — Arrêt du 22 mai 1899. — Responsabilité civile du patron. — État défectueux du matériel. — Inobservation des lois et règlements relatifs à la sécurité des travailleurs. — Absence de la faute de l'ouvrier. — Responsabilité non partagée.....	392
TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE. — Jugement du 21 février 1899. — Responsabilité civile du patron. — Organes protecteurs mis à la disposition des ouvriers. — Emploi non imposé. — Faute. — Action en responsabilité fondée. — Responsabilité partagée.....	394
COUR DE LYON. — Arrêt du 31 mars 1892. — Loi du 19 mai 1874. — Durée du travail. — Prolongation de la durée du travail compensée par une diminution correspondante le samedi. — Contravention.....	395
TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE. — Jugement du 9 avril 1897. — Marchandage. — Décrets-loi des 2 et 21 mars 1848, non abrogation. — Contrat licite. — Abus prohibé.....	397
COUR D'APPEL DE PARIS. — Arrêt du 9 juillet 1897.....(d°).....	400
COUR DE CASSATION. — Arrêt du 4 février 1898.....(d°).....	402
COUR D'APPEL D'ORLÉANS. — Arrêt du 18 juillet 1899.....(d°).....	406

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ALLEMAGNE. — Ordonnance du Conseil fédéral du 25 avril 1898 concernant la création et l'exploitation d'établissements industriels dans lesquels on procède à la mouture des scories Thomas ou à l'emmagasiner des scories moulues.....	409
Circularité concernant l'installation et l'exploitation des filatures de crins de cheval, des ateliers de préparation des cheveux et des soies ainsi que des fabriques de brosses et de pinceaux (28 janvier 1899. Reichsanzeiger. 1 ^{er} février 1899).....	410
RUSSIE. — Organisation d'un Conseil supérieur des fabriques, des usines et des industries minières.....	411

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

LOI DU 27 DÉCEMBRE 1890 sur le contrat de louage et sur les rapports des agents de chemins de fer avec les compagnies.....	415
RELEVÉ DES ACCIDENTS déclarés pendant le 3 ^e trimestre 1899.....	416
PROPOSITION DE LOI sur le code du travail présentée, le 13 juin 1898, par MM. Arthur Groussier, Dejeante, etc., députés. (Extraits. — Inspection du travail. — Juridiction du travail.).....	418
ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Instructions concernant les cartes à laine.....	460

SOMMAIRE DU NUMÉRO 6.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 21 SEPTEMBRE 1899 concernant la franchise de la correspondance du service de l'Inspection.....	461
PERSONNEL DE L'INSPECTION	462
DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE DU 22 DÉCEMBRE 1899 relative à l'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892.....	463
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 9 NOVEMBRE 1899 relative à l'application de la loi du 9 avril 1898.....	463
CIRCULAIRE DU 30 NOVEMBRE 1899 relative à la statistique des accidents...	464
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 30 NOVEMBRE 1899 relative aux récompenses accordées aux établissements de bienfaisance.....	465
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 8 MAI 1899 relative à la protection des meules..	465
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 27 NOVEMBRE 1899 au sujet de l'application de l'article 12 du décret du 10 mars 1894.....	466
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 2 DÉCEMBRE 1899 relative à la protection des meules.....	467
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 9 NOVEMBRE 1899 relative aux tolérances sollicitées par l'industrie de l'orfèvrerie.....	468
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 26 OCTOBRE 1899 au sujet des enquêtes prescrites par les tribunaux.....	469
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 23 OCTOBRE 1899 relative à la délivrance des livrets aux enfants étrangers.....	469
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 26 OCTOBRE 1899 relative aux tolérances sollicitées par la blanchisserie de gros.....	470
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 2 DÉCEMBRE 1899 relative à l'interprétation à donner à l'article 4, § 2 de la loi du 2 novembre 1892.....	470
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 6 DÉCEMBRE 1899 relative à l'application aux ouvriers des tolérances prévues par le décret du 15 juillet 1893 modifié et à l'application de la loi du 2 novembre 1892 aux hôtels.....	472
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 6 DÉCEMBRE 1899 au sujet de la protection des scies circulaires.....	472
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 7 DÉCEMBRE 1899 au sujet de la protection des roues, courroies, engrenages.....	473
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 8 DÉCEMBRE 1899 relative à l'application du décret du 10 mars 1894 dans les fonderies de 2° fusion.....	475

	Pages.
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 8 DÉCEMBRE 1899 relative à l'emploi des enfants au cardage du coton.....	476
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 11 DÉCEMBRE 1899 au sujet de l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les scieries appartenant à l'Administration des forêts.....	477
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 9 DÉCEMBRE 1899 relative à l'obligation du jour de repos hebdomadaire.....	478

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS déclarés aux inspecteurs du travail pendant le 1 ^{er} semestre de l'application de la loi du 9 avril 1898 (3 ^e et 4 ^e trimestres 1899).....	479
CHAMBRE DES DÉPUTÉS :	
<i>Discussion</i> du budget du ministère du commerce pour 1900 (Extraits):	
Séance du 23 novembre 1899.....	481
Séance du 24 novembre 1899.....	494
<i>Rapport</i> fait au nom de la Commission du travail, chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, par M. Fernand Dubief, député.....	504
<i>Discussion</i> de la proposition de loi adoptée par le Sénat, portant modification à la loi du 2 novembre 1892 :	
Séance du 20 décembre 1899.....	519
Séance du 31 décembre 1899.....	536
Séance du 22 décembre 1899.....	587

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE
BUREAU DE L'INDUSTRIE.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

SEPTIÈME ANNÉE (1899). — NUMÉRO 1.

ACTES OFFICIELS.

RAPPORT

*sur l'application de la loi du 2 novembre 1892 pendant l'année
1897, présenté à M. le Président de la République par MM. les
membres de la Commission supérieure du travail dans l'industrie.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Conformément aux prescriptions de l'article 22 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, nous avons l'honneur de vous rendre compte des résultats qui ont été obtenus, en 1897, par le service de l'Inspection du travail.

La Commission supérieure, au nom de laquelle nous avons l'honneur de vous soumettre ce rapport, est, aux termes mêmes de l'acte d'institution, chargée de veiller à l'exécution uniforme et vigilante de la loi. Il importe, en effet, qu'une législation, qui peut avoir pour conséquence de modifier l'organisation du travail et les habitudes industrielles d'un pays, soit obéie par tous indistinctement, sous peine de violer les règles de la libre concurrence. On ne comprendrait pas, d'autre part, que les mesures de protection, édictées en faveur des travailleurs, ne fussent pas appliquées simultanément à tout le personnel protégé.

Vous pourrez vous rendre compte, en parcourant les rapports des inspecteurs du travail, que l'œuvre de protection des enfants et des femmes se poursuit sans relâche; chaque année qui s'écoule constitue un pas en avant dans la voie du progrès et nous rapproche du jour où la loi sera intégralement observée. S'il n'en n'est pas encore ainsi, on ne saurait s'en prendre aux inspecteurs du travail, qui s'efforcent d'assurer, dans la mesure des moyens mis à leur disposition, l'exécution des prescriptions légales. C'est seulement lorsqu'on aura introduit dans la loi les modifications dont l'expérience a démontré la nécessité, que la surveillance pourra rendre tous les services qu'on est en droit d'en attendre. Malheureusement, la dernière Législature est arrivée à l'expiration de son mandat sans avoir pu achever la discussion des dispositions nouvelles, à défaut desquelles il serait difficile d'appliquer rigoureusement les règlements; nous faisons des vœux pour que la Chambre des députés, reprenant et menant à bonne fin l'œuvre entreprise par sa devancière, mette sans retard à l'ordre du jour de ses délibérations la proposition de loi adoptée par le Sénat et qui a pour objet de réaliser les réformes indispensables auxquelles nous venons de faire allusion. S'il y a des questions qui doivent être résolues dès qu'elle sont posées, celle qui a trait à l'organisation du travail est bien du nombre, car il importe de ne pas laisser les industriels et les ouvriers dans l'incertitude du régime auquel ils doivent être définitivement soumis.

Pour permettre d'apprécier les résultats constatés, en 1897, nous nous attacherons, suivant l'usage, à établir une corrélation constante entre les observations relevées pendant l'année et les faits antérieurement signalés, en rapprochant chacune des dispositions de la loi des informations qui s'y rapportent.

CHAPITRE PREMIER.

GÉNÉRALITÉS.

Statistique des établissements à surveiller et du personnel occupé. — Nous indiquons, comme les années précédentes, le nombre des établissements qui sont soumis aux prescriptions des lois sur le travail. La statistique de ces établissements est envisagée à un double point de vue. Dans un premier état, ils sont répartis suivant les lois qui leur sont applicables : lois de 1848, de 1892 et de 1893. Dans un second tableau, ils sont classés d'après l'importance du personnel occupé : de 1 à 10 ouvriers, de 11 à 20, de 21 à 50, de 51 à 100, etc.; pour chaque catégorie, ils sont, d'ailleurs, divisés en deux classes : d'une part, les ateliers occupant un personnel mixte, et, d'autre part, les ateliers n'employant que les hommes adultes.

On peut considérer comme exacts les chiffres fournis par les inspecteurs en ce qui concerne les établissements occupant plus de 10 ouvriers, qui ont été visités par le service; mais on ne saurait encore considérer que comme approximatives les évaluations qu'ils ont fournies pour l'ensemble des petits ateliers.

Les visites effectuées, en 1897, par le service, et notamment celles qui ont été faites dans des communes non encore inspectées, ont permis de rectifier dans une large mesure les éléments qui jusqu'alors avaient servi de base

à la statistique de l'Inspection. Un certain nombre d'établissements avaient été considérés à tort comme assujettis au contrôle, d'après les désignations fausses ou insuffisantes portées sur les listes de recensement établies par les municipalités. Des maires faisaient entrer en ligne de compte tous les établissements existants, y compris les ateliers de famille; d'autres mentionnaient des maisons de commerce qui, dans l'état actuel de la législation, échappent à toute surveillance. Par contre, il n'est pas rare de trouver dans les états fournis aux préfetures la mention « néant », alors qu'il existe dans les communes auxquelles ils se rapportent plusieurs ateliers déjà visités depuis longtemps. Ajoutons que certaines industries donnent naissance à des ateliers qui sont alternativement ateliers de famille ou ateliers soumis aux lois sur le travail, et que les maires seraient parfois bien embarrassés pour en définir le véritable caractère ou même pour en signaler l'existence, à raison de leur extrême mobilité et de leur durée souvent éphémère.

On comprend, d'après cela, les difficultés multiples que rencontre le service pour établir la statistique des établissements industriels soumis à son contrôle. Dans son dernier rapport, la Commission supérieure avait exprimé le vœu que le Département du commerce et de l'industrie se concertât avec le Ministère des finances pour que les inspecteurs du travail pussent consulter, sans déplacement, les états matrices des rôles de la contribution des patentes, afin d'y relever les noms des industriels dont l'existence ne lui aurait pas encore été signalée. C'est à cette condition seulement que le service pourrait établir son itinéraire de façon à lui donner le plus grand effet utile, sans courir le risque de faire des tournées coûteuses dans des cantons ou des communes où il n'existe pas d'établissements soumis à sa surveillance. Les matrices des rôles sont mises à la disposition des commissions chargées de dresser les listes électorales des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures. La communication de ces documents à 107 fonctionnaires assermentés ne paraîtrait pas devoir présenter plus d'inconvénients. Des démarches ont été faites par M. le Ministre du commerce et de l'industrie auprès de son collègue des finances; nous souhaitons vivement les voir aboutir.

Malgré les corrections importantes qui ont été apportées aux états statistiques, le nombre des établissements assujettis aux lois sur le travail dont le service a contrôlé l'existence, atteignait, en 1897, le chiffre de 290,305, lequel n'est pas sensiblement inférieur à celui qui avait été relevé en 1896. Il faut en conclure que les réductions ont été compensées par l'addition de nouveaux établissements.

Conformément au desideratum formulé dans le rapport de 1896, le service a porté ses efforts du côté des ateliers qui n'avaient pu encore être visités. Les inspecteurs ont, en conséquence, recherché ceux qui jusqu'ici avaient échappé à leur contrôle, afin d'étendre au plus grand nombre possible les bienfaits des prescriptions légales. On est obligé de reconnaître que les résultats obtenus sont bien peu appréciables. Les industriels rencontrés sont des maréchaux ferrants, des forgerons, charrons, serruriers, menuisiers, établis dans la campagne, éloignés des voies ferrées, qui travaillent seuls presque toute l'année et ne prennent des aides qu'au moment de presse, c'est-à-dire

dans lesquels il importe plus spécialement d'assurer la protection du travail et l'application des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Voici la répartition des ouvriers de tous âges dont le service a constaté la présence :

DÉSIGNATION.	GARÇONS.	FILLES.	NOMBRE	
			DE GARÇONS et de filles.	D'OUVRIERS et ouvrières.
Enfants {	de 12 à 13 ans munis du certificat.....	1,092	776	1,868
	de 13 à 16 ans.....	83,070	77,807	160,877
	de 16 à 18 ans.....	63,076	63,923	126,999
	TOTAL.....	147,238	142,606	289,744
Filles mineures de 18 à 21 ans				99,991
Filles et femmes majeures.....				329,174
Ouvriers adultes hommes.....				1,036,442
TOTAL.....				1,755,351

Les enfants des deux sexes au dessous de 18 ans représentent 16.5 p. 100 du personnel inspecté; le personnel féminin de tous âges, 32.5 p. 100.

Ces proportions varient sensiblement dans les diverses régions, suivant la nature des industries qui y dominent.

Voici les départements où la proportionnalité des enfants au-dessous de 18 ans est la plus forte :

DÉPARTEMENTS.	PROPORTION DES ENFANTS au-dessous de 18 ans. p. 100.
Morbihan	32.1
Haute-Loire	31.2
Ardèche.....	29.7
Charente-Inférieure.....	29.0
Pyrénées-Orientales	28.0
Finistère.....	26.7
Drôme.....	25.6
Vienne.....	25.2
Oise.....	22.4
Côtes-du-Nord.....	22.0
Hautes-Alpes	21.8
Deux-Sèvres.....	20.5
Vaucluse	20.5
Nord.....	20.5
Haute-Garonne	20.3
Loire-inférieure.....	20.1
Territoire de Belfort.....	20.1

Les départements où la proportionnalité du personnel féminin est la plus considérable sont les suivants :

DÉPARTEMENTS.	PROPORTION DU PERSONNEL féminin.
	p. 100.
Ardèche.....	68.5
Drôme.....	56.9
Haute-Loire.....	55.4
Vaucluse.....	53.5
Isère.....	52.3
Gard.....	51.1
Tarn-et-Garonne.....	50.4
Creuse.....	50.0
Haute-Garonne.....	49.2
Maine-et-Loire.....	47.3
Mayenne.....	47.1
Orne.....	44.8
Charente.....	44.8
Hérault.....	43.8
Savoie.....	43.5
Tarn.....	42.8
Lozère.....	41.8

Les départements dans lesquels les personnels enfantin et féminin réunis représentent plus de la moitié de l'ensemble des ouvriers sont :

DÉPARTEMENTS.	PROPORTION DES ENFANTS et des femmes.
	p. 100.
Ardèche.....	74.8
Haute-Loire.....	63.2
Drôme.....	61.4
Vaucluse.....	58.8
Haute-Garonne.....	56.6
Creuse.....	56.3
Loire.....	56.2
Gard.....	55.8
Mayenne.....	55.6
Tarn-et-Garonne.....	55.0
Maine-et-Loire.....	53.6
Charente.....	52.0
Seine-Inférieure.....	51.5
Tarn.....	51.4
Hérault.....	50.6

Ateliers de famille. — La seule remarque à faire au sujet des ateliers de famille est que, si la loi ne les concerne pour ainsi dire point et si leur inspection est une besogne presque nulle au point de vue de la statistique industrielle, il n'est pas possible de les négliger, car il arrive qu'ils perdent ce caractère s'ils viennent à occuper, même momentanément, de jeunes apprentis étrangers à la famille ou à faire usage d'un moteur mécanique.

L'inspection des ateliers de ce genre n'a donné lieu à aucune remarque importante et n'a pas soulevé de difficultés sérieuses. Le fait le plus intéressant est relaté par l'inspecteur départemental de l'Aube, qui a constaté une tendance marquée à la multiplication, dans les campagnes, du nombre des petits ateliers de bonneterie actionnés par un moteur à pétrole et dont le personnel n'est composé que des membres de la famille. Certains grands manufacturiers seraient à la tête de ce mouvement, qui leur permettrait d'augmenter leur production en échappant à la limitation de la durée du travail.

Ajoutons que, par suite de l'introduction du moteur électrique dans l'industrie du ruban, le nombre des ateliers de famille devient important dans le département de la Loire.

Établissements de l'État. — Les prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité sont toujours régulièrement suivies dans ces établissements. La durée de la journée ne dépasse jamais 10 heures, et le repos hebdomadaire du personnel protégé par la loi de 1892 est bien observé. Ces établissements présentent les perfectionnements mécaniques les plus complets et dénotent une observation très bien comprise de toutes les dispositions légales.

La question de savoir si les chantiers, où se font les exploitations de bois dans les forêts de l'État, doivent être considérés comme des chantiers agricoles et non soumis, comme tels, aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892 et de la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, a été tranchée dans le sens de l'affirmative. Les deux lois précitées ne visant que les établissements industriels, il est incontestable que ces entreprises, qui ont un caractère plus particulièrement agricole, ne sauraient rentrer dans cette catégorie.

On n'a pas compris dans les chiffres ci-dessus les mines, minières et carrières dont la surveillance est confiée aux ingénieurs des mines, ni les établissements dépendant des Ministères de la guerre et de la marine, qui font l'objet de comptes rendus spéciaux annexés au présent rapport.

CHAPITRE II.

ÂGE D'ADMISSION DANS LES ATELIERS.

C'est toujours la non-exécution de la loi du 28 mars 1882, sur l'instruction primaire, qui explique, en grande partie, que la loi du 2 novembre 1892 ne soit pas appliquée complètement, sous le rapport de l'admission dans les ateliers d'enfants au-dessous de 13 ans, âge auquel doit seulement cesser la scolarité. Cependant, les rapports des inspecteurs attestent que la situation s'améliore. Nous constatons l'année dernière que, à Paris, plusieurs milliers

d'enfants ne pouvaient, faute de place, être admis à suivre les classes primaires, et que, étant exclus de l'atelier, ils se trouvaient abandonnés aux dangers de la rue. Il ressort du rapport de l'inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription qu'il va bientôt être remédié à cette fâcheuse situation; la Commission ne peut qu'en prendre acte. Mais, d'une manière générale, il ne faut pas, comme l'a dit ce fonctionnaire, que les commissions scolaires comptent uniquement sur l'intransigeance de l'Inspection du travail, pour suppléer à leur inaction et provoquer, par la sévérité, le retour des enfants de moins de 13 ans sur les bancs des écoles.

A côté de défaillances qui proviennent de ce que certains maires ne se conforment pas aux obligations qui leur sont imposées par les règlements, nous sommes heureux de relever des initiatives qui ont produit les meilleurs résultats. C'est ainsi que dans le département des Landes, après un accord intervenu avec l'inspecteur d'Académie, les instituteurs furent invités à dresser la liste des enfants de moins de 13 ans qui, au lieu de fréquenter l'école, étaient employés à un travail industriel. Il fut facile aux instituteurs, qui sont en même temps secrétaires de mairie, de fournir ces renseignements. A la suite de la communication qui en fut donnée à l'Inspection, les ateliers des diverses localités signalées furent visités, les enfants de moins de 13 ans renvoyés à l'école et les industriels, sous le coup de procès-verbaux, menacés de poursuites s'ils les reprenaient. Nous souhaitons que les inspecteurs du travail obtiennent des autorités administratives qu'elles prennent des mesures analogues dans tous les départements. Leur tâche se trouverait ainsi singulièrement simplifiée et l'application de la loi plus facilement assurée. Leurs rapports attestent qu'ils n'ont laissé échapper aucune occasion d'en exiger la stricte exécution. C'est ainsi que des mesures de rigueur ont été prises dans le département de la Loire-Inférieure contre l'usine de conserves la plus importante de toute la côte. Cette fabrique qui occupait, en 1896, 83 enfants de 12 à 13 ans, dépourvus des deux certificats, s'est conformée, en 1897, aux prescriptions légales.

Une visite inopinée qui a été faite, de jour et de nuit, dans toutes les verriers actuellement existantes, a permis de constater que, dans ces établissements qui se sont montrés parfois réfractaires à l'application des règlements, la situation s'est sensiblement améliorée.

Quant aux enfants de 12 à 13 ans, dont la loi autorise exceptionnellement l'admission dans les établissements industriels, s'ils sont munis du certificat d'études primaires et d'un certificat d'aptitude physique, leur nombre est resté à peu près stationnaire. Il n'a été que de 1,868 pour toute la France, en 1897.

La Chambre des députés délibérant, au cours de la dernière législature, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à la modification de la loi du 2 novembre 1892, avait décidé de reporter à 13 ans, d'une manière absolue, l'âge minimum d'entrée des enfants dans l'industrie. D'après les chiffres qui précèdent, nous inclinerions à penser que cette mesure pourrait être adoptée sans inconvénient; ce serait une réforme d'autant plus heureuse que l'emploi d'enfants de 12 à 13 ans comporte de multiples formalités, qui donnent lieu à un grand nombre de contraventions.

Pour en éviter le retour, de nouvelles instructions très pressantes ont été données aux préfets. Quelques-uns d'entre eux n'ont rien négligé pour assurer l'application de la loi. On a fait afficher dans chaque salle d'école les prescriptions légales, ainsi que le nom du médecin désigné pour délivrer le certificat d'aptitude physique, chaque maire ayant préalablement reçu des formules imprimées du modèle de certificat arrêté par la Commission supérieure.

Néanmoins, l'admission dans les ateliers d'enfants ne se trouvant pas dans les conditions réglementaires a mis le service de l'Inspection dans l'obligation de relever, au cours de 1897, et de faire réprimer judiciairement 359 contraventions. Il en avait constaté 273 en 1894, 396 en 1895 et 435 en 1896.

Voici les principales industries visées dans les procès-verbaux :

INDUSTRIES.	NOMBRE de CONTRA- VENTIONS.
Moulinages de la soie.....	70
Verreries et cristalleries.....	57
Briqueteries et tuileries.....	26
Retorderies de laine.....	16
Filatures de coton.....	13
Filatures de soie.....	10

CHAPITRE III.

DURÉE DU TRAVAIL.

Il est un fait incontestable, c'est que la loi du 2 novembre 1892 a fait abaisser la journée du travail dans un grand nombre d'industries. On peut, dès lors, considérer que la situation du personnel s'est très sérieusement améliorée.

Dans certaines branches de la production où l'on travaillait autrefois de 72 à 75 heures par semaine, on ne fait plus aujourd'hui que 60 à 66 heures pendant le même temps, ce qui constitue une diminution moyenne de 2 heures par jour.

On peut affirmer, d'une manière générale, que cette durée de 11 heures tend à se généraliser, sans que la production paraisse en avoir éprouvé une influence appréciable, grâce à l'amélioration et au perfectionnement de l'outillage et aussi à une meilleure organisation du travail. C'est ainsi que, dans les filatures de laine d'Amiens, dans quelques filatures de Roubaix et de Tourcoing, les chefs de ces établissements ont déclaré à l'inspecteur du travail que la production de leurs usines n'avait pour ainsi dire pas diminué. Dans les filatures de soie, où le matériel a été entièrement transformé, il y

a même eu accroissement. Certains patrons, et non des moins importants, reconnaissent, d'ailleurs, que la production actuelle est trop grande, car il reste, aux inventaires, un stock considérable non utilisé, qui pèse lourdement sur les cours.

Et cependant il existe un certain nombre d'industries qui n'ont pas encore consenti à réduire la journée et qui mettent en œuvre les moyens les plus ingénieux, notamment les équipes alternantes, pour tourner la loi et obtenir 12 heures de travail avec des métiers conduits par des femmes et des enfants. Nous avons précédemment indiqué combien la surveillance était difficile dans de pareilles conditions. L'unification de la durée du travail à 11 heures pour toutes les catégories d'ouvriers pourrait seule faire disparaître les abus qui se produisent encore. Nous estimons que cette mesure pourrait être adoptée sans inconvénients par le législateur.

Pour remédier aux dangers résultant de la surproduction, un certain nombre de filateurs de coton ont déjà réduit la journée du travail, en ne faisant plus que 66 heures par semaine au lieu de 72. Une association, qui s'est constituée sous le nom de *Syndicat cotonnier de l'Est*, a cherché à amener tous ses adhérents à suivre cet exemple. Tous les intéressés étaient d'accord sur le principe, mais ils n'ont pu s'entendre sur les voies et moyens d'exécution. Les uns voulaient travailler 11 heures par jour pendant 6 jours, pour obtenir les 66 heures de travail par semaine; les autres proposaient de travailler 12 heures pendant les 5 premiers jours et 6 heures seulement le samedi, ce qui aboutissait au même résultat. Ceux-ci faisaient valoir que, si l'on adoptait le premier système proposé, l'habitude s'en prendrait vite chez les ouvriers, et que si, à un moment donné, on était obligé de forcer la production, on ne pourrait plus reprendre la journée de 12 heures, une fois qu'elle aurait été abandonnée.

Les patrons craignent, d'autre part, en limitant à 11 heures la durée du travail sans réduire le salaire, de créer un précédent qui les obligerait plus tard à en agir de même, si la journée de travail venait à être réduite encore davantage. Ils redoutent que leur production ne s'abaisse sans que les dépenses diminuent et que les difficultés qu'ils éprouvent actuellement pour lutter contre la concurrence étrangère ne se trouvent augmentées d'autant.

Il résulte, d'ailleurs, des rapports des inspecteurs que, dans les établissements qui n'ont pas réduit la durée de la journée de travail, ils tiennent la main, dans la mesure du possible, à ce que les personnes protégées ne travaillent pas plus de 11 heures et les ouvriers adultes plus de 12 heures.

Ajoutons que quelques usines ont organisé deux équipes qui, se succédant à l'atelier entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, font ainsi 8 heures de travail sans repos. Nous estimons qu'ici la loi n'est pas respectée. Tel est aussi l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures. L'article 3, § 4, de la loi de 1892, ne comporte, suivant lui, qu'une interprétation, à savoir : que l'industriel est tenu de laisser dans le cours de la journée, au personnel protégé, un ou plusieurs repos dont le total représente une heure. Il considère que cette prescription s'impose, quel que soit le nombre des heures de travail, et il ne lui paraît pas possible d'admettre qu'une réduction dans la durée de la journée légale entraîne pour le patron

la possibilité de réduire les repos. Cette interprétation nous paraît absolument conforme aux intentions du législateur.

Décret-Loi du 9 septembre 1848. — Le service de l'Inspection, en ce qui concerne le travail des adultes, se heurte à des difficultés qu'il importe de signaler. La loi de 1848, qui limite la durée du travail à douze heures, ne s'applique qu'aux usines et aux manufactures, c'est-à-dire, d'après l'interprétation qui a été faite de cette loi, aux établissements qui occupent plus de vingt ouvriers ou qui font usage d'un moteur mécanique. Les autres ateliers échappent à toute réglementation. On s'explique, dès lors, les scrupules que le service éprouve, parfois, à sévir contre un patron qui occupe vingt et quelques ouvriers plus de douze heures par jour, alors que, dans la même localité, son concurrent qui emploie, par exemple, dix-huit à vingt personnes, peut prolonger à son gré la durée du travail.

L'application de la loi de 1848 donne lieu à une autre observation. Le décret du 17 mai 1851, rendu en exécution de l'article 2 de ladite loi, a déterminé, dans son article 3, les industries qui, à raison de leur nature, sont autorisées à prolonger au delà de la limite légale la durée du travail. Le bénéfice de ces exceptions est toutefois subordonné, de la part du chef d'usine ou de manufacture qui veut en user, à une déclaration préalable, faite au préfet, par l'intermédiaire du maire, déclaration indiquant les jours pendant lesquels il se propose de donner au travail une plus longue durée.

La loi du 16 février 1883, ayant confié aux inspecteurs divisionnaires du travail le soin d'assurer une exécution plus efficace des dispositions législatives limitant la durée du travail des adultes, il avait paru indispensable que ces inspecteurs fussent désormais avisés des déclarations faites par les industriels en exécution du décret du 17 mai 1851. Les préfetures avaient, en conséquence, été invitées, chaque fois qu'un avis de ce genre leur parviendrait, à en donner communication à l'inspecteur divisionnaire, afin de permettre à cet agent d'exercer son contrôle. Peut-être conviendrait-il de rappeler ces prescriptions, qui ne paraissent pas avoir été bien régulièrement observées ou qui ont tout au moins été perdues de vue. Mais, nous croyons qu'il serait préférable de décider, par voie de modification au décret de 1851, que c'est à l'inspecteur, et non plus au maire, que les industriels seront tenus de faire leur déclaration; on supprimerait ainsi l'intervention du pouvoir administratif dans l'application des lois sur le travail qui pourrait être assurée d'une façon plus efficace, le service étant mieux à même de constater les contraventions plaçant l'industriel sous le coup des sanctions pénales inscrites dans la loi de 1848.

Malgré les progrès réalisés et la bonne volonté manifeste de la très grande majorité des chefs d'industrie, les inspecteurs du travail ont dû encore faire preuve de sévérité. C'est au chiffre de 3,000 que se sont élevées les contraventions qu'ils ont été obligés de relever dans des procès-verbaux pour inobservation des règles relatives à la durée du travail. Il y en avait eu 3,877 en 1895 et 5,725 en 1896.

Nous donnons ci-après les industries contre lesquelles il a été dressé le plus grand nombre de procès-verbaux :

INDUSTRIES.	NOMBRE de CONTRA- VENTIONS.
Modes, confections, couture, lingerie.....	636
Tissages de fil de toile.....	508
Filature et peignage de chanvre, de lin, d'étoupes et de jute.....	406
Teintureries, apprêts.....	369
Filature et peignage de laine.....	288
Ferronneries et quincailleries.....	97
Moulinage de la soie.....	96
Blanchisserie et repassage.....	73

CHAPITRE IV.

TRAVAIL DE NUIT ET REPOS HEBDOMADAIRE.

L'article 4 de la loi du 2 novembre 1892, qui défend, en principe, d'occuper les enfants, les filles mineures et les femmes la nuit, est une des dispositions à l'observation desquelles le service de l'Inspection tient le plus rigoureusement la main.

Le législateur a, d'ailleurs, admis un certain nombre de tolérances qui sont comme autant de soupapes de sûreté dont le jeu facilite singulièrement l'application des règles qu'il a édictées : Travail à double équipe entre 4 heures du matin et 10 heures du soir; faculté de veiller jusqu'à 11 heures du soir et même de travailler la nuit, d'une façon permanente ou temporaire, dans quelques industries déterminées, et notamment dans les usines à feu continu; enfin, droit pour l'inspecteur : 1° d'autoriser un certain nombre d'industries à faire des heures supplémentaires et à travailler le jour ordinairement consacré au repos hebdomadaire; 2° d'autoriser le travail de nuit, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure.

Il importe d'examiner l'usage qui a été fait de ces différentes tolérances.

Double équipe. — L'article 4 de la loi de 1892 qui interdit le travail de nuit, soit de 9 heures du soir à 5 heures du matin, dispose, toutefois, que ce travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de 9 heures chacun, avec un repos d'une heure au moins.

Le nombre des établissements qui ont eu recours à la double équipe, en 1897, a été de 55, dont 27 (au lieu de 25 en 1896 et 33 en 1895) à Saint-Chamond. Sur ces 27 établissements, on en rencontre 24 qui font alterner les équipes après 4 heures 1/2 de travail. On y use ainsi de tous les moyens

pour pousser la durée du travail à ses dernières limites, afin de donner plus d'intensité à la production. Ce n'est que dans le Nord, les Vosges et la Côte-d'Or qu'on rencontre des établissements, au nombre de 6, qui trouvent dans cette alternance des équipes, pratiquée après des durées différentes, le moyen de prolonger le fonctionnement de leurs usines.

Il y a une organisation qui mérite d'être signalée; elle consiste à faire travailler une des deux équipes d'abord de 4 à 8 heures du matin, puis de 5 à 10 heures du soir, les 9 heures intermédiaires étant faites par une autre équipe. On ne saurait trop insister sur ce qu'a de pénible ce mode de travail pour le poste qui est obligé de commencer le travail à 4 heures du matin pour ne finir qu'à 10 heures du soir. Jamais le travail de nuit, grâce aux subtiles interprétations qu'on a su faire de l'article 4, § 2, de la loi de 1892, n'a été plus dur pour le personnel protégé, qu'on avait en vue de soustraire, pour de multiples raisons, aux travaux de nuit proprement dits.

Au surplus, cette organisation ne saurait se concilier avec les termes formels de l'article précité, puisque l'une des deux équipes, celle employée de 8 heures du matin à 5 heures du soir, travaille 9 heures consécutivement sans aucun repos. Nous ne pouvons que nous référer, à cet égard, à ce que nous avons dit plus haut, à propos du travail ininterrompu de 8 heures.

Pour que le repos d'une heure, qui doit couper la journée de travail, conformément aux termes de l'article 4, soit observé, il est nécessaire, si l'on veut occuper le personnel de chaque équipe pendant 9 heures, d'employer alternativement une équipe pendant la durée du repos de l'autre; de sorte que les ouvriers sont ainsi obligés de prendre leurs repas aux abords de l'usine quand leur demeure est éloignée. Mais les inspecteurs ont été à même de constater que souvent la loi n'était pas observée. Les dispositions sont si habilement prises pour déjouer la surveillance que les efforts du service pour exercer un contrôle efficace échouent presque invariablement.

Enfin, l'article 9 du décret de 1894, concernant l'évacuation des locaux pendant les repos, ne peut être observé à raison de la continuité du travail.

On se plaint du ralentissement des affaires causé par la surproduction. Que serait-ce donc si tous les industriels avaient la possibilité d'adopter ce mode de travail? C'est un genre d'organisation qui a pour conséquence d'attirer artificiellement dans une industrie un plus grand nombre de bras qu'il n'est nécessaire et il ne pourrait en résulter que des chômages et un malaise social plus considérable. C'est donc à la législation elle-même qu'on doit un état de choses aussi lamentable et il est absolument indispensable de proscrire un système de travail qui conduit à de si tristes abus.

Veillées. — Nous avons maintes fois indiqué les difficultés que le service de l'Inspection rencontre pour s'assurer que la durée effective de 12 heures de travail n'est pas dépassée dans les établissements que les règlements autorisent à veiller jusqu'à 11 heures du soir. Elles ont été longuement détaillées déjà et démontrent que l'application stricte de la loi ne pourrait être obtenue qu'à la condition de poursuivre jusque dans le domicile privé des patrons, les investigations faites dans les ateliers après 9 heures du soir. Par suite, le service de l'Inspection ne peut vérifier si les douze heures de travail ne sont pas dépassées et si le travail ne se prolonge pas même après

11 heures du soir. Nous avons aussi démontré, les années précédentes, que la faculté de veiller jusqu'à 11 heures du soir ne pouvait se concilier avec l'interdiction de travailler plus de douze heures. Du moment où la loi n'autorise pas une durée de travail de plus de douze heures, il ne paraît pas nécessaire de tolérer la prolongation du travail après 9 heures du soir. De 7 heures du matin à 9 heures du soir, il y a une durée de quatorze heures (qui peut être augmentée de deux heures en faisant commencer la journée à 5 heures), pendant laquelle on peut exiger des ouvrières douze heures de travail effectif, en leur accordant deux heures de repos. Il serait donc logique de supprimer la veillée dont le maintien est synonyme de prolongation illégale du travail.

Nous trouvons dans les rapports des inspecteurs les arguments les plus puissants en faveur de l'adoption de cette mesure. Voici en quels termes s'exprime, à cet égard, l'inspecteur divisionnaire de la première circonscription :

« Le travail après 9 heures du soir devrait-il être interdit? Cette question vise plus particulièrement la couture et la confection pour dames, où le droit de veiller, accordé par l'article 1^{er} du décret du 28 juillet 1895, est exercé dans toute sa plénitude. Parmi ces industries, ce sont les maisons ayant leurs ateliers dans les quartiers du centre de Paris qui recourent le plus souvent au travail supplémentaire du soir. Ailleurs, on n'en fait pour ainsi dire pas usage. D'où vient que, dans une même profession, suivant qu'elle est pratiquée dans telle ou telle région de la ville, les patrons déclarent ne pouvoir se passer des heures de nuit, tandis que d'autres y renoncent d'une manière absolue? Tout simplement parce que, ici et là, la journée commence à des heures différentes. Quand, partout, l'heure de l'arrivée des ouvrières varie, suivant la saison, entre 7 heures et 8 heures du matin, elle est retardée jusqu'à 9 heures et même 9 heures 1/2 dans les ateliers situés aux environs de l'Opéra. Si, dans ces maisons, on se mettait à l'ouvrage dès 8 heures du matin au lieu de 9 heures, la douzième heure exceptionnelle, accordée par la loi, prendrait fin à 9 heures du soir, le repos de midi étant déduit. Dès lors, disparition du travail de nuit et des abus qu'il engendre. »

D'après M. Laporte, le seul obstacle à l'adoption d'une heure d'entrée plus matinale provient surtout des *premières* qui composent leurs modèles et restent souvent après les ouvrières pour préparer le travail du lendemain. « Mais cette résistance, ajoutet-il, est-elle donc si difficile à vaincre? Plusieurs grandes maisons de couture, de celles qui occupent des ouvrières par centaines, ont, cette année, modifié temporairement leurs tableaux des heures de travail, afin de parfaire la journée de douze heures sans dépasser 9 heures du soir. Il leur a suffi d'ouvrir les portes à 8 heures du matin. C'est contraintes et forcées, il faut le reconnaître, que ces maisons ont adopté cette combinaison momentanée, car elles avaient perdu le droit de faire travailler de nuit, le crédit de soixante jours qui leur est accordé par la loi ayant été épuisé. Mais ce qui a déjà été réalisé sous la pression de nécessités commerciales, il faut chercher à le maintenir pour des raisons plus hautes de morale et d'humanité. »

Voici ce que dit sur ce même sujet une des inspectrices du travail qui sont spécialement chargées de visiter les ateliers de coutures et de confections :

« La somme de travail donnée pendant douze heures est déjà pour beaucoup de jeunes filles et de femmes un effort qu'elles ne renouvellent souvent qu'au détriment de leur santé. Au point de vue de la famille, la veillée est nuisible : d'abord aux jeunes filles qui échappent à la surveillance des parents et qui sont exposées aux dangers de la rue ; ensuite aux femmes et aux mères de famille dont la présence au foyer est si nécessaire.

« La veillée à l'atelier ne leur permet ni de s'occuper du mari, dont la journée est presque partout terminée à 7 heures, ni des enfants, qui sont livrés à eux-mêmes et n'ont pas même les soins matériels indispensables ; en conséquence, les soins intellectuels et moraux font complètement défaut. Le résultat de la veillée pour la femme, à n'importe quel âge, est la déchéance physique, quand elle n'amène pas la déchéance morale. »

L'interdiction du travail effectué après 9 heures du soir est donc une mesure qui s'impose. Le service de l'Inspection déclare que cette mesure ne jettera pas la perturbation, ainsi qu'on pourrait le craindre, dans la marche de quelques industries parisiennes que le législateur a eu précisément en vue de favoriser. Rien ne sera changé dans la durée de la journée de travail, ce qui est l'essentiel. Elle restera toujours fixée à douze heures dans les cas prévus par le décret de 1893-1895. Il aura suffi de faire venir les ouvrières une heure plus tôt le matin, 8 heures au lieu de 9 heures, pour que les douze heures autorisées soient accomplies quand sonneront 9 heures du soir. Ce qui prouve que cette réforme est praticable, c'est que le principal établissement de confections en fourrures n'a pas jugé nécessaire de prolonger, en 1897, le travail après 9 heures du soir, tout en imposant à son personnel douze heures de présence effective à l'atelier. Mais il ne faut pas espérer que cet exemple sera suivi. Tant que la latitude de travailler après 9 heures du soir sera laissée aux patrons, on n'obtiendra pas de ces derniers une nouvelle organisation des heures de travail ; la routine restera souveraine maîtresse. Il importe donc que le Gouvernement intervienne pour mettre fin à des abus qui présentent les plus graves inconvénients.

Au surplus, la procédure à suivre pour arriver à ce résultat paraît des plus simples. En effet, sur 17 industries auxquelles le décret du 15 juillet 1893 avait primitivement octroyé le droit de veiller, il y en a 14 auxquelles un décret postérieur du 26 juillet 1895 a enlevé cette latitude. Mais, comme ces mêmes industries pouvaient avoir besoin, à des époques indéterminées, de certaines tolérances, elles ont été classées au nombre de celles en faveur desquelles l'inspecteur divisionnaire du travail peut lever les restrictions relatives à la durée du travail et à l'obligation du repos hebdomadaire. Il suffirait donc, pour couper court aux dangers qu'entraîne la veillée, d'inscrire à l'article 5 du décret précité la plupart des industries qui sont actuellement inscrites à l'article 1^{er}. Nous faisons des vœux pour que la question soit mise à brève échéance à l'étude.

Travail de nuit permanent. — Le travail de nuit permanent, de sept heures sur vingt-quatre heures, n'est, en général, utilisé que pour le pliage des journaux. Ce travail est fait par des femmes. Il dépasse rarement trois

ou quatre heures de durée pour les journaux quotidiens paraissant le matin. Pour les publications périodiques, une première équipe prend le travail au commencement de la journée, et le continue jusqu'à 9 heures du soir. Elle est alors remplacée par une seconde équipe qui termine le lendemain à 4 heures. La loi se trouve ainsi observée, au moins en apparence, car le personnel de nuit a souvent travaillé déjà dans un autre atelier, et il existe même des industriels qui s'entendent entre eux pour se prêter leurs équipes. Bien que ce procédé soit blâmable, il échappe à toute répression.

Travail de nuit temporaire. — L'article 4, § 6, de la loi de 1892 dispose qu'un règlement d'administration publique pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire à l'interdiction du travail de nuit. D'après le décret du 15 juillet 1893, le travail des femmes, des filles et des enfants employés la nuit, dans ces conditions, ne peut dépasser dix heures par 24 heures. Les chefs d'industries sont, d'ailleurs, tenus, en vertu du décret du 26 juillet 1895, de prévenir l'inspecteur chaque fois qu'ils veulent faire usage de ces autorisations, et cela avant le commencement du travail exceptionnel.

Parmi les 10 industries qui peuvent bénéficier de ces tolérances, à raison notamment des produits facilement altérables qu'elles transforment, une seule n'observe pas exactement les prescriptions réglementaires : c'est celle des conserves de poissons. Soit par négligence, soit parce qu'ils n'en voient pas la nécessité, les industriels s'abstiennent généralement d'aviser le service quand ils se voient dans la nécessité de faire usage de la tolérance inscrite dans la loi. Comme il importe que l'Inspection, pour exercer sa surveillance, soit tenue, jour par jour, au courant de ce qui se passe dans les fabriques de conserves, elle devra tenir la main à ce que les règlements y soient, sous peine de procès-verbaux, rigoureusement appliqués.

Usines à feu continu. — Aux termes de l'article 6 de la loi du 2 novembre 1892, le travail de nuit, de 9 heures du soir à 4 heures du matin, est autorisé, dans les usines à feu continu, pour les femmes et les garçons âgés de moins de 18 ans, et ne peut avoir lieu qu'en satisfaisant aux conditions suivantes :

- 1° Durée de travail effectif de dix heures par vingt-quatre heures;
- 2° Repos de deux heures au moins pendant la période de nuit;
- 3° Repos hebdomadaire assuré;
- 4° Emploi aux seuls travaux tolérés par le décret.

Les industries qui ont été classées dans la catégorie des usines à feu continu sont au nombre de sept. Ce sont :

- Les distilleries de betteraves;
- Les fabriques d'objets en fer et fonte émaillés;
- Les usines pour l'extraction des huiles;
- Les papeteries;
- Les fabriques et raffineries de sucre;
- Les usines métallurgiques;
- Les verreries.

L'organisation du travail dans ces établissements n'a pas sensiblement varié dans son ensemble.

Les usines à feu continu peuvent se diviser en deux catégories : celles qui emploient un personnel exclusivement masculin de plus de 18 ans et celles qui occupent un personnel mixte.

Certaines industries à personnel mixte n'occupent, la nuit, qu'un personnel masculin.

Il est généralement admis que l'équipe qui a travaillé la nuit pendant une, deux ou trois semaines consécutives, doit travailler le jour les semaines suivantes et, pour produire l'alternance des équipes, il est nécessaire que, à tour de rôle, chacune d'elles demeure à l'usine, le jour de changement de postes, pendant dix-huit ou vingt-quatre heures consécutives, ce service continu étant suivi ou précédé d'un repos complet d'égale durée. L'examen des conditions du travail dans ces ateliers rend hésitant sur l'efficacité des mesures réglementaires qui tendraient à modifier cette organisation. Il est, d'ailleurs, permis de se demander si ce système constitue bien une infraction à la loi de 1848? Les patrons font, en effet, remarquer, d'une part, que les ouvriers ne travaillent que douze heures à la fin d'une journée et six ou douze heures au commencement de la suivante. Ils objectent, d'autre part, que les ouvriers qui travaillent plus de douze heures sont des chauffeurs, des préposés à la conduite ou à la surveillance des chaudières, fourneaux ou étuves, toutes opérations qui, d'après le décret du 17 mai 1851, ne sont point soumises à la limitation du travail fixée par la loi de 1848. Les inspecteurs du travail estiment, de leur côté, que, cela fût-il possible, ils ne seraient pas suivis par les tribunaux s'ils entraient dans la voie de la répression.

La situation serait-elle améliorée si les chefs d'industrie, mis en demeure de se conformer rigoureusement à la loi, privaient les ouvriers des avantages qui résultent pour eux de l'alternance des équipes et si la besogne de nuit était constamment imposée aux mêmes ouvriers? C'est sûrement du côté de ces derniers que se manifesterait la résistance, si on tentait d'organiser un pareil système.

Il n'est, d'ailleurs, pas inutile de faire remarquer que ces dix-huit ou vingt-quatre heures de présence ne sont pas consacrées à un travail effectif, à raison des repos fréquents dont jouissent les ouvriers dans les usines à feu continu.

Il n'en est pas moins vrai que cette continuité du travail, pendant un laps de temps aussi prolongé, est un mal que les efforts des inspecteurs doivent tendre à déraciner. Ils n'ont pu jusqu'ici convaincre les industriels de l'utilité et de la possibilité de renoncer au système des dix-huit heures ou des vingt-quatre heures. Il paraîtrait, cependant, facile de ne pas dépasser douze heures de travail consécutif, le jour de changement d'équipes, en faisant faire, ce jour-là, des factions de six heures seulement; nous nous félicitons que d'heureuses tentatives aient été faites dans ce sens.

Dans quelques établissements industriels on est même arrivé à faire alterner les deux équipes sans occuper aucun ouvrier plus de douze heures par jour.

Il a suffi, pour arriver à ce résultat, de dédoubler un des deux postes

et de lui faire faire, par moitié, douze heures de jour et douze heures de nuit, pendant que l'autre équipe prenait vingt-quatre heures de repos.

Peut-être ce travail à équipes restreintes ne saurait-il être pratiqué dans toutes les industries. Quoi qu'il en soit, nous engageons vivement les inspecteurs à préconiser, partout où cela est possible, l'application de l'une de ces deux méthodes, qui supprimerait la journée de dix-huit ou de vingt-quatre heures qu'entraîne généralement le changement d'équipes. Ce serait un grand bienfait pour les travailleurs.

Quant au travail des enfants et des femmes, il est, sauf de regrettables exceptions, exécuté conformément aux prescriptions légales et réglementaires édictées par la loi de 1892 et les décrets des 13 mai et 15 juillet 1893.

Il est vrai que la présence à l'usine est de douze heures, mais nous avons déjà dit que le travail des enfants et des femmes est discontinu et qu'ils ne travaillent guère que sept ou huit heures. Il s'agit d'usines où l'ouvrier n'a pas à développer d'énergie musculaire continue et où son rôle consiste à surveiller le fonctionnement de machines ou d'appareils mus automatiquement.

Quant à l'équipe de roulement, c'est une organisation dont les patrons ne veulent pas entendre parler, tant à cause de sa complication, que du danger auquel on exposerait les garçons de remplacement, qui seraient chargés à chaque instant de besognes différentes.

Il convient de remarquer que les usines métallurgiques où les difficultés dont nous parlons se font particulièrement sentir, arrêtent pour la réfection des fours, pendant deux ou trois jours par quinzaine, et qu'on en profite pour donner aux enfants plusieurs jours de repos consécutifs.

Dans les usines à feu continu, où le relavage a lieu de huit heures en huit heures, le repos réglementaire pour chaque équipe ne peut guère être de plus d'une heure.

Nous ne croyons pas qu'il y ait, dans ce cas, une infraction à l'article 4 du décret du 15 juillet 1893. Cet article dispose que, lorsque les enfants et les femmes majeures sont employés pendant dix heures consécutives, leur travail doit être coupé par des intervalles de repos représentant un temps total au moins égal à deux heures. Or, ici, ils ne sont occupés que huit heures.

Quoi qu'il en soit de ces observations, le travail de nuit que la loi n'a pu, en présence des conditions spéciales de certaines industries, supprimer intégralement, doit être l'objet de la vigilance toute spéciale du service de l'Inspection.

Qu'il s'agisse des travaux à double équipe ou des usines à feu continu, de la veillée, des travaux de nuit permanents de sept heures ou des travaux de nuit temporaires, ce sont là des tolérances qu'il importe de renfermer dans les limites fixées par le législateur.

Les contraventions qui ont fait l'objet de procès-verbaux, en 1897, à raison de l'emploi d'enfants ou de femmes la nuit dans des conditions irrégulières, se sont élevées au chiffre de 1,111, chiffre à peu près égal à celui qui avait été constaté l'année précédente (1,142).

Le tableau ci-après donne la désignation des industries où les infractions ont été les plus nombreuses.

INDUSTRIES.	NOMBRE des CONTRA- VENTIONS.
Modes, confections, couture, lingerie.....	631
Filatures et peignages de laine.....	163
Blanchisseries et repassage.....	64
Imprimeries.....	47
Ferronneries, fabriques de vis, quincailleries.....	43
Verreries et cristalleries.....	38
Moulinage de la soie.....	24
Relieurs.....	20

Repos hebdomadaire. — Le jour de repos le plus communément adopté est toujours le dimanche. De fréquentes visites ont été faites pour assurer l'application de l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892, principalement dans les petits ateliers où elle laisse toujours un peu à désirer; un grand nombre de patrons continuent, en effet, à ne pas voir une transgression de la loi dans le rangement de l'atelier fait par des apprentis le dimanche matin.

Pour vaincre cette vieille routine, des procès-verbaux ont été dressés.

L'obligation du repos hebdomadaire n'est pas non plus toujours bien observée dans les usines à feu continu qui ne chôment pas un jour par semaine, parce qu'à la faveur des roulements les contraventions peuvent être dissimulées.

Un certain nombre de filateurs et de mouliniers en soie ont continué, en 1897, de faire travailler leur personnel les jours fériés, malgré les avertissements qui leur avaient été donnés.

Quelques maisons de modes ont suivi cet exemple.

Le service a dû dresser des procès-verbaux pour ces contraventions.

C'est principalement le lundi de Pâques et le lundi de la Pentecôte que des infractions ont été relevées, les industriels prétendant toujours ignorer que ces deux jours sont reconnus par la loi comme jours fériés.

L'inobservation du repos hebdomadaire et des jours fériés a motivé, en 1897, 1,508 contraventions.

Il y en avait eu 1,793 en 1895;

Et 2,503 en 1896.

Voici les industries dans lesquelles les infractions ont été les plus fréquentes :

INDUSTRIES.	NOMBRE des CONTRA- VENTIONS.
Moulinage de la soie.....	199
Modes, confections, couture, lingerie.....	151
Blanchisseries.....	111
Filatures de soie.....	70
Conserves de poissons.....	66
Faïences et porcelaines.....	37
Imprimeries.....	30
Serruriers-mécaniciens.....	29
Tapisserie, passementerie, broderie pour meubles.....	28
Tissage de la soie.....	28
Horlogeries, orfèvreries.....	27
Tailleurs.....	22
Boîtes à fromages (Fabriques de).....	19
Briqueteries et tuileries.....	18

CHAPITRE V.

TOLÉRANCES.

Il existe deux tolérances, dont nous n'avons pas encore parlé et qui ne peuvent être accordées que par l'inspecteur divisionnaire du travail :

1° En cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, ce fonctionnaire peut lever temporairement, dans n'importe quelle industrie, l'interdiction du travail de nuit. Vingt-sept établissements seulement ont bénéficié de cette dérogation, soit à la suite d'avaries de machines, d'accidents arrivés au matériel ou d'interruptions occasionnées par des incendies. Les industriels n'ont donc pas, d'une manière générale, fait usage de cette tolérance, ce qui ne veut pas dire que, dans bien des cas, elle ne fût pas nécessaire. Mais les ateliers n'ont pas, pour la plupart, d'équipe de nuit susceptible de faire un travail imprévu.

Dans l'impossibilité de recruter ce personnel supplémentaire pour des usines isolées, loin de tout centre peuplé, et aussi pour éviter au personnel qu'un nouveau chômage, résultant d'une surproduction provoquée par un travail à deux équipes, vienne s'ajouter à l'arrêt résultant de catastrophes matérielles, les chefs d'industrie ont renoncé à bénéficier des autorisations que la loi aurait permis de leur accorder.

Les industriels préféreraient être autorisés, en pareilles circonstances, à faire travailler leur personnel douze heures par jour ainsi que le jour con-

sacré habituellement au repos hebdomadaire, pendant une période déterminée, afin de leur permettre d'expédier les commandes en retard, tout en donnant aux ouvriers la possibilité de regagner le salaire perdu par suite d'un arrêt forcé du travail. Mais, la loi autorisant uniquement le travail de nuit, et non la prolongation provisoire du travail journalier, le service de l'Inspection a dû se refuser à accorder les tolérances qui lui étaient demandées.

C'est là un état de choses qui n'est pas sans présenter de sérieux inconvénients. Ainsi, dans le courant de l'année 1897, des dégâts considérables ont été causés par les inondations dans un certain nombre de départements; les canaux et les bâtiments des usines en ont particulièrement souffert; et quoique le service eût reçu des demandes de plusieurs industriels pour prolonger la durée du travail d'une heure, il n'a pu y donner satisfaction, bien qu'à la fermeture de l'usine, occasionnée par les réparations, soit venu s'ajouter, pour quelques-uns, un nouveau chômage résultant des retards apportés à la livraison des matières premières par le chemin de fer.

Les inspecteurs divisionnaires expriment le regret que la loi ne leur permette pas d'accorder, dans ces cas exceptionnels, l'autorisation de prolonger la durée du travail journalier. Ils sont unanimes à reconnaître en cela une lacune qu'il serait utile de combler, en subordonnant l'octroi de cette tolérance à des règles précises. En exigeant, par exemple, que l'industriel justifie, par une attestation des autorités locales, que le travail de son usine a été interrompu pour cause de force majeure, on éviterait les abus. La dérogation, qui aurait pour conséquence de prolonger d'une heure la durée du travail journalier, leur paraît moins grave que celle qui consiste actuellement à autoriser les femmes et les enfants à travailler la nuit. Quoi qu'il en soit, l'une et l'autre tolérance leur sembleraient devoir être inscrites dans la loi. Mais c'est là une question qui ne pourrait être tranchée que par le législateur.

2° L'article 7 de la loi du 2 novembre 1892, dont nous venons de parler, permet à l'inspecteur divisionnaire de lever temporairement, pour certaines industries désignées par un règlement d'administration publique, l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail.

Les industries dites « de saison », que le décret du 15 juillet 1893 avait désignées comme pouvant bénéficier de cette tolérance étaient au nombre de 16. Le décret du 25 juillet 1895 en a doublé le chiffre. Mais, dans le nombre des industries nouvelles, il s'en trouvait 8 auxquelles on enlevait, par contre, le droit de veiller. Enfin, un décret du 29 juillet 1897 est venu ajouter 5 nouvelles industries à celles qui bénéficiaient déjà de l'article 7 de la loi de 1892, ce qui en portait le nombre à 37.

Il semble résulter des rapports des inspecteurs que quelques-unes de ces tolérances ne seraient guère justifiées. Voici ce que dit à ce sujet l'inspecteur divisionnaire de la 3^e circonscription régionale, M. Jacques, dont la résidence est à Dijon :

« Parmi les industries nouvellement admises, par le décret du 29 juillet 1897, à bénéficier de l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892, celle de la

bonneterie fine n'a fourni qu'une seule demande provenant d'un fabricant de Belfort. On peut s'étonner que les fabricants de l'Aube n'aient pas usé d'une tolérance qu'ils avaient si vivement réclamée. M. l'inspecteur départemental de Troyes pense que cette abstention tient principalement à un ralentissement momentané de la production générale, amené par la concurrence étrangère.

« Une remarque semblable s'applique à l'industrie de la chaussure, pour laquelle aucune demande d'autorisation temporaire n'a été faite en 1897. M. l'inspecteur départemental de la Côte-d'Or, qui avait reçu, en 1896, les doléances des patrons qui ne pouvaient alors profiter de l'exception ouverte par l'article 7, a été surpris, en 1897, de voir avec quelle indifférence ils ont accueilli le décret qui leur donnait satisfaction. Ils n'y ont pas eu recours, les uns parce qu'ils ont augmenté leur outillage, les autres parce que la journée de onze heures suffit à assurer leur production.

« Ces faits indiquent que certains industriels demandent à bénéficier de tolérances dont ils n'ont pas toujours grand besoin, et qu'avec de la bonne volonté ils pourraient très bien se soumettre à la règle commune, qui ne reçoit déjà que trop d'exceptions. »

Les inspecteurs concluent de ces faits qu'il faudrait se montrer plus rigoureux dans l'inscription au décret des industries qui demandent à bénéficier des tolérances de la loi. Ils estiment même que la liste actuelle pourrait être diminuée sans inconvénient. La Commission supérieure du travail qui s'est, en principe, montrée opposée à l'extension de la nomenclature des industries privilégiées au point de vue des tolérances, ne peut que se ranger à cette manière de voir.

D'après les rapports des inspecteurs divisionnaires, la faculté accordée par l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 ne répondrait pas complètement aux exigences de l'industrie. Les fabricants, surpris par une commande ou un cas fortuit, doivent demander une autorisation qui, quelle que soit la rapidité avec laquelle elle est donnée, arrive, dans bien des cas, après que le travail est achevé. Les inspecteurs sont unanimes à reconnaître que, pour obvier à cet inconvénient, il faudrait que les industries dénommées à l'article 5 précité eussent, comme celles qui sont inscrites à l'article 1^{er} du même décret, la faculté de prévenir l'inspecteur dans la forme indiquée à l'article 6, sans attendre que l'autorisation soit accordé pour commencer le travail exceptionnel. Seulement, dans ce cas, il serait indispensable de fixer le nombre des jours de repos hebdomadaire pendant lesquels l'industriel pourra faire travailler, et le nombre des jours où la durée du travail pourra être prolongée. On couperait court ainsi à une autre difficulté, celle de savoir à quelle limite exacte doivent s'arrêter les tolérances, sans que l'inspecteur puisse être taxé de rigueur ou de condescendance. Mais, ici encore, il s'agit d'une réforme qui ne pourrait être réalisée que par voie législative.

Ce sont toujours les industries de saison de Paris qui bénéficient le plus de la faculté de prolonger exceptionnellement en semaine la durée du travail, et d'occuper le personnel protégé le jour consacré au repos hebdomadaire. Sur 1,362 autorisations données par l'Inspection de faire une ou deux heures supplémentaires (sans que la durée du travail dépasse douze heures),

538, c'est-à-dire près de 40 p. 100, ont été octroyées aux industries parisiennes. Si l'on se réfère au travail effectué le jour du repos hebdomadaire, la proportion des tolérances accordées est de 56 p. 100 (582 sur un total de 1,033).

Ce sont les blanchisseries de linge fin, les établissements de confections, de couture et de lingerie, les fabriques de conserves alimentaires et les imprimeries typographiques, dans lesquels l'usage desdites tolérances est le plus répandu.

Quant au personnel occupé pendant la durée de ces tolérances, il se composait de 6,923 enfants, de 6,026 filles mineures et de 20,234 femmes, soit un total de 33,183 personnes pour la durée du travail. En ce qui concerne la dispense du repos hebdomadaire, elle s'appliquait à 4,567 enfants, 5,065 filles mineures et 13,407 femmes, soit un total de 23,039 jeunes ouvriers ou ouvrières.

Voici les industries où les autorisations ont été le plus nombreuses :

INDUSTRIES.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS ayant bénéficié d'autorisations.	
	Durée du travail.	Repos hebdomadaires.
Confections, couture et lingerie pour femmes et enfants....	366	224
Blanchisseries de linge fin	260	214
Conserves de fruits et confiseries, conserves de légumes et poissons.....	116	103
Imprimeries typographiques.....	99	81

CHAPITRE VI.

LIVRETS. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

Livrets. — Aux termes de l'article 10 de la loi de 1892, les maires sont tenus de délivrer gratuitement, aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms des enfants des deux sexes âgés de moins de 18 ans, qui veulent entrer dans l'industrie, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile.

Ce livret, sur lequel le patron doit inscrire la date d'entrée et de sortie de l'enfant, constitue la pièce sans laquelle ce dernier ne saurait être admis régulièrement dans un atelier. La délivrance du livret est donc une formalité des plus importantes.

On peut dire que, maintenant, presque tous les enfants au-dessous de 18 ans sont munis du livret réglementaire dans les usines et manufactures. Il n'en est pas de même dans les petits ateliers. Cela tient toujours à ce qu'un grand nombre de mairies sont démunies de livrets. Ce sont de faibles centres de population où n'existe pas d'usine, au sens ordinaire du mot, où tous les habitants se connaissent, où l'âge d'un enfant est un fait de noto-

riété publique et où les maires croient pouvoir, dès lors, se dispenser de délivrer des livrets. En outre, ces communes ont généralement un budget qui ne s'équilibre que grâce à la plus stricte économie; aussi, les conseils municipaux montrent-ils peu d'empressement à voter, bien que ce soit pour eux une obligation, un crédit pour l'accomplissement d'une formalité dont ils n'aperçoivent pas la nécessité.

Pour remédier à cet état de choses, les préfetures, sur la demande de l'Inspection, tiennent à la disposition des maires les livrets qui leur sont nécessaires; mais les demandes ne parviennent à l'administration préfectorale qu'au fur et à mesure que le cercle d'action des inspecteurs s'élargit; il s'ensuit que, pendant quelques années encore, c'est-à-dire jusqu'à ce que toutes les communes aient été l'objet de visites, il existera des lacunes et qu'on aura à signaler un nombre relativement considérable d'enfants de moins de 18 ans non munis du livret réglementaire. Quoi qu'il en soit, la proportion des enfants qui sont aujourd'hui en règle avec la loi s'accroît d'une année à l'autre.

Quelques inspecteurs se plaignent encore que certaines municipalités continuent à ne pas délivrer les livrets gratuitement. Conformément au vœu exprimé par la Commission supérieure, M. le Ministre du commerce et de l'industrie s'est concerté avec M. le Ministre de l'intérieur pour que les préfets rappellent aux maires l'obligation que la loi leur impose, en les invitant à ouvrir au budget communal un crédit spécial destiné à couvrir les frais d'acquisition des livrets. Dans un certain nombre de départements, les communes en ont été approvisionnées d'office, et la dépense a été prélevée sur les fonds des cotisations municipales. C'est un procédé qui pourrait être généralisé avec avantage.

Les inspecteurs ont eu l'occasion de constater que la délivrance des livrets n'est pas toujours entourée de toutes les garanties désirables. Ils sont parfois remis par les secrétaires de mairie aux parents sur leur simple déclaration. Il importe, pour éviter les chances d'erreurs, et même les fraudes qui ne sont malheureusement pas sans exemple, que le livret ne soit que la reproduction des indications portées sur l'extrait de l'acte de naissance de l'intéressé.

Dans les établissements de la grande et de la petite industrie qui avoisinent la frontière, les enfants belges sont encore embauchés sur la production du livret étranger. C'est ainsi que l'Inspection a trouvé, au cours de ses visites, 104 livrets belges dans divers établissements. On a exigé que tous les enfants, sans distinction de nationalité, fussent nantis de livrets français, les seuls que le service puisse admettre, puisque la loi a voulu que les livrets fussent délivrés par les maires, qui les apostillent et certifient l'exactitude des renseignements qu'ils contiennent.

Les mairies refusent, en général, de délivrer le livret sur la présentation d'une pièce libellée en langue étrangère. Elles exigent que les intéressés s'adressent au consul de leur pays pour obtenir une traduction certifiée conforme de la pièce originale. Nous estimons que c'est seulement sur la production de cette pièce que les municipalités doivent fournir le livret réglementaire. Autrement elles pourraient faciliter l'entrée dans les ateliers

d'enfants étrangers n'ayant pas 13 ans, et cela au détriment de nos nationaux.

Registre. — On sait que les patrons ou chefs d'industrie doivent tenir un registre sur lequel sont mentionnées toutes les indications portées au livret, y compris la date d'entrée et de sortie de l'enfant.

On peut dire du registre ce qui a déjà été dit à propos du livret, à savoir que la loi ne pourra être définitivement appliquée à cet égard que lorsque le service aura pu visiter toutes les communes. Dans les grands établissements, qui ont tous été inspectés, ce registre est régulièrement tenu; mais dans les petits ateliers, où il n'y a pas de bureau et où, parfois, le patron lui-même est illettré, on constate des irrégularités nombreuses; souvent il est impossible de prendre connaissance du registre parce que le patron est absent au moment de la visite. Pour que le contrôle soit possible, il importe que cette pièce puisse être mise, sur simple réquisition, à la disposition de l'inspecteur.

Affichage. — Pour que les intéressés ne puissent se méprendre sur l'étendue de leurs obligations, le législateur exige que les chefs d'industrie affichent, dans chaque atelier, la loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution, les heures de travail et de repos, les nom et adresse de l'inspecteur de la circonscription, la copie de l'autorisation qui peut leur être accordée de prolonger exceptionnellement la durée du travail ou de l'avis qu'ils doivent envoyer au service, quand ils se proposent de travailler après 9 heures du soir.

Ici encore, nous faisons les mêmes remarques que pour les registres d'inscription du personnel de moins de 18 ans. Ce sont les petits ateliers qui trouvent gênantes les obligations de l'affichage. Ceux dont la durée du travail varie avec la durée du jour ou avec les saisons ne mettent pas toujours l'affiche des heures de travail en concordance avec les heures variables du travail quotidien. Enfin, dans les ateliers où se dégagent des fumées, des vapeurs ou des poussières, tels que ceux des forgerons, serruriers, mécaniciens, carderies et filatures, papeteries, etc., une affiche sur papier ordinaire est rapidement hors d'usage et beaucoup de chefs de petits ateliers reculent devant la dépense d'encadrement qui, d'ailleurs, ne leur est pas imposée, mais qui serait nécessaire pour la conservation de ces affiches.

Quoi qu'il en soit, il est indispensable que les horaires soient toujours aussi complets et aussi précis que possible. C'est, notamment, dans les ateliers où il existe des roulements ou des remplacements qu'il importe que le tableau des heures de travail et de repos soit bien détaillé. Le service de l'Inspection est un service de contrôle et l'industriel doit fournir certains éléments à l'exercice de ce contrôle. Si, dans son usine, il a jugé à propos d'organiser le travail d'une façon complexe, ce qui est incontestablement son droit, il doit alors fournir les éléments nécessaires à la surveillance, quelque compliqués qu'ils puissent être.

CHAPITRE VII.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

Il résulte des rapports des inspecteurs que, depuis la promulgation des lois relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, d'immenses progrès ont été accomplis. Il y a quelques années, en visitant les ateliers, on circulait avec peine au milieu de larges courroies à marche ascendante et descendante, entre les rouages multiples des machines sans organes protecteurs, à côté de trappes ouvertes ou de puits à ouvertures béantes dépourvues de barreaux ou de garde-corps. La législation est heureusement venue mettre un terme à un état de choses aussi préjudiciable à tous les intérêts en cause. Aussi, la situation s'améliore-t-elle rapidement. Aujourd'hui, les précautions sont prises presque partout; des procédés souvent très ingénieux sont employés pour éviter les chances d'accidents. Sous l'influence de l'Inspection, l'éducation des patrons et des ouvriers se fait pour le plus grand bien de tous; l'avenir est préparé, au lieu d'être abandonné sans direction. Le développement du machinisme pourra régulièrement s'opérer, sans entraîner les fâcheuses conséquences qu'il était autrefois donné d'observer. Sans doute, malgré les progrès accomplis, il reste encore beaucoup à faire, dans un certain nombre d'établissements, pour que le matériel mécanique présente toutes les conditions de sécurité prescrites par la loi. Si on voulait appliquer la loi aux anciens ateliers, il faudrait démolir la plupart d'entre eux. Il faut bien reconnaître aussi que l'industriel qui ne réalise généralement pas de gros bénéfices, se trouve parfois dans l'impossibilité d'engager des dépenses qu'exigeraient les changements à opérer dans son usine.

Mais, grâce à la loi, tous les nouveaux établissements qui se créent sont installés dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité. Les machines sont largement espacées, le cube d'air des salles y est très grand et des appareils de ventilation sont installés. Nous ne citerons qu'un exemple, celui d'un établissement qui avait particulièrement fixé l'attention de l'Administration et dans lequel des réformes radicales ont été réalisées. Il s'agit d'un établissement de broyage de silice, où des poussières très dangereuses peuvent se dégager. A la suite des dispositions qui ont été prises, broyage, blutage en vases clos, embarillage automatique dans des alcôves ventilées, on n'entend plus parler de sinistres dans cette industrie autrefois si nocive.

Il n'en n'est malheureusement pas partout de même. Des accidents encore trop fréquents viennent rappeler aux industriels que tel ou tel organe présente des causes de danger. Mais, peu à peu, sous les efforts constants du service, des améliorations se réalisent chaque jour et nous espérons qu'un temps viendra, qui n'est pas éloigné, où l'on pourra constater que toutes les mesures sont prises pour que le séjour des ateliers présente une sécurité et une salubrité satisfaisantes.

L'énumération des prescriptions ou mises en demeure inscrites sur les registres d'usines, pour la protection des organes des machines ou appareils, a inspiré à quelques inspecteurs la pensée qu'il y aurait de sérieux avantages à imposer aux constructeurs l'obligation de ne les livrer que munis de leurs

organes protecteurs. Ils estiment que le jour où cette prescription serait adoptée et mise en vigueur, plus de la moitié des accidents industriels qu'il est possible de prévenir seraient évités. Mais il ne semble pas que ce soit là un domaine ouvert à l'action du législateur.

C'est surtout la protection des parties travaillantes des machines et, en particulier, des lames tranchantes tournant à grande vitesse, qui doit faire l'objet des préoccupations des inspecteurs du travail. C'est de ce côté que doivent tendre les recherches des associations de protection contre les accidents, d'autant plus que les dispositifs pratiques ne sont pas encore arrivés à un degré de perfection suffisant.

Mais il faut que les ouvriers se conforment eux aussi aux prescriptions que le législateur a édictées dans leur intérêt. Dans presque toutes les usines qui emploient des enfants, des filles mineures ou des femmes, les industriels ne se sont pas contentés de leur défendre le nettoyage et le graissage des machines en marche ; ils ont fait afficher cette défense en gros caractères dans les ateliers.

Malgré cette précaution, les drousseuses des filatures ne peuvent perdre l'habitude contractée depuis longtemps de retirer les flocons de laine qui se forment auprès des organes en mouvement ; aussi arrive-t-il, trop fréquemment encore, qu'elles sont victimes d'accidents qui ne se seraient pas produits sans leur imprudence.

Nous sommes heureux de constater, en terminant, les améliorations sensibles qui ont été réalisées dans certaines circonscriptions, au point de vue de l'hygiène. Le couchage à deux tend à disparaître ; les bois de lit primitifs sont peu à peu remplacés par des couchettes en fer ; la propreté est beaucoup plus grande et l'aération, qui laissait à désirer, est aujourd'hui satisfaisante.

Le service de l'Inspection a constaté, d'autre part, les inconvénients que présentait le couchage des ouvrières directement sous la tuile, par suite des brusques changements de température, et il a dû prescrire dans quelques dortoirs l'établissement d'un plafond ou d'un voligeage. Un procès-verbal de contravention fut dressé contre un industriel qui n'avait pas tenu compte d'une mise en demeure, et une condamnation s'ensuivit. L'industriel ayant porté l'affaire en appel, la Cour a confirmé la décision du premier juge. Par suite de la jurisprudence adoptée et de l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, qui s'est prononcé dans le même sens, cette mesure est devenue obligatoire et les inspecteurs exigent qu'elle soit observée partout où les nécessités le réclament.

Le nombre des procès-verbaux que le service a dû dresser, en 1897, tant pour contraventions aux règles d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892 et par le décret du 13 mai 1893, que pour infractions aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894, s'est élevé à 1,176. Il avait été de 398 en 1894, de 804 en 1895 et de 1,080 en 1896. Cette sévérité dans la répression dénote, non pas que la loi n'est pas appliquée (nous venons de voir le contraire), mais que le moment est venu d'exiger, s'il le faut, par des mesures de rigueur, de la part des industriels récalcitrants l'application des

prescriptions réglementaires qui devront être, dans un délai très rapproché, universellement observées.

Les contraventions relatives à la loi de 1892 et au décret de 1893, les seules dans le détail desquelles nous ayons à entrer ici (l'application de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs échappant, d'une manière générale, à notre contrôle), se répartissent comme suit :

NATURE DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE des CONTRA- VENTIONS.
Infractions aux règles générales d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892.....	166
Graissage de mécanismes en marche.....	39
Machines non protégées.....	204
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux roues verticales.....	3
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux scies circulaires.....	5
Emploi d'enfants de moins de 16 ans au travail des lames tranchantes mécaniques.....	3
Emploi d'enfants au-dessous de 13 ans à cueillir ou à souffler le verre....	1
Emploi d'enfants de moins de 16 ans au service des robinets à vapeur....	1
Emploi d'enfants de moins de 16 ans sur des échafaudages volants.....	1
Surcharges.....	39
Travail aux machines à coudre avant 16 ans.....	13
Travaux interdits aux enfants, aux filles mineures et aux femmes.....	13
Travail interdit aux enfants au-dessous de 18 ans.....	1
Conditions imposées pour certains travaux.....	20

Quant à l'article 16 de la loi de 1892, qui prescrit aux patrons de veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique dans leurs ateliers, son exécution n'a motivé de la part de l'Inspection que des observations sans gravité et, du reste, très peu nombreuses. Des images et des inscriptions inconvenantes ont été supprimées sur l'injonction des inspecteurs. Ils ont dû intervenir quelquefois pour recommander une tenue décente dans les ateliers. Le service a eu connaissance d'un fait grave, absolument exceptionnel, qui a entraîné pour ses auteurs et complices une condamnation correctionnelle d'emprisonnement.

CHAPITRE VIII.

ACCIDENTS.

Depuis 1894, le nombre des accidents connus va toujours en croissant; cette progression tient uniquement à la régularité plus grande apportée à l'accomplissement des formalités relatives à la déclaration, et il ne faudrait pas en déduire que les accidents deviennent plus fréquents. Au contraire, le service a pu constater, et tous les usiniers le reconnaissent, que, depuis la

mise en vigueur de la loi, les accidents qui se produisent dans les établissements industriels sont beaucoup plus rares ; nous ne citerons qu'un exemple : Dans le département de l'Allier, où il y avait eu 608 accidents connus en 1893 et 616 en 1896, le nombre en est descendu à 530 en 1897 ; or, dans ce département qui ne comporte presque que de la grande industrie, les accidents ont été au moins aussi régulièrement déclarés en 1897 que les années précédentes. La diminution constatée, dans l'espèce, prouve donc incontestablement l'influence salutaire de la loi du 12 juin 1893 sur la protection des appareils dangereux.

Quoi qu'il en soit, le nombre des déclarations d'accidents, qui avait été de 20,390 en 1895 et de 25,922 en 1896, s'est élevé à 28,954 en 1897, avec 29,089 victimes. Ces chiffres ne représentent que 12 personnes atteintes par 1,000 ouvriers employés ; or, en Allemagne et en Autriche, où les conditions du travail se rapprochent beaucoup des nôtres, la proportion des accidents est de 40 p. 1,000. On voit, d'après cela, dans quelle faible mesure les accidents ont été déclarés jusqu'ici en France.

Nous espérons que la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail mettra fin aux hésitations que manifestaient certains industriels à faire la déclaration des accidents survenus dans leurs usines, et vaincra l'inertie de ceux qui s'étaient, de parti pris, montrés jusqu'ici réfractaires à l'observation des lois qui régissent la matière.

Aux termes de l'article 11 de la loi précitée, avis des accidents doit être donné immédiatement, par le maire, à l'inspecteur du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines qui, aux termes de la loi de 1892, remplit les fonctions d'inspecteur du travail dans les exploitations soumises à son contrôle. Il est à remarquer que les inspecteurs du travail recevront ainsi avis d'accidents survenus dans des établissements non soumis à leur surveillance.

L'article 31 leur donne, d'ailleurs, compétence pour constater, dans ces établissements comme dans les autres, les infractions aux dispositions de l'article 11 précité, qui prescrit aux chefs d'industrie de faire au maire de la commune la déclaration des accidents survenus dans leurs ateliers. Les inspecteurs pourront être ainsi conduits à verbaliser, même en cas d'accidents survenus dans des entreprises qui échappent à leur surveillance. Il y a là une anomalie que nous nous bornons à signaler.

Par contre, la loi de 1898 ne visant pas un certain nombre des établissements auxquels sont applicables les lois sur le travail, les inspecteurs auront à veiller à ce que les déclarations d'accidents y soient faites conformément aux prescriptions de l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et de l'article 11 de la loi du 12 juin 1893, qui reste en vigueur en ce qui les concerne.

On relève, d'autre part, entre les lois de 1892-1893 et la loi de 1898 qui, au point de vue des déclarations, sont conçues en termes presque identiques, une différence de rédaction qui n'est pas sans importance. Aux termes de la législation sur le travail, le maire doit dresser procès-verbal de la déclaration d'accident d'après un modèle dressé par un règlement d'ad-

ministration publique. Le cadre de ce procès-verbal avait été établi par les décrets des 21 avril et 20 novembre 1893. La loi de 1898 ne renferme aucune disposition à cet égard. Peut-être est-il à craindre que les renseignements, donnés déjà d'une façon peu satisfaisante dans le procès-verbal réglementaire, ne laissent encore plus à désirer dans l'avenir, ce qui ne permettra peut-être pas toujours aux inspecteurs de vérifier (c'est en cela que consiste ici leur fonction) s'il y a eu contravention aux prescriptions législatives ou réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Pour terminer l'examen des points de contact qui existent entre les lois de 1892-1893 et la loi de 1898, ajoutons que cette dernière donne également compétence aux inspecteurs du travail pour constater les infractions aux dispositions qui font aux industriels un devoir d'afficher, dans chacun de leurs ateliers, la loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution.

Nous souhaitons vivement qu'en associant les inspecteurs à l'exécution de la loi du 9 avril 1898 on ne détourne pas ces fonctionnaires, dont la tâche est déjà si lourde, de l'accomplissement de leur mission, qui est d'assurer l'application des lois sur le travail.

CHAPITRE IX.

ÉTABLISSEMENTS SPÉCIAUX.

Établissements de bienfaisance. — La loi du 2 novembre 1892 soumet aux obligations qu'elle édicte les établissements publics ou privés, laïques ou religieux, qui ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Dans ceux de ces établissements, orphelinats ou autres, où l'instruction primaire est donnée, l'enseignement manuel ou professionnel, pour les enfants âgés de moins de 13 ans, ne doit pas dépasser trois heures par jour.

Le contrôle de l'inspecteur se trouve singulièrement entravé dans les établissements de ce genre par les lenteurs apportées à l'ouverture des portes qu'il faut successivement franchir. De la sorte, quand il arrive dans l'atelier, tout a pu être préparé pour que sa visite ne donne aucun des résultats que fournit généralement une visite inopinée. Toutefois, le service a pu relever un assez grand nombre de contraventions. Nous n'en signalerons que quelques-unes.

Dans 3 maisons, dont 2 dépendent de la communauté du Bon-Pasteur à Bourges et à Limoges, le travail était le même pour tous les enfants, qu'ils eussent moins ou plus de 13 ans; cet abus a cessé maintenant; dans le troisième orphelinat, situé à Saint-Amand, les enfants au-dessous de 13 ans travaillaient neuf heures; procès-verbal a été dressé.

Dans 2 moulinages de soie annexés aux couvents de Maubec et de Poët-Laval (Drôme), l'inspecteur a constaté qu'on ne tenait aucun compte des prescriptions contenues dans l'article 1^{er} de loi du 13 mai 1893. Un avertissement sévère a été donné à ce sujet.

La directrice de l'ouvroir annexé à l'hospice de Mirande, après avoir pris

l'avis de l'économe, avait avisé l'inspecteur qu'elle ne croyait pas que son ouvroir fût soumis au régime de la loi du 2 novembre 1892 et que, par suite, elle ne fournirait pas l'état trimestriel du personnel que les établissements de cette nature sont tenus de produire, en vertu de l'article 10, § 5. L'intervention du service a mis fin à cette résistance passagère.

A l'orphelinat de l'Ecluse, à Taulignan (Drôme), le directeur, qui se refusait à faire plafonner les combles qui servent de dortoirs, a été condamné en premier ressort et en appel pour infraction à l'article 14 de la loi de 1892 ; un délai de trois mois lui a été accordé par le tribunal de Montélimar pour faire cesser cette contravention.

Des difficultés ont été soulevées à l'orphelinat d'Ornans (Doubs), annexé à l'hôpital de cette ville et régi par la commune. La directrice a d'abord refusé l'entrée de l'ouvroir à l'inspecteur ; elle a ensuite tenté de se soustraire à l'application de la loi en faisant intervenir le maire auprès du préfet. Procès-verbal a dû être finalement dressé.

A Nantes, dans deux de ces établissements dont les directeurs avaient toujours refusé de se soumettre aux obligations de la loi, l'inspecteur est arrivé, par la persuasion et un peu aussi par la menace de mesures de rigueur, à vaincre un mauvais vouloir dont il n'avait pu triompher jusqu'ici.

A l'orphelinat de Sées (Orne), où les religieuses sont cloîtrées, l'inspecteur divisionnaire, accompagné de l'inspecteur départemental, n'avait pu pénétrer pendant l'année 1896. L'inspecteur départemental, qui y est retourné postérieurement, n'a pu entrer qu'en menaçant le directeur ecclésiastique d'un procès-verbal.

Une campagne des plus violentes a été menée contre l'inspection du travail, parce qu'elle avait dressé un procès-verbal contre la supérieure de l'ouvroir de l'hospice de Mayenne, qui avait refusé de se conformer aux prescriptions de la loi. La Cour de cassation a jugé que cet établissement tombait sous l'application des règlements, mais que, en cas de contravention, les poursuites devaient être exercées contre les administrateurs de l'hospice.

Les administrateurs de l'orphelinat de l'hospice de Brest refusent toujours de se soumettre à la loi du 2 novembre 1892. Les enfants que l'on y recueille n'ont pas de livrets, ne sont pas inscrits sur le registre ; le tableau spécial prescrit par l'article 11, le décret du 13 mai 1895 et le tableau de l'emploi du temps ne sont pas affichés ; l'état nominatif n'a jamais été fourni et l'hygiène laisse à désirer dans la salle où sont employés les garçons de moins de 13 ans. Il est urgent que l'autorité compétente intervienne pour mettre fin à cette résistance.

Enfin, un conflit, qui n'a pas encore reçu de solution, s'est élevé à la colonie pénitentiaire de Sainte-Anne d'Auray.

M. le Ministre du commerce et de l'industrie a demandé itérativement à son collègue, M. le Ministre de l'intérieur, de donner des instructions pour mettre fin à un état de choses qui ne saurait se prolonger sans de graves inconvénients. La Commission croit devoir insister pour que la loi reçoive son application dans tous les établissements de bienfaisance et, notamment, dans les colonies pénitentiaires.

D'après les rapports des inspecteurs, le nombre des établissements de bienfaisance soumis à leur contrôle s'élevait, en 1897, à 1,465. Il en a été visité 1,085. Quant au personnel rencontré au cours de ces visites, il était de 48,421 personnes.

Voici les départements dans lesquels ces établissements sont le plus nombreux :

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES ÉTA- BLISSEMENTS de bienfaisance.
Seine.....	109
Nord.....	98
Gironde.....	42
Rhône.....	41
Meurthe-et-Moselle.....	39
Bouches-du-Rhône.....	35
Manche.....	30
Calvados.....	29
Seine-Inférieure.....	29
Loire-Inférieure.....	29
Aisne.....	27
Seine-et-Oise.....	26
Somme.....	26
Drôme.....	26
Marne.....	26

Quant au personnel dont le service a constaté la présence, le tableau ci-dessous en donne le dénombrement par sexe et par âge.

DÉSIGNATION DU PERSONNEL.	NOMBRE D'ENFANTS PROTÉGÉS par sexe.	TOTAL.
Enfants au-dessous de 13 ans non munis du cer- tificat.....	Garçons..... 1,287 Filles..... 12,493	13,780
Enfants de 12 à 13 ans munis du certificat.....	Garçons..... 70 Filles..... 381	451
Enfants de 13 à 16 ans.....	Garçons..... 1,130 Filles..... 12,229	13,359
Enfants de 16 à 18 ans.....	Garçons..... 680 Filles..... 7,993	8,673
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	.....	6,169
Filles et femmes majeures.....	.....	5,689
ENSEMBLE.....	.....	48,121

Le nombre total des contraventions relevées s'élève au chiffre total de 709 qui se décompose comme suit :

DÉSIGNATION DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE de CONTRAVENTIONS.
Durée du travail	238
Défaut d'affichage des tableaux indiquant l'emploi de la journée.	129
Défaut d'envoi de l'état trimestriel du personnel	320
Hygiène.....	18
Sécurité.....	4
TOTAL.....	709

Théâtres et cafés-concerts sédentaires. — Nous avons déjà signalé les difficultés que rencontre, en province, le service de l'Inspection pour obtenir l'accès des théâtres où il doit faire appliquer, d'une part, l'article 8 de la loi de 1892, qui interdit de faire paraître sur la scène, sauf autorisation administrative, des enfants de moins de treize ans et, d'autre part, quand il y est fait emploi d'appareils mécaniques, les dispositions protectrices de sécurité prescrites par la loi du 12 juin 1893.

Pour éviter toute espèce de conflit, l'Administration a fait remettre aux directeurs de théâtres une notice indiquant les obligations auxquelles ils sont tenus de se conformer. Le service n'en a pas moins eu à signaler encore certaines résistances. Les directeurs de théâtres s'expliquent difficilement l'obligation où ils sont de subir le contrôle des inspecteurs du travail dans l'industrie, alors qu'il sont déjà placés sous la surveillance de la police municipale.

De leur côté, les inspecteurs font remarquer que leurs droits ne sont pas suffisamment définis. Si la loi de 1893 leur donne la faculté d'entrer dans les théâtres, elle ne leur y assure pas une place; il semblerait, dès lors, qu'ils ne sont admis dans une salle de spectacle que par une sorte de tolérance du directeur, ce qui ne saurait se concilier avec la dignité de leur caractère. Aussi les inspecteurs ont-ils souvent exprimé le désir d'être déchargés d'une mission qu'ils ne peuvent, parfois, remplir qu'en faisant appel au concours de la police et qui leur semble être du ressort exclusif de cette dernière.

Quoi qu'il en soit, ces fonctionnaires n'ont cessé de prêter leur collaboration pour assurer le succès des mesures édictées par le Parlement dans un but d'hygiène, de sécurité et de moralisation. C'est ainsi que le service a fait installer une barrière devant la courroie d'un moteur à gaz installé dans un concert de Lille pour l'éclairage électrique de cet établissement. Dans un cirque de passage, une fillette de onze ans et demi, petite-fille du directeur de l'établissement, exécutait le saut périlleux sur un cheval et faisait à terre quelques exercices de dislocation; l'Inspection est intervenue pour mettre fin à ces exercices. Elle s'est trouvée dans l'obligation de signaler au commis-

saire central de la ville de Caen l'exhibition d'un enfant de cinq ans dans la cage d'un lion. Bien que le dompteur fût le père de l'enfant, procès-verbal a été dressé par le commissaire de police. Ces quelques exemples suffisent à indiquer que le service de l'Inspection n'a pas négligé cette partie de sa tâche, dont il continuera à s'acquitter avec tact tant que la législation n'aura pas été modifiée.

A cette occasion, la question a été posée de savoir si un cirque sédentaire devait être soumis à la loi du 2 novembre 1892 ou à la loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, dont les inspecteurs du travail sont également chargés d'assurer l'exécution, de concert avec les autorités municipales. La loi de 1892 visant exclusivement les théâtres et les cafés-concerts *sédentaires*, les exhibitions foraines ou autres spectacles ambulants restent seuls soumis à la loi de 1874. Les instructions de M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, du 25 janvier 1893, et celles de M. le Ministre du commerce, du 25 avril 1894, ne laissent aucun doute à cet égard.

Nous rappellerons, en terminant, un vœu que la Commission supérieure avait exprimé dans ses derniers rapports. Après avoir constaté que M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts avait dû prendre, à Paris, le parti de ne plus autoriser les enfants à interpréter la chansonnette de café-concert, la Commission supérieure s'était demandé s'il ne serait pas nécessaire d'aller plus loin et d'étendre aux départements l'interdiction radicale qui a été édictée dans la capitale. Nous savons que des démarches ont été faites dans ce sens par M. le Ministre du commerce auprès de son collègue. La Commission ne peut qu'insister à nouveau sur l'intérêt que présente à ses yeux cette question.

CHAPITRE X.

INSPECTION.

Nous avons indiqué dans nos précédents rapports que le personnel actuel était insuffisant pour obtenir une application uniforme des lois sur le travail. Actuellement les visites dans les divers établissements sont trop espacées pour que le contrôle soit efficace; des visites renouvelées plusieurs fois dans l'année pourraient seules assurer une surveillance réellement effective.

Nous avons vu plus haut que le service de l'Inspection n'a pu visiter, en 1897, que 43,32 p. 100 des établissements existants; et, cependant, le nombre des visites n'a jamais été aussi considérable: il a atteint le chiffre de 146,504 au lieu de 140,878 en 1896 et de 136,103 en 1895.

Ce n'est pas, du reste, sur la quantité de visites des inspecteurs qu'on peut juger de l'activité de chacun d'eux. Il faut tenir compte de l'importance et surtout de la nature des établissements. En exigeant un nombre de visites déterminé, on pousserait les inspecteurs à écourter leurs visites et à inspecter de préférence les petits ateliers, qui ne demandent le plus souvent que le temps d'entrer, de signer le registre et de sortir. L'action du service serait

ainsi plus apparente, mais en même temps moins utile, puisque la surveillance s'exercerait sur un moins grand nombre de travailleurs.

D'autre part, les conditions du contrôle varient d'une section à l'autre. Dans l'une les établissements sont groupés, et dans l'autre ils sont disséminés. Celle-ci est sillonnée de voies ferrées; celle-là en est dépourvue.

Enfin, les inspecteurs des grandes villes peuvent visiter un nombre considérable d'ateliers au chef-lieu de leur résidence, tandis que leurs collègues sont moins privilégiés sous ce rapport.

Le seul département de Seine-et-Marne, pour ne citer qu'un exemple, compte à lui seul environ 400 moulins répartis sur les divers cours d'eau qui sillonnent la contrée. Un grand nombre de ces moulins, peu importants d'ailleurs, mais soumis néanmoins à la loi du 12 juin 1893, sont éloignés des centres faciles de communication et nécessiteraient des frais de déplacement et une perte de temps considérable. Nombre d'entre eux sont éloignés de 10 à 15 kilomètres d'une gare. Une pareille visite pour l'inspecteur exige l'usage d'une voiture; mais, très souvent la petite localité desservie par le chemin de fer n'a pas de moyens de transport; et il faut que ce fonctionnaire s'éloigne du moulin qu'il désire visiter pour descendre à une autre station, dans un centre de population où il trouvera une voiture, avec laquelle il peut avoir à parcourir jusqu'à 30 et 40 kilomètres pour l'aller et le retour.

C'est dans les ateliers composant la petite industrie que les abus sont nombreux et pour ainsi dire cantonnés. C'est cependant là que l'action du service de l'Inspection est le moins efficace, parce que des visites souvent renouvelées pourraient seules avoir un résultat salutaire; un inspecteur domicilié à plusieurs centaines de kilomètres est, en effet, impuissant pour faire appliquer les prescriptions concernant soit la durée du travail, soit les conditions du travail après 9 heures du soir.

Dans la grande industrie, les inspecteurs s'efforcent de faire leurs visites avec méthode; mais ils sont souvent contrariés dans leurs projets par des circonstances imprévues et, dans l'état actuel de la législation, ce sont les accidents qui, la plupart du temps, rendant certaines visites nécessaires, viennent déranger ces projets.

Nous nous faisons un devoir de reconnaître le zèle avec lequel les inspecteurs du travail se sont acquittés de leur mission au cours de l'année 1897. Ils apportent du tact et de l'intelligence dans l'accomplissement de leurs délicates fonctions. Convaincus qu'ils obtiendront plus par la persuasion que par la répression, ils sont, par contre, assez énergiques pour imposer au besoin des mesures reconnues bienfaisantes et protectrices. Leurs projets d'itinéraires sont toujours étudiés de façon que la visite d'un établissement qui doit toujours être inopinée, n'ait pas lieu deux années de suite à la même époque. Ils règlent, d'ailleurs, leurs contre-visites de façon à s'assurer que les mises en demeure faites précédemment ont été exécutées.

Les rapports de l'Inspection avec l'administration préfectorale sont satisfaisants. Nous croyons, cependant, que son autorité se trouverait singulièrement renforcée si l'administration départementale mettait au service de l'Inspection toute l'influence dont elle dispose. Il faut que les inspecteurs

puissent compter d'une façon absolue sur le concours des préfectures, si l'on veut que ces fonctionnaires s'acquittent de leur mission avec une complète indépendance.

Le meilleur accueil est toujours réservé aux ouvriers lorsqu'ils signalent des abus qui se commettent dans un établissement industriel. Les inspecteurs procèdent à une enquête, s'il y a lieu, et se mettent à la disposition des intéressés pour leur donner tous les renseignements dont ils peuvent avoir besoin. Assez souvent, les inspecteurs ont eu l'occasion d'interroger les ouvriers soit sur des questions concernant la réglementation du travail, soit à propos d'accidents dont ils auraient été les témoins; c'est avec une certaine hésitation qu'ils répondent ordinairement. La confiance des travailleurs vis-à-vis de l'inspecteur est cependant nécessaire pour l'accomplissement de sa mission. Un des moyens de la gagner est de se trouver plus souvent en contact avec eux.

D'une manière générale, les inspecteurs sont bien reçus par les industriels avec lesquels, sans se départir de la réserve et de la correction que leurs fonctions imposent, ils entretiennent des relations courtoises. Il faut, cependant, dire que quelques-uns gardent rancune à l'inspecteur qui leur a dressé contravention. L'un de ces industriels, à la suite d'un procès-verbal suivi de condamnation, a déclaré à l'inspecteur, au cours d'une contre-visite, qu'il avait fait signaler à M. le Ministre du commerce son zèle intempestif. Ces tentatives d'intimidation n'arrêteront pas les inspecteurs dans l'accomplissement de leur devoir et ils continueront à le remplir avec fidélité, sans parti pris et sans faiblesse.

Au surplus, les résistances qu'ils ont rencontrées, en 1897, les ont mis dans la nécessité de faire application de l'article 29 de la loi du 2 novembre 1892 et de dresser contravention à 23 industriels qui avaient mis obstacle à l'accomplissement de leur mission. Enfin, 5 chefs d'entreprises ont été poursuivis pour outrages, en exécution de l'article 224 du Code pénal.

Nous avons indiqué dans de précédents rapports la lourde tâche que le service de l'Inspection a à remplir; nous avons dit les difficultés de toute sorte qu'il rencontre sur son chemin. Peut-être ses services et son dévouement n'ont-ils pas toujours été appréciés comme ils méritent de l'être. On a parfois dirigé contre les inspecteurs des accusations qui ne reposaient sur aucun fondement. Voici comment s'exprime, à ce sujet, M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire de la 5^e circonscription, en résidence à Lille :

« Malgré l'activité des inspecteurs que nous venons de nous efforcer de mettre en évidence, leurs mérites, leurs capacités, les résultats remarquables qu'ils ont déjà procurés aux travailleurs, en leur assurant une somme plus grande de sécurité, en veillant à leur santé par l'amélioration des conditions de travail et par le souci de faire observer les prescriptions d'ordre réglementaire qui les concernent, nous avons le triste regret de constater qu'il y a contre eux une hostilité persistante qui se traduit par des accusations imméritées, et qui, prononcées dans la région du nord, ont été répétées à l'étranger. Que leur reproche-t-on? De faire connaître la date de leur inspection, de se faire héberger par les industriels et de manquer ainsi à tous leurs devoirs.

« Ces accusations sont graves, sans doute, mais lorsqu'on a le courage de les prononcer, il faut avoir celui de les accompagner de faits probants qui les certifient. Cela est de toute justice; or, rien de semblable ne s'est produit encore. On a accusé et, avec le calme d'une conscience tranquille, on ne se préoccupe pas de savoir si l'on a jeté le soupçon sur des individus à qui le silence est imposé et qui n'ont pas ainsi le moyen de se défendre. On comprend que l'organisation actuelle du service ne réponde pas aux aspirations de tout le monde. Mais, étant d'accord sur le bien que ce service doit produire, ce n'est certainement pas le moyen de corriger les points défectueux de l'organisation que de discréditer le service par des accusations injustifiées. »

Nous ne pourrions qu'affaiblir la portée de ces observations. Il ne suffit pas d'accuser sans preuves un personnel contre l'impartialité et l'intégrité duquel aucune plainte n'a été formulée. Nous nous trompons; quelques réclamations sont parvenues à l'Administration; mais elles émanaient d'industriels qui croyaient avoir à se plaindre de la rigueur avec laquelle les inspecteurs font appliquer la loi. Les auteurs de ces protestations perdent de vue que ce n'est pas le service de l'Inspection, mais la loi qu'il faut accuser des prétendues sévérités qu'ils croient rencontrer dans la réglementation du travail. Tant que celle-ci n'aura pas été modifiée, on ne saurait reprocher aux fonctionnaires, qui sont institués pour veiller à son exécution, de remplir leur mission avec fermeté.

CHAPITRE XI.

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. — COMITÉS DE PATRONAGE.

Commissions départementales. — Les commissions consultatives qui, aux termes de l'article 24 de la loi de 1892, doivent être instituées par les Conseils généraux pour présenter des rapports sur l'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible, n'ont pas montré plus d'activité, en 1897, que les années précédentes.

Le seules qui se soient réunies sont celles des 11 départements ci-après : Alpes-Maritimes, Drôme, Gironde, Indre-et-Loire, Nord, Oise, Loiret, Maine-et-Loire, Basses-Pyrénées, Rhône et Seine-Inférieure. Il semble résulter de là que ces commissions constituent un rouage administratif sur l'efficacité duquel il ne faut pas se faire d'illusion. Les préfets sont unanimes à attribuer ce résultat au fait que l'application des lois sur le travail ne soulève pas de difficultés sérieuses et que les inspecteurs du travail suffisent à assurer l'exécution des règlements.

Dans une région du nord, on a proposé de constituer, à côté de ces commissions et de l'Inspection, des comités locaux dont les fonctions seraient gratuites et qui composées de praticiens, d'ingénieurs, de constructeurs, d'industriels, rédigeraient, après la visite d'une usine, des indications très précises sur les mesures préventives à prendre contre les accidents. L'expérience permet d'affirmer que ce serait là un organisme dangereux. Ces comités ont existé, de 1874 à 1892, sous le nom de commissions locales, et celles-ci ont été supprimées par le législateur, en raison des inconvénients qu'elles offraient. En effet, ou elles ne fonctionnaient pas, ce qui

était fréquent, et c'était alors un rouage inutile, ou elles cherchaient à se substituer au service de l'Inspection, dont elles paralysaient l'action sous prétexte de le contrôler. Celui qui avait la responsabilité se trouvait ainsi en tutelle. Composées d'industriels appelés à opérer dans la région où ils habitaient, dans les usines mêmes de leurs confrères, ces commissions ne pouvaient faire preuve d'une sévérité suffisante et étaient dénuées de toute autorité. Par contre, elles éveillaient les suspicions des patrons qui craignaient que leurs concurrents, au cours de leurs visites, ne découvrirent leurs méthodes, leurs modèles ou leurs moyens de fabrication. Les mêmes causes ne manqueraient pas de produire les mêmes effets.

Comités de patronage. — A côté de ces commissions départementales, le législateur de 1892 a institué les comités de patronage pour la protection et le développement de l'instruction professionnelle des apprentis et des enfants employés dans l'industrie.

Les rapports des préfets et du service de l'Inspection ne semblent pas indiquer que ces nouveaux organes soient appelés à un meilleur avenir que les commissions. Dans un très grand nombre de départements, les Conseils généraux ne se sont pas encore conformés à l'obligation, qui leur est imposée par la loi, de déterminer le nombre et les circonscriptions des comités de patronage. *A fortiori* se sont-ils abstenus de nommer les membres de la commission directrice de ces comités, qu'ils doivent désigner d'accord avec les préfets chargés, de leur côté, d'approuver les statuts. Mais, même dans les départements où ces prescriptions ont été remplies, les effets ont été presque nuls. Certes, les préfets se sont préoccupés de grouper toutes les bonnes volontés en vue de réaliser cette œuvre de protection de l'enfance. Si les tentatives qu'ils ont faites jusqu'ici pour entrer dans la voie tracée par le législateur n'ont pas abouti, la cause doit en être attribuée aux difficultés de trouver, dans les centres assez importants pour comporter la création de pareilles œuvres, des personnes dévouées, et ayant une autorité suffisante, qui consentent à prendre en main la direction et l'administration des patronages. On se trouve là sur un domaine où l'action administrative ne peut se substituer à l'action individuelle. Une réglementation quelle qu'elle soit, et le législateur n'en a pas prévu, ne pourrait qu'étouffer les idées généreuses et les libres initiatives.

CHAPITRE XII.

PÉNALITÉS.

Le nombre des procès-verbaux dressés pour infractions aux lois sur le travail, qui avait été de 703 en 1894, de 1,332 en 1895 et de 1,612 en 1896, a été de 1,264 en 1897.

Ces 1,264 procès-verbaux s'appliquent à 9,156 contraventions. Le service en avait relevé 13,837 en 1896.

Les diminutions constatées se sont produites dans les circonscriptions ci-après : 1^{re} circonscription (Paris); 2^e circonscription (Tours); 4^e circonscription (Nancy); 5^e circonscription (Lille); 7^e circonscription (Nantes); 10^e circonscription (Marseille); 11^e circonscription (Lyon).

Il y a eu, au contraire, une répression plus active dans les circonscriptions

suivantes : 3^e circonscription (Dijon); 6^e circonscription (Rouen); 8^e circonscription (Bordeaux); 9^e circonscription (Toulouse).

Les inspecteurs divisionnaires, dans la circonscription desquels les procès-verbaux ont été moins fréquents, attribuent le fait à ce que les lois sur le travail, étant plus connues, sont aujourd'hui mieux appliquées. Mais, dans certaines sections, elles ont pour cause les hésitations que les inspecteurs éprouvent parfois à exercer des poursuites quand ils savent que, d'après la jurisprudence adoptée par les tribunaux, ces poursuites doivent aboutir à un acquittement qui ne se produirait qu'au détriment de la considération du service.

Voici les industries dans lesquelles les contraventions ont été les plus nombreuses :

INDUSTRIES.	NOMBRE	
	de PROCÈS- VERBAUX.	de CONTRA- VENTIONS.
Modes, confections, couture, lingerie.....	166	1,830
Maçonnerie (Entrepreneurs de).....	80	189
Serruriers, mécaniciens.....	64	181
Moulinage de la soie.....	53	478
Blanchisseries.....	50	287
Filature et peignage de laine.....	37	539
Scieries mécaniques.....	36	110
Filatures de coton.....	35	199
Imprimeries.....	33	164

Les procès-verbaux ont reçu les solutions suivantes :

SUITE DONNÉE AUX PROCÈS-VERBAUX.		NOMBRE de PROCÈS- VERBAUX.
Procès-verbaux.	suivis de condamnations.....	96
	suivis d'acquittement.....	38
	classés par le service.....	49
	classés par le parquet.....	75
	encore en instance.....	6
TOTAL.....		1,264

Le total des amendes prononcées, qui avait été de 23,366 francs en

1894, de 41,456 francs en 1895 et de 58,547 francs en 1896, a été de 39,500 francs en 1897. On s'explique cette décroissance, puisque le montant général des amendes s'abaisse nécessairement avec le nombre des contraventions.

Dans son dernier rapport, la Commission avait fait remarquer que l'application de la loi serait peut-être plus facilement assurée, si les peines prononcées n'étaient souvent abaissées à un chiffre trop minime par suite de l'application, illégale en pareille matière, que font les tribunaux de l'article 365 du Code d'instruction criminelle, de l'article 463 du Code pénal et de la loi de sursis conditionnel du 26 mars 1891. Elle exposait que, si ces principes n'étaient pas rigoureusement respectés par les justices de paix, il serait à craindre que les contraventions qui, sous le régime de la loi du 19 mai 1874, relevaient de la juridiction correctionnelle, ne fussent aujourd'hui l'objet d'une répression inefficace, enlevant toute autorité à l'Inspection.

Enfin, elle exprimait le vœu qu'on tînt la main à la stricte application des instructions qui prescrivent au ministère public d'aviser le service de la décision du tribunal, immédiatement après le prononcé du jugement, afin d'éviter que l'Inspection n'en soit informée après les délais d'appel.

M. le Ministre de la justice, à la connaissance duquel le Président de la Commission supérieure avait cru devoir porter ces desiderata, a fait remarquer qu'ils avaient déjà trouvé satisfaction dans les instructions précédemment données par la Chancellerie, ou dans les arrêts de la Cour de cassation qui ont fixé la jurisprudence, et que, à défaut de faits précis, il ne pouvait que se référer à ses précédentes circulaires.

La Commission supérieure n'ignorait pas que les ordres avaient été donnés, il y a quelque temps déjà, aux parquets pour les inviter à se conformer aux principes généraux dont ils s'étaient parfois écartés. Mais c'est parce que les rapports des inspecteurs révèlent qu'il n'est pas toujours tenu compte de ces instructions qu'il lui avait paru nécessaire de les rappeler. Les rapports de 1897 n'ont pu que confirmer cette opinion. Nous devons ajouter que ces rapports, comme les précédents, mentionnent avec précision les faits qui ont motivé les appréciations de la Commission supérieure et qui doivent permettre à la Chancellerie d'intervenir. Il importe que des ordres soient donnés aux parquets afin qu'ils prêtent à l'inspection le concours sans lequel l'application régulière et uniforme des lois sur le travail demeurerait impossible; il leur appartient de veiller avec soin à ce que les contraventions rencontrent la répression qu'elles comportent et, dans le cas d'une fausse interprétation de la loi, de faire rectifier la jurisprudence, soit par des instructions, soit par des pourvois. Si les décisions rendues illégalement ne présentent pas toutes un intérêt de doctrine tel qu'elles doivent être déferées à la censure de la Cour de cassation, il convient tout au moins de prendre des mesures pour qu'elles ne se reproduisent pas.

Il est un autre point sur lequel nous croyons devoir appeler l'attention de M. le Garde des sceaux. Il y a des tribunaux qui négligent ou s'abstiennent de signifier les jugements rendus par application des lois sur le travail, de sorte que ces décisions, qui n'ont pas ainsi un caractère définitif, sont tou-

jours susceptibles d'appel. Il en résulte que, lorsqu'il y a récidive dans les douze mois qui suivent la condamnation, les clauses pénales, inscrites dans les articles 27 de la loi de 1892 et 9 de la loi de 1893, restent privées de sanction. Il est nécessaire de prendre des mesures pour que l'action de la loi ne soit pas ainsi paralysée.

Dans cet exposé, qui est comme le préambule des rapports des inspecteurs divisionnaires du travail, nous nous sommes efforcés de donner un aperçu aussi exact que possible de la situation, sans dissimuler ce que la législation actuelle peut avoir de défectueux. Nous avons vu que des progrès très sensibles ont été réalisés, qu'il faut attribuer en grande partie au zèle et à l'activité avec lesquels le service de l'Inspection s'est acquitté de sa tâche. Il ne pourrait, d'ailleurs, la remplir avec une entière indépendance, si les autorités administratives et judiciaires ne lui prêtaient le concours le plus absolu.

Son action ne saurait, en outre, avoir toute l'efficacité qu'on doit en attendre, si les cadres du personnel n'étaient pas sensiblement élargis.

La loi du 2 avril 1898 a chargé les inspecteurs du travail d'exercer une surveillance étroite sur les établissements qui demandent à bénéficier des primes à la filature de la soie, et l'événement a révélé qu'ils savent se montrer les gardiens vigilants des intérêts du Trésor.

D'autre part, la loi du 9 avril 1898, sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, exige aussi leur intervention.

Il semble superflu de dire qu'il est indispensable que ce personnel, aujourd'hui limité puisqu'il ne compte que 107 agents, pour toute la France, y compris 11 inspecteurs divisionnaires, soit mis en rapport avec l'importance de la mission qui lui est confiée. Il y a urgence, notamment, à ce que le service puisse être assuré dans les sections où les inspecteurs sont en congé, malades ou appelés pour effectuer une période d'instruction militaire. Nous souhaitons vivement que les ressources budgétaires permettent de proportionner les moyens d'action au but élevé que les pouvoirs publics se sont proposés d'atteindre.

Enfin, nous réitérerons, en terminant, le vœu si souvent exprimé que le législateur introduise, sans retard, dans la loi les modifications qui peuvent seules faire disparaître les difficultés qui entravent aujourd'hui la stricte application des mesures de protection instituées en faveur des travailleurs.

En prenant acte des bienfaits que la réglementation nouvelle, si imparfaite qu'elle soit, a déjà apportés avec elle, nous ne saurions nous abstenir d'en attribuer en partie le mérite à un homme que la Commission supérieure du travail a le regret de ne plus compter dans son sein; nous voulons parler de l'honorable M. Tolain, dont la vie avait été consacrée tout entière à l'étude des moyens pacifiques d'améliorer le sort de l'ouvrier. C'est à ses convictions profondes, à sa foi ardente dans la cause dont il s'était fait le champion, qu'il dût d'être désigné par le Sénat pour veiller à l'application des lois sur le travail. C'est sa compétence incontestée et sa haute autorité qui l'avaient désigné, en 1890, au choix du Gouvernement de la République, pour faire partie de la délégation française à la Conférence interna-

tionale de Berlin. La Commission supérieure du travail, qui s'honore de l'avoir compté pendant longtemps parmi ses membres les plus distingués, conservera précieusement le souvenir du dévouement et du labeur infatigable dont il lui a légué l'exemple.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Paris, le 30 novembre 1898.

Au nom de la Commission supérieure :

Le Président,

RICHARD WADDINGTON.

Le Rapporteur,
GEORGES BRETON.

ANNEXE

relative à l'application, pendant l'année 1897, de la loi du 2 novembre 1892 dans les mines, minières et carrières.

Comme les années précédentes, nous résumons dans cette note, d'après les rapports des ingénieurs en chef des mines, les résultats de l'application de la loi du 2 novembre 1892 aux mines, minières et carrières et à leurs dépendances. A cause des particularités de l'industrie extractive et de la surveillance spéciale qu'y exercent pour d'autres objets les ingénieurs des mines, la loi du 2 novembre 1892 a, en effet, stipulé, article 17, que le soin de son application serait, pour cette industrie, confié à ces ingénieurs.

Statistique des établissements et de leur personnel. — La statistique de l'industrie extractive en 1897 pour l'application de la loi du 2 novembre 1892, s'établit comme suit :

DÉSIGNATION.	NOMBRE	PERSONNEL			PROPORTION du PERSONNEL protégé au personnel total	
		PROTÉGÉ.	ADULTE (hommes).	TOTAL.	en 1897. p. 100.	en 1896. p. 100.
Mines exploitées.	450	24,112	134,057	158,169	15.2	15.2
Minières {						
	souterraines	14	36	277	"	"
à ciel ouvert						
	110	86	1,213	1,299	"	"
Carrières {						
	continues ..	1,659	1,555	16,809	8.4	8.5
	temporaires.	2,837	279	3,578	7.2	6.4
	continues ..	10,623	3,333	54,274	6.1	5.7
	à ciel ouvert {					
	temporaires.	25,010	1,938	52,240	3.7	3.9
TOTAL	40,703	31,339	257,141	288,480	10.8	"
TOTAL en 1896	40,647	30,594	252,613	283,207	"	10.8

Nous devons rappeler les différences profondes qui existent entre la consistance des diverses exploitations réunies dans le tableau précédent. Le personnel moyen occupé par mine ressort à plus de 300, tandis qu'il est à peine de 2 pour les carrières temporaires, et, alors que le travail dure toute l'année dans les mines, il n'a qu'une durée souvent fort courte dans les carrières temporaires.

La proportion du personnel protégé a, dans l'ensemble, suivi exactement l'accroissement du personnel total. Il en est notamment ainsi pour les mines.

On ne doit pas attacher trop d'importance aux quelques variations en sens divers que le tableau indique pour les carrières. Elles peuvent tenir à de simples incertitudes dans le relevé de chiffres qu'il est très difficile d'avoir exactement par suite de la nature même de ces entreprises, de l'impossibilité de les visiter toutes dans l'année et de la variation de la consistance du personnel suivant les époques.

Au demeurant, les chiffres qui précèdent montrent que la question continue à n'avoir d'intérêt véritable que pour les mines.

Le personnel protégé s'y rencontre dans les conditions indiquées par le tableau suivant :

DÉSIGNATION.	AU FOND.		AU JOUR.		TOTAL.	
	EN 1897.	EN 1896.	EN 1897.	EN 1896.	EN 1897.	EN 1896.
Enfants de 12 à 13 ans. { Garçons.	12	6	29	41	41	47
{ Filles ..	"	"	3	"	3	"
Enfants de 13 à 15 ans. { Garçons.	5,393	4,931	4,105	4,272	9,498	9,203
{ Filles ..	"	"	1,353	1,257	1,353	1,257
Enfants de 16 à 18 ans. { Garçons.	6,315	6,040	2,274	2,272	8,589	8,312
{ Filles ..	"	"	1,098	1,024	1,098	1,024
Filles mineures de 18 à 21 ans...	"	"	983	1,022	983	1,022
Femmes majeures.....	"	"	2,547	2,729	2,547	2,729
TOTAUX.....	17,720	10,977	12,392	12,617	24,112	23,594
Proportion p. 100 du personnel total (fond et jour compris) ...	7.4	7.0	7.8	8.2	15.2	15.2

Ainsi, si la proportion totale du personnel protégé est restée la même dans les mines, celle du personnel occupé au fond a augmenté, tandis que la proportion du personnel occupé au jour diminuait.

En chiffres absolus, le nombre du personnel protégé au jour est même

moindre en 1897 qu'en 1896, et la diminution porte surtout sur les filles et les femmes comme le montre le tableau suivant :

DÉSIGNATION.	PROPORTION P. 100 PAR RAPPORT au personnel total.	
	En 1897.	En 1896.
Enfants de 12 à 13 ans.....	0.03	0.03
Enfants de 13 à 15 ans.....	6.85	6.74
Enfants de 16 à 18 ans.....	6.11	6.03
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	0.61	0.65
Femmes majeures.....	1.60	1.75
TOTAL.....	15.20	15.20

Ces variations tiennent principalement sans doute aux circonstances économiques de l'industrie houillère en 1897.

L'extraction et, par suite, le personnel se sont accrus dans le nord plus que dans le centre et le midi, et c'est dans le nord que l'on emploie le plus d'enfants, et notamment au fond.

D'autre part, l'augmentation de la production a porté relativement plus sur les charbons industriels que sur ceux de chauffage domestique, c'est-à-dire plus sur les charbons sans préparation que sur les charbons préparés, et c'est surtout aux préparations qu'est occupé le personnel protégé du jour.

Pour permettre d'apprécier l'activité de la surveillance du service des Mines, nous rapprochons dans le tableau suivant le personnel protégé visité de celui admis comme existant d'après les statistiques que l'on vient de résumer.

DÉSIGNATION.	PERSONNEL		P. 100.	
	EXISTANT.	VISITÉ.	EN 1897.	EN 1896.
Mines.....	24,112	23,973	99.4	99.6
Minières. { souterraines.....	36	36	100.0	100.0
{ à ciel ouvert.....	86	61	70.9	79.2
Carrières. { souterraines. { continues....	1,555	1,468	94.4	94.0
{ temporaires...	279	151	54.1	53.0
{ à ciel ouvert. { continues....	3,333	2,224	66.7	64.0
{ temporaires...	1,938	572	30.1	20.0
TOTAL.....	31,339	28,485	90.9	90.0
TOTAL en 1896.....	30,594	27,514	90.0	"

Dans son ensemble, ce tableau indique un progrès dans l'activité de la surveillance. Toutes les exploitations importantes ont été visitées, voire même plusieurs fois dans l'année. Mais ce n'est guère que dans une période de deux ou trois ans que le service peut visiter ces exploitations de carrières. de durée si éphémère, disséminées sur toute l'étendue du territoire.

Âge des enfants. — Embauchage. — Sous l'empire des causes ci-dessus indiquées, l'embauchage des jeunes enfants, notamment pour le travail du fond, a augmenté. Dans le Nord, on a fait descendre au fond les enfants qu'habituellement on employait aux préparations du jour; ils y ont été remplacés par des filles. Dans le bassin de Saint-Étienne, on a augmenté la proportion des jeunes gens de 16 à 18 ans par suite de la difficulté de se procurer des adultes qui préféreraient travailler aux forges.

Les enfants de 12 à 13 ans avaient tous leurs deux certificats, sauf un enfant étranger qu'à cause de sa nationalité on avait cru, à tort, pouvoir être occupé sans certificat scolaire.

Pour aucun des enfants de 13 à 16 ans, le service n'a jugé utile de provoquer un examen médical particulier.

Durée et conditions du travail. — Aucune particularité n'est survenue qui mérite d'être spécialement relevée. Tout au plus peut-on citer le développement donné par les houillères de Blanz y au travail à double équipe entre 4 heures du matin et 10 heures du soir; 2,000 ouvriers, soit 67 p. 100 du personnel total occupé à l'abatage, travaillent dans ces conditions.

Depuis longtemps, l'emploi des femmes dans les travaux souterrains a totalement disparu. Ce n'est que très exceptionnellement qu'une pareille dérogation peut être rencontrée dans quelque infime exploitation, comme cela a été le cas dans une carrière de l'Ariège.

Au cours de l'année, les ingénieurs n'ont accordé aucune des tolérances que la loi autorise en cas de nécessité.

Mais on continue à tolérer, dans le nord, la prolongation traditionnelle du travail dans la quinzaine de la Sainte-Barbe (seconde quinzaine de novembre), pour autant que la prolongation de la « coupe » n'ait pas pour effet évident d'exiger des enfants un travail effectif dépassant sensiblement la durée admise par l'article 1^{er} du décret du 3 mai 1893. Dans le cas contraire, pour rester dans les termes de la loi, sinon tout à fait dans son esprit, on recourt au système de l'article 9, § 3, de la loi du 2 novembre 1892, en faisant desservir une même équipe d'ouvriers par deux rouleurs qui se succèdent de façon à rester dans les conditions légales.

Livrets et registres. — Affichage. — Bien appliquée sur les grandes exploitations, l'observation de la loi, en ce qui concerne ces dispositions, a toujours laissé un peu à désirer dans les petites entreprises. Néanmoins on constate à cet égard de réels progrès en 1897. Pour hâter la stricte application de la loi, l'Administration s'efforce, par l'intermédiaire des préfets, de presser sur les maires pour la délivrance des livrets, et elle fait remettre les registres par les ingénieurs des mines qui en ont été réapprovisionnés à cet effet.

Accidents. — Pour remédier aux difficultés résultant du conflit des disposi-

tions réglementaires relatives aux déclarations d'accidents en matière de mines, minières et carrières, et pour arriver à un relevé exact et complet de tous ces accidents, quelles que fussent leurs conséquences, l'Administration des travaux publics et celle du commerce et de l'industrie se sont entendues pour condenser et préciser les règles à suivre désormais dans une circulaire commune du 9 décembre 1897. Cette circulaire n'avait pu produire tout son effet pour 1897. Ces prescriptions devront, d'ailleurs, être modifiées à raison de la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents.

Contraventions et pénalités. — A raison de la bonne volonté évidente apportée généralement par les exploitants à se conformer aux dispositions de la loi, les ingénieurs ont continué à ne faire constater par procès-verbaux que les infractions qu'aucune circonstance ne pouvait faire excuser. Il a été ainsi dressé cinq procès-verbaux, dont trois pour absence de livrets et registres, un pour défaut d'avis d'accidents et un pour travail de nuit. Ils ont tous été suivis de condamnations.

Observations générales. — On peut admettre, comme nous le disions dès l'année dernière, que la loi du 2 novembre 1892 est appliquée dans l'industrie extractive, prise dans son ensemble, aussi complètement que le permettent les conditions mêmes de cette industrie.

Le Président,

RICHARD WADDINGTON.

Le Rapporteur pour les Mines,

L. AGUILLON.

ANNEXE (1)

relative à l'application, pendant l'année 1897, de la loi du 2 novembre 1892, dans les établissements dépendant du Département de la guerre.

Introduction. — Les conditions relatives à l'application, dans les établissements dépendant du Département de la guerre, de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, ont été réglées d'un commun accord par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le Ministre de la guerre.

Cet accord a été, en ce qui concerne le Département de la guerre, fixé par une note ministérielle du 31 octobre 1894.

Aux termes de cette note, la loi dont il s'agit est obligatoire pour les établissements militaires, quant aux conditions du travail; toutefois, la police intérieure des établissements reste confiée, à titre exclusif, au Ministre de

(1) Annexe établie par le Ministère de la guerre.

la guerre et à ses agents, responsables vis-à-vis de lui de l'exécution des prescriptions de la loi du 2 novembre 1892.

Le présent rapport a été établi au moyen des renseignements statistiques fournis au Ministre de la guerre par les établissements militaires au sujet du nombre, du sexe, de l'âge des ouvriers employés dans ces établissements, de la durée du travail et du repos et des accidents survenus pendant l'année 1897.

Généralités. — Les établissements militaires dont il est question dans ce rapport sont au nombre de 170, qui se répartissent ainsi qu'il suit entre les différents services de la Guerre :

Service de l'artillerie.....	44
Service du génie.....	3
Services { Subsistances militaires.....	26
administratifs. { Habillement, campement, lits militaires et invalides.....	45
Service des poudres et salpêtres.....	11
Service de santé.....	41
TOTAL.....	170

Le personnel occupé dans ces établissements se décompose ainsi :

Service de l'artillerie.	{	Hommes adultes.....	16,939
		Femmes ou filles majeures.....	3,227
		Femmes ou filles de 18 à 20 ans.....	484
		Garçons de 16 à 18 ans.....	454
		Filles de 16 à 18 ans.....	146
		Garçons de 13 à 16 ans.....	277
		Garçons de 12 à 13 ans.....	2
TOTAL.....			21,529

Service du génie.	{	Hommes adultes	108
		Femmes ou filles majeures	10
		Garçons de 16 à 18 ans	2
		Garçon de 13 à 16 ans	1
		TOTAL	121

Services adminis- tratifs.	{	Habillement,	{	Hommes adultes.....	865
		campement,		Femmes ou filles majeures	236
		lits militaires		Femmes ou filles de 18 à 20 ans ...	9
		et invalides.		Filles de 16 à 18 ans	3
		TOTAL.....		1,113	
		Subsistances	{	Hommes adultes.....	270
		militaires.		Femmes ou filles majeures	31
				Femmes ou filles de 18 à 20 ans ...	3
		TOTAL.....			304

Poudres et salpêtres.	{	Hommes adultes.....	2,430
		Femmes ou filles majeures.....	471
		Femmes ou filles de 18 à 20 ans.....	9
		Garçons de 16 à 18 ans.....	10
		Filles de 16 à 18 ans.....	2
		Garçons de 13 à 16 ans.....	6
		TOTAL.....	<u>2,928</u>
Service de santé.	{	Hommes adultes.....	127
		Femmes ou filles majeures.....	146
		Femmes ou filles de 18 à 20 ans.....	6
		TOTAL.....	<u>279</u>

1° Par services :

Service de l'artillerie.....	21,529
Service du génie.....	121
Services administratifs.....	1 417
Service des poudres et salpêtres.....	2,928
Service de santé.....	279
TOTAL.....	<u>26,274</u>

2° Par catégories d'agents :

Hommes adultes.....	20,739
Femmes et filles majeures.....	4,121
Femmes et filles de 18 à 20 ans.....	511
Garçons de 16 à 18 ans.....	466
Filles de 16 à 18 ans.....	151
Garçons de 13 à 16 ans.....	284
Garçons de 12 à 13 ans.....	2
TOTAL ÉGAL.....	<u>26,274</u>

L'inspection de ces établissements est dévolue aux directeurs des services des régions de corps d'armée et aux inspecteurs des armes et services.

La police intérieure des bâtiments et établissements militaires appartient, à titre exclusif, au Ministre de la guerre et à ses agents.

Âge d'admission. — § 1^{er}. Les établissements militaires n'emploient pas d'enfants âgés de moins de 13 ans.

Seule, une manufacture d'armes en a deux dans son personnel.

§ 2. Enfants de 13 à 16 ans, garçons, filles.

Dans les établissements du service de l'artillerie, il est employé 277 garçons âgés de 13 à 16 ans; les filles ont toutes plus de 16 ans.

Tous les ouvriers employés par le service du génie sont adultes, à l'exception d'un enfant qui a plus de 13 ans et qui occupe un emploi à l'établissement central d'aréostation militaire.

Le service du génie n'occupe pas de personnel féminin âgé de 13 à 16 ans.

Le service des poudres et salpêtres n'emploie que 6 garçons ayant moins de 16 ans; les filles ont toutes plus de 16 ans.

Les services administratifs (habillement et campement et subsistances militaires) n'emploient pas de jeunes filles ou de femmes âgées de moins de 16 ans.

Et encore n'en compte-t-on que *quinze* employées dans l'ensemble des établissements de ces services qui aient de 16 à 21 ans.

Ces services n'emploient aucun garçon mineur.

Tous les ouvriers admis dans leurs établissements sont adultes.

Les établissements du service de santé de l'armée n'ont qu'exceptionnellement des filles et femmes âgées de 18 à 21 ans. Elles ne sont que *six* de cette catégorie.

Quant aux hommes non majeurs, ils n'en n'emploient pas.

La proportion d'enfants et de filles de 13 à 16 ans est, on le voit, très faible dans les établissements militaires dépendant des services de la Guerre par rapport au nombre total des agents employés.

Durée du travail. — La durée du travail et les heures d'arrivée et de sortie des ouvriers varient avec les établissements et les divers services; elle n'est pas la même pour les diverses catégories de travailleurs.

L'énumération qui suit, faite par service, en donnera un aperçu général.

Artillerie. — La durée du travail est de 10 heures dans la plupart des établissements de ce service; elle est de 8 à 11 heures, au maximum, pour les enfants, filles et femmes, et de 8 à 12 heures pour les hommes.

La durée totale des repos varie de 1 heure $\frac{1}{2}$ à 2 heures, par jour, dans presque tous les établissements; elle ne descend jamais au-dessous d'une heure.

Génie. — La durée effective du travail journalier est fixée uniformément à 10 heures pour le dépôt central de télégraphie militaire et le laboratoire des essais de ciments.

Elle varie de 8 h. $\frac{1}{4}$ à 10 heures, pour l'établissement central d'aérostation, suivant la nature de l'emploi.

La durée totale des repos journaliers est :

1° Pour le dépôt central de télégraphie militaire, de.....	1 h. 00
2° Pour l'établissement central d'aérostation. {	
Atelier aérostatique, de.....	1 45
Atelier mécanique, de.....	2 00
Services divers, de.....	2 00
3° Pour le laboratoire des essais de ciments, de.....	2 20

Services administratifs. — La durée de la journée de travail effectif est, en moyenne, de 9 à 10 heures pour les hommes et pour les femmes, en ce qui concerne le service de l'habillement, campement, lits militaires et invalides.

Le personnel employé au service des subsistances militaires est soumis à une durée de travail de 10 heures par jour, pour les filles mineures et femmes, et de 8 à 12 heures pour les hommes.

Poudres et salpêtres. — La durée du travail est de 9 à 10 heures pour les enfants de 13 à 18 ans, de 8 à 10 heures, pour les filles et femmes majeures et de 9 à 12 heures pour les hommes. La durée des repos est de 1 ou 2 heures d'une façon générale.

Service de santé. — La durée du travail varie entre 8 et 10 heures pour les hommes et les femmes.

Exceptionnellement, la journée de travail est de 12 heures pour les hommes employés à l'hôpital militaire de Bourbonne.

La durée des repos n'est jamais inférieure à une heure.

Travail de nuit et repos hebdomadaire. — En principe, les établissements militaires dépendant du Ministère de la guerre ne fonctionnent pas la nuit.

Toutefois, dans le cas où des circonstances exceptionnelles paraîtraient devoir nécessiter, pour des commandes urgentes, l'organisation d'un travail de nuit incombant habituellement à des enfants âgés de moins de 18 ans, à des filles mineures ou à des femmes, les directeurs des établissements en référerait au Ministre qui déciderait.

Comme jour de repos hebdomadaire, les établissements accordent, en général, le dimanche à leur personnel.

De plus, le travail est suspendu les jours fériés légaux.

Livrets. — Registres. — Affichage. — Ces dispositions sont appliquées, conformément à la loi, par les directeurs des établissements militaires.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — Bonnes mœurs. — Les officiers du service de santé militaire visitent les établissements dépendant du Département de la guerre et présentent, s'il y a lieu, leurs observations sur les questions d'hygiène; ils remplissent ainsi, le cas échéant, la mission qui, aux termes de la loi dont il s'agit, incombe aux inspecteurs du travail.

Accidents. — Les établissements militaires ne sont pas soumis, à ce point de vue, aux dispositions générales qui touchent les établissements industriels.

Les certificats médicaux à délivrer en cas d'accident sont établis comme il est dit dans la loi, mais dans la forme des certificats d'origine de blessure. Ils sont certifiés par le directeur de l'établissement et non par l'autorité municipale. Ces certificats sont remis aux intéressés.

Une copie, certifiée conforme, en est conservée à l'établissement sur un registre spécial.

Voici le relevé des accidents survenus pendant l'année 1897, classés suivant leurs causes :

Service de l'artillerie. — Le chiffre des accidents, pour l'année 1897, s'est élevé à 1,334, répartis, comme suit, d'après leurs causes matérielles :

Moteurs.....	5
Transmissions.....	9
Machines, outils, métiers, etc.....	315
Ascenseurs, grues, appareils de levage.....	10
Chaudières à vapeur, autoclaves, etc.....	5
Explosifs (poudre, dynamite, etc.).....	8
Matières incandescentes, brûlantes, corrosives.....	63
Éboulements, chutes d'objets.....	165
Chute d'un ouvrier du haut d'une échelle, d'un escalier.....	64
Manutention des fardeaux.....	167
Conduite des voitures, accidents causés par des animaux.....	19
Outils à main, marteaux, haches, scies, rabots, etc.....	173
Causes diverses.....	331
TOTAL.....	1,334

Service du génie. — Aucun accident n'est survenu au personnel ouvrier employé tant par le dépôt central de télégraphie militaire que par le laboratoire des essais de ciments.

Il s'est produit, en 1897, 4 accidents à l'établissement central d'aérostation, dont 3 à l'atelier mécanique (hommes) et 1 à l'atelier aérostatique (femme).

Services administratifs :

1° HABILLEMENT. — CAMPEMENT.

Il s'est produit, en 1897, 10 accidents dus aux causes suivantes :

Éboulement, chute d'objets.....	1
Chute de l'ouvrier.....	5
Manutention de fardeaux.....	1
Causes diverses.....	3
TOTAL ÉGAL.....	10

Ces accidents s'appliquent aux hommes adultes exclusivement. Quelques-uns de ces accidents ont entraîné, pour les victimes, une indisponibilité ou incapacité de travail variant de 8 à 15 jours, pendant lesquels une portion de salaire moyen, au moment de la cessation du travail, a été allouée aux ouvriers atteints.

2° SUBSISTANCES MILITAIRES.

Le nombre des accidents a été de 8, se décomposant comme il suit :

Éboulements, etc	3
Chute de l'ouvrier.....	4
Causes diverses.....	1
TOTAL ÉGAL.....	8

Ces accidents s'appliquent aux hommes adultes exclusivement.

Sur ces 8 accidents, il y a lieu de supposer que 5 d'entre eux n'ont eu aucune importance réelle ni aucune conséquence sérieuse, attendu qu'il n'en a pas été rendu compte au Ministre; ainsi que le prescrit une circulaire du 30 avril 1893, et qu'aucune demande d'indemnité ou de salaire n'a été formulée, d'où il est permis de conclure qu'il ne s'est produit aucune incapacité de travail, de si minime durée qu'elle soit.

Les 3 autres accidents ont entraîné, pour les victimes, une indisponibilité ou incapacité de travail de 15, 30 et 50 jours respectivement, pendant lesquels une fraction de salaire moyen, au moment de la cessation de travail, a été alloué aux ouvriers atteints.

Service des poudres et salpêtres. — Les accidents se sont élevés à 95 et se décomposent ainsi qu'il suit, d'après leurs causes matérielles :

Moteurs.....	2
Transmissions.....	1
Machines, outils, métiers.....	8
Chaudières à vapeur, autoclaves.....	8
Explosifs, (poudre, dynamite).....	7
Matières incandescentes, brûlantes, corrosives.....	25
Éboulements, chutes d'objets.....	9
Chute de l'ouvrier du haut d'une échelle, d'un escalier.....	11
Manutention de fardeaux.....	8
Conduite des voitures.....	1
Outils à main, marteaux, haches.....	1
Causes diverses.....	14
TOTAL ÉGAL.....	95

Service de santé. — Aucun accident ne s'est produit pendant le cours de l'année 1897.

En général, les accidents ont eu pour cause une imprudence, une inattention ou un étourdissement de l'ouvrier et ne sont, par suite, en aucune manière imputables à l'administration militaire, qui prend à tâche de ne rien négliger pour assurer la sécurité des travailleurs dans ses établissements.

ANNEXE (1)

*relative à l'application, pendant l'année 1897, de la loi du 2 novembre 1892
dans les arsenaux et établissements de la Marine.*

I. — *Instructions adressées aux ports et établissements pour l'application de la loi.* — Par circulaires des 25 avril et 25 mai 1893, les ports de Cherbourg, Brest, Rochefort et Toulon, et les établissements de la Marine à Indret, à Guérigny et à Ruelle ont été invités à prendre les mesures nécessaires pour assurer la complète exécution de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes.

Une circulaire du 17 août 1893 a, en outre, prescrit aux arsenaux de la Marine d'appliquer au personnel protégé par ladite loi les mesures suivantes, pendant la période d'été où la durée du travail peut excéder pour le personnel adulte 10 heures par jour ou 60 heures par semaine :

« 1° Pour tous les apprentis au-dessous de 16 ans, le temps de présence sur les travaux sera réduit aux chiffres fixés par la loi en les faisant entrer ou sortir à des heures différentes de celles des heures de cloche de l'arsenal, et cela, en vue de faciliter la mise en pratique de cette mesure, aussi bien les jours où ils vont à l'école (École des apprentis de l'arsenal) que les autres;

« 2° Pour les apprentis au-dessus de 16 ans, on évitera d'user de la faculté laissée aux chefs de service par l'article 18 de l'arrêté du 29 septembre 1879 sur les Écoles d'apprentis, de dispenser de l'École élémentaire les apprentis qui sont jugés avoir acquis des connaissances suffisantes. Les apprentis de cette catégorie qui, en raison d'une intelligence trop rebelle, seraient renvoyés sur les travaux, conformément à l'article 19 du même arrêté, seraient traités au point de vue des heures d'entrée et de sortie comme les apprentis au-dessous de 16 ans;

« 3° Les jeunes ouvriers de 17 à 18 ans devront suivre, pendant les mois d'été, des leçons spéciales à l'École des apprentis ou assisteront à l'une des classes de cette école; le nombre d'heures de présence à l'école sera réglé de manière qu'ils n'aient pas plus de 60 heures de travail manuel par semaine;

« 4° Ni les apprentis, ni les ouvriers de 17 à 18 ans ne devront être employés à des travaux supplémentaires en dehors des heures de cloche ou les jours fériés;

« 5° Le nombre d'heures de présence des ouvrières ayant moins de 18 ans devra également être limité aux chiffres fixés par la loi en leur attribuant des heures d'entrée et de sortie spéciales. Le travail de nuit sera interdit aux enfants, aux filles mineures et aux femmes. »

(1) Annexe établie par le Ministère de la marine.

II. — *Manière dont les dispositions de la loi sont appliquées. — Âge d'admission. — Durée du travail. — Repos.* — Les enfants ne sont admis dans les arsenaux et établissements de la Marine qu'à partir de l'âge de 13 ans, et après avoir été soumis à une visite médicale ayant pour but de s'assurer qu'ils réunissent les conditions d'aptitude physique exigées par les règlements particuliers de la Marine.

Le nombre total des enfants de 15 à 16 ans employés, en 1897, dans les arsenaux de la Marine, a été de 424, celui des enfants de 16 à 18 ans, de 948, et celui des filles et femmes de 18 à 21 ans, de 16 seulement.

Les prescriptions de la loi relatives à la durée du travail sont strictement et généralement observées dans tous les ports et établissements.

La durée maximum du travail des enfants de 12 à 16 ans et de 16 à 18 ans est, suivant les arsenaux, de 9 h. 40, 9 h. 45 ou 10 heures. Ce chiffre n'est dépassé dans aucun port.

La durée maximum du travail journalier des filles et femmes de 18 à 21 ans n'excède pas 10 h. 40, alors que la limite fixée par la loi est de 11 heures.

Les services qui emploient des jeunes ouvrières de moins de 18 ans, comme le service de Santé de Cherbourg, par exemple, ont adopté des dispositions spéciales pour que le travail total de la semaine ne dépassât pas 60 heures. Pour cette catégorie de personnel, la durée maximum du travail n'est que de 9 h. 45, dans la plupart des ports.

La durée totale des repos varie, selon les arsenaux et les saisons, de 35 minutes à 2 heures par jour. Le repos inférieur à 1 heure que l'on constate dans certains ports, n'a lieu que pendant la période d'hiver où la durée totale de la journée se trouve réduite d'une manière sensible (7 h. 10 minimum, en hiver, au lieu de 10 h. 40 maximum en été).

Les ouvriers et ouvrières ci-dessus ne travaillent que 6 jours par semaine; le jour adopté pour le repos hebdomadaire est le dimanche. Enfin, ce personnel n'est jamais employé à aucun travail de nuit, ni à des travaux pénibles ou dangereux.

Le tableau complet, indiquant les heures d'entrée et de sortie du personnel ouvrier et les heures de repos, est affiché dans les divers ateliers de la Marine.

L'exposé qui précède montre donc que les arsenaux et établissements de la Marine appliquent, d'une manière complète, toutes celles des prescriptions de la loi du 2 novembre 1892 qui leur sont applicables.

III. — *Accidents survenus aux enfants, aux filles mineures et aux femmes.* — Dans tous les ports et établissements de la Marine, les accidents survenus aux agents du personnel ouvrier de toute catégorie et ayant occasionné des blessures sont constatés au moyen d'un certificat, dit d'origine de blessure, dressé par le maître de l'atelier et signé par les témoins de l'accident. Ce document est toujours accompagné d'un certificat du médecin de l'Ambulance du port, constatant l'état du blessé et les soins qui lui ont été donnés. Ces mesures sont prises dans l'intérêt du personnel ouvrier, afin de pouvoir proposer les blessés pour une pension de retraite, lorsque les blessures reçues les mettent dans l'impossibilité de pourvoir à leur subsistance par le travail.

Le nombre d'accidents survenus à des enfants au-dessous de 18 ans a été,

en 1897, de 212, pour l'ensemble des arsenaux et établissements de la Marine. Ces accidents, pour la plupart, n'ont pas eu de conséquences graves.

La plus grande partie de ces accidents, produits par des outils à main, n'ont occasionné que des blessures aux bras, aux mains, aux jambes et aux pieds.

Aucun des accidents survenus à des enfants au-dessous de 18 ans n'a entraîné la mort, ni l'admission à une pension de retraite, à titre d'infirmités provenant de blessures reçues en service commandé.

Il ne s'est pas produit d'accident parmi les filles et les femmes mineures.

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

SUR L'APPLICATION, EN 1897, DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL.

*Nombre des visites effectuées
par le service de l'inspection et par le service des mines.*

DÉSIGNATION.					NOMBRE.
Visites effectuées par les inspecteurs départementaux.	{	Visites	de jour	125,325	140,475
			de nuit	616	
	{	Contre-visites	de jour	13,252	
			de nuit	1,282	
Visites effectuées par les inspecteurs divisionnaires.	{	Visites	de jour	913	6,029
			de nuit	6	
	{	Contre-visites	de jour	4,915	
			de nuit	195	
TOTAL					146,504
Visites faites par les ingénieurs des mines					1,372
Visites faites par les contrôleurs des mines					12,723
TOTAL GÉNÉRAL des visites					14,095

Nombre des établissements visités.

DÉSIGNATION.			NOMBRE.	
Établissements visités par les inspecteurs du travail	{	n'occupant aucun ouvrier lors de la visite.....	9,111	
		{	aux lois de 1848, 1892 et 1893.....	19,387
			aux lois de 1892 et 1893.....	57,111
			aux lois de 1848 et 1893.....	10,559
			à la loi de 1893 seule.....	29,607
TOTAL.....			125,775	

*Statistique du personnel existant dans l'ensemble des établissements industriels
en 1897.*

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Enfants au-dessous de 18 ans...	Garçons Filles.....	223,385 210,182
Filles mineures de 18 à 21 ans.....		140,456
Filles majeures et femmes.....		459,952
Hommes au-dessus de 18 ans dans les établissements	à personnel mixte..... 1,082,492 n'occupant que des hommes..... 474,821	1,557,313
TOTAL du personnel existant.....		2,591,288
Établissements.....	à personnel mixte..... n'occupant que des hommes.....	163,159 127,146
TOTAL des établissements.....		290,305

*Statistique des établissements industriels
d'après l'importance du personnel occupé.*

DÉSIGNATION.		PERSONNEL	
		MIXTE.	D'HOMMES adultes seulement.
Établissements occupant.....	de 1 à 10 ouvriers.....	132,983	117,680
	de 11 à 20 —	13,268	6,231
	de 21 à 50 —	8,979	2,419
	de 51 à 100 —	4,200	583
	de 101 à 200 —	2,230	177
	de 201 à 500 —	1,153	38
	plus de 500 —	346	18
TOTAL.....		163,159	127,146
TOTAL GÉNÉRAL des établissements industriels.....		290,305	
Proportionnalité des établissements n'occupant pas plus de 10 ouvriers.		86.3	

Statistique du personnel rencontré dans les établissements visités.

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Établissement visités.....		125,775
Enfants.....	de 12 à 13 ans ayant le certificat médical et le certificat d'études (1882).....	Garçons..... 1,092 Filles..... 776
	de 13 à 16 ans.....	Garçons..... 83,070 Filles..... 77,807
	de 16 à 18 ans.....	Garçons..... 63,076 Filles..... 63,923
	Filles mineures de 18 à 21 ans.....	99,991
	Filles et femmes majeures.....	329,174
	Ouvriers adultes.....	1,036,442
TOTAL des ouvriers et ouvrières.....		1,755,351
Proportionnalité du personnel p. 100.	au-dessous de 18 ans.....	16.5
	féminin de tout âge.....	32.5
	des enfants, filles et femmes.....	40.9
MOYENNE des ouvriers par établissement visité en 1897.....		14

Statistique des établissements visités et du personnel rencontré.

(Comparaison entre 1896 et 1897.)

DÉSIGNATION.	EN 1897.	EN 1896.	DIFFÉRENCE POUR 1897.
Enfants.....	1,868	1,776	+ 92
Filles mineures et femmes.....	287,876	284,360	+ 3,516
Ouvriers adultes.....	429,165	446,442	— 17,277
	1,036,442	1,008,865	+ 27,577
TOTAL des ouvriers et ouvrières...	1,755,351	1,741,443	+ 13,908
Établissements visités.....	125,775	117,539	+ 8,236

Application de la loi dans les établissements de bienfaisance.

DÉSIGNATION.		NOMBRE.	
Nombre des établissements de bienfaisance.....		1,465	
Établissements de bienfaisance visités.....		1,085	
Personnel rencontré.	Enfants ...	au-dessous de 13 ans { Garçons.....	1,287
		non munis du certificat { Filles.....	12,493
		de 12 à 13 ans { Garçons.....	70
		munis du certificat. { Filles.....	381
		de 13 à 16 ans..... { Garçons.....	1,130
		{ Filles.....	12,229
		de 16 à 18 ans..... { Garçons.....	680
		{ Filles.....	7,993
		Filles mineures de 18 à 21 ans.....	6,169
Filles et femmes majeures.....	5,689		
TOTAL du personnel.....		48,121	
Infractions relevées.	{	Durée du travail.....	238
		Affichage.....	129
		Envoi de l'état trimestriel.....	320
		Hygiène.....	18
		Sécurité.....	4
TOTAL des infractions relevées.....		709	
Procès-verbaux dressés.....		4	

*Autorisations de figurer dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires,
accordées à des enfants âgés de moins de 13 ans.*

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Autorisations accordées.....		166
Enfants ...	Garçons.....	597
	Filles.....	178
TOTAL.....		775

NOTA. — Il n'a pas été accordé d'autorisation à des troupes allant de Paris en province. — L'âge minimum des enfants figurant dans ce tableau est trois ans.

NOMBRE DES ACCIDENTS DÉCLARÉS : 28,954.

Suites données aux procès-verbaux.

DÉSIGNATION.		NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS		
		par les inspecteurs du travail.	par le service des mines.	
Procès-verbaux.	suivis de condamnations.....	1,096	5	
	suivis d'acquittement.....	38	"	
	encore en instance.....	6	"	
	classés.....	par le service.....	49	"
		par le parquet.....	75	"
TOTAL.....		1,264	5	
Contraventions visées.....		9,156	5	
TOTAL des amendes.....		39,500 ^f	47 ^f	

NOTA. — Le nombre des infractions qui ont fait l'objet de simples observations ou de mises en demeure, s'élève à 97,361.

MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES.

Nombre des exploitations existantes et de celles visitées.

DÉSIGNATION.	NOMBRE DES EXPLOITATIONS			
	existantes.	visitées.		
Mines	450	424		
Mnières..... {	souterraines.....	14	8	
	à ciel ouvert.....	110	45	
Carrières..... {	souterraines.. {	continues.....	1,659	1,299
		temporaires	2,837	886
	à ciel ouvert.. {	continues.....	10,623	4,051
		temporaires	25,010	2,815
TOTAL des exploitations....		40,703	9,528	

MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES.

Statistique du personnel existant dans les exploitations à visiter.

DÉSIGNATION.		EXPLOITATIONS VISITÉES.							TOTAL		
		MINES.	MINIÈRES		CARRIÈRES.						
			souter- raïnes.	à ciel ouvert.	souter- raïnes	à ciel ouvert	cont- nues.	tem- poraires		cont- nues.	tem- poraires
Enfants	de 12 à 13 ans ayant le certi- ficat médical et le certificat d'é- tudes.....	au fond. — Garçons.	12	"	"	"	"	"	"	12	
		au jour. {	Garçons.	29	"	"	22	"	3	"	54
			Filles...	3	"	"	"	"	"	"	3
	de 13 à 16 ans..	au fond. — Garçons.	5,393	11	"	106	31	"	"	5,541	
		au jour. {	Garçons.	4,105	"	24	549	14	850	440	5,982
			Filles...	1,353	2	2	2	"	46	734	1,478
	de 16 à 18 ans..	au fond. — Garçons.	6,315	8	"	232	81	"	"	6,636	
		au jour. {	Garçons.	2,274	"	36	489	27	1,335	776	4,937
			Filles...	1,098	4	2	19	6	69	82	1,280
	Filles mineures de 18 à 21 ans (au jour)...		983	3	3	36	13	158	129	1,325	
Filles et femmes majeures (au jour).....		2,547	8	18	100	107	872	439	4,091		
Ouvriers adultes...	au fond.....	97,800	222	"	10,421	2,580	"	"	111,023		
	au jour.....	36,257	19	1,213	6,388	998	50,941	50,302	146,118		
TOTAUX...		pour 1897.....	158,169	277	1,299	18,364	3,857	54,274	52,240	288,480	
		pour 1896.....	153,783	219	1,016	16,095	2,118	30,289	8,203	211,723	

MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES.

Statistique du personnel occupé dans les exploitations visitées.

DÉSIGNATION.		EXPLOITATIONS VISITÉES.							TOTAUX	
		MINES.	MINIÈRES		CARRIÈRES.					
			souter- raines.	à ciel ouvert.	souterraines		à ciel ouvert			
					conti- nues.	tem- poraires	conti- nues.	tem- poraires		
Enfants	de 12 à 13 ans ayant le certi- ficat médical et le certificat d'é- tudes.....	au fond. — Garçons.	12	"	"	"	1	"	"	13
		Garçons.	29	"	"	22	"	2	"	53
		au jour. { Filles...	3	"	"	"	"	"	"	3
	de 13 à 16 ans..	au fond. — Garçons.	5,393	11	"	95	10	"	"	5,509
		Garçons.	4,069	"	24	542	5	606	122	5,558
			au jour. { Filles...	1,349	2	2	2	"	17	12	1,384
	de 16 à 18 ans..	au fond. — Garçons.	6,286	8	"	197	41	"	"	6,532
		Garçons.	2,249	"	21	463	12	900	195	3,840
			au jour. { Filles...	1,092	4	3	19	"	53	18	1,189
	Filles mineures de 18 à 21 ans (au jour)...		973	3	3	34	9	86	54	1,162
Filles et femmes majeures (au jour).....		2,518	8	8	94	73	560	171	3,432	
Ouvriers adultes...	{	au fond.....	96,756	209	"	9,353	1,497	"	"	107,815
		au jour.....	35,773	19	1,074	6,080	617	28,553	7,358	79,474
TOTAUX...	{	pour 1897.....	156,502	264	1,135	16,901	2,265	30,777	7,390	215,774
		pour 1896	153,783	219	1,016	16,095	2,118	30,289	8,203	211,723

Dérogations temporaires à l'interdiction du travail de nuit.

(Loi du 2 novembre 1892, art. 4, § 7, et décrets des 26 juillet 1895 et 29 juillet 1897, art. 1^{er}.)

DÉSIGNATION.	AUTO- RISATIONS DONNÉES en vertu de l'article 4, § 7.	DÉCLARATIONS FAITES EN VERTU	
		de l'article 1 ^{er} .	de l'article 3.
Nombre d'établissements.....	27	1,128	45
Nombre d'autorisations.....	30	"	"
Durée en jours des dérogations {	maxima.....	60	90
	minima.....	1	1
Détail du personnel employé la nuit. {	Enfants de 13 à 18 ans.....	"	220
	Filles { de 18 à 21 ans.....	3,567	230
	et femmes { au-dessus de 21 ans..	8,454	1,980
TOTAL.....	1,422	12,021	2,430

*Tolérances accordées par les inspecteurs divisionnaires
en ce qui concerne la durée du travail et le repos hebdomadaire.*

(Décret du 26 juillet 1895, art. 5.)

DÉSIGNATION.	DURÉE DU TRAVAIL.	REPOS HEBDOMADAIRE.
Nombre d'établissements.....	1,362	1,033
Durée en jours de la tolérance {	maxima.....	40
	minima.....	1
Détail du personnel ayant usé de la tolérance. {	Enfants au-dessous de 18 ans.....	4,567
	Filles de 18 à 21 ans.....	5,065
	Femmes.....	13,407
TOTAL.....	33,183	23,039

DÉCRET DU 28 FÉVRIER 1899

portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu les avis du Ministre des finances, en date des 5 décembre 1898 et 21 janvier 1899 ;

Vu l'avis du Ministre de la justice, en date du 29 octobre 1898 ;

Vu la loi du 9 avril 1898 et notamment le troisième paragraphe de l'article 26 ainsi conçu : « Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la caisse nationale des retraites et notamment les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprise débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la caisse le paiement de leurs indemnités » ;

Vu la loi du 20 juillet 1886 et le décret du 28 décembre 1886 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE 1^{er}.

CONDITIONS DANS LESQUELLES LES VICTIMES D'ACCIDENTS OU LEURS AYANTS DROIT SONT ADMIS À RÉCLAMER LE PAYEMENT DE LEURS INDEMNITÉS.

ART. 1^{er}. — Tout bénéficiaire d'une indemnité liquidée en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, à la suite d'un accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, qui n'aura pu obtenir le paiement, lors de leur exigibilité, des sommes qui lui sont dues, doit en faire la déclaration au maire de la commune de sa résidence.

ART. 2. — La déclaration est faite soit par le bénéficiaire de l'indemnité ou son représentant légal, soit par un mandataire ; elle est exempte de tous frais.

ART. 3. — La déclaration doit indiquer :

1° Les nom, prénoms, âge, nationalité, état civil, profession, domicile du bénéficiaire de l'indemnité ;

2° Les nom et domicile du chef d'entreprise débiteur ou la désignation et

(1) Voir année 1898, p. 97.

l'indication du siège de la société d'assurances ou du syndicat de garantie qui aurait dû acquitter la dette à ses lieu et place ;

3° La nature de l'indemnité et le montant de la créance réclamée ;

4° L'ordonnance ou le jugement en vertu duquel agit le bénéficiaire ;

5° Le cas échéant, les nom, prénoms, profession et domicile du représentant légal du bénéficiaire ou du mandataire.

ART. 4. — La déclaration, rédigée par les soins du maire, est signée par le déclarant.

Le maire y joint toutes les pièces qui lui sont remises par le réclamant à l'effet d'établir l'origine de la créance, ses modifications ultérieures et le refus de paiement opposé par le débiteur : chef d'entreprise, société d'assurances ou syndicat de garantie.

ART. 5. — Récépissé de la déclaration et des pièces qui l'accompagnent est remis par le maire au déclarant.

La déclaration et les pièces produites à l'appui sont transmises par le maire au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations dans les vingt-quatre heures.

ART. 6. — Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations adresse, dans les quarante-huit heures à partir de sa réception, le dossier au juge de paix du domicile du débiteur, en l'invitant à convoquer celui-ci d'urgence par lettre recommandée.

ART. 7. — Le débiteur doit comparaître au jour fixé par le juge de paix soit en personne, soit par mandataire.

Il lui est donné connaissance de la réclamation formulée contre lui.

Procès-verbal est dressé par le juge de paix des déclarations faites par le comparant, qui appose sa signature sur le procès-verbal.

ART. 8. — Le comparant qui ne conteste ni la réalité ni le montant de la créance est invité par le juge de paix soit à s'acquitter par-devant lui, soit à expédier au réclamant la somme due au moyen d'un mandat-carte et à communiquer au greffe le récépissé de cet envoi.

Cette communication doit être effectuée au plus tard le deuxième jour qui suit la comparution devant le juge de paix.

Le juge de paix statue sur le paiement des frais de convocation.

Il constate, s'il y a lieu, dans son procès-verbal la libération du débiteur.

ART. 9. — Dans le cas où le comparant, tout en reconnaissant la réalité et le montant de sa dette, déclare ne pas être en état de s'acquitter immédiatement, le juge de paix est autorisé, si les motifs invoqués paraissent légitimes, à lui accorder pour sa libération un délai qui ne peut excéder un mois.

Dans ce cas, en vue du paiement immédiat prévu à l'article 13 ci-dessous, le procès-verbal dressé par le juge de paix constate la reconnaissance de dette et l'engagement pris par le comparant de se libérer dans le délai qui lui a été accordé au moyen soit d'un versement entre les mains du caissier de la Caisse des dépôts et consignations à Paris ou des préposés de la caisse dans les départements, soit de l'expédition d'un mandat-carte payable au caissier général à Paris.

ART. 10. — Si le comparant déclare ne pas être débiteur du réclamant ou

n'être que partiellement son débiteur, le juge de paix constate dans son procès-verbal le refus total ou partiel de paiement et les motifs qui en ont été donnés.

Il est procédé pour l'acquittement de la somme non contestée suivant les dispositions des articles 8 ou 9, tous droits restant réservés pour le surplus.

ART. 11. — Au cas où le débiteur convoqué ne comparait pas au jour fixé le juge de paix procède dans la huitaine à une enquête à l'effet de rechercher :

1° Si le débiteur convoqué n'a pas changé de domicile;

2° S'il a cessé son industrie soit volontairement, soit par cession d'établissement, soit par suite de faillite ou de liquidation judiciaire et, dans ce cas, quel est le syndic ou le liquidateur, soit par suite de décès et, dans l'affirmative, par qui sa succession est représentée.

Le procès-verbal dressé par le juge de paix constate la non-comparution et les résultats de l'enquête.

ART. 12. — Dans les deux jours qui suivent soit la libération immédiate du débiteur, soit sa comparution devant le juge de paix au cas où il a refusé le paiement ou obtenu un délai, soit la clôture de l'enquête dont il est question en l'article précédent, le juge de paix adresse au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations le dossier et y joint le procès-verbal par lui dressé.

ART. 13. — Dès la réception du dossier, s'il résulte du procès-verbal dressé par le juge de paix que le débiteur n'a pas contesté sa dette, mais ne s'en est pas libéré, ou si les motifs invoqués pour refuser le paiement ne paraissent pas légitimes, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations remet au réclamant ou lui adresse, par mandat-carte, la somme à laquelle il a droit. Il fait parvenir également au greffier de la justice de paix le montant de ses déboursés et émoluments.

Il est procédé de même, si le débiteur ne s'est pas présenté devant le juge de paix et si la réclamation du bénéficiaire de l'indemnité paraît justifiée.

ART. 14. — Dans le cas où les motifs invoqués par le comparant pour refuser le paiement paraissent fondés ou, en cas de non-comparution, si la réclamation formulée par le bénéficiaire ne semble pas suffisamment justifiée, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations renvoie, par l'intermédiaire du maire, au réclamant le dossier par lui produit en lui laissant le soin d'agir contre la personne dont il se prétend le créancier, conformément aux règles du droit commun.

Le montant des déboursés et émoluments du greffier est, en ce cas, acquitté par les soins du directeur général et imputé sur les fonds de garantie.

TITRE II.

DU RECOURS DE LA CAISSE DES RETRAITES POUR LE RECouvreMENT DE SES AVANCES ET POUR L'ENCAISSEMENT DES CAPITAUX EXIGIBLES.

ART. 15. — Le recours de la Caisse nationale des retraites est exercé aux requête et diligence du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, dans les conditions énoncées aux articles suivants.

ART. 16. — Dans les cinq jours qui suivent le paiement fait au bénéficiaire de l'indemnité et au greffier de la justice de paix, conformément aux articles 13 et 14, ou à l'expiration du délai dont il est question à l'article 9, si le remboursement n'a pas été opéré dans ce délai, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations informe le débiteur, par lettre recommandée, du paiement effectué pour son compte.

La lettre recommandée fait en même temps connaître que, faute par le débiteur d'avoir remboursé dans un délai de quinzaine le montant de la somme payée, d'après un des modes prévus au dernier alinéa de l'article 9, le recouvrement sera poursuivi par la voie judiciaire.

ART. 17. — A l'expiration du délai imparti par le deuxième alinéa de l'article 16 ci-dessus, il est délivré par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, à l'encontre du débiteur qui ne s'est pas acquitté, une contrainte pour le recouvrement.

ART. 18. — La contrainte décernée par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations est visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du domicile du débiteur.

Elle est signifiée par ministère d'huissier.

ART. 19. — L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition formée par le débiteur et contenant assignation donnée au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations devant le tribunal civil du domicile du débiteur.

ART. 20. — L'instance à laquelle donne lieu l'opposition à contrainte est suivie dans les formes et délais déterminés par l'article 65 de la loi du 22 février an VII sur l'enregistrement.

ART. 21. — Les frais de poursuites et dépens de l'instance auxquels a été condamné le débiteur débouté de son opposition sont recouvrés par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations au moyen d'un état de frais taxé sur sa demande et rendu exécutoire par le président du tribunal.

ART. 22. — Lorsque le capital représentatif d'une pension est, conformément aux termes de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, devenu exigible par suite de la faillite ou de la liquidation judiciaire du débiteur, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, représentant la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, demande l'admission au passif pour le montant de sa créance.

Il est procédé, dans ce cas, conformément aux dispositions des articles 491 et suivants du code de commerce et de la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire.

ART. 23. — En cas d'exigibilité du capital par suite d'une des circonstances prévues en l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 autre que la faillite ou la liquidation judiciaire du débiteur, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, par lettre recommandée, met en demeure le débiteur ou ses représentants d'opérer dans les deux mois qui suivront la réception de la lettre le versement à la Caisse nationale des retraites du capital exigible, à moins qu'il ne soit justifié que les garanties prescrites par le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 28 de la loi ci-dessus visée, ont été fournies.

ART. 24. — Si, à l'expiration du délai de deux mois, le versement n'a pas été effectué ou les garanties exigées n'ont pas été fournies, il est procédé au recouvrement dans les mêmes conditions et suivant les formes énoncées aux articles 17 à 21 du présent décret.

ART. 25. — En dehors des délais fixés par les dispositions qui précèdent le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations peut accorder au débiteur tous délais ou toutes facilités de paiement.

Le directeur général peut également transiger.

TITRE III.

ORGANISATION DU FONDS DE GARANTIE.

ART. 26. — Le fonds de garantie institué par les articles 24 et 25 de la loi du 9 avril 1898 fait l'objet d'un compte spécial ouvert dans les écritures de la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 27. — Le Ministre du commerce adresse au Président de la République un rapport annuel, publié au *Journal officiel*, sur le fonctionnement général du fonds de garantie visé par les articles 24 à 26 de la loi du 9 avril 1898.

ART. 28. — Les recettes du fonds de garantie comprennent :

1° Les versements effectués par le Trésor public, représentant le montant des taxes recouvrées en conformité de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898.

2° Les recouvrements effectués sur les débiteurs d'indemnités dans les conditions prévues aux titres I et II du présent décret ;

3° Les revenus et arrérages et le produit du remboursement des valeurs acquises en conformité de l'article 30 du présent décret ;

4° Les intérêts du fonds de roulement prévu au deuxième alinéa du même article.

ART. 29. — Les dépenses du fonds de garantie comprennent :

1° Les sommes payées aux bénéficiaires des indemnités ;

2° Les sommes versées sur des livrets individuels à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et représentant les capitaux de pensions exigibles dans les cas prévus par l'article 28, paragraphe 3, de la loi du 9 avril 1898.

3° Le montant des frais de toute nature auxquels donne lieu le fonctionnement du fonds de garantie.

ART. 30. — Les ressources du fonds de garantie sont employées dans les conditions prescrites par l'article 22 de la loi du 20 juillet 1886.

Les sommes liquides reconnues nécessaires pour assurer le fonctionnement du fonds de garantie sont bonifiées d'un intérêt calculé à un taux égal à celui qui est adopté pour le compte courant ouvert à la Caisse des dépôts et consignations dans les écritures du Trésor public.

ART. 31. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le Ministre des finances et le Garde des sceaux, Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 février 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*
PAUL DELOMBRE.

Le Ministre des finances,
P. PEYTRAL.

Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice,
GEORGES LEBRET.

DÉCRET DU 28 FÉVRIER 1899

*portant règlement d'administration publique
pour l'exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu l'avis du Ministre des finances, en date du 5 décembre 1898 ;

Vu la loi du 9 avril 1898 et notamment l'article 27 ainsi conçu :

« Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'État et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

« Le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

« Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance, et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

« Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement, pour chaque compagnie ou association, par arrêté du Ministre du commerce. »

Vu le décret du 22 janvier 1868, portant règlement d'administration publique pour la constitution des sociétés d'assurances ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

SOCIÉTÉS D'ASSURANCES MUTUELLES OU À PRIMES FIXES.

CHAPITRE I^{er}.

CAUTIONNEMENTS ET RÉSERVES.

ART. 1^{er}. — Toutes les sociétés qui pratiquent, dans les termes de la loi du 9 avril 1898, l'assurance mutuelle ou à primes fixes contre le risque des accidents de travail ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente sont astreintes, pour ce risque, aux dispositions du présent titre.

ART. 2. — Indépendamment des garanties spécifiées aux articles 2 et 4 du décret du 22 janvier 1868 et de la réserve mathématique, les sociétés anonymes d'assurances françaises ou étrangères à primes fixes doivent justifier de la constitution préalable d'un cautionnement fixé d'après des bases que détermine le Ministre, sur l'avis du Comité consultatif prévu à l'article 16 ci-après, et affecté, par privilège, au paiement des pensions et indemnités, conformément à l'article 27 de la loi.

ART. 3. — Le cautionnement est constitué, dans les quinze jours de la notification de la décision du Ministre, à la Caisse des dépôts et consignations, en valeurs énumérées au troisième paragraphe de l'article 8 ci-dessous. Il est révisé chaque année. Les titres sont estimés au cours moyen de la Bourse de Paris au jour du dépôt.

ART. 4. — Le cautionnement est versé au lieu où la société a son siège principal dans les conditions déterminées par les lois et règlements en vigueur sur la consignation des valeurs mobilières.

Les intérêts des valeurs déposées peuvent être retirés par la société. Il en est de même, en cas de remboursement des titres avec primes ou lots, de la différence entre le prix de remboursement et le cours moyen à la Bourse de Paris, au jour fixé pour le remboursement, de la valeur sortie au tirage.

Le montant des remboursements, déduction faite de cette différence, doit être immédiatement remployé en achat de valeurs visées au troisième paragraphe de l'article 8, sur l'ordre de la société, ou d'office en rentes sur l'État, si la société n'a pas donné d'ordres dans les quinze jours de la notification de remboursement faite, sous pli recommandé, par la Caisse des dépôts et consignations.

Il en est de même pour les fonds provenant d'aliénations de titres demandées par la société.

ART. 5. — Les valeurs déposées ou les valeurs acquises en emploi de ces valeurs ne peuvent être retirées que : 1^o dans le cas où le cautionnement exigible a été fixé, pour l'année courante, à un chiffre inférieur à celui de l'année précédente et jusqu'à concurrence de la différence ; 2^o dans le cas où

la société, ayant versé à la Caisse nationale des retraites les capitaux constitutifs des rentes et indemnités assurées, justifie qu'elle a complètement rempli toutes ses obligations. Dans les deux cas, une décision du Ministre du commerce est nécessaire.

ART. 6. — Indépendamment des garanties spécifiées à l'article 29 du décret du 22 janvier 1868, les sociétés d'assurances mutuelles sont soumises aux dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 ci-dessus.

Toutefois, le cautionnement qu'elles auront à verser est réduit de moitié pour celles de ces sociétés dont les statuts stipulent :

1° Que la société ne peut assurer que tout ou partie des risques prévus par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 ;

2° Qu'elle assure exclusivement soit les ouvriers d'une seule profession, soit les ouvriers de professions appartenant à un même groupe d'industries, d'après une classification générale arrêtée à cet effet par le Ministre du commerce, après avis du Comité consultatif ;

3° Que le maximum de contribution annuelle dont chaque sociétaire est passible pour le paiement des sinistres est au moins double de la prime totale fixée par son contrat pour l'assurance de tous les risques, et triple de la prime partielle déterminée par le Ministre du commerce, après avis du Comité consultatif, pour les mêmes professions et pour les risques définis à l'article 23 de la loi.

ART. 7. — Les sociétés anonymes d'assurances à primes fixes et les sociétés mutuelles d'assurances sont tenues de justifier, dès la deuxième année d'exploitation, de la constitution d'une *réserve mathématique* ayant pour minimum de valeur le montant des capitaux représentatifs des rentes et indemnités à servir à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente.

Les capitaux représentatifs sont calculés d'après un barème minimum déterminé par le Ministre du commerce, après avis du Comité consultatif.

ART. 8. — Le montant de la réserve mathématique est arrêté chaque année, la société entendue, par le Ministre du commerce et à l'époque qu'il détermine.

Cette réserve reste aux mains de la société. Elle ne peut être placée que dans les conditions suivantes :

1° Pour les deux tiers au moins de la fixation annuelle, en valeurs de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État ; en obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes et des chambres de commerce, en obligations foncières et communales du Crédit foncier ;

2° Jusqu'à concurrence du tiers au plus de la fixation annuelle, en immeubles situés en France et en premières hypothèques sur ces immeubles, pour la moitié au maximum de leur valeur estimative ;

3° Jusqu'à concurrence d'un dixième, confondu dans le tiers précédent, en commandites industrielles ou en prêts à des exploitations industrielles de solvabilité notoire.

Pour la fixation prévue au paragraphe 1^{er} du présent article, les valeurs mobilières sont estimées à leur prix d'achat. Si leur valeur totale descend au-dessous de ces prix de plus d'un dixième, un arrêté du Ministre du com-

merce oblige la société à parfaire la différence en titres nouveaux, dans un délai qui ne peut être inférieur à deux ans ni supérieur à cinq ans.

Les immeubles sont estimés à leur prix d'achat ou de revient ; les prêts hypothécaires, les commandites industrielles ou les prêts à des sociétés industrielles, aux prix établis par actes authentiques.

ART. 9. — Si les sociétés visées aux articles 2 et 6 ci-dessus ne font point elles-mêmes le service des rentes et indemnités attribuables aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail et si elles opèrent immédiatement le versement des capitaux constitutifs de ces rentes et indemnités à la Caisse nationale des retraites, il n'y a pas lieu pour elles à constitution de réserve mathématique.

Si ces sociétés versent seulement, dans les conditions susdésignées, une partie des capitaux constitutifs dont il s'agit, leur réserve mathématique est réduite proportionnellement.

CHAPITRE II.

SURVEILLANCE ET CONTRÔLE.

ART. 10. — Les sociétés visées à l'article 1^{er} qui assurent d'autres risques que celui résultant de l'application de la loi du 9 avril 1898 pour le cas de mort ou d'incapacité permanente ou qui assurent concurremment un risque analogue dans des pays étrangers doivent établir, pour les opérations se rattachant à ce risque en France, une gestion et une comptabilité absolument distinctes.

ART. 11. — Toutes les sociétés doivent communiquer immédiatement au Ministre du commerce dix exemplaires de tous les règlements, tarifs, polices, prospectus et imprimés distribués ou utilisés par elles.

Les polices doivent :

1° Reproduire textuellement les articles 3, 9, 19 et 30 de la loi du 9 avril 1898 ;

2° Spécifier qu'aucune clause de déchéance ne pourra être opposée aux ouvriers créanciers ;

3° Stipuler que les contrats se trouveraient résiliés de plein droit dans le cas où la société cesserait de remplir les conditions fixées par la loi et le présent décret.

ART. 12. — Les sociétés doivent produire au Ministre du commerce, aux dates fixées par lui :

1° Le compte rendu détaillé annuel de leurs opérations, avec des tableaux financiers et statistiques annexes dans les conditions déterminées par arrêté ministériel, après avis du Comité consultatif. Ce compte rendu doit être délivré par les sociétés intéressées à toute personne qui en fait la demande, moyennant paiement d'une somme qui ne peut excéder 1 franc ;

2° L'état des salaires assurés et l'état des rentes et indemnités correspondant au risque spécifié à l'article 1^{er}, ainsi que tous autres états ou documents manuscrits que le Ministre juge nécessaires à l'exercice du contrôle.

ART. 13. — Elles sont soumises à la surveillance permanente de com-

missaires-contrôleurs, sous l'autorité du Ministre du commerce, et peuvent être en outre contrôlées par toute personne spécialement déléguée à cet effet par le Ministre.

ART. 14. — Les commissaires-contrôleurs sont recrutés, dans les conditions déterminées, par arrêté du Ministre du commerce, après avis du Comité consultatif.

Ils prêtent serment de ne pas divulguer les secrets commerciaux dont ils auraient connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Ils sont spécialement accrédités, pour des périodes fixées, auprès des sociétés qu'ils ont mission de surveiller.

Ils vérifient, au siège des sociétés, l'état des assurés et des salaires assurés, les contrats intervenus, les écritures et pièces comptables, la caisse, le portefeuille, les calculs des réserves et tous les éléments de contrôle propres, soit à établir les opérations dont résultent des obligations pour les sociétés, soit à constater la régulière exécution tant des statuts que des prescriptions contenues dans le décret du 22 janvier 1868, dans le présent décret et dans les arrêtés ministériels qu'il prévoit.

Ils se bornent à ces vérifications et constatations, sans pouvoir donner aux sociétés aucune instruction ni apporter à leur fonctionnement aucune entrave.

Ils rendent compte au Ministre du commerce, qui seul prescrit, dans les formes et délais qu'il fixe, les redressements nécessaires.

ART. 15. — A l'aide des rapports de vérification et des contre-vérifications auxquelles il peut faire procéder soit d'office, soit à la demande des sociétés intéressées, le Ministre du commerce présente chaque année au Président de la République un rapport d'ensemble établissant la situation de toutes les sociétés soumises à la surveillance.

Il adresse, le cas échéant, à chacune des sociétés les injonctions nécessaires et la met en demeure de s'y conformer.

ART. 16. — Il est constitué auprès du Ministre du commerce un « Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail » dont l'organisation est réglée par arrêté du Ministre.

Ce Comité doit être consulté dans les cas spécifiés par le présent décret et par les décrets du même jour, rendus en exécution des articles 26 et 28 de la loi du 9 avril 1898. Il peut être saisi par le Ministre de toutes autres questions relatives à l'application de ladite loi.

ART. 17. — Le décret du 22 janvier 1868 demeure applicable aux sociétés régies par le présent décret, en toutes celles de ses dispositions qui ne lui sont pas contraires.

ART. 18. — Chaque année, avant le 1^{er} décembre, le Ministre du commerce arrête, après avis du Comité consultatif, et publie au *Journal officiel* la liste des sociétés mutuelles ou à primes fixes, françaises ou étrangères, qui fonctionnent dans les conditions prévues par les articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898 et par le présent décret.

ART. 19. — Dès que, après fixation du cautionnement, dans les conditions déterminées par les articles 2 et 6 ci-dessus, chaque société actuellement existante aura effectué à la Caisse des dépôts et consignations le verse-

ment du montant de ce cautionnement, mention de cette formalité sera faite au *Journal officiel* par les soins du Ministre du commerce, en attendant la publication de la première liste générale prévue à l'article 18.

Il en sera de même ultérieurement pour les sociétés constituées après publication de la liste générale annuelle.

ART. 20. — Les sociétés étrangères doivent accréditer auprès du Ministre du commerce et de la Caisse des dépôts et consignations un agent spécialement préposé à la direction de toutes les opérations faites en France pour les assurances visées à l'article 1^{er}.

Cet agent représente seul la société auprès de l'administration. Il doit être domicilié en France.

TITRE II.

SYNDICATS DE GARANTIE.

ART. 21. — Les syndicats de garantie prévus par la loi du 9 avril 1898 lient solidairement tous leurs adhérents pour le paiement des rentes et indemnités attribuables en vertu de la même loi à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente.

La solidarité ne prend fin que lorsque le syndicat de garantie a liquidé entièrement ses opérations soit directement, soit en versant à la Caisse nationale des retraites l'intégralité des capitaux constitutifs des rentes et indemnités dues.

La liquidation peut être périodique.

ART. 22. — Ces syndicats de garantie doivent comprendre au moins 5,000 ouvriers assurés et 10 chefs d'entreprise adhérents, dont 5 ayant au moins chacun 300 ouvriers.

ART. 23. — Le fonctionnement de chaque syndicat est réglé par des statuts, qui doivent être soumis, avant toute opération, à l'approbation du Gouvernement.

Il est statué, par décret rendu en Conseil d'État, sur le rapport du Ministre du commerce, après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail au vu des statuts souscrits et des pièces justifiant des conditions et des engagements prévus aux articles 21 et 22 ci-dessus.

ART. 24. — Le décret portant approbation des statuts règle :

1° Le fonctionnement de la surveillance et du contrôle, dans des conditions analogues à celles que détermine le chapitre II du titre I^{er} du présent décret;

2° Les conditions dans lesquelles l'approbation peut être révoquée et les mesures à prendre, en ce cas, pour le versement des capitaux constitutifs des pensions et indemnités en cours.

ART. 25. — Les contributions pour frais de surveillance sont fixées d'après le montant du cautionnement auquel serait astreinte une société d'assurance pour le même chiffre de salaires assurés.

ART. 26. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 février 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

PAUL DELOMBRE.

Le Ministre des finances,

P. PEYTRAL.

DÉCRET DU 28 FÉVRIER 1899

*portant règlement d'administration publique pour l'exécution
du dernier alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'avis du Ministre des finances, en date du 2 février 1899;

Vu la loi du 9 avril 1898 et notamment les deux derniers alinéas de son article 28 ainsi conçus :

« Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

« Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique »;

Vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 26 de la loi ci-dessus visée, et notamment les articles 22 à 25 dudit décret, relatifs à l'exigibilité des capitaux représentatifs des pensions dues en vertu de la loi du 9 avril 1898;

Vu le décret du même jour, portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 27 de la loi ci-dessus visée, et notamment le titre II relatif aux syndicats de garantie prévus par ladite loi;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie dans les cas prévus par l'avant-dernier alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, ce chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement à la

Caisse nationale des retraites du capital représentatif des pensions à leur charge, s'ils justifient :

1° Soit du versement de ce capital à une des sociétés visées à l'article 18 du décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 27 de la loi ci-dessus visée;

2° Soit de l'immatriculation d'un titre de rente pour l'usufruit au nom des titulaires de pensions, le montant de la rente devant être au moins égal à celui de la pension;

3° Soit du dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, avec affectation à la garantie des pensions, de titres spécifiés au paragraphe 3 de l'article 8 du décret précité. La valeur de ces titres, établie d'après le cours moyen de la Bourse de Paris au jour du dépôt, doit correspondre au chiffre maximum qu'est susceptible d'atteindre le capital constitutif exigible par la Caisse nationale des retraites. Elle peut être révisée tous les trois ans à la valeur actuelle des pensions, d'après le cours moyen des titres au jour de la révision;

4° Soit de l'affiliation du chef d'entreprise à un syndicat de garanti liant solidairement tous ses membres et garantissant le paiement des pensions;

5° Soit, en cas de cession d'établissement, de l'engagement pris par le concessionnaire, vis-à-vis du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, d'acquitter les pensions dues et de rester solidairement responsable avec le chef d'entreprise.

ART. 2. — Des arrêtés du Ministre du commerce, pris après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents, règlent les mesures nécessaires à l'application du présent décret.

ART. 3. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 février 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*
PAUL DELOMBRE.

Le Ministre des finances,
P. PEYTRAL.

PERSONNEL DE L'INSPECTION.

Par un arrêté ministériel, en date du 16 janvier 1899, M. FONTAINE, inspecteur départemental du travail à Nantes, a été nommé sur sa demande, au Havre, en remplacement de M. SALMIN, mis précédemment, sur sa demande, en congé illimité sans traitement.

M. MEURDRA a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail, à Nantes, en remplacement de M. FONTAINE.

Par un arrêté ministériel, en date du 1^{er} février 1899, M. BEAUQUIS, inspecteur départemental du travail à Lille, a été nommé sur sa demande, à Grenoble, en remplacement de M. BERLIOZ, dont la démission a été acceptée.

M. COUSSOT (Henri-Alfred), candidat admissible à la suite du concours de 1897, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Lille, en remplacement de M. BEAUQUIS.

Le traitement de M. Coussot, fixé à 2,400 francs par an, courra à partir du jour de son installation.

Par un arrêté, en date du 16 février 1899, pris par M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, M. JARACZEWSKI, inspecteur divisionnaire du travail à Lille, a été nommé Officier d'académie.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 12 JANVIER 1899

*relative à la définition des mots « sautiller sur une pédale »
« et métiers à la main » employés par le décret du 13 mai 1893.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez consulté sur la question de savoir si les machines à imprimer mues au moyen de pédales et dites « *Minerves* » peuvent être assimilées aux *métiers dits à la main* et confiées à des enfants dès l'âge de 16 ans, par application de l'article 4 du décret du 13 mai 1893, ou si elles ne doivent être actionnées par eux qu'à partir de 18 ans, conformément à l'article 3 qui interdit d'employer des enfants au-dessous de cet âge à faire tourner des appareils en sautillant sur une pédale.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, dont j'ai cru devoir prendre l'avis au sujet de l'interprétation à donner aux articles 3 et 4 du décret de 1893 précité, a fait observer tout d'abord que les mots *sautiller sur une pédale* n'ont plus guère d'application dans l'industrie. On pourrait, toutefois, les définir, suivant lui, en disant que, pour sautiller, l'ouvrier doit être debout avec les deux pieds sur la pédale du métier afin de pouvoir l'actionner précisément en faisant ce mouvement alternatif qu'on appelle sautillement. Les cas où le service aura à intervenir pour assurer l'exécution des règles relatives à ce mode de travail seront donc fort rares.

Quant aux mots *métiers à la main*, le Comité estime qu'ils comprennent pour toutes les industries les métiers qui ne sont pas mus mécaniquement. Il résulte de là que les machines au sujet desquelles vous m'avez demandé des instructions doivent être considérées comme rentrant dans la catégorie des appareils visés par l'article 4 et qu'on peut y employer des enfants à partir de l'âge de 16 ans. Je vous prie de donner des instructions dans ce sens aux inspecteurs placés sous vos ordres.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 3 FÉVRIER 1899

relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 dans les filatures.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures une réclamation qui m'a été adressée par un filateur de laines peignées contre la mise en demeure qui lui a été faite par le service de l'inspection du travail d'avoir à compléter dans un délai de trois mois les mesures de protection des organes de transmission des métiers à filer et de préparation, notamment aux métiers à filer, des têtiers et des cordes de main douce.

Le Comité a exprimé l'avis que, contrairement à la manière de voir de cet industriel, la protection des ouvriers dans les filatures n'incombe en aucune façon aux constructeurs des machines, mais aux industriels qui les emploient, que ces derniers sont seuls responsables et qu'ils doivent exécuter ou faire exécuter les travaux utiles pour l'installation des dispositifs protecteurs. Je n'ai pu, en conséquence, que l'engager à se conformer à la mise en demeure qui lui a été signifiée d'avoir à appliquer les règlements.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 3 FÉVRIER 1899

relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 dans les moulins.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures une réclamation qui m'a été adressée par un minotier contre la mise en demeure qui lui a été faite, d'avoir à appliquer dans son moulin les dispositions de la loi du 12 juin 1893, notamment en ce qui concerne la protection des courroies et des engrenages et la clôture des trappes des monte-sacs (1).

Le Comité a fait remarquer que les termes de la loi sont formels, qu'elle prescrit dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques de séparer les courroies et les engrenages des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service, de clôturer les trappes et ouvertures, d'installer tous ces appareils et de les tenir dans les meilleures conditions possibles de sécurité, et qu'il ne suffit pas de pouvoir se

(1) La mise en demeure avait visé plus spécialement les courroies qui commandent le cylindre, le fendeur et la brosse à blé, et les engrenages du fendeur et des bluteries.

reposer, pour s'affranchir de ces préservatifs, sur l'adresse d'un ouvrier de choix, rompu au métier et qui a su jusqu'ici échapper au danger.

Le Comité a, d'ailleurs, considéré que l'industriel devait d'autant moins se soustraire aux mesures indiquées par le service de l'inspection et qui sont imposées par la loi, qu'elles sont d'une exécution facile et de nature à mettre, dans la limite du possible, sa responsabilité à couvert.

Je n'ai pu, en conséquence, que l'engager à se conformer sans retard à des prescriptions impératives qui ont un caractère général et qui sont imposées à ses confrères.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 15 FÉVRIER 1899

relative

aux livrets appartenant à des enfants qui ont quitté un établissement.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez demandé de vous faire connaître ce que les industriels doivent faire des livrets appartenant à des enfants qui quittent leur établissement sans les réclamer.

J'ai l'honneur de vous informer que le patron ne peut, sous aucun prétexte, conserver le livret d'un enfant. Si celui-ci ne le réclame pas, le livret doit être déposé à la Mairie pour être tenu à la disposition du titulaire.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ALLEMAGNE.

ORDONNANCE DU 11 MARS 1898

sur le travail des femmes dans les fabriques de conserves.

Une ordonnance du Conseil fédéral du 11 mars 1898 permet d'employer des ouvrières de plus de seize ans, pendant la période de grande activité, dans les fabriques où l'on prépare les conserves de fruits et primeurs, tous les jours ouvrables, sauf le samedi; le tout aux conditions suivantes :

1° La durée du travail journalier ne pourra dépasser treize heures ni être comprise entre 10 heures du soir et 5 h. 1/2 du matin;

2° Au cas où, aux termes de l'ordonnance, des ouvrières seraient employées au delà de la durée réglementaire du travail plus de quarante jours par année industrielle (*Betriebsjahr*), l'exercice du travail devra être organisé de manière qu'en moyenne la durée légale du travail ne soit pas dépassée.

On considère comme année industrielle (*Betriebsjahr*) la période comprise entre le 1^{er} mai et le 30 avril de l'année suivante;

3° Un tableau sera apposé, dans un endroit apparent, sur lequel on inscrira, le jour même où un travail supplémentaire aura lieu, le nombre des heures pendant lesquelles des ouvrières de plus de seize ans auront été occupées;

4° Au cas où l'on aurait eu recours au travail supplémentaire pendant plus de quarante jours et que l'on veuille compenser le travail supplémentaire de certains jours en faisant travailler moins longtemps d'autres jours (2°), on devra également mentionner sur un tableau les jours où le travail aura été moins long.

Le droit des autorités inférieures d'autoriser le travail supplémentaire, le samedi, est maintenu.

Les prescriptions ci-dessus énoncées devront être affichées dans les ateliers. L'ordonnance entrera en vigueur le 1^{er} mai 1898.

ORDONNANCE DU 18 OCTOBRE 1898

concernant

les occupations des ouvrières et des jeunes ouvriers dans les tuileries (1).

I. — Dans toutes les tuileries et leurs dépendances, les ouvrières et les jeunes ouvriers ne seront pas employés :

A l'extraction et au transport des matières premières, y compris la terre glaise;

A la mise en forme à la main, sauf pour les tuiles concaves (tuiles employées pour toitures) et pour les tuiles poreuses;

Au travail dans les fours et à l'allumage des fours, excepté au remplissage et au vidage des fours fumivores;

Au transport des tuiles moulées, même lorsqu'elles sont sèches ou qu'elles sortent des fours, à moins qu'il ne puisse être utilisé un monte-charges ou une voie carrossable et que de plus il ne soit pas possible d'employer des brouettes ou tout autre chariot poussé par les ouvriers.

II. — Dans les tuileries où la fabrication des tuiles ne peut être effectuée que du 15 mars au 15 novembre, il est toléré pour les enfants de 14 à 16 ans et pour les ouvrières les dérogations suivantes aux prescriptions de la loi industrielle :

1° Les jeunes personnes (enfants de 14 à 16 ans) peuvent par exception à l'article 135, § 3, être employées onze heures tous les jours, sauf les dimanches, les jours de fête et les veilles de fête.

2° Dans les tuileries où la cuisson ne s'effectue pas dans des fours spéciaux (Feldbränder) ou dans celles qui n'ont qu'un four spécial, les ouvrières et les jeunes ouvriers peuvent, par exception à l'article 135, § 3, et à l'article 137, § 2, être occupés douze heures tous les jours sauf les dimanches, les jours de fête et les veilles de fête. Non seulement les jeunes travailleurs (article 136, § 1, dernier alinéa), mais encore les ouvrières au-dessus de 16 ans doivent avoir des repos dans la matinée, à midi et dans l'après-midi. Le travail n'aura pas lieu plus de quatre heures consécutives sans repos. La durée du repos de midi sera d'au moins une heure et celle des deux autres repos d'au moins une demi-heure.

3° Les heures de travail du jeune personnel et des ouvrières devront être comprises entre 4 heures et demie du matin et 9 heures du soir (Dérogation à l'article 136, § 1, 1^{er} alinéa, et à l'article 137, § 1).

III. — Dans les tuileries qui voudront faire usage des dispositions indiquées

(1) Traduction de M. Razous, inspecteur départemental du travail.

au titre précédent, il devra être affiché à un endroit apparent un tableau qui contiendra dans la forme à désigner par un arrêté de police locale :

1° Les dispositions du titre I de la présente ordonnance.

2° Les dispositions du titre II qui remplaceront les obligations édictées par l'article 138, § 2, de la loi industrielle;

3° Les prescriptions de la loi industrielle sur le travail des femmes et des jeunes ouvriers, en tant qu'elles ne sont pas contraires à la présente ordonnance.

Dans les autres tuileries, il devra être affiché à un endroit apparent les dispositions contenues dans le titre I de la présente ordonnance, ainsi que les prescriptions de la loi industrielle à l'exception du paragraphe 2 de l'article 138.

IV. — Les dispositions précédentes entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1899 et seront valables jusqu'au 1^{er} janvier 1904.

ORDONNANCE DU 3 NOVEMBRE 1898

*relative à une exception à l'interdiction du travail du dimanche
dans l'industrie de la pelleterie* (1).

1° En exécution du paragraphe 105 d de la loi industrielle, le Conseil fédéral a édicté la modification suivante au tableau, joint à l'ordonnance du 5 février 1895 concernant les exceptions à l'interdiction du travail du dimanche dans l'industrie (Titre H, n° 6. — Pelleterie. — 2° colonne) (2) :

« Le travail est permis jusqu'à midi pendant six (au lieu de quatre) jours de fête et dimanches de l'année.

2° La modification précédente entrera en vigueur le jour de la publication.

(1) Traduction de M. Razous, inspecteur départemental du travail.

(2) Voir année 1895, p. 305.

BELGIQUE.

ARRÊTÉ ROYAL DU 15 AVRIL 1898

modifiant l'article 5 de l'arrêté royal du 19 février 1895, pris en exécution de l'article 3 de la loi du 13 décembre 1889, concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants (1).

ART. 1^{er}. — L'article 5 de l'arrêté royal du 19 février 1895 est modifié comme suit :

« 1^o Dans les ateliers où l'on opère le secrétage des peaux de lièvres et de lapins, il est interdit d'employer des enfants et des adolescents âgés de moins de seize ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de moins de vingt et un ans au travail d'application sur les peaux du nitrate acide de mercure;

« 2^o Dans tous les ateliers où se préparent les peaux de lièvres et de lapins avant le secrétage, ainsi que pour toute manipulation à faire subir aux peaux après le secrétage (transport, brossage, coupage), il est interdit d'employer des enfants et des adolescents âgés de moins de seize ans. »

ARRÊTÉ ROYAL DU 3 NOVEMBRE 1898

réglementant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les fabriques de conserves de poissons.

ART. 1^{er}. — Dans l'industrie de la préparation des conserves de poissons, le travail des catégories d'ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889 est soumis aux règles énoncées ci-après :

Durée du travail et conditions du repos. — ART. 2. — La durée du travail effectif des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles et des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne peut dépasser onze heures par jour.

ART. 3. — Lorsque la durée du travail effectif dépasse huit heures, les heures de travail sont divisées au moins par trois repos, dont la durée totale

(1) Voir année 1895, p. 85.

ne peut être inférieure à une heure et demie; le repos principal durera au moins une heure et sera pris vers le milieu de la journée de travail.

Lorsque la durée du travail effectif dépasse six heures et n'excède pas huit heures, les heures de travail seront divisées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale sera d'une heure au moins.

Quelle que soit la durée du travail effectif, un repos d'un quart d'heure au moins est obligatoire après toute période de travail de quatre heures.

ART. 4. — Les heures de repos peuvent être déterminées suivant les exigences du travail, sans préjudice de l'alinéa final de l'article 3.

Travail de nuit. — ART. 5. — Les adolescents âgés de 14 à 16 ans, ainsi que les filles et les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, peuvent être employés temporairement au travail, de 9 heures du soir à minuit, un nombre de jours qui ne dépassera pas trente par an, sans que, en aucun cas, la durée du travail effectif puisse être supérieure à douze heures par jour et sans préjudice des dispositions des articles 3 et 4 concernant les repos.

ART. 6. — L'industriel sera muni d'un carnet à souche contenant 30 feuillets. Chaque fois que le chef d'industrie, patron ou gérant voudra user de l'autorisation prévue à l'article précédent, il détachera un feuillet et l'enverra immédiatement à l'inspecteur du travail ou au délégué compétent, après y avoir inscrit la date du jour où il profitera de ladite faculté, ainsi que le nombre de personnes protégées qu'il compte employer. Les mêmes mentions seront transcrites sur la souche.

ARRÊTÉ ROYAL DU 29 NOVEMBRE 1898

*autorisant l'emploi, au travail de nuit, des garçons de 14 à 16 ans,
dans les fabriques de produits émaillés.*

ART. 1^{er}. — Dans les fabriques de produits émaillés, les garçons âgés de 14 à 16 ans peuvent être employés, une semaine sur deux, au service des fours à cuire l'émail après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin.

ART. 2. — Pour la catégorie d'ouvriers mentionnée à l'article précédent, la durée du travail effectif, heures de jour et heures de nuit réunies, ne peut dépasser celle prescrite par l'article 3 de l'arrêté royal du 26 décembre 1892, relatif à la petite construction mécanique.

La durée des repos est la même que celle prescrite par l'article 5 dudit arrêté royal.

PAYS-BAS.

ARRÊTÉ ROYAL DU 24 JUIN 1898

sur le travail des femmes et des enfants employés dans les fabriques d'allumettes au phosphore blanc.

Mesure générale prise en exécution de l'article 4 de la loi sur le travail.

ART. 1^{er}. — Il est défendu de faire travailler un enfant au-dessous de l'âge de seize ans ou une femme dans les fabriques ou ateliers dans lesquels la pâte d'allumettes est préparée au phosphore blanc.

ART. 2. — Il est interdit de faire travailler un enfant de moins de seize ans ou une femme dans les ateliers ci-après :

1° Ceux dans lesquels les bâtons d'allumettes sont pourvus de têtes composées d'une pâte contenant plus de 5 p. 100 de phosphore blanc;

2° Dans ceux où sont séchées et emballées les allumettes dont les têtes contiennent plus de 5 p. 100 de la même substance;

3° Dans ceux où les boîtes sont remplies avec des allumettes ci-dessus mentionnées.

ART. 3. — Il est interdit de faire travailler un enfant au-dessous de l'âge de seize ans, ou une femme, dans les ateliers :

1° Où les allumettes sont préparées avec une pâte contenant 5 p. 100 ou moins de phosphore blanc;

2° Dans ceux où sont séchées et emballées les allumettes dont les têtes contiennent 5 p. 100 ou moins de phosphore blanc;

3° Également dans ceux où sont remplies les boîtes contenant ces mêmes allumettes,

A moins :

a) Que le chef ou le directeur de la fabrique ne soit en possession d'une déclaration écrite, n'ayant pas plus de deux mois de date, délivrée par un médecin et de laquelle il résulte que l'enfant employé à ce travail ou la femme peut s'y livrer sans danger;

b) Que la déclaration ci-dessus mentionnée soit produite à toute réquisition de l'un des fonctionnaires désignés dans le premier alinéa de l'article 18 de la loi sur le travail;

c) Que l'enfant ou la femme soit déclarée apte à ce travail par un médecin désigné par le Ministre des travaux publics, du commerce et de l'industrie, si celui-ci le juge nécessaire;

d) Que le chef ou le directeur de la fabrique, sur l'avis et d'après les instructions de l'inspecteur compétent, ait pris toutes les mesures d'hygiène

prescrites, notamment pourvu ses ateliers de rince-bouche et autres ustensiles pour les soins de propreté des mains et du visage;

e) Que le chef ou le directeur de la fabrique remette à l'un des fonctionnaires désignés à cet effet, aux termes du premier alinéa de l'article 18 de la loi sur le travail, et à la demande de celui-ci, un échantillon de la pâte employée ou des allumettes, lequel échantillon sera emballé et mis sous scellés par le chef de l'établissement dont il s'agit et en présence du fonctionnaire prémentionné.

SUISSE.

ARRÊTÉ DU CONSEIL FÉDÉRAL

*concernant les articles 15 et 16 de la loi fédérale sur le travail
dans les fabriques.*

ART. 1^{er}. — Dans les fabriques, les femmes enceintes doivent être exclues des travaux désignés ci-après :

a) Travaux au cours desquels se dégagent des vapeurs de phosphore; dans les fabriques d'allumettes, opérations du mélange, du trempage, du démontage des cadres et de la mise en boîtes;

b) Manipulation du plomb ou de mélanges de ce métal; fabrication de couleurs à base de plomb, travaux relatifs à la fonderie des caractères et ceux concernant les ateliers de composition, glaçage et vernissage avec des enduits à base de plomb, pose de l'émail renfermant du plomb;

c) Travaux effectués à proximité des pompes pneumatiques à mercure dans les fabriques de lampes à incandescence;

d) Travaux exécutés dans les locaux où se dégage l'acide sulfureux; opérations du blanchiment du coton et de la paille;

e) Nettoyage à la benzine;

f) Fabrication d'objets en caoutchouc; travaux au cours desquels s'évaporent le sulfure de carbone et le sulfochlorure;

g) Travaux exigeant le transport de lourds fardeaux ou exposant à de violentes secousses.

ART. 2. — Dans les fabriques, les enfants de quatorze à seize ans révolus doivent être exclus des travaux désignés ci-après :

a) Service des chaudières destinées à la cuisson sous pression.

Pour le service des chaudières à vapeur, on se conformera aux dispositions de l'article 21 de l'ordonnance du 16 octobre 1897 concernant l'établissement et l'exploitation des chaudières à vapeur et des appareils à vapeur non générateurs;

b) Service des moteurs de tous genres (roues à eau, turbines, machines à vapeur, moteurs à gaz, pétrole, benzine);

c) Service des dynamos, des installations électriques, des appareils et dispositions utilisant des courants à haute tension;

d) Service des grues, service et emploi des ponts roulants;

e) Surveillance des transmissions, mise en place des courroies;

f) Service des scies circulaires, des scies à ruban, des scies battantes, des raboteuses, des dresseuses et des mortaiseuses;

g) Service des machines à battre (Wölfen), des calandres, des tondeuses, en tant qu'elles ne sont pas munies d'appareils de protection d'un fonctionnement absolument sûr, des cylindres à pâte, des meules verticales (rebattes), des broyeuses mécaniques pour le chanvre, des essoreuses, des machines à couper le papier, l'écorce, etc.;

h) Travaux avec des matières explosibles, y compris les mélanges gazeux détonants;

i) Cuisson de matières facilement inflammables (asphalte, goudron, résine, vernis, cire);

j) Travaux dans les fabriques de ciment, de chaux et de gypse, dans les locaux où il se produit beaucoup de poussière; en outre, travaux aux meules d'émeri : ébarbage et nettoyage de la fonte; travaux à proximité des moulins dans les fabriques de papier de verre et d'émeri; aiguisage à sec du verre (au moyen de meules ou de sable sous pression), de la pierre, des os, du bois; dans les fabriques de litière de tourbe; polissage des chapeaux, triage des chiffons, sérantage et cardage dans les filatures de chanvre et de lin; nettoyage de la soie des filatures de bourre (schappe): glaçage et flambage, lainage de la futaine; travaux effectués avec des machines à battre de tous genres, en tant que, dans les travaux énumérés, la poussière n'est pas aspirée d'une façon suffisante;

k) Mordançage et façonnage dans les fabriques de chapeaux;

l) Tous les travaux de l'industrie chimique dans lesquels on emploie des substances toxiques ou ceux dans lesquels on constate la présence ou la formation de gaz nuisibles par eux-mêmes ou par leur concentration;

m) Zingage et étamage;

n) Fabrication d'enduits contenant du plomb; glaçage au moyen d'enduits à base de plomb; pose de l'émail contenant du plomb.

Les dispositions de ces articles ne sont pas applicables aux personnes qui font un apprentissage de plusieurs années réglé par contrat, dans les professions où cet apprentissage est généralement usité.

ART. 3. — Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1898.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

SÉANCE DU 8 FÉVRIER 1899.

Questions de MM. Charles Dutreix et Eugène Motte au sujet de l'application de la loi du 2 novembre 1892 et de la suppression du du travail de nuit.

M. Charles DUTREIX. — Messieurs, notre honorable collègue, M. Louis Ricard, appelait tout à l'heure l'attention du Gouvernement sur l'application de la loi relative aux accidents; à mon tour, je viens demander à M. le Ministre où en est l'application de la loi de 1892 sur le travail des femmes et des enfants dans les usines et manufactures.

Je sais bien — et M. le Ministre le sait comme moi — que cette loi comporte certaines difficultés. Mais enfin, c'est la loi, il faut la respecter, d'autant mieux qu'elle est une loi de protection pour les faibles. (*Très bien ! très bien !*)

M. COUTANT. — Tout le monde sait aussi qu'on ne l'applique pas.

M. Charles DUTREIX. — En effet, ces difficultés, on peut bien le dire, ont été levées par les industriels eux-mêmes qui, en réalité, ont fini par ne plus appliquer la loi dans aucun de ses articles, de telle sorte que les choses ne se passent, pour ainsi dire, sous l'empire d'aucune loi. Ce n'est pas la loi de 1874; ce n'est pas davantage celle de 1892. C'est, en un mot, le régime du laisser-faire. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Et pourtant, Messieurs, quelle a été l'intention du législateur en faisant cette loi? C'est d'assurer une protection efficace et effective au personnel très intéressant employé dans l'industrie.

Vous savez, Monsieur le Ministre, qu'à la Commission du travail nous avons essayé de modifier la loi, de la rendre compatible avec les divers intérêts en cause, et que la législature s'est passée sans que nous puissions accomplir l'œuvre commencée.

Il est certain — je le reconnais comme vous — que la loi actuelle comporte des inconvénients; mais ce n'est pas une raison, à mon sens, parce que certains intérêts sont difficilement conciliables pour qu'elle soit foulée aux pieds et pour que, dans la pratique, on n'en applique aucun des articles.

Dans les rapports communiqués à la Commission du travail, les inspec-

teurs du travail ont déclaré qu'ils se heurtaient souvent à des difficultés de fait et qu'il leur était assez difficile de faire appliquer la loi rigoureusement ; le Gouvernement lui-même, à une certaine époque, par l'organe du Ministère du commerce, déclarait qu'il fallait parfois fermer un peu les yeux. A mon avis, il y a eu là une tolérance absolument regrettable, qui a dégénéré en véritables abus.

Ce sont ces abus qu'il faut faire cesser en appliquant la loi dans son texte et dans son esprit protecteur.

J'appelle donc de nouveau la bienveillante attention de M. le Ministre du commerce sur la question, lui signalant les dangers qui résultent d'une fausse application de la loi.

Il ne faut pas perdre de vue que la loi de 1892, si défectueuse qu'elle soit, apporte néanmoins une amélioration en ce qui concerne la réglementation du travail des enfants et des femmes dans les usines et manufactures. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. LOYER. — La loi, dans le Nord, est parfaitement appliquée.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Messieurs, l'honorable M. Dutreix vient de dire que la loi de 1892, relative à la protection des filles mineures, des femmes et des enfants dans les usines et manufactures serait méconnue. Je puis rassurer la Chambre : il n'en est rien.

M. COUTANT. — Mais si !

M. Charles DUTREIX. — Vous êtes mal renseigné, Monsieur le Ministre. Je suis moi-même industriel et je sais comment les choses se passent. La loi est violée.

M. LE MINISTRE. — Permettez-moi de finir ma phrase.

Je dis qu'il n'en est rien, et j'ajoute que si, à votre affirmation générale, vous vouliez bien substituer des renseignements précis, portant sur certains faits spéciaux bien établis, vous pouvez être persuadé que des enquêtes seraient prescrites, et je puis affirmer que nous obtiendrions des résultats.

En attendant, je ne puis pas laisser dire — car cela serait inexact — que, d'une façon générale, la loi n'est pas observée. Vous avez d'abord la preuve du contraire. Vous recevez chaque année la statistique des procès-verbaux ; or, vous y voyez que chaque année leur nombre augmente. Chaque année aussi, des plaintes se produisent au sujet de l'activité des inspecteurs du travail, que certains mécontents trouvent parfois un peu excessive.

Tout récemment encore, je recevais des lettres d'industriels se plaignant d'avoir été l'objet de visites répétées, qu'ils estimaient vexatoires parce qu'elles s'élevaient à quatre et cinq dans un seul mois. Je leur ai répondu que c'était la loi, qu'on doit, au contraire, s'attendre toujours à une telle surveillance et qu'en fait, le contrôle dont ils avaient été l'objet, avait tourné à leur honneur, aucune infraction n'ayant été relevée contre eux.

Je résume d'un mot mes observations. La loi doit être appliquée ; toutes les fois que des faits seront signalés au Ministre du commerce, ils feront l'objet d'une enquête et, s'ils sont reconnus exacts, ils seront sévèrement réprimés. Mais je ne peux pas m'en tenir aux observations tout à fait générales de l'honorable M. Dutreix et je le prierai, par conséquent, s'il a des cas spéciaux à me signaler, de vouloir bien me les faire connaître non pas

bien entendu, devant la Chambre, mais au Ministre personnellement. (*Applaudissements au centre.*)

M. Eugène MOTTE. — Messieurs, je n'ai que de très courtes observations à présenter dans cette discussion du budget du Ministère du commerce.

En d'autres occasions, si l'on nous avait moins dit que ce budget était un budget d'attente, j'aurais interrogé M. le Ministre sur les questions des chambres de travail, de l'enseignement professionnel et technique et sur quelques autres sujets qui nous auraient entraînés très loin. Mais puisqu'on nous dit qu'il faut nous restreindre, que ce budget ne peut comporter aucun principe de réforme, je me bornerai à demander à M. le Ministre du commerce — car cette question ne peut pas être ajournée — s'il ne peut pas, à l'occasion des prochains congrès qui vont se tenir pendant l'Exposition, prendre position pour la suppression du travail de nuit dans les industries textiles. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Ce travail de nuit, nous le subissons tous, tout en le détestant, et nous ne le pratiquons que contraints et forcés.

M. COUTANT. — Pourquoi? Augmentez-vous votre outillage qui est insuffisant?

M. Eugène MOTTE. — Je vais vous dire pourquoi.

Nous le subissons parce que tout le monde l'exerce; parce qu'il se pratique en Angleterre, en Allemagne, en Belgique et en Italie et que, si nous étions seuls à le supprimer, nous ferions un peu comme à Fontenoy: nous opérerions sur nous-mêmes une opération de vivisection dont les ouvriers n'auraient pas du tout à se féliciter, pas plus que nous-mêmes. (*Très bien! très bien! au centre.*)

Cette question ne peut se résoudre que par étapes et par voie internationale. Je prie M. le Ministre du commerce de vouloir bien demander aux Gouvernements étrangers de déléguer auprès des congrès qui vont se tenir, non des personnes qui viendraient ici s'exercer à des petits jeux de sociétés, à formuler des vœux comme on le fait toujours dans les congrès, mais qui se trouveraient investies de mandats fermes. Ainsi, nous pourrions, en 1900, résoudre cette question qui nous tient au cœur (*Applaudissements sur divers bancs*), car, ne vous y trompez pas, M. Coutant...

M. JOURDE. — Vous devenez internationaliste dans le bon sens; je vous en félicite.

M. Eugène MOTTE. — Certainement, je suis internationaliste ici, parce qu'il est incontestable que cette question ne peut se résoudre que par voie internationale.

M. JOURDE. — Nous sommes d'accord.

M. Eugène MOTTE. — Nous avons une industrie qui a très heureusement conservé une vitalité considérable; nous avons trouvé le moyen — bien que notre prix de revient soit surchargé, et du fait de la main-d'œuvre et des frais généraux, et du fait des impôts qui pèsent très lourdement sur notre industrie, nous avons trouvé le moyen, dans l'industrie du peignage de laines, d'exporter encore 33 p. 100 de notre production. Il serait ridicule de notre part de donner aux autres pays l'exemple d'une nation qui s'amputerait elle-même. (*Très bien! Très bien!*) Nous ne pouvons procéder que

par voie internationale. Quand on considère ce qui se passe en Belgique, où l'on a travaillé parfois même le dimanche, — car il y a, notamment à Hoboken, des industries qui travaillent trois cent soixante-deux jours dans l'année et n'arrêtent leur travail que pour la fête du village, par exemple, — on doit tenir compte de ces conditions internationales.

Il faut que M. le Ministre du commerce demande aux autres nations d'envoyer des délégués avec des mandats fermes pour donner une solution à cette question. Ce travail nous répugne à nous tous, car il est un travail contre nature. Je le déclare hautement. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Mais, dès à présent, je vois que nous sommes tous d'accord. Nous demanderons, de plus, qu'on supprime la double équipe pour que le travail de jour n'éprouve pas une concurrence qui le contraigne aux mêmes pratiques. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. COUTANT. — Si cela continue, vous deviendrez socialiste.

M. Eugène MOTTE. — Non, Monsieur Coutant, je ne deviendrai pas socialiste, je resterai ce que je suis, dévoué aux intérêts de ma circonscription.

Ce que j'ai développé devant toutes les classes ouvrières de Roubaix, je le défendrai ici, et je serai très heureux, Monsieur Coutant, quand ma voix se confondra avec la vôtre dans les mêmes urnes pour le vote de mesures qui seront justes.

M. COUTANT. — Quand il s'agira d'améliorer le sort des ouvriers, nous serons d'accord !

M. Eugène MOTTE. — Nous nous rejoindrons souvent.

Ce que je demande à M. le Ministre du commerce, c'est que les préliminaires soient posés dès à présent pour que nous n'aboutissions pas toujours à l'ajournement de ces questions.

Nous ne pouvons pas, du jour au lendemain, rompre l'harmonie de la production en supprimant le travail de nuit ; immédiatement cette mesure aurait, par ricochet, une répercussion sur notre prix de revient. Nous arriverions sur la place de Londres, qui est le marché international, avec un prix de revient qui chargerait trop nos tissus. Nous ne pouvons évidemment pas non plus développer notre outillage du jour au lendemain ; il faudrait des étapes dans la suppression de ce travail de nuit.

Qu'on tranche le principe, et, si l'on ne peut pas avoir de l'Angleterre un acquiescement, — car c'est un pays doctrinaire à outrance, qui adhérerait difficilement à un congrès où il s'agirait, pour ainsi dire, de mettre une entrave à la liberté du travail, — qu'on s'adresse à l'Allemagne et à la Belgique ; je suis persuadé qu'on y trouvera un écho favorable et qu'on pourra solutionner la question. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — L'honorable M. Motte a posé une autre question à laquelle je dois répondre en quelques mots. Il a demandé que, lors de l'Exposition de 1900, l'un des congrès qui doivent s'occuper des questions industrielles étudie la possibilité de supprimer par voie internationale le travail de nuit dans les usines et manufactures.

Je ferai remarquer que ces congrès, dont nous suivons les travaux avec tant d'intérêt, se bornent — M. Motte le sait très bien — à émettre des vœux.

Sans doute, il n'est pas un congrès international qui ne soit prêt à déclarer d'une façon théorique, abstraite, que la suppression complète du travail de nuit est absolument désirable ; mais cette déclaration dépourvue de sanction ne me paraît pas suffisante, et je me demande si l'on ne devrait pas profiter de l'Exposition de 1900 et des sentiments pacifiques qu'elle apportera avec elle pour mettre à l'étude d'une façon plus efficace la suppression du travail de nuit dans les usines et manufactures. Seulement ce n'est pas à un congrès, mais plutôt à une conférence qu'il faudrait recourir.

Je n'ai pas qualité pour me prononcer sur le fond, mais je déclare bien haut que cette question est tout à fait de nature à retenir l'attention du Gouvernement.

M. Motte a dit avec raison tout à l'heure que c'est seulement par voie de règlement international que la suppression du travail de nuit pourra devenir une réalité. En effet, si le travail de nuit était tout à fait supprimé dans l'ensemble de nos usines et manufactures, — car il est déjà réglementé et même supprimé pour certaines sortes de travaux, — il en résulterait que les prix de revient de nos produits se trouveraient accrus dans de notables proportions ; or, la lutte entre les nations au point de vue commercial n'est autre chose que la lutte entre les prix de revient. Il n'y a pas d'illusions à se faire sur les conditions de cette lutte ; toute production abondante amène un abaissement du prix de revient et, par conséquent, augmente les facilités d'exportation. Si une nation se met en dehors des conditions générales de la lutte, si dans une intention excellente, sans doute, mais à son détriment, en somme, elle surcharge ses frais de production, il apparaît avec évidence que ses ventes au dehors deviendront d'autant plus difficiles. Ce n'est donc que par voie d'ententes et d'arrangements internationaux qu'une solution pourra intervenir.

Il s'agit là d'une question d'humanité dont le Gouvernement ne peut se désintéresser ; il retiendra la proposition de M. Motte. En ce qui me concerne, j'en saisirai mes collègues, et je serais heureux que nous pussions sinon réaliser, quant à présent, cette importante amélioration sociale, tout au moins en poser les premières bases. Je serais particulièrement fier et heureux d'y contribuer pour ma part. (*Applaudissements.*)

M. André BERTHELOT. — Messieurs, j'ai demandé la parole pour souligner le point sur lequel nous sommes en désaccord avec M. le Ministre du commerce au sujet de la très intéressante déclaration qu'a apportée ici M. Motte.

M. Motte a dit — et cela me paraît l'évidence même — qu'à moins de transformations très profondes dans le sens que nous espérons, mais que nous ne sommes pas encore en mesure de réaliser dans notre régime économique, une amélioration considérable du sort des ouvriers de la grande industrie ne peut être obtenue que par voie d'entente internationale. M. Motte a pris pour exemple l'industrie dont il s'occupe, l'industrie de la laine.

M. le Ministre du commerce a répondu qu'il était tout prêt à prendre part à des conférences à ce sujet, mais que ces conférences ne pouvaient émettre que des vœux d'un caractère platonique.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Vous voulez dire des congrès.

M. André BERTHELOT. — A défaut de congrès, à l'efficacité desquels vous ne croyez pas, vous nous avez proposé, en dernière analyse, une conférence en 1900.

Mais, Messieurs, en ce qui touche l'organisation des transports, l'entente internationale a été établie pour les transports par chemins de fer, les transmissions postales et les communications télégraphiques. Elle a été réalisée par des conventions élaborées dans des congrès internationaux; ceux-ci prennent des décisions qui, bien entendu, ne sont valables et n'engagent chacun des États participants que dans la mesure où elles sont ensuite ratifiées par le pouvoir législatif de chaque pays, mais qui constituent, beaucoup plus que des vœux, des règlements qui ont passé dans les faits.

Eh bien ! nous vous demandons, Monsieur le Ministre, si le Gouvernement est disposé, en ce qui concerne la réglementation des grandes industries, à faire la même chose que ce qui se fait pour la réglementation du régime des transports, si vous êtes disposé à participer à des congrès internationaux de réglementation du travail, qui prendraient en faveur des ouvriers des décisions dont l'application resterait subordonnée, bien entendu, dans l'intérieur de chaque État, à l'assentiment postérieur des pouvoirs législatifs des différents pays qui auraient pris part à ces congrès. (*Applaudissements à gauche.*)

SÉANCE DU 9 FÉVRIER 1899.

Question de M. Colle au sujet de la suppression du travail de nuit et du travail par équipe.

M. COLLE. — Avant de clore la discussion du budget du Commerce et de l'Industrie, je vous demande, Messieurs, la permission de dire quelques mots sur un point spécial qui, dans la séance d'hier, a paru intéresser vivement la Chambre. Il s'agit du travail de nuit dans les usines et du travail des équipes.

Mon honorable collègue, M. Motte, nous a dit que le travail de nuit était un travail contre nature et qu'il était partisan de sa suppression.

Je partage absolument le désir de M. Motte de voir ce travail supprimé; mais où je me trouve, à regret, en désaccord avec mon honorable collègue, c'est sur le moyen qu'il préconise pour arriver à la suppression de ce travail.

M. Motte vous a dit, en effet, qu'il ne croyait pas possible de faire cette réforme sans un accord avec les nations industrielles voisines et il a prié M. le Ministre du commerce de vouloir bien, à l'occasion de l'Exposition de 1900, organiser des conférences internationales pour rechercher la solution de cette question.

Ce procédé ne me semble pas pratique, et je crains surtout qu'il ne renvoie aux calendes grecques, en quelque sorte, la solution du problème.

Je comprends très bien, toutefois, que pour une industrie d'exportation comme l'industrie lainière, dont a parlé hier M. Motte avec l'autorité qui s'attache à sa situation de grand industriel, il ait demandé qu'un accord international intervint. Je comprends bien volontiers également que, comme représentant de la grande industrie roubaisienne, il tienne à prendre ses précautions contre la concurrence étrangère; mais il existe en France bien d'autres industries qui n'ont pas l'avantage d'écouler leurs produits à l'extérieur. Il y a beaucoup d'industries qui, en raison du développement malheureusement exagéré du machinisme moderne, qui est la caractéristique de notre époque, sont arrivées à se concurrencer elles-mêmes. (*C'est cela! très bien!*)

Autrefois, avant le relèvement des droits de douane de 1892, nous avions à lutter contre la concurrence extérieure; depuis les nouveaux tarifs douaniers, nous luttons contre une concurrence plus redoutable : la concurrence intérieure. C'était prévu depuis longtemps.

M. Motte, qui connaît l'industrie cotonnière aussi bien que l'industrie lainière, puisqu'il possède d'importants établissements de ces deux sortes d'industries dans le département du Nord, pourrait nous dire que l'industrie cotonnière de cette région souffre énormément; que, depuis six mois et même un an, la plupart des usines cotonnières du Nord ont supprimé le travail d'une ou deux journées par semaine et que, par conséquent, elles privent, malgré elles, leurs ouvriers du cinquième ou du sixième de leurs salaires.

Un pareil phénomène se produit également dans la Normandie, dans les Vosges et dans la plupart des centres cotonniers de France. Or, pendant que la population des usines qui ne travaillent pas la nuit se voit privée du cinquième ou du sixième de ses salaires, d'autres usines similaires françaises, situées à côté des premières, leur font concurrence en travaillant nuit et jour. De plus, elles augmentent, par ce travail intensif, la surproduction qui pèse déjà si lourdement sur nos ouvriers comme sur les patrons. Bien d'autres industries françaises sont atteintes du même mal.

Étant donnée cette situation, ne pensez-vous pas que, dans l'intérêt de ces ouvriers qui chôment, de même que dans l'intérêt de ces industries elles-mêmes, il serait juste, équitable, de supprimer le travail de nuit et le travail par équipes dans les industries qui n'exportent pas, qui n'ont d'autre débouché que le marché français? (*Très bien! très bien!*)

Cette mesure serait favorable à la santé générale de l'ouvrier et surtout à la conservation de la vie de famille; elle assurerait à ceux qui sont atteints par le chômage un travail ininterrompu et les salaires normaux qui leur sont indispensables pour vivre.

En conséquence, je demande que, d'une façon générale, le travail de nuit et le travail par équipes soient supprimés dans les industries énumérées à l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892. Je demande également que l'article 4 de cette même loi soit modifié en conséquence.

Toutefois, pour répondre aux desiderata exprimés par l'industrie lainière en particulier, j'admettrais très volontiers que, pour les industries spéciales d'exportation, cette suppression du travail de nuit et du travail par équipes, ne soit pas appliquée, ou du moins soit retardée.

En entrant dans cette voie, Monsieur le Ministre, vous ne feriez que vous conformer aux intentions du législateur de 1892 qui, vous le savez mieux que moi, en accordant des augmentations de droits douaniers, a entendu faire bénéficier les ouvriers, eux aussi, de ce relèvement de droits. (*Très bien! très bien!*)

Ainsi, on leur a laissé espérer que la durée des heures de travail serait réduite, lorsque ces droits seraient appliqués; or, jusqu'à présent, nous n'avons rien obtenu dans ce sens.

Je prie donc le Gouvernement de faire un pas dans cette voie en déposant un projet de loi tendant à la suppression du travail de nuit et du travail par équipes dans les industries dont on consomme les produits en France ou dans nos colonies. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. BOVIER-LAPIERRE. — Vous oubliez la loi de 1892!

M. Charles DUTREIX. — La précédente législature a voté, dans l'ordre d'idées que vous avez développé, une loi qui va être reprise à bref délai.

M. COLLE. — Je demande l'avis du Gouvernement.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Ma réponse est bien simple.

Le chapitre que la Chambre examine en ce moment est intitulé « Office du travail et statistiques générales ».

J'ai écouté avec le plus grand plaisir les observations que vous avez soumises à la Chambre, mon cher collègue; mais, quelque intérêt qu'elles puissent présenter, elles n'ont aucun rapport avec le chapitre en discussion.

Je me ferai toujours un plaisir de répondre à vos observations quand elles seront présentées en temps utile et de façon à faciliter le travail de la Chambre; mais laissez-moi vous dire qu'en procédant autrement vous rendez bien difficile la tâche de vos collègues dans la discussion du budget. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Permettez-moi de vous dire, Monsieur Colle, que vos observations ont été jugées très intéressantes par la Chambre. Elle vous a fait un large crédit d'attention, mais je dois m'associer à la réserve exprimée par M. le Ministre du commerce, à savoir que ces observations ne se rattachent pas au chapitre en discussion.

M. COLLE. — J'avais préparé un projet de résolution. Si le Gouvernement et la Commission du travail veulent bien me donner l'assurance qu'ils entreront dans la voie que je viens d'indiquer, je le retirerai.

M. BOVIER-LAPIERRE. — Nous examinons en ce moment la loi de 1892. Dans cette loi nous nous occupons du travail de nuit et par équipes; par conséquent, tous vos droits sont réservés. (*Très bien! très bien!*)

M. COLLE. — Êtes-vous partisan de la suppression du travail de nuit?

M. BOVIER-LAPIERRE. — Parfaitement.

M. COLLE. — Alors, je me déclare satisfait.

M. LE PRÉSIDENT. — D'ailleurs, au moment où la question reviendra en discussion, vous aurez le droit d'intervenir.

M. COLLE. — Je prends acte de la déclaration de M. Bovier-Lapierre.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous retrouverez l'occasion de traiter cette question avec toute votre compétence, et la Chambre sera heureuse de vous écouter. (*Très bien! très bien!*)

LE BUDGET DE L'INSPECTION DU TRAVAIL POUR 1899.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

SÉANCE DU 8 FÉVRIER 1899.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous reprenons la discussion du budget du Ministère du commerce.

« Chap. 22. — Inspection du travail dans l'industrie, 637,500 francs. »

Sur ce chapitre, il y a un amendement de MM. Zévaès, Bénézech, Berthelot, Antide Boyer, Cadenat, Carnaud, Colliard, Devèze, Dufour, Palix, Ferrero, Jourde, Krauss, Legitimus, Pastre et Sauvanet, tendant à augmenter le crédit de 500 francs pour le traitement des inspecteurs divisionnaires, des inspecteurs départementaux et des inspectrices.

M. ZÉVAËS. — Dès le début de cette législature, le parti socialiste a saisi la Chambre d'une proposition de loi tendant à modifier le personnel de l'inspection du travail et son mode de recrutement.

Cette proposition, qui a été renvoyée à la Commission du travail, sera, nous l'espérons du moins, discutée au cours de la législature avec l'ampleur qui convient à une réforme intéressant directement la classe entière des travailleurs.

Si nous intervenons dès maintenant, c'est que nous ne voulons pas laisser passer la discussion des crédits relatifs à l'inspection du travail sans apporter à cette tribune quelques brèves observations sur la manière dont fonctionne aujourd'hui cette inspection et celle dont nous voudrions la voir fonctionner.

Messieurs, il est un fait qui se dégage de la lecture des rapports annuellement publiés par le *Journal officiel* : c'est qu'aucune des lois qui, depuis un demi-siècle, ont été élaborées par les différents Parlements pour protéger les travailleurs et réglementer le travail dans les usines et ateliers, n'a été rigoureusement appliquée. Lettre morte est restée la loi de 1848, réduisant à un maximum de douze heures la journée de travail pour les adultes; lettre morte est resté le décret-loi de cette même année, supprimant la plaie honteuse du marchandage; lettres mortes sont restées vos lois plus récentes de 1874 et de 1892, abolissant le travail de nuit et limitant la journée de travail pour les femmes, les filles mineures et les enfants.

Tout à l'heure, au milieu de sa profession de foi internationaliste, qui a dû surprendre quelques-uns d'entre vous, M. Motte reconnaissait lui-même que, si contre nature que soit le travail de nuit, il lui apparaissait cependant comme une nécessité à laquelle il ne pouvait se dérober (1).

(1) Voir p. 90.

C'est là, de la part d'un industriel qui fait autorité dans le monde patronal, l'aveu formel qu'aucune de vos lois protégeant le travail n'a été appliquée. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions au centre.*)

M. Eugène MOTTE. — Nous observons la loi en travaillant la nuit.

M. ZÉVAËS. — Vous avez reconnu vous-même qu'il était impossible de supprimer le travail de nuit; et, comme la loi interdit ce travail pour les femmes et les enfants, vous reconnaissez vous-même que les puissants patrons, que les gros industriels violent la loi. (*Nouvelles interruptions au centre.*)

M. Charles FERRY. — La loi n'interdit le travail de nuit que pour les femmes et les enfants.

M. Eugène MOTTE. — J'en appelle à votre loyauté. Vous déclarez qu'en travaillant de nuit nous violons la loi. Vous venez de dire : Lettres mortes sont les lois qui interdisent le travail de nuit, alors que ce travail est exercé par M. Motte, qui l'a dénoncé.

Je réponds que j'observe absolument la loi en travaillant de nuit avec des hommes qui ont l'âge stipulé par la loi. (*Très bien! très bien! au centre.*)

M. ZÉVAËS. — Il me sera très facile, Monsieur Motte, de vous répondre en vous renvoyant aux rapports qui ont été publiés au *Journal officiel*. Ces rapports établissent, en effet, très nettement que les industriels violent la loi sur le travail de nuit. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions au centre.*)

M. Maurice SIBILLE. — La loi de 1892 est observée en ce qui concerne le travail de nuit des femmes et des enfants. Je le dis en ma qualité de rapporteur de cette loi.

M. Eugène FOURNIÈRE. — Cette loi n'est pas observée; je suis tout prêt à en donner des preuves.

M. LEMIRE. — La loi ne vise que le travail des femmes et des enfants.

M. ZÉVAËS. — Je comprends que dans la bouche d'un socialiste cette accusation puisse vous paraître suspecte; mais ce n'est pas moi qui la formule, ce sont les inspecteurs du travail nommés par M. le Ministre du commerce et de l'industrie. C'est sur les témoignages de ces inspecteurs que je vais m'appuyer, et ce sont les rapports, les documents officiels qui vont ici parler pour nous.

Messieurs, sur la totalité des établissements industriels, combien ont reçu la visite des inspecteurs? Si nous nous reportons au rapport publié par la Commission supérieure du travail pour 1895, nous y voyons que 32 p. 100 (1) des usines ont été visitées et que, par conséquent, 68 p. 100 ont échappé à tout contrôle, à toute surveillance officielle. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Même constatation pour l'année 1897. Le rapport pour 1897, qui a paru avec un an de retard au *Journal officiel*, le 27 décembre dernier, nous indique que, sur 290,305 établissements industriels, 125,775 seulement ont été visités, soit une proportion de 42.32 p. 100.

Une pareille inspection, Messieurs, est absolument incomplète. Je dis que, même si elle exerçait avec les conditions de rigueur nécessaires, elle serait absolument insuffisante.

Mais ce contrôle est-il rigoureux? Il ne l'est nullement, et à qui la faute? Ici encore je vais laisser la parole à des adversaires de notre thèse et de notre

(1) D'après le rapport de la Commission supérieure, la proportion est de 38.18 p. 100.

parti, afin que ces accusations ne vous paraissent point dénuées de tout fondement. Voici le langage (et je me permets de dédier cette citation plus particulièrement à nos honorables collègues de la droite catholique), voici le langage que tenait au Congrès international de législation du travail, réuni à Bruxelles en novembre 1897, un professeur de la Faculté catholique de Lille, M. Van Laër :

« Les difficultés proviennent de la mauvaise volonté des pouvoirs publics. C'est ainsi que, lorsque les inspecteurs constatent que des enfants employés dans les usines n'ont pas de livret réglementaire, on leur répond que la mairie ne veut pas en délivrer, sous prétexte qu'elle ne dispose pas de crédits pour l'achat de ces livrets. A Amiens, on n'a rien trouvé de mieux que de dire aux industriels devant faire des déclarations légales qu'ils ont bien tort de prendre cette peine. Les directeurs des colonies scolaires, de leur côté, refusent l'accès de celles-ci aux inspecteurs. C'est l'État lui-même qui n'observe pas sa propre loi. »

Messieurs, à cette complicité des pouvoirs publics dans la violation de la loi vient s'ajouter la complicité de la magistrature. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche. — Exclamations ironiques à droite.*)

Messieurs, rassurez-vous! il ne s'agit pas encore de la chambre criminelle de la Cour de cassation. (*On rit.*)

M. Paul BOURGEOIS (Vendée). — Cela viendra!

M. ZÉVAËS. — Le rapport de la Commission du travail, pour l'année 1890, signalait déjà « l'inertie regrettable et parfois même l'hostilité presque systématique » (ce sont ses propres expressions) que les inspecteurs rencontrent auprès des parquets. Dans la 1^{re} circonscription, le parquet a classé, sans leur donner la moindre suite, douze procès-verbaux, « et ces échecs, dit l'inspecteur divisionnaire, ont certainement amoindri l'autorité de l'inspection vis-à-vis des industriels incriminés ». « Et pourtant », ajoute cet inspecteur avec une sorte de mélancolie, « l'inspecteur ne sévit jamais pour des fautes légères! »

Dans le rapport pour 1895, je lis encore :

« Les tribunaux se contentent des affirmations des prévenus niant les faits invoqués dans le procès-verbal, sans exiger la preuve contraire, comme l'indique l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892. Il devient difficile, par suite, d'obtenir des condamnations sérieuses, même quand elles sont bien méritées. » C'est l'inspecteur de la 4^e circonscription qui s'exprime ainsi.

Au rapport de 1896, l'inspecteur de la 8^e circonscription se plaint (écoutez ce détail et appréciez-en toute la saveur) que « six de ses procès-verbaux aient été classés et un égaré par le parquet ». (*Exclamations à l'extrême gauche.*)

M. DEJEANTE. — S'il s'était agi des socialistes, ce ne serait pas la même chose!

M. ZÉVAËS. — L'inspecteur de la 9^e circonscription déclare :

« Nous sommes malheureusement obligé de constater que beaucoup trop nombreuses sont les décisions illégales, soit au point de vue du montant de l'amende pour contraventions, soit à celui des amendes appliquées. »

Et, des exemples qu'il cite à l'appui, il résulte que, dans une proportion de 9 cas sur 26, soit plus d'un tiers, les jugements rendus sont en contradiction formelle avec les arrêts et les décisions de la Cour de cassation.

Enfin, le rapport récemment paru n'est pas moins significatif sur ce point :

« L'application de la loi, dit-il, serait peut-être plus facilement assurée si les peines prononcées n'étaient souvent abaissées à un chiffre trop minime par suite de l'application, illégale en pareille matière, que font les tribunaux de l'article 365 du code d'instruction criminelle, de l'article 463 du code pénal et de la loi de sursis conditionnel du 26 mars 1891. »

Ce langage est celui qui a été tenu par les inspecteurs du travail.

Examinons maintenant la suite donnée aux procès-verbaux dressés par ces inspecteurs. Voici la statistique publiée par le rapport pour l'année 1897 :

Le total des procès-verbaux a été de 1,264, s'appliquant à 9,156 contraventions; le chiffre total des amendes s'est élevé à 39,500 francs, ce qui porte le tarif de chaque contravention à une moyenne de 4 fr. 30.

Ce n'est assurément pas très cher, et, à un taux pareil, il est peu étonnant que vos lois sur la réglementation du travail soient quotidiennement violées. Elles ne cesseront de l'être que quand il coûtera plus cher aux patrons de violer la loi que de l'observer. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Messieurs, si les pouvoirs publics, si l'administration et la magistrature ont une part de responsabilité dans cette violation perpétuelle, dans cet avortement de vos lois de fabrique, MM. les inspecteurs ont, eux aussi, leur part de responsabilité. Trop souvent, ils font preuve de faiblesse vis-à-vis du patronat; trop souvent même il y a de leur part entente avec les grands seigneurs de l'industrie. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Contre cette accusation, l'inspecteur de la 5^e circonscription, en résidence à Lille, M. Jaraczewski, s'est élevé avec une certaine jactance :

« Nous avons, dit-il, le triste regret de constater qu'il y a contre les inspecteurs une hostilité persistante, qui se traduit par des accusations imméritées et qui, prononcées dans la région du Nord, ont été répétées à l'étranger. Que leur reproche-t-on? de faire connaître la date de leur inspection, de se faire héberger par les industriels et de manquer ainsi à tous leurs devoirs. Ces accusations sont graves sans doute, mais, lorsqu'on a le courage de les prononcer, il faut avoir celui de les accompagner de faits probants qui les certifient. »

Eh bien! ces accusations, je les reprends du haut de cette tribune, je les reprends, sinon dans leur lettre, au moins dans leur esprit, je vais les confirmer à l'aide des propres aveux de votre Commission supérieure du travail

Voici, en effet, ce que je lis dans le rapport de cette Commission pour l'année 1895 :

« Il arrive parfois que, malgré les précautions prises par l'inspecteur pour ne pas ébruiter sa venue dans un centre manufacturier, des industriels désireux de se dérober aux rigueurs de la loi sont prévenus de sa visite. Tantôt ce sont les hôteliers ou les employés des gares de chemins de fer qui les signalent en toute hâte aux fabricants du pays; tantôt ce sont des sonneries spéciales qui annoncent dans les ateliers que l'inspecteur vient de pénétrer dans la maison. Ailleurs, il a fallu constater qu'il était inutile de continuer l'inspection dans une région après une première visite, les patrons s'avertissant mutuellement, par expès ou par téléphone, de la présence de l'inspecteur. »

Ce sont là, je le répète, des citations empruntées à des documents officiels contre lesquels il vous est impossible de vous élever.

Selon nous, Messieurs, le vice essentiel de l'inspection actuelle consiste dans le mode de recrutement de son personnel. Jusqu'à ce jour, en effet, l'inspection a été confiée à la classe qui a intérêt à ce que ces lois ne soient pas observées, à la classe qui les a toujours considérées comme une atteinte à ses privilèges économiques et à sa liberté d'exploitation. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

C'est ainsi que l'Assemblée nationale de 1874 n'admettait à l'inspection, en dehors des ingénieurs de l'État, des ingénieurs civils et des diplômés de l'École des arts et manufactures et de l'École des mines, que les anciens patrons, que les personnes ayant dirigé ou géré pendant cinq années un établissement industriel occupant au moins cent ouvriers.

Aujourd'hui encore, les préposés à la surveillance des établissements industriels, par qui sont-ils choisis ? Par le Ministre du commerce et de l'industrie, par le Gouvernement, c'est-à-dire par le représentant politique direct des intérêts économiques de la classe capitaliste. (*Exclamations au centre. — Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Tant que l'application de ces lois d'intervention sociale sera confiée aux représentants, aux complices du grand patronat industriel, elles resteront inappliquées, elles seront sans effet. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Ce que nous demandons, c'est que l'inspection du travail soit remise à ceux qui ont intérêt à la rigoureuse observation des lois qui l'instituent. Ce que nous demandons, c'est que l'inspection du travail soit exercée par des inspecteurs ouvriers, par des travailleurs élus par leurs camarades de travail, soit par les membres des chambres syndicales ouvrières, soit par le suffrage universel corporatif directement consulté. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Cette solution, Messieurs, n'est pas pour la première fois apportée à cette tribune. Elle a été déjà soutenue au cours de la législature précédente par nos amis, le citoyen Jules Guesde, alors député du Nord, et le citoyen Vaillant. C'est celle qu'ont réclamée, en septembre dernier, les organisations ouvrières, groupements corporatifs et groupements du Parti ouvrier réunis dans leurs Congrès de Rennes et de Montluçon.

Messieurs, j'ai terminé. C'est la première fois, dans cette législature, que cette question de l'inspection du travail est portée devant vous. Nous vous demandons de ne pas l'écarter par un vote qui serait en même temps qu'un vote de réaction politique et économique, un vote de défiance pour la classe prolétarienne. (*Très bien ! à l'extrême gauche.*)

Nous vous demandons, par le vote de notre projet de résolution, de montrer que vous voulez faire un pas dans la voie des réformes sociales et que vous êtes décidés à faire droit aux revendications des travailleurs. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Zévaès remplace l'amendement qu'il avait déposé par le projet de résolution suivant :

« La Chambre décide : Il y a lieu de réorganiser l'inspection du travail sur la base de l'élection des inspecteurs par les ouvriers et ouvrières des usines,

manufactures, chantiers, que visent les lois sur la réglementation et la sécurité du travail. »

Ce projet de résolution est signé de MM. Alexandre Zévaès, Bénézech, Berthelot, Antide Boyer, Bernard Cadenat, Carnaud, Colliard, Devèze, Dufour (Indre), Ferrero, Clovis Hugues, Jourde, Krauss, Légitimus, Palix, Pastre, Sauvanet et Théron.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Messieurs, je n'abuserai pas de votre attention, mais j'estime qu'il est de mon devoir de protester contre les paroles qui ont été prononcées tout à l'heure à la tribune.

La magistrature, l'inspection du travail, toute une organisation faite pour défendre les intérêts des ouvriers, ont été injustement accusées. J'ai le devoir de m'élever avec force contre des affirmations aussi regrettables qu'injustifiées.

L'inspection du travail ne fonctionne nullement comme on vient de vous le dire. Il semblerait, d'après le précédent orateur, que les inspecteurs du travail fussent des gens investis, en vertu d'un arbitraire quelconque du Ministre, des fonctions qu'ils exercent.

Il n'en est rien. Ce sont des agents recrutés à la suite d'un concours très difficile; j'ai eu d'ailleurs le plaisir de constater, comme du reste vous-mêmes, que des ouvriers avaient passé ce concours et, par conséquent, acquis le droit de figurer au même titre que qui que soit parmi les inspecteurs du travail. Il suffit, pour remplir ces fonctions, qu'on en ait été reconnu digne. Telle est la véritable égalité. (*Très bien ! très bien ! au centre.*)

Quant aux conséquences qu'on a voulu tirer de certaines observations relevées dans les rapports des inspecteurs du travail eux-mêmes, la seule conclusion qu'on en puisse raisonnablement déduire, c'est que ces inspecteurs s'acquittent de leurs fonctions avec un dévouement, un zèle, une probité et une conscience auxquels, pour ma part, je suis heureux de rendre hommage. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

M. CARNAUD. — Ils ne sont pas assez nombreux !

M. LE MINISTRE. — Vous me dites qu'ils ne sont pas assez nombreux. Lorsque j'aurai des crédits suffisants, je ne demanderai pas mieux que d'en accroître le nombre; mais ce n'est pas avec la somme de 500 francs qui a été proposée à la Chambre que j'élargirai considérablement le service de l'inspection du travail, et ce n'est pas non plus avec des observations comme celles que l'honorable orateur apportait à la tribune qu'on augmentera beaucoup le respect qui lui est dû.

Si vous parveniez à me démontrer qu'il est possible aux industriels de mettre la main sur ce personnel, de le séduire par je ne sais quelles libéralités, je vous assure que vous auriez porté l'argument le plus redoutable contre toute organisation, quelle qu'elle soit, de l'inspection du travail.

Il n'en est heureusement pas ainsi, et je puis affirmer que la probité de ce personnel est à la hauteur de son activité. Je tiens à constater, en effet, comme l'honorable orateur qui m'a précédé à cette tribune, que la proportion des visites atteint aujourd'hui 42 p. 100 du chiffre total des établissements.

M. CARNAUD. — Ce n'est pas même la moitié.

M. LE MINISTRE. — Ce n'est pas la moitié et cependant ce chiffre de 42 p. 100 est déjà en augmentation sensible par rapport aux années antérieures, car il

n'était, l'an dernier, que de 32 p. 100. Ce fait est déjà rassurant, attendu que ce n'est pas tant l'inspection qu'on redoute que la possibilité d'être inspecté. Dans les finances, croyez-vous que les receveurs ou les percepteurs soient assujettis à une inspection annuelle ? Non, mais ils savent que sur eux plane la possibilité permanente d'un contrôle et d'une inspection inopinés.

Les grands établissements industriels reçoivent plusieurs fois par an la visite des inspecteurs ; c'est évidemment un service que je verrais développer avec plaisir, mais je ne crois pas, néanmoins, qu'il y ait lieu d'accepter la proposition de résolution qui vous est soumise, étant données surtout les considérations par lesquelles on l'a appuyée et qui permettent d'en apprécier les véritables motifs. En conséquence, je demande à la Chambre de la repousser. (*Très bien ! très bien !*)

M. ZÉVAËS. — M. le Ministre vient de déclarer au nom du Gouvernement qu'il repoussait le projet de résolution soumis à la Chambre. Cette attitude ne nous étonne point, car c'est toujours par un refus que le Gouvernement répond aux revendications ouvrières. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche. — Réclamations au centre.*)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — C'est absolument inexact ! Je proteste au nom du Gouvernement. La Commission du travail de la Chambre n'a pas tenu ce langage l'autre jour, lorsque j'ai eu l'honneur d'être entendu par elle. (*Applaudissements au centre.*)

M. ZÉVAËS. — S'il s'agissait de voter des primes pour les grands raffineurs, vous viendriez ici les défendre avec énergie. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Lorsqu'il s'agit d'apporter une amélioration à vos institutions d'ordre social, soi-disant faites en faveur des travailleurs, vous répondez par le dédain vis-à-vis du prolétariat, traité par vous en ennemi. (*Vives exclamations au centre.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Vous n'êtes pas de bonne foi quand vous dites cela ! (*Vives exclamations à l'extrême gauche.*)

M. ZÉVAËS. — Je n'ai pas de leçons de bonne foi à recevoir de vous, Monsieur.

M. LE RAPPORTEUR. — Vous n'avez pas le droit de parler ainsi. Vous n'avez pas le droit de faire injure aux sentiments de vos collègues vis-à-vis du peuple français. (*Applaudissements au centre. — Bruit à l'extrême gauche.*)

M. ZÉVAËS. — Ce que j'ai dit, j'avais le droit de le dire, parce que je l'appuyais sur les témoignages mêmes des inspecteurs. (*Réclamations au centre. — Très bien ! à l'extrême gauche.*) J'avais, en outre, le devoir de le dire, car, en le disant, je me faisais l'interprète des résolutions adoptées par les congrès ouvriers ! (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Les congrès ouvriers que vous poussez dans la mauvaise voie ! (*Applaudissements au centre. — Bruit à l'extrême gauche.*)

M. ZÉVAËS. — M. le rapporteur dit que les congrès ouvriers ont pour but de pousser les ouvriers dans la mauvaise voie. . . (*Bruit au centre.*)

M. LE RAPPORTEUR. — J'ai dit que vous les poussiez dans la mauvaise voie. C'est assez de dénaturer nos intentions, ne dénaturez pas nos paroles, je vous prie ! (*Applaudissements au centre.*)

M. ZÉVAËS. — Je ne dénature pas vos intentions, je les connais.

Vos actes consistent dans la défense de l'exploitation capitaliste (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Rumeurs au centre*), et notre devoir à nous est de la combattre, de démasquer ici l'hypocrisie de ces institutions qui sont faites, dites-vous, pour défendre les travailleurs et qui n'ont d'autre but que de masquer l'exploitation patronale. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Bruit au centre.*)

M. Alexis MUZET. — Si vous étiez un travailleur, vous ne parleriez pas ainsi.

M. ZÉVAËS. — Je suis dans l'impossibilité de répondre à toutes les interruptions, évidemment très spirituelles qui partent des bancs où siègent les membres du centre.

M. Eugène FOURNIÈRE. — Il est évident que vous ne pouvez pas faire plaisir aux capitalistes en parlant comme vous le faites.

M. LE RAPPORTEUR. — Je ne suis pas capitaliste !

M. Eugène FOURNIÈRE. — Vous êtes leur défenseur !

M. LE RAPPORTEUR. — Pourquoi n'aurais-je pas les mêmes honnêtes intentions que celles que vous pouvez avoir ?

M. Eugène FOURNIÈRE. — Nous ne suspectons pas vos intentions, mais nous en constatons et nous en regrettons les résultats.

M. ZÉVAËS. — Je reviens à mon projet de résolution ayant pour but de confier l'inspection du travail à des élus de la classe ouvrière, c'est-à-dire de la classe qui a intérêt à ce que soient observées les lois protectrices du travail.

M. JOURDE. — On l'a bien fait pour les mineurs !

M. ZÉVAËS. — Parfaitement !

Et, lorsqu'on insinuait tout à l'heure que notre proposition était une sorte d'utopie s'inspirant d'une doctrine subversive, je m'étonne que M. le Ministre du commerce et de l'industrie ait oublié à ce point l'institution des délégués mineurs et la manière dont sont recrutés ces délégués, qui ne sont que des inspecteurs particuliers à la branche du travail minier. (*Très bien ! très bien !*)

M. COLLE. — Si vous connaissiez le monde des usines, vous sauriez que ce sont les ouvriers qui craignent les inspecteurs, bien plus que les patrons.

M. ZÉVAËS. — Ce sont, au contraire, les ouvriers qui réclament la présence des inspecteurs du travail !

M. COLLE. — Allez donc dans les usines !

M. ZÉVAËS. — Les renseignements que je cite émanent de syndicats ouvriers qui ont plus d'autorité que vous, Monsieur Colle, pour parler au nom de la classe ouvrière.

M. Ferdinand BOUGÈRE. — Dans mon pays, les ouvriers véritables travailleurs demandent à faire des journées aussi longues que possible pour avoir de quoi subvenir aux besoins de leur famille.

M. Eugène FOURNIÈRE. — C'est l'exploitation à outrance que vous défendez ?

M. ZÉVAËS. — Je remercie M. Bougère d'avoir précisé par son interruption le sens de toutes celles qui viennent de m'être confusément adressées.

Ce qu'il demande, en somme, c'est la liberté de faire travailler les ouvriers quatorze, seize et dix-huit heures par jour. C'est là ce que vous appelez, vous, la liberté du travail, c'est ce que nous appelons, nous, la liberté d'exploiter et d'asservir le travail ! (*Rumeurs au centre et à droite. — Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Je disais que le principe dont nous demandons l'application dans l'inspection du travail a déjà été reconnu par vous et appliqué par vous lorsque, par votre loi du 2 juillet 1890, vous avez institué ce que vous avez appelé les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. Que sont les délégués mineurs ? Ce sont de véritables inspecteurs chargés d'examiner si, dans les profondeurs de la mine, sont scrupuleusement observées les prescriptions de la loi relatives à l'hygiène de la mine ou aux conditions du travail minier. Cette institution des délégués mineurs a donné les meilleurs résultats, et, si elle avait donné des résultats fâcheux, je suis certain qu'il se serait trouvé, sur les bancs de la majorité, un orateur éloquent, un ami fervent des travailleurs, pour en demander l'abrogation.

Puisque vous avez reconnu que le principe électif était bon pour une catégorie nombreuse de travailleurs, qu'il était applicable avec fruit à l'une des branches les plus importantes de l'industrie française, nous vous demandons de généraliser, d'étendre cette application à toutes les corporations de travailleurs, à toutes les branches du travail national.

Ce que vous avez reconnu bon pour les mineurs, faites-le, Messieurs, pour tous les travailleurs ; sinon, comme je le disais tout à l'heure, le prolétariat pourra, et avec raison, interpréter votre attitude comme un acte d'hostilité pour la classe ouvrière. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Exclamations au centre et à droite.*)

M. BOVIER-LAPIERRE, *Président de la Commission du travail*. — Messieurs, il me paraît que la question posée en ce moment par notre collègue M. Zévaès ne vient pas à son heure. . .

A l'extrême gauche. — Pourquoi ?

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DU TRAVAIL. — Voici pourquoi :

Notre honorable collègue a déposé, il y a environ trois mois, une proposition qui pose exactement la même question que celle qu'il nous soumet aujourd'hui, c'est-à-dire une modification dans la législation sur l'inspection du travail.

Cette proposition a été renvoyée à la Commission du travail ; elle sera mise incessamment à l'étude, car la Commission du travail ne peut pas malgré ses efforts résoudre en un jour toutes les importantes questions qui lui ont été renvoyées. Je demande à la Chambre que, sans rien préjuger au fond sur le bien ou mal fondé du projet de résolution de M. Zévaès, ce projet soit renvoyé à la Commission du travail qui l'étudiera en même temps que sa proposition. Là est la véritable solution. (*Très bien ! très bien ! — Aux voix !*)

M. ZÉVAÈS. — Messieurs, en montant tout à l'heure à la tribune, j'ai moi-même déclaré que ce n'était pas une proposition de loi que nous vous demandions de voter en ce moment, et que nous déposions notre projet de résolution simplement à titre d'indication.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DU TRAVAIL. — Ce projet de résolution pose la question déjà visée par votre proposition de loi : l'un et l'autre ont le même objet et c'est pour cette raison qu'ils doivent être examinés tous les deux par la Commission du travail.

M. ZÉVAÈS. — Nous nous en rapportons pleinement à l'étude de la Commission du travail et, lorsqu'elle apportera ses conclusions à la Chambre,

nous les discuterons. Ce que nous demandons à la Chambre, c'est de ne pas repousser en ce moment le principe de recrutement par l'élection du personnel de l'Inspection du travail. Voilà pourquoi, à titre d'indication, nous maintenons notre projet de résolution.

M. THIERRY. — Je demande la parole pour expliquer mon vote.

Messieurs, ce n'est pas comme rapporteur du budget du commerce que je demande la permission d'expliquer mon vote; je le ferai, à un titre purement individuel, pour préciser les impressions que j'ai peut-être trop vivement ressenties tout à l'heure. (*Parlez ! Parlez !*)

M. ZÉVAÈS est monté trois fois à la tribune, et trois fois il a fait appel à la haine que d'autres pourraient, au dehors de cette enceinte, manifester contre nous, nous reprochant aussi notre pusillanimité.

M. ZÉVAÈS. — C'est inexact.

M. THIERRY. — Je suis tout prêt à examiner le projet de résolution qui nous est soumis et je ne demande pas mieux qu'on fasse appel à notre bonne foi et à notre bonne volonté, mais je ne marcherai jamais par la crainte.

C'est pourquoi je ne voterai pas le renvoi du projet de résolution à la Commission. (*Vifs applaudissements au centre et à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le renvoi du projet de résolution de M. Zévaès à la Commission du travail. C'est une motion préjudicielle.

M. Marcel HABERT. — Le renvoi est de droit puisque la Commission le demande.

M. LE PRÉSIDENT. — Pardon ! Le renvoi n'est pas de droit.

M. BALSAN. — Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Il me semble que le Gouvernement a fait connaître son avis d'une façon assez nette. Nous demandons à la Chambre de repousser le projet de résolution.

M. JOURDE. — Je demande la parole sur la position de la question.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Jourde sur la position de la question.

M. JOURDE. — La Chambre va être appelée à se prononcer. Or, à la manière dont la question est posée, je vous demande si chacun de nous a la liberté d'exprimer son opinion. (*Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a une question de loyauté, Messieurs; laissez parler M. Jourde.

M. JOURDE. — Notre collègue, M. Zévaès, demande à la Chambre d'adopter un projet de résolution; l'honorable président de la Commission du travail en demande le renvoi à la Commission du travail; le Gouvernement, de son côté, propose de repousser ce projet de résolution.

Je demande si ceux qui voteront le renvoi à la Commission du travail voteront en faveur de la proposition de M. Zévaès ou s'ils voteront contre. Voilà la question. (*Bruit.*)

En ce qui me concerne, je voterai contre le renvoi à la Commission du travail, parce que j'estime que ce renvoi se confond avec la motion de rejet proposée par le Gouvernement. Il faut que nous puissions voter en connaissance de cause. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. Maurice SIBILLE. — Les conditions de recrutement des inspecteurs du

travail ont été fixées par la loi du 2 novembre 1892. On nous présente, à l'heure actuelle, un projet de résolution tendant à modifier ces conditions de recrutement et l'on nous invite à renvoyer cette proposition à la Commission du travail. J'estime que c'est absolument inutile. Que pourra nous dire la Commission du travail? Elle nous dira : Il y a lieu de rejeter cette proposition parce qu'on ne modifie pas une loi par une proposition de résolution.

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission du travail*. — La Commission du travail est saisie d'une proposition de loi qui pose déjà la question.

M. Maurice SIBILLE. — Eh bien! alors, il est parfaitement inutile de lui renvoyer le projet de résolution. (*Très bien ! Très bien !*)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Messieurs, comme on l'a dit, c'est une question de loyauté qui se pose : il s'agit d'écarter toute équivoque dans le vote qui doit avoir lieu.

Que demandet-on à la Chambre? De réaliser, dès à présent, par l'adoption d'une motion, ce qui lui est demandé sous la forme d'une proposition de loi.

M. Marcel HABERT. — Ce n'est pas possible.

M. LE MINISTRE. — Il est de principe constant, lorsqu'une proposition de loi est soumise à l'étude d'une Commission, de lui laisser suivre son cours, et l'on ne doit pas, d'une façon indirecte et notamment au cours de la discussion du budget, saisir à nouveau la Chambre d'une motion qui préjuge la décision de la Commission. (*Applaudissements au centre.*)

Par conséquent, toutes choses restant en l'état, et la Commission du travail se trouvant déjà saisie d'une proposition identique, le Gouvernement demande qu'on ne renvoie pas à la Commission du travail la proposition de résolution de M. Zévaès. (*Mouvements divers.*)

M. BOVIER-LAPIERRE. — M. le Ministre nous dit qu'on ne peut pas, d'une façon indirecte, par le moyen d'une proposition du genre de celle de notre collègue M. Zévaès, déposséder la Chambre de l'étude d'une proposition de loi dont elle a été régulièrement saisie et qu'une Commission est chargée d'examiner.

Or, le vote sur le projet de résolution de M. Zévaès, dans un sens ou dans un autre, aura pour conséquence cette dépossession, de telle sorte que la seule solution régulière, au point de vue de notre règlement et de nos prérogatives parlementaires, c'est le renvoi à la Commission du travail du projet de résolution, qui sera examiné en même temps que la proposition. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. ZEVAËS. — Après les déclarations de M. Sibille, d'une part, et celles de M. Bovier-Lapierre, d'autre part, je m'associe à la demande de M. le président de la Commission du travail, tendant au renvoi de mon projet de résolution à cette Commission.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la question préjudicielle, c'est-à-dire le renvoi du projet de résolution à la Commission du travail.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. J.-L. Breton, Allard, Lassalle, Bénézech, Dejeante, Vaux, Charles Gras, Palix, Pajot, Sembat,

Vaillant, Gallot, Cornet, Raymond Leygue, Levraud, Florent, Pastre, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Le bureau déclare qu'il y a lieu de faire le pointage des votes.

Il va y être procédé.

La Chambre entend-elle continuer la discussion pendant l'opération du pointage. (*Oui ! oui !*)

M. JOURDE. — Nous pouvons, en tout cas, terminer l'article 22. Aussi bien n'ai-je pas d'amendement sur cet article. Je désire uniquement poser une question au Gouvernement afin d'obtenir de M. le Ministre du commerce une réponse au sujet des inspecteurs du travail.

Nous avons en France un personnel d'inspecteurs du travail beaucoup trop restreint; ces fonctionnaires sont au nombre de quatre-vingt-trois.

Ce personnel qui, on vient de le dire, ne peut faire toutes les visites qu'il devrait effectuer dans les divers ateliers, usines et chantiers, réclame une mesure modeste qui lui faciliterait sa tâche : ce serait le libre parcours sur les voies ferrées dans la circonscription où chaque inspecteur doit fonctionner.

Ce serait évidemment à M. le Ministre des travaux publics qu'il appartiendrait d'entamer à ce sujet des négociations avec les compagnies de chemins de fer; je parle du parcours sur les grands réseaux et sur les lignes locales. Mais je demande à M. le Ministre du commerce, étant donné l'intérêt qu'il y a à faciliter la tâche de ces modestes agents, s'il peut me promettre de faire auprès de son collègue des Travaux publics qui, si je suis bien informé, est disposé favorablement, une démarche en vue d'obtenir ce libre parcours sur les voies ferrées.

Les vérificateurs des poids et mesures, les contrôleurs du travail, personnels très intéressants, mais pas plus que les inspecteurs du travail, ont le libre parcours; les inspecteurs créés par la loi du 2 novembre 1892 ne l'ont pas. Je demande à M. le Ministre de faire le nécessaire pour que satisfaction leur soit donnée sur ce point. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — J'ai indiqué tout à l'heure à la Chambre combien je serais désireux de voir développer le service de l'inspection du travail. Sur ce point, aucun malentendu n'est possible. Je ne dispose pas de crédits suffisants pour réaliser cette amélioration, mais il va de soi que s'il était possible par un moyen indirect d'arriver à faciliter le contrôle, je m'empresserais d'y recourir.

M. Jourde demande que les chemins de fer accordent le parcours gratuit aux inspecteurs du travail. Bien qu'il appartienne à M. le Ministre des travaux publics de répondre à cette demande, je m'y associe bien volontiers, et je ne manquerai pas de la transmettre à mon collègue. En attendant, je ne puis qu'exprimer le désir de voir heureusement aboutir les négociations qu'il ne manquera assurément pas d'engager à cet effet avec les compagnies. (*Très bien ! très bien !*)

M. JOURDE. — Je remercie M. le Ministre de ses déclarations.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici, après vérification, le résultat du dépouillement du scrutin sur le renvoi à la Commission du travail du projet de résolution de M. Zévaès :

Nombre de votants.....	496
Majorité absolue.....	249
Pour l'adoption.....	242
Contre.....	254

La Chambre des députés n'a pas adopté.

PROPOSITION DE LOI

*concernant la diminution des heures de travail,
présentée le 16 décembre 1898, par MM. E. Loyer et Rogez, députés.*

MESSIEURS, depuis qu'en 1848 le travail des adultes a été l'objet d'une réglementation législative, grand nombre de pays étrangers sont entrés résolument dans cette voie, et il ne semble plus admis que l'intervention du législateur, en ces matières, soit contraire au principe de la liberté du travail.

Aussi des propositions tendant à modifier la loi du 9 septembre 1848, en abrégant la durée des heures de travail, ont-elles, à diverses reprises, été déposées au Parlement sans pouvoir venir en utile discussion.

Certains ont proposé de fixer à dix heures la durée maxima de la journée, ou même de limiter à 58 heures par semaine la durée du travail effectif ; ce sont les propositions Piérard et de Mun. D'autres, émanant du groupe socialiste, tendent à établir la journée de huit heures.

Tous ces projets reposent en principe sur une idée que l'expérience a démontrée souvent être vraie : c'est que la diminution de la journée de travail n'entraîne pas fatalement un abaissement de la production, le travail gagnant en intensité ce qu'il perd en durée, parce que l'ouvrier apporte à sa tâche plus d'exactitude et plus d'attention. Jusqu'à présent, dans l'industrie textile, l'expérience n'a pas été tentée ; il serait donc utile de le faire aujourd'hui. Mais, à notre avis, ces mêmes projets ne tiennent pas suffisamment compte des conséquences fâcheuses qu'aurait pour certaines industries, eu égard à la concurrence étrangère, un abaissement trop considérable de la durée légale du travail.

C'est ainsi que la journée de dix heures que préconisent certains réformateurs, sans peut-être se dissimuler qu'elle ne pourrait résulter que d'une entente internationale assez problématique, serait des plus funestes, si elle était imposée subitement à l'industrie textile, actuellement tributaire de l'Angleterre, par exemple, pour les machines dont le prix, par suite du transport, des droits d'entrée et de la mise en place, est ainsi majoré de 30 p. o/o.

Toutefois, si, pour ces raisons, nous croyons ne pouvoir adopter aujourd'hui la journée de dix heures, il nous paraît cependant possible d'améliorer, dès maintenant, la situation du travailleur sans nuire aux intérêts du patron.

S'il faut, en effet, tenir compte des divergences économiques existant entre les divers pays, ainsi que des nécessités impérieuses des impôts qui nous grèvent de charges plus onéreuses qu'ils ne frappent les industries situées en pays étranger, il convient, ces considérations mûrement réfléchies, de consacrer les revendications ouvrières en ce qu'elles ont de bien fondé et de faire ainsi disparaître, aussitôt qu'il sera possible, certaines anomalies des plus regrettables et qui résultent des lois et décrets en vigueur.

La loi de 1892, en fixant à dix heures la journée de travail pour les enfants, à onze heures la durée quotidienne du travail des femmes, et en ne modifiant pas la journée de douze heures pour les adultes, a, en fait, créé dans les industries textiles la situation suivante :

Allées et venues continuelles, pendant deux heures dans l'usine, c'est-à-dire trouble dans le travail, impossibilité de bien coordonner les tâches de chacun et, pendant ce temps, diminution proportionnelle du travail effectif.

En outre, conséquence grave tant au point de vue moral qu'au point de vue social, impossibilité pour les parents d'exercer sur leurs enfants qui travaillent avec eux la moindre surveillance et d'effectuer au logis leur retour en commun.

Et qui oserait affirmer que l'ouvrier s'attarderait au cabaret, s'il sortait de l'usine en même temps que sa femme et ses enfants ?

Nous tenons à le dire, nous sommes, en principe, partisans du travail de dix heures, mais nous pensons qu'il est impossible d'y arriver sans laisser à l'industriel le temps de s'outiller, de s'organiser, en diminuant progressivement les heures de travail.

Nous demandons donc, pour les adultes, un travail de onze heures, sans changement de salaire si possible et, en raison de ce que nous disons plus haut, la production devant être la même, le travailleur ne pourra exiger de son patron une augmentation de tarif pour les travaux faits à la pièce.

En résumé, ce que nous voulons, en demandant successivement la diminution des heures de travail, c'est :

1° Nepas apporter une trop grande perturbation dans le monde des industries textiles ;

2° Assurer à l'ouvrier un repos plus large et plus bienfaisant ;

3° Lui faciliter la vie de famille ;

4° Lui donner le moyen de chercher, hors des villes, un logement plus sain et hâter ainsi la solution des problèmes si intéressants des habitations ouvrières et des jardins ouvriers.

C'est en constatant par nous-mêmes les bienfaits de ce changement, les dangers sociaux que perpétuerait et aggraverait le maintien d'un pareil état

de choses, que nous avons été amenés à proposer à vos délibérations le projet de loi suivant :

ART. 1^{er}. — Le travail effectif des adultes dans les manufactures et usines ne pourra excéder onze heures par jour.

ART. 2. — Toute contravention à l'article premier de la présente loi sera punie d'une amende de 5 francs à 100 francs et, en cas de récidive, l'amende pourra être doublée.

ART. 3. — Les inspecteurs du travail ont, comme tous les officiers de police judiciaire, qualité pour constater les contraventions de la présente loi.

ART. 4. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures, en ce qu'elles ont de contraire, et notamment l'article premier du décret du 9 septembre 1848.

RAPPORTS ANNUELS DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL

*relatifs aux Grands-Duchés de Mecklembourg-Schwerin
et de Mecklembourg-Strelitz, année 1897*(1).

Les rapports relatifs à la surveillance de l'industrie en 1897 dans les Grands-Duchés de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg-Strelitz, remis simultanément par l'inspecteur du travail, font connaître que, dans ces deux États, l'activité industrielle a subi pendant l'année un heureux progrès. Toutefois, ils font observer avec raison que des établissements industriels en nombre limité, épars çà et là dans la totalité des industries, peuvent difficilement former un tableau d'ensemble et que les constatations mises en lumière dans les cas particuliers ne doivent être généralisées que sous expresses réserves.

(1) Traduction de M. Salmin, inspecteur départemental du travail.

Le nombre des établissements soumis à l'inspection et celui des ouvriers qui y ont été employés pendant l'année sont les suivants :

NATURE DE L'INDUSTRIE.	MECKLEMBOURG-SCHWERIN.		MECKLEMBOURG-STRELITZ.	
	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.
Mines, etc., tourbières.....	44	1,160	27	225
Pierrés et terres.....	195	2,812	29	363
Travail des métaux.....	16	253	3	73
Machines, etc.....	58	3,130	16	146
Industrie chimique.....	16	306	3	13
Éclairage.....	22	142	3	22
Industrie textile.....	14	187	10	91
Papier et cuir.....	31	564	1	"
Menuiserie et sculpture sur bois...	155	2,410	45	810
Alimentation.....	351	4,828	54	757
Vêtements et nettoyage.....	24	278	3	57
Industries polygraphiques.....	26	551	5	42
Industries diverses.....	"	"	5	18
TOTAUX.....	952	(A) 16,631	200	(A) 2,622

(A) Ces nombres d'ouvriers comprennent :				
	MECKLEMBOURG-SCHWERIN.		MECKLEMBOURG-STRELITZ.	
Ouvrières âgées de plus de 16 ans...	1,137		287	
De 14 à 16 ans.. {	Ouvrières.....		1	
	Ouvriers.....		97	

Aucun enfant âgé de moins de 14 ans n'était employé dans les établissements soumis à l'inspection.

L'année a présenté une augmentation tant du nombre des établissements que de celui des ouvriers.

L'allure des affaires a été généralement satisfaisante, ce qui a exercé une influence favorable sur l'offre de travail et la cote du salaire. Les infractions aux dispositions protectrices du travail étaient encore nombreuses et de plus elles portaient sur des prescriptions formelles.

L'emploi des jeunes ouvriers paraît n'avoir donné lieu à aucune infraction particulière; l'emploi des ouvrières a été, comme presque toujours, convenablement approprié au double point de vue matériel et moral.

En dehors des réponses qui se rapportent aux prescriptions plus précises du décret de l'administration impériale de l'intérieur, rendu en vertu du paragraphe 120 e, article 3, de la loi sur l'industrie, il n'a été fait aucune constatation d'une grande importance.

MISSION DES INSPECTEURS D'INDUSTRIE

DE L'ÉTAT AUTRICHIEN EN 1897 (1).

L'institution autrichienne des inspecteurs d'industrie, ressortissant au Ministère du commerce, a, comme chaque année, depuis 15 ans, présenté dans le courant de ce mois, son rapport de gestion pour l'exercice écoulé.

D'après ce volumineux document, l'inspection avait, à la fin de l'exercice 1897, un personnel se composant de 49 fonctionnaires, dont 18 inspecteurs proprement dits.

Sa tâche est déterminée par la loi de 1883. Elle est chargée d'une façon générale de veiller à l'exécution des lois, des règlements et des contrats. Elle sert de conseil aux autorités politiques dans cet ordre d'idées. Elle écoute les plaintes des ouvriers, les doléances des patrons, blâme les uns, donne raison aux autres, émet son avis, propose des transactions, prêche la modération et cherche à acquérir, ainsi que la loi le lui recommande expressément, la confiance des maîtres et des ouvriers.

Elle rend compte de ses constatations sur la situation des ouvriers. Elle fait des propositions visant l'intérêt de l'industrie et des ouvriers, au double point de vue administratif et législatif. Enfin, elle intervient dans les enquêtes sur les accidents.

Longue est la liste, comme on le voit, des questions dont elle doit s'occuper. Nous indiquerons sommairement, pour l'exercice considéré, les travaux accomplis par les inspecteurs d'industrie, en accompagnant ce rapide exposé des observations qu'il aura suggérées.

En fait d'inspections ou revisions, il y en a eu :

En 1897.....	12,977
En 1896.....	12,218

Le nombre des établissements sur lequel elles ont porté est :

En 1897, de	11,680
En 1896, de	10,911

Le nombre des inspections faites a été :

1° Pendant la nuit :

En 1897, de.....	149
En 1896, de.....	92

2° Le dimanche :

En 1897, de.....	255
En 1896, de.....	157

(1) Document communiqué par le Ministère des affaires étrangères. — Voir année 1897, p. 149 et 356.

Dans les établissements visités, 5251 ne possédaient pas de moteurs.

Dans les autres établissements, a été constatée la présence de 12,943 moteurs d'une force de 456,190 chevaux-vapeur.

Cette force motrice se répartit comme suit :

Vapeur.....	351,173 ch.-v.
Turbines, chutes d'eau, etc.....	97,853 —
Gaz et air.....	2 403 —
Electricité.....	4,469 —
Moteurs divers.....	292 —
TOTAL ÉGAL.....	456,190 —

Les établissements inspectés ont occupé 518,341 ouvriers, d'où une moyenne de 44 ouvriers par établissement.

Les inspecteurs d'industrie ont été avisés :

En 1897, de.....	179 grèves.
En 1896, de.....	228 —

Et de 8 fermetures d'établissements, contre 19 en 1896.

Ils sont intervenus dans 82 grèves et dans 4 fermetures d'établissements.

Leur intervention, à titre amiable, a été requise par les patrons dans :

En 1897.....	2,283 cas.
En 1896.....	2,540 —

Il s'est principalement agi des déféctuosités des logements et des ateliers, d'infractions au règlement du travail, de la transgression du temps de travail, des questions touchant les apprentis, d'infractions à l'assurance contre les maladies et les accidents, de questions relatives aux grèves, de l'inobservation du repos du dimanche, de renvois sans avis préalable, etc.

Pour leur part, les ouvriers ont eu plus souvent recours à ces fonctionnaires.

Leur intervention a été sollicitée dans :

En 1897.....	7,913 cas.
En 1896.....	6,742 —

relativement aux renvois et dénonciations de service, retenues de salaires, apprentis, mauvais logements, retenues de livrets de travail, refus de délivrance de certificats, cantines, infractions aux mesures de précaution, repos du dimanche, infractions aux assurances, transgressions du temps légal de travail, demandes d'occupations par les ouvriers sans travail, etc.

Très importante a été la participation de l'inspection industrielle aux Commissions appelées à traiter de la construction de l'agrandissement et de la transformation des locaux servant d'ateliers, au point de vue de l'intérêt des ouvriers.

Les conditions de commodité et d'hygiène deviennent successivement meilleures, surtout lorsqu'il s'agit de locaux, dont les transformations nécessitent une autorisation. Aussi, est-il demandé avec raison que l'autorité compétente

soit appelée à donner de plus en plus son avis, quand il y a lieu de modifier les installations. Au point de vue de l'hygiène, notamment, c'est avec satisfaction que constatation est faite des progrès réalisés, par suite de l'emploi de moteurs à l'électricité, surtout dans la petite industrie.

Une attention spéciale a été consacrée aux logements affectés aux ouvriers. Une amélioration commence à se dessiner; mais il y a encore beaucoup à faire. De nombreuses plaintes se font entendre dans la petite industrie, qui est dans une infériorité notable de ce chef, par rapport à la grande industrie.

Les accidents survenus dans les exploitations ont subi une nouvelle augmentation.

Ils ont été :

En 1897, de.....	55,276.
En 1896, de.....	53,871.

Cette recrudescence est attribuable à l'augmentation et à l'extension des exploitations, ainsi qu'à d'autres facteurs qui jouent ici un rôle considérable et dont le rapport fait l'énumération. La tendance des entrepreneurs, y est-il dit, à produire à aussi bon marché que possible, entretenue par le désir des ouvriers d'obtenir des salaires plus élevés, a pour cause la concurrence, et pour effet, l'encombrement des ateliers, le travail forcé surtout dans la besogne à la tâche, l'augmentation de prestation des machines, la diminution des ouvriers préposés à la conduite des machines, l'augmentation du temps de travail, le travail de nuit, l'utilisation d'ouvriers inexpérimentés par la raison qu'ils coûtent moins, etc.

Il y a, en outre, beaucoup de patrons qui ne sont pas au fait de la fabrication et qui n'en comprennent pas, par conséquent, les dangers. Dans ces conditions, il est tout naturel que l'inspection réclame avec instance que les établissements soient pourvus de chefs spéciaux entendus.

Le passage relatif à l'assurance obligatoire contre les accidents fait ressortir que dans les 11,680 établissements visités, le personnel ouvrier occupé ressort, comme cela a déjà été dit, à 518,341 personnes, dont 367,635 hommes, et 150,706 femmes.

Total comme ci-dessus : 518,341 personnes, dont :

Enfants.....	{	Au-dessous de 12 ans.....	{	garçons	36
			{	filles	15
	{	De 12 à 14 ans.....	{	garçons	307
				{	filles	180
{	De 14 à 16 ans.....	{	garçons	20,146	
			{	filles	10,829
Adultes.....	{		hommes	347,146	
			{	femmes	139,682
TOTAL ÉGAL.....					<u>518,341</u>

Il est, en outre, indiqué qu'un peu plus du septième des établissements soumis à l'assurance contre les accidents, a pu seulement être visité, et que sur les 6,511 enquêtes dont l'inspection a été avisée, 557 seulement ont été l'objet d'une participation de sa part.

Les constatations relatives au temps de travail sont assez satisfaisantes.

Dans 42 p. 100 des établissements visités, le temps de travail a comporté moins de 11 heures.

Dans 48 p. 100 des mêmes établissements la journée a été de 11 heures, et enfin dans 10 p. 100, la journée est ressortie entre 11 et 12 heures. Il s'agit, dans le dernier cas, presque exclusivement de l'industrie alimentaire.

Le repos du dimanche est généralement observé dans la grande industrie. Il n'en est pas de même dans la petite industrie.

La nécessité du règlement du travail s'impose de plus en plus. A cet égard il est dit que les commissions ouvrières prévues dans le règlement ont peu siégé. Cette circonstance tient à ce que de fortes agitations se sont produites sur la question des salaires et qu'il en est résulté une tension entre patrons et ouvriers.

L'aspiration de l'ouvrier à améliorer son salaire, laquelle conduit souvent à des suspensions de travail, est aussi attribuable à la répugnance des patrons à accorder des délais de dénonciation de travail. Les retenues de salaires pour marchandises abîmées, pour endommagements aux outils, etc., sont assez fréquentes. Les amendes conventionnelles dépassent souvent le montant du salaire de la semaine. Les ouvriers récalcitrants à ce sujet sont congédiés.

Le rapport est sobre d'appréciations à l'égard de l'amélioration du sort des apprentis et de l'instruction donnée aux jeunes ouvriers; mais on espère beaucoup en les bons effets qu'aura la loi du 23 février 1897, relative aux apprentis et aux corporations industrielles.

En résumé, la situation des ouvriers, au point de vue économique, a été très défavorable. Il est triste d'avoir à dire que les causes qui ont déterminé cet état de choses ne sont pas de nature à disparaître dans un avenir prochain. La plupart des grandes industries ont à lutter contre les entraves de tous genres, et la classe ouvrière s'en ressent forcément. La diminution de la consommation à l'intérieur, la restriction des exportations, la surproduction et l'avalissement du prix ne s'atténuent pas. L'industrie textile souffre énormément. La crise s'étend sur les filatures et le tissage. Les exploitations ont dû souvent être réduites. L'industrie du lin ne trouve pas de placements.

Les draps sont de moins en moins demandés au dehors. La minoterie et la verrerie se plaignent de la concurrence qui leur est faite par la Hongrie et des dommages qu'elles en éprouvent. Il n'y a guère que les industries appelées à travailler pour les voies ferrées, qui fassent des affaires rémunératrices. Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant que l'inspection industrielle ne puisse pas constater des améliorations de salaires.

Il résulte, des quelques données qui précèdent, que l'institution des inspecteurs d'industrie est loin de donner des résultats suffisants. Ceux qu'elle produit sont cependant très bons. Elle remplit sa mission avec énergie et indépendance. Elle travaille sans relâche à la réalisation du droit au travail

moderne, à la propagation du sentiment du devoir social et à l'amélioration de la protection à la classe ouvrière. L'Autriche n'a, au reste, qu'une source d'information pour la question d'économie sociale, et elle réside dans les recensions des inspecteurs d'industrie.

L'institution est donc des plus utiles, cela est incontestable, mais encore une fois elle n'est pas assez productive. Cela tient à ce que son personnel n'est pas assez nombreux et ne peut dès lors répondre à toutes les exigences d'un service complet.

Ce fait saute aux yeux, si l'on considère que l'inspection n'a même pas visité la huitième partie des 80,000 manufactures soumises à l'assurance contre les accidents et qu'elle n'a pris part qu'à 557 enquêtes sur les accidents, soit 9 p. 100 environ des enquêtes dont elle a été avisée. De plus, l'Autriche possède, au total environ 400,000 manufactures et ateliers occupant presque 3 millions de personnes; or, le nombre des établissements visités ne ressort qu'à 11,680, occupant 518,341 ouvriers!

Au début, il y a quinze ans, le nombre des inspecteurs était de 12; il est aujourd'hui de 18.

Il devra, comme on le voit, être considérablement accru pour combler les insuffisances qui se révèlent chaque année.

RAPPORTS ADMINISTRATIFS

de l'Inspection du travail en Alsace-Lorraine pour l'année 1897 (1).

En 1897, on a appliqué en Alsace-Lorraine un nouveau mode de relevé des établissements soumis à l'inspection du travail et de leur personnel ouvrier à la place du mode antérieur, peu susceptible d'exactitude, qui consistait à faire remettre les renseignements, le 1^{er} décembre de chaque année, par les autorités de la police locale. Par décret ministériel du 19 juin 1897, les susdites autorités ont reçu l'ordre de dresser, au moyen de fiches qui doivent être remplies par les industriels, un relevé complet de tous les établissements industriels existant dans leur circonscription et qui emploient au moins un aide, ou font usage d'une force motrice autre que celle de l'homme. Sont exclues de ce relevé les industries exercées par une personne seule sans force motrice, les entreprises purement commerciales, les entreprises de transport, la pêche, l'élevage, les exploitations agricoles et forestières, ainsi que les établissements soumis à la loi sur les mines. L'original

(1) Extrait du *Reichsanzeiger*, traduit par M. Salmin, inspecteur départemental du travail.

des fiches remplies doit être transmis à l'inspection du travail. Bien qu'en raison de la nouveauté du procédé les résultats obtenus pour 1897 ne puissent être considérés comme pleinement satisfaisants, ils sont cependant déjà beaucoup plus complets que ceux dus à l'ancienne méthode; non seulement, d'une part, ils ont fourni la comparaison des chiffres de 1897 avec les chiffres antérieurs, mais, d'autre part, ils ont permis d'établir dans l'organe de l'inspection aussi bien que possible, pour l'année prochaine, une description statistique, digne de confiance, de l'état réel des établissements, des ouvriers et des forces motrices.

Ce relevé, effectué au moyen de fiches, en 1897, pour la première fois, a donné le tableau ci-dessous :

Dans les industries portées sur ce tableau ont été comptés les établissements et les travailleurs soumis à l'inspection du travail.

NATURE DE L'INDUSTRIE.	BASSE-ALSACE.		HAUTE-ALSACE.		LORRAINE.		ALSACE-LORRAINE.	
	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.
Mines, forges, salines, etc.....	3	205	1	7	15	5,063	19	5,275
Pierres et terres.....	773	3,847	171	1,509	563	12,811	1,507	18,167
Travail des métaux.....	104	4,371	47	1,212	55	1,933	206	7,516
Machines, etc.....	97	5,381	160	8,509	89	2,844	346	16,734
Industrie chimique.....	25	506	30	593	14	1,464	69	2,563
Éclairage, etc.....	62	715	23	264	38	284	123	1,263
Industrie textile.....	159	9,840	731	55,564	17	654	907	66,058
Papier et cuir.....	81	2,502	55	1,533	48	1,155	184	5,190
Menuiserie et sculpture sur bois	227	2,903	76	708	185	1,265	488	4,876
Alimentation.....	399	5,206	89	960	699	2,508	1,187	8,674
Vêtements et nettoyage.....	59	1,162	5	35	181	1,507	243	2,704
Industrie polygraphique.....	52	1,146	39	446	26	296	117	1,888
Industries diverses.....	111	2,901	151	3,701	30	101	292	6,703
TOTAUX.....	2,149	40,685	1,578	75,041	1,960	31,885	5,687	147,611

En outre, dans les mines et dans les carrières souterraines, c'est-à-dire dans 12 exploitations ressortissant au service des mines, étaient employés en 1897, au total, 11,710 ouvriers (la Lorraine seule en fournit 11,169), dont 11,357 hommes adultes et 317 jeunes gens du sexe masculin.

Quant aux différentes catégories d'ouvriers considérées par l'inspection du travail, on obtient les chiffres suivants dans lesquels ne sont pas compris les ouvriers ressortissant au service des mines.

Etaient employés dans les établissements soumis à l'assurance :

Adultes.....	{ Hommes.....	97,544
	{ Femmes.....	37,858
TOTAL.....		<u>135,402</u>
Enfants de 14 à 16 ans.....	{ Garçons.....	6,499
	{ Filles.....	5,005
TOTAL.....		<u>11,504</u>
Enfants au-dessous de 14 ans.....	{ Garçons.....	47
	{ Filles.....	660
TOTAL.....		<u>705</u>
Total des personnes du sexe...	{ Masculin.....	104,088
	{ Féminin.....	43,523
TOTAL des ouvriers.....		<u>147,611</u>

La proportion relativement forte du personnel féminin employé dans l'industrie et particulièrement dans les fabriques est fournie par l'industrie textile dans la Haute-Alsace : sur un total de 55,564 ouvriers, on n'y compte pas moins de 28,765 femmes.

Les limites légales des efforts à imposer aux femmes et aux enfants paraissent toujours, dans des cas fréquents, peu en rapport avec le développement de la population et vont même directement à l'encontre des intérêts de l'ouvrier. Le rapport relatif à la Lorraine reconnaît que les patrons, à l'exception des fabricants de conserves et de quelques propriétaires de scierie mécanique, mettent la meilleure volonté à observer les dispositions légales. Même dans les tuileries, en Lorraine, les infractions ne sont pas très nombreuses. Le rapport ne relève aucun cas de travail exagéré ou préjudiciable à la santé des jeunes gens dans les fabriques du territoire; il faut en excepter un polissage de métaux et une usine de traitement de scories Thomas⁽¹⁾. Par contre le rapporteur ne voit pas sans inquiétude augmenter le nombre des enfants dans les ateliers de couturières. Les doléances, déjà relevées dans le rapport antérieur, au sujet de la grossièreté croissante et de l'insubordination des jeunes ouvriers, n'ont pas cessé. L'essor de l'industrie et la facilité qu'il procure de pouvoir, à tout moment, changer d'atelier, la faiblesse des parents, principalement des mères, sont cités par le rapporteur comme des causes de ces mauvaises conditions sociales.

D'ailleurs il faut reconnaître l'influence bienfaisante exercée par des sociétés populaires, telles que l'Association siégeant à Metz, pour la protection des élèves sortis des écoles primaires. L'idée de réglementer le paiement du salaire des ouvriers mineurs dans l'intérêt de l'autorité paternelle par arrêté local pris en vertu du paragraphe 119 e, article 2, de la loi sur l'industrie,

(1) Thomasschlackenmühlen. Le traducteur suppose qu'il s'agit d'établissements où l'on traite, broye et utilise les scories provenant de la fabrication de l'acier par le procédé Thomas ?

ne paraît pas devoir être abandonnée, malgré l'échec d'un essai isolé. Ainsi, dans l'arrondissement de Colmar, un arrêté à ce sujet a été pris le 28 décembre 1897 : la suite s'en fait encore attendre. A Colmar encore, on s'est efforcé dans l'année de parer aux défauts de l'alimentation et du logement par une ordonnance de police spéciale. En tout cas, la conviction qu'il y a lieu de réagir contre le défaut de surveillance de la jeune génération a fait un heureux progrès.

Le rapport sur la Basse-Alsace insiste spécialement sur les plaintes fréquemment exprimées non seulement par des patrons, mais aussi par des ouvriers au sujet de l'ivrognerie croissante. L'activité et l'habileté de l'ouvrier s'en trouvent gravement compromises.

La marche des affaires a été dans l'année assez favorable et la situation ménagère de l'ouvrier s'en est ressentie, alors qu'il n'y a pas à enregistrer dans la grande industrie de grandes élévations de salaires après l'important progrès de l'année précédente. L'enlèvement des derniers stocks en 1897 a eu également une influence décisive sur la petite industrie, amenant une production plus forte et l'élévation des salaires notamment pour les apprentis.

Aucune constatation nouvelle de quelque importance n'a été faite relativement à la durée du travail, aux accidents et aux émanations insalubres; d'ailleurs, les avis et les appréciations personnelles des rapporteurs sur un ordre de questions traitées dans les présents rapports offrent une abondante matière et des aperçus d'un grand intérêt.

L'INSPECTION DES FABRIQUES EN DANEMARK EN 1897-1898 (1).

Il existe actuellement dans le royaume de Danemark 5,922 établissements industriels soumis à l'inspection, se divisant en trois groupes :

1^{er} groupe. — 2,881 fabriques ou ateliers similaires (2,685 en 1896).

2^e groupe. — 1,569 laiteries ou exploitations agricoles, employant la force motrice (1,539 en 1896).

3^e groupe. — 1,472 établissements non industriels (1,413 en 1896).

1^{er} GROUPE.

Les 2,881 établissements de la 1^{re} catégorie employaient à la fin de 1897 : 3,534 enfants de 10 à 14 ans (2,859 en 1894, 2,900 en 1895 et 3,208 en 1896);

(1) Document communiqué par M. le Ministre des affaires étrangères. Voir année 1897, n° 4, p. 360.

5,609 jeunes gens de 14 à 18 ans (4,300 en 1894, 4,322 en 1895 et 4,767 en 1896);

55,033 ouvriers adultes (43,939 en 1893, 45,404 en 1895 et 58,343 en 1896);

Soit en tout 64,176 personnes (51,098 en 1894, 52,626 en 1895 et 69,003 en 1896).

1,212 de ces établissements (1,062 en 1894, 1,090 en 1895 et 1,164 en 1896) étaient soumis aux lois concernant l'emploi d'enfants mineurs.

La proportion des enfants de 10 à 14 ans et des jeunes gens de 14 à 18 ans employés dans les diverses industries, par rapport aux ouvriers adultes, se répartit pour cent de la manière suivante :

INDUSTRIES.	ENFANTS.	JEUNES GENS.
	p. 100.	p. 100.
Usines métallurgiques.....	0.3	14.4
Poteries.....	1.9	2.4
Verreries.....	18.0	13.8
Fabriques de bois travaillé.....	2.0	7 7
Papeteries.....	18.2	17.8
Imprimeries.....	2.1	17.0
Industries textiles.....	5.2	9.3
Fabriques d'allumettes.....	7.0	17.2
Produits chimiques.....	8.0	5.3
Manufactures de tabac.....	34.4	9.8
Confiseries, fabriques de chocolat, etc.....	11.3	7.1

Si l'on compare ces chiffres avec ceux de l'année précédente (1), on constate une augmentation assez sensible dans le chiffre des enfants employés dans les papeteries et dans les confiseries et fabriques de chocolat. D'autre part, on trouve une augmentation notable dans celui des jeunes gens de 14 à 18 ans employés dans plusieurs groupes, notamment dans les usines métallurgiques, les fabriques d'allumettes, les papeteries et les industries textiles. En résumé, le nombre des enfants et des jeunes gens par rapport au nombre des ouvriers adultes est, en 1897, respectivement de 5.5 p. 100 et de 8.8 p. 100 (5.5 p. 100 et 8.1 p. 100 en 1896).

Dans la plupart des fabriques, le temps de travail est de 9 heures et demie à 10 heures et demie par jour.

2° GROUPE.

Des 1,569 laiteries et exploitations agricoles employant la force motrice, 1,494 étaient mues par la vapeur et 78 par le gaz ou le pétrole. Les laiteries proprement dites étaient au nombre de 1,392; les 177 autres établissements étaient des exploitations agricoles ou similaires.

(1) Voir année 1897, p. 360.

3^e GROUPE.

Les 1,472 établissements non industriels se décomposent en 193 pompes élévatoires, 36 machines à produire l'électricité ou à aspirer la ventilation; 940 machines à battre, 200 dragues et bateaux de pêche, 103 machines mobiles diverses.

Dans le courant de l'année 1897-1898 ont été constatées 11 infractions à la loi sur l'emploi des enfants et 20 poursuites ont été exercées pour contraventions aux lois concernant les machines. Dans la même période ont été notifiés 144 accidents causés par les machines (124 en 1896). — 51.7 p. 100 étaient des lésions peu graves, 13.6 p. 100 étaient des blessures graves, mais n'ayant pas entraîné d'incapacité permanente du travail. — 17.7 p. 100 étaient aussi des blessures graves ayant causé une demi-invalidité. — 13.6 p. 100 ont été suivis de mort; enfin, il y en a 3.4 p. 100 dont les suites sont restées inconnues.

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES (COMPOSITION) [Suite].

Côtes-du-Nord (1).

(Une commission pour le département.)

Membres nommés par le Conseil général.

MM. SCOLAU, conseiller général;
RUAULT, conseiller général;
BESSARD, conseiller général;
LARÈRE, conseiller général;
BAUDET, conseiller général;
ROLLAND (Joseph), conseiller général;
OLLITRAULT-DURESTE, conseiller général.

(1) Voir année 1895, p. 63.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROPOSITION DE LOI

adoptée par le Sénat, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, transmise le 14 juin 1898 à la Chambre des députés, au nom du Sénat, par M. le président du Sénat.

ART. 1^{er}. — Les articles 3, 4, 11 et 20, § 1, de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

« Art. 4. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. Toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à dix heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, y compris un repos d'une demi-heure au moins, pendant lequel le travail sera suspendu.

« Le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos.

« Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire ou périodique aux dispositions des articles 3 et 4 de la présente loi.

« En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction du travail de nuit peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé.

« Art. 11. — Les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription.

« Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail; ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur.

« Dans les manufactures et usines autres que les usines à feu continu, l'organisation de relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, est interdite pour les personnes protégées par les articles précédents.

« Dans toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance, dépendant des établissements religieux ou laïques, sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants, telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5, et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature.

« Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant leurs noms et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, sera remis tous les trois mois à l'inspecteur et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état.

« Art. 20, § 1. — Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par les articles 1 et 8; ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les règlements intérieurs, et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2. »

ART. 2. — Il est ajouté à l'article 1 du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif. »

Le présent article sera applicable à partir du 1^{er} juillet 1895.

PENSIONS CIVILES.

Extrait de la loi de finances du 13 avril 1898.

ART. 44. — Les veuves de militaires, marins ou assimilés, ainsi que les veuves des fonctionnaires civils placés sous le régime de la loi du 9 juin 1853, ont droit à pension lorsque le mari réunit au jour de son décès, survenu après le 1^{er} janvier 1896, vingt-cinq ans de services tant militaires que civils et que la condition de durée de mariage, requise par la loi de pension sous le régime de laquelle le mari était placé en dernier lieu, aura été remplie.

Si le mari titulaire en dernier lieu d'un emploi civil décède avant d'avoir accompli six ans de services civils, la part de pension afférente aux services civils est calculée sur la moyenne des traitements perçus pour l'ensemble de ces services.

Lorsque la mère est décédée ou inhabile à recueillir la pension ou déchuë de ses droits, l'orphelin ou les orphelins ont droit, jusqu'à leur majorité, à une pension temporaire égale à celle que la mère a obtenue ou aurait pu obtenir.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE.
BUREAU DE L'INDUSTRIE.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

SEPTIÈME ANNÉE (1899). — NUMÉRO 2.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 5 MARS 1899

fixant les émoluments alloués aux greffiers des justices de paix pour l'assistance aux actes de notoriété et pour les actes de la procédure réglée par la loi du 9 avril 1898.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la Justice,

Vu l'article 29 de la loi du 9 avril 1898, ainsi conçu :

« Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi seront délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y aura lieu à la formalité de l'enregistrement.

« Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déterminera les émoluments des greffiers de justices de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôts de la minute d'enquête au greffe, et pour tous les actes nécessités par l'application de la présente loi, ainsi que les frais de transports auprès des victimes et d'enquête sur place »;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Il est alloué aux greffiers des justices de paix :

1° Pour assistance aux actes de notoriété, 4 francs;

2° Pour assistance aux enquêtes sur place, ainsi qu'aux constatations aux-

quelles il est procédé par le juge de paix, non compris le temps de voyage, par chaque vacation de trois heures, 4 francs;

3° Pour assistance à l'ensemble des opérations prévues par le règlement d'administration publique rendu en exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, 2 francs;

4° Pour chaque envoi de lettre recommandée, déboursés non compris, 50 centimes;

5° Pour dépôt de rapport d'expert ou de pièces, 2 francs;

6° Pour transmission de l'enquête au président du tribunal, tous frais de port compris, 4 francs;

7° Pour toute mention au répertoire, 10 centimes;

8° Pour transport à plus de 2 kilomètres du chef-lieu du canton, par kilomètre parcouru, en allant et en revenant, si le transport est effectué par chemin de fer, 20 centimes; si le transport a eu lieu autrement, 40 centimes.

ART. 2. — Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 mars 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice,

GEORGES LEBRET.

DÉCRET DU 20 AVRIL 1899

modifiant la nomenclature des tableaux A et C annexés au décret du 13 mai 1893, relatif à l'emploi des enfants, des filles mineures et des femmes aux travaux dangereux ou insalubres.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

Vu les articles 12 et 13 de la loi du 2 novembre 1892, ainsi conçus :

« Art. 12. — Les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux femmes, filles et enfants, seront déterminés par des règlements d'administration publique.

« Art. 13. — Les femmes, filles et enfants, ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous les

conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique pour chacune de ces catégories de travailleurs »;

Vu le décret du 13 mai 1893, complété par celui du 21 juin 1897;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi précitée;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — La nomenclature des tableaux A et C annexés au décret du 13 mai 1893, relatif à l'emploi des enfants, des filles mineures et des femmes aux travaux dangereux ou insalubres, est modifiée conformément aux tableaux annexés au présent décret.

ART. 2. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 avril 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Commerce,
de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,*

PAUL DELOMBRE.

TABLEAU A.

Article à supprimer dans la nomenclature du décret du 13 mai 1893.

TRAVAUX.	RAISON DE L'INTERDICTION.
Triperies annexes des abattoirs.....	Émanations nuisibles.

TABLEAU C.

Article à modifier dans la nomenclature du décret du 13 mai 1893.

ÉTABLISSEMENTS.	CONDITIONS.	MOTIFS.
Abattoirs publics et annexes.	Les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les abattoirs et annexes.	Dangers d'accidents et de blessures.

Vu pour être annexés au décret en date du 20 avril 1899.

*Le Ministre du Commerce,
de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,*
PAUL DELOMBRE.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 17 MARS 1899

*réorganisant les 1^{re}, 4^e et 5^e sections
de la 4^e circonscription d'inspection du travail.*

Par un arrêté ministériel, en date du 17 mars 1899, les 1^{re}, 4^e et 5^e sections territoriales de la 4^e circonscription du travail ont été modifiées ainsi qu'il suit à titre provisoire :

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	RÉSIDENCES.
1 ^{re}	Département de l'Aisne, moins l'arrondissement de Château-Thierry	Saint-Quentin.
4 ^e	Arrondissements de Châlons-sur-Marne, de Sainte-Ménéhould, de Vitry-le-François, 2 ^e canton de la ville de Reims, cantons de Beine et de Bourgogne de l'arrondissement de Reims (Marne).....	
	Arrondissement de Bar-le-Duc (Meuse).....	Reims.
5 ^e	Arrondissement de Reims, moins les cantons de Beine et de Bourgogne; 1 ^{er} , 3 ^e et 4 ^e cantons de la ville de Reims, arrondissement d'Épernay (Marne).....	Reims.
	Arrondissement de Château-Thierry (Aisne).....	

Par le même arrêté, il a été alloué à chaque inspecteur départemental du travail en résidence à Reims une indemnité fixe de 200 francs pour frais de déplacement dans ladite ville et sa banlieue immédiate.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 29 MARS 1899

*déterminant les bases des cautionnements que doivent constituer
les sociétés d'assurances contre les accidents du travail.*

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,
Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de ladite loi, et notamment l'article 2 dudit décret ainsi conçu :

- Indépendamment des garanties spécifiées aux articles 2 et 4 du décret du

22 janvier 1868 et de la réserve mathématique, les sociétés anonymes d'assurances françaises ou étrangères à primes fixes doivent justifier de la constitution préalable d'un cautionnement fixé d'après des bases que détermine le Ministre, sur l'avis du Comité consultatif prévu à l'article 16 ci-après et affecté, par privilège, au paiement des pensions et indemnités, conformément à l'article 27 de la loi »;

Vu l'avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail;

Sur la proposition du Conseiller d'État, directeur du travail et de l'industrie;

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Le cautionnement dont la constitution préalable est prévue par l'article 2 du décret du 28 février 1899 susvisé doit représenter pour les sociétés françaises :

1° La première année de fonctionnement sous le régime dudit décret, 400,000 francs;

2° Les années ultérieures, 2 p. 100 du total des salaires ayant servi de base aux assurances pendant la dernière année, sans que toutefois la somme ainsi calculée puisse être inférieure à 400,000 francs ni supérieure à deux millions.

ART. 2. — Si la société, d'après ses statuts, n'assure que des ouvriers d'une même profession ou de plusieurs professions présentant un risque identique, le cautionnement doit représenter, sauf application du minimum et du maximum fixés à l'article précédent, une fois et demie la valeur des primes brutes à verser pour couvrir le risque d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, à moins toutefois que la prime adoptée par la société ne se trouve inférieure à la prime déterminée par arrêté ministériel, en exécution du dernier alinéa de l'article 6 du décret du 28 février 1899 susvisé. Dans ce dernier cas, la prime déterminée par l'arrêté ministériel sert de base au calcul du cautionnement.

ART. 3. — Pour les sociétés dont les statuts stipulent que les capitaux constitutifs de toutes les rentes ou indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898 en cas d'accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente doivent être immédiatement versés à la Caisse nationale des retraites, le cautionnement ne doit représenter que la moitié de la somme spécifiée, suivant les cas, soit à l'article 1^{er}, soit à l'article 2 du présent arrêté, le minimum étant alors réduit à 200,000 francs et le maximum à 1 million.

ART. 4. — Pour les sociétés étrangères, le cautionnement est fixé sur les bases respectivement déterminées par les articles 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus, avec majoration de 50 p. 100, le minimum étant alors de 600,000 francs ou de 300,000 francs et le maximum de 3 millions ou de 1,500,000 francs, suivant le cas.

Paris, le 29 mars 1899.

PAUL DELOMBRE.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 30 MARS 1899

déterminant les groupements d'industries prévus par l'article 6 du décret du 28 février 1899, en ce qui concerne les sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ;

Vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de la loi, et notamment le quatrième alinéa de l'article 6 dudit décret ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 1899, déterminant les bases des cautionnements que doivent constituer les sociétés d'assurances contre les accidents du travail ;

Vu l'avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ;

Sur la proposition du Conseiller d'État, directeur du travail et de l'industrie,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Pour être admises à la réduction de cautionnement prévue par l'article 6 du décret du 28 février 1899 susvisé, les sociétés d'assurances mutuelles contre les accidents du travail devront, indépendamment des autres conditions visées audit article, justifier que les ouvriers assurés par elles appartiennent à des professions comprises dans un seul des neuf groupes ci-après :

- 1° Mines et minières ;
- 2° Industries agricoles et forestières. Meunerie. Sucrerie. Distillerie. Industries se rapportant à l'alimentation ;
- 3° Hauts fourneaux. Forges et aciéries. Travail des métaux. Mécanique. Chaudronnerie. Fonderie ;
- 4° Produits chimiques et dérivés. Usines d'éclairage et d'électricité. Cuir et peaux. Papier et industries de transformation. Imprimerie ;
- 5° Carrières. Matériaux de construction. Bâtiment. Chantiers, Travaux publics ;
- 6° Travail du bois. Ébénisterie, Tabletterie. Brosserie. Vannerie. Article de Paris ;
- 7° Poterie. Céramique. Verrerie ;
- 8° Industries textiles. Habillement ;
- 9° Transports par terre et par eau. Entreprises de chargement et de déchargement.

ART. 2. — Au point de vue de l'application du présent arrêté, lorsqu'une

industrie emploie accessoirement pour son exploitation des ouvriers appartenant à une profession comprise dans un autre groupe que l'industrie principale, ses ouvriers peuvent être néanmoins assurés à la même mutualité.

Paris, le 30 mars 1899.

PAUL DELOMBRE.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 30 MARS 1899

déterminant le barème minimum pour la vérification des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de cette loi, spécialement l'article 7, ainsi conçu :

« Art. 7. — Les sociétés anonymes d'assurances à primes fixes et les sociétés mutuelles d'assurances sont tenues de justifier, dès la deuxième année d'exploitation, de la constitution d'une réserve mathématique ayant pour minimum de valeur le montant des capitaux représentatifs des rentes et indemnités à servir à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente.

« Les capitaux représentatifs sont calculés d'après un barème minimum déterminé par le Ministre du Commerce, après avis du Comité consultatif »;

Vu l'avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail;

Sur la proposition du Conseiller d'État, directeur du travail et de l'industrie,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Les capitaux représentatifs des rentes et indemnités à servir à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente seront calculés, pour la vérification des réserves mathématiques prévue à l'article 7 du décret susvisé, d'après le barème minimum annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Ledit barème sera révisé pour le 1^{er} janvier 1900.

Paris, le 30 mars 1899.

PAUL DELOMBRE.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 30 MARS 1899

déterminant les primes prévues à l'article 6 du décret du 28 février 1899 et à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 1899, relatif aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,
Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Vu le décret du 28 février 1899 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de cette loi, spécialement l'article 6, ainsi conçu :

« Indépendamment des garanties spécifiées à l'article 29 du décret du 22 janvier 1868, les sociétés d'assurances mutuelles sont soumises aux dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 ci-dessus.

« Toutefois, le cautionnement qu'elles auront à verser est réduit de moitié pour celles de ces sociétés dont les statuts stipulent :

« 1° Que la société ne peut assurer que tout ou partie des risques prévus par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898;

« 2° Qu'elle assure exclusivement soit les ouvriers d'une seule profession, soit les ouvriers de professions appartenant à un même groupe d'industries, d'après une classification générale arrêtée à cet effet par le Ministre du Commerce, après avis du Comité consultatif;

« 3° Que le maximum de contribution annuelle dont chaque sociétaire est passible pour le paiement des sinistres est au moins double de la prime totale fixée par son contrat pour l'assurance de tous les risques, et triple de la prime partielle déterminée par le Ministre du Commerce, après avis du Comité consultatif, pour les mêmes professions et pour les risques définis à l'article 23 de la loi »;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 1897, déterminant les bases des cautionnements que doivent constituer les sociétés d'assurances contre les accidents du travail, et spécialement l'article 2, ainsi conçu :

« Si la société, d'après ses statuts, n'assure que des ouvriers d'une même profession ou de plusieurs professions présentant un risque identique, le cautionnement doit représenter, sauf application du minimum et du maximum fixés à l'article précédent, une fois et demie la valeur des primes brutes à verser pour couvrir le risque d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente à moins toutefois que la prime adoptée par la société ne se trouve inférieure à la prime déterminée par arrêté ministériel en exécution

du dernier alinéa de l'article 6 du décret du 28 février 1899 susvisé. Dans ce dernier cas, la prime déterminé par l'arrêté ministériel sert de base au calcul du cautionnement » ;

Vu l'avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ;

Sur la proposition du Conseiller d'État, directeur du travail et de l'industrie,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — La prime visée au dernier alinéa de l'article 6 du décret du 28 février 1899 et à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 1899 est fixée dans les conditions suivantes, pour les professions ci-après déterminées :

Aciéries.....	2 ^f 51	Bétons.....	3 ^f 04
Affineurs de métaux.....	2 12	Beurre (Fabrique de).....	2 66
Agrafes.....	1 46	Bijouterie.....	0 33
Aiguilles.....	1 46	Biscuiterie.....	1 27
Aiguiseurs.....	2 50	Blanc d'Espagne.....	1 57
Air comprimé.....	2 36	Blanc de zinc.....	1 57
Allumettes.....	5 91	Blanchiment de fil, laine ou coton.....	0 94
Aluminium.....	1 63	Blanchisserie.....	0 94
Alun.....	1 57	Bleu.....	1 57
Ambre (Objets d').....	1 64	Bois (Fabrique d'objets en), articles de Saint-Claude.....	1 64
Amidonneries.....	1 73	Bois et charbons (Chantiers avec transport).....	2 83
Appareils de chauffage.....	0 75	Bois de construction.....	1 46
Appareils d'éclairage.....	0 75	Bois de teinture.....	4 08
Apprêts.....	0 94	Boissellerie.....	0 80
Aqueducs.....	4 21	Boîtes de conserves.....	1 99
Ardoisières.....	3 72	Bonneterie.....	0 35
Argile.....	3 70	Bouchons (Fabrique de).....	0 63
Argenture.....	1 63	Boucles.....	1 46
Armateurs.....	3 00	Bougies.....	1 74
Armes.....	2 12	Boulangeries à vapeur.....	1 27
Arrimeurs.....	5 09	Boulons.....	2 12
Artificiers.....	5 38	Bourrelliers.....	0 87
Ascenseurs (Construction d').....	2 12	Boutons.....	1 64
Asphaltes.....	2 50	Brasseries.....	2 23
Assainissement.....	1 87	Briqueteries.....	1 92
Automobiles (Construction d').....	2 12	Briquettes.....	2 83
Bâches.....	0 98	Brocheurs.....	0 41
Badigeonneurs.....	4 74	Broderies.....	0 19
Bains et lavoirs.....	0 76	Bronze (Objets de).....	0 75
Balayage.....	1 87	Brosserie.....	0 80
Balast.....	4 21	Câbles.....	0 98
Baleines.....	1 64	Cadres.....	5 91
Bardeurs.....	2 91	Cailloux.....	3 70
Bas et chaussettes.....	0 35	Caisses (Fabricants de).....	2 18
Bassins maritimes.....	4 21	Camionnage.....	4 20
Bateaux sur rivières (Équipages des).....	3 00	Canaux.....	4 21
Bateaux à vapeur (Personnel).....	3 00	Cantonniers.....	1 87
Bateliers.....	3 00	Caoutchouc.....	0 90
Bâtiment (Entreprise générale du).....	2 96	Capsulerie.....	4 70
Battage de tapis.....	1 72		

Capsules métalliques.....	1 ^f 99
Cardage.....	0 99
Cardes.....	1 69
Carreleurs.....	2 91
Carrières (Cavage ou ciel ouvert) ..	3 70
Carrosserie.....	0 62
Cartes à jouer.....	2 05
Cartonnage.....	2 05
Carton.....	2 05
Cartoucherie.....	4 70
Céramique.....	0 45
Céruse.....	1 57
Chaînes de montre.....	0 33
Chaises (Fabrique de).....	5 91
Chandelles.....	1 74
Chapeaux.....	0 68
Charcuterie avec vapeur.....	1 98
Chargement et déchargement.....	5 09
Charpentes (Bois ou fer).....	4 48
Charretiers.....	4 20
Charronnage.....	0 62
Chaudronnerie.....	1 67
Chauffeurs.....	2 12
Chaussures et chaussons (Cuir et étoffe).....	0 26
Chaux.....	3 04
Chemins de fer.....	4 21
Chemins de fer (Personnel).....	2 93
Chicorée.....	0 73
Chiffons (Effilochage de).....	2 05
Chocolaterie.....	0 21
Cidres.....	2 23
Cimenteurs.....	1 18
Ciments.....	3 04
Cintrage avec scie.....	5 91
Cirage.....	1 57
Cire à cacheter.....	1 57
Cire et miel.....	1 74
Clicherie.....	0 81
Clouterie.....	0 35
Cochers.....	2 50
Coffres-forts.....	2 12
Colis et cravates.....	0 68
Commerce d'écorces.....	2 73
Commissionnaires expéditeurs.....	4 20
Confiserie.....	0 21
Confiturerie.....	0 21
Constructeurs mécaniciens.....	2 12
Constructeurs de navires (Bois ou fer).....	2 94
Corderie.....	0 98
Corroirie.....	0 94
Corsets.....	0 68
Couleurs et vernis.....	1 57
Couperies de poils.....	0 94
Coutellerie.....	1 46
Couvre-pieds (Fabrique de).....	1 97
Couverts (Fabrique de).....	0 33

Couvertures (Fabrique de).....	1 ^f 97
Couvreurs.....	3 85
Craie.....	3 70
Crayons.....	1 64
Crin végétal.....	0 99
Cristalleries.....	0 60
Cuir.....	0 94
Cylindrage.....	1 00
Décatissage.....	0 99
Décorateurs.....	1 76
Décortilage.....	2 73
Déménagements.....	4 20
Démolitions.....	6 76
Démontage et transport de matériel.....	5 09
Dentelles.....	0 19
Dévideries.....	0 99
Diamants (Taille de).....	0 88
Digues.....	4 21
Distilleries.....	1 57
Docks et entrepôts.....	2 67
Dorure.....	1 63
Dragage.....	2 52
Drap (Fabriques de).....	1 31
Drogueries.....	1 57
Eaux.....	4 21
Eaux gazeuses.....	1 14
Eaux minérales.....	1 14
Ebénisterie.....	1 30
Échafaudages (Loueurs d').....	4 74
Écuries.....	2 50
Effileurs.....	4 08
Effilochage.....	0 99
Égouts.....	4 21
Électricité.....	2 36
Émaillage.....	1 63
Emballeurs.....	2 18
Encres.....	1 57
Engrais.....	3 33
Enlèvement des boues.....	4 20
Enveloppes.....	2 05
Epicerie.....	0 73
Épingles.....	1 46
Équipements militaires.....	0 94
Essieux.....	2 12
Estampeurs.....	1 69
Exploitation de bois en forêt.....	2 73
Facteurs d'instruments de musique.....	0 86
Faïences.....	0 45
Faulx (Fabrique de).....	2 50
Féculeries.....	1 73
Ferblanterie.....	1 99
Ferronnerie.....	2 12
Ferrures (Fabricants de).....	0 85
Fers et métaux.....	1 69
Feutrerie.....	1 31
Filatures.....	0 99
Fil de fer.....	2 51
Fonderies de suif.....	1 74

Fonderies et forges.....	2 ^f 51	Maréchalerie et forge.....	2 ^f 12
Foudriers.....	2 76	Margarine.....	2 66
Foulonnerie.....	1 31	Maroquinerie.....	0 25
Fromages.....	2 66	Matériaux de constructions sans	
Fumisterie.....	1 07	démolition.....	2 96
Futailles.....	2 76	Matières colorantes.....	1 57
Galoches.....	5 91	Mégisserie.....	0 25
Galvanisation.....	1 63	Menuiserie (avec ou sans scie)....	1 30
Galvanoplastie.....	1 63	Mercerie.....	0 19
Gants (Fabrique de).....	0 94	Messageries.....	4 20
Gaz.....	4 21	Meubles.....	1 30
Gaz et coke (Usines à).....	1 44	Meules.....	2 26
Gaze (Fabrique de).....	0 10	Mines et minerais.....	7 47
Gélatine.....	1 57	Minoteries.....	2 60
Glace (Fabrique et étamage de)...	0 60	Miroiterie.....	0 60
Glace artificielle.....	3 10	Modeleurs en bois.....	1 76
Grains et fourrages.....	2 60	Monteurs de boîtes de montres....	0 33
Graisses.....	1 74	Moulinage.....	0 99
Gravateurs.....	3 58	Moulins à eau.....	2 60
Gravure.....	0 33	Mouleurs.....	2 97
Guano.....	3 33	Moutardes.....	0 73
Gutta-percha.....	0 90	Nacre (avec scierie).....	1 64
Halage de bateaux.....	5 09	Nickelage.....	1 63
Hauts fourneaux.....	2 51	Noir animal.....	1 57
Horlogerie.....	0 33	Objets en étain.....	1 99
Huiles.....	1 74	Objets en os.....	1 64
Impression sur étoffes.....	0 52	Ocre.....	1 57
Imprimerie.....	0 81	OEillets métalliques.....	1 46
Injection de bois.....	1 57	Omnibus.....	4 20
Instruments d'optique.....	0 33	Orfèvrerie.....	0 33
Jalousies.....	5 91	Orgues.....	0 86
Joailleries.....	0 33	Ouate.....	1 97
Jouets.....	2 97	Outils.....	2 12
Kaolin.....	3 70	Ouvriers des ports.....	5 09
Laiteries.....	2 66	Pain d'épice.....	1 27
Laiton.....	2 51	Palefreniers.....	2 50
Laminoirs.....	2 51	Panification mécanique.....	1 27
Lampisterie.....	1 99	Panne (Fabricant de) [Briqueterie].	1 92
Lapidaires.....	0 88	Papier.....	2 05
Lavage des laines et peaux.....	0 94	Papier de luxe.....	2 05
Lestage de navires.....	5 09	Papier de verre.....	1 57
Levûres.....	2 23	Papiers peints.....	0 94
Limes.....	1 69	Parfumerie.....	2 07
Liqueurs.....	1 57	Parquets.....	2 97
Literie.....	1 69	Passementerie.....	0 19
Lithographie.....	0 81	Pâtes alimentaires.....	1 27
Loueurs de voitures.....	2 50	Pâtes de paille.....	4 14
Lunetterie.....	0 33	Pavage.....	4 39
Machines agricoles.....	2 12	Peignage.....	0 99
Machines à coudre.....	2 12	Peignes en écaille.....	1 64
Maçonnerie (avec ou sans terrasse-		Peintres.....	1 18
ment).....	2 91	Pelleteries.....	0 25
Maillechort.....	1 69	Pesage (Appareils de).....	2 12
Malles.....	2 18	Pétrole.....	1 74
Malteries.....	2 23	Phosphates.....	3 70
Manèges.....	2 50	Pianos.....	0 86
Manœuvres.....	5 09	Pipes (Fabriques de).....	1 64
Marbriers.....	1 06	Plafonneurs.....	1 18

Plâtre (Fabrique de).....	3 ^f 12	Sondages.....	9 ^f 07
Plâtriers.....	1 18	Sonnettes.....	1 99
Plombiers.....	3 85	Soude.....	1 57
Plumes métalliques.....	1 46	Soufre.....	1 57
Plumes pour parures.....	0 19	Stores.....	1 69
Poéliers.....	0 75	Stucateurs.....	1 76
Pointes.....	0 35	Sucre.....	1 73
Polissage.....	1 63	Sulfate d'ammoniaque.....	1 57
Pompes.....	2 12	Tabletterie.....	1 64
Ponts.....	4 21	Taillandiers.....	2 50
Ponts métalliques.....	4 21	Taille de pierres.....	2 91
Porcelaines.....	0 45	Tannerie.....	0 94
Portefaix.....	5 09	Tapis (Fabrique de).....	1 72
Potasse.....	1 57	Teinturerie.....	0 94
Poterie.....	0 45	Téléphone.....	2 36
Poudrette.....	3 33	Terrassements.....	3 58
Pressage de foin.....	3 59	Terre glaise.....	3 70
Produits chimiques.....	1 57	Tissage.....	0 45
Produits et conserves alimentaires.....	0 73	Toiles cirées.....	0 94
Produits pharmaceutiques.....	1 57	Toiles métalliques.....	2 51
Puisatiers.....	9 07	Tôliers.....	0 75
Pulvérisateurs.....	2 26	Tourneurs.....	1 69
Quincaillerie.....	1 99	Tonnellerie.....	2 76
Raffineries.....	1 73	Tramways.....	4 20
Ramonage.....	1 07	Transports.....	4 20
Ravalement.....	4 74	Transports par eau.....	3 00
Relieurs.....	0 41	Travaux publics.....	4 21
Retorderies.....	0 99	Tréfilerie.....	2 51
Robinetts.....	1 99	Treillageurs.....	5 91
Roues métalliques.....	2 12	Tresses et lacets.....	0 35
Roulage.....	4 20	Trituration.....	4 08
Rubans.....	0 19	Tuilerie.....	1 92
Sable.....	3 70	Tulle.....	0 19
Sabots.....	5 91	Typographie.....	0 81
Salines.....	1 08	Ustensiles de ménage.....	1 99
Satineurs sur papier.....	0 41	Vannerie.....	0 80
Savons.....	1 74	Vélocipèdes.....	2 12
Scierie de long.....	2 73	Velours.....	0 19
Scierie de marbre et de pierre.....	2 91	Verrerie.....	0 60
Scierie de sucre.....	1 73	Vidanges.....	3 33
Scierie mécanique.....	5 91	Vinaigre (Fabrique de).....	1 73
Sculpture (Bois ou pierre).....	1 76	Vins et chais.....	1 73
Sel.....	1 08	Vitrerie.....	0 60
Sellerie.....	0 87	Voitures (Fabrique de).....	0 62
Serrurerie.....	1 69	Voitures et diligences.....	4 20
Serrures.....	0 85	Wagons.....	2 12
Soierie.....	0 19		

ART. 2. — Les primes comprises au tableau ci-dessus seront revisées pour le 1^{er} janvier 1900.

ART. 3. — Pour les professions non déterminées audit tableau, la prime sera fixée, le cas échéant, par décision ministérielle spéciale, d'après l'analogie des risques.

Paris, le 30 mars 1899.

PAUL DELOMBRE.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 31 MARS 1899

*déterminant les conditions de recrutement des commissaires-contrôleurs
des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.*

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de cette loi et disposant notamment que les sociétés d'assurances contre les accidents du travail « sont soumises à la surveillance permanente de commissaires-contrôleurs sous l'autorité du Ministre du Commerce »;

Vu spécialement le premier alinéa de l'article 14 dudit décret, ainsi conçu :

« Les commissaires-contrôleurs sont recrutés dans les conditions déterminées par arrêté du Ministre du Commerce, après avis du Comité consultatif »;

Vu l'avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail;

Sur la proposition du Conseiller d'État, directeur du travail et de l'industrie,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Les commissaires-contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail sont recrutés au concours.

Les concours ont lieu suivant les besoins du service. Un arrêté ministériel détermine la date des épreuves et le délai dans lequel les demandes d'admission doivent être adressées au Ministère du Commerce. Le même arrêté fixe le nombre des places mises au concours et leur répartition entre les candidats ayant respectivement satisfait à l'une ou à l'autre des épreuves écrites prévues par l'article 5 ci-après (§ 1^o. — C).

ART. 2. — Nul ne peut être admis à prendre part au concours :

1^o S'il ne justifie de la qualité de Français;

2^o S'il n'est âgé de plus de vingt-cinq ans et de moins de cinquante ans au 1^{er} janvier de l'année pendant laquelle s'ouvre le concours.

Nul candidat ne peut être admis à prendre part à plus de deux concours.

ART. 3. — Les demandes d'admission au concours doivent être accompagnées :

1^o D'un extrait d'acte de naissance;

2^o D'un certificat de moralité dûment légalisé et d'un extrait du casier judiciaire, ces deux pièces datant de moins de trois mois;

3^o D'un acte constatant que le candidat a satisfait à la loi sur le recrutement ou, en cas d'exemption du service militaire, d'une pièce faisant foi de cette exemption et de ses causes;

4° D'une note signée du candidat et faisant connaître les études auxquelles il s'est livré, ainsi que les différents emplois successivement occupés par lui;

5° Si le candidat appartient ou a appartenu à un service public, d'un relevé certifié de ses services;

6° Des diplômes, brevets ou certificats que le candidat aurait obtenus, ou de copies certifiées de ces pièces.

ART. 4. — Le Ministre arrête la liste des candidats admis à concourir après avis d'une commission instituée pour chaque concours et composée :

1° De deux fonctionnaires du Ministère du Commerce, dont l'un président;

2° De deux membres du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

Les membres de cette commission sont nommés par le Ministre qui désigne le président.

La commission statue à la majorité des voix. En cas de partage, son avis est considéré comme défavorable à l'admissibilité.

ART. 5. — Les épreuves ont lieu au Ministère du Commerce et sont distribuées comme suit :

1° Épreuves écrites :

A. — Rapport administratif (sur une question d'ordre général se rattachant à l'application de la législation sur les accidents du travail)..... 3

B. — Composition de comptabilité (Principes généraux de la comptabilité. Comptabilité spéciale des assurances)..... 2

C. — Au choix du candidat, d'après la déclaration faite par lui dans sa demande d'admission au concours :

Composition juridique (Principes généraux de droit civil, commercial et administratif. Législation des accidents du travail, des assurances, des sociétés, des liquidations judiciaires et des faillites).....)

Ou bien :

Composition financière (Théorie générale des opérations financières à long terme. Assurances sur la vie. Assurances contre les accidents).....) 2

2° Épreuve orale (sur deux sujets tirés au sort une heure avant les interrogations, parmi les matières des épreuves écrites obligatoires pour le candidat et préparés sans aucun livre ni document)..... 2

3° Appréciation des titres, des certificats et de la carrière du candidat, dans leur rapport avec les fonctions de commissaire-contrôleur..... 2

TOTAL..... 11

ART. 6. — Chacune des épreuves est appréciée par une note qui varie de 0 à 20 et qui est affectée du coefficient ci-dessus déterminé.

Nul candidat ne peut être déclaré admissible s'il n'a obtenu au moins la moitié du maximum des points pour chacune des épreuves et en même temps un total de 154 points.

Si plusieurs candidats ont, dans ces conditions, le même total de points, la priorité est assurée à celui d'entre eux qui a obtenu le plus grand nombre de points pour le *Rapport administratif*.

ART. 7. — Le jury de chaque concours est composé :

1° De deux fonctionnaires du Ministère du Commerce, dont l'un président;

2° D'un professeur des facultés de droit;

3° D'un membre agrégé de l'institut des actuaires français;

4° D'un professeur de comptabilité dans une école supérieure de commerce reconnue par l'État.

Les membres du jury sont nommés par le Ministre, qui désigne le président.

Le jury statue à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 8. — Dans les cinq jours de la clôture des épreuves, le procès-verbal du concours et la liste de classement sont soumis au Ministre, qui prononce l'admissibilité suivant l'ordre de classement et pourvoit, au fur et à mesure des besoins, à la nomination de commissaires-contrôleurs adjoints.

Nul ne peut être nommé commissaire-contrôleur qu'après un stage d'une année dans les fonctions de commissaire-contrôleur adjoint.

Cette année expirée, le commissaire-contrôleur adjoint cesse son service, si, au vu de ses principaux rapports et travaux, le Ministre ne le nomme pas commissaire-contrôleur.

ART. 9. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent et en vue de permettre l'exécution du service au 1^{er} juin prochain, les nominations à faire avant cette date seront arrêtées par le Ministre à la suite d'un concours sur titres, jugé par une commission constituée dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus.

Pourront se présenter à ce concours tous les candidats âgés de plus de vingt-cinq ans et de moins de cinquante-cinq ans à la date de l'ouverture du concours, qui produiront les pièces visées à l'article 3 et justifieront des titres ou emplois ci-après : membre de l'institut des actuaires français, ancien élève de l'École polytechnique ou de l'École normale supérieure (sciences), licencié en droit, chef de bureau au Ministère du Commerce, au Ministère des Finances ou à la Caisse des dépôts et consignations, membre de la commission de surveillance des sociétés tontinières, ingénieur des arts et manufactures, ingénieur civil des mines, diplômé supérieur d'une école supérieure de commerce reconnue par l'État.

ART. 10. — La commission visée à l'article précédent arrêtera la liste des candidats reconnus admissibles et désignera ceux qui, d'après leurs études et leur carrière antérieure, pourraient être dispensés du stage de commissaire-contrôleur adjoint.

Le Ministre statuera, suivant les besoins présumés du service, sans pouvoir nommer dans ces conditions exceptionnelles plus de trois commissaires-contrôleurs et de deux commissaires-contrôleurs adjoints, dans l'ordre de classement.

Paris, le 31 mars 1899.

PAUL DELOMBRE.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 9 AVRIL 1899

fixant le cadre et les conditions d'avancement des commissaires-contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,

Vu la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, spécialement le dernier alinéa de l'article 27 ;

Vu le décret du 28 février 1899 portant règlement d'administration publique pour l'exécution dudit article 27 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1899, déterminant les conditions de recrutement des commissaires-contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail ;

Sur la proposition du Conseiller d'État, directeur du travail et de l'industrie,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Le cadre des commissaires-contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail est fixé par le Ministre, suivant les besoins du service. Il comporte les classes et émoluments ci-après :

Commissaire-contrôleur adjoint.....	4,500 ^f
Commissaire-contrôleur de 4 ^e classe.....	6,000
Commissaire-contrôleur de 3 ^e classe.....	7,000
Commissaire-contrôleur de 2 ^e classe.....	8,000
Commissaire-contrôleur de 1 ^{re} classe.....	10,000

Ces émoluments ne sont point soumis à retenues pour pensions civiles.

ART. 2. — A l'expiration de leur première année de service, les commissaires-contrôleurs adjoints sont l'objet d'un rapport adressé par leur chef de service au ministre. Ce rapport rend compte de leurs aptitudes, de leur conduite et de leur manière de servir ; il est accompagné de leurs principaux travaux.

Le Ministre statue dans les conditions prévues par l'article 8 de l'arrêté du 31 mars 1899 susvisé.

ART. 3. — La nomination à l'emploi de commissaire-contrôleur se fait à la dernière classe de cet emploi.

Les avancements de classe ont lieu au choix et sont effectués d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

Nul ne peut être promu s'il ne compte au moins trois ans d'exercice dans la classe qu'il occupe.

ART. 4. — Les avancements sont effectués d'après un tableau d'avance-

ment arrêté à la fin de chaque année par le Ministre après avis du conseil visé à l'article 6 ci-après.

Ce tableau n'est valable que pour les promotions à faire pendant l'année suivante.

ART. 5. — Les tournées d'inspection et les séances de service au Ministère sont réglées par le Ministre, sur la proposition du chef de service.

Un congé d'un mois, au maximum, avec émoluments, peut être accordé chaque année.

ART. 6. — Les mesures disciplinaires applicables aux commissaires-contrôleurs adjoints ou aux commissaires-contrôleurs sont les suivantes :

La réprimande ministérielle ;

La retenue d'émoluments, sans que cette retenue puisse excéder la moitié desdits émoluments pendant deux mois au plus ;

La révocation.

La première de ces mesures est prononcée directement par le Ministre, sur le rapport du chef de service.

Les deux autres sont prononcées par le Ministre, après avis d'un conseil spécial composé du chef de service, d'un autre fonctionnaire de l'Administration centrale du Ministère du Commerce, du chef du cabinet et du commissaire-contrôleur le plus ancien dans la classe la plus élevée. Le Ministre préside ce conseil ou en désigne le président.

L'intéressé doit être entendu dans ses moyens de défense ou dûment appelé. Le procès-verbal de la séance dans laquelle l'intéressé a comparu ou, s'il y a lieu, sa défense écrite, accompagne le rapport soumis au Ministre par le conseil.

ART. 7. — Les commissaires-contrôleurs et les commissaires-contrôleurs adjoints doivent avoir leur résidence dans le département de la Seine ou dans le département de Seine-et-Oise.

Ils ne peuvent remplir aucun autre emploi ni se livrer à aucun travail rémunéré sans l'agrément de l'Administration.

ART. 8. — Les inspections à Paris, dans le département de la Seine ou dans le département de Seine-et-Oise ne comportent pas de frais de tournées.

Pour les inspections dans les autres départements, les frais de déplacement et de séjour sont déterminés par décision ministérielle et réglés sur états justificatifs.

ART. 9. — Par dérogation aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté, les commissaires-contrôleurs nommés avant le 1^{er} juin 1899 dans les conditions exceptionnelles visées à l'article 10 de l'arrêté du 31 mars 1899 pourront être immédiatement nommés à l'une quelconque des classes ci-dessus prévues, en raison de leur situation et de leurs services antérieurs.

Paris, le 9 avril 1899.

PAUL DELOMBRE.

PERSONNEL DE L'INSPECTION.

Par un arrêté ministériel, en date du 18 avril 1899, ont été nommés inspecteurs départementaux du travail de 5^e classe au traitement de 3,000 francs :

MM. CARON, inspecteur départemental stagiaire du travail à Valenciennes;
CAMPREDON, inspecteur départemental stagiaire du travail à Angoulême;
HITIER, inspecteur départemental stagiaire du travail à Dunkerque;
BELLON, inspecteur départemental stagiaire du travail à Roubaix.

Les dispositions de cet arrêté ont eu leur effet à partir du 16 février 1899 en ce qui concerne M. Campredon, à partir du 1^{er} mars en ce qui concerne M. Caron et à partir du 1^{er} avril en ce qui concerne MM. Hitier et Bellon.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 20 MARS 1899

relative aux tolérances accordées à l'industrie de la confiserie.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, la confiserie a été rangée, par le décret du 15 juillet 1893, et maintenue, par celui du 26 juillet 1895, au nombre des industries qui peuvent faire travailler temporairement les enfants et les femmes, la nuit, ou en faveur desquelles l'inspecteur divisionnaire a la faculté de lever, temporairement aussi, l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail.

Comme vous le savez, cette tolérance n'a été accordée à la confiserie que pour tenir compte des établissements qui mettent en œuvre, à certaines époques de l'année, des produits susceptibles de s'avaries, et principalement des fruits frais. C'est par cette considération qu'on a étendu, en 1897, les dérogations légales aux fabricants de chocolat, le beurre de cacao étant un produit facilement altérable, et qu'on les a refusées, en 1898, aux fabricants de biscuits et de pain d'épices qui n'emploient pas le beurre frais et peuvent, dès lors, s'approvisionner d'avance.

La question s'est posée de savoir si on devait faire bénéficier de la même tolérance les articles désignés généralement sous le nom de *Bonbonnerie de Noël et du Jour de l'an*. Le Comité consultatif des Arts et Manufactures et la

Commission supérieure du travail se sont prononcés pour l'affirmative. Il leur a paru, en effet, que, si la bonbonnerie ne met pas en œuvre, à proprement parler, les fruits frais ou autres denrées susceptibles de s'avarier, elle ne peut fabriquer à l'avance sans que ses produits se détériorent ou perdent tout au moins, rapidement, leurs principales qualités.

J'ai l'honneur de porter cet avis, que j'adopte, à votre connaissance, en vous invitant à vous y conformer à l'avenir.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 20 AVRIL 1899

*relative à la délivrance aux enfants de nationalité étrangère
des livrets prescrits par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892.*

MONSIEUR LE PRÉFET, aux termes de la loi du 2 novembre 1892, article 10, les enfants de moins de 18 ans, qui désirent entrer dans l'industrie, doivent se faire délivrer par les maires un livret sur lequel sont inscrits, entre autres indications, leurs noms et prénoms, la date de leur naissance, etc. Ce document ne peut être remis à l'enfant que sur la production de son bulletin de naissance.

Ces dispositions, comme toutes les autres prescriptions de la loi susvisée, s'appliquent aux étrangers aussi bien qu'à nos nationaux.

Or, il est arrivé que de jeunes ouvriers étrangers, âgés souvent de 8, 9 et 10 ans, se sont fait délivrer des livrets sur la production d'actes de naissance falsifiés ou ne s'appliquant pas aux intéressés, et que, munis de cette pièce, ils ont pu se faire embaucher dans des établissements industriels et notamment dans des verreries.

Pour déjouer cette fraude, qu'il est presque impossible de découvrir alors que l'enfant est muni du livret, qui lui constitue pour ainsi dire un nouvel état civil, j'ai décidé que les maires ne pourront à l'avenir remettre un livret aux étrangers que lorsqu'ils établiront, d'une manière certaine, leur âge et leur identité par des pièces délivrées par le Consulat de leur nation, dans la circonscription duquel ils sont domiciliés.

Lorsque les intéressés ne fourniront pas l'attestation de leur Consulat, les maires adresseront les pièces produites aux préfets qui décideront s'il y a lieu de délivrer les livrets demandés.

Je vous prie de donner des instructions précises aux maires de votre département pour qu'ils se conforment exactement aux prescriptions ci-dessus qui, en faisant respecter la loi, assureront à un point de vue général la protection de l'enfance et supprimeront, sous le rapport de la main-d'œuvre, la concurrence déloyale faite par les étrangers à nos nationaux.

DÉCISION DU 18 MARS 1899
relative à l'application du décret du 10 mars 1894
(Evacuation des poussières).

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des Arts et Manufactures la réclamation qui m'a été adressée par un fabricant de chapelets contre une mise en demeure qui lui a été faite d'avoir à assurer l'évacuation des poussières de ses ateliers.

Le Comité consultatif, après examen du dossier, a émis l'avis que son établissement ne tombait pas sous le coup de la loi, parce que l'on n'y travaille que des matières humides qui produisent des copeaux et non des poussières. J'estime que, dans ces conditions, la mise en demeure qui a été faite par le service de l'inspection ne doit pas être maintenue. Mais il va de soi qu'elle reprendrait toute sa force si, le travail ne se faisant plus au mouillé, des poussières venaient à se dégager librement dans les ateliers. Vous savez, en effet, que la Cour de cassation a décidé que les termes de l'article 6 du décret du 10 mars 1894 sont généraux et absolus et qu'à la différence du gaz dont ils n'ordonnent l'évacuation que s'ils sont incommodes, insalubres ou toxiques, ils prescrivent l'évacuation de toutes les poussières sans distinction.

DÉCISION DU 18 MARS 1899
relative à l'application du décret du 10 mars 1894
en ce qui concerne la protection des meules.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis à l'examen du Comité consultatif des Arts et Manufactures la réclamation qui m'a été adressée par un industriel au sujet de la mise en demeure qui lui a été signifiée d'avoir à protéger une meule servant à l'ébarbage des pièces en cuivre fondu. Il faisait remarquer que la meule dont il s'agit est placée dans un atelier isolé de telle sorte que l'ouvrier seul qui y travaille est placé dans le plan de rupture.

Le Comité n'a pas considéré que ces conditions d'isolement pussent suffire à assurer l'observation des prescriptions du décret du 10 mars 1894, qui concernent non seulement les précautions à prendre pour protéger les ouvriers étrangers au service des meules, mais aussi et très formellement les ouvriers qui desservent ces appareils. Si le décret précité n'a pas entendu proscrire ce genre de travail, il a voulu tout au moins qu'on prît le maximum de précautions compatibles avec les nécessités de l'industrie et qu'on munit les

meules de tous les dispositifs nécessaires pour diminuer autant que possible le danger pour les ouvriers qui y sont occupés.

Le Comité ne s'est, d'ailleurs, pas arrêté à l'objection tirée de ce que la meule en usage dans une usine doit pouvoir être remplacée par des brosses, des roues émerisées, etc. Il estime que c'est une dépense très faible que de monter une meule sur un support spécial et cette meule ne saurait, suivant lui, causer un tort appréciable aux industries.

Par ces motifs, je n'ai pu qu'inviter l'industriel à se conformer à la mise en demeure qui lui a été signifiée par le service de l'inspection, aussi bien pour la protection de la meule en usage dans son établissement que pour l'évacuation des poussières qui est ordonnée par l'article 6 du décret de 1894.

DÉCISION DU 25 MARS 1899

relative à la statistique des ouvroirs.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, la Commission supérieure du travail a été appelée à examiner la question de savoir si l'on pouvait faire figurer les ouvroirs au nombre des établissements industriels proprement dits.

La Commission a pensé qu'il ne pouvait y avoir d'inconvénients à englober, dans le total des établissements industriels, les ouvroirs qui constituent de véritables ateliers. Cependant, comme il faut reconnaître que les ouvroirs, qui ont un caractère charitable, à raison des dotations qu'ils reçoivent et des secours qu'ils distribuent et dans lesquels on tient compte, pour la rétribution de la main-d'œuvre, d'autres facteurs que des prix de revient, ont un caractère *sui generis* qui paraît justifier un dénombrement à part, la Commission a estimé qu'il était nécessaire de les comprendre sous une rubrique spéciale dans les états statistiques se rapportant aux établissements de bienfaisance.

DÉCISION DU 27 AVRIL 1899

relative à la participation des inspecteurs du travail à des Congrès.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez demandé l'autorisation de prendre part aux travaux du Congrès international pour l'examen des meilleures conditions d'hygiène et de production dans les manufactures textiles, qui doit s'ouvrir à Rouen le 1^{er} mai 1899.

Je ne vois rien en principe qui s'oppose à ce que les inspecteurs du travail

assistent aux séances des Congrès où sont traitées des questions se rattachant à leur service. Ils peuvent, en effet, tirer un réel profit des discussions qui y sont ouvertes; mais ils doivent conserver une attitude des plus réservées lorsque les lois dont ils sont chargés de surveiller l'exécution sont, de la part des membres des réunions où ils assistent, l'objet de critiques, soit sur la manière dont elles sont appliquées, soit sur les principes qu'elles renferment.

Sous le bénéfice de ces observations, je ne vois pas d'inconvénient à ce que vous adhériez personnellement au Congrès de Rouen.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 17 février 1899.

JUGEMENTS ET ARRÊTS DE CONDAMNATION. — MOTIFS. — MOYEN DE DÉFENSE.
— OMISSION DE STATUER. — TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE. — DÉCLARATION
DES ACCIDENTS « AYANT CAUSÉ UNE BLESSURE ». — MOYEN PRIS DU RÈGLE-
MENT DU 20 NOVEMBRE 1893 ET NON RÉPONDU.

Doit être annulé le jugement de simple police qui n'a pas motivé sa décision au sujet d'un moyen de défense invoqué par l'inculpé.

Spécialement, si un individu, prévenu d'avoir contrevenu à l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 (non-déclaration d'un accident ayant causé une blessure) a excipé, pour sa défense, du règlement du 20 novembre 1893 portant « Sont seuls considérés comme accidents ceux qui *paraissent* devoir entraîner une incapacité de travail pendant trois jours au moins », et s'il a, en outre, produit un certificat du médecin concluant que le blessé pouvait continuer à travailler, l'accident étant sans gravité au jour de l'accident, le Tribunal de simple police ne peut, sans s'expliquer sur ce moyen, ni en fait, ni en droit, se borner à constater qu'il était résulté de l'enquête que l'incapacité de travail avait duré plus d'un mois.

(*Gazette des Tribunaux*, 19 février 1899.)

Sur le pourvoi de T... en cassation d'un jugement rendu, le dix-huit août 1898, par le Tribunal de simple police de Tourcoing, qui l'a condamné à cinq francs d'amende,

Est intervenu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Où M. Chambareaud, conseiller, en son rapport; où M. Duboin, avocat général, en ses conclusions;

Vu l'article 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu que l'inculpé, poursuivi pour avoir contrevenu à l'article 11 de la loi du 12 juin 1893, a excipé, pour sa défense, du règlement du 20 novembre 1893 portant : « Sont seuls considérés comme accidents ceux qui *paraissent* devoir entraîner une incapacité de travail pendant trois jours au moins » et qu'il a, en outre, produit un certificat du médecin concluant que le blessé pouvait continuer à travailler, l'accident étant sans gravité au jour de l'accident;

Attendu que le tribunal de police, sans s'expliquer sur ce moyen, ni en fait, ni en droit, s'est borné à constater qu'il était résulté de l'enquête que l'incapacité de travail avait duré plus d'un mois;

Qu'ainsi il n'a pas motivé sa décision au sujet du moyen de défense invoqué par l'inculpé; qu'il y a eu par suite violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 susvisé,

Casse et annule le jugement du tribunal de police de Tourcoing en date du 18 août dernier énoncé d'autre part, et pour être statué, à nouveau, conformément à la loi sur la poursuite intentée contre T..., renvoie la cause et l'inculpé devant le tribunal de simple police de Lille, à ce désigné après délibération spéciale prise en la chambre du conseil;

Ordonne que le présent arrêt sera imprimé; qu'il sera transcrit sur les registres du tribunal de police de Tourcoing avec mention en marge du jugement annulé.

Ordonne la restitution de l'amende consignée;

Le tribunal de simple police de la ville de Tourcoing avait rendu le 18 août 1898 le jugement suivant :

La cause appelée par l'huissier, le Ministère public expose qu'il résulte d'un procès-verbal dressé par M. l'Inspecteur du travail le 7 juin 1898, enregistré, qu'un sieur C... ayant eu un doigt écrasé dans son métier le 16 décembre 1897 dans l'établissement de M. X..., cet accident n'avait pas été l'objet de la déclaration prescrite par la loi du 12 juin 1893;

Où les témoins en leur déposition après avoir prêté serment de dire toute la vérité, rien que la vérité;

Où le prévenu dans ses moyens de défense et observations prétendant que l'accident n'était pas sujet à déclaration puisque, d'après l'avis du docteur V..., appelé immédiatement, l'accident était sans gravité et n'entraînait pas une incapacité de travail;

Où le ministère public en son résumé et ses conclusions;

Attendu qu'il résulte de l'enquête que l'incapacité de travail du sieur C... a duré plus d'un mois; que l'accident aurait dû dans ces conditions faire l'objet d'une déclaration;

Attendu que ce fait constitue la contravention prévue par l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 et réprimée par l'article 7 de ladite loi;

Le Tribunal, statuant par jugement en dernier ressort et faisant application de l'article 30 ainsi que de l'article 162 du Code d'instruction criminelle;

Condamne...

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 10 mars 1899.

LOI DE 1892. — ENTREPÔT D'HUILES.

Un entrepôt d'huiles où ne sont opérés que le transvasement, la décantation et le coupage n'est pas soumis à la loi de 1892.

Sur le pourvoi du Ministère public près le Tribunal de simple police de

Marseille; en cassation d'un jugement rendu, le 9 décembre 1897, par ledit tribunal au profit des sieurs N... et P...,

Est intervenu l'arrêt suivant:

LA COUR,

Où M. le conseiller Paul Dupré, en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon, en ses conclusions;

Vu la loi du 2 novembre 1892;

Attendu que le jugement attaqué déclare établi par l'instruction et les débats que l'entrepôt des sieurs N... et P... ne sert point à la fabrication des huiles dont ils font le commerce, qu'ils y reçoivent des huiles toutes faites de diverses provenances, et que les seules opérations qu'ils leur font subir avant de les livrer au commerce sont de les *transvaser* dans des bassins ou récipients, de les *décanner* et parfois de les *couper*;

Que, dans cet état des faits, c'est avec raison que le juge de police a refusé de considérer cet établissement comme établissement industriel soumis aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892, et a relaxé les défendeurs de la poursuite dirigée contre eux pour contravention à ladite loi,

Rejette le pourvoi susvisé.

Le jugement du tribunal de simple police de Marseille est ainsi conçu :

M. le commissaire de police, exerçant le ministère public, a résumé l'affaire et conclu à ce qu'il soit fait aux prévenus l'application de la loi.

M^e S..., avocat, a présenté la défense des prévenus et développé les conclusions suivantes :

Plaise au tribunal de simple police :

Attendu que le procès-verbal dressé contre les concluants qualifie le local qu'ils occupent, rue Bonnefoy, 8, d'entrepôt servant à la fabrication des huiles; que le même procès-verbal porte les mots d'*usine* et d'*atelier* appliqués à ce local;

Attendu que ledit procès-verbal ne fait foi que jusqu'à preuve du contraire (art. 19 de la loi du 2 novembre 1892);

Attendu qu'il a été établi par les dépositions de MM. D... et B..., reçues en audience publique sous la foi du serment, lesdits témoins particulièrement compétents en la matière, que l'établissement de MM. N... et P... n'est pas une fabrique d'huile, mais un magasin d'huile; que la qualification qui lui convient est le mot local d'*essive*; que la marchandise y arrive en gros, déjà fabriquée et qu'après être restée en magasin elle est revendue en gros ou en détail;

Que c'est là un simple commerce qui n'a rien de commun avec la fabrication de l'huile;

Attendu que la manutention purement commerciale des marchandises y est confiée à un personnel normal de trois personnes, soit un contremaître et deux ouvriers, ainsi qu'en font foi les livres de MM. N... et P...

Qu'accidentellement deux ou trois femmes y sont employées au remplissage et au bouchage des bouteilles, soit encore à une manutention commerciale;

Attendu, en droit, que l'énumération donnée par l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 est limitative;

Que les dispositions de la loi ne s'appliquent qu'à une série d'établissements déterminés, savoir : usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances;

Qu'il résulte des travaux préparatoires et de la discussion de la loi de 1892 (rapport de M. Waddington, rejet d'un amendement tendant à l'adjonction des magasins à la liste) que les magasins servant au commerce en sont exclus;

Que les concluants ne sauraient donc être astreints dans l'exploitation de leur commerce aux formalités édictées à l'encontre d'établissements industriels;

Attendu, en ce qui concerne la dernière contravention relevée, que les termes de la loi (art. 14 *in fine*) ne sauraient non plus être étendus à d'autres objets que ceux qu'elle a visés : que les puits, trappes et couvertures de descente doivent être clôturés, mais qu'il est impossible de considérer comme puits, trappe ou couverture de descente un simple réservoir à l'huile, de très faible contenance, destiné à laisser égoutter les barriques;

Qu'en résumé, à aucun titre, une contravention n'a été encourue par les concluants,

Renvoyer les sieurs N. . . et P. . . des fins de la poursuite sans dépens.

M. le Président du tribunal a, pour le prononcé de son jugement, renvoyé à l'audience du 9 décembre 1897;

Et à l'audience publique du 9 décembre 1897, en présence de M. Duclos, commissaire de police exerçant les fonctions de ministère public, est intervenu le jugement suivant :

Le Tribunal de simple police de Marseille,

Statuant contradictoirement et en dernier ressort,

Sur le moyen de défense invoqué par les prévenus et fondé sur ce que, leur entrepôt d'huile n'étant point un établissement industriel, la loi du 2 novembre 1892 ne leur serait pas applicable;

Attendu que cette loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, ne s'applique effectivement qu'aux établissements industriels qui sont énumérés en l'article 1^{er}, usines, manufactures, mines, minières et carrières, ateliers et leurs dépendances ou soit encore d'après la loi du 12 juin 1893 toujours relative aux établissements industriels, article 1^{er}, aux manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers de tout genre;

Qu'ainsi ces lois n'ont visé que la réglementation du travail industriel dans les usines, fabriques, manufactures, chantiers et ateliers, mais non point le travail commercial qui peut s'opérer ailleurs dans les boutiques, magasins ou entrepôts et où la fabrication et le travail se confondent généralement avec la vente et le commerce (voir rapport Waddington sur la loi de 1892, Dalloz, supplément V. travail n° 988);

Attendu, en fait, que de l'instruction de la cause et des débats il résulte que l'entrepôt des sieurs N. . . et P. . . sert non point à la fabrication de huiles, mais seulement à emmagasiner des huiles dont ils font le commerce, qu'ils y

reçoivent des huiles toutes faites de diverses provenances et que les seules opérations qu'ils leur font subir avant de les livrer au commerce sont de les transvaser dans des bassins ou récipients, de les décanter et parfois de les couper ou mélanger pour ensuite être livrées à la vente, soit en gros, soit en détail, tant en l'intérieur qu'à l'extérieur; que, d'autre part, le personnel attaché à leur établissement se réduit à un contremaître et à deux ouvriers, sauf recours à des journaliers ou journalières suivant les nécessités ou besoins du moment;

Qu'en l'état de ces faits l'établissement des sieurs N... et P... ne saurait être considéré comme un établissement industriel et c'est à tort et par erreur d'appréciation que l'agent verbalisateur a qualifié dans son procès-verbal l'entrepôt dont s'agit de fabrique d'huiles, d'usine et atelier;

Que, par suite, les prévenus, en leurs qualités d'entrepositaires et commerçants en huiles, ne sont pas assujettis aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892,

Relaxe, etc.

Arrêt du 10 mars 1899.

LOI DE 1892. — ATELIER DE MARBRIER. — CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE, ART. 155. — LOI DU 20 AVRIL 1810, ART. 7.

Sur le pourvoi du Ministère public près le Tribunal de simple police de Rodez, en cassation d'un jugement rendu, le 24 décembre 1897, par ledit tribunal qui a condamné le nommé Mohaux (Justin) à cinq francs d'amende, etc.,

Est intervenu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Où M. le conseiller Paul Dupré, en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon, en ses conclusions:

Vu la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants et des femmes dans l'industrie;

Vu les articles 155 du Code d'instruction criminelle et 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu qu'un procès-verbal régulier de l'inspecteur départemental du travail constatait un certain nombre de contraventions à la loi du 2 novembre susvisée, dans l'établissement du sieur M..., que le même procès-verbal qualifiait d'*atelier marbrier*;

Que le jugement intervenu sur la poursuite motive le relaxe du prévenu sur ce que l'établissement visé n'aurait pas le caractère d'*atelier* que le procès-verbal lui attribue et serait un simple *magasin*, échappant par sa nature à la loi de 1892; se bornant, pour motiver cette appréciation contraire à l'énonciation du procès-verbal, à déclarer qu'il était *incontestable* que le travail qui s'opérait dans ce local consistait *uniquement dans l'appareillement et la mise en vente des objets de marbre y contenus*.

Et attendu qu'en statuant ainsi sans faire connaître quel mode de preuve l'a conduit à cette constatation, qui serait d'ailleurs inopérante, à elle seule, pour exclure l'idée de tout travail industriel, le jugement attaqué a violé tout à la fois l'article 155 du Code d'instruction criminelle, qui détermine les règles de la preuve, et l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, qui proscriit les motifs insuffisants,

Casse et annule le jugement du tribunal de simple police de Rodez du 24 décembre 1897 et, pour être statué conformément à loi sur la poursuite dirigée contre le sieur M. . . , renvoie la cause et le prévenu devant le tribunal de simple police de Marcillac, à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil;

Ordonne que le présent arrêt sera imprimé, qu'il sera transcrit sur les registres du tribunal de simple police de Rodez et que mention en sera faite en marge du jugement annulé.

COUR D'APPEL D'ORLÉANS.

Arrêt du 12 janvier 1899.

ACCIDENT. — OUVRIER. — MINEUR. — MACHINES EN MOUVEMENT. — NETTOYAGE.
— PATRON. — DÉFAUT DE SURVEILLANCE. — RESPONSABILITÉ.

Un patron a le devoir impérieux de protéger les mineurs qu'il emploie contre leur propre inexpérience, leur étourderie et leur imprévoyance.

Il est responsable notamment, pour défaut de surveillance, de l'accident dont a été victime un mineur occupé à nettoyer deux machines en marche, séparées l'une de l'autre par une distance relativement faible.

LA COUR,

Attendu que Jules G. . . , âgé de 16 ans, était chargé de placer sur les plateaux de deux machines, dites *déchireuses*, la laine destinée à les alimenter, et qu'il devait aussi entretenir ces machines dans un état de propreté convenable;

Attendu qu'en soi ce travail n'était pas dangereux et n'excédait pas les forces du jeune G. . . , à la condition de ne nettoyer ces machines qu'après leur arrêt complet;

Attendu qu'il résulte des dires des témoins entendus que la surveillance exercée dans l'usine, pour empêcher les ouvriers âgés de moins de 18 ans de nettoyer les machines pendant leur marche, était insuffisante; que ce nettoyage était, non pas commandé, mais toléré, ainsi que l'attestent les cinq premiers témoins de l'enquête; que, plusieurs fois, au dire du premier témoin, les balayettes dont se servent les ouvriers pour épousseter les engrenages pen-

dant la marche de la machine ont été prises dans ces engrenages et brisées; que l'emploi de ces balayettes pour épousseter les engrenages offre donc certains dangers et exige quelques précautions, ainsi que cela résulte de la déposition du troisième témoin;

Attendu que tout patron a le devoir impérieux de protéger les mineurs qu'il emploie contre leur propre inexpérience, leur étourderie et leur imprévoyance; que le jeune G. . . avait à surveiller deux machines séparées l'une de l'autre par une distance d'un mètre cinquante centimètres environ et qu'il était ainsi exposé à un accident s'il ne prenait pas les plus grandes précautions;

Attendu que, s'il avait été expressément et rigoureusement défendu de nettoyer les machines en marche, et si, dans ce but, une surveillance plus active avait été exercée, l'accident du 31 janvier 1896 aurait été évité; que les sieurs X. . . , par suite de ce défaut de surveillance, sont responsables de cet accident;

Que la Cour trouve, dans les documents de la cause, des éléments suffisants pour apprécier le dommage causé.

.....
(La Loi, 24 mars 1899.)

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE GEX.

Jugement du 28 décembre 1898.

ACCIDENT. — OUVRIER. — TAILLEUR DE PIERRE. — MOELLONNEUR. — LUNETTES (ABSENCE DE). — PERTE D'UN ŒIL. — PATRON. — RESPONSABILITÉ.

Les patrons sont tenus de prendre en leurs chantiers toutes les précautions possibles pour préserver leurs ouvriers des dangers inhérents à leur profession. Si les ouvriers sont tailleurs de pierre, moellonneurs notamment, ils doivent être pourvus de lunettes protectrices pendant la durée de leur travail et s'ils refusent de s'en servir, le patron doit vaincre leur répugnance à cet égard, au risque d'engager sa responsabilité en cas d'accident.

LE TRIBUNAL,

Attendu que les patrons sont tenus de prendre dans leurs usines ou sur leurs chantiers toutes les précautions possibles pour préserver leurs ouvriers des dangers inhérents à leur profession;

Attendu, en fait, que le 3 octobre 1896, le sieur P. . . travaillant de son métier de moellonneur dans une carrière exploitée par les sieurs X. . . , entrepreneurs à C. . . , a reçu dans l'œil gauche un éclat de pierre qui a considérablement diminué la force visuelle de cet œil et même légèrement affecté l'œil droit;

Attendu que cet accident, facile à prévoir, eût été certainement évité si des lunettes spéciales avaient été mises à la disposition des ouvriers de l'entreprise, et si on les avait obligés à s'en servir; que vainement, pour dégager leur responsabilité, les sieurs X... allèguent qu'il ne saurait leur être imputé à faute de n'avoir pas fourni des lunettes métalliques à leurs ouvriers alors :

1° Que ces lunettes agissent d'une façon pernicieuse sur la vue;

2° Qu'il n'en est fait usage dans aucun chantier;

3° Que les ouvriers tailleurs de pierre, loin de réclamer des lunettes, considèrent comme préférable d'opérer leur travail sans ces appareils;

Qu'à supposer, en effet, les deux premiers points constants, ce qui ne ressort nullement des dispositions contradictoires des enquête et contre-enquête, il est inadmissible que les ouvriers des carrières ne puissent pas être protégés efficacement contre un danger inhérent à leur métier; que, sur le troisième point, il incombe au chef de l'entreprise de vaincre la répugnance que ses ouvriers peuvent éprouver à se munir d'appareils protecteurs;

Attendu, en outre, qu'il n'est pas exact de prétendre que la tâche du sieur P..., simple ouvrier moellonneur, eût été rendue impossible par l'emploi de lunettes métalliques; que, chargé uniquement d'ébaucher les pierres de taille livrées ensuite aux tailleurs de pierre, il ne pouvait être sérieusement entravé dans sa besogne par l'usage d'un appareil protecteur;

Attendu, enfin, qu'il ne saurait être fait grief à P... de ne s'être pas rendu compte dès le premier moment de la gravité de sa blessure et de n'avoir pas exigé les soins que nécessitait son état; qu'il n'est pas au surplus démontré qu'une intervention immédiate de l'homme de l'art eût eu pour résultat de sauver son œil; que le certificat délivré par M. le docteur B... qui a donné les premiers soins au blessé trois jours après l'accident ne relate rien à ce sujet; qu'on ne saurait, dès lors, ajouter plus de crédit qu'il ne convient au propos rapporté par le quatrième témoin de l'enquête, suivant lequel ce même docteur aurait déclaré à P..., lorsque trois jours après l'accident il s'est rendu à l'hôpital Rothschild à Genève, « qu'il venait trop tard, qu'il aurait dû venir tout de suite et que, dans ce cas, son œil aurait été sauvé! »;

Attendu que le tribunal possède les éléments nécessaires pour déterminer les dommages-intérêts qui peuvent être dus;

Attendu, en second lieu, que malgré leurs offres, constatées au jugement avant dire droit du 9 juin 1897, les sieurs X... n'ont pas payé au sieur P... la somme de 205 francs qu'ils ont reconnu devoir à ce dernier, en vertu du contrat de retenue ayant existé entre eux et lui :

Par ces motifs,

Condamne...

(La Loi, 21 mars 1899.)

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE SAINT-NAZAIRE.

Jugement du 27 octobre 1896.

LOI DE 1893. — INDUSTRIEL NON POURVU DU REGISTRE D'USINE. — INFRACTION.
— CONDAMNATION.

LE TRIBUNAL,

Vu le procès-verbal, ouï le prévenu dans ses moyens de défense, ouï le Ministère public dans ses réquisitions;

Attendu qu'il résulte du procès-verbal ci-dessus, non contredit par la preuve contraire, que le sieur M. . . n'était pas possesseur du registre d'usine prescrit par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893;

Attendu que de ce fait constitue la contravention prévue et punie par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893;

Vu également l'article 162 du Code d'instruction criminelle;

Faisant application des articles précités et statuant en dernier ressort, condamne X. . .

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ALLEMAGNE.

ORDONNANCE DU 11 MAI 1898

déterminant les conditions à remplir dans les fabriques d'accumulateurs électriques en plomb ou à base de plomb ⁽¹⁾.

En vertu des paragraphes 120 et 139 *a* de la loi industrielle, le Conseil fédéral a édicté les prescriptions suivantes relatives à l'installation des fabriques d'accumulateurs électriques, formés d'éléments en plomb ou à base de plomb.

§ 1. Les ateliers où l'on manipule le plomb ou les composés plombiques (minium, litharge) doivent avoir au moins trois mètres de hauteur et être munis d'ouvertures suffisamment grandes pour assurer un fréquent renouvellement d'air.

Une ventilation aspirante énergique sera installée dans les ateliers de fabrication des plaques.

§ 2. Dans les ateliers où le travail donne naissance à l'éparpillement de poussières plombiques, le sol doit être rendu imperméable. Les murs et les plafonds doivent, s'ils ne sont pas recouverts d'un enduit permettant un lavage efficace ou d'une couche de peinture à l'huile, être une fois par an blanchis à la chaux.

L'emploi du bois, de l'asphalte mou ou du linoléum comme revêtement du sol n'est pas toléré; il en sera de même de la tapisserie sur les parois des murs.

§ 3. Les creusets pour fondre le plomb seront recouverts et placés soit en plein air, soit sous des hottes avec cheminée d'appel à fort tirage.

§ 4. Des dispositions convenables seront prises pour que les poussières produites par les machines à débiter, scier, raboter les plaques (grilles ou cadres) soient aspirées au fur et à mesure de leur production et ne puissent en aucun cas parvenir jusqu'au poste de travail de l'ouvrier.

§ 5. La pulvérisation des matières plombiques devra s'effectuer avec des appareils entourés d'une enveloppe hermétique, afin d'éviter la diffusion dans l'atelier de toute poussière métallique.

(1) Traduction de M. Razous, inspecteur départemental du travail.

§ 6. Le tamisage, le mélange et l'humectage de la masse servant au remplissage des plaques se fera mécaniquement en appareil clos. Des dispositions seront prises pour que les ouvriers ne touchent jamais la masse avec les mains.

§ 7. Dans l'opération du remplissage des plaques, un tuyau circulaire ouvert du côté où se produisent les poussières de plomb ou des composés plombiques aspirera celles-ci et les conduira par l'intermédiaire de canaux latéraux dans une chambre de dépôt.

§ 8. Les opérations suivantes :

1° Débitage, sciage et rabotage mécaniques des plaques (grilles ou cadres) [§ 4];

2° Pulvérisation des matières plombiques (§ 5);

3° Préparation et mélange de la masse (§ 6) et autres opérations mécaniques successives, doivent s'effectuer dans des ateliers placés les uns à la suite des autres, et de façon que la matière suive le plus court chemin possible.

§ 9. Les tables sur lesquelles s'effectue l'introduction de la matière dans les plaques (grilles ou cadres) doivent être formées de planches bien polies et bien assemblées. Elles devront être nettoyées à l'état humide au moins une fois par jour.

§ 10. Autant que la nature des opérations le permet, les travaux de soudure avec les souffleries au gaz hydrogène, au gaz inflammable ou au gaz d'éclairage ne doivent être exécutés que dans des endroits spéciaux et sous des dispositifs d'aspiration efficaces.

Cette prescription n'est pas applicable aux travaux de soudure des éléments, qu'il est impossible d'effectuer à l'extérieur des ateliers de fabrication des plaques.

§ 11. Le zinc servant à la fabrication de l'hydrogène et l'acide sulfurique employé comme liquide électrolytique doivent être chimiquement purs.

§ 12. Les salles affectées au travail devront être soigneusement nettoyées, de façon à n'y laisser séjourner aucune particule de plomb ou de composés plombiques.

Dans les salles désignées au paragraphe 2, le sol sera nettoyé à l'état humide au moins une fois par jour et après le départ des ouvriers.

§ 13. Le patron doit fournir à ses ouvriers un nombre suffisant d'habits de travail et de bonnets, bien confectionnés.

Il doit exiger que les ouvriers ne changent pas de vêtements entre eux et que ces vêtements soient déposés à la fin du travail à une place désignée. Il prendra des mesures pour que ces habits de travail soient lavés au moins une fois par semaine et au moment où les ouvriers ne sont pas dans les ateliers.

§ 14. En un point de l'établissement où les poussières de plomb ne puissent pénétrer, il devra être aménagé un vestiaire avec lavabos et, dans un local séparé du précédent, un réfectoire.

De l'eau à volonté, des vases pour rincer la bouche, des brosses spéciales pour le nettoyage des mains et des ongles, du savon et des essuie-mains seront mis à la disposition des ouvriers. Un casier spécial sera donné à

chaque ouvrier pour déposer les vêtements de ville qu'il doit quitter avant le commencement du travail.

Le patron prendra les dispositions nécessaires pour que chaque ouvrier puisse prendre un bain chaud au moins une fois par semaine.

§ 15. Il est interdit d'employer des femmes et des enfants aux travaux produisant des poussières plombiques.

Cette prescription est valable jusqu'au 30 juin 1898.

§ 16. Le patron ne pourra employer à la fabrication des accumulateurs que les personnes munies d'un certificat constatant l'aptitude à telle ou telle espèce de travail, délivré par un médecin assermenté et visé par la police locale. Ces certificats seront réunis et conservés, afin de pouvoir les présenter à l'*Inspecteur du travail* (*Aufsichtsbeamten*) [§ 139 b de la loi industrielle].

§ 17. Pour les ouvriers occupés au mélange et à l'introduction de la matière dans les plaques, la durée du travail sera au choix du patron :

- 1° De huit heures coupées par un repos d'au moins une heure et demie;
- 2° Ou de six heures consécutives sans repos.

Dans ce dernier cas (2° b), si en cours de travail un ouvrier doit changer d'occupation, et passer dans un milieu où les émanations plombiques sont à craindre, un repos d'au moins deux heures doit lui être accordé avant le commencement du second genre de travail.

Le patron a un délai d'une semaine après la mise en vigueur de la présente ordonnance pour avertir la police locale des heures de travail qu'il adopte. En cas de modification dans la suite de son emploi du temps, il doit en informer immédiatement la police.

§ 18. Le patron chargera un médecin de surveiller l'état de santé de ses ouvriers; son choix doit être ratifié par l'*Inspecteur du travail* (*Aufsichtsbeamten*). Le médecin devra visiter les ouvriers au moins une fois par mois et se rendre compte de l'action que le maniement du plomb exerce sur eux.

Sur l'ordre du médecin, les ouvriers chez lesquels se manifeste un commencement d'accidents saturnins seront jusqu'à complète guérison éloignés des ateliers où se manipulent le plomb et ses composés.

§ 19. Le patron est tenu d'avoir un registre spécial sur lequel il inscrit ou fait inscrire par son gérant les modifications apportées à son personnel ainsi que l'état de santé de ses ouvriers.

Il est responsable de ces inscriptions, ainsi que de l'état de santé tant que la visite du médecin n'a pas été faite.

Ce registre de contrôle doit contenir :

- 1° Les nom et prénoms, l'âge, le domicile, le jour de l'entrée et celui de la sortie de chaque ouvrier ainsi que le genre de ses occupations;
- 2° Le nom de celui qui tient le registre;
- 3° Le nom du médecin chargé de veiller à la santé des ouvriers;
- 4° Le jour où l'ouvrier est reconnu malade, et le germe de sa maladie;
- 5° Le jour de sa guérison;
- 6° Le jour où le médecin a effectué sa visite, ainsi que le résumé de son ordonnance.

§ 20. Le patron doit obliger les ouvriers à se conformer aux obligations suivantes :

1° Interdiction de prendre quelque nourriture que ce soit dans les ateliers et d'introduire de l'alcool dans l'établissement;

2° Nécessité de faire usage de vêtements de travail;

3° Défense de pénétrer dans le réfectoire, de prendre le repas ou de quitter l'établissement sans avoir auparavant quitté les habits de travail, lavé les mains et la figure avec soin et rincé la bouche;

4° Interdiction de fumer, priser et chiquer pendant le temps du travail.

Tout ouvrier qui ne se conformera pas aux obligations précédentes devra être renvoyé immédiatement de l'établissement.

Il sera publié pour chaque établissement un règlement d'atelier (§ 1340 de la loi industrielle) contenant toutes les prescriptions précédentes.

§ 21. Il sera placé à un endroit apparent, dans chaque salle de travail, dans le vestiaire et dans le réfectoire une affiche contenant les prescriptions des paragraphes 1 jusqu'à 20 de la présente ordonnance et le règlement d'atelier prévu au paragraphe 20.

§ 22. En cas de contravention aux paragraphes 1 jusqu'à 21, la police peut ordonner la fermeture momentanée de l'établissement, qui sera maintenue jusqu'au moment où l'industriel se sera conformé aux prescriptions précédentes (§ 147, 4 de la loi industrielle).

§ 23. Les prescriptions précédentes entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1898.

Là où il sera nécessaire d'effectuer de grands changements pour se conformer aux paragraphes 1, 2 et 8, l'autorité pourra accorder aux industriels un délai supplémentaire qui ne pourra en aucun cas dépasser le 1^{er} janvier 1899.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

PROPOSITION DE LOI

tendant à modifier le personnel de l'inspection du travail dans les usines, manufactures, chantiers et son mode de recrutement, présentée, le 4 novembre 1898, par MM. Alexandre Zévaès, Bénézech, Bernard Cadenat, Carnaud, Devèze, Dufour (Indre), Ferrero, Jourde, Krauss, Pastre, Sauvanet, Antide Boyer, Berthelot, Colliard, Clovis Hugues, députés.

MESSIEURS, aucune des lois votées depuis un demi-siècle pour protéger la classe ouvrière contre l'exploitation patronale n'a jusqu'à présent été observée. La longue série des rapports insérés au *Journal officiel* suffit à en faire foi.

Un pareil état de choses tient à diverses raisons, dont la plus décisive est assurément la façon dont a été organisé et fonctionne le service d'inspection du travail — des lois comme celles dont il s'agit ici ne valant que par les fonctionnaires chargés d'en assurer la stricte observation.

Le seul moyen de faire pénétrer dans l'usine et l'atelier la tutelle inscrite dans la loi, c'est d'en attribuer l'exercice à la classe au profit de laquelle cette tutelle a été instituée, à ceux qui sont intéressés à ce qu'elle devienne une réalité : nous avons dit les travailleurs.

Nous demandons donc — reprenant une proposition de loi présentée au cours de la précédente législature par MM. Jules Guesde, René Chauvin, Couturier et plusieurs de leurs collègues — que ce soient les travailleurs par région qui soient appelés à élire les inspecteurs et aient ainsi eux-mêmes la garde de notre législation — d'ailleurs si insuffisante — sur les fabriques.

Cette réforme, qui ne constitue pas à proprement parler une innovation, — puisque l'initiative en fut prise, au moins pour toute une branche du travail, lorsque furent créés les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs — cette réforme, disons-nous, est réclamée, comme l'une des plus pressantes, par tout le prolétariat organisé.

Elle a été, en septembre dernier, inscrite au nombre et en tête de leurs revendications immédiates, par trois congrès du travail : le seizième congrès du Parti ouvrier français, tenu à Montluçon ; le neuvième congrès de la Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs de France, également tenu à Montluçon ; le congrès de la Confédération générale du travail, réuni à Rennes.

Elle a été encore l'objet de vœux adoptés dans les conseils généraux du du Var, des Bouches-du-Rhône, etc.

Dans ces conditions, étant donné qu'en dehors d'un *changement de classe* dans le service de l'inspection, toute législation du travail n'est et ne peut être qu'une duperie; étant donné, d'autre part, que l'expérience de cette solution a été faite — et avec succès — en matière de mines; étant donné enfin que cette solution est unanimement réclamée par tout le monde du travail, c'est avec confiance que nous soumettons à la Chambre la proposition suivante :

ART. 1^{er}. — Des inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution des lois faites, ou à faire, sur la réglementation du travail, la protection des travailleurs, l'hygiène des ateliers, usines, etc. Ils sont chargés, en outre, concurremment avec les commissaires de police, de l'exécution de la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Toutefois, en ce qui concerne les exploitations de mines, minières et carrières, l'exécution de ces lois est exclusivement confiée aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

ART. 2. — Les inspecteurs du travail sont élus, à raison d'un pour chacune des circonscriptions à faire déterminer par une loi spéciale, par les ouvriers et ouvrières des usines, manufactures, chantiers que visent les lois ci-dessus désignées.

Pour être électeur il suffit d'être Français et âgé d'au moins vingt et un ans. Le vote a lieu dans des conditions déterminées par la loi du 2 juillet 1890 sur l'élection des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

Les inspecteurs sont élus pour trois ans et rééligibles.

Ils reçoivent, outre leurs frais de déplacement, un traitement fixe et mensuel qui ne saurait être inférieur au salaire maximum de la région.

ART. 3. — Ils sont assistés, dans toutes les villes où existent des conseils de prud'hommes, par des commissions locales, composées, selon l'importance de la population ouvrière, de trois à sept conseillers prud'hommes ouvriers désignés annuellement par leurs collègues et rétribués par la commune au taux maximum des salaires locaux, déduction faite de l'indemnité qui leur est attribuée du fait de la prud'homie.

Ces commissions visitent les établissements industriels, ateliers et chantiers; elles peuvent se faire accompagner d'un médecin quand elles le jugent convenable; elles doivent agir toutefois sous la direction de l'inspecteur.

Les inspecteurs du travail et les membres des commissions locales prêtent serment de ne point révéler les secrets de fabrication et en général les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Toute violation de ce serment est punie conformément à l'article 278 du code pénal.

ART. 4. — Ne seront éligibles aux fonctions d'inspecteurs que les candidats ayant satisfait aux conditions et au concours visés par l'article 5.

ART. 5. — Une commission supérieure, composée de neuf membres est établie auprès du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Cette commission, renouvelable tous les quatre ans et dont les fonctions sont rétribuées par l'Etat, comprend un membre de l'Académie de médecine, un membre élu de l'Académie des sciences, un délégué du Conseil supérieur d'hygiène,

deux conseillers prud'hommes ouvriers parisiens, désignés par l'ensemble de leurs collègues, et quatre membres nommés par les syndicats ouvriers du département de la Seine. Elle est chargée :

1° De veiller à l'application uniforme et vigilante de toutes les lois concernant le travail ;

2° De donner son avis sur les règlements à faire et, en général, sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés ou à protéger ;

3° D'arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection et le programme du concours qu'ils devront subir.

ART. 6. — Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

PROPOSITION DE LOI

portant organisation du corps des inspecteurs du travail présentée, le 7 juillet 1898, par MM. Charles Bernard et Albert Chiché, députés.

MESSIEURS, les critiques violentes qui se sont élevées contre l'inspecteur du travail en France, tant dans les congrès que pendant les débats parlementaires, ont démontré la nécessité d'une intervention du législateur.

A toutes les tentatives le Gouvernement a répondu par la promesse du dépôt, à brève échéance, d'un projet de loi organisant l'inspection. Cette promesse est cependant restée vaine. Elle a seulement contribué à faire rejeter une proposition ferme soumise au Parlement dans le but de substituer le contrôle d'ouvriers-inspecteurs désignés à l'élection à celui qu'exercent les inspecteurs de l'État.

Le moment est venu d'intervenir ; la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes au cours de leur travail en fait une inéluctable nécessité. L'œuvre du législateur serait frappée de stérilité s'il ne coordonnait pas sans délai tous les éléments de ce droit nouveau ; lui seul peut le faire.

Lors du vote de la loi du 2 novembre 1892, on inscrivit dans l'article 18 une disposition qui laissait à la commission supérieure le soin d'organiser l'inspection et de fixer le nombre des inspecteurs.

Or, à l'égard des personnes soumises au contrôle de l'inspection, les règlements ne peuvent édicter aucune prescription qui ne soit expressément prévue en principe par la loi elle-même : c'est là un premier obstacle qui suffit à expliquer la situation actuelle.

En ce qui concerne le nombre des inspecteurs, l'immobilité s'impose également malgré les apparences trompeuses du texte. Ce nombre ne peut être modifié qu'en augmentant les crédits ouverts au Ministère du Commerce.

La commission supérieure, dans le dernier rapport qu'elle a soumis à M. le Président de la République le 8 novembre 1897, a émis le vœu que

les crédits soient élevés pour augmenter le personnel. Elle a fait tout ce qu'elle pouvait faire, et le Parlement est par cela même saisi de la question.

En laissant les anciens errements se continuer, ce serait, incidemment, dans la discussion de la loi de finances, que les Chambres auraient à examiner de nouveau l'organisation de l'inspection. On peut craindre que l'organisation soit encore une fois écartée et qu'il reste seulement une nouvelle dépense ne répondant à aucune amélioration sensible.

Il paraît préférable à tous égards qu'une loi spéciale, mûrement étudiée, définisse exactement les devoirs des inspecteurs, précise leurs droits et fixe invariablement les cadres de ce service. Sa mission est des plus importantes et il est permis de dire que le code du travail vaudra ce que vaudra l'inspection.

Il semble décevant aussi qu'en dehors de toute discussion de principe, en laissant, autant que possible, en l'état les textes de lois précédemment votés, on utilise dans la plus large mesure les services de tous ceux qui sont susceptibles de donner leur concours à l'application des lois sur le travail, tout le monde étant d'accord pour reconnaître que le nombre des fonctionnaires en France est déjà très élevé et que les créations nouvelles doivent être limitées strictement aux besoins impérieux.

L'étude des législations étrangères et un examen attentif de ce qui a déjà été réalisé en France pour le travail dans les mines permet d'arriver à cette conclusion qu'il est nécessaire de prendre en considération le vœu de la commission supérieure, mais aussi qu'il est possible, en augmentant très peu le personnel actuel, d'obtenir une inspection du travail réellement sérieuse et efficace.

Dès l'origine de la législation du travail, sous la forme la plus ancienne qu'ait revêtue la réglementation en cette matière, on trouve un corps organisé, en dehors des pouvoirs judiciaires, pour assurer à la fois le respect du droit et favoriser le développement de l'œuvre entreprise par les travailleurs.

Avec les maîtrises, qu'on rencontre dès le moyen âge, des « gardes jurés » surveillent l'observation des statuts, vérifient la qualité des marchandises, défendent le monopole contre la production extérieure, font passer les examens de maîtrise et apprécient le « chef-d'œuvre ».

La forme a varié, mais le fond est demeuré le même quand Turgot, au nom du droit naturel, proclamant le principe de la liberté du travail, en régularise l'exercice par l'édit sur les « maîtrises et jurandes ».

Avec le décret du 17 juin 1791, toute la législation du travail sombre dans la tourmente révolutionnaire. La liberté absolue remplace une réglementation devenue trop étroite. Mais aussitôt après (1804) le code du droit commun s'efforce de régler les rapports des travailleurs avec ceux qui les emploient.

Les inconvénients de ce régime, son insuffisance, ne tardent pas à se manifester, et on voit naître une législation spéciale du travail qui organise tout à la fois, comme dans le passé, les règles à suivre et le personnel chargé d'en surveiller l'application en s'appuyant sur le pouvoir judiciaire.

La loi du 21 avril 1810, qui est pour ainsi dire le code de l'exploitation

des mines, y organise la surveillance par un corps constitué de l'État et se préoccupe de la sûreté des ouvriers mineurs (art. 50). Le décret du 3 janvier 1813 fixe à dix ans l'âge d'admission des enfants au travail des mines (art. 19).

Les résultats ont été des meilleurs. Avec un personnel de 123 ingénieurs formant le corps des mines, l'État a pu donner une impulsion puissante à cette branche de la richesse nationale en sauvegardant les intérêts ou la sécurité des travailleurs dans la mesure où ils peuvent l'être.

En dehors des mines, le travail national tout entier a bien été aussi l'objet des préoccupations du législateur. Les lois des 23 mars 1841, 4 mars 1851, 9 septembre 1848 suffisent à en témoigner, mais aucun résultat appréciable n'a été obtenu jusqu'à ces dernières années.

Le succès obtenu dans l'application d'une législation spéciale au travail souterrain avait nettement tracé la voie à suivre pour l'ensemble du travail national. Il fallait non seulement pousser le règles de ce droit nouveau, mais aussi créer un corps de fonctionnaires chargés d'en surveiller attentivement l'application. C'est pour avoir méconnu cette inéluctable condition que l'œuvre est demeurée stérile.

La tradition a été reprise par la loi du 19 mai 1874, qui institua quinze inspecteurs du travail ; elle a donné immédiatement des résultats appréciables.

Le but n'a pas été atteint aussi complètement qu'on aurait pu le désirer peut-être, parce que le texte avait le grave inconvénient de légiférer sur un cas particulier : il visait le seul travail des enfants et des filles mineures.

La loi du 15 février 1883, en chargeant les nouveaux inspecteurs de surveiller le travail des adultes, a réalisé une amélioration que la loi du 2 novembre 1892 a consacrée. Ce dernier texte, en étendant aussi la protection au travail des femmes, a franchi la dernière étape ; la législation protectrice s'étendant à tous les travailleurs a pris le caractère général sans lequel le respect dû à la loi n'existe jamais en réalité.

La législation des mines a embrassé dès le début tous les travaux souterrains sans exception ; sa généralité a fait sa force et a été un des facteurs principaux du succès.

La législation du travail, au contraire, visait d'abord les usines et manufactures seulement, puis ensuite l'industrie, mot trop vague, surtout quand des exceptions étaient admises en principe par le législateur lui-même ; enfin la loi du 12 juin 1893 a élargi le champ d'application, mais sans atteindre encore la généralité indispensable. Il reste à porter un dernier coup et à dire que la protection de la loi est due à tous les travailleurs, aussi bien à la surface du sol que dans ses profondeurs.

C'est dans ce but et en même temps pour réparer l'incohérence fatale qui résulte de la multiplicité des textes qui ont légiféré sur ces cas particuliers, que nous avons l'honneur de vous soumettre la proposition suivante.

TITRE I^{er}.

DE L'INSPECTION.

ART. 1^{er}. — L'inspection du travail a pour mission de contrôler et d'assurer l'application des lois énumérées ci-après :

Décret-loi du 9 septembre 1848, relatif à la durée du travail journalier dans les manufactures et usines ;

Loi du 4 mars 1851, relative aux contrats d'apprentissage ;

Loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes ;

Loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ;

Loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels ;

Loi du 9 avril 1898 sur les accidents dont les ouvriers sont victimes au cours de leur travail.

Les inspecteurs du travail concourent en outre, avec la police judiciaire, à la répression des infractions dans les conditions déterminées par la présente loi.

ART. 2. — L'inspection du travail est rattachée au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ; le corps des inspecteurs est immédiatement sous l'autorité du directeur du travail et de l'industrie.

ART. 3. — Les inspecteurs sont placés, par rapport aux pouvoirs gouvernementaux, dans la même position que les inspecteurs du Ministère des Finances.

TITRE II.

NOMBRE, SERVICE ET RÉSIDENCE DES INSPECTEURS.

ART. 4. — Le nombre des inspecteurs du travail est fixé à 120 ; il ne pourra être modifié que par une loi.

ART. 5. — Le service se divise en :

Service ordinaire ;

Services extraordinaires ;

Services détachés.

Le service ordinaire comprend tous les services permanents qui répondent à la division du territoire par département.

Les services extraordinaires sont ceux du contrôle de l'industrie des transports et du contrôle des assurances contre les accidents.

Les services détachés comprennent le personnel qui, n'étant pas rétribué sur le budget du Ministère du Commerce, exerce néanmoins tout ou partie des fonctions des inspecteurs du travail, tel, dans l'état actuel, le service des mines.

ART. 6. — La répartition du service entre les inspecteurs est ainsi déterminée :

1 inspecteur général chargé du contrôle des services....	1
1 inspecteur divisionnaire en service extraordinaire....	1
9 inspecteurs divisionnaires en service ordinaire.....	9
86 inspecteurs départementaux.....	86
6 inspecteurs du travail en service extraordinaire.....	6
17 inspecteurs du travail adjoints.....	17
ENSEMBLE.....	120

Les fonctions des inspecteurs départementaux et des inspecteurs adjoints pourront être confiées à des inspectrices, sans que le nombre de celles-ci dépasse jamais quinze; ce nombre pourrait d'ailleurs être réduit après avis de la commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi du 2 novembre 1892.

ART. 7. — L'inspecteur général et les inspecteurs divisionnaires résideront à Paris.

Les inspecteurs départementaux résideront au chef-lieu du département où s'exercera leur contrôle.

Les résidences des inspecteurs en service extraordinaire et des inspecteurs adjoints seront fixées par le directeur du travail, en raison des missions qui leur seront confiées, suivant les besoins du service.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

CHAPITRE I^{er}.

INTERPRÉTATIONS.

ART. 8. — En cas de doute sur l'interprétation des textes, les inspecteurs demandent l'avis du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Toute interprétation est soumise par le Ministre à la Commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi du 2 novembre 1892 et au Conseil d'État; en cas de désaccord, le texte sera soumis à nouveau aux Chambres. L'application du texte à interpréter ne sera pas suspendue jusqu'à ce qu'une décision soit intervenue, elle sera faite en conformité des instructions ministérielles réglant provisoirement la question.

ART. 9. — Le travail soumis au contrôle de l'inspection comprend toute entreprise ou exploitation, quelles qu'en soient la nature et l'importance, qui emploie au profit d'une personne ou d'un groupe de personnes les services rétribués, en argent ou de toute autre manière, d'un ou de plusieurs ouvriers, aides ou apprentis.

La généralité absolue du texte qui précède sera réduite, en tant que de besoin, par des règlements d'administration publique. Ils seront rendus

après avis de la Commission supérieure, du Comité des Arts et Manufactures et du Conseil d'Etat.

Les décrets à intervenir fixeront par articles et paragraphes les textes qui seront applicables à chaque nature de travail.

ART. 10. — Les mots « chef d'établissement », « patron », « préposé », dans les lois promulguées et dans les règlements à intervenir, signifient et comprennent toute personne qui, pour son propre compte ou comme gérant, surveillant, contremaître ou agent d'une autre personne, raison sociale, compagnie, syndicat ou groupe, a la charge et retire un avantage personnel du travail exécuté par les ouvriers, aides ou apprentis qu'il a choisis ou qui lui ont été adjoints par ses commettants.

ART. 11. — Les services de contrôle qui existent actuellement pour les établissements de l'État, pour les compagnies de transport par terre, par eau et par voie de fer, n'excluent pas la mission spéciale donnée à l'inspecteur du travail, ils seront appelés à y coopérer dans les conditions déterminées ci-après :

Les ingénieurs et les contrôleurs des mines continueront à remplir les fonctions d'inspecteurs du travail qui leur ont été dévolues par l'article 17 de la loi du 2 novembre 1892.

Les contrôleurs du travail et les inspecteurs des ports rempliront les fonctions d'inspecteurs du travail auprès des compagnies de chemins de fer et des compagnies de navigation dont ils ont déjà le contrôle technique; ils seront placés pour cette partie de leur service sous l'autorité du Ministre du Commerce.

Les fonctionnaires et agents chargés du contrôle et de l'entretien des voies de terre pourront être commissionnés par le Ministre du Commerce au même titre que les contrôleurs du travail après entente avec le Ministre dont ils relèvent et au fur et à mesure des besoins.

Ces services détachés et tous ceux qui pourraient être créés ultérieurement fonctionneront sous le contrôle de l'inspecteur général, assisté de l'inspecteur divisionnaire et des inspecteurs en service extraordinaire.

CHAPITRE II.

DES OBLIGATIONS GÉNÉRALES POUR L'INSPECTION.

ART. 12. — Dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, tout chef d'établissement, patron ou préposé devra transmettre à l'inspecteur départemental un avis écrit indiquant: son nom, son adresse, sa qualité précise; le nom de l'établissement qu'il exploite ou dirige et, dans tous les cas, l'industrie exercée dans les ateliers ou les travaux du personnel employé; la nature et la puissance en chevaux-vapeur de la force motrice utilisée, le nombre de personnes occupées, les heures auxquelles commence et finit le travail, les heures et la durée des repos; les dispositions prises pour assurer la visite de l'établissement pendant les repos et la nuit.

Les imprimés nécessaires pour ce travail de recensement seront édités par les préfetures sur les fonds des communes et adressés par les préfets aux maires qui devront les faire parvenir aux intéressés.

Lesdits imprimés seront conformes au modèle annexé à la présente loi, ils serviront ultérieurement de fiches pour les visites des inspecteurs.

ART. 13. — Le même avis sera obligatoire à l'avenir, dans les trente jours de l'ouverture, pour tout établissement nouveau, et en cas de déplacement cette disposition sera rappelée dans l'autorisation pour tous ceux soumis à cette formalité.

L'envoi des avis prescrits par les articles 13 et 14 pourra être fait directement à l'inspecteur départemental du travail sous pli affranchi, ou adressé en franchise au Ministre du Commerce. Un récépissé sera fourni sans délai par l'inspecteur départemental.

ART. 14. — Tout chef d'établissement, qui n'en serait pas encore pourvu, devra retirer à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle il fait travailler un modèle de registre des travailleurs et les imprimés qui lui seront adressés par l'inspecteur départemental en réponse à la déclaration faite en vertu des articles 12 et 13.

Le registre des travailleurs contiendra toutes les lois soumises au contrôle de l'inspection et le présent texte. Néanmoins, par mesure transitoire, les registres d'inscription et les registres d'usine actuellement en usage seront conservés jusqu'à leur complet achèvement. Les imprimés remis ne seront pas renouvelés par les inspecteurs.

ART. 15. — Toutes les affiches et les tableaux prévus par les lois sur le travail pourront être remplacés par une affiche unique portant règlement de l'établissement et signée par le chef d'établissement ou son préposé.

Le règlement ne vaudra, pour remplir les conditions légales imposées pour l'affichage, qu'après avoir été revêtu du visa de l'inspecteur départemental qui attestera ainsi qu'il répond à toutes les prescriptions des lois applicables dans l'établissement.

ART. 16. — Tout chef d'établissement, patron ou préposé, adresse par écrit et dans les vingt-quatre heures à l'inspecteur du travail qui contrôle ses ateliers une carte-avis l'informant des accidents survenus au personnel qu'il emploie; des cartes-avis conformes au modèle ci-annexé seront mises en vente dans les bureaux de poste à cet effet. Le timbre de la poste fera foi de la date dudit avis; le défaut de présenter le récépissé constitue seul une contravention.

Le même avis pourra être adressé par la victime ou ses représentants.

Cet avis doit indiquer les noms et adresses des témoins de l'accident, le nom, l'âge, le sexe, la profession, le domicile de la victime ou l'endroit où elle a été transportée après l'accident, afin de permettre à l'inspecteur de faire, s'il y a lieu, son enquête. En cas de blessures légères, ledit avis indiquera la durée de l'incapacité de travail qui est à prévoir. En cas de blessures graves ou mortelles, il reproduira les indications consignées par le médecin sur le certificat médical remis à la mairie en vertu de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898.

Tout accident doit être régulièrement déclaré à la mairie quand le certificat médical conclut à une incapacité de travail de quinze jours ou à une infirmité partielle ou totale de la victime.

Le maire transmet le dossier de la déclaration au juge de paix et un simple

avis à l'inspecteur départemental en reproduisant toutefois, textuellement, les indications du certificat relatives aux causes de l'accident et à ses conséquences immédiates ou à prévoir.

ART. 17. — Le registre d'inscription prévu par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892, le registre d'usine prescrit par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893 seront confondus avec le registre des travailleurs, imposé par l'article 14 de la présente loi. Tout chef d'établissement, patron ou préposé, sera tenu d'y inscrire, par ordre d'entrée, les personnes qu'il occupe en fournissant sur chacune d'elles les indications exigées par le cadre du registre dont le modèle est ci-annexé.

ART. 18. — Aucune personne ne devra être admise au travail si elle n'a préalablement remis son livret au chef d'établissement, patron ou préposé qui l'emploie, afin qu'il inscrive la date de l'entrée qui sera désormais une preuve admise du contrat de louage de service.

Le livret sera donné gratuitement par la mairie du lieu où le travailleur a sa résidence, sur sa demande s'il est majeur, ou sur la demande de ses père, mère, tuteur ou patron s'il est mineur. En cas de refus des parents de produire la demande, sans motif suffisant et au détriment de l'ouvrier, le maire suppléera au consentement de ceux-ci. Le livret n'est donné que sur la production d'un extrait ou d'un bulletin de naissance ou de toute autre pièce d'une notoriété équivalente.

La mairie du lieu d'origine est toujours avisée de la délivrance d'un livret; elle transmet à l'inspecteur les avis multiples concernant la même personne.

Les mairies seront tenues d'être constamment pourvues de livrets par les soins des préfets qui inscriront d'office au budget des communes, s'il y a lieu, les sommes nécessaires pour assurer l'application de la loi; les livrets seront conformes au modèle annexé à la présente loi.

Le livret ne pourra être donné aux enfants avant l'âge de 13 ans, fixé par la loi du 28 mars 1882 pour la fréquentation scolaire. Les condamnations prononcées contre les chefs d'établissement qui emploieraient des enfants irrégulièrement pourvus de livrets pourraient atteindre ceux qui les auraient délivrés s'ils étaient mis en cause.

Si le livret est complètement rempli ou n'est plus utilisable, s'il est perdu ou détruit, un nouveau livret doit être remis comme il est dit ci-dessus. Dans les deux premiers cas, le livret est remis à son propriétaire, clos et arrêté par la mention : « Livret inutilisable remplacé par le n° _____, mairie de _____, le _____ 189____, complétée par la signature du maire ou de son délégué et par l'apposition du cachet de la mairie. Les feuillets qui pourraient exister dans un livret non rempli seront lacérés.

Toute demande tendant à remplacer un livret inutilisable, perdu ou détruit, devra être faite au maire sur feuille timbrée de 60 centimes.

Chaque mairie doit tenir un registre par numéros d'ordre et par date des livrets qu'elle donne, y annexer les demandes pour livrets à remplacer, les avis de délivrance de livrets reçus des autres communes et communiquer ces pièces à l'inspecteur du travail sur sa demande.

Les chefs d'établissements, patrons ou préposés, doivent inscrire sur les

livrets des travailleurs toutes les mentions exigées par le cadre tracé, et celles-là seulement, en utilisant les cases à ce destinées, sans laisser de blancs ni faire de ratures ou surcharges.

Les inscriptions doivent être faites à l'encre : elles ne doivent pas être accompagnées d'un signe ou d'une mention quelconque ayant pour objet de désigner d'une manière favorable ou désavantageuse le propriétaire du livret.

Le patron est tenu de remettre le livret à chaque travailleur à la sortie avec les inscriptions utiles.

Si c'est chez le patron que le livret est devenu inutilisable, a été détruit ou perdu, s'il y a fait des signes, des inscriptions ou des observations interdites, il lui appartient de faire les diligences et les frais nécessaires pour la délivrance d'un nouveau livret. Il pourrait être tenu, aussi, des indemnités résultant de l'incapacité de travail qu'il aurait occasionnée.

Quand un travailleur a quitté un établissement sans réclamer son livret, le patron est tenu, dans un délai de quinze jours, de déposer cette pièce à la mairie qui en donne un récépissé et la conserve pour être, s'il y a lieu, remise ultérieurement au titulaire sur sa demande.

ART. 19. — D'une manière générale, tout chef d'établissement, patron ou préposé, doit fournir à l'inspecteur les moyens de remplir sa mission et faciliter une visite complète et efficace de l'établissement et de ses dépendances partout où le personnel est employé au travail, prend sa nourriture, son repos, dépose ses vêtements ou ses provisions.

ART. 20. — Le propriétaire, le locataire et l'occupant des locaux et dépendances affectés au travail sont solidairement obligés aux constructions, reconstructions et réparations nécessitées par l'application des mesures de sécurité ou d'hygiène prescrites par une mise en demeure régulièrement faite sur le registre des travailleurs.

CHAPITRE III.

FONCTIONS DES INSPECTEURS.

ART. 21. — Les inspecteurs ont entrée dans les établissements visés par les lois énumérées dans l'article 1^{er} et dans ceux où s'effectue tout travail défini à l'article 9.

Le jour comme la nuit, pendant le travail, l'entrée des établissements doit être accordée à l'inspecteur sur la présentation de la carte de service dont il est porteur; il peut se rendre, sans être accompagné, partout où il juge utile d'exercer son contrôle, conformément à l'article 19.

Le jour, pendant les repos, et la nuit, il devra se conformer aux indications qui seront inscrites sur la fiche fournie par le patron, en exécution de l'article 12. Si ces indications avaient pour résultat de mettre obstacle à l'accomplissement de sa mission, l'inspecteur dresserait un procès-verbal aux fins des poursuites prévues par l'article 25 ci-après.

Les inspecteurs ont le droit et le devoir de se faire présenter :

1^o Le registre des travailleurs pour en comparer les inscriptions avec les énonciations des livrets et avec les renseignements recueillis dans leur visite;

2° Les livrets des travailleurs occupés et de saisir à toutes fins utiles tout livret qui ne remplit pas les conditions imposées par la présente loi ;

3° Les affiches diverses sur le travail ou le règlement unique qui en tient lieu et de s'assurer qu'ils sont entiers, lisibles et placés dans les meilleures conditions pour que tout le personnel puisse facilement en prendre connaissance ;

4° Les certificats d'épreuves et de visite des chaudières et des conduites de vapeur ;

5° Les récépissés des avis et déclarations d'accidents ;

ART. 22. — Les inspecteurs jouissent de toutes les prérogatives des officiers de police judiciaire sans être les auxiliaires du procureur de la République du lieu où ils opèrent. Ils peuvent, notamment, requérir les concours des agents de la force publique pour les visites qu'ils ont à faire la nuit et lorsqu'ils ont raison de craindre d'être molestés dans l'exécution de leurs devoirs.

Les dispositions du Code pénal qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de la police judiciaire seront applicables à ceux qui se rendront coupables de faits de même nature à l'égard des inspecteurs.

Ils peuvent faire des enquêtes chaque fois qu'ils le croient opportun et, à cette fin, interroger toute personne ayant connaissance des faits intéressant l'affaire, faire prêter serment et recevoir par écrit les déclarations, exercer en un mot les pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour donner suite aux dispositions de la présente loi et de celles énumérées dans l'article 1^{er}.

ART. 23. — Les officiers de police judiciaire de tous ordres concourent à l'application des lois sur le travail par la recherche et la répression des délits et des contraventions, conformément aux principes du code d'instruction criminelle qui règle leur action.

Les inspecteurs peuvent assister aux enquêtes faites par la police judiciaire à la suite des incendies dans les établissements affectés au travail ou des accidents graves occasionnés par le travail. Les enquêtes ouvertes pour ces motifs ne pourront être closes par les parquets qu'après avoir été portées à la connaissance de l'inspecteur du travail, pour avis, s'il a été empêché d'y prendre part.

Les inspecteurs sont considérés comme étant toujours partie dans les poursuites intentées par application des lois énumérées dans l'article 1^{er}. A ce titre, ils peuvent assister aux débats, fournir tous renseignements utiles pour éclairer les juges, demander aux greffiers expédition de tous jugements intervenus, à la condition d'en solder le coût suivant le tarif fixé par l'article 48 du décret du 18 juin 1811, modifié par le décret du 22 juin 1895.

ART. 24. — Les inspecteurs du travail ont le droit et le devoir de faire aux autorités qu'il appartient les suggestions qu'ils croient convenables dans l'intérêt de la sécurité et de l'hygiène des travailleurs et de l'application, en général, des lois énumérées dans l'article 1^{er}.

ART. 25. — Toute personne qui, délibérément, retarde un inspecteur dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés, ou qui manque de se conformer à une sommation à elle faite au cours d'une enquête, qui cache ou qui

tente de cacher un travailleur dans le but de l'empêcher de comparaître dans une enquête et d'être interrogé, met, par cela même, obstacle aux fonctions de l'inspecteur. Dans les cas ci-dessus spécifiés et pour le refus de visite de l'inspecteur, ouvertement ou par des moyens détournés, la poursuite sera de droit exercée, par application de l'article 29 de la loi du 2 novembre 1892, sans aucun avertissement ni mise en demeure préalable.

ART. 26. — Les inspecteurs ont pour mission essentielle d'améliorer les conditions du travail pour le plus grand profit des travailleurs et de ceux qui les emploient. Ils doivent, autant que possible, concilier les exigences de la loi avec les intérêts des chefs d'établissements, patrons ou préposés, et de leur personnel. Dans ce but, ils ne dresseront de procès-verbaux et n'exerceront de poursuites qu'après une mise en demeure faisant connaître les infractions qui existent à leur connaissance et fixant un délai à l'expiration duquel les mesures prescrites devront être exécutées. Cette mise en demeure sera faite par écrit sur le registre des travailleurs, datée et signée.

Quand le délai imparti sera écoulé sans que la situation défectueuse ait cessé, un avertissement écrit précédera le procès-verbal.

Les délais fixés dans les mises en demeure ne seront jamais inférieurs à un mois, ceux donnés dans les avertissements ne seront jamais inférieurs à huit jours.

Sur le vu de la mise en demeure ou de l'avertissement, les chefs d'établissements, patrons ou préposés, pourront adresser une réclamation au Ministre du Commerce et de l'Industrie exposant les motifs de leur résistance.

Cette réclamation ne sera suspensive des poursuites qui pourraient être exercées que si elle est faite cinq jours au moins avant l'expiration du délai imparti.

ART. 27. — Néanmoins, au cas d'un accident, les inspecteurs comme la police judiciaire relèvent toutes les contraventions ou délits dont ils constatent l'existence au cours de l'enquête.

Les procès-verbaux dressés au cours de ces enquêtes, tant par les inspecteurs du travail que par les officiers de police judiciaire, seront transmis au procureur de la République, qui devra nécessairement y donner suite toutes les fois que les infractions relevées auront avec l'accident une relation de cause à effet.

ART. 28. — Les procès-verbaux des inspecteurs seront dressés en double exemplaire, l'un transmis au parquet, l'autre adressé au préfet.

Les inspecteurs ne seront pas tenus d'affirmer leurs procès-verbaux; l'enregistrement en sera toujours ordonné par le jugement qui statuera sur la poursuite.

ART. 29. — Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs du travail sont toujours munis d'une carte de légitimation à eux remise par le Ministre du Commerce; cette carte est visée par les directeurs des compagnies de transports pour la libre circulation de l'inspecteur dans toute l'étendue de son service.

A raison de leurs fonctions et de la surveillance qu'ils doivent exercer au regard des compagnies de transports, les inspecteurs auront droit au

transport gratuit dans les véhicules, convois, bateaux et trains toutes les fois que leurs déplacements seront motivés par les besoins du service.

ART. 30. — Les rapports des inspecteurs du travail avec les services publics seront réglés, dans leurs détails, par des instructions communes arrêtées entre le Ministère du Commerce et chacun des autres départements ministériels.

A défaut d'entente, le Ministère du Commerce pourra recourir à un règlement d'administration publique rendu après avis de la Commission supérieure et du Conseil d'État ou à une loi proposée aux Chambres, comme il a été prescrit par l'article 8.

ART. 31. — Les avertissements, sommations et documents adressés par les inspecteurs du travail aux fins de la présente loi sont réputés avoir été valablement donnés s'ils sont remis directement à la personne à laquelle ils sont destinés ou lui sont envoyés par la poste soit à son domicile, soit à la mairie du lieu de ce domicile.

ART. 32. — Les inspecteurs ne sont pas tenus d'aviser des visites qu'ils ont l'intention de faire. Ils ont le droit d'interroger toutes les personnes employées dans l'établissement ainsi que le chef ou son représentant, sur tous les faits qui se rapportent à leurs occupations. Ces interrogatoires auront lieu, s'il en est besoin, en l'absence de tout témoin, mais autant que possible de manière à ne pas entraver la marche des affaires.

ART. 33. — L'action des commissions départementales instituées par l'article 24 de la loi du 2 novembre 1892 s'étendra à toutes les lois soumises au contrôle de l'inspection du travail.

Il ne sera créé qu'une commission dans chaque département, elle sera présidée par le préfet de police à Paris et par le préfet partout ailleurs; ses réunions auront lieu sur la convocation du président toutes les fois qu'il le jugera nécessaire et, notamment, quand un membre le demandera en adressant une communication dont l'objet sera indiqué sur la convocation.

La commission comprendra, outre les membres de droit indiqués par la loi et les personnes que le conseil général et le préfet désigneront en séance, un conseiller général pour chaque arrondissement. Il sera désigné par ses collègues sur la proposition du préfet. Le nombre des membres sera de dix au moins.

Les membres de la commission, lors de leur première réunion, éliront un vice-président, qui suppléera le préfet toutes les fois qu'il sera absent ou empêché, et un secrétaire qui, sur un registre *ad hoc*, établira les procès-verbaux des séances, qui seront signés par les membres présents.

ART. 34. — La commission départementale du travail aura le contrôle de tous les comités de patronages créés ou à créer dans le département. Elle s'efforcera de provoquer leur établissement et de développer leur action. Les inspecteurs du travail ne pourront occuper aucune fonction dans la commission d'administration des comités.

CHAPITRE IV.

DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL.

ART. 35. — L'inspecteur général a pour mission :

1° De contrôler, sous l'autorité du Directeur du travail, les services des inspecteurs divisionnaires et ceux des inspecteurs placés sous leur autorité;

2° De contrôler de la même manière les services détachés;

A cet effet, il dispose des renseignements fournis par les inspecteurs du travail au Ministre du Commerce et il les complète en tant que besoin;

3° D'assurer une égale application de la loi dans toute l'étendue du territoire.

Il fait à cet égard toutes les suggestions utiles aux fonctionnaires du service par la correspondance journalière et il propose au Directeur du travail les circulaires qui portent instructions générales;

4° De donner son avis sur toutes questions posées par le Directeur du travail.

Cet avis sera éclairé en tant que besoin par une enquête des inspecteurs divisionnaires et départementaux; les rapports d'enquêtes seront toujours joints à l'avis;

5° De grouper dans un rapport annuel tous les faits saillants de l'inspection, les résultats obtenus dans l'application des lois, les réformes à réaliser.

Ce rapport sera présenté au Président de la République par la Commission supérieure, avec son avis sur les questions exposées.

Le rapport de l'inspecteur général sera soumis à la Commission supérieure avant le 1^{er} mai et celle-ci statuera de manière que le travail d'ensemble soit inséré au *Journal officiel* avant le 30 juin de chaque année.

Les inspecteurs du travail fournissent tous au Ministre du Commerce le rapport annuel concernant leur service avant le 1^{er} mars de chaque année. Tous ces rapports sont remis à la Commission supérieure à l'appui du rapport de l'inspecteur général, mais ils ne sont pas insérés au *Journal officiel*.

Les rapports des inspecteurs départementaux sont transmis le 30 juin aux préfets pour être insérés dans le rapport au Conseil général.

Ils sont complétés par les soins du Ministère en y ajoutant les parties des rapports des inspecteurs divisionnaires et des inspecteurs en service extraordinaire ou détachés qui ont un intérêt pour les départements.

ART. 36. — L'inspecteur général est membre de droit de la Commission supérieure et du Comité consultatif des Arts et Manufactures; il en préside les réunions en l'absence du Directeur du travail.

CHAPITRE V.

DES INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.

ART. 37. — Les inspecteurs divisionnaires, sous l'autorité de l'inspecteur général, sont chargés de surveiller les inspecteurs du travail en contrôlant les visites faites dans les établissements de leur division.

ART. 38. — Ils concourent en outre, par les missions qu'ils reçoivent de l'inspecteur général, au contrôle de l'application des lois en dehors de leur division, et notamment dans le département de la Seine.

ART. 39. — Pour leur inspection du personnel, ils font toutes les tournées générales ou partielles nécessaires à leur service. Les tournées générales auront lieu deux fois par an.

Dans les tournées générales ils visiteront, indépendamment des établissements, les bureaux des inspecteurs départementaux; ils s'assureront que les archives sont régulièrement tenues. Ils verront les rapports entretenus avec les divers services, les industriels ou chefs d'établissements et les travailleurs. Enfin ils prendront connaissance de tout ce qui intéresse l'inspection et des objets spéciaux dont les aura chargés l'inspecteur général.

De préférence ils choisiront parmi les établissements ceux où ils auront constaté par les fiches que l'inspecteur départemental éprouve une résistance susceptible d'entraîner des poursuites.

Ils s'efforceront de renforcer par leur action celle déjà exercée pour essayer de concilier tous les intérêts en cause. Leur passage sera marqué par la confirmation des mises en demeure déjà inscrites et par l'inscription des indications de détail susceptibles d'en préciser la portée.

ART. 40. — Le territoire est réparti entre les neuf inspecteurs divisionnaires comme l'indique le tableau A annexé à la présente loi; l'importance de chaque service détermine la classe du fonctionnaire qui en est chargé; mais le classement des inspecteurs divisionnaires sera personnel, de manière à permettre, au 1^{er} janvier de chaque année, une nouvelle répartition des divisions, pour obtenir une action absolument égale de l'inspection sur tout le territoire de la République.

La répartition des services entre les inspecteurs divisionnaires sera publiée avant le 31 décembre de chaque année au *Journal officiel*.

ART. 41. — Chaque inspecteur divisionnaire aura sous ses ordres un inspecteur adjoint, qui l'aidera dans le travail du bureau et dans l'accomplissement des missions de contrôle et de surveillance des établissements du département de la Seine.

ART. 42. — Les inspecteurs divisionnaires transmettront au Ministère du Commerce, Direction du travail :

1° Les fiches des établissements qu'ils auront visités dans leurs tournées générales ou partielles et en missions;

2° Au fur et à mesure de leur réception, avec leur avis, les rapports des inspecteurs départementaux relatifs aux enquêtes après accidents ou aux difficultés rencontrées dans le service;

3° Les avis d'accidents transmis pour être classés sans suite;

4° Les rapports d'enquêtes et les avis qui leur seront demandés par l'inspecteur général;

5° Tous les mois, un rapport sommaire faisant connaître les établissements visités par eux et par les inspecteurs départementaux, avec des observations sommaires sur les faits saillants, le relevé des procès-verbaux, le nombre des accidents déclarés.

ART. 43. — Ils transmettront aux inspecteurs départementaux de leur division :

1° Les fiches adressées par l'inspecteur départemental au Ministère du

Commerce et qu'ils reçoivent de la Direction du travail par l'intermédiaire de l'inspecteur général.

2° Les rapports communiqués à la Direction du travail et relatifs aux enquêtes après accidents ou aux difficultés rencontrées dans le service, toutes les fois que l'avis exprimé par l'inspecteur départemental ne pourra pas être admis tel qu'il a été exprimé;

3° Les notes de contrôle qu'ils ont prises dans leurs visites, toutes les fois qu'elles sont en désaccord avec les indications précédemment fournies par l'inspecteur départemental, ou qu'elles ont pour but de modifier tout ou partie des mises en demeure inscrites sur le registre des travailleurs.

ART. 44. — Les inspecteurs divisionnaires ont la correspondance avec le Directeur du travail, les inspecteurs du travail, les préfets, les procureurs de la République et les autorités locales.

ART. 45. — Les fonctions de l'inspecteur divisionnaire en service extraordinaire sont soumises aux règles établies pour le service ordinaire.

CHAPITRE VI.

DES INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX.

ART. 46. — La mission essentielle des inspecteurs départementaux consiste, sous l'autorité de l'inspecteur général et des inspecteurs divisionnaires, à visiter les établissements et signaler toutes mesures utiles pour obtenir et assurer la meilleure application des lois sur le travail.

L'uniformité dans le service est indispensable pour que les résultats fournis soient comparables; aucune mesure ne sera mise en pratique si elle n'a été prescrite par une instruction générale. Jusqu'à ce qu'il en ait été ordonné autrement, les inspecteurs départementaux devront :

Établir, à l'aide des avis prescrits par l'article 12 de la présente loi, un registre donnant par commune, canton, arrondissement et pour le département la liste complète des établissements classés d'abord par quartier ou rue et ensuite par groupe d'industrie;

Relever au cours de leurs visites, sur les avis servant de fiches, tous les renseignements utiles pour l'inspection, notamment la copie littérale des mises en demeure inscrites sur le registre des travailleurs;

Compléter et rectifier, en tant que besoin, avec les renseignements fournis par les fiches, les indications portées sur le registre de manière à le tenir constamment à jour et qu'il forme un répertoire des fiches;

Transmettre, au fur et à mesure des visites, les fiches groupées par vingt au Ministère du Commerce, Direction du travail, qui en prendra le double et les retournera avec le bordereau d'envoi ainsi qu'il a été dit art. 43, § 1^{er};

Classer les fiches dans leurs archives par communes, cantons et arrondissements pour rendre les recherches aussi simples que possible;

Reporter sur les fiches les indications de feuilles de contrôle transmises par l'inspecteur divisionnaire;

Transmettre à l'inspecteur divisionnaire les avis d'accidents : 1° avec la mention « classé sans suite » quand il s'agira de blessures légères ou de faits non susceptibles de donner lieu à une poursuite; 2° avec un rapport résu-

mant l'enquête toutes les fois que l'accident y donnera lieu ou qu'il y aura des infractions constatées par un procès-verbal;

Soumettre sans délai dans un rapport les demandes d'interprétation des textes ou les difficultés rencontrées dans le service;

Répondre dans le plus bref délai aux demandes des chefs d'établissements, patrons, préposés et travailleurs;

Instruire toute plainte et en rendre compte;

Accorder toutes autorisations ou dérogations prévues par les lois et règlements et en rendre compte, en attendant que des règlements spéciaux pour chaque industrie aient fixé par avance les dérogations utiles;

Copier tous procès-verbaux, rapports, lettres, avertissements et autres pièces sur un registre à ce destiné et reporter, quand il y aura lieu, le folio dudit registre sur les fiches des établissements visés;

Tenir inventaire des instructions, circulaires, publications et autres objets adressés aux inspecteurs, ainsi que des liasses de correspondance en classant les pièces par année et par nature d'affaires, autant que possible;

Aviser l'inspecteur divisionnaire et l'inspecteur général de tous les voyages d'inspection dont la durée doit excéder six jours, indiquer en même temps le lieu où les lettres et dépêches devront être adressées;

Fournir tous les mois un relevé donnant le nombre des établissements visités, les procès-verbaux dressés, les accidents déclarés et rappelant très sommairement les faits saillants ayant motivé des rapports;

Fournir un rapport annuel sur l'application des lois et, à l'occasion, les rapports spéciaux qui peuvent leur être demandés par l'inspecteur général;

Transmettre sans délai aux inspecteurs du travail en service extraordinaire ou en service détaché les documents qui intéressent spécialement leurs services.

ART. 47. — L'inspecteur départemental correspond avec la Direction du travail, avec les inspecteurs du travail, les préfets, sous-préfets, maires, les procureurs de la République, les juges de paix et les commissaires de police faisant fonctions de ministère public.

ART. 48. — Les inspecteurs en service extraordinaire sont soumis aux mêmes règles que les inspecteurs départementaux en les adaptant, en tant que besoin, aux situations différentes qu'ils occupent.

Ils sont chargés, en outre, de réunir et de coordonner tous les renseignements fournis, pour les sections dont ils ont le contrôle, tant par les inspecteurs départementaux que par les inspecteurs du travail des services détachés, de manière à donner l'unité à l'action exercée par tous les services rattachés au Ministère du Commerce. Leurs rapports avec ces services seront réglés ainsi qu'il est dit à l'article 29.

CHAPITRE VII.

DES INSPECTEURS ADJOINTS.

ART. 49. — Les inspecteurs adjoints exercent toutes les prérogatives attribuées aux inspecteurs du travail; ils n'ont pas de fonctions déterminées en dehors des missions qu'ils reçoivent de l'inspecteur général ou de l'inspecteur divisionnaire auquel ils sont adjoints.

Dans le cas où ils font l'intérim d'un inspecteur titulaire, ils sont soumis à toutes les obligations de son emploi telles qu'elles sont déterminées par la présente loi.

TITRE IV.

NOMINATIONS, AVANCEMENTS.

ART. 50. — Les inspecteurs adjoints du travail sont nommés par le Ministre du Commerce après avoir subi le concours institué par les articles 19 et 22 de la loi du 2 novembre 1892.

Un concours doit être ouvert quand il y a trois vacances.

Les inspecteurs départementaux sont nommés par le Président de la République sur l'indication du Directeur du travail et sur le rapport du Ministre du Commerce.

Les inspecteurs divisionnaires sont choisis parmi les inspecteurs de 1^{re} classe, sans exclusion de la seconde; ils sont nommés par le Président de la République sur l'indication du Directeur du travail et sur le rapport du Ministre du Commerce.

L'inspecteur général est choisi parmi les inspecteurs divisionnaires sur l'indication du Directeur du travail après avis de la Commission supérieure et du Comité des Arts et Manufactures, sur le rapport du Ministre du Commerce.

ART. 51. — Les inspecteurs adjoints forment une classe unique; ils ne peuvent obtenir d'avancement que par leur nomination à un poste d'inspecteur départemental devenu vacant.

ART. 52. — Les inspecteurs divisionnaires et départementaux ne peuvent être élevés de classe qu'après trois ans de service dans la classe immédiatement inférieure et quand il se produira des vacances dans les classes supérieures.

Les élévations de classement sont effectuées dans l'ordre déterminé par un tableau d'avancement où les inspecteurs sont inscrits au fur et à mesure qu'ils sont l'objet d'une proposition de l'inspecteur général, ratifiée par le Directeur du travail et la Commission supérieure constituée en commission de classement.

Le tableau d'avancement est arrêté chaque année au 31 décembre. Il comprend, autant que possible, trois candidats pour chaque classe, ce nombre pouvant être d'ailleurs augmenté en raison des vacances à prévoir. Il est publié dans le premier numéro de chaque année du *Bulletin de l'inspection*.

L'inscription au tableau d'avancement constitue un droit acquis; les inspecteurs ne peuvent être rétrogradés ou rayés que pour fautes graves ou raisons majeures, après avis de la Commission de classement.

Les avancements sont prononcés par arrêté ministériel sur le rapport du Directeur du travail.

Les nominations et les avancements sont publiés au *Journal officiel*.

TITRE V.

TRAITEMENTS DES INSPECTEURS.

ART. 53. — Les traitements fixés et les allocations accessoires des inspecteurs du travail sont établis dans le tableau B annexé à la présente loi qui ne pourra être modifié que par une loi. Les sommes seront payées par douzièmes tous les mois. Le traitement seul subira la retenue pour la retraite, conformément à la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.

ART. 54. — Par mesure transitoire, les inspecteurs actuellement en fonctions pourront occuper des postes d'une classe moindre ou plus élevée que leur classe personnelle, mais cette situation devra cesser et la loi recevra sa pleine et entière application dans un délai de dix années à compter de sa promulgation. Pendant cette période, quel que soit le traitement du titulaire, les frais accessoires du poste qu'il occupera lui seront seuls payés; le nombre des inspecteurs dans chacune des classes sera augmenté du nombre de fonctionnaires qui manqueront dans les classes au-dessus, faute de candidats remplissant les conditions requises pour les occuper.

ART. 55. — En cas de congé dépassant quinze jours ou d'empêchements d'une durée au moins égale pour toute autre cause, les inspecteurs pourront être remplacés, dans leur résidence, par un inspecteur adjoint chargé de l'intérim. Les frais de bureau et de tournée sont alloués à l'intérimaire pendant toute la durée de sa gestion.

L'intérim de l'inspecteur divisionnaire, en mission ou en congé, est confié à l'un de ses collègues.

ART. 56. — Les inspecteurs ont droit, en cas de changement ordonné dans l'intérêt du service, à une indemnité.

Les changements motivés par l'avancement ne donnent droit à aucune indemnité; il en est de même en cas de mesure disciplinaire.

Les frais de mission ou de changements seront réglés par état, conformément au décret du 28 octobre 1895, toutes les fois que le montant ne sera pas fixé par l'arrêté ministériel les ordonnant.

TITRE VI.

DES CADRES.

CHAPITRE 1^{er},

POSITIONS DIVERSES DES INSPECTEURS.

ART. 57. — Les positions diverses de l'inspecteur du travail sont :

L'activité, la disponibilité, le congé illimité, le retrait d'emploi.

ART. 58. — L'activité comprend les inspecteurs des services ordinaires et extraordinaires.

Les inspecteurs en activité ont toujours droit au traitement de leur grade et aux indemnités attachées à leur fonction, sauf ce qui a été dit à l'article 55.

ART. 59. — L'inspecteur en disponibilité a droit à la moitié du traitement affecté à son grade sans aucun accessoire; il conserve ses droits à la retraite.

ART. 60. — Le congé illimité est accordé par le Ministre sur la demande des inspecteurs qui se retirent temporairement du service de l'État. L'inspecteur en congé illimité ne reçoit aucun traitement; le temps passé dans cette position lui est compté, mais pour cinq ans au plus, dans la liquidation de la retraite; il conserve pendant la même période ses droits à l'avancement. Après cinq ans, l'inspecteur en congé illimité est maintenu à la suite des cadres, mais le temps qu'il continue à passer en dehors du service de l'État ne lui est compté ni pour l'avancement ni pour la retraite.

ART. 61. — Le retrait d'emploi est prononcé par le Ministre comme mesure disciplinaire. L'inspecteur en retrait d'emploi ne reçoit aucun traitement ou seulement deux cinquièmes de son traitement d'activité, sans aucun accessoire; ses droits à l'avancement sont suspendus, il conserve ses droits à la retraite.

ART. 62. — Les droits à la retraite ne sont conservés aux inspecteurs en disponibilité, en congé illimité ou en retrait d'emploi, qu'à charge par eux de verser successivement les retenues imposées par les règlements au profit de la caisse des retraites et calculées sur le montant intégral du traitement d'activité leur grade.

CHAPITRE II.

CONGÉS.

ART. 63. — Les congés temporaires ne dépassent pas trois mois; ils sont accordés : par le Ministre, sur l'avis du Directeur du travail, pour l'inspecteur général; par le Directeur du travail, sur l'avis de l'inspecteur général, pour les inspecteurs divisionnaires départementaux et adjoints.

Toutefois, l'inspecteur général peut accorder aux inspecteurs des permissions d'absence dont la durée n'excède pas dix jours.

Les inspecteurs divisionnaires et départementaux, hors les besoins du service et ce qui a été dit à l'article 46, ne doivent s'absenter de leur résidence qu'après avoir obtenu une permission d'absence.

ART. 64. — Les inspecteurs qui excèdent leurs permissions ou qui ne se rendent pas à leur poste aux époques assignées, sont privés de leurs appointements pour tout le temps de leur absence de ce même poste, sans préjudice des mesures disciplinaires qui pourraient leur être appliquées. Si le retard excède trois mois, l'inspecteur peut être déclaré démissionnaire.

CHAPITRE III.

SORTIES DES CADRES.

ART. 65. — La sortie des cadres a lieu par la révocation, la démission, l'admission à la retraite.

ART. 66. — La révocation des inspecteurs est prononcée par le Président de la République, sur le rapport du Ministre et l'avis de l'inspecteur général. Cet avis est exprimé à la suite d'un mémoire en défense présenté par l'inspecteur et sur lequel la Commission supérieure doit toujours être consultée.

La révocation entraîne la perte des droits à la retraite.

ART. 67. — Les inspecteurs démissionnaires ne peuvent quitter leurs fonctions qu'après l'acceptation de leur démission par le Président de la République. Ils perdent leurs droits à la retraite.

Les inspecteurs ne peuvent s'intéresser dans aucune entreprise soumise à leur contrôle sous peine d'être considérés comme démissionnaires.

ART. 68. — L'admission des inspecteurs à la retraite a lieu par décret du Président de la République, sur la proposition du Ministre du Commerce.

ART. 69. — Peuvent être admis à faire valoir leurs droits à la retraite les inspecteurs ayant trente ans de services; les services antérieurs à l'État et le service militaire sont comptés dans le temps de service exigé.

ART. 70. — Sont nécessairement admis à la retraite :

Les inspecteurs départementaux âgés de soixante ans, les inspecteurs divisionnaires âgés de soixante-deux ans, l'inspecteur général âgé de soixante-cinq ans.

TITRE VII.

PÉNALITÉS.

ART. 71. — Les pénalités édictées par la loi du 7 décembre 1874 sont maintenues dans leur intégrité.

ART. 72. — Les chefs d'industrie, directeurs, gérants ou préposés qui auront contrevenu à la présente loi, aux lois sur le travail énumérées dans l'article 1^{er}, sauf à celle visée dans l'article précédent, et aux règlements d'administration publique rendus pour leur exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires aux lois pour la durée du travail, le travail de nuit, le repos hebdomadaire, les livrets et la tenue du registre des travailleurs.

Pour la sécurité et l'hygiène des travailleurs, pour l'affichage et toutes les autres contraventions, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura d'infractions distinctes constatées par le procès-verbal, sans avoir égard au nombre des personnes employées.

Le chiffre total des amendes ne pourra, dans aucun cas, excéder 500 francs.

ART. 73. — Les chefs d'industrie seront tenus responsables personnellement des contraventions ou délits relevés, s'ils ne prouvent pas qu'ils ont donné à leurs directeurs, gérants ou préposés les ordres et les moyens nécessaires pour éviter les infractions et quand ils refuseront de faire connaître la personne sur laquelle doit retomber la responsabilité qui leur incombe en principe. Ils seront toujours civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés.

ART. 74. — Le jugement fixera, en outre, le délai dans lequel seront exécutés les travaux de sécurité et de salubrité à imposer en conformité de la loi ou des règlements, en s'inspirant des précédents qui existent déjà pour chaque nature de travail et qui ont donné les meilleurs résultats.

Si les travaux prescrits par un jugement n'ont pas été exécutés dans le délai impart, sur nouveau procès-verbal, l'affaire sera portée devant le tribunal correctionnel qui statuera pour la récidive, ainsi qu'il va être dit, et ordonnera, en outre, l'exécution d'office des travaux par telle personne compétente qu'il désignera. Le montant desdits travaux sera réglé par le préfet sur les fonds à sa disposition pour les travaux d'intérêt public à la charge des particuliers, et le mémoire fourni sera, par ses soins, rendu exécutoire et recouvré comme en matière de contributions publiques.

Le jugement sera susceptible d'appel, la cour statuera d'urgence.

ART. 75. — Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite d'une première condamnation pour infraction aux lois sur le travail et aux règlements d'administration publique rendus pour leur exécution.

En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 50 à 500 francs, sans que la totalité des amendes puisse excéder 2,000 francs.

L'article 463 du code pénal et la loi du 26 mai 1891 ne seront pas applicables aux condamnations prononcées pour les infractions aux lois sur le travail en raison des avertissements qui précèdent les poursuites.

TITRE VIII.

DISPOSITIONS FINALES.

ART. 76. — Seront abrogés par la promulgation de la présente loi les articles 4 et 5 de la loi du 9 septembre 1848; l'article 9 de la loi du 4 mars 1851, remplacé par les articles 3, 4 et 5 de la loi du 2 novembre 1892, rendus applicables à l'apprentissage en général; les articles 17, 18, 20, 21, 26, 27 de la loi du 2 novembre 1892; les articles 5, 7, 8, 9, 12 de la loi du 12 juin 1893; l'article 14 de la loi du 9 avril 1898; et, d'une manière générale, sont et demeurent abrogées toutes les dispositions des lois et règlements contraires à la présente loi.

ART. 77. — Seront modifiés par la promulgation de la présente loi :

Le titre XI de la loi du 4 mars 1851 auquel sera substitué le titre VII de la présente loi dans toutes les dispositions qui sont visées par ce dernier texte;

Les articles 1 et 4 de la loi du 7 décembre 1874 par l'article 18 du présent texte, en ce que les enfants ne seront jamais employés dans les représentations, même par les parents, avant l'âge de treize ans, et que les chefs d'établissements devront être munis du livret, même quand les enfants travailleront avec leurs père et mère;

Les articles 1, 2, 7, 8, 10, 11, 23, 24, 25, 29 et 31 de la loi du 2 novembre 1892 en raison des dispositions nouvelles édictées, notamment par les articles 9, 15, 17, 18, 33, 34, 35, 46 et 75 de la présente loi;

Les articles 1, 4, 6, 10 de la loi du 12 juin 1893 notamment par les articles 1, 9, 26, 33 de la présente loi;

Les articles 1, 2, 11, 12, 31 de la loi du 9 avril 1898 notamment par les articles 9, 15, 16, 72, 73, 74, 75 de la présente loi.

Les modifications tendent, dans tous les cas, à donner aux textes primitifs une extension plus grande de manière à protéger également tous les travailleurs et à uniformiser, pour tous les textes, la procédure et les pénalités dans toute la mesure possible.

ART. 78. — Les inspecteurs du travail prêtent serment de ne point révéler les secrets de fabrication et, en général, les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Toute violation de ce serment est punie conformément à l'article 378 du code pénal.

TABLEAU A.

Division du territoire. — Classes des inspecteurs.

(ART. 6 ET 40.)

NUMÉROS des DIVISIONS.	NOMBRE de DÉPARTE- MENTS.	1 ^{re} CLASSE.	2 ^e CLASSE.	3 ^e CLASSE.	4 ^e CLASSE.	5 ^e CLASSE.
1 ^{re}	8	Seine.....	Seine-et-Oise... Marne.....	Loiret..... Seine-et-Marne.....	Yonne..... Eure-et-Loir.	Aube.
2 ^e	8	Nord.....	Pas-de-Calais... Seine-Inférieure.	Aisne..... Somme.....	Oise..... Ardennes.....	Eure.
3 ^e	10	Meurthe-et-Moselle.	Vosges.....	Côte-d'Or..... Haute-Saône et Belfort	Ain..... Nièvre..... Doubs.....	Meuse. Jura. Haute-Marne.
4 ^e	10	Bouches-du-Rhône.	Isère.....	Var..... Corse.....	Haute-Savoie. Savoie.....	Alpes-Maritimes. Vaucluse. Hautes-Alpes. Basses-Alpes.
5 ^e	10	Rhône.....	Saône-et-Loire..	Loire..... Hérault.....	Gard..... Aveyron..... Ardèche.....	Haute-Loire. Drôme. Lozère.
6 ^e	10	Puy-de-Dôme.....	Allier.....	Haute-Vienne..... Cher.....	Indre..... Creuse.....	Corrèze. Loir-et-Cher. Lot. Cantal.
7 ^e	10	Haute-Garonne...	Basses-Pyrénées.	Tarn..... Aude.....	Landes..... Gers.....	Ariège. Hautes-Pyrénées. Tarn-et-Garonne. Pyrénées-Orientales
8 ^e	10	Gironde.....	Maine-et-Loire..	Dordogne..... Charente-Inférieure..	Vendée..... Charente..... Deux-Sèvres..	Indre-et-Loire. Vienne. Lot-et-Garonne.
9 ^e	10	Loire-Inférieure...	Finistère.....	Ille-et-Vilaine..... Côtes-du-Nord.....	Morbihan... Manche..... Sarthe.....	Calvados. Orne. Mayenne.
TOTAL..	86	(A) 9	(A) 11	18	22	26

(A) Voir tableau B pour le classement des inspecteurs en service extraordinaire.

TABLEAU B.

Traitements et indemnités accessoires des Inspecteurs.

(ART. 6, 40 ET 53.)

NOMBRE des INSPECTEURS.	GRADES.	TRAITEMENT SOUMIS à la retenue.	FRAIS		MONTANT DES ALLOCATIONS	
			de BUREAU.	de TOURNÉES.	par classes.	TOTALES.
		francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1	Inspecteur général du tra- vail	10,000	2,000	3,000	15,000	15,000
(A) 3	Inspecteurs divisionnaires de 1 ^{re} classe	8,000	1,000	3,000	12,000	36,000
3	Inspecteurs divisionnaires de 2 ^e classe	7,000	1,000	3,000	11,000	33,000
4	Inspecteurs divisionnaires de 3 ^e classe	6,000	1,000	3,000	10,000	40,000
(B) 12	Inspecteurs départementaux de 1 ^{re} classe	5,000	600	2,400	8,000	96,000
(C) 14	Inspecteurs départementaux de 2 ^e classe	4,500	500	2,000	7,000	98,000
18	Inspecteurs départementaux de 3 ^e classe	4,000	400	1,600	6,000	108,000
22	Inspecteurs départementaux de 4 ^e classe	3,500	300	1,500	5,000	110,000
26	Inspecteurs départementaux de 5 ^e classe	3,000	200	1,000	4,200	109,200
17	Inspecteurs adjoints du tra- vail	2,400	"	"	2,400	40,800
	Frais de missions, change- ments et indemnités aux services détachés .....	.....	.....	.....	.....	39,000
120	TOTAL .....	.....	.....	.....	.....	725,000

(A) Y compris l'inspecteur divisionnaire en service extraordinaire.
 (B) Y compris 3 inspecteurs en service extraordinaire, chargés des réseaux Paris-Lyon-Méditerranée, Nord, Paris-Orléans, des entreprises de transport s'y rattachant et du contrôle des Compagnies d'assurances.
 (C) Y compris 3 inspecteurs en service extraordinaire, chargés des réseaux du Midi, de l'Est, de l'Ouest, de l'État et des entreprises de transport s'y rattachant.

PROPOSITION DE LOI

*sur le payement des salaires des ouvriers, transmise le 12 décembre 1898
par M. le Président de la Chambre des députés à M. le Président du
Sénat (1).*

ART. 1^{er}. — Les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

ART. 2. — Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle.

Pour le travail aux pièces, les conditions de payement jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage seront fixées de gré à gré par les intéressés et devront prévoir des acomptes à moins de seize jours d'intervalle.

ART. 3. — Les payements des salaires des ouvriers et des employés seront faits un jour de travail. Ils ne pourront être effectués dans des débits de boissons, magasins de vente ou économats, sauf pour les personnes qui y sont occupées.

ART. 4. — Tout règlement d'atelier doit, pour être applicable, avoir été déposé depuis un mois au moins au secrétariat du conseil de prud'hommes ou, à défaut, au greffe de la justice de paix, et affiché bien en vue dans les ateliers.

Il est interdit à tout chef d'industrie ou de commerce, à toute administration publique ou privée, d'imposer à leurs employés, ouvriers ou apprentis, des amendes, des retenues par mesure disciplinaire ou des mises à pied ayant pour conséquence une diminution de salaire.

La déduction de salaire pour malfaçon ou toute autre cause devant entraîner la réparation d'un préjudice causé au patron ne tombe pas sous l'application des dispositions du présent article, et, s'il y a contestation, elle sera jugée suivant les règles du droit en matière de dommages-intérêts.

ART. 5. — Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions des articles 1, 2, 3, 4, paragraphes 1 et 2, de la présente loi sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 15 francs.

L'article 463 du code pénal sera applicable.

Les inspecteurs du travail, concurremment avec les officiers de police judiciaire, sont chargés de l'exécution de la présente loi.

ART. 6. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

(1) Voir Sénat, n° 15, session extraordinaire 1892 ; 304, session ordinaire 1893 ; 62, session ordinaire 1894 ; — Chambre des députés, n°s 591-2262, 5^e législ. ; — 72-409, 7^e législ.

ASSOCIATION NORMANDE POUR PRÉVENIR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

RÈGLEMENT

concernant les ouvriers employés dans les tissages mécaniques.

ART. 1^{er}. — *Graissage et nettoyage des transmissions.* — (Se conformer expressément au règlement spécial.)

ART. 2. — *Maniement des courroies.* — Le montage, la descente, le jonctionnement des courroies ne peuvent être exécutés que par les contremaîtres et par les ouvriers spécialement désignés à cet effet, ou encore par les ouvriers autorisés, tels que les monteurs de chaîne et les encolleurs.

ART. 3. — Pour mettre une courroie sur une poulie de transmission en mouvement, on se servira d'une perche à crochet ou d'un monte-courroie. A défaut de ces appareils, on devra arrêter la transmission pour monter les courroies.

Seules sont autorisées à déroger à cet article, au cas où il y a impossibilité d'arrêter la transmission et au cas où il n'y a pas de perches à crochet ni de monte-courroie, les personnes désignées à l'article 2.

Ces défenses ne comprennent pas les ourdissoirs, les métiers à tisser.

Toutefois, il est absolument interdit de monter les courroies à la main en quittant le plancher.

ART. 4. — *Pendant la marche.* — Il est expressément interdit :

1° De nettoyer ou graisser les courroies, à moins de se servir de brosses à longs manches;

2° De jonctionner les courroies, à moins de les avoir isolées de l'arbre de transmission;

3° De descendre les courroies, en quittant le plancher;

4° De s'appuyer, de se suspendre, de se retenir à une courroie jetée sur l'arbre de transmission;

5° D'essayer d'arrêter cette courroie, si elle vient à s'enrouler ou à être enlevée par une autre courroie.

ART. 5. — *Pendant la marche.* — Il est expressément interdit :

1° De nettoyer aucune partie d'un métier à tisser ou de toute autre machine;

2° D'embrayer une machine ou un métier dont on n'a pas le soin;

3° D'enlever ou de déplacer les gardes-navettes, couvre-engrenages, entourages, ou autres appareils de sécurité.

ART. 6. — *Après un nettoyage réglementaire ou une réparation,* défense d'embrayer avant de s'être assuré qu'il n'y a personne d'engagé dans la machine.

ART. 7. — Il est expressément recommandé aux ouvriers de signaler aux directeurs et aux contremaîtres les dispositions vicieuses ou les détériorations du matériel qui leur paraîtraient susceptibles de causer un accident et de

signaler aux mêmes personnes les engins de protection qui auraient besoin de réparation.

En cas d'accident par la transmission, chacun peut et même doit sonner pour l'arrêt immédiat. En cas d'accident par une machine, chacun peut et même doit arrêter la machine immédiatement.

ART. 8. — Défense aux femmes de se recoiffer et à tous les ouvriers de changer de vêtements dans le voisinage des organes de transmission ou des machines en mouvement.

ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

INSTRUCTIONS

concernant les cardes à laine.

ART. 1^{er}. — Il est formellement interdit à tout ouvrier ou ouvrière qui n'est pas employé au service des cardes de toucher à ces machines, sous quelque prétexte que ce soit.

ART. 2. — Pendant que les cardes sont en marche, il est expressément défendu à tout ouvrier ou ouvrière :

- 1° De retirer ou de déranger les couvre-engrenages;
- 2° De nettoyer aucune partie d'une carde ou de ses organes de transmission au moyen de déchets ou chiffons tenus à la main;
- 3° De retirer le duvet qui se trouve autour des supports ou sur le côté des balayeurs, nettoyeurs ou déchargeurs et des travailleurs.

ART. 3. — L'enlèvement des pailles et déchets ne sera fait que par les ouvriers spécialement désignés; ceux-ci devront se servir, à cet effet, d'une baguette en bois et non d'une brosse à main.

ART. 4. — La mise en marche, l'arrêt des cardes, le graissage de ces machines devront être faits par l'aiguiser, par son aide ou par les ouvriers spécialement désignés; il est absolument interdit à tout autre ouvrier de toucher aux courroies ou de graisser les machines.

ART. 5. — Il est absolument interdit à l'ouvrière employée à l'alimentation d'enlever la laine qui se prendrait aux entrées; elle doit appeler un débourreur qui arrêtera la carde.

ART. 6. — Pour effectuer le nettoyage complet d'une carde, il faut au préalable enlever la courroie de commande. L'enlèvement et le remontage ne seront faits que par les ouvriers spécialement désignés.

ART. 7. — Lorsqu'on soumet une carde à l'aiguisage, l'aiguiser devra replacer les couvre-engrenages avant la mise en marche pour l'aiguisage et, s'il y a un empêchement quelconque à le faire, il devra retirer le pignon du grand tambour ou les roues qui y engrenent.

INSTRUCTIONS

concernant les batteurs.

ART. 1^{er}. — Il est formellement interdit à tout ouvrier qui n'est pas employé dans la salle des batteurs d'entrer dans cette salle.

Il est formellement interdit à tout ouvrier qui n'est pas spécialement affecté aux batteurs d'y entreprendre aucun travail.

ART. 2. — Avant d'embrayer un batteur ou une ouvreuse, les soigneurs doivent s'assurer :

1° Que les couvre-engrenages et autres organes de protection sont bien à leur place;

2° Qu'il n'y a aucune personne exposée.

Ils donnent ensuite à haute voix, après un instant d'attente, un signal d'avertissement.

ART. 3. — Pendant que les machines sont en marche ou bien quand elles sont débrayées, mais que les volants tournent encore, il est formellement interdit :

1° D'appuyer avec les mains sur une poulie pour amener un arrêt plus rapide du volant;

2° De nettoyer aucun organe de la machine;

3° D'enlever les couvre-engrenages ou autres dispositions protectrices.

4° De soulever sous aucun prétexte les couvercles des volants, briseurs, etc., les couvercles se trouvant entre les volants, briseurs, etc., et les tambours aspirateurs, les couvercles pouvant se trouver au-dessus des cylindres alimentaires, et d'ouvrir les portières des ouvertures donnant accès à l'intérieur des tambours aspirateurs;

5° De vider les cages à déchets sous les volants.

ART. 4. — Le graissage des ouvreuses, batteurs, etc., doit toujours se faire avant la mise en train.

Si un organe vient à chauffer, l'ouvrier doit débrayer de suite et prévenir le contremaître ou l'ouvrier spécial chargé de la surveillance des batteurs.

ART. 5. — Le maniement des courroies, en dehors de l'embrayage et du débrayage, est formellement interdit aux soigneurs des batteurs.

Il ne peut être fait que par l'ouvrier principal des batteurs ou par le soigneur des transmissions.

ART. 6. — Pour engager la nappe autour du rouleau vide, on enlève d'abord le rouleau plein que l'on remplace par un rouleau vide, et, on embraye l'alimentation de la machine.

On enroule la nappe autour du rouleau vide avec le plat des mains, les doigts relevés, et ce n'est qu'ensuite que l'on redescend les crochets de pression.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DE L'INDUSTRIE (BUREAU DE L'INDUSTRIE.)

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

SEPTIÈME ANNÉE (1899). — NUMÉROS 3 ET 4.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 22 JUIN 1899

*nommant le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — M. Millerand, député, est nommé Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en remplacement de M. Delombre, dont la démission est acceptée.

ART. 2. — Le Président du conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 juin 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Président du conseil,
ministre de l'intérieur et des cultes,*

WALDECK-ROUSSEAU.

LOI DU 30 JUIN 1899

*concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles
par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés.*

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur.

Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée, selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 juin 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

DÉCRET DU 30 JUIN 1899

*relatif à l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898,
concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont
victimes dans leur travail.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents

dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, et spécialement son article 11 et le premier alinéa de son article 12 ainsi conçus :

Art. 11. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré, dans les quarante-huit heures par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal.

« Cette déclaration doit contenir les noms et adresses des témoins de l'accident. Il y est joint un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« La même déclaration pourra être faite par la victime ou ses représentants.

« Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin est remis par le maire au déclarant.

Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

« L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

« Art. 12. — Lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité de travail permanente absolue ou partielle de travail, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et le certificat médical au juge de paix du canton où l'accident s'est produit »,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. — Pour chaque victime d'un accident ayant occasionné une incapacité de travail, dans les cas prévus par la loi du 9 avril 1898, la déclaration d'accident, le récépissé de cette déclaration, le procès-verbal du maire, l'avis au service d'inspection et, le cas échéant, la transmission de pièces à la justice de paix seront établis conformément aux cinq modèles annexés au présent décret.

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 juin 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

DÉCRET DU 18 AOÛT 1899

relatif à l'application de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, et spécialement les articles 11 et 12;

Vu le décret du 30 juin 1899, relatif à l'exécution desdits articles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Les modèles I, III et IV annexés au décret susvisé du 30 juin 1899 sont remplacés par les modèles annexés au présent décret.

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 18 août 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

MODÈLE I.

(1) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse, soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise, soit des représentants de la victime, en mentionnant à quel titre ils la représentent (père, mère, conjoint, enfant, mandataire, etc.).

Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer ici les renseignements prévus ci-après sous le n° 3.

(2) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que l'atelier où a eu lieu l'accident.

(3) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

(4) Indiquer les noms, professions et adresses.

(5) Nom et adresse.

(6) Indiquer les conclusions du certificat médical en ce qui concerne les suites probables de l'accident.

(A) Cette déclaration doit être remise à la mairie dans les quarante-huit heures de l'accident.

DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL (A).

(ART. 11 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898.)

Le soussigné (1)
déclare à M. le maire de la commune de
canton de
arrondissement de
département de
conformément à l'article 11 de la loi du 9 avril 1898,
qu'un accident ayant occasionné une incapacité de travail
est survenu le
à heure
dans (2)
à (3)

L'accident s'est produit dans les circonstances suivantes :

Les témoins de l'accident sont (4)

Je joins à la présente déclaration un certificat du docteur (5)

constatant que l'accident paraît devoir entraîner (6)

Fait à , le

(Signature du déclarant.)

MODÈLE III.

DÉPARTEMENT.

d

ARRONDISSEMENT

d

CANTON

d

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE D

PROCÈS-VERBAL DE DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL.

(1) Nom et prénoms.

(ART. 11 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898.)

(2) Indiquer les nom, prénoms, profession et adresse, soit du chef d'entreprise, s'il fait la déclaration lui-même, soit de son préposé, en mentionnant son emploi dans l'entreprise, soit des représentants de la victime, en mentionnant à quel titre ils la représentent (père, mère, conjoint, enfant, mandataire, etc.)

Si la déclaration est faite par la victime elle-même, indiquer ici les renseignements prévus ci-après sous le n° 4.

(3) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que l'atelier où a eu lieu l'accident.

(4) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

(5) Indiquer les noms, professions et adresses.

(6) Indiquer les conclusions du certificat médical en ce qui concerne les suites probables de l'accident.

(7) Rayer la première de ces deux formules si, d'après le certificat médical, l'accident ne paraît pas devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle de travail.

Dans le cas contraire, rayer la seconde.

Nous, soussigné (1),
maire de la commune d
avons reçu le à heure
de M. (2)

en exécution de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898,
une déclaration relative à un accident survenu le
à heure

dans (3)
à (4)

Cette déclaration constate :

1° Que l'accident s'est produit dans les circonstances suivantes :

2° Que les témoins de l'accident sont (5)

A cette déclaration était joint un certificat du docteur (1)

constatant que l'accident paraît devoir entraîner (6)

La déclaration et le certificat médical, dont récépissé a été délivré séance tenante au déclarant, ont été annexés au présent procès-verbal....

pour la déclaration être classée aux archives de la mairie et le certificat médical être immédiatement transmis à la justice de paix avec copie de ladite déclaration (7).
pour être classés aux archives de la mairie (7).

Fait et arrêté le présent procès-verbal les jour, mois et an que dessus.

(Signature du maire.)

MODÈLE IV.

DÉPARTEMENT

d

ARRONDISSEMENT

d

CANTON

d

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE D

AVIS DE DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL

TRANSMIS AU SERVICE D'INSPECTION (A).

(ART. 11 DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898.)

(1) Nom et prénoms.

(2) L'inspecteur départemental du travail, en résidence à

ou
l'ingénieur ordinaire des mines en résidence à

(3) Indiquer le nom, la qualité et l'adresse du déclarant.

(4) Indiquer la nature de l'établissement et son adresse, ainsi que l'atelier où a eu lieu l'accident.

(5) Indiquer les nom, prénoms, âge, sexe, profession et adresse de la victime.

(6) Indiquer les noms, professions et adresses.

(7) Indiquer les conclusions du certificat médical, en ce qui concerne les suites probables de l'accident.

(A) Cet avis doit être transmis par le maire le jour même de la réception de la déclaration d'accident, à moins que cette déclaration n'ait été faite qu'après midi. Dans ce cas, l'avis doit être transmis dans la matinée du lendemain.

Nous, soussigné (1),
maire de la commune d
avisons M. (2)
que nous avons reçu le à heure
de (3)
une déclaration d'accident survenu le
à heure
dans (4)
à (5)

Cette déclaration constate :

1° Que l'accident s'est produit dans les circonstances suivantes :

2° Que les témoins de l'accident sont (6)

Le certificat médical joint à ladite déclaration constate que l'accident paraît devoir entraîner (7)

Fait à , le

(Signature.)

DÉCRET DU 1^{ER} JUILLET 1899

complétant la nomenclature des industries qui sont admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, et qui sont énumérées à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par ceux des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897 et 24 février 1898.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les articles 4, 5, 6 et 7 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels;

Vu les décrets des 15 juillet 1893, 26 juillet 1895, 29 juillet 1897 et 24 février 1898;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi précitée;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Est complétée comme suit la nomenclature des industries énumérées à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897 et 24 février 1898 et admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le repos hebdomadaire et la durée du travail, savoir :

Boîtes de conserves (fabriques de et imprimeries sur métaux pour) ;

Établissements industriels dans lesquels sont exécutés des travaux sur l'ordre du Gouvernement et dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, après avis des ministres intéressés constatant expressément la nécessité de la dérogation.

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

DÉCRET DU 19 JUILLET 1899

*modifiant la nomenclature des établissements dangereux,
insalubres ou incommodes.*

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu le décret du 15 octobre 1810, l'ordonnance du 14 janvier 1815 et le décret du 25 mars 1852, sur la décentralisation administrative;

Vu le décret du 3 mai 1886, déterminant la nomenclature et la division, en trois classes, des établissements insalubres, dangereux ou incommodes;

Vu les décrets des 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897 et 29 juillet 1898, qui ont modifié cette nomenclature;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — La nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes, contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897 et 29 juillet 1898, est modifiée conformément aux tableaux A et B, annexés au présent décret.

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 19 juillet 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

TABLEAU A.

Articles à supprimer dans la nomenclature annexée au décret du 24 juin 1897.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Acétylène gazeux ou comprimé à une atmosphère et demie au plus (Fabrication de l')	Pour l'usage public.	Odeur et danger d'explosion. 1 ^{re} .
	Pour l'usage particulier.	Odeur et danger d'explosion. 3 ^e .

TABLEAU B.

Addition aux nomenclatures annexées aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897 et 29 juillet 1898.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Acétylène gazeux ou comprimé à une atmosphère et demie au plus (Fabrication de l')	Lorsque le volume du gaz approvisionné n'atteint pas 1,000 litres	Odeur et danger d'explosion. 3 ^e .
	Lorsque le volume du gaz approvisionné atteint ou dépasse 1,000 litres	Odeur et danger d'explosion. 2 ^e .

Vu pour être annexé au décret en date du 19 juillet 1899.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*
A. MILLERAND.

DÉCRET DU 10 AOÛT 1899

sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des finances et du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu la loi du 31 janvier 1833, en son article 12 : « Une ordonnance royale réglera les formalités à suivre à l'avenir dans tous les marchés passés au nom de l'Etat »;

Vu le décret du 18 novembre 1882, relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'Etat;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'Etat, par adjudication ou de gré à gré, devront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

1° Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine;

2° N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par l'Administration selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés;

3° Payer aux ouvriers un salaire normal égal, pour chaque profession et dans chaque profession pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté;

4° Limiter la durée du travail journalier à la durée normale du travail en usage, pour chaque catégorie, dans ladite ville ou région.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'Administration, déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1° et 4° du présent article. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration de salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

Dans les cas prévus à l'article 18, §§ 3 et 5, du décret du 18 novembre 1882, l'insertion des clauses et conditions ci-dessus énoncées sera facultative.

ART. 2. — L'entrepreneur ne pourra céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'Admi-

nistration et sous la condition de rester personnellement responsable, tant envers l'Administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 3. — La constatation ou la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite par les soins de l'Administration qui devra :

1° Se référer, autant que possible, aux accords entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région;

2° A défaut de cette entente, provoquer l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et, en outre, se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes départementaux et communaux et autres personnes compétentes.

Les bordereaux résultant de cette constatation devront être joints à chaque cahier des charges, sauf dans les cas d'impossibilité matérielle. Ils seront affichés dans les chantiers ou ateliers où les travaux sont exécutés. Ils pourront être révisés, sur la demande des patrons ou des ouvriers, lorsque des variations dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier auront reçu une application générale dans l'industrie en cause.

Cette revision sera faite dans les conditions indiquées sous les numéros 1° et 2° du présent article. Une revision correspondante des prix du marché pourra être réclamée par l'entrepreneur ou effectuée d'office par l'administration, quand les variations ainsi constatées dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier dépasseront les limites déterminées par le cahier des charges.

Lorsque l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, il pourra leur appliquer exceptionnellement un salaire inférieur au salaire normal. La proportion maxima de ces ouvriers par rapport au total des ouvriers de la catégorie et le maximum de la réduction possible de leurs salaires seront fixés par le cahier des charges.

ART. 4. — Le cahier des charges stipulera que l'Administration, si elle constate une différence entre le salaire payé aux ouvriers et le salaire courant déterminé conformément à l'article précédent, indemniserá directement les ouvriers lésés au moyen de retenues opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement.

ART. 5. — Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, le Ministre pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure, pour un temps déterminé ou définitivement, des marchés de son département.

ART. 6. — Le Ministre des finances, le Ministre du commerce, de l'in-

dustrie, des postes et des télégraphes, et tous les autres Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 10 août 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

J. CAILLAUX.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

DÉCRET DU 10 AOÛT 1899

*sur les conditions du travail dans les marchés passés
au nom des départements.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'intérieur et des cultes et du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu la loi du 10 août 1871;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom des départements, par adjudication ou de gré à gré, pourront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes, en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

1° Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine;

2° N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par décision préfectorale selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés;

3° Payer aux ouvriers un salaire normal égal, pour chaque profession et dans chaque profession pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté;

4° Limiter la durée du travail journalier à la durée normale de travail en usage, pour chaque catégorie, dans ladite ville ou région.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'Administration, déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1^o et 4^o du présent article. Les heures supplémentaires du travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration du salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

ART. 2. — Les départements devront insérer dans les cahiers des charges une clause par laquelle l'entrepreneur s'engagera à ne céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'Administration et sous la condition de rester personnellement responsable tant envers l'Administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 3. — La constatation ou la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite par les soins du préfet qui devra :

1^o Se référer, autant que possible, aux accords existant entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région ;

2^o A défaut de cette entente, provoquer l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et, en outre, se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes départementaux et communaux et autres personnes compétentes.

Les bordereaux résultant de cette constatation devront être joints à chaque cahier des charges stipulant les clauses 3^o et 4^o de l'article 1^{er} du présent décret. Ils seront affichés dans les chantiers ou ateliers où les travaux sont exécutés. Ils pourront être révisés, sur la demande des patrons ou des ouvriers, lorsque des variations dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier auront reçu une application générale dans l'industrie en cause.

Cette revision sera faite dans les conditions indiquées sous les n^{os} 1^o et 2^o au présent article. Une revision correspondante des prix du marché pourra être réclamée par l'entrepreneur ou effectuée d'office par l'Administration, quand les variations ainsi constatées dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier dépasseront les limites déterminées par le cahier des charges.

Lorsque l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, il pourra leur appliquer exceptionnellement un salaire inférieur au salaire normal. La proportion maxima de ces ouvriers par rapport au total des ouvriers de la catégorie et le maximum de la réduction possible de leurs salaires seront fixés par le cahier des charges.

ART. 4. — Lorsqu'une clause relative au salaire courant aura été insérée dans le cahier des charges, ledit cahier stipulera que l'Administration, si elle constate une différence entre ce salaire courant et le salaire effectivement payé aux ouvriers, indemniserait directement les ouvriers lésés au moyen de retenues sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement.

ART. 5. — Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail

auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, contrairement à ses engagements, l'Administration compétente pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure de ses marchés à l'avenir, pour un temps déterminé ou définitivement.

ART. 6. — Le Ministre de l'intérieur et des cultes et le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 10 août 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Le Ministre de l'intérieur et des cultes,
WALDECK-ROUSSEAU.

A. MILLERAND.

DÉCRET DU 10 AOÛT 1899

*sur les conditions du travail dans les marchés passés
au nom des communes et des établissements publics de bienfaisance.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'intérieur et des cultes et du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu l'ordonnance du 14 novembre 1837;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom des communes et des établissements de bienfaisance, par adjudication ou de gré à gré, pourront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes, en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

- 1° Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine;
- 2° N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par une décision préfectorale selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés;
- 3° Payer aux ouvriers un salaire normal égal, pour chaque profession et

dans chaque profession pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté;

4° Limiter la durée du travail journalier à la durée normale de travail en usage, pour chaque catégorie dans ladite ville ou région.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra, avec l'autorisation expresse et spéciale de l'Administration, déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1° et 4° du présent article. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donneront lieu à une majoration du salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

ART. 2. — Les communes et les établissements de bienfaisance devront insérer dans les cahiers des charges une clause par laquelle l'entrepreneur s'engagera à ne céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'Administration et sous la condition de rester personnellement responsable tant envers l'Administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 1848.

ART. 3. — La constatation ou la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite sous le contrôle du préfet par l'Administration intéressée qui devra :

1° Se référer, autant que possible, aux accords existant entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région;

2° A défaut de cette entente, provoquer l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et, en outre, se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes départementaux et communaux et autres personnes compétentes.

Les bordereaux résultant de cette constatation devront être joints à chaque cahier des charges stipulant les clauses 3° et 4° de l'article 1^{er} du présent décret. Ils seront affichés dans les chantiers ou ateliers où les travaux sont exécutés. Ils pourront être révisés, sur la demande des patrons ou des ouvriers, lorsque des variations dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier auront reçu une application générale dans l'industrie en cause.

Cette révision sera faite dans les conditions indiquées sous les numéros 1° et 2° au présent article. Une révision correspondante des prix du marché pourra être réclamée par l'entrepreneur ou effectuée d'office par l'Administration, quand les variations ainsi constatées dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier dépasseront les limites déterminées par le cahier des charges.

Lorsque l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, il pourra leur appliquer exceptionnellement un salaire inférieur au salaire normal. La proportion maxima de ces ouvriers par rapport au total des ouvriers de la catégorie et le maximum de la réduction possible de leurs salaires seront fixés par le cahier des charges.

ART. 4. — Lorsqu'une clause relative au salaire courant aura été insérée

dans le cahier des charges, ledit cahier stipulera que l'Administration, si elle constate une différence entre ce salaire courant et le salaire effectivement payé aux ouvriers, indemniserá directement les ouvriers lésés au moyen de retenues sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement.

ART. 5. — Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, contrairement à ses engagements, l'Administration compétente pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure de ses marchés à l'avenir, pour un temps déterminé ou définitivement.

ART. 6. — Le Ministre de l'intérieur et des cultes et le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 10 août 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Le Ministre de l'intérieur et des cultes,

WALDECK-ROUSSEAU.

A. MILLERAND.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

au sujet de la réorganisation du Conseil supérieur du travail.

Paris, le 1^{er} septembre 1899.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au cours de la discussion du budget de l'exercice 1899, lorsque fût abordé le chapitre relatif au Conseil supérieur du travail, des critiques furent élevées à la Chambre des députés contre le mode de recrutement des membres de ce conseil, désignés jusqu'alors par le seul choix du Ministre du commerce et de l'industrie (1). Le Gouvernement fut invité, notamment, à étudier et à appliquer un système d'élection des membres ouvriers. Sur le vœu de la majorité, le Ministre du commerce s'engagea à entreprendre cette étude. Je viens en conséquence vous proposer aujourd'hui de modifier le décret constitutif du Conseil supérieur du travail.

Le Conseil supérieur du travail a été établi par décret du 22 janvier 1891,

(1) Séance du 8 février 1899.

rendu sur la proposition du Ministre du commerce et de l'industrie. Il a été composé de 60 membres : 10 membres de droit et 50 membres choisis par le ministre dans le Parlement, dans les organisations patronales et ouvrières et parmi les personnes connues par leurs études d'économie sociale. Il a déjà tenu huit sessions et préparé par ses discussions plusieurs réformes intéressantes. Pour les rappeler, je mets sous vos yeux l'énoncé succinct de celles qui ont reçu un commencement d'exécution :

Insaisissabilité et incessibilité des salaires, création d'un office du travail, organisation de la conciliation et de l'arbitrage en cas de conflits collectifs entre patrons et ouvriers, encouragements aux habitations à bon marché, organisation du crédit populaire, organisation des travaux publics de secours contre le chômage; introduction dans les cahiers des charges des travaux publics de causes relatives au salaire et aux conditions du travail.

Les premières sessions du conseil, Monsieur le Président, pour tous ceux qui en ont attentivement suivi les comptes rendus, prouvent l'utilité d'une institution qui fait précéder ses votes d'enquêtes impartiales, et de débats contradictoires entre les patrons et les ouvriers. Cependant l'expérience a montré que l'institution pouvait être rendue plus efficace. On y rencontre, en effet, des concours individuels précieux et non les représentants autorisés des doléances et des vœux des travailleurs. L'inconvénient est minime peut-être pour les patrons, qui ont dans les chambres de commerce des mandataires officiels, chargés régulièrement d'élever la voix en leur nom. Il est plus sérieux pour les ouvriers et employés, dont les intérêts économiques n'ont de représentants élus dans aucun corps constitué analogue. Aussi ceux-ci se sont-ils plaints les premiers, et dès la création du Conseil supérieur du travail, de l'arbitraire forcé des désignations, si tempéré fût-il par la bonne volonté des ministres de la République. D'ailleurs, on est fondé à le croire, en intéressant plus directement patrons et ouvriers au recrutement du conseil, non seulement on obtiendrait une collaboration plus active, plus suivie, plus complète des groupements professionnels, mais on pourrait, en retour, faire pénétrer plus loin, par des voix plus autorisées, plus écoutées, les résultats des enquêtes, la connaissance des faits et des solutions qu'elles éclairent. Ce sont ces idées démocratiques où la justice et la méthode scientifique trouvent toutes deux leur compte, qui ont sans aucun doute inspiré le vote de la Chambre des députés. Je dois maintenant, pour expliquer la suite que je vous propose de donner à ce vote, rappeler brièvement l'organisation actuelle des travailleurs français et faire ressortir les bases qu'elle offre pour l'élection de leurs représentants. Je rappelle aussi, mais sans y insister, les lois et décrets qui récemment ont constitué un conseil supérieur élu de la mutualité; je leur ai emprunté des dispositions pratiques qui ont déjà pour elles la sanction de l'usage.

Du côté patronal, les intérêts économiques sont groupés dans des syndicats et des unions de syndicats, groupements libres qui vivent sous la protection de la loi de 1884, et tendent à organiser peu à peu de vastes corporations embrassant chacune toute la France. Ils sont en outre officiellement représentés dans ces puissantes chambres de commerce qui couvriront bientôt tout le territoire de la France, et dans ces chambres consultatives des

arts et manufactures dont la transformation en chambres de commerce s'opère graduellement. Les membres de toutes ces chambres sont élus par le suffrage direct des notables commerçants et industriels d'une région. Ce sont des organismes régionaux, communs à toutes les industries.

Du côté des salariés, nous trouvons de même des syndicats professionnels et des fédérations corporatives s'étendant peu à peu à tout le territoire. Mais ici, en l'absence d'organismes régionaux en quelque sorte officiels, nous voyons les unions locales de syndicats ouvriers prendre une importance qu'ont rarement, au même degré, les unions locales de syndicats patronaux. Ces unions ouvrières, en effet, ont dû seules organiser solidement les services qui doivent être communs à tous les groupements ouvriers d'une région : salles d'embauchage et de grève, bibliothèques, salles de cours professionnels et de conférences, comité d'entente pour la défense des intérêts économiques locaux. Faute d'argent, et aussi parce qu'aux unions de syndicats la loi de 1884 interdit de posséder, elles ont réclamé l'appui des municipalités. Elles l'ont obtenu souvent, elles l'obtiennent de plus en plus : ce sont les bourses du travail. Si nous ajoutons que les fédérations de métier se groupent, assez nombreuses, dans la confédération du travail, et les bourses dans la fédération des bourses du travail, nous aurons dessiné les traits saillants de l'organisation ouvrière corporative.

On peut se demander si la conclusion légitime de cet exposé n'est point la constitution, en regard des chambres de commerce, de chambres ouvrières du travail. Et si l'on considère qu'il existe un conseil supérieur patronal du commerce et de l'industrie, on peut être tenté de créer aussi un conseil supérieur du travail réservé aux ouvriers. Telle n'est point cependant la conclusion que je vous apporte. A une symétrie apparente on doit, à mon avis, préférer la conservation des organes divers nés des besoins des travailleurs. Je suis persuadé que les bourses du travail, vues aujourd'hui avec faveur par les ouvriers, les municipalités, le Gouvernement, et qui sont en voie de développement naturel, auraient à souffrir d'un établissement artificiel de chambres ouvrières du travail. Je suis persuadé que nos groupes corporatifs consolideront peu à peu en France ces congrès annuels des unions ouvrières de métier, qui ont pris en Angleterre une si grande influence, et en feront le grand conseil ouvrier du travail. J'estime, enfin, qu'il ne faut point sacrifier, mais affermir l'un des avantages démontrés du Conseil supérieur fondé en 1891 : la collaboration féconde des ouvriers, des patrons et du Gouvernement à des enquêtes scientifiques suivies de discussions contradictoires.

Mais comment régler les élections au Conseil supérieur du travail ? On ne saurait multiplier les appels au suffrage direct de tous les intéressés. Le suffrage universel doit être partout, en dernier ressort, le maître de l'action publique, et il l'est par le Parlement. Mais il ne faut point abuser de lui à tout propos : il nous le signifie par le petit nombre de votants aux élections spéciales comme celles des prud'hommes et des tribunaux de commerce. Là, déjà, il paraît s'en remettre le plus souvent aux groupes syndicaux ou autres qui choisissent les candidats. Il faut donc songer à utiliser largement une organisation générale et permanente du travail, créée par les travailleurs eux-mêmes.

Pour les ouvriers et employés, les éléments d'une représentation corporative me paraissent devoir être cherchés de plus en plus dans les cadres fournis par les syndicats professionnels. Ils groupent dès maintenant 500,000 salariés, mais leur action s'étend bien au delà, et leur développement est continu. On pourrait, je crois, sans inconvénient, leur remettre le soin d'élire les représentants des ouvriers au conseil supérieur du travail. Cette solution, d'ailleurs, ne léserait personne. Rien n'est plus simple ni plus rapide, pour les ouvriers qui veulent exercer une action directe sans se rallier aux groupes existants, que de fonder eux-mêmes des syndicats. Il ne faut pour cela recourir à aucunes formalités compliquées. Il suffit de vouloir. Le gouvernement de la République, certainement, s'applaudirait de voir des ouvriers de plus en plus nombreux user des droits que leur a conférés la loi de 1884. Mais quelque justes, Monsieur le Président, què semblent ces vues, on n'a pas remis aux seuls syndicats d'ouvriers et d'employés l'élection des membres ouvriers du Conseil supérieur du travail; on a voulu tenir compte d'objections, de préjugés encore puissants et l'on a réservé 7 sièges sur 22 à des prud'hommes élus par leurs pairs. Leur expérience des contestations relatives au contrat de travail sera d'ailleurs précieuse pour le Conseil supérieur.

Les syndicats industriels et commerciaux d'ouvriers et d'employés seront donc appelés à élire 15 membres; à cet effet, ils seront répartis suivant la nature des professions en 15 groupes électoraux chargés chacun d'élire un représentant pour les professions similaires inscrites au groupe. Chaque syndicat aura un nombre de voix proportionnel au nombre de ses adhérents, car il est impossible, à mon avis, de n'accorder qu'une seule voix à chaque syndicat sans tenir compte de son importance. On ne saurait admettre qu'un syndicat de quelques membres vienne annuler le vote d'un autre syndicat comptant plusieurs milliers d'adhérents. Libre à ceux, d'ailleurs, qui auraient des raisons de ne point divulguer le nombre de leurs membres, de se refuser sur ce point à toute déclaration, à tout contrôle. Mais il ne pourra leur être compté qu'une voix, faute d'indications suffisantes.

Quant aux unions de syndicats, elles ne peuvent évidemment, dans le système, recevoir un droit de vote et cumuler leurs voix avec celles des syndicats qui les composent.

A l'abri de ces réserves, les syndicats ne sauraient voir, dans nos mesures d'organisation nécessaires, nulle indiscrete curiosité de leurs affaires privées, nulle méfiance à l'encontre de leur développement. Au contraire, ce sera pour eux et pour la nation un gage nouveau de progrès que la nécessité où ils se trouveront de garder un contact mieux défini avec leurs adhérents, de requérir d'eux une collaboration plus suivie à l'œuvre syndicale, de se discipliner pour une action économique parfaitement définie.

Pour les patrons, il a paru difficile d'utiliser, en vue des élections, l'organisation syndicale. Il est bien logique et équitable de proportionner au nombre de ses membres le nombre de suffrages donné à un syndicat d'ouvriers ou d'employés, mais les adhérents d'un syndicat patronal constituent des unités économiques trop dissemblables pour justifier pleinement le même mode de votation. Dans ces conditions, ne vaut-il pas mieux recourir à un procédé plus simple et au moins aussi équitable, prendre pour électeurs

ces membres des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures, élus déjà par le suffrage direct des intéressés, et qui jouissent de la confiance des industriels et des négociants de leur région? En édictant l'obligation, pour ce corps électoral, de voter pour quinze candidats appartenant respectivement aux quinze groupes professionnels distingués par le décret, n'est-on pas certain de provoquer dans les milieux industriels une entente amenant au conseil supérieur du travail un représentant vraiment autorisé de chacun de ces groupes? Ici, encore, cependant, on a réservé 7 sièges sur 22 aux prud'hommes patrons. Ce n'est point par une insuffisante raison de symétrie. Il est probable, en effet, que les membres des chambres de commerce éliront surtout de grands industriels, et il est utile qu'un autre mode de recrutement ouvre d'une façon plus certaine la porte du conseil à de petits patrons.

En dehors des patrons et des employés ou ouvriers, élus en nombre égal, et qui formeraient les deux tiers du conseil supérieur du travail, l'expérience des dernières années doit faire maintenir un tiers de membres désignés par leurs fonctions ou choisis par le ministre en raison de leur compétence. Ce sont des sénateurs et des députés élus par le Parlement, quelques fonctionnaires peu nombreux, le représentant des associations ouvrières de production, le président du conseil municipal de Paris, celui de la chambre de commerce de Paris, celui de la Bourse du travail de Paris, quelques économistes et jurisconsultes. Les uns représentent des intérêts généraux en regard des intérêts corporatifs, d'autres ont été inscrits pour assurer l'entrée au conseil supérieur d'un nombre suffisant de membres habitant Paris, condition essentielle au fonctionnement de la commission permanente dont il va être question. On a pris soin, dans ces choix, de maintenir l'équilibre entre les éléments patronaux et ouvriers.

Composé de 66 membres : 22 patrons élus, 22 ouvriers élus et 22 autres personnalités, le Conseil supérieur est une assemblée trop nombreuse pour suivre de longues enquêtes. Ses membres, habitant toutes les parties de la France, ne sauraient venir fréquemment à Paris et y séjourner longtemps sans inconvénients pour eux. Le conseil aura une session ordinaire annuelle, en dehors de laquelle le Ministre ne le convoquera, sans doute, que rarement. Mais, conformément aux sages dispositions contenues déjà dans le décret de 1891, les questions mises à l'enquête seront suivies par une commission permanente prise dans le sein du conseil.

La nouvelle Commission permanente comprendra 22 membres : 7 patrons, 7 ouvriers, 1 sénateur et 1 député, élus tous les 16 par le conseil, le président de la chambre de commerce de Paris, le vice-président de la Commission consultative de la Bourse du travail de Paris, le représentant de la chambre consultative des associations ouvrières de production, et trois fonctionnaires chefs de services. Aux enquêtes statistiques de l'*Office du travail*, la Commission ajoutera tous compléments d'enquête, toutes auditions de personnes compétentes qu'elle jugera utile de provoquer. Grâce à ses travaux, le Conseil supérieur pourra tenir le rôle de ces grandes commissions royales d'Angleterre qui recueillent et éclairent sans relâche de leurs minutieuses investigations les doléances du monde du travail.

Je crois inutile, Monsieur le Président, d'entrer dans de plus longues explications; les articles du décret que je sou mets à votre signature sont très explicites; leur lecture fait connaître suffisamment les mesures de détail qu'entraîne la réforme réclamée par la Chambre, à plus de 100 voix de majorité, au cours de la discussion du budget de l'exercice 1899. J'ai confiance qu'en la consacrant vous réaliserez un nouveau et prudent progrès dans l'organisation rationnelle de notre société démocratique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

DÉCRET DU 1^{ER} SEPTEMBRE 1899

réorganisant le Conseil supérieur du travail.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Il est établi auprès du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et sous sa présidence, un Conseil supérieur du travail.

ART. 2. — Ce conseil est composé de 66 membres, savoir :

22 membres nommés par les patrons dans les conditions fixées dans les articles 5 et suivants;

22 membres nommés par les ouvriers dans les conditions fixées dans les articles 6 et suivants;

22 autres membres, dont :

3 sénateurs élus par le Sénat;

5 députés élus par la Chambre des députés;

4 membres choisis par le Ministre du commerce parmi les personnes compétentes :

10 membres de droit, savoir :

Le président de la chambre de commerce de Paris;

Le trésorier de la chambre consultative des associations ouvrières de production;

Le vice-président de la commission consultative de la Bourse du travail de Paris;

Le président du conseil municipal de Paris;

Lé directeur général des manufactures de l'État;

Le directeur des routes, de la navigation et des mines au Ministère des travaux publics;

Le directeur des chemins de fer de l'État;

Le directeur de l'industrie au Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Le directeur du travail, ou à son défaut le sous-directeur, au Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Le chef de la division de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

ART. 3. — Le conseil choisit parmi ses membres deux vice-présidents;

Le Ministre désigne par arrêté, dans le personnel de l'Administration du commerce, trois secrétaires et trois secrétaires adjoints du conseil. Ils ne prennent part ni aux discussions ni aux délibérations.

ART. 4. — Les sénateurs élus par le Sénat pour faire partie du conseil sont soumis à réélection après chaque renouvellement partiel du Sénat.

Les députés élus par la Chambre conservent leur mandat pendant la durée de la législature.

Les membres choisis par le Ministre restent en fonctions pendant trois ans.

ART. 5. — Les 22 délégués élus par les patrons se répartissent en deux séries, ayant chacune un mandat de trois ans :

1° 15 délégués élus dans les conditions déterminées ci-après par les membres des chambres de commerce et ceux des chambres consultatives des arts et manufactures;

2° 7 conseillers prud'hommes patrons élus dans les conditions fixées par l'article 7.

ART. 6. — Les 22 délégués élus par les ouvriers se répartissent en deux séries, ayant chacune un mandat de trois ans :

1° 15 délégués élus dans les conditions déterminées ci-après par les syndicats ouvriers;

2° 7 conseillers prud'hommes ouvriers élus dans les conditions fixées par l'article 7.

ART. 7. — L'élection des sept conseillers prud'hommes patrons et des sept conseillers prud'hommes ouvriers au Conseil supérieur du travail s'opère dans les conditions suivantes :

Les tribunaux de prud'hommes de France sont divisés en trois catégories comprenant : la première, les conseils de prud'hommes siégeant à Paris; la deuxième, ceux siégeant dans les villes d'au moins 40,000 habitants, et la troisième, ceux des autres villes.

La 1^{re} catégorie fournira 2 prud'hommes patrons et 2 prud'hommes ouvriers; la 2^e catégorie fournira 3 prud'hommes patrons et 3 prud'hommes ouvriers; la 3^e catégorie fournira 2 prud'hommes patrons et 2 prud'hommes ouvriers.

Un tirage au sort fait au Ministère du commerce désignera deux tribunaux de la 1^{re} catégorie, trois tribunaux de la 2^e catégorie et deux tribunaux de la 3^e catégorie dans chacun desquels les prud'hommes patrons nommeront un représentant; celui-ci pourra d'ailleurs être choisi par eux dans l'un quelconque des conseils de prud'hommes de la catégorie.

Sept autres tribunaux désignés dans les mêmes conditions procéderont d'après les mêmes règles à l'élection des sept prud'hommes ouvriers.

La présidence de la séance où les patrons des conseils de prud'hommes désignés par le sort éliront leur représentant appartiendra au président ou vice-président patron de ce conseil.

De même, pour l'élection du représentant des ouvriers, la présidence appartiendra au président ou vice-président ouvrier.

La convocation sera faite, par les soins du président, huit jours à l'avance. L'élection aura lieu à la majorité absolue des membres présents. La majorité relative sera suffisante au 3^e tour. En cas de partage égal des voix au 3^e tour, le bénéfice de l'élection est acquis au plus âgé. Le procès-verbal de l'élection est transmis au Ministère sous une enveloppe portant la mention : Election au Conseil supérieur du travail.

ART. 8. — Les membres des chambres de commerce et ceux des chambres consultatives des arts et manufactures élisent au scrutin de liste les quinze représentants des quinze groupes professionnels ci-dessous :

1. — Mines, carrières, salines.
2. — Industries de l'alimentation.
3. — Industries chimiques, céramique et verrerie, fabrication du papier.
4. — Industrie des cuirs et peaux.
5. — Industries textiles, similaires et succédanées, régions du Nord et de l'Est.
6. — Industries textiles, similaires et succédanées, régions de l'Ouest et du Midi.
7. — Travail des étoffes, vêtement, toilette.
8. — Industries du bois et bâtiment (bois).
9. — Métallurgie et grande construction mécanique.
10. — Travail des métaux communs et bâtiment (métaux).
11. — Bâtiment (pierre, enduits, canalisations).
12. — Transports par voies ferrées.
13. — Transports par terre et par eau, manutention.
14. — Industries relatives aux lettres, sciences, arts (industries du livre, photographie, instruments de précision, bijouterie, orfèvrerie, arpenteurs-géomètres, etc.).
15. — Commerce, banque.

Pour être éligible, il faut être Français, âgé de 25 ans au moins, et non déchu de ses droits civils et civiques.

La candidature des femmes est admise suivant les mêmes conditions d'âge et de nationalité.

Nul ne peut représenter un autre groupe professionnel que celui auquel il appartient ou a appartenu.

ART. 9. — Le nom de chaque candidat sera inscrit en regard du nom du

groupe professionnel auquel il appartient sur des bulletins de vote envoyés par le Ministère du commerce. Au cas où plusieurs noms seraient portés en regard du même groupe, le premier seul entrerait en ligne de compte.

Au jour fixé pour l'élection, chaque membre de la chambre de commerce ou de la chambre consultative remet au président son bulletin de vote dans une enveloppe cachetée. Ces enveloppes sont adressées, avec le procès-verbal de la séance, au Ministère du commerce, sous un pli portant la mention : « Election au Conseil supérieur du travail ».

Il sera procédé à un nouveau tour de scrutin pour les groupes professionnels dont aucun candidat n'aurait obtenu au premier tour la majorité des suffrages exprimés. Cette fois, l'élection aura lieu à la majorité relative, et, en cas de partage, le bénéfice en sera acquis au plus âgé.

ART. 10. — Pour procéder à l'élection de leurs 15 représentants, les syndicats d'ouvriers et d'employés sont répartis dans les 15 groupes industriels et commerciaux ci-dessous :

1. Mines, carrières, salines.
2. Industries de l'alimentation.
3. Industries chimiques, allumettes et tabacs, céramiques et verrerie, fabrication du papier.
4. Cuirs et peaux.
5. Industries textiles, similaires et succédanées, régions du Nord et de l'Est.
6. Industries textiles, similaires et succédanées, régions de l'Ouest et du Midi.
7. Travail des étoffes, vêtement, toilette.
8. Industries du bois et bâtiment (bois).
9. a) Métallurgie et grande construction mécanique.
b) Chauffeurs, conducteurs, mécaniciens.
10. Travail des métaux communs et bâtiment (métaux).
11. Bâtiment.
12. Transports par voies ferrées.
13. Transports par voie de terre et par eau, manutention, garçons de magasin.
14. Industries relatives aux lettres, sciences et arts (industrie du livre, instruments de précision, bijouterie, orfèvrerie, ingénieurs, artistes, etc.).
15. Commerce et administrations.

Pour être éligible, il faut être Français, âgé de 25 ans au moins, et non déchu de ses droits civils et civiques.

La candidature des femmes est admise suivant les mêmes conditions d'âge et de nationalité.

Nul ne peut représenter un autre groupe professionnel que celui auquel il appartient ou a appartenu.

ART. 11. — Chaque syndicat disposera d'un nombre de voix proportionnel au nombre de ses membres, à raison d'une voix par 25 membres ou fraction de 25 membres.

Le nombre des membres de chaque syndicat et l'étendue de ses droits électoraux sont évalués par le Ministre du commerce, d'après les renseigne-

ments que les syndicats auront fait parvenir aux préfets dans le courant du mois de décembre précédant l'élection. Les syndicats qui n'auraient pas fourni de renseignements verraient, quel que soit le nombre de leurs membres, leur droit de suffrage réduit à une voix.

Il sera procédé, dans les formes suivantes, à la vérification du nombre des membres déclarés par les syndicats, dès le mois de février 1900, et ensuite tous les trois ans, à la même époque.

Chaque préfet fera afficher à la mairie des chefs-lieux de canton de son département un tableau dressé au Ministère du commerce, sur les déclarations des syndicats, et où figureront : le nom de chaque syndicat ouvrier, le nombre de ses membres, et l'indication du groupe professionnel auquel il est classé.

Un exemplaire de cette liste sera communiqué aux bourses du travail et aux conseils de prud'hommes de chaque département.

Les protestations relatives aux diverses énonciations contenues dans le tableau ci-dessus seront reçues pendant le mois de mars. Elles seront instruites par le préfet et jugées par le Ministre.

Il ne sera pas tenu compte dans le calcul du nombre des membres d'un syndicat de ceux des membres dont les cotisations se trouveraient en retard depuis plus de six mois.

ART. 12. — Lorsque les listes seront terminées, chaque syndicat recevra, en même temps que l'indication de la date de l'élection du représentant de son groupe professionnel, un bulletin de vote indiquant le nombre de voix dont il dispose.

Il sera prévu un délai d'au moins quinze jours entre la date de réception de ces bulletins par les syndicats et celle à laquelle ils devront être renvoyés au Ministère du commerce.

Chaque syndicat adressera, par correspondance, dans le délai ci-dessus indiqué, sous le couvert du Ministre du commerce, son bulletin de vote et le procès-verbal du vote. Le tout sera renfermé dans une enveloppe portant la mention : « Election au Conseil supérieur du travail. »

L'élection des représentants des syndicats a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas où dans l'un quelconque des quinze groupes énumérés à l'article 10, aucun candidat n'obtiendrait la majorité absolue, il est procédé, dans un délai de quinze jours et dans les mêmes formes, à un deuxième tour de scrutin. Cette fois, l'élection a lieu à la majorité relative. En cas de partage, le bénéfice du vote est acquis au candidat le plus âgé.

ART. 13. — Une commission de contrôle, formée des membres de droit du Conseil supérieur du travail, dépouille les bulletins et recense les votes des chambres de commerce, des chambres consultatives et des syndicats ouvriers. Elle procède à la vérification de toutes les opérations électorales.

Les résultats des élections sont publiés au *Journal officiel*.

Les réclamations relatives aux élections doivent être faites dans le délai de quinze jours qui suivra leur insertion à l'*Officiel*. Elles seront jugées par le Ministre.

ART. 14. — Les membres élus du Conseil supérieur du travail conservent

leur mandat, même s'ils viennent à perdre la qualité professionnelle en raison de laquelle ils ont été appelés à siéger.

Au cas où des membres élus du Conseil supérieur du travail décèderaient, seraient démissionnaires ou perdraient leurs droits civils ou civiques, il serait procédé à leur remplacement dans les conditions ci-après :

1° Pour les sénateurs et députés, à chaque vacance ;

2° Pour les élus des chambres de commerce et des chambres consultatives, dans le cas seulement où il se produirait parmi eux 3 vacances ;

3° Pour les représentants patrons ou ouvriers des conseils de prud'hommes, au cas où 2 vacances se produiraient soit chez les prud'hommes patrons, soit chez les prud'hommes ouvriers ;

4° Pour les représentants des syndicats ouvriers, au cas où il se produirait parmi eux 3 vacances ; les élections partielles sont faites sur les listes électorales qui ont servi à la dernière élection générale.

ART. 15. — A titre de disposition transitoire et pour assurer par série le renouvellement du Conseil supérieur :

1° Les représentants des chambres de commerce qui seront désignés aux prochaines élections au Conseil supérieur du travail seront élus pour quatre ans ;

2° Les représentants patrons ou ouvriers des conseils de prud'hommes, nommés aux mêmes élections, ne seront élus que pour deux ans.

ART. 16. — Le conseil se réunit chaque année, le premier lundi de juin. La session dure quinze jours ; le conseil fixe lui-même, dans ces limites, les jours et heures des séances.

L'ordre du jour de la session, arrêté par le Ministre, est communiqué aux membres quinze jours avant l'ouverture de cette session.

Le Ministre peut convoquer le conseil en session extraordinaire à toute époque de l'année ; il fixe lui-même la date, la durée et l'objet de chaque session extraordinaire.

ART. 17. — Il est institué une commission permanente du Conseil supérieur du travail, choisie dans son sein. Elle comprend 7 patrons, 7 ouvriers, 1 sénateur, 1 député, tous élus par le Conseil supérieur, et 5 membres de droit, savoir :

Le président de la chambre de commerce de Paris ;

Le trésorier de la chambre consultative des associations ouvrières de production ;

Le vice-président de la commission consultative de la Bourse du travail de Paris ;

Le directeur du travail ;

Le chef de la division de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du commerce.

La commission permanente élit un président. Elle a à sa disposition les secrétaires et secrétaires adjoints du Conseil supérieur du travail.

ART. 18. — La commission permanente ouvre des enquêtes, à la demande du Ministre ou du Conseil supérieur, sur les conditions du travail, la condition des travailleurs, les rapports entre patrons et ouvriers. Elle prend connaissance des documents et des statistiques qui doivent servir de base à

ses travaux, demande des compléments d'enquête dans la limite des crédits disponibles, provoque les témoignages écrits ou oraux des personnes compétentes, et fait ressortir, dans un rapport d'ensemble, les faits qu'elle a observés, les abus qu'elle a constatés, les réformes que l'enquête indique comme efficaces. Elle peut aussi, à la demande du Ministre, déposer entre ses mains un rapport sur les causes et les circonstances d'une grève ou d'une coalition patronale.

Elle se réunit sur convocation de son président jusqu'à la clôture des enquêtes entreprises.

ART. 19. — Les comptes rendus des enquêtes de la commission permanente sont envoyés à chaque membre du Conseil supérieur du travail. Ils doivent leur parvenir quinze jours au moins avant l'ouverture de la session où ils seront discutés.

Le Conseil peut, au besoin, provoquer de nouveaux témoignages, recevoir des dépositions.

La discussion est close par une résolution énumérant :

- 1° Les inconvénients et les abus démontrés par l'enquête;
- 2° Les réformes appropriées à chacun d'eux.

ART. 20. — Les élus des syndicats ouvriers et des conseils de prud'hommes ont droit aux allocations suivantes :

Ceux qui résident hors du département de la Seine : 1° à une indemnité de 12 francs par jour pendant la durée des sessions du Conseil supérieur auxquelles ils assistent ; 2° à des frais de déplacement s'élevant à 15 centimes par kilomètre de la distance par voie ferrée entre Paris et la gare la plus voisine de leur résidence ;

Ceux qui habitent le département de la Seine, à une indemnité de 10 francs pour chaque journée où ils assistent aux séances du Conseil supérieur ;

Quelle que soit leur résidence, à des jetons de présence de 5 francs pour chacune des séances de la Commission permanente.

ART. 21. — Les décrets des 22 janvier 1891 et 9 juin 1892 sont abrogés.

ART. 22. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 25 JUIN 1899

*déterminant les indemnités allouées aux inspecteurs du travail
pour la surveillance des filatures de soie.*

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,

Vu les lois des 13 janvier 1892 et 2 avril 1898 ;

Vu le décret du 28 mai 1898 ;

Vu les arrêtés ministériels des 3 novembre 1895, 24 octobre 1896 et 15 juillet 1898 ;

Sur la proposition du conseiller d'État, directeur du travail et de l'industrie,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Il est alloué aux inspecteurs du travail pour la surveillance des filatures de soie les indemnités suivantes :

MM. L'Inspecteur divisionnaire, à Toulouse.....	150 ^f
L'Inspecteur départemental de la 2 ^e section à Montpellier.	150
L'Inspecteur départemental de la 4 ^e section, à Castres...	50
L'Inspecteur divisionnaire, à Marseille.....	500
L'Inspecteur départemental de la 3 ^e section, à Nice.....	50
L'Inspecteur départemental de la 4 ^e section, à Nîmes....	350
L'Inspecteur départemental de la 5 ^e section, à Avignon...	200
L'Inspecteur départemental de la 6 ^e section, à Valence...	200
L'Inspecteur départemental de la 7 ^e section, à Privas....	250
L'Inspecteur divisionnaire, à Lyon.....	50
L'Inspecteur départemental de la 1 ^{re} section, à Grenoble..	50
L'Inspecteur départemental de la 2 ^e section, à Lyon.....	50
L'Inspecteur départemental de la 4 ^e section, à Lyon.....	50
TOTAL.....	2,100

Ces indemnités seront payées trimestriellement et la dépense s'élevant à 2,100 francs sera imputée sur le crédit du chapitre 45 du budget relatif aux frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 2 avril 1898.

ART. 2. — Les dispositions précédentes auront leur effet à dater du 1^{er} janvier 1899.

Paris, le 25 juin 1899.

A. MILLERAND.

PERSONNEL DE L'INSPECTION (1).

Par arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes en date du 12 mai 1899, M. SÉGUIN, inspecteur départemental du travail à Châlons-sur-Marne, a été nommé, sur sa demande, en la même qualité à Reims et chargé de la 4^e section de la 4^e circonscription.

M. RAZOUS, inspecteur départemental du travail à Angers, a été nommé, sur sa demande, en la même qualité à Reims et chargé de la 5^e section de la 4^e circonscription d'inspection, en remplacement de M. BARBRY, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. MEURDRA, inspecteur départemental stagiaire du travail à Nantes, a été nommé en la même qualité à Angers, en remplacement de M. RAZOUS.

Ces dispositions ont eu leur effet à partir du 16 mai.

Par le même arrêté, M. AUBERTIE (Joseph-Léonard), candidat admissible à la suite du concours de 1897, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Beauvais, en remplacement de M. WALLET, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. FROIS (Isaac-Marcel-Louis), candidat admissible à la suite du concours de 1897, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Nantes, en remplacement de M. MEURDRA, nommé à Angers.

Le traitement de MM. AUBERTIE et FROIS, fixé à 2,400 francs par an, courra à partir du jour de leur installation.

Par le même arrêté, M. BARBRY, inspecteur départemental du travail en retraite, a été nommé inspecteur départemental honoraire du travail dans l'industrie.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 13 JUILLET 1899

relative à l'application, par les inspecteurs du travail, de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, et ainsi conçu :

« Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être dé-

(1) Voir p. 289 et suivantes les tableaux du personnel par résidence et par classe.

claré dans les quarante-huit heures, par le chef d'entreprise ou ses préposés au maire de la commune qui en dresse procès-verbal.

« Cette déclaration doit contenir les noms et adresses des témoins de l'accident. Il y est joint un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

« La même déclaration pourra être faite par la victime ou par ses représentants.

« Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin est remis par le maire du déclarant.

« Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

« L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi. »

Cet article n'est en grande partie que la reproduction de l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et de l'article 11 de la loi du 6 juin 1893 qui, comme on vient de le voir, ont été abrogés, en ce qui concerne les établissements visés par la loi de 1898, pour éviter que les chefs d'industrie ne soient tenus à une double déclaration.

Les industriels devront donc, comme par le passé, faire à la mairie de leur domicile la déclaration des accidents survenus dans leurs ateliers, et avis continuera à en être donné au service de l'inspection d'après la formule dont le modèle est annexé au décret du 30 juin dernier (1).

La loi de 1898 ayant laissé en dehors de son action un certain nombre d'établissements visés par les lois sur le travail, c'est en vertu des décrets des 21 avril et 20 novembre 1893 que les déclarations d'accidents devront continuer à être faites en ce qui les concerne.

Par contre, comme l'énumération des industries visées par la loi de 1898 est, à certains égards, plus étendue que celle des lois de 1892 et 1893, il en résultera que les inspecteurs du travail recevront les déclarations d'accidents survenus dans des entreprises qui échappent à leur surveillance.

L'article 31 de la loi du 9 avril 1898 porte que les infractions aux dispositions des articles 11 et 31 pourront être constatées par les inspecteurs du travail et il prescrit aux chefs d'industries de faire afficher dans leurs ateliers la loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

Conformément à cet article, les inspecteurs du travail pourront, au cours de leurs tournées, verbaliser contre les industriels qui n'auraient pas déclaré un accident survenu dans leurs usines ; mais il est bien entendu que ces inspecteurs, dont la fonction est de surveiller l'application des lois de 1892 et de 1893, sur le travail, ne devront pas être détournés de cette mission primordiale par la nouvelle faculté que leur donne la loi de 1898. Les enquêtes auxquelles le service croirait devoir procéder, dans le cas seulement

(1) Cette formule a été modifiée par le décret du 18 août 1899, voir p. 193.

où elles seraient nécessaires pour établir la responsabilité pénale de l'industriel, devront donc porter exclusivement sur la question de savoir s'il y a eu, ou non, infractions aux lois sur le travail, le service de l'inspection ne devant intervenir, sous aucun prétexte, dans les enquêtes qui pourront être ouvertes en exécution des articles 12 et 13 de la loi de 1898.

Quant à l'affichage de la loi, l'inspection devra y tenir la main et dans le cas de mauvais vouloir ou de refus de l'industriel dresser procès-verbal.

Telles sont, Monsieur l'Inspecteur divisionnaire, les instructions qu'il m'a paru nécessaire de vous donner en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898. Vous voudrez bien les transmettre aux inspecteurs placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 16 AOÛT 1899

relative aux déclarations d'accidents.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, l'exécution du décret du 30 juin 1899, concernant la déclaration des accidents, ayant donné lieu à des difficultés d'application, j'ai l'honneur de vous informer que des dispositions vont être prises pour que les inspecteurs reçoivent des indications analogues à celles qui leur étaient adressées sous le régime des lois de 1892 et 1893. Ils seront ainsi en mesure de constater, dans les mêmes conditions que précédemment, les contraventions qui auraient pu être commises et ils pourront, d'autre part, préparer la statistique des accidents déclarés.

Quant aux accidents qui se produiraient dans des entreprises qui, comme celles de transports, ne sont pas réglementées par les lois sur le travail, ils devront faire l'objet d'un état spécial.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 21 AOÛT 1899

relative à l'application des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

MONSIEUR LE PRÉFET, la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, a prescrit, par son article 11, la déclaration de tous les accidents ayant occasionné une incapacité de travail.

Bien que cet article, à la différence des dispositions correspondantes et

presque identiques contenues dans l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et dans l'article 11 de la loi du 12 juin 1893, n'eût point délégué à un règlement d'administration publique le soin de déterminer la procédure des déclarations, il a paru indispensable d'assurer l'exécution uniforme de la loi nouvelle sur ce point. Tel a été l'objet du décret du 30 juin 1899, inséré au *Journal officiel* du 1^{er} juillet.

Trois des modèles annexés à ce décret ont dû d'ailleurs être modifiés depuis sur quelques points, à la suite de l'expérience faite pendant les premières semaines d'application. Ces modifications de détail ont été réglées par un décret du 18 août, publié au *Journal officiel* en même temps que la présente circulaire.

Pour faire suite à ma dépêche du 30 juin dernier, qui vous invitait à porter immédiatement le décret du même jour à la connaissance des maires de votre département et à le publier au *Bulletin des actes administratifs*, j'ai l'honneur de vous prier de prendre sans délai les mêmes mesures en ce qui concerne le décret complémentaire du 18 août.

Je crois devoir, au surplus, vous adresser quelques éclaircissements, qui pourront faciliter l'application des deux décrets et auxquels vous voudrez bien donner la même publicité.

I. — DE LA DÉCLARATION D'ACCIDENT.

A. — *Des accidents à déclarer.* — L'article 11 de la loi astreint les chefs d'entreprise à déclarer « tout accident ayant occasionné une incapacité de travail ».

Cet article est évidemment en corrélation avec l'article 1^{er}, qui indique les professions assujetties au nouveau régime légal de responsabilité en matière d'accidents de travail. Ne sont donc soumis à la déclaration que les « accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux ».

Mais, pour les établissements ainsi visés par la loi, il y a lieu, en principe, à déclaration toutes les fois qu'il y a eu un « accident » et que cet accident a « occasionné une incapacité de travail » ou, à plus forte raison, la mort.

Sous le régime des lois du 2 novembre 1892 et 12 juin 1893 et en vertu des dispositions expresses des deux règlements d'administration publique intervenus pour l'exécution de ces lois, aux dates des 21 avril et 20 novembre 1893, les déclarations étaient limitées aux accidents qui paraissaient devoir entraîner une incapacité de travail « de trois jours au moins ». Rien dans le texte de la loi nouvelle n'autorise une pareille limitation et le décret du 30 juin 1899 a dû rester muet à cet égard.

Sans aller jusqu'à soutenir que la déclaration devient obligatoire pour les accidents sans aucune gravité, n'exigeant, par exemple, qu'une interruption de travail de quelques heures, il est prudent d'indiquer aux chefs d'entreprise que leur propre intérêt leur commande, en cas de doute, de remplir la formalité de la déclaration. Même pour les accidents d'apparence d'abord insignifiante, telle conséquence peut se développer ou telle complication survenir, qui entraîne finalement une interruption de travail de plus de quatre jours. Dans ce cas, et si la déclaration n'a pas été au préalable et régulièrement effectuée dans le délai légal, le chef de l'entreprise se trouvera, de ce seul fait, constitué en faute et passible d'une pénalité.

S'il se rencontrait, au contraire, qu'un accident n'ayant entraîné sur-le-champ aucune interruption de travail aboutissant directement à une incapacité ultérieure, le chef d'entreprise n'aurait évidemment point à se reprocher alors l'absence de déclaration et le délai imparti pour la faire ne devrait courir, à son encontre, qu'à partir du jour où se produirait l'incapacité de travail effective.

Le chef de l'entreprise est astreint à la déclaration pour tous les accidents atteignant le personnel appelé à bénéficier de la loi, quel que soit le lieu où les accidents se sont produits.

Les lois des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893 ne prescrivaient la déclaration que pour les accidents survenus dans les établissements qu'elles visaient. L'article 11 de la loi de 1898, comme son article 1^{er}, a une portée plus large. Il implique obligation de déclaration pour tous les accidents « survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail », et, par conséquent, aussi bien pour les accidents survenus dans un travail extérieur, au domicile des clients de l'entreprise, ou dans une course commandée, que pour les accidents survenus au siège même ou dans les chantiers de l'entreprise.

Par contre, le chef d'entreprise ne serait point tenu à la déclaration, en vertu de la loi de 1898, si la victime de l'accident n'était pas un des bénéficiaires de la loi; par exemple, s'il s'agissait d'un tiers blessé dans son usine ou sur ses chantiers. Il n'y serait pas tenu davantage si l'accident n'était évidemment pas un accident du travail; par exemple, si la victime succombait à un anévrisme ou était blessée dans une rixe, sauf à elle, bien entendu, ou à ses ayants droit, à user, le cas échéant, de son droit direct de déclaration, si la cause ou le caractère de l'accident se trouvaient contestés entre les parties.

B. — *Du lieu de la déclaration.* — La déclaration doit être faite, porte l'article 11 de la loi, au maire de la commune. Ainsi que cela a été spécifié par le rapporteur au Sénat et comme d'ailleurs le prescrivaient déjà les règlements d'administration publique rendus pour l'exécution des lois de 1892 et de 1893, il ne peut s'agir que du maire de la commune où l'accident s'est produit.

La localisation de l'accident et, par suite, la détermination de la mairie où la déclaration doit être effectuée n'offrira, le plus souvent, aucune difficulté.

Il se peut cependant, en matière d'accident de roulage et surtout en matière d'accidents de chemins de fer, que l'accident n'apparaisse qu'après coup, souvent même à une grande distance du lieu où il s'est vraisemblablement produit. Dans ce cas, c'est à la mairie de la commune où il est reconnu ou bien à la mairie de la commune où a lieu le premier arrêt que la déclaration devient obligatoire. Le vœu non équivoque du législateur est, en effet, que le maire et, le cas échéant, par voie de conséquence, le juge de paix saisis se trouvent être les magistrats les plus rapprochés du théâtre de l'accident et le mieux à même, dès lors, au moins d'une manière générale, de provoquer ou de vérifier les premières constatations.

Quant aux accidents survenus dans une mine, minière ou carrière s'étendant sous le territoire de plusieurs communes, ils devront être déclarés à la mairie de la commune où sont situés les bâtiments de l'exploitation, par analogie avec la mesure qu'édicte le décret du 6 mai 1811 (art. 21) en matière de redevances minières.

Il ne faut point enfin perdre de vue que, dans la commune où la déclaration doit être faite, le maire a seul qualité pour la recevoir régulièrement. Une déclaration faite à un commissaire central ou à tout autre fonctionnaire administratif ne mettrait pas le chef de l'entreprise intéressé à l'abri d'une contravention.

De même, la déclaration à la mairie ne demeurerait pas moins obligatoire si l'autorité judiciaire avait déjà, par ailleurs, connaissance officielle de l'accident ou si elle avait informé, par exemple, au cas de présomption d'homicide ou de blessures par imprudence.

Le texte de l'article 11 de la loi est absolument formel : nul autre que le maire ou ses représentants ne peut donner récépissé valable des déclarations d'accidents et décharger, au regard de cette prescription, le chef d'entreprise assujetti.

C. — *Du déclarant.* — L'obligation de la déclaration pèse sur le « chef d'entreprise ou ses préposés ».

Aux termes de l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et de l'article 11 de la loi du 12 juin 1893, cette obligation incombait essentiellement au chef d'entreprise lui-même. C'était seulement « à son défaut et en son absence » qu'elle retombait sur « son préposé ».

Les termes de la loi nouvelle sont beaucoup moins étroits. D'une part, le chef d'entreprise, sans avoir à justifier d'aucun empêchement, peut toujours se dispenser d'une déclaration personnelle. D'autre part, il peut déléguer le soin de la faire à l'un quelconque de ses « préposés », c'est-à-dire des chefs de service ou des contremaîtres dépendant de lui, pourvu que le maire appelé à la recevoir n'ait pas raison sérieuse de discuter la qualité du déclarant.

La distinction faite par les textes antérieurs semble devoir toutefois être retenue, avec le texte nouveau de l'article 11 et de l'article 14, en ce qui concerne seulement la responsabilité pénale encourue au cas d'absence de déclaration régulière.

« A défaut » du chef d'entreprise empêché, c'est bien son « préposé », c'est-à-dire le chef immédiat de l'exploitation ou partie d'exploitation dans

laquelle l'accident s'est produit qui demeurerait personnellement passible des peines prévues par la loi.

« Obligatoire » pour le chef d'entreprise ou son délégué, la déclaration d'accident est « facultative » pour la victime elle-même ou ses représentants. Cette faculté ne peut d'ailleurs s'exercer que dans les conditions déterminées pour la déclaration imposée au chef d'entreprise.

Elle appartient soit à la victime elle-même, soit à ses représentants, au sens le plus large du mot, c'est-à-dire à ses ayants droit, à ses ayants droit éventuels, à ses parents ou même à ses amis ou voisins, pourvu que le maire soit mis suffisamment à même d'apprécier que la déclaration est réellement faite en son nom ou dans son intérêt.

On peut ajouter qu'en dehors de cas tout à fait exceptionnels, dont il pourrait seul rester juge, le maire n'aurait point à recevoir, en outre de la déclaration du chef d'entreprise, plus d'une déclaration émanant soit de la victime, soit de ses représentants.

D. Du délai imparti pour la déclaration. — La loi ne réserve expressément qu'un délai de « quarante-huit heures » pour la déclaration et la production concomitante du certificat médical qui doit y être annexé.

D'après la formule employée par le législateur et la valeur que la jurisprudence assigne aux formules analogues, le délai, dont il s'agit court d'heure à heure, à partir du moment de l'accident, et il n'est point prorogé à raison des fêtes légales ou des jours fériés qui peuvent le traverser. Pour un accident survenu, par exemple, un lundi à cinq heures du soir, le délai légal expire le surlendemain, mercredi, à cinq heures.

Si l'on tient compte du temps d'ouverture relativement restreint de certaines mairies dans les petites communes, on voit que les chefs d'entreprise avisés devront presque toujours se préoccuper de se procurer le jour même de l'accident les éléments de la déclaration et le certificat médical qui la complète nécessairement.

Il se produira même assez souvent que l'un des deux jours impartis sera un dimanche. Malgré les difficultés que cette coïncidence peut impliquer au point de vue de la réception des déclarations dans les mairies et aussi de la recherche préalable des certificats médicaux, il faut constater que le texte de l'article 11 ne se prête à aucun tempérament.

En laissant passer le délai de quarante-huit heures à compter de l'accident, ou, exceptionnellement, comme je l'ai indiqué sous le paragraphe A ci-dessus, à compter de l'incapacité de travail consécutive et postérieure à l'accident, le chef d'entreprise qui a omis de faire sa déclaration, ou, ce qui revient au même, de produire une déclaration régulière, accompagnée du certificat médical exigé, devient passible de la pénalité prévue par la loi. Mais il ne s'ensuit point que, passé ce délai, le maire ait le droit d'écarter sa déclaration ou de lui en refuser récépissé. A toute époque, la déclaration tardive du chef d'entreprise doit être acceptée par le maire, sauf à celui-ci à provoquer, s'il le juge convenable, l'application de la peine encourue du fait de ce retard.

A plus forte raison, la déclaration facultative de la victime ou de ses représentants n'est-elle assujettie à aucune limitation de délai.

E. — *De la forme et du contenu de la déclaration.* — Les lois de 1892 et de 1893 admettaient une déclaration collective pour chaque accident survenu, quel que fût le nombre de ses victimes. Il n'en saurait être de même sous le régime de la loi de 1898, chaque accident pouvant, s'il est présumé devoir entraîner une incapacité permanente ou la mort, nécessiter une enquête distincte et aboutir à une ordonnance ou à un jugement spécial.

Aussi doit-il y avoir toujours désormais autant de déclarations que de victimes.

Pour faciliter la rédaction de ces déclarations et simplifier, par leur uniformité même, le travail des mairies, qui, dans certaines communes, ne laissera point d'être sensiblement accru, le décret du 30 juin 1899 a déterminé un modèle officiel (modèle I), qui a été d'ailleurs complété par le décret du 18 août. Ce modèle correspond maintenant tout à fait au modèle du « procès-verbal » à dresser par le maire, de sorte que le déclarant n'aura plus qu'à apporter à la mairie sa déclaration remplie et signée, sans avoir à donner une nouvelle signature au procès-verbal.

Conçu pour la généralité des cas, ce modèle pourra, du reste, comporter, dans certaines circonstances exceptionnelles, des indications additionnelles.

Si, par exemple, l'accident s'est produit en dehors du siège de l'établissement industriel, sur un chantier extérieur, ou chez un client de l'entreprise, ou dans un trajet de service, il faudra spécifier, outre l'établissement auquel appartient la victime, le lieu où l'accident s'est produit.

Ces indications éventuelles, dont l'intitulé eût inutilement compliqué les formules réglementaires de déclaration, de procès-verbal, d'avis au service d'inspection et d'avis au juge de paix, devront être ajoutées toutes les fois qu'en apparaîtra la nécessité. Il suffira, dans les cas douteux, de se rappeler que le déclarant est tenu, pour déférer au vœu de la loi, de fournir toutes les données initiales des enquêtes, judiciaires ou administratives.

Mais je n'irais pas jusqu'à penser que ces indications nécessaires ne sont absolument recevables que dans l'ordre et sous la forme réglementaires. Le maire, tout en gardant le droit de représenter aux intéressés les inconvénients pratiques de formules disparates, ne me paraîtrait point fondé à écarter les formules différentes qu'on persisterait à lui produire.

J'ai lieu de penser notamment qu'il ne conviendrait pas, pendant les premiers mois d'application de la loi, de rejeter les formules que diverses compagnies de chemins de fer ou diverses industries avaient pris l'initiative d'établir, avant la promulgation du décret du 30 juin dernier, et qu'elles ont le désir d'écouler, sous réserve d'y apporter les corrections ou additions manuscrites indispensables.

Pourvu que la déclaration renferme les renseignements essentiels, qu'elle soit régulièrement signée et qu'elle se trouve accompagnée du certificat médical correspondant, le maire, sans pouvoir se faire juge définitif de son contenu, doit la recevoir. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'il ne se résignera à accepter ainsi une déclaration insuffisante ou différente du modèle réglementaire, qu'après avoir épuisé les observations officieuses et montré aux intéressés combien, dans leur propre intérêt, serait préférable une déclaration dès l'abord complète et correcte. En face d'une mauvaise volonté évidente,

il ne devrait pas hésiter, au surplus, à provoquer l'application de l'article 14 de la loi et à mettre ainsi la justice à même de statuer.

Si le maire ne peut rejeter une déclaration, parce qu'il l'estime insuffisante, il ne pourrait davantage l'écarter à raison des inexactitudes qu'il y croirait relever. Il arrivera sans doute quelquefois que deux déclarations effectuées, pour un même accident, par le chef d'entreprise et par la victime ou ses représentants comporteront des divergences, voire des contradictions. Il ne saurait appartenir au maire d'opposer son appréciation aux énonciations des déclarants et de se substituer au juge qui, seul, pourra se décider.

II. — DU CERTIFICAT MÉDICAL.

Comme je viens de l'indiquer, le certificat médical constitue le complément obligatoire de la déclaration. La loi dispose expressément qu'il y doit être joint. Il fait, pour ainsi dire, corps avec elle, à tel point que ces deux pièces, considérées comme un document unique, ne donnent lieu, d'après le texte formel de l'article 11, qu'à un même récépissé.

La déclaration du chef d'entreprise ne semble recevable sans certificat médical que dans deux cas :

1° S'il y a eu accident entraînant mort immédiate; car alors, malgré la généralité apparente du texte de l'article 11, il n'y a point à « indiquer l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif »;

2° Si le chef d'entreprise rapporte une attestation du médecin constatant que la victime a refusé de se laisser visiter par lui et a mis ainsi un obstacle matériel à la production du certificat légal.

La production du certificat médical, qui est obligatoire pour le chef d'entreprise, devient nécessaire pour la victime ou pour ses représentants, s'ils veulent faire une déclaration directe.

Dans l'un et l'autre cas, le maire est tenu de refuser une déclaration qui ne serait point accompagnée du certificat médical correspondant et qui le mettrait dans l'impossibilité de remplir lui-même l'obligation légale que lui impose le premier alinéa de l'article 12.

La formule du certificat médical est si simple qu'il a paru superflu d'en faire l'objet d'un modèle réglementaire. Les médecins appelés à établir ces certificats prendront vite l'habitude de les rédiger dans l'ordre logique que la loi indique elle-même, c'est-à-dire en attestant successivement :

1° L'état de la victime au moment de la délivrance du certificat et le caractère de la blessure reçue;

2° Les suites probables de l'accident (mort, incapacité permanente absolue, incapacité permanente partielle, incapacité temporaire de telle ou telle durée);

3° L'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Il pourrait être utile, au surplus, de signaler ces indications aux médecins intéressés et vous apprécierez, monsieur le préfet, s'il ne conviendrait pas d'intervenir directement en ce sens auprès des syndicats médicaux ou des représentants autorisés du corps médical dans votre département.

Il ne serait sans doute pas inopportun de leur rappeler en même temps que les certificats dont il s'agit sont exempts de timbre et qu'ils ne sont pas nécessairement délivrés à titre gratuit, comme avaient pu le craindre tout d'abord quelques organes de la presse médicale.

Ainsi que l'a reconnu, dans un avis récent, le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, le premier alinéa de l'article 29, en édictant la délivrance gratuite, le visa pour timbre et l'enregistrement gratis des procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la loi, n'a évidemment entendu viser que la gratuité au compte du Trésor, sans imposer à des tiers des charges sans compensation. Aussi bien, le second alinéa de cet article prévoit expressément la fixation des émoluments des greffiers, et, en effet, ces émoluments ont été déterminés par un décret du 5 mars 1899. Dès lors, les dispositions générales de l'article 29 ne paraissent point opposables aux médecins appelés à délivrer des certificats.

« Dans le cas prévu par l'article 11, un certificat de médecin devant être joint à la déclaration d'accident, le chef d'entreprise se trouve astreint, sous les sanctions de l'article 31, à cette production complémentaire, aussi bien qu'à la déclaration elle-même.

Cette interprétation, qui ne semble pas prêter au doute, rassurera, j'en suis sûr, toutes les appréhensions qui auraient pu se faire jour et ôtera tout prétexte aux refus de concours des médecins pour l'exécution régulière de cette importante disposition de la loi.

Vous pourriez, dans le même but, si vous le jugez utile, rappeler ou faire rappeler aux médecins des hôpitaux qu'ils doivent sur ce point l'exemple à leurs confrères et qu'ils ne sauraient refuser les certificats de l'espèce aux blessés admis dans leurs services, quand les chefs d'entreprises intéressés ne se trouvent point à même d'en provoquer directement par des médecins de leur choix.

III. — DU RÉCÉPISSÉ.

A la différence de la formule de certificat médical et même de la formule de déclaration, dont l'uniformité peut exceptionnellement fléchir, les autres formules (récépissé, avis au service d'inspection, avis au juge de paix) doivent être rigoureusement remplies par les maires dans les formes réglementaires.

Les maires ne sauraient notamment apposer, sans inconvénient, leur signature sur les formules ou talons différents que les chefs d'entreprise leur présenteraient tout préparés et dont la remise pourrait engager leur responsabilité administrative.

Le récépissé doit être délivré au déclarant immédiatement, au reçu de sa déclaration. Rien n'autorise le maire à refuser aux intéressés, ne fût-ce que pendant quelques heures, la preuve qu'ils ont obtempéré aux prescriptions de la loi.

En disposant, d'autre part, comme dans les lois de 1892 et de 1893, que le récépissé serait « remis » au déclarant, le législateur de 1898 a écarté l'hypothèse de récépissés délivrés, comme de déclarations faites par voie postale.

IV. — DU PROCÈS-VERBAL.

A la suite de la réception de la déclaration souscrite par le chef d'entreprise, l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 veut que le maire dresse procès-verbal de cette déclaration.

Le modèle du procès-verbal annexé au décret du 30 juin 1899 contenait des énonciations additionnelles à celles de la déclaration et il devait, dès lors, être également signé par le déclarant, comme l'étaient d'ailleurs les procès-verbaux précédemment dressés en exécution des règlements d'administration publique des 21 avril et 20 novembre 1893.

En élargissant la formule de la déclaration elle-même et en y ménageant l'insertion de toutes les indications nécessaires aux enquêtes ultérieures, le décret du 18 août 1899 a pu décharger les chefs d'entreprise de cette seconde signature et de la comparution qu'elle impliquait. Le procès-verbal du maire, d'après le nouveau modèle III en vigueur, n'est plus que l'enregistrement administratif, à date certaine, de la déclaration faite par le chef d'entreprise.

Il ne diffère de cette déclaration que sur un point. Il constate l'accomplissement des devoirs imposés au maire en ce qui concerne : 1° la délivrance du récépissé au déclarant; 2° l'envoi, s'il y a lieu, à la justice de paix des pièces spécifiées par le premier alinéa de l'article 12 de la loi.

Vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, prescrire aux maires de dresser les procès-verbaux de déclaration d'accidents, non sur des feuilles volantes, mais sur des registres spéciaux, tenus sans blancs. Il est important que les procès-verbaux demeurent ainsi, avec les pièces originales y annexées, à la disposition de l'autorité judiciaire et, le cas échéant, du service de l'inspection du travail, en vue des recherches ou des statistiques ultérieures.

La communication de ces registres devrait, au contraire, être refusée au public. Les intéressés seuls pourraient obtenir connaissance du procès-verbal qui les concerne. Et, par intéressés, j'incline à penser qu'il faudrait entendre exclusivement le chef d'entreprise ou son préposé, la victime ou ses représentants.

V. — DE L'AVIS AU SERVICE D'INSPECTION.

En dehors des cas vraisemblablement fort rares où, suivant la prévision du dernier alinéa de l'article 11 de la loi de 1898, l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 se rencontreraient encore applicables, la transmission faite désormais par les maires au service d'inspection diffère, en la forme, de celle qui était faite antérieurement. Le service d'inspection ne recevra plus la déclaration du chef d'entreprise ni le certificat médical, dont les décrets des 21 avril et 20 novembre 1893 lui avaient assuré la possession : d'après les dispositions nouvelles de la loi de 1898, la première de ces pièces doit rester aux archives de la mairie et la seconde est destinée, le cas échéant, à la justice de paix.

Mais, au fond, le nouveau modèle d'*Avis*, tel que l'a remanié le décret du 18 août 1899, fournit au service d'inspection tous les renseignements qu'il recevait autrefois. Les inspecteurs du travail continueront donc à disposer des

mêmes éléments d'investigation et d'enquête que par le passé dans la mission qui leur est dévolue.

Cette formule *d'Avis* (modèle IV) doit être adressée par les maires pour tous les accidents déclarés, même si ces accidents concernent des industries non soumises à l'inspection, telles que les entreprises de chargement et de déchargement ou les exploitations agricoles faisant emploi de moteurs inanimés. Le texte de l'article 11 ne permet aucune distinction.

Mais les maires doivent veiller attentivement à la répartition de ces avis, suivant les cas, entre les inspecteurs du travail et les ingénieurs des mines.

Doivent être seuls adressés aux ingénieurs ordinaires des mines préposés à la surveillance administrative des établissements où les accidents se sont produits :

I. — Les avis d'accidents survenus dans les mines, minières et carrières ou leurs dépendances légales, suivant les conditions rappelées par la circulaire que nous vous avons adressée, mon collègue des travaux publics et moi, à la date du 11 juillet dernier ;

II. — Les avis d'accidents déclarés comme provenant d'*appareils à vapeur*, pourvu que ces appareils ne se trouvent point en service dans l'enceinte des chemins de fer. Les ingénieurs des mines devront d'ailleurs immédiatement, d'après les instructions qu'ils vont recevoir de M. le Ministre des travaux publics, faire le départ, qu'on ne pouvait demander aux maires, entre ceux de ces avis afférents à des accidents dus aux « générateurs » et aux « récipients » placés sous leur surveillance par le décret du 30 avril 1880, et ceux qui concernent les accidents dus à tout autre appareil ; ils garderont les premiers, en vue de la préparation des rapports dont l'article 13 leur impose la rédaction à bref délai ; ils renverront les autres, sans retard, à l'inspecteur départemental du travail.

Tous les autres avis (y compris ceux qui correspondent à des accidents provenant d'appareils à vapeur dans l'enceinte des chemins de fer) doivent être adressés à l'inspecteur départemental du travail.

VI. — DE L'AVIS À LA JUSTICE DE PAIX.

L'avis au service de l'inspection (inspecteur du travail ou ingénieur des mines) doit toujours être transmis. L'avis destiné à la justice de paix du canton n'est, au contraire, envoyé que « lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail » (art. 12 de la loi). Il doit être entendu, au reste, et bien que la loi ne l'ait pas expressément indiqué, que la transmission d'une copie de la déclaration doit aussi être faite à la justice de paix, lorsque l'accident a entraîné mort immédiate.

Le maire n'a jamais à apprécier lui-même les suites possibles de l'accident déclaré. C'est uniquement aux conclusions du certificat médical qu'il doit s'en référer pour conserver par devers lui ou transmettre au juge de paix ce certificat médical, en original. Il y joint, dans ce cas, une copie de la déclaration.

Si le certificat médical produit par le chef d'entreprise concluait à l'inca-

pacité temporaire et si la victime ou ses ayants droit venaient ensuite à faire une déclaration appuyée d'un certificat médical concluant à l'incapacité permanente, le maire devrait, en présence de cette contradiction, opérer néanmoins transmission au juge de paix et, pour mettre ce magistrat en possession de tous les premiers éléments de l'affaire, il aurait même à lui faire tenir les deux certificats médicaux et les deux copies de déclarations concernant l'accident.

Ce double envoi devrait, à plus forte raison, être assuré si les deux certificats annexés aux deux déclarations concluaient uniformément à l'incapacité permanente, ou bien l'un à l'incapacité permanente et l'autre à la mort.

Ces transmissions, comme les envois d'avis au service de l'inspection, doivent être rigoureusement effectuées dans le délai indiqué aux modèles, c'est-à-dire, en principe, « le jour même de la déclaration d'accident ». C'est seulement lorsque la déclaration a été faite dans l'après-midi que la mairie a la faculté de remettre les envois correspondants à la « matinée du lendemain ».

Vous ne manquerez pas cependant d'insister auprès des maires pour qu'ils n'usent que le moins possible de ces délais et pour qu'ils prennent l'habitude d'assurer, autant que possible, dans une opération simultanée la réception des déclarations et l'envoi de toutes les pièces corrélatives. Le travail administratif des mairies s'en trouverait, en réalité, simplifié, en même temps que serait accrue la rapidité des transmissions.

Or cette rapidité est indispensable pour que les ingénieurs des mines puissent établir, le cas échéant, leurs rapports dans le court délai que leur assigne l'article 13, pour que les juges de paix puissent commencer sans retard leurs enquêtes, dont la promptitude multipliera les résultats, et pour que les inspecteurs du travail soient en mesure de relever, s'ils le jugent utile, sur le lieu de l'accident des indications encore assez précises pour permettre d'en prévenir le retour.

Le législateur, comprenant l'importance particulière des prescriptions qu'il édictait dans l'article 11, a d'ailleurs pris soin, dans l'article 14, de leur réserver une sanction pénale. Toute contravention à ces prescriptions est punissable d'une amende de 1 à 15 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 16 à 300 francs. Cette sanction ne doit point rester ignorée des maires, qui sont le mieux à même d'en provoquer l'application aux chefs d'entreprise notoirement réfractaires ou négligents.

Je compte, Monsieur le Préfet, sur votre diligence pour communiquer sans retard la présente circulaire aux maires de votre département et les inviter à en porter les dispositions essentielles à la connaissance des industriels et des ouvriers de leurs communes par tous les moyens de publicité en leur pouvoir.

Vous voudrez bien, au surplus, en m'accusant réception de ces instructions, me rendre compte des mesures que vous aurez prises, en ce qui vous concerne, pour assurer leur exécution et m'adresser deux exemplaires du numéro du *Bulletin administratif* dans lequel vous les aurez fait insérer.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 24 AOÛT 1899

relative à l'application de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

MONSIEUR LE PRÉFET, la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, est en vigueur depuis le 1^{er} juillet. Les premières difficultés d'application, qu'on ne s'était peut-être pas toujours défendu de grossir, se sont singulièrement atténuées devant la résolution manifeste du Gouvernement d'assurer dans son intégralité l'exécution de la législation nouvelle.

C'est plus, à vrai dire, qu'une législation nouvelle, c'est un droit nouveau qui apparaît dans les relations entre employeurs et employés. Les intéressés eux-mêmes, ouvriers et patrons, ne semblent pas en avoir partout compris le sens profond et la haute portée. C'est à vous, Monsieur le Préfet, qu'il appartient plus particulièrement, dans toutes les occasions et sous toutes les formes qui pourront se présenter, de faire connaître la loi à ceux qui l'ignorent, de l'expliquer à ceux qui n'en saisissent qu'imparfaitement la lettre ou l'esprit, d'en signaler les obligations et les sanctions à qui tenterait de la méconnaître ou de l'éluider.

Sans aborder, pour le moment, des commentaires détaillés, dont la place est dans des circulaires spéciales, je voudrais seulement faciliter votre mission, en dégageant les principes dont s'est inspiré le législateur et les conséquences essentielles qu'il en a déduites.

L'idée inspiratrice de cette législation, c'est celle du risque professionnel : idée timidement introduite il y a près de vingt-cinq ans dans une législation étrangère, acceptée depuis par tous les grands pays industriels de l'Europe, généralement approuvée aujourd'hui en France par les jurisconsultes et par les industriels, même par ceux qui au cours de ces dix dernières années l'avaient le plus vivement combattue; idée dont la fortune rapide souligne l'évolution opérée dans nos conceptions juridiques et sociales par la transformation économique du monde moderne.

Sous l'empire du Code civil, l'ouvrier n'a qu'un recours exceptionnel et incertain contre les risques que comporte pour lui la production et que l'extension incessante du machinisme et des grandes agglomérations ouvrières va multipliant chaque jour. Blessé ou mortellement atteint, il n'a droit à aucune indemnité que s'il a réussi à démontrer que le patron a commis une *faute*. Victime de sa propre imprudence, si l'on peut appeler de ce nom l'insouciance inévitable qu'amènent avec soi l'habitude du péril et l'intensité croissante du travail, il se voit refuser par la loi tout dédommagement. Victime d'un de ces cas fortuits qui n'engagent aucune responsabilité définie et qui

représentent plus de la moitié des accidents industriels, il est privé de tout recours. Victime même d'une négligence ou d'une faute caractérisée du patron, il lui faut en faire la preuve judiciaire, dans le dénuement qui suit l'accident, malgré son inexpérience de la procédure, malgré les difficultés qu'il éprouve à obtenir les témoignages de camarades appelés à déposer contre leur patron. Bref, sur dix accidents, à peine un ou deux donnent-ils ouverture à une pleine réparation. Ainsi, sous le régime de l'article 1382, c'est l'ouvrier qui, le plus souvent, supporte le risque des accidents industriels.

Tout autre est la situation, si ce risque devient *professionnel*, s'il est une des conditions normales de l'exercice même de la profession, une des charges qu'elle implique nécessairement et qui doivent figurer parmi ses frais généraux. Dès lors, plus de recherche de la cause de l'accident, plus de litige sur la responsabilité : l'entreprise même, considérée dans son impersonnalité, assume la réparation de l'accident occasionné par la production, comme tous les autres frais de cette production, et l'incorpore avec eux au prix de revient. L'ouvrier n'a plus de risque personnel à subir, de preuves à administrer. Comme son travail le constitue créancier du salaire, tout accident de travail le fait créancier d'une indemnité.

Un autre caractère de la nouvelle législation, c'est que les indemnités qu'elle assigne sont *transactionnelles* et *forfaitaires*. S'il est fait abstraction, dans la procédure, de la faute qui a pu être commise, le législateur pourtant en tient compte, dans une sorte de compromis, en admettant, au profit de l'ouvrier, qu'il sera *toujours* indemnisé, et, par contre, au profit du patron, que l'indemnité, ramenée à une moyenne, restera inférieure à la réparation totale du préjudice causé. Ainsi l'indemnité est transactionnelle. Elle est forfaitaire, en ce que la loi n'abandonne pas au juge l'évaluation du dommage : le législateur arbitre à l'avance l'indemnité à allouer; il la détermine selon les conséquences possibles des accidents, qu'il classe en quatre catégories. Transaction et forfait aussi profitables à l'ouvrier qu'au patron, puisqu'ils indemnisent l'un de tout accident du travail, en même temps qu'ils ménagent à l'autre la possibilité de calculer à l'avance sa dette éventuelle et, dès lors, de s'en couvrir par l'assurance.

Ce serait déjà un progrès signalé que d'avoir constitué, dans ces conditions certaines et simples, tout ouvrier victime d'accident créancier d'une indemnité, sauf à laisser le recouvrement de sa créance soumis aux aléas du droit commun. Le Parlement n'a point tenu cette amélioration pour suffisante. S'il n'est pas allé jusqu'à l'assurance obligatoire, qui avait les préférences de la Chambre des députés, il a du moins voulu que, dans tous les cas d'incapacité permanente ou de mort, l'ouvrier ou les siens fussent assurés du paiement de l'indemnité. Par l'établissement d'une taxe additionnelle, à la charge de l'ensemble des industriels soumis à l'application de la loi, il a institué un fonds spécial garant de l'insolvabilité éventuelle du chef d'entreprise ou de son assureur. La rente due à l'ouvrier ou à ses ayants droit est ainsi gagée par l'impôt.

Enfin, le Parlement a entendu notablement abrégé et simplifier la procédure en matière d'accidents, au commun bénéfice des parties. En cas d'incapacité temporaire, compétence illimitée des juges de paix en dernier ressort;

en cas de mort ou d'incapacité permanente, enquête judiciaire d'office par le juge de paix, procédure sommaire devant le tribunal, réduction des délais d'appel, arrêts rendus dans un délai préfixe, assistance judiciaire accordée dans tous les cas et de plein droit à la victime ou à ses ayants droit devant la justice de paix et le tribunal civil, exemption des droits de timbre et d'enregistrement pour tous les jugements et actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la loi : autant de réformes dont on ne peut mesurer l'importance qu'en se rappelant les lenteurs et les frais de la procédure antérieurement applicable.

Le droit nouveau dont je viens d'esquisser les traits caractéristiques n'est pas encore le droit commun : il ne s'applique point aux accidents survenus dans toutes les entreprises.

Seules, en principe, les entreprises industrielles s'y trouvent soumises. Il ne s'étend aux entreprises commerciales ou agricoles que si, comportant la fabrication ou la mise en œuvre de matières explosives ou l'emploi de moteurs inanimés, elles exposent par là même des ouvriers à des risques analogues à ceux des entreprises industrielles proprement dites.

Par contre, il semble bien que toute l'industrie, sans distinction, soit assujettie. L'article 1^{er} de la loi, dans une énumération très large, vise « l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières ». En vain arguerait-on de l'absence du mot *atelier*, employé dans d'autres lois, pour soustraire aujourd'hui la petite industrie, l'atelier de menuisier ou de modiste, au régime du risque professionnel. S'il est vrai qu'au début des travaux préparatoires, poursuivis pendant près de dix-huit années, le développement de la production mécanique, les dangers nouveaux de l'outillage employé par la grande industrie ont été surtout mis en avant pour expliquer et justifier l'introduction dans nos lois du risque professionnel, il faut bien reconnaître que l'application de l'idée nouvelle s'est insensiblement élargie, jusqu'à s'étendre à tous les accidents du travail industriel.

De cette extension progressive, et pour ainsi dire automatique, on retrouve facilement trace dans les travaux parlementaires. S'il est constant que dans plusieurs des premiers projets votés apparaissait l'intention de restreindre d'abord à la grande industrie un essai de la législation nouvelle, les derniers débats montrent avec la même évidence que le législateur a entendu, dans ses votes définitifs, aller, au moins en matière industrielle, jusqu'au bout de la théorie du risque professionnel.

En 1895, le rapporteur du Sénat écrivait que la législation projetée tendait à « assujettir toutes les entreprises ou exploitations industrielles ». Il déclarait plus tard à la tribune (séance du 4 juillet 1895) que le texte de l'article 1^{er} « n'est pas un texte limitatif », que « la loi doit s'appliquer à toutes les industries ».

Dans une autre délibération (séance du 25 novembre 1895), le même rapporteur rappelait au Sénat que sa commission avait déclaré « de la façon la plus formelle que, dans sa pensée, l'industrie tout entière se trouvait englobée dans l'énumération de l'article 1^{er} », et il répétait : « le texte de la

commission n'est point limitatif, il est énonciatif, et toute l'industrie y est comprise ».

Plus tard, le dernier rapporteur au Sénat confirmait la portée nouvelle de l'article 1^{er} en son texte actuel, disant : « Cette énumération renferme des termes très généraux, des termes qui embrassent, à notre avis, presque toutes les professions. » Et, sur l'interpellation formelle d'un sénateur : « Et les ateliers? », le même rapporteur répliquait, sans rencontrer de contradiction : « *Les ateliers sont compris dans les mots usines et manufactures* ». (Séance du 20 mars 1896.)

Il faut donc admettre que toute l'industrie, petite ou grande, est assujettie à la loi. Doivent seulement y échapper, conformément au second alinéa de l'article 1^{er}, « les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire », même s'ils s'assurent « la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades », c'est-à-dire les ouvriers qui ne font que par exception office de « chefs d'entreprise ».

Si toute l'industrie se trouve soumise à la loi, on n'en saurait dire autant des travaux qui, pour être matériellement analogues aux travaux de telle industrie, ne sont pas économiquement des travaux industriels. C'est ainsi qu'un laboratoire annexé à une faculté, malgré les risques d'explosion ou d'intoxication qu'il présente, ne peut être évidemment considéré comme un établissement industriel. De même pour une école technique, où les travaux des élèves ont un but exclusif d'enseignement.

D'une manière générale, on peut dire que la loi est applicable à tous les travaux industriels dont le but est de réaliser un gain et auxquels convient par suite la qualification légale « d'entreprise ».

Limitée pour le moment à l'industrie (sauf les extensions ci-dessus spécifiées), la loi est également restreinte aux *accidents* proprement dits, conséquence immédiate ou prochaine d'un événement soudain; elle ne s'étend pas aux maladies professionnelles, qu'entraîne l'exercice prolongé de certaines professions insalubres. La distinction, non douteuse en théorie, ne laissera pas du reste d'être souvent fort délicate dans la pratique : ce sera une question d'espèce.

Il ne suffit point enfin, pour que s'ouvre le droit de l'ouvrier à une indemnité, qu'un accident se soit produit; il faut que cet accident soit survenu, comme le spécifie l'article 1^{er} de la loi, « par le fait du travail, ou à l'occasion du travail ». Il convient d'ailleurs de reconnaître que ces termes sont des plus larges et embrassent toute la vie d'atelier.

Si un ouvrier victime d'un accident en venant de chez lui à la manufacture, ou en revenant de la manufacture chez lui, n'a pas droit à l'indemnité légale, il y a certainement droit, au contraire, si l'accident lui arrive sur un chantier extérieur de l'entreprise, au domicile d'un client de l'entreprise chez lequel il est appelé à travailler, ou bien dans les déplacements qui lui sont commandés ou qui deviennent nécessaires en cours de travail.

Je n'ai point dans cette circulaire à vous retracer les phases diverses de la procédure. Je veux seulement vous rappeler les dispositions essentielles de la loi en ce qui concerne la détermination des indemnités dues et les voies ouvertes aux chefs d'entreprise pour les acquitter.

Si l'accident n'a entraîné qu'une incapacité temporaire de travail, c'est-à-dire causée par une lésion complètement guérissable, quel que soit le temps nécessaire à cette guérison, la victime a droit à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire au moment de l'accident, c'est-à-dire à la moitié du salaire quotidien qu'elle touchait à cette date, si elle était employée à la journée, ou bien à la moitié de l'émolument journalier que représentait son salaire, si elle était payée au mois ou aux pièces.

L'indemnité n'est due toutefois que si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et, même dans ce cas, elle n'est due qu'à compter du cinquième jour. Cette disposition, qui a été motivée par l'appréhension peut-être exagérée d'abus possibles, est formellement inscrite dans l'article 3 de la loi. Il n'est pas douteux, par contre, qu'au regard de cet article les dimanches et jours fériés doivent être mis absolument sur le même pied que les jours ouvrables. Ainsi, pour un accident survenu la veille de Pâques, le dimanche et le lundi de Pâques entrent dans le calcul des quatre premiers jours, pendant lesquels le droit à l'indemnité ne court point encore; d'autre part, à partir du cinquième jour, l'indemnité est due aussi bien pour les dimanches et jours fériés que pour tous les autres jours. Elle doit être, la loi l'indique expressément, « journalière ». Ce n'est point à dire d'ailleurs que, pour être due quotidiennement, elle soit quotidiennement payable et il est permis de penser qu'elle pourrait être légalement acquittée aux époques usitées pour la paye du salaire dans l'entreprise à laquelle appartient la victime.

Si l'accident a entraîné une incapacité permanente, la victime a droit, à partir de la décision judiciaire qui fixe sa situation, non plus à la simple indemnité journalière de demi-salaire, mais à une rente viagère payable par trimestre. La rente varie suivant que l'incapacité permanente est partielle ou absolue. En cas d'incapacité partielle, c'est-à-dire d'accident réduisant la capacité de travail et de gain de la victime, l'arrachant même peut-être à sa profession, tout en lui laissant le moyen de se livrer à un autre travail industriel, la rente est égale à la moitié de la réduction de salaire que peut entraîner l'accident. En cas d'incapacité absolue, excluant la victime de toute profession industrielle, la rente est égale aux deux tiers du salaire. Dans les deux cas, le salaire qui sert de base au calcul de l'indemnité n'est plus, comme au cas d'incapacité temporaire, le salaire au jour de l'accident, mais le salaire « annuel », c'est-à-dire le total des gains normalement réalisés ou réalisables par la victime dans les douze mois antérieurs à l'accident, soit dans la même industrie, soit dans des industries ou occupations alternantes.

Enfin, si l'accident a entraîné la mort, la loi attribue des rentes, également calculées d'après le salaire « annuel » de la victime, à ses ayants droit, dans l'ordre et les proportions que détermine l'article 3.

Sans entrer dans le détail de ces attributions, je me borne à vous signaler qu'elles ont, en deux points, ému un certain nombre de chefs d'entreprise et même d'ouvriers, qui ont craint d'en voir découler, par un effet directement contraire aux intentions du législateur, une sorte de prime à l'emploi des ouvriers célibataires et des ouvriers étrangers. Pour répondre à ces appréhensions, il suffira sans doute de rappeler que l'assurance, refuge mora-

lement obligatoire de presque toutes les entreprises assujetties, égalise complètement les risques et, on peut dire, confond dans un même pourcentage de salaire les ouvriers célibataires ou mariés, étrangers ou Français. Que si d'ailleurs on objectait que de très grandes exploitations peuvent ne pas recourir à l'assurance, on répondrait que la question ne se pose que pour les accidents mortels. Les charges qu'ils entraînent n'atteignent pas, dans l'ensemble, le cinquième des dépenses afférentes aux accidents. L'économie réalisée par l'exclusion chimérique de tous les ouvriers qui ne seraient pas célibataires ou étrangers serait donc insignifiante.

Aussi bien la très grande majorité des chefs d'entreprise ne manquera pas de recourir aux divers procédés d'assurance que la loi met à leur disposition et dont, sauf des cas très rares, la prudence la plus élémentaire les invite à user.

En ce qui concerne les frais et indemnités d'incapacité temporaire, le chef d'entreprise peut se décharger, avec l'assentiment de ses ouvriers, pour les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours d'incapacité, sur une société de secours mutuels, en traitant avec elle dans les conditions prévues aux statuts types approuvés par M. le Ministre de l'intérieur le 16 mai dernier. S'il est exploitant de mine, minière ou carrière, il peut utiliser la caisse de secours organisée en exécution de la loi du 29 juin 1894, moyennant allocation d'une subvention complémentaire annuelle, dont les conditions et le montant sont approuvés par M. le Ministre des travaux publics. Dans toute autre industrie, il peut enfin créer une caisse particulière de secours, analogue aux caisses de secours obligatoires pour les mines, dans les conditions déterminées par le titre III de la loi du 29 juin 1894 et par le décret du 10 mai 1899, à charge de prendre alors à son compte le tiers de la cotisation normale à la caisse de secours, et, en outre, le montant de la dépense afférente aux incapacités temporaires occasionnées par les accidents.

En ce qui concerne les rentes dues en cas d'incapacité permanente ou de mort, le chef d'entreprise peut s'adresser à la caisse nationale d'assurance contre les accidents et à tous ses préposés dans les départements (trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers des finances, percepteurs, receveurs des postes). Cet établissement, institué par la loi du 11 juillet 1868, a été autorisé par la loi du 24 mai 1899 et par le décret du 26 mai à assurer les risques prévus par la loi du 9 avril 1898, soit uniquement pour la constitution des rentes, soit, en outre, pour les frais funéraires, indemnités journalières et frais médicaux dus jusqu'à constitution des rentes.

Qu'il s'agisse enfin de l'incapacité temporaire ou bien de l'incapacité permanente et de la mort, les assujettis peuvent s'assurer intégralement, en s'adressant soit à des syndicats de garantie solidaire, soit à des sociétés d'assurances mutuelles, soit à des compagnies d'assurances à primes fixes, que l'État contrôle dans les conditions définies par le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de la loi.

Il serait à peine besoin d'ajouter, si la question n'avait été mal comprise par quelques chefs d'entreprise et n'avait suscité plusieurs grèves, que le paiement de la prime d'assurance incombe au patron et au patron seul. In-

contestablement débiteur de l'indemnité en cas d'accident, il est également débiteur exclusif de la prime d'assurance, qui n'est que la couverture de sa responsabilité éventuelle. Il ne lui est pas plus loisible de se décharger, par la perception de retenues sur le salaire, de la prime ou d'une portion de la prime d'assurance, qu'il ne lui serait permis d'encaisser directement semblables retenues, en atténuation de ses charges légales, s'il demeurerait son propre assureur.

De même que le patron ne peut imposer ces retenues, l'ouvrier ne peut valablement les consentir. Contraire à la loi qui met intégralement les indemnités « à la charge du chef d'entreprise », une telle convention tomberait sous la nullité spécifiée par l'article 30 et ne pourrait être consacrée par les tribunaux.

Il ne faut point, en effet, perdre de vue que, si le législateur n'a prévu que deux sanctions pénales, pour défaut de déclarations d'accidents et pour défaut d'affichage de la loi, il a voulu imprimer au régime de responsabilité qu'il instituait un caractère d'ordre public, que tous les intéressés peuvent invoquer et qui frappe toutes conventions contraires, expresses ou tacites, d'une nullité radicale et toujours opposable.

Si l'ouvrier n'a point à participer aux frais de l'assurance, il n'a pas davantage à se préoccuper du mode d'assurance choisi par son patron, au moins en ce qui concerne les rentes. Que le chef d'entreprise reste son propre assureur, ou s'affilie à un syndicat de garantie, ou s'assure à une société d'assurances, mutuelle ou à primes fixes, ou s'adresse à la caisse nationale d'assurances, qu'il demeure solvable ou devienne insolvable, la victime d'un accident ou ses ayants droit ont, comme je l'ai déjà indiqué, la certitude absolue de toucher leurs pensions, telles qu'elles ont été liquidées par la décision judiciaire intervenue. Si le chef d'entreprise ou son assureur, leur débiteur principal, ne s'acquitte point à l'échéance, ils ont de plein droit pour débiteur subsidiaire la caisse nationale des retraites et ils peuvent immédiatement recourir à elle, dans les conditions et suivant les formalités déterminées par le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 26 de la loi, et rappelées dans l'instruction de la Caisse des dépôts et consignations annexée à ma circulaire du 21 août.

Telle paraît, dans ses grandes lignes, l'économie de la législation nouvelle. Bien des questions seraient encore à résoudre, ou tout au moins à examiner, pour la mettre pleinement en lumière et en préciser le fonctionnement. Soit que je les traite ultérieurement par circulaires spéciales, soit que vous me les soumettiez au fur et à mesure que se présenteront à vous les difficultés d'espèce, j'estime qu'il est du devoir de mon département d'en tenter l'éclaircissement.

Il se trouve d'ailleurs secondé dans cette tâche par le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, dont la composition garantit l'autorité et qui tient de l'article 16 du règlement d'administration publique du 28 février 1899 le mandat d'étudier, quand le Ministre l'y invite, toutes les « questions relatives à l'application de la loi ». Plusieurs de ces avis ont déjà levé des doutes et frayé la voie aux décisions judiciaires.

Sans entreprendre sur les pouvoirs des tribunaux, auxquels il appartiendra

de statuer sur chaque contestation d'espèce, le Ministère du commerce avec lequel les autres administrations publiques intéressées ne manqueront certainement pas de se concerter en cette matière, pourra ainsi faciliter aux patrons, comme aux ouvriers, la pleine connaissance de la législation nouvelle, apprendre aux uns et aux autres leurs obligations et leurs droits et se faire tout ensemble l'interprète et le gardien d'une importante loi sociale, qui ne pourrait impunément fléchir ou dévier.

C'est à cette tâche, Monsieur le préfet, que je vous demande de vous associer, en me soumettant sans hésitation les difficultés que pourrait soulever dans votre département l'application du régime nouveau, en donnant à la loi du 9 avril 1898 une publicité jusqu'ici trop insuffisante, et en vous appliquant à faire connaître les principes dont elle s'inspire et les progrès qu'elle réalise.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 25 AOÛT 1899

relative aux déclarations d'accidents.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, je vous adresse ci-joint, avec le texte d'un décret du 18 août 1899, qui a modifié les modèles I, III et IV relatifs aux déclarations d'accidents, annexés au décret du 30 juin dernier, les instructions générales des 21 et 24 août 1899 qui ont été adressées aux Préfets pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898 et notamment l'article 11.

Ainsi que vous le constaterez, le Service de l'Inspection, à la différence de ce qui se passait sous le régime des décrets des 21 avril et 20 novembre 1893, ne recevra plus de la Mairie ni la déclaration de l'accident faite par le chef de l'entreprise ni le certificat médical; mais l'avis qui lui est destiné renfermera les renseignements nécessaires pour lui permettre de se rendre compte si l'accident est le résultat d'une contravention aux lois sur le travail et de préparer la statistique des accidents déclarés.

En ce qui touche les accidents provenant d'appareils à vapeur (sauf lorsque ces appareils se trouvent dans l'enceinte des chemins de fer), les avis seront adressés à l'Ingénieur des Mines; celui-ci examinera si l'accident provient des « générateurs » ou « récipients », et dans ce cas conservera l'avis; s'il est dû à tout autre appareil, il le transmettra à l'Inspecteur du travail.

Quant aux accidents survenus dans l'enceinte des chemins de fer, avis en sera toujours donné à l'Inspecteur du travail, même lorsque l'accident proviendra d'appareils à vapeur.

J'ajoute (et ceci n'avait pas à être mentionné dans la circulaire aux Préfets) que l'Inspecteur, après avoir pris note de ces derniers accidents, devra trans-

mettre immédiatement l'avis qu'il aura reçu aux Ingénieurs du contrôle des chemins de fer.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et d'en transmettre un exemplaire à chacun des inspecteurs placés sous vos ordres.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 17 AOÛT 1899

relative à l'organisation des commissions départementales.

MONSIEUR LE PRÉFET, la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, dispose que les conseils généraux devront instituer une ou plusieurs commissions chargées de présenter, sur l'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible, des rapports qui seront transmis au Ministre du commerce et communiqués à la Commission supérieure instituée par l'article 22.

Ces commissions sont constituées depuis plusieurs années dans tous les départements ; mais elles n'ont manifesté, jusqu'à ce jour, qu'une très faible vitalité. Quelques-unes se sont réunies deux ou trois fois ; d'autres, une fois ; le plus grand nombre ne se sont jamais réunies.

Comment expliquer ce défaut d'activité ? Je pense que la cause principale s'en trouve dans la manière dont ces commissions ont été composées.

Aux termes de l'article 24 de la loi, les inspecteurs divisionnaires et départementaux, les président et vice-président du conseil des prud'hommes du chef-lieu ou du principal centre industriel du département et, s'il y a lieu, l'ingénieur des mines, en font partie de droit. Mais, à côté d'eux, les conseils généraux n'ont guère appelé à y siéger (indépendamment de quelques membres des conseils d'hygiène) que des patrons choisis d'ailleurs parmi les individualités les plus autorisées ; ce n'est que dans quelques cas tout à fait exceptionnels qu'ils se sont adressés à des ouvriers et à des représentants de syndicats.

Je pense que pour obtenir de ces commissions une action réellement utile il convient d'y faire entrer, à côté des membres de droit et des hygiénistes, un certain nombre de représentants des associations patronales et ouvrières (chambres de commerce, bourses de travail, syndicats professionnels).

La loi du 2 novembre 1892 étant une loi de protection ouvrière, et les commissions départementales du travail ayant pour objet de faire des rapports sur son exécution et d'exprimer des vœux sur les améliorations dont elle serait susceptible, il est juste qu'ouvriers et patrons y soient représentés par un nombre égal de mandataires.

Le rapprochement, à l'intérieur de ces commissions, d'ouvriers et patrons

délégués les uns et les autres de groupements organisés, ne saurait manquer de donner lieu à des échanges de vue du plus haut intérêt.

J'ajouterai que les commissions départementales ainsi composées échapperaient, désormais, au reproche encouru par quelques-unes d'elles d'être un obstacle et non une aide à l'activité des inspecteurs du travail. Elles faciliteraient au contraire leur tâche en mettant en rapports directs et suivis les agents de l'État et les représentants autorisés des ouvriers trop souvent embarrassés jusqu'ici pour faire parvenir leurs plaintes par une voie régulière.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de soumettre ces considérations à l'appréciation du Conseil général de votre département, lors de la session qui va s'ouvrir. Vous voudrez bien me rendre compte des décisions que cette assemblée aura cru devoir prendre.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 29 AOÛT 1899

relative à la délivrance des livrets aux jeunes ouvriers étrangers.

MONSIEUR LE PRÉFET, une circulaire du 20 avril 1899 a indiqué les conditions dans lesquelles les maires devront, à l'avenir, délivrer les livrets, prévus par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892, aux enfants étrangers qui désirent entrer dans l'industrie.

Malgré ces instructions, je suis informé que des maires ont délivré des livrets à des étrangers sans se faire représenter aucune pièce visée par le consulat de leur nation.

Je vous serai obligé de rappeler à ces magistrats les prescriptions de la circulaire susvisée, et me rendre compte des mesures que vous aurez prises pour en assurer la stricte application.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 13 SEPTEMBRE 1899

relative aux visites dans les ateliers non encore visités.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, bien que le nombre des établissements industriels visités pour la première fois, en 1898, représente 15,3 p. 100 du total, les rapports annuels attestent qu'il y a encore un trop

grand nombre d'ateliers qui n'ont pas encore été inspectés. Je sais que ce sont des établissements de peu d'importance, que l'exiguïté des cadres du personnel de l'Inspection n'a pas permis de soumettre jusqu'ici à un contrôle effectif; mais comme aucune des industries visées par les lois de 1892 et 1893 ne doit être laissée en dehors de la sphère d'influence de l'Inspection, je ne saurais vous recommander d'une façon trop pressante de porter de ce côté tous vos efforts. Ainsi qu'on l'a fait observer avec juste raison, la visite effectuée dans une localité n'aurait-elle pour résultat que de donner au maire, sur le fonctionnement de la réglementation du travail des notions qui lui sont parfois défaut, et de faire afficher la loi dans la maison commune, que l'intervention du service aurait une utilité incontestable; au surplus, l'expérience démontre que ce n'est qu'après que l'inspecteur a passé dans une localité que la loi y est appliquée.

Vous ne devriez pas hésiter à dresser procès-verbal et à exercer des poursuites contre les chefs d'industrie qui refuseraient de se conformer aux mises en demeure de l'Inspection.

Il importe que les prescriptions légales relatives à la réglementation du travail soient aujourd'hui universellement observées. Si, pour en assurer l'exécution, vous rencontriez une résistance quelconque, de quelque côté qu'elle se manifestât, vous ne devriez pas manquer de m'en référer.

En m'indiquant les mesures que vous aurez prises pour assurer l'exécution des présentes instructions, je vous serai obligé d'examiner d'une manière approfondie et de me faire connaître si l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, qui fixe à dix heures la durée maximum du travail quotidien des enfants et adolescents au-dessous de 18 ans, rencontre aujourd'hui les mêmes difficultés d'application qu'à l'origine.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 8 MAI 1899

relative à l'application du décret du 10 mars 1894 en ce qui concerne la protection des échafaudages servant à la construction des navires.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au comité consultatif des arts et manufactures la réclamation qui m'a été adressée par un constructeur de navires contre la mise en demeure qui lui a été faite de munir de garde-corps les échafaudages servant à la construction de torpilleurs et de contre-torpilleurs.

Le comité, se basant sur ce que les prescriptions légales exigent que les échafaudages soient munis de garde-corps de 0 m. 90 de hauteur sur toutes

leurs faces, a émis l'avis que la mise en demeure dont il s'agit devait être maintenue.

Le comité estime, d'ailleurs, que ces garde-corps peuvent être mobiles de manière à être enlevés à certains moments lorsqu'il s'agit de border des pièces de fortes dimensions, des grandes plaques de tôle par exemple, pourvu qu'ils soient assujettis et placés avec une solidité suffisante; au surplus, rien ne lui paraît s'opposer à ce que, dans certains cas, les lisses de ces garde-corps soient remplacées par de fortes cordes ou chaînes tendues à différentes hauteurs entre les montants, maintenues fixes aux échafaudages ou adaptées à l'aide de coulisses leur donnant une résistance suffisante, de manière à former comme un filet protecteur auquel les ouvriers pourraient au besoin se raccrocher.

J'ai lieu de penser que cette interprétation donnera pleine satisfaction aux observations qui m'ont été présentées.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 18 MAI 1899

*relative à une demande de tolérance
formée par les fabricants d'espadrilles (1).*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, les fabricants d'espadrilles m'ont adressé une demande à l'effet d'obtenir que leur industrie soit admise à bénéficier des tolérances prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892, relatif à la prolongation de la durée du travail et à la levée de l'obligation du repos hebdomadaire.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, auquel cette question a été soumise, a fait remarquer que les fabriques de chaussures jouissent, en vertu du décret du 29 juillet 1897, des tolérances ci-dessus, et que les espadrilles étant des chaussures, le décret susvisé leur est applicable sans qu'il soit besoin de recourir à un nouveau règlement d'administration publique.

(1) Voir année 1897, p. 199.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 1^{ER} JUILLET 1899

*relative à une demande de tolérance
formée par les fabricants de toiles pour espadrilles et sandales.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, les fabricants de toiles pour espadrilles et sandales m'ont saisi, ainsi que vous le savez, d'une demande tendant à obtenir que leur industrie soit admise à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne les veillées et la durée du travail.

Ils prétendaient que, fabriquant des articles variant suivant la mode, ils ne pouvaient faire face à leurs besoins qu'à la condition de jouir des dérogations ci-dessus.

Mon Administration a recherché si les tissus pour sandales étaient véritablement des tissus de nouveauté, exigeant des métiers spéciaux, soit le Jacquard, soit le métier revolver.

Cette enquête a révélé que les métiers de cette sorte étaient très peu nombreux par rapport aux métiers ordinaires et que, sauf quelques exceptions, les fabricants de tissus pour espadrilles ne font pas l'article nouveauté.

Dans ces conditions, le Comité consultatif des arts et manufactures a pensé qu'il n'y avait pas lieu de prendre en considération la demande dont j'ai été saisi.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance cet avis que j'adopte.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 25 MAI 1899

relative à la ventilation des meules.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai été saisi d'une réclamation contre la mise en demeure qui a été signifiée à un industriel par le service de l'inspection du travail d'avoir à appliquer les dispositions du décret du 10 mars 1894 en ce qui concerne la ventilation de ses meules.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, auquel j'ai soumis cette réclamation, a reconnu que chaque ouvrier ne se sert de la meule que pendant cinq ou six minutes par jour, que l'installation est faite pour ainsi dire en plein air, que les ouvriers ne peuvent souffrir des poussières et qu'il

paraît, en conséquence, excessif d'exiger des mesures qui n'ont été prévues que pour un travail continu. Il a, par suite, émis l'avis, que j'adopte, que, dans le cas particulier dont il s'agit, il n'y a pas lieu d'exiger l'application des dispositions de l'article 6 du décret du 10 mars 1894.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 30 MAI 1899

*relative à l'application du décret du 10 mars 1894
dans les fabriques de boutons en corozo.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures la réclamation qui m'a été adressée par un fabricant de boutons contre la mise en demeure qui lui a été signifiée d'avoir à assurer la ventilation de ses ateliers.

Le Comité consultatif a constaté que le travail du corozo donne plutôt naissance à de la poussière qu'à de la sciure, mais que cette poussière qui contient une notable proportion d'eau est lourde, de telle sorte qu'elle tombe plutôt qu'elle ne se répand dans les salles de travail; que, d'ailleurs, ce dégagement n'est pas abondant puisque ce qui reste suspendu dans l'air n'est pas suffisant pour en ternir la transparence. Il a, en conséquence, émis l'avis, que j'adopte, que l'établissement dont il s'agit ne tombe pas sous le coup de la loi parce qu'on n'y travaille que des matières lourdes. Mais il va de soi que la loi reprendrait toute sa force si, le travail ne se faisant plus au mouillé, des poussières venaient à se dégager librement. Vous savez, en effet, que la Cour de cassation a décidé que les termes de l'article 6 du décret du 10 mars 1894 sont généraux et absolus et qu'à la différence des gaz dont ils n'ordonnent l'évacuation que s'ils sont incommodés, insalubres ou toxiques, ils prescrivent l'évacuation de toutes les poussières sans distinction.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 30 MAI 1899

*relative à l'application de la loi du 12 juin 1893
dans les ateliers dirigés par des tâcherons.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures une réclamation qui m'a été adressée contre une mise

en demeure d'avoir à munir des échafaudages de garde-corps, conformément aux prescriptions du décret du 10 mars 1894.

Le pétitionnaire exposait dans sa réclamation qu'il est adjudicataire des travaux de Clary, qu'il a traité avec des tâcherons pour les différentes parties de ces travaux, maçonnerie, charpente, couverture, etc. ; qu'il fournit à ces tâcherons les matériaux nécessaires pour construire les échafaudages. Ce sont ces petits entrepreneurs qui les élèvent eux-mêmes en dehors de sa surveillance et sous leur propre responsabilité et il estimait que, dans ces conditions, il ne saurait être rendu responsable des contraventions qui pourraient être commises par les sous-traitants ; il demandait, en conséquence, que les mises en demeure soient signifiées à ces derniers.

Le Comité consultatif des arts et manufactures a fait remarquer que les responsabilités ne peuvent être ainsi déplacées. La loi rend, en effet, responsables les manufacturiers, directeurs gérants ou proposés chargés de la surveillance des travaux pour le compte des chefs d'industrie, à l'exclusion d'agents subalternes. Elle n'admet pas qu'un adjudicataire, offrant les garanties nécessaires que l'on fixe, ou que l'on vise tout au moins, dans le cahier des charges puisse être remplacé, sans surveillance ni responsabilité de sa part, par des sous-traitants n'offrant pas les mêmes garanties. De même que l'adjudicataire est et doit rester responsable, jusqu'à parfaite exécution des travaux soumissionnés, vis-à-vis de la partie contractante, de même il doit répondre des infractions commises aux lois et aux règlements d'administration publique, qui régissent l'industrie qu'il exerce et il ne saurait pas plus s'y soustraire, en faisant exécuter ces travaux par des tiers entrepreneurs, qu'un chef d'usine ne saurait le faire en chargeant son personnel subalterne d'entreprises à la tâche dans l'intérieur de ses établissements.

Le Comité consultatif a, en conséquence, émis l'avis, que j'adopte, que le pétitionnaire devait se conformer aux prescriptions du paragraphe 5 de l'article 10 du décret du 10 mars 1894, qui stipule que les échafaudages seront munis, sur toutes leurs faces, de garde-corps de 90 centimètres de hauteur, soit en les établissant lui-même s'il exécute les travaux, soit en s'assurant qu'ils le sont s'il lui convient de faire exécuter les travaux par des tiers.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 3 JUIN 1899

*relative à l'application du décret du 13 mai 1893,
en ce qui concerne le polissage et l'aiguisage des métaux.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, aux termes du tableau A annexé au décret du 13 mai 1893, il est interdit d'employer des enfants au-dessous de 18 ans, des filles mineures et des femmes au polissage et à l'aiguisage des métaux, à raison des poussières dangereuses.

Une chambre syndicale a demandé qu'une distinction fût faite entre l'aiguisage et le polissage à sec, qui demeureraient interdits, et l'aiguisage et le polissage au gras qui seraient autorisés, parce qu'ils se pratiquent avec l'emploi de liquides susceptibles de fixer les poussières.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, auquel la question a été soumise après enquête, n'a pas considéré que la distinction proposée fût pratiquement réalisable ; il a fait observer qu'il y a des polissages au gras s'effectuant à l'aide de meules à étoffes avec addition de chaux, de suif et de cire qui dégagent des poussières sinon toxiques du moins nuisibles si la meule n'est pas munie d'une ventilation bien disposée. La définition au gras ne lui a, dès lors, paru ni complète ni suffisante.

Au surplus, ces considérations n'avaient pas échappé au Comité consultatif des arts et manufactures, à la Commission supérieure du travail et au Conseil d'État, lors de l'élaboration du décret de 1893. Le polissage au gras, se pratiquait déjà à cette époque et si la distinction actuellement demandée n'a pas été faite dans ledit décret, c'est qu'elle n'a pas paru praticable.

Par ces motifs, le Comité a exprimé l'avis que la proposition de la chambre syndicale n'était pas susceptible d'être prise en considération. Mais il fait remarquer que, comme il a déjà eu l'occasion de le déclarer dans un avis précédent, lorsque le fait qui a motivé la prohibition du tableau A ne se produit pas, par suite de bonnes dispositions prises par les usiniers, emploi de matières agglutinantes, cire, suif, huile ou tout simplement d'eau arrivant d'une manière continue et d'une ventilation bien installée, l'interdiction formulée doit être considérée comme levée, le danger disparaissant avec la poussière.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 10 JUIN 1899

relative aux étoffes de nouveauté destinées à l'habillement.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, dans votre rapport sur l'application, en 1897, des lois réglementant le travail, vous exposiez les difficultés éprouvées par les inspecteurs pour distinguer ce qu'on entend par étoffes de nouveauté destinées à l'habillement, en faveur desquelles des tolérances ont été admises et vous demandiez qu'une définition précise fût donnée à cette expression. Vous pensiez, en outre, que les tolérances accordées à ces tissus n'ayant été sollicitées qu'en petit nombre, n'étaient pas indispensables et pouvaient être supprimées sans inconvénient pour l'industrie et avec avantage pour la facilité de l'inspection.

Votre proposition, après avoir été communiquée pour avis à vos collègues, a été soumise au Comité consultatif des arts et manufactures. Le Comité a

pensé qu'on ne saurait donner une définition exacte de ce qu'est un tissu de nouveauté. Il y a, dit-il, des tissus ordinaires et classiques, toujours les mêmes, qui se font d'un bout à l'autre de l'année, d'autres sont sujets aux variations de la mode; ce sont ceux-là qui bénéficient de dérogations et c'est à l'inspecteur à distinguer ces deux fabrications.

D'autre part, le Comité estime qu'on ne peut déduire de ce que les tolérances admises en faveur des tissus de nouveauté n'ont été que peu sollicitées, qu'elles ne sont pas nécessaires; au contraire, c'est justement parce qu'elles n'ont pas fait l'objet d'abus qu'on doit les maintenir.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance cet avis que j'ai adopté.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 16 JUIN 1899

*relative à une demande de tolérance
formée par l'industrie du nettoyage et de la cuisson des pieds de moutons.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai été saisi d'une demande tendant à obtenir que l'industrie du nettoyage et de la cuisson des pieds de mouton, soit assimilée à la boucherie et à la charcuterie et soustraite à l'application de la loi du 2 novembre 1892.

Le Comité consultatif des arts et manufactures a émis l'avis que l'assimilation dont il s'agit n'est pas contestable et que cette profession doit être affranchie de la réglementation des heures de travail.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance cet avis que j'ai adopté.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 16 JUIN 1899

relative au poids maximum que les femmes peuvent porter.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous avez soulevé la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de limiter, par décret, le poids maximum que les femmes pourraient porter, et vous proposez que ce poids soit fixé à 15 kilogrammes.

Cette proposition vous a été suggérée par ce fait, constaté dans certaines

casseries de sucre, que des femmes transporteraient toute la journée des caisses de 25 kilogrammes et que les plus robustes doubleraient même la charge et porteraient quelquefois jusqu'à 50 kilogrammes.

L'enquête à laquelle il a été procédé a démontré que dans les autres circonscriptions aucun inspecteur n'a observé de cas de surcharge tels que ceux que vous signalez. D'un autre côté, six de vos collègues ne reconnaissent pas l'utilité de fixer, par décret, le maximum des charges des femmes et les quatre inspecteurs divisionnaires qui se sont montrés partisans de cette mesure ont proposé des chiffres différents pour la fixation du poids maximum.

Dans ces conditions, le Comité consultatif des arts et manufactures a pensé qu'en l'état actuel de l'instruction, il serait difficile de donner suite à votre proposition. Il a, d'ailleurs, fait remarquer que si la fixation des charges maxima pour les enfants de moins de 18 ans, est nécessaire par suite de l'insouciance, de la faiblesse, du peu d'expérience inhérents à cet âge et aussi des abus qui peuvent être commis, il n'en est pas de même, en ce qui concerne la fille et la femme faites, qui ont conscience de leurs moyens physiques et des ménagements auxquels elles ont droit.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 22 JUIN 1899

*relative à une demande de tolérances
formée par les fabricants de boîtes en bois*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai été saisi d'une demande tendant à ce que l'industrie des boîtes en bois fût admise à bénéficier des tolérances dont jouit la fabrication des boîtes de carton, cette demande faisait valoir que ces dernières, ayant obtenu un régime privilégié parce qu'elles sont destinées à des articles de saison, il devrait en être de même pour les boîtes en bois qui s'adressent à la même clientèle.

Le Comité consultatif des arts et manufactures a été, après enquête, appelé à examiner cette pétition. Il a pensé que le motif invoqué, celui de travailler pour les mêmes clients que les cartonniers, n'était pas suffisant pour motiver une dérogation à la réglementation actuelle.

Il se peut, dit-il, que la même clientèle s'adresse parfois aux deux genres de fabrication, mais cela ne veut pas dire que ces deux industries soient identiques. Les boîtes en carton, en effet, ont besoin d'avoir toute leur fraîcheur lorsqu'elles sont livrées aux confiseurs et aux fabricants de jouets; elles changent de forme, d'ornements, d'une année à l'autre; elles se détériorent vite en magasin; elles sont plutôt l'ouvrage d'enfants et de femmes que les boîtes en bois; elles ont une destination et une application limitées puisqu'elles ne s'adressent qu'à des produits essentiellement de saison ou de

mode. Les boîtes en bois, au contraire, se préparent mécaniquement par des hommes; elles peuvent se faire d'avance en grande quantité, suivant l'emploi qui doit en être fait; elles ne craignent pas les détériorations rapides, peuvent s'enmagasiner facilement sans risques d'être déformées et elles n'exigent pas le luxe du cartonnage.

Le Comité a fait remarquer, d'ailleurs, que les plus grands producteurs de caisses en bois ne sollicitent aucune tolérance et font face à toutes les commandes avec une journée de dix heures.

Dans ces conditions, le Comité consultatif des arts et manufactures n'a pas pensé que la demande fût susceptible d'être accueillie

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 22 JUIN 1899

relative à l'emploi des enfants dans les ateliers de mégisserie.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, la société philomathique de Bordeaux m'a adressé une demande en vue d'obtenir que les enfants de moins de 18 ans soient autorisés à travailler dans l'atelier de mégisserie de cette société, à la condition qu'on y emploie du sulfure de sodium à la place de sulfure d'arsenic pour l'épilage des peaux.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, auquel cette demande a été soumise, après enquête, n'a pas considéré que le danger d'empoisonnement expressément visé par le tableau C, annexé au décret du 13 mai 1893, ait seul motivé l'interdiction de l'emploi dans les mégisseries des enfants au-dessous de 18 ans, des filles mineures et des femmes à l'épilage des peaux. Les résultats de l'enquête qui a été ouverte sur cette question lui ont permis de constater : que le sulfure de sodium et la chaux ne sont pas sans inconvénients pour les enfants et les femmes;

Que le sulfure de sodium n'est employé que très exceptionnellement et qu'il y a lieu de redouter qu'il soit mélangé de sulfure d'arsenic dans certaines proportions;

Que les maladies virulentes infectieuses peuvent se déclarer à la suite de l'opération de l'épilage;

Que des produits plus ou moins toxiques et notamment l'arsenic peuvent avoir été employés, au lieu d'origine, pour conserver les peaux.

Le Comité ayant reconnu, par ailleurs, qu'il est tout à fait inutile de faire un apprentissage pour pratiquer l'épilage et qu'aucun industriel ne demande la levée de l'interdiction sollicitée par la Société philomathique de Bordeaux, a exprimé l'avis qu'il n'y avait pas lieu de prendre la proposition en considération.

J'ai adopté cet avis.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 25 JUILLET 1899

*relative à une demande de tolérance formée par
les constructeurs-mécaniciens travaillant pour l'industrie sucrière.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, les constructeurs-mécaniciens, fondeurs en fer et en cuivre, chaudronniers en fer et en cuivre, de votre circonscription ont demandé que leurs industries fussent classées au nombre de celles qui, à raison de leur nature, ou pour des causes de force majeure, échappent aux prescriptions de la loi du 9 septembre 1848, qui fixe à douze heures la durée du travail des adultes.

Cette pétition est basée sur ce fait que les constructeurs travaillant pour l'industrie sucrière ne peuvent exécuter les travaux que pendant l'arrêt de la fabrication et sont dans l'obligation, pour terminer les commandes avant l'expiration de cette période, de faire des heures supplémentaires.

Cette demande a été soumise, après enquête, au Comité consultatif des arts et manufactures qui a fait remarquer que, de toutes les régions sucrières de France, celle où la réclamation s'est produite est la seule où les constructeurs-mécaniciens prétendent au bénéfice d'une exception à la loi de 1848, ce qui prouve que le travail national ne souffre pas de l'état de choses actuel.

D'autre part, le Comité fait ressortir que le fabricant de sucre peut avoir à commander deux genres de travaux différents, soit des appareils nouveaux, soit des réparations.

Dans le premier cas, les appareils sont généralement construits d'avance en série et le travail à exécuter pendant l'arrêt de la fabrication consiste seulement à installer dans l'usine lesdits appareils, ce qui peut se faire facilement pendant les longs mois de chômage de l'industrie sucrière.

Dans le second cas, il reste seulement à exécuter chez le constructeur le travail d'ajustage et cette besogne peut, avec un outillage suffisant, s'exécuter dans les conditions ordinaires. Il suffirait, pour arriver à ce résultat, que les commandes fussent faites en temps utile.

Indépendamment de ces considérations, qui suffisent à établir que les constructeurs-mécaniciens ne se trouvent pas dans les cas exceptionnels visés par l'article 2 de la loi de 1848, le Comité a fait observer qu'on ne saurait demander à un ouvrier mécanicien ou forgeron un travail de plus de douze heures sans qu'il en résulte une fatigue de nature à compromettre gravement sa santé.

Dans ces conditions, le Comité a émis l'avis, que j'adopte, que la demande dont mon Département a été saisi ne peut être accueillie.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 12 JUIN 1899

*relative à une demande de tolérance
formée par les fabricants de produits pharmaceutiques.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, on a demandé que l'industrie des produits pharmaceutiques fût admise à bénéficier des tolérances prévues par les articles 4 et 7 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, comme l'ont déjà été les industries de l'extraction des parfums, de la confiserie et de la parfumerie.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, que j'avais saisi de l'examen de cette demande, vient d'exprimer l'avis qu'elle ne pouvait être accueillie pour les raisons suivantes :

A la différence de ce qui a lieu, notamment pour l'industrie de l'extraction des parfums, le travail exécuté par les femmes dans les fabriques de produits pharmaceutiques est assez facile; il n'exige qu'un apprentissage rapide et on peut, par suite, dans les cas de presse, augmenter sans difficulté le nombre des ouvrières.

D'autre part, les produits fabriqués ne sont, d'ordinaire pas altérables à un point tel qu'il soit nécessaire d'en exécuter la préparation à une époque rapprochée du moment de la consommation, comme cela a lieu dans la confiserie et la parfumerie.

Enfin, il ne se déclare pas de surcroît de travail à des époques déterminées de l'année comme dans les industries susdésignées. Ce qui le prouve, c'est qu'aucun fabricant ne fait travailler plus de neuf à dix heures par jour et n'a demandé jusqu'ici l'autorisation de prolonger, même momentanément, la durée du travail de ses ouvrières.

Dans ces conditions, il ne m'a pas été possible de prendre en considération la demande dont j'ai été saisi.

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE

SUR

LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS DANS L'INDUSTRIE COTONNIÈRE

par **M. GAILLOT**

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL.

La lettre ministérielle du 6 janvier 1898 (1) relative à la protection des engrenages des machines de filature, ainsi que la réponse de M. le Ministre du commerce à un député (séance du 26 mars 1898) (2) qui le priait de faire étudier par ses agents les perfectionnements à apporter à l'outillage industriel au point de vue de la préservation des existences humaines, m'ont inspiré l'idée de faire ressortir toutes les améliorations réalisées à ce sujet par l'application des lois de 1892 et 1893, dans les importantes filatures de coton de la section de Belfort qui comptent 400,000 broches.

La présente étude n'a pas précisément pour objet de faire, à l'usage des constructeurs, une réédition appliquée exclusivement à la filature, du bel Album de l'ancienne Société de Mulhouse, mais plus modestement de procurer à tous ceux qu'intéresse l'industrie textile des exemples de dispositifs existants adaptés à des machines de tout âge et de tous systèmes, et de combattre les arguments ou raisonnements spécieux, tels que ceux tirés de la gêne dans le service ou de l'accroissement de danger créé par l'organe protecteur, que certains industriels mal renseignés pourraient mettre en avant.

Par là même, on se rendra compte des résultats auxquels sont parvenus, en peu d'années, les manufacturiers de la région de Belfort, Montbéliard et Lure, à l'instigation de l'Inspection du travail.

L'étude sommaire qui va suivre se rapporte exclusivement aux machines à travailler le coton; néanmoins, nombre de perfectionnements signalés trouvent également leur place aux machines similaires des filatures de laine et de soie.

Si, dans chaque série, les machines opèrent constamment le même travail,

(1) *Bulletin de l'Inspection du travail*, 1898, page 19.

(2) *Bulletin de l'Inspection du travail*, 1898, page 164.

la disposition des commandes et des organes protecteurs change avec chaque constructeur et pour une même machine avec l'année de sa fabrication.

De là, la très grande diversité des dispositions préventives à considérer. Aussi, afin de mettre toute la clarté possible dans ce travail et procéder avec méthode, nous suivrons l'ordre des manipulations subies par le coton et distinguerons les « appareils protecteurs automatiques » qu'il est désirable de voir se multiplier, parce que le fonctionnement de la machine est subordonné au leur, des « protecteurs ordinaires », insuffisants, en ce sens que leur emploi dépend en une certaine mesure de l'intelligence ou de l'attention des ouvriers sujette à des défaillances, ou même de leur volonté, comme la cheville de sûreté, par exemple, qu'on introduit dans la tringle d'embrayage pour en assurer le calage.

Les dessins rigoureusement exacts qui facilitent la lecture de ce mémoire, sont établis d'après les cotes prises sur les machines elles-mêmes.

Ouvreuses, batteurs, express-carde Rissler, effilocheuses.

Les différentes sortes de cotons arrivés en balles aux filatures sont mélangés à la main ou à la machine afin d'obtenir par le mélange la qualité que l'on désire.

On fait passer ce coton aux ouvreuses et batteurs afin de le diviser, d'en ouvrir les fibres que la cueillette et la compression des balles ont enchevêtrées et resserrées, d'en éliminer la poussière, les fibres trop courtes, les boutons et autres grosses impuretés.

Protecteur ordinaire des engrenages de l'alimentation.

L'ouvreuse préliminaire Platt brothers 1889 présente à l'extrémité d'une table sans fin sur laquelle l'ouvrière étend le coton, une série de cylindres

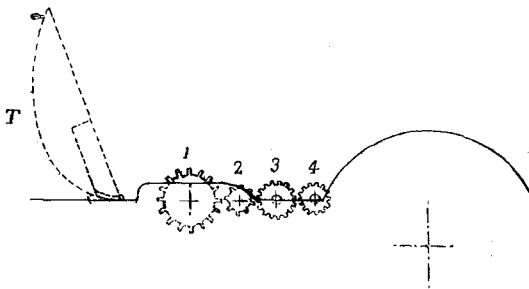


Fig. 1. Ech. 1/20.

alimentaires cannelés ou à fortes pointes (fig. 1, 1, 2, 3, 4) que le constructeur a laissés découverts. Bien qu'il n'y ait pas convergence dans le sens de rotation de ces organes, on a cru prudent de les recouvrir d'une tôle T dont les charnières sont fixées sur les flasques du bâti.

Même disposition avec couvercle en bois a été adaptée par un autre filateur à l'ouvreuse de la Société alsacienne de constructions mécaniques, 1894.

Protecteurs automatiques des couvercles et volants.

Ouvreuse Crigthon et sons, 1876. Une ouvrière ayant soulevé le couvercle du tambour d'aspiration pour détacher le coton accroché aux bras du tambour, eut la main écrasée entre ces bras et le bâti extérieur. Pour empêcher le retour de pareil accident, il suffit de visser sur le couvercle une tige T

(fig. II), dont la pointe *p*, recourbée à angle droit, pénètre en dedans de la jante de la poulie de commande du tambour par une encoche qu'on y a pra-

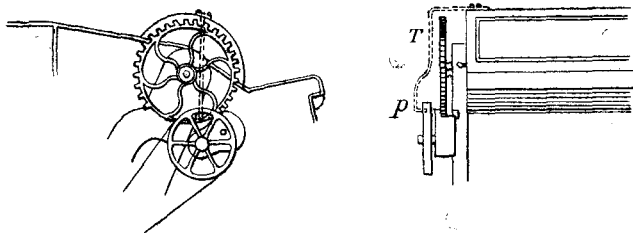


Fig. II. Ech. $1/50$.

tiquée. Pour dégager la tringle du plan de la poulie, on tourne celle-ci à la main jusqu'à ce que l'entaille vienne se présenter au-dessus du bout de la tringle. Alors seulement il est possible de soulever le couvercle.

Pour remettre en marche, il faut de nouveau que l'extrémité *p* de la tringle ait été engagée dans l'encoche pour que le couvercle se rabatte complètement sur le tambour aspirateur.

Ce dispositif de sûreté excessivement simple est d'une application courante aux couvercles des volants et grilles de tous les systèmes de batteurs.

Il a le précieux avantage de réaliser ce que j'appelle la « protection automatique ». J'entends par là qu'on ne peut déranger les dispositifs protecteurs pendant que la machine est en mouvement, et, d'autre part, qu'on ne peut mettre celle-ci en marche qu'autant qu'ils sont en place.

Un second exemple de la réalisation de ce principe à un batteur Schlumberger (fig. III) suffira pour montrer l'application dont il est susceptible.

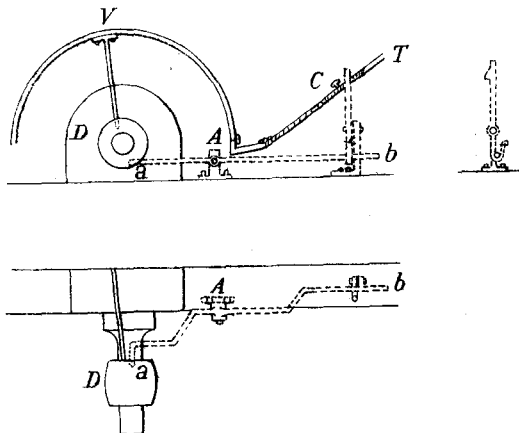


Fig. III. Ech. $1/20$.

Il s'agit de fermer le canal qui conduit le coton du volant *V* aux tambours aspirateurs perforés *T*.

Pour pouvoir faire pivoter autour de *A* la tige *ab* qui s'enclenche dans le crochet en forme d'S retenant le couvercle *C* de la grille, il est nécessaire de dégager du disque *D* posé sur l'arbre du volant, par l'entaille *a* ménagée à cet effet, l'extrémité *A* du levier. Cette manœuvre ne saurait s'exécuter qu'après arrêt complet du volant;

tout danger est écarté. La même disposition est applicable aux couvercles des effilocheuses John Tatham de Rochdale, où le tambour à pointes formant volant tourne plusieurs minutes après l'arrêt de la transmission.

L'ouvrière inexpérimentée ou irréfléchie — le cas s'est produit deux fois

dans la même usine à quinze jours d'intervalle — trop pressée de détacher le coton qui s'amasse au fond du canal d'aspiration, se fait alors mutiler grièvement la main par les pointes acérées du tambour.

Un levier automatique vissé d'une part au couvercle et s'engageant par son autre extrémité dans la poulie de commande du tambour prévient forcément ce genre d'accidents.

Ouvreuse à barbes ou effilocheuse Brooks et Doxey, 1893. Les mèches de coton des bancs à broches, des métiers à filer, ainsi que les déchets provenant des rouleaux de propreté qui, pour une raison ou une autre, sont reversés aux mélanges afin de subir à nouveau toute la série des manipulations, sont effilochés à l'ouvreuse à barbes.

Pour celles de ces machines qui n'ont pas encore le doigt de sûreté dont sont pourvues les ouvreuses plus récentes à l'effet d'empêcher les jeunes ouvriers de retirer avant l'arrêt de la machine, les fils entortillés autour du volant à pointes, on peut adopter la disposition automatique de la figure IV, ajoutée à une effilocheuse Brooks et Doxey, 1893.

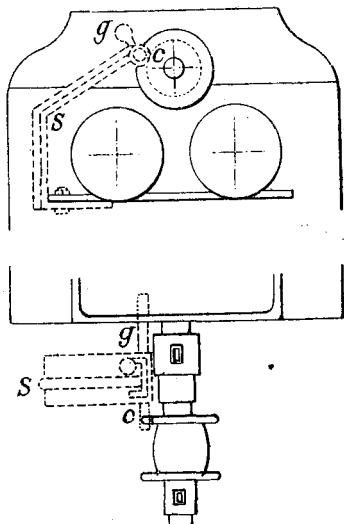


Fig. IV. Ech. $\frac{1}{10}$.

Le goujon 9, logé dans une coulisse d'un support S boulonné au bâti, est doué d'un mouvement de va-et-vient qui lui permet de pénétrer alternativement dans un trou du couvercle ou dans une échan-crure c de la joue de la poulie motrice, selon que la machine est en travail ou au repos.

Cette disposition élémentaire assure l'entière sécurité de l'enfant qui ne peut soulever le couvercle du volant avant l'arrêt complet de cet organe, ni remettre en marche sans que le couvercle soit

fermé et le goujon entré dedans.

Enroulement de la nappe de coton aux ouvreuses et batteurs.

Il faut signaler un autre genre d'accidents fréquents qui surviennent aux ouvreuses et batteurs par l'enroulement à la main de la première couche de coton à l'arrière de la machine.

Cette opération est assez délicate parce que l'ouvrier inattentif ou inexpérimenté peut avoir la main saisie et le bras arraché entre le rouleau de coton et les enrouleurs cannelés.

Pour obvier à ce danger, on recommande aux soigneurs de guider, le poing étant fermé, ou au contraire avec la paume de la main, les doigts raides et allongés, la tête de mèche de coton, et de ne pas baisser totalement les crémaillères avant d'enrouler.

Si l'on craint que l'ouvrier n'oublie cette prescription, une simple cale de bois glissée sous la tige des crémaillères empêche de les descendre à fond.

Mais alors l'action des crémaillères ne s'exerçant plus dès le début, le centre du rouleau demeure flasque, et, en ce qui concerne les cotons courts et les déchets, certains filateurs prétendent que les premières couches de coton, insuffisamment pressées, restent molles, se collent les unes aux autres et par suite se déroulent fort mal à la carde.

Protecteurs ordinaires de l'enroulement.

La même objection peut être soulevée contre l'emploi de l'appareil (fig. V) qui a toutefois l'avantage d'interdire l'accès du rouleau de coton pendant sa formation.

Une tôle perforée et cintrée T, recouvrant le rouleau de coton entre les jumelles du batteur, peut prendre un mouvement de rotation autour des tourillons T rivés à la crosse des crémaillères.

Lorsqu'on retire le rouleau de coton après son achèvement, l'alimentation et la sortie du coton étant suspendues, l'appareil oc-

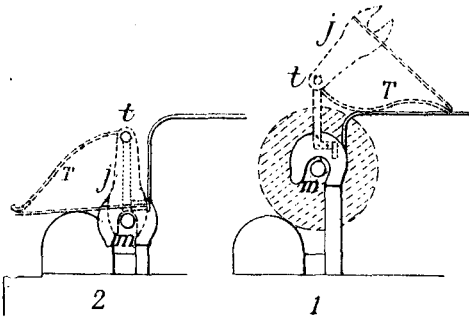


Fig. V. Ech. 1/20.

cupe la position 1. Lorsque, au contraire, le rouleau est en période de formation, l'appareil est rabattu dans la position 2. Mais les deux joues *j* en tôle qu'il porte venant s'enclencher autour du mandrin porte-rouleau *m*, ont obligé l'ouvrier à enrouler la tête de mèche avant l'abaissement complet du couvercle, c'est-à-dire avant l'engrènement des crémaillères au bas de leur course.

Dans le cas où les doigts du soigneur seraient entraînés par les cylindres, il est à présumer qu'il les dégagerait sans trop d'effort et sans autre lésion qu'une éraflure légère.

Les deux dispositifs suivants (fig. VI et VII) évitent cette dernière éventualité en dispensant précisément le soigneur d'aider de la main la formation du nouveau rouleau de coton. Par contre, ils n'échappent pas à l'inconvénient de laisser découverts le rouleau et les cylindres calandriers.

Tous deux consistent en une traverse en bois T à section triangulaire d'une longueur égale à celle du rouleau de coton.

Dans le premier (fig. VI), elle est suspendue librement par ses deux extré-

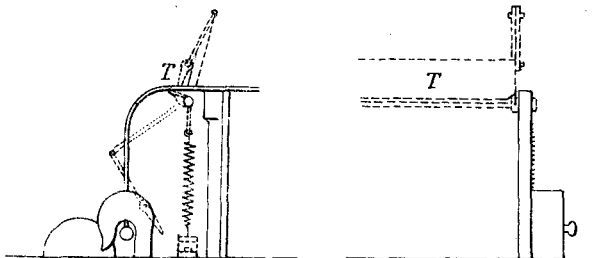


Fig. VI. Ech. 1/20.

mités à un système de bras de leviers articulés et maintenue au-dessus du rouleau par l'action de deux ressorts à boudins fixés à l'extérieur des jumelles.

Dans le second (fig. VII), elle forme le côté supérieur d'un cadre rectangulaire rigide dont les quatre angles portent des tourillons *t, t*, qui glissent dans deux coulisses arquées, boulonnées au bâti du batteur.

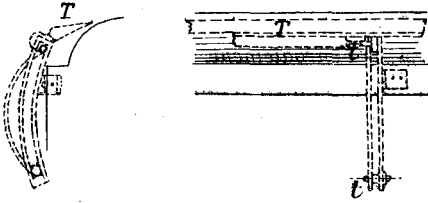


Fig. VII. Ech. 1/20.

La lame de bois lâchée, les ressorts antagonistes de la figure VI; ou son propre poids, dans la figure VII, la ramènent vivement à sa position de repos.

Cet appareil, dont la modification (fig. VII) convient surtout au cas où l'on supprime, à l'ouvreuse pneumatique, le déclenchement automatique d'arrêt de l'alimentation après chaque rouleau de coton, est d'un fonctionnement simple et assuré; il évite tout accident à condition, bien entendu, que l'ouvrier ne néglige pas de s'en servir.

Mais, comme l'a fort justement exprimé une lettre ministérielle du 14 novembre 1895, c'est toujours un système de prévention bien imparfait que celui qui nécessite la coopération volontaire de l'ouvrier.

Protecteur automatique de l'enroulement.

L'appareil breveté (fig. VIII) que nous allons décrire maintenant tend, par contre, à ne rien laisser au libre arbitre de l'ouvrier.

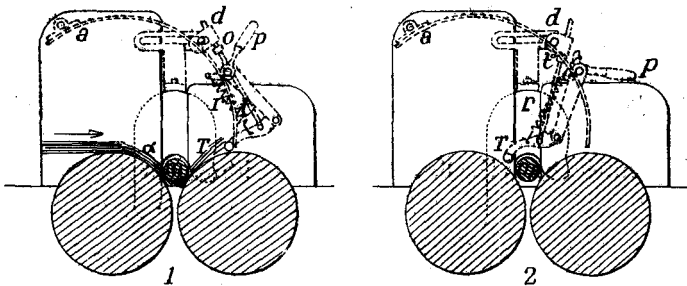


Fig. VIII. Ech. 1/15.

Enveloppant entièrement le mandrin et les cylindres cannelés qui lui communiquent leur mouvement, il empêche de placer les doigts dans l'angle dangereux α constitué par les cylindres enrouleurs et le rouleau de coton, tant que le mécanisme postérieur du batteur est en mouvement. Il permet en outre de descendre complètement, et en une seule fois, les crémaillères de

pression et de serrer fortement, dès le début, la tête de mèche autour du mandrin.

Cet ingénieux appareil se compose d'une tôle perforée et cintrée, articulée en *a* sur les jumelles. Un doigt *d* qu'elle porte, logé dans une coulisse solidaire des crémaillères, lui imprime le mouvement d'ascension de celles-ci au fur et à mesure de l'accroissement du rouleau de coton. Elle porte également tout le mécanisme d'enroulement, lequel consiste essentiellement en une tringle *T* régnant sur toute la largeur du rouleau et que fait mouvoir un ensemble de leviers avec ressorts à boudin. Au repos, l'un des ressorts (fig. VIII, 1) appuie la tringle sur la partie interne de la tôle.

Pour effectuer l'enroulement, on attend que la tête de mèche apparaisse sous le mandrin *m*, comme l'indique la figure VIII, 1. Alors d'un coup sec et vif, on abaisse la poignée *p* (fig. VIII, 2) que le ressort *r* ramène aussitôt à sa position primitive. Cette manœuvre a pour effet de relever la nappe et de l'enrouler autour du mandrin par l'intermédiaire d'une petite tige *t* munie d'une bague *o*, laquelle venant buter contre une pièce du goujon *d*, règle le mouvement tournant de la tringle transversale *T*, tangentiellement à la circonférence du mandrin.

Cardes.

L'épuration commencée par les batteurs est complétée par les cardes qui démêlent les fibres du coton, les redressent, les parallélisent au moyen de cylindres hérissés d'aiguilles et les développent en une nappe excessivement ténue qui sort finalement de la machine sous forme de boudin appelé ruban.

Les courroies et engrenages latéraux de l'alimentation et du peigneux sont généralement isolés par le constructeur, lui-même.

Aussi les accidents ne surviennent-ils guère qu'au moment de l'aiguisage ou du réglage, soit par le croisement de la courroie du peigneux, par la remise en place des chapeaux, soit par l'introduction fortuite des doigts entre le peigne battant ou détacheur et le peigneux quand l'ouvrier s'appuie sur le peigne pour écouter le bruit particulier de l'aiguisage de la garniture du tambour.

Contre la plupart de ces accidents il ne semble pas qu'on ait d'autre remède que l'attention soutenue de l'ouvrier ?

Protecteur ordinaire du briseur.

Dans certaines cardes Dobson et Barlow, 1880, Stehelin et C^{ie}, 1880, le couvercle du briseur s'enlève à volonté. L'ouvrier en profite pour retirer le coton qui engorge le cannelé alimentaire sans arrêter la machine, et sa main est invariablement mutilée par les fortes pointes du briseur. Il est facile de prévenir son imprudence en boulonnant le couvercle au bâti.

Réunisseuses.

Le coton est introduit dans la carte sous forme de nappe et en sort sous forme de ruban. Si on lui fait subir un double cardage ou le peignage sur

des machines du type Heilmann, il est nécessaire de le disposer de nouveau en nappes que la réunisseuse a précisément pour but de préparer.

Le léger étirage et le doublage de la nappe aux réunisseuses à versoirs de charrue régularisent en outre l'épaisseur de la nappe de coton.

La réunisseuse est une machine essentiellement dangereuse, non par le fait de son mécanisme qui est assez simple et que les constructeurs enferment de toute part, mais à cause de la compression que l'on donne au rouleau de coton pour mettre sous un petit volume la plus grande longueur possible de nappe, et surtout de la fréquence de son remplacement.

Il arrive parfois qu'au début de la formation du rouleau, la nappe fournie par les cylindres presseurs n'est pas absorbée immédiatement; elle flotte légèrement devant le rouleau. Sans penser au danger, les ouvrières sont tentées de refouler de la main les ondulations ou boursouflures produites par cette avance de coton et sont victimes d'accidents graves.

Le souci de leur sécurité commande de rendre inoffensif le changement du rouleau plein en rouleau vide, et de mettre obstacle à l'accès de la portion de nappe découverte entre les cylindres calandriers et le rouleau de coton.

Dans deux filatures on s'est contenté d'envelopper le mandrin de deux couvercles à charnière. L'ouvrière pouvant les lever à volonté, cette protection, toute provisoire, il est vrai, est illusoire et ne mérite d'être signalée que pour en faire ressortir l'inefficacité.

Heureusement, d'autres systèmes fonctionnent automatiquement à la satisfaction des intéressés.

Protecteurs automatiques pour l'enroulement de la nappe de coton.

Ils paraissent réaliser la meilleure solution du problème de la protection, parce qu'étant solidaires de la tringle de détente, il est impossible de mettre la réunisseuse en marche sans que l'appareil soit en place et d'enlever celui-ci sans que la machine soit à l'arrêt.

L'appareil (fig. IX) pour réunisseuses Dobson et Barlow, 1880, se com-

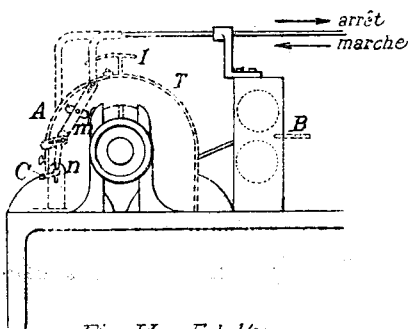


Fig. IX. Ech. 1/20.

pose d'une tôle perforée, cintrée T, fixée sur deux joues qu'on a évidées pour les placer sur les supports à coulisses des crémaillères. La partie A de cette tôle peut s'ouvrir à l'arrêt de la machine pour permettre à l'ouvrier de retirer le rouleau de coton et de changer le tube en bois garni de panne qui sert de noyau au rouleau. Un système de bielles, reliées à la tringle de détente, oscillant autour des axes fixes m et n, portent un crochet C

de retenue du couvercle A, et à l'arrêt occupent la position de la figure IX.

Dès qu'on descend les crémaillères pour commencer un rouleau, le taquet I qui a suivi leur mouvement empêche de soulever le couvercle et d'introduire la main à l'intérieur de la tôle protectrice.

Si l'on déplace, vers la gauche, la tringle d'embrayage pour mettre la

réunisseuse en train, le jeu de bielles ou leviers fait relever le nez du crochet C qui met obstacle à l'ouverture du couvercle tant que la machine est en marche.

En avant des rouleaux presseurs, il est bon d'appliquer une tôle de protection B.

La position de la poignée d'embrayage dans les machines à réunir Hetherington, 1895, a conduit à la solution suivante (fig. X).

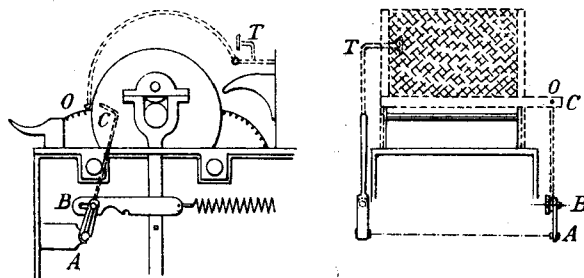


Fig. X Ech. 1/20.

Un couvercle à charnière recouvre le rouleau de coton. D'autre part, une tige B C est fixée au bouton B d'un bras de levier articulé en A appartenant à la tringle d'embrayage dont la poignée est située sur le flanc opposé de la machine. Le mouvement de va-et-vient qu'on imprime à celle-ci

pour le repos ou la marche est transmis par A B à la tige B C dont le crochet C décrit un arc de cercle déterminé.

Lorsqu'on embraye la machine, le doigt C s'introduit dans l'œil O de la barre du couvercle qu'on ne peut plus soulever. Le débrayage au contraire dégage le crochet, rend libre le couvercle qu'on peut ouvrir pour manipuler le rouleau de coton.

Pour empêcher qu'on ne tienne relevé le couvercle au moment de la mise en marche, un taquet T, le heurte et le fait baisser au moment voulu.

Pour ces mêmes machines, Hetherington et fils, modèle 1897, où le mouvement d'oscillation de la poignée de détente est transversal, on emploie avec succès l'appareil Dumond, déjà décrit (fig. VIII), et sur le fonctionnement duquel il est inutile de revenir.

Étirages.

L'étirage a pour but de régulariser les rubans provenant des cardes ou des peigneuses. Les fibres du coton sont en même temps redressées.

Les bancs d'étirages sont en eux-mêmes assez inoffensifs. Cependant lorsque l'ouvrière procède au nettoyage des rouleaux de propreté ou des engrenages de commande des cylindres à la tête, elle est susceptible de heurter, par mégarde, l'un des leviers d'embrayage; elle peut encore volontairement soulever le couvercle qui renferme ces engrenages, nettoyer le mécanisme en mouvement et se faire écraser le bout des doigts.

Afin d'éviter ce genre d'accidents, en empêchant toute imprudence de l'ouvrière, ainsi qu'une mise en marche inopinée lorsque les organes de protection ne sont pas à leur place, il est bon de rendre impossibles pendant la marche de la machine l'ouverture ou le déplacement du couvre-engrenages des têtes d'étirages.

Protecteurs automatiques des engrenages des cylindres.

Voici de quelle façon simple ce résultat est obtenu, par exemple, aux étirages Platt, 1892 (fig. XI). On visse sur la fourche guide-courroie F un bout de fer recourbé en équerre de telle façon que la courroie étant sur la poulie fixe, l'extrémité C du crochet pénètre dans le couvre-engrenages.

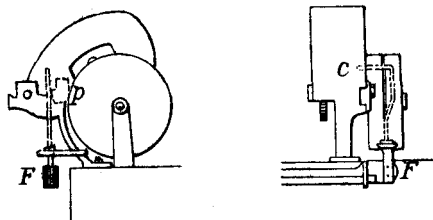


Fig. XI. Ech. $\frac{1}{20}$.

Lorsque le déplacement latéral de la détente, entraînant celui du doigt *c*, fait passer la courroie sur la poulie folle, le couvercle peut s'ouvrir pour le nettoyage des rouages.

D'autre part, une petite plaque de tôle *p* ajoutée à la joue externe du couvercle, en face du doigt, constitue un obstacle à tout mouvement de la tringle de détente, tant que le couvre-engrenages n'est pas abaissé; l'ouvrière ne peut donc embrayer que si elle a eu le soin de le rabattre préalablement sur les organes dangereux.

Au lieu de l'équerre, d'autres filateurs se bornent à fixer sur la tringle de détente une plaque ou tige de fer *t*, *t*₁, de quelques centimètres qui

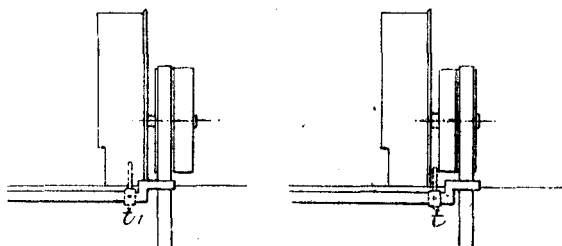


Fig. XII. Ech. $\frac{1}{20}$.

remplit à peu près le même rôle (fig. XII, *t* position d'arrêt, *t*₁, position de marche). Etirages Dobson et Barlow, 1889.

Protecteur ordinaire des engrenages des pots.

Lorsque les petits engrenages d'angle qui commandent sous la table la rotation des pots sont découverts, il est utile de les entourer d'une garde, parce qu'ils se trouvent précisément au niveau et à proximité du bord supérieur des pots que l'ouvrière place sous les entonnoirs recueillant les rubans de coton.

Bobineuses et peigneuses.

Les cotons sortant des étirages sont portés directement aux bancs à broches, dans les filatures de cardé, ou bien subissent auparavant le peignage, dans les filatures de peigné, si l'on désire des produits de qualité supérieure.

Le peignage débarrasse le coton des dernières impuretés, des boutons que le cardage a laissés passer et que le filage ultérieur ne saurait enlever; il parallélise les fibres et les trie en séparant les filaments longs des courts.

Les peigneuses type Hübner, à peignage continu et type Heilmann, à peignage alternatif, employées dans cette région, ont leurs organes dangereux soigneusement recouverts.

Il n'en est pas tout à fait de même de la bobineuse qui donne au coton la torsion et la disposition en bobines que demandent les peigneuses système Hübner.

Protecteur ordinaire des engrenages de la bobineuse.

Généralement les engrenages droits qui transmettent le mouvement de l'arbre moteur à la crémaillère de translation des bobines, ainsi que la partie interne de la commande des cylindres, ne sont pas enveloppés. Il est prudent de combler cette lacune.

Bancs-à-broches.

Les rubans de coton, rendus réguliers et homogènes par les différents passages d'étirages, doivent être ensuite progressivement affinés jusqu'à ce qu'ils arrivent au degré de finesse demandé.

Les affinages successifs, en allongeant le ruban, diminuent sa consistance. Il ne serait plus assez résistant pour les manipulations qui vont suivre si on ne lui donnait en même temps une certaine torsion.

Cet étirage combiné à la torsion se fait sur les bancs-à-broches, et le ruban tordu prend le nom de mèche.

La tête des bancs-à-broches renfermant tous les organes de commande, engrenages du mouvement différentiel, de la genouillère, de la torsion et des cylindres étireurs, constitue une partie essentiellement dangereuse. Aussi, dans les machines de construction récente, est-elle soigneusement close. Inutile, en conséquence, de passer en revue les dispositifs automatiques adoptés par les différents constructeurs et dont les mieux compris sont, à mon avis, ceux de la Société industrielle de Mulhouse qu'appliquent du reste, sur demande, tous les fabricants.

Mais, les machines anciennes n'ayant pas été étudiées avec les louables préoccupations actuelles de sauvegarder la sécurité des ouvriers, les industriels ont dû ajouter, de leur propre initiative, ou sur les injonctions de l'Inspecteur du travail, des garde-mains spéciaux pour isoler les points dangereux.

Il ne faut jamais perdre de vue, en effet, que l'ouvrière étant payée d'après sa production, son intérêt, d'accord avec celui de son patron, est que la machine subisse le moins d'arrêts possible. De là, sa propension à nettoyer pendant la marche, et à se faire aider au besoin par la jeune bobineuse, travail d'autant plus dangereux pour celle-ci que son inexpérience ne lui permet pas d'en prévoir les suites funestes.

La protection des organes susceptibles de causer quelque blessure doit donc être assurée d'une manière rigoureuse.

Protecteurs ordinaires de l'arrière de la grande têtère.

Cela justifie l'obligation de fermer hermétiquement, en avant et surtout en arrière, tous les mouvements de la grande têtère, aux bancs à broches Stehelin et C^{ie}, 1872 (fig. XIII), Higgins, 1875, André Kœchlin et C^{ie}, 1880.

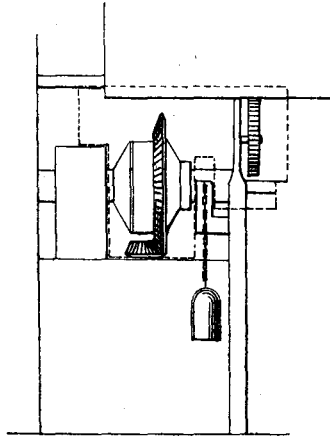


Fig. XIII. Ech. 1/20.

Howard et Bullough, 1883 et Dobson et Barlow, 1897 (fig. XIV). Quelques accidents survenus aux bobineuses démontrent encore la nécessité d'enve-

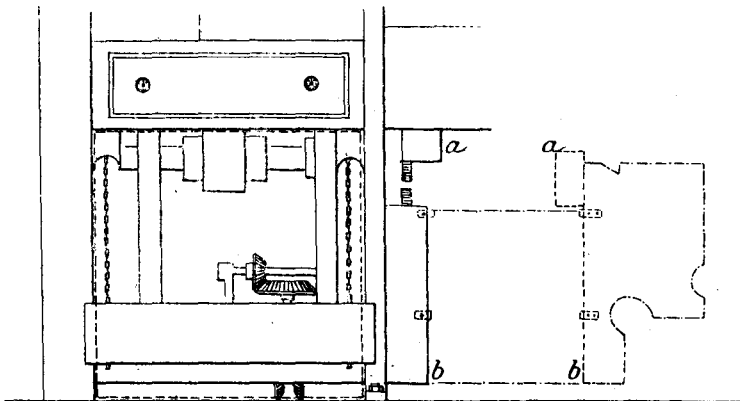


Fig. XIV Ech. 1/20.

Fig. XV.

lopper latéralement d'une tôle (fig. XV) sous le porte-cylindres, les engrenages de la torsion des mèches commandant le cône supérieur (Dobson et Barlow, 1897, André Kœchlin et C^{ie}, 1878).

Protecteurs ordinaires de la commande des cylindres lamineurs.

Les commandes des cylindres étireurs se composent d'une tête de cheval L (fig. XVI) et d'un malborough M.

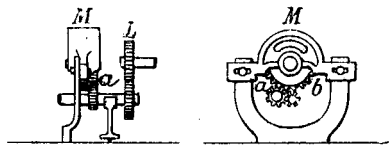


Fig. XVI. Ech. 1/20.

Les têtes de cheval nues, comme celle de la figure XVI ou non protégées à l'arrière du métier, comme celle de la figure XX, ainsi que les malboroughs insuffisamment recouverts dans leur angle de convergence en *a* (fig. XVI), sont une cause fréquente de mutilations de doigts, soit que la soigneuse tente d'enlever à la main pendant la

marche les petits flocons cotonneux qui s'amassent insensiblement autour des cylindres et que la brosse n'a pu détacher, soit que sa main gauche ait été projetée vers *b* sur l'enveloppe du malborough en saisissant la poignée de débrayage placée juste au-dessus, l'index étant pris entre la roue et son enveloppe.

Les filateurs doivent, en conséquence, recouvrir entièrement la tête de cheval des bancs à broches Higgins, 1875, certains Howard et Bullough, 1883 (fig. XVII), et les Dobson et Barlow, 1894.

Une simple enveloppe cintrée en fer-blanc (fig. XVIII) glissant à frottement serré, par sa patte *c*, dans une douille aplatie *d* et s'enlevant à volonté pour le changement de vitesse des étireurs cannelés, atteint le but cherché sur un Dobson et Barlow, 1889.

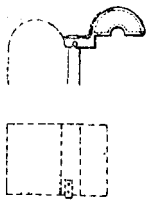


Fig. XVII. Ech. 1/20.

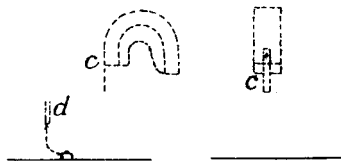


Fig. XVIII. Ech. 1/20.

Obligation également d'allonger la partie postérieure des protecteurs de têtes de cheval en face du rechange de l'étirage, à cause du sens de rotation, aux bancs à broches Stehelin, 1872 et Schlumberger (fig. XIX), André Kœchlin et C^{ie}, 1865 à 1880 (fig. XX).

Les bancs à broches Howard et Bullough depuis 1883, Dobson et Barlow depuis 1895, sont livrés par ces constructeurs avec une garde en fonte G (fig. XXI) derrière les roues. L'expérience prouve que cette amélioration est insuffisante : le danger de contact en *a* n'a pas disparu ; il est seulement re-

porté au-dessus, en *b*, dans le secteur formé par la roue et la plaque de garde.

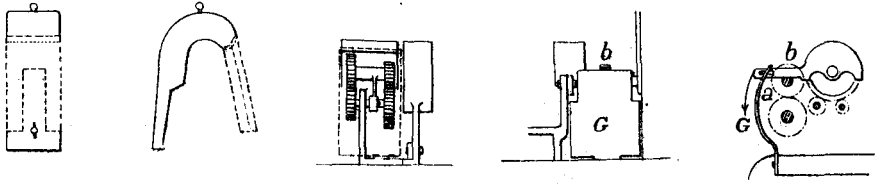


Fig. XIX. Ech. 1/20.

Fig. XX. Ech. 1/20

Fig. XXI. Ech. 1/20

Il semble préférable d'utiliser le genre de couverture à charnière appliqué depuis 1883 sur les bancs à broches André Kœchlin (fig. XXII) ou même ceux, mobiles, de Platt frères, 1888 (fig. XXIII), d'Howard et Bullough, 1896 (fig. XXIV).

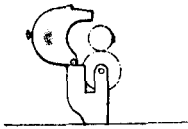


Fig. XXII. Ech. 1/20



Fig. XXIII. Ech. 1/20



Fig. XXIV.

Lorsque le couvercle du malborough, au lieu de présenter la forme d'un croissant comme dans les machines A. Kœchlin et C^{ie}, 1883 (fig. XXV), a celle d'un demi-cercle comme aux bancs à broches Higgins, 1875, Platt, 1890 (fig. XXVI), Dobson et Barlow, 1894 (fig. XVI), aux selfacting Curtis sons et C^{ie}, 1891, les doigts risquent d'être écrasés en avant entre la roue et son enveloppe, ainsi que cela a été constaté, et surtout à l'arrière quand on enlève du déchet sur les parties avoisinantes.

On ajoute dans ce cas une pièce en fonte ou en tôle *p* boulonnée sur l'oreille du couvercle (fig. XXVI).

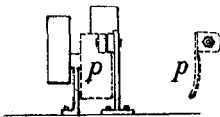


Fig. XXVI. Ech. 1/20

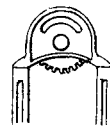


Fig. XXV. Ech. 1/20.

Protecteur ordinaire contre une mise en marche intempestive.

J'ai constaté à plusieurs reprises une autre cause d'accidents provenant de la mise en marche de la machine par une des ouvrières qui oublie d'avertir sa camarade occupée à terminer la levée ou à faire la barbe.

Pour empêcher cette cause d'accidents, beaucoup de filateurs adaptent à la tringle de détente une cale ou une cheville dont l'usage rend impossible

tout déplacement de la courroie motrice. Le fonctionnement n'en est pas automatique : il faudrait pour cela le concours de la soigneuse et de sa bobineuse lorsque l'enclenchement d'arrêt se serait produit. Il est même permis de douter que ce problème puisse être résolu sans nuire à la rapidité des opérations, c'est-à-dire au service.

Il est donc nécessaire que le petit instrument soit bien en vue pour permettre au contremaître de s'assurer que les ouvrières le mettent en place chaque fois qu'il en est besoin.

Pour ce motif, le dispositif (fig. XXVII; 1, repos, 2, position de marche) que l'on fixe sur la détente à mouvement longitudinal, près d'un de ses supports, et qu'un léger effort du doigt soulève ou rabat à volonté paraît pratique.

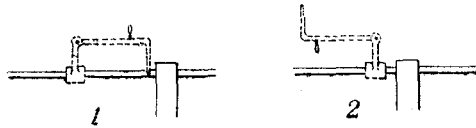


Fig. XXVII. Ech. 1/10.

Métiers à filer.

Les mèches de coton produites aux bancs à broches sont transformées en fils aux métiers à filer par un dernier étirage et une torsion déterminés.

Lorsque le laminage de la mèche, sa torsion et son renvidage sur les canettes se font successivement, c'est le métier à filer renvideur automate ou selfacting. Lorsque, au contraire, ces fonctions s'opèrent simultanément, c'est le métier à filer dit continu.

MÉTIER SELFACTING.

Les parties dangereuses du selfacting sont la petite et surtout la grande têtère, les poulies calées sur l'arbre de main douce avec leurs multiples renvois et leurs cordes, ainsi que les roues du chariot.

Quant aux têtes de cheval des cylindres étireurs, étant données leur rotation intermittente et leur position près des poulies motrices, il n'est guère à prévoir qu'elles puissent déterminer un accident.

Protecteur ordinaire de la petite têtère.

Il est prudent d'allonger le revêtement du pignon du renvoi de main-douce qui engrène avec le secteur quand l'angle d'engrènement est découvert.

Protecteur ordinaire de la grande têtère.

Le grillage des grandes têtères doit être suffisamment vaste et élevé pour interdire complètement l'approche du volant, des poulies motrices et d'entre-jambes, des engrenages et manchons d'embrayage des arbres de main-douce, de retour et à quatre temps, ainsi que des scrolls et contrescrolls avec leurs cordes.

A l'heure actuelle, pas une têtère de métier renvideur n'existe dans ma

section qui ne soit entourée d'une grille ou caisse protectrice que des crochets retiennent au porte-bobines.

Protecteur ordinaire des buttoirs de chariots.

Mais le renvideur offre encore d'autres causes de danger. Les accidents mortels qui atteignent les bobineurs montrent qu'on ne saurait prendre trop de précautions pour prévenir les imprudences dues à leur légèreté.

Le bobinage les appelle presque constamment à l'arrière du métier, au râtelier.

Néanmoins certains travaux peuvent s'accomplir autre part, tel, le triage des tubes en papier recouvrant les broches, qu'ils font habituellement assis ou accroupis entre les porte-cylindres.

Plusieurs enfants, ayant eu la tête ou les membres écrasés entre le chariot rentrant et le butoir ou sentinelle qui en limite la course, nous appelons l'attention des industriels sur cette éventualité. Ils la préviennent, dans la mesure du possible, en faisant opérer le triage des tubes dans l'allée transversale hors de la portée du chariot ou encore en suspendant une planche à charnière, s'ouvrant en dehors, sous le porte-cylindres derrière les buttoirs.

Protecteur automatique contre une mise en marche intempestive du chariot.

Pour que le fileur ne puisse jamais embrayer le métier avant d'avoir averti ses bobineurs, certains filateurs munissent la tringle d'embrayage d'un cran de sûreté avec cliquet ne permettant au fileur de mettre en train qu'avec le concours du bobineur, lorsque celui-ci ne peut plus être écrasé entre le chariot et le porte-cylindres.

Protecteurs ordinaires pour poulies et cordes de main-douce.

Enfin pour empêcher le bobineur de procéder au nettoyage en marche des poulies de main-douce ou d'avoir les doigts sectionnés en saisissant instinctivement la corde de main-douce pour se relever et s'éloigner au plus vite devant le chariot rentrant, on fixe une garde demi-cylindrique autour des barilletts.

La figure XXVIII montre, par exemple, les différentes pièces de fer-blanc

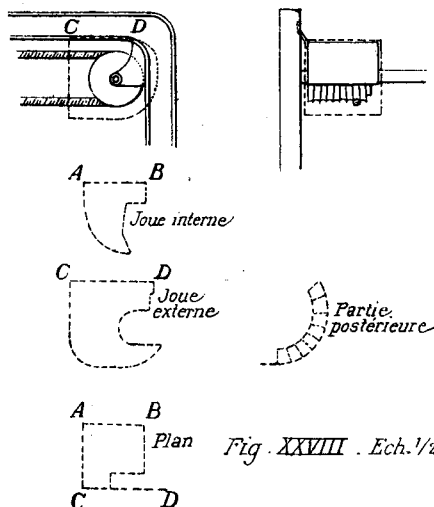


Fig. XXVIII. Ech. 1/20.

ajoutées par un filateur au rudiment de protection des poulies extrêmes de l'arbre de main-douce d'un selfacting Dobson et Barlow, 1897.

Si on le compare aux recouvrements similaires des métiers Platt ou à ceux de la Société alsacienne de constructions mécaniques (fig. XXIX) on remarquera, comme dans les machines précédemment décrites, que ceux-ci sont les plus complets.

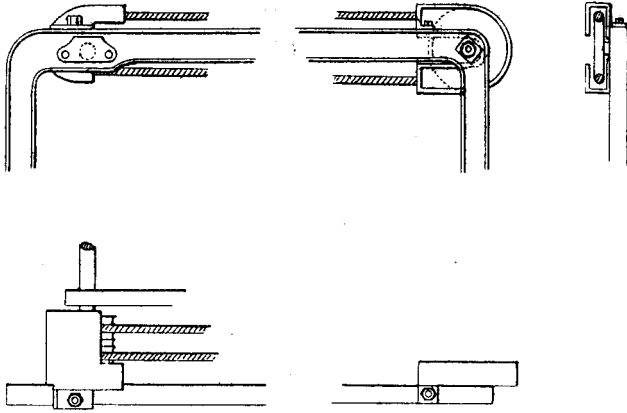


Fig. XXIX. Ech. $\frac{1}{20}$.

En ce qui concerne les barillets intermédiaires calés sur l'arbre de main-douce, leurs cordes et leurs galets de renvoi, il faut les envelopper dans tous les cas, soit d'une cage en fonte (fig. XXX), soit d'une caisse en bois retenue au porte-bobines (fig. XXXI) et qu'on n'enlève qu'au moment du nettoyage hebdomadaire.

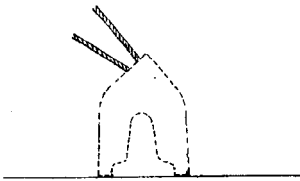


Fig. XXX. Ech. $\frac{1}{20}$.

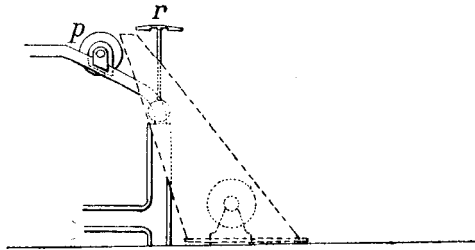


Fig. XXXI. Ech. $\frac{1}{30}$.

Si cela est nécessaire, cette caisse se prolonge à sa partie supérieure, sous le râtelier *r*, jusque sur la poulie *p*, afin que le petit bobineur ne puisse avoir les doigts contusionnés en ramassant sur cette poulie une bobine qui lui serait échappée.

Les autres galets en dedans du métier sont également enfermés dans une petite boîte en bois ou métal.

Une disposition préférable à la précédente, parce qu'elle réduit la saillie, est de les disposer sur plat dans une enveloppe en fonte boulonnée au sol.

Protecteurs ordinaires des roues de chariot.

Les ouvriers occupés aux selfactings ont généralement les pieds nus, lesquels peuvent se trouver pris entre les roues du chariot et le rail qui les guide.

C'est pour éviter ce genre d'accidents que les métiers de construction récente sont munis de garde-roues venus de fonte avec les traverses du chariot. Ainsi les métiers André Kœchlin et C^{ie} (fig. XXXII).

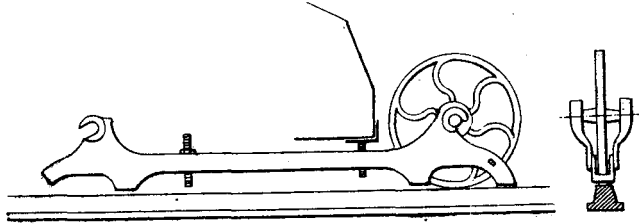


Fig. XXXII. Ech. 1/20

Les métiers Platt brothers, 1889, n'ont de garde-roues fournis par les constructeurs qu'à l'avant, du côté du fileur et des rattacheurs.

Cependant la protection n'est pas moins indispensable du côté du portecylindres à cause de la présence du bobineur au râtelier.

L'obligation de poser des garde-roues porte donc sur toutes les roues de chariot sans distinction. C'est d'ailleurs une mesure facile à réaliser.

Une barre de fer plat, rigide, de forme circulaire (fig. XXXIII, C) boulonnée au chariot, adoptée par certains filateurs, paraît constituer un

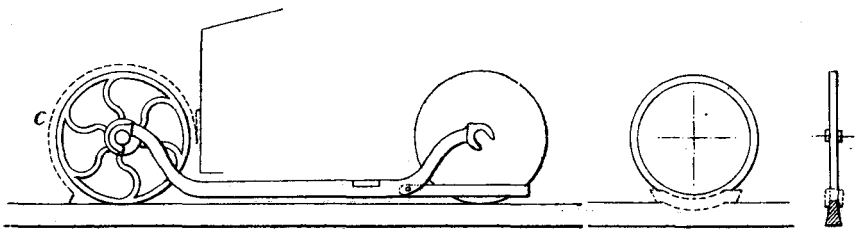


Fig. XXXIII. Ech. 1/20.

Fig. XXXIV Ech. 1/20.

obstacle suffisant à l'introduction d'un membre sous la roue.

D'autres industriels préfèrent une sorte de sabot amovible glissant sur le patin et dans lequel le bas de la roue se trouve posé (fig. XXXIV). Il ne coince pas entre la roue et le patin, n'use pas ce dernier. On ne peut lui reprocher que le très petit inconvénient de retenir du déchet et de le presser parfois sur le rail.

MÉTIER À FILER CONTINU.

Pour éviter les pertes de temps du métier renvideur dont les fonctions sont intermittentes et parvenir à une plus forte production, on lui préfère communément, pour les numéros ordinaires et les fils de chaîne assez résistants, le métier à anneaux dit continu.

D'apparence inoffensive, c'est pourtant la machine de filature qui occasionne dans ma section le plus grand nombre d'accidents, en dehors de la réunisseuse où l'enroulement de la nappe à la main, nous l'avons vu, est extrêmement dangereux.

Les accidents aux continus ont pour cause :

- 1° Le nettoyage de la machine;
- 2° La mise en place des cordes à broches pendant la marche.

Protecteur ordinaire contre le nettoyage des têtes.

La tête contient les rouages de commande plus ou moins complètement isolés par les cornières du bâti qui renferment la poulie motrice et sa courroie.

Lorsque les roues sont, malgré cela, facilement accessibles, comme dans les continus Howard et Bullough, 1896, il est utile de grillager les ouvertures latérales (fig. XXXV). Il est arrivé, en effet, que des ouvrières voulant retenir leur torchon de nettoyage saisi par les roues, près de la traverse, en *a*, ont eu la main écrasée en cet endroit.

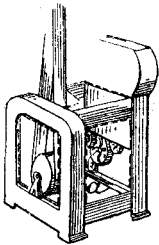


Fig XXXV

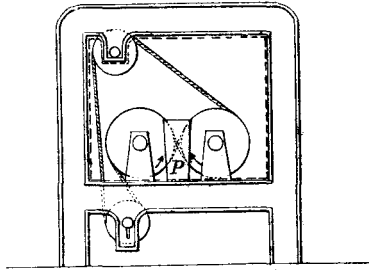


Fig XXXVI. Ech. 1/30.

Dans les machines anciennes, l'autre extrémité du continu restait découverte. Plus tard, quelques constructeurs fixèrent une plaque de garde *P* en face du point de convergence des tambours (fig. XXXVI). Ce n'était pas suffisant.

Cette pièce de fonte n'empêchant pas les ouvriers de se blesser au nettoyage des coussinets et supports des tambours, on boucha entièrement la petite tête d'un écran en tôle pleine ou en treillis rendant par là même impossible l'approche des organes dangereux. Aujourd'hui tous les métiers continus sont ainsi protégés, soit par les soins de l'industriel, soit du fait du constructeur lui-même dans les machines neuves et les accidents provenant du nettoyage des têtes sont de la sorte conjurés.

Protecteur automatique contre le nettoyage de la grande têtère et des têtes de cheval des cylindres étireurs.

Dernièrement, une ouvrière d'un métier à filer continu de la Société alsacienne de constructions mécaniques, 1898, ayant relevé le couvercle articulé de la tête de cheval des cylindres étireurs, eut un doigt complètement écrasé par l'engrenage.

Afin de remédier à cette imprudence et par la même occasion au déplacement des portières qui cachent les rouages du sommet de la grande têtère, le Directeur de la filature imagina l'appareil suivant (fig. XXXVII).

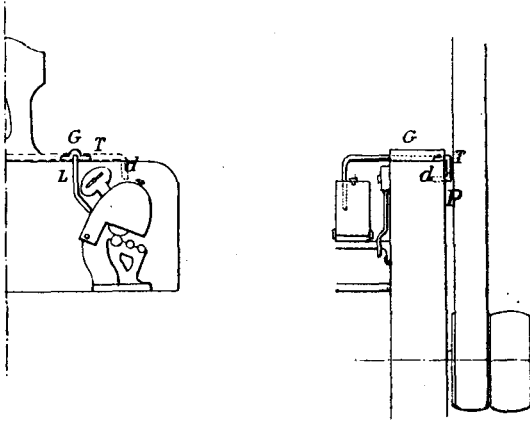


Fig. XXXVII. Ech. 1/20

Une tringle plate T recourbée d'équerre à ses deux extrémités qui portent un doigt *d*, longe la face externe du bâti entre la courroie motrice et les portières P en tôle perforée. Elle est retenue dans cette position par une pièce L, qui coulisse des deux côtés du râtelier dans une gaine G, vissée sur le dessus du bâti, et se recourbe sur le couvercle des engrenages.

En période de marche, la courroie rase la tringle dont les goujons *d* pénètrent dans les ouvertures des portières immobilisées, tandis que les tiges L maintiennent fermés les couvercles des têtes de cheval.

A l'arrêt, la courroie étant écartée du bâti par son passage sur la poulie folle, on peut faire jouer la tringle dans ses coulisses G, dégager les goujons *d* des perforations des portières et amener les tiges L entre la face interne du bâti et les engrenages des cylindres.

On ne saurait ramener la courroie motrice sur la poulie fixe sans que les portières et couvercles n'aient été au préalable remis à leur position de fermeture.

L'appareil est donc absolument automatique.

Nettoyage du dessous de la machine.

Ainsi que pour les têtères, on a la fâcheuse coutume de tolérer dans les filatures l'époussetage superficiel à la brosse ou au chiffon, lorsque l'huile retient le duvet, du chariot et des entretoises reliant les deux faces longitudinales du métier sous les tambours.

Cette opération, sur les parties fixes, en elle-même serait inoffensive, mais il suffit que l'ouvrière avance un peu trop loin, sous la ligne médiane, sa brosse ou son chiffon, pour qu'elle ait le bras entraîné entre les deux tambours.

En 1897, procès-verbal a été dressé contre un filateur qui a été condamné à la suite d'un accident de cette nature survenu pour la seconde fois dans son usine dans l'espace de deux ans.

Protecteur ordinaire contre le nettoyage du dessous du métier.

Désirant prévenir pareil accident et ses conséquences, un filateur voisin a fait placer sous les tambours de ses métiers continus, une planche de la longueur des métiers et d'une largeur d'environ 30 centimètres. Elle repose sur les entretoises transversales qui relient les deux faces du métier.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable ou ne l'est qu'avec modifications aux métiers où les contrepoids du chariot pénètrent, dans leur mouvement d'ascension, entre les deux tambours.

Enroulement des cordes à broches sur les tambours.

Mêmes graves lésions surviennent encore aux soigneurs qui s'avisent de passer les cordes à broches sur les tambours pendant que ceux-ci sont en mouvement.

Cette manœuvre est essentiellement dangereuse, et comme aucune disposition matérielle ne peut être prise pour y mettre obstacle, le chef d'établissement a beau jeu de se retrancher, pour éluder toute responsabilité, derrière les ordres, instructions ou recommandations contraires, imprimées et soigneusement mises sous verre dans les salles, mais dont on tient peu compte, en général.

Lorsqu'un accident provenant de la cause indiquée ci-dessus se produit dans une filature, on peut en inférer que la mise en place des cordes pendant la rotation des tambours y est tolérée, en fait, car elle est tellement délicate qu'il ne viendra jamais à l'idée d'un ouvrier, même exercé, de la hasarder s'il ne l'a déjà vu faire auparavant.

Protecteur ordinaire pour l'enroulement des cordes pendant la marche des continus.

Cependant, si, par prudence, certains filateurs recommandent d'arrêter les métiers continus chaque fois qu'il faut remettre une corde à broches, d'autres ne peuvent se résoudre à les immobiliser si souvent.

Le petit appareil (fig. XXXVIII), tout récemment introduit en France, à ce

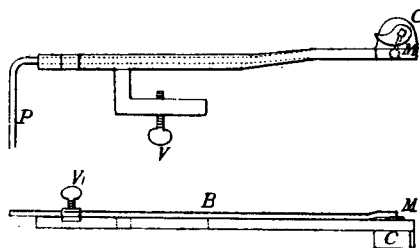


Fig. XXXVIII. Ech. 1/5

qu'il paraît, concilierait la sécurité des soigneurs de machines avec l'intérêt des industriels, en permettant, assure-t-on, de monter sans danger les ficelles sur les broches en mouvement.

La figure XXXVIII en fait comprendre le fonctionnement sans longue explication.

La came C, calée sur l'axe de la manivelle M et actionnée par la bielle B à laquelle on donne par la poignée P un mouvement alternatif, presse à volonté et à bloc le petit sabot ou rebord de l'appareil.

On le fixe par la vis V sur la traverse porte-broches à gauche ou à droite de la broche, selon que le continu est à filer ou à retordre.

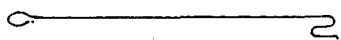


Fig. XXXIX.

Cela fait, le fileur porte au moyen du crochet à longue tige (fig. XXXIX), entre les deux tambours où il le laisse tomber, le bout de corde auquel il a préalablement suspendu une petite masse de plomb.

Le bobineur accroupi de l'autre côté du métier le saisit et l'attire à lui avec un crochet semblable, pour le remettre aux mains du fileur qui tient alors les deux bouts de la ficelle.

C'est ici le moment dangereux de la manœuvre puisque pour faire le nœud, l'ouvrier est obligé d'exercer une traction vigoureuse sur la corde qui risque de lui couper les doigts.

L'usage du petit appareil en question paraît écarter cette éventualité.

En ramenant à lui le brin conducteur de la corde qui tend à fuir, le fileur le fait passer sous la came où il est pincé fortement. Il fixe la came dans cette position au moyen de la vis de pression V_1 .

Il peut alors en toute sécurité tendre la ficelle sur la noix de la broche et la nouer à son aise.

Il ne desserre l'outil que lorsque l'opération est achevée.

L'opération analogue sur les métiers selfacting n'est comparable ni au point de vue du péril, ni à celui de la dextérité manuelle réclamée; elle paraît sans danger, puisqu'il n'y a qu'un tambour; elle est même facilitée par la rotation de cet organe.

CONCLUSION.

Tels sont les principaux perfectionnements apportés aux organes mécaniques du filage du coton, en vue de prévenir les accidents.

Mon but n'a pas été, je le répète, d'exposer d'une façon purement théorique les mesures de précaution qu'il serait utile ou désirable de voir prendre pour assurer la sécurité des travailleurs, mais de montrer ce qu'il a été pratiquement possible d'obtenir des chefs d'établissements, dans une industrie déterminée.

J'ai volontairement passé sous silence ceux des appareils préventifs tels que caisses, cages, grilles entourant les poulies des bancs à broches, des batteurs, les monte ou porte-courroies qui ne sont pas spéciaux aux machines à filer le coton.

Pour la même raison, j'ai omis de mentionner les procédés de ventilation, d'assainissement des locaux, parce qu'ils ne rentraient pas dans le cadre de mon travail.

Par contre, j'ai énuméré à dessein la plupart des modèles de machines en usage dans ma section, afin de montrer qu'avec un peu de bonne volonté et sans dépenses trop onéreuses, les industriels sont arrivés, en peu d'années, et quel que fût leur matériel, à des résultats pratiques appréciables qui se

traduisent dès maintenant par une diminution notable du nombre des accidents.

C'est à les rendre plus rares encore que tendent, dans l'intérêt des ouvriers et de l'industrie elle-même, les efforts de l'Inspecteur départemental sous la haute direction et avec le bienveillant appui de son chef autorisé, l'Inspecteur divisionnaire.

JURISPRUDENCE.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE ROUEN.

Jugement du 19 août 1897.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — DÉCRET DU 13 MAI 1893. — HÉRISSEAU
RECOUVERT D'UN ORGANE PROTECTEUR FIXE (1).

LE TRIBUNAL,

Attendu que le Tribunal, saisi par un renvoi de la Cour de cassation, de l'appel de P... d'un jugement du Tribunal de simple police d'Amiens, en date du 31 juillet 1896, a, par jugement du 25 mai 1897, commis un expert pour examiner diverses questions dont la solution importait dans le procès;

Attendu que, de l'expertise, il résulte que, dans la machine soumise à l'examen de l'expert, le *hérisséau*, partie dangereuse, est recouvert, pendant la marche, d'un organe protecteur de nature à empêcher tout accident; que cet organe protecteur est, à la vérité, mobile et peut être déplacé par l'ouvrière si elle veut absolument le déplacer; mais que ce déplacement, pendant que la machine marche, n'est jamais ni nécessaire, ni même utile; que les conclusions de l'expert sont formelles sur ce point; que l'organe protecteur en question est donc suffisant pour prémunir les ouvrières contre les dangers d'une distraction, d'une imprudence commise par simple légèreté, par simple inadvertance; qu'il satisfait donc à ce que la loi exige de l'industriel; qu'évidemment, cet organe protecteur laisse les ouvrières exposées aux conséquences de leurs imprudences réfléchies, lorsqu'elles le font volontairement et inutilement disparaître, mais que c'est là une considération dont on ne pourrait tenir compte sans donner à la loi et à l'article 2 du décret du 13 mai 1893 un sens et une portée que n'ont pas ces textes;

PAR CES MOTIFS,

Statuant sur l'appel interjeté par P... du susdit jugement du Tribunal de simple police d'Amiens,

Réforme ce jugement et relaxe P... des fins des poursuites sans dépens.

(1) Voir années 1897, p. 35 et 41, et 1898, p. 525.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE LA SEINE.

Jugement du 30 novembre 1898. (Extrait.)

ACCIDENT. — ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL. — ENFANT. — TRAVAIL DANGEREUX.
— CONTRAVENTION. — ACTION CIVILE. — PRESCRIPTION TRIENNALE.

Le patron ou son préposé, qui a laissé un jeune apprenti procéder à un travail dangereux auquel il aurait dû s'opposer s'il avait exercé la surveillance qui lui incombe, doit être déclaré responsable de l'accident causé par son inattention et son imprudence.

Le fait générateur d'une action en dommages-intérêts de la part des parents de la victime constitue, indépendamment de l'infraction à la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, un délit de blessures par imprudence, inattention, négligence et inobservation des règlements auquel s'applique la prescription triennale.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, par exploit en date du 3 août 1897, la demoiselle C..., agissant en qualité de tutrice dative du mineur B..., son fils naturel reconnu, a formé contre C... et F... une demande en paiement de 10,000 francs à titre de dommages et intérêts pour réparation du préjudice subi par ledit B... par suite d'un accident dont il a été victime dans l'usine appartenant aux défendeurs;

.....
Attendu que C... et F... prétendent, en outre, que l'action de la demoiselle C... est prescrite comme n'ayant d'autre base qu'une contravention dont la date remonte à plus d'une année;

Attendu, toutefois, que les faits générateurs de ladite action constituent à la charge de C... et F..., indépendamment de l'infraction à la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, un délit de blessures par imprudence, inattention, négligence et inobservation des règlements, dont la prescription triennale n'est pas accomplie;

Attendu, en effet, qu'il résulte des enquêtes auxquelles ont procédé l'inspecteur du travail et l'arbitre nommé par le Tribunal de commerce dans l'instance susvisée, et le commissaire de police de Vincennes, que l'accident dont B... a été victime a été causé par l'inattention et la négligence de ses patrons ou de leurs préposés qui ont laissé le jeune apprenti procéder à un travail dangereux auquel ils auraient dû s'opposer s'ils avaient exercé la surveillance qui leur incombe;

Qu'il n'est pas exact, comme le prétendent C... et F..., que le nettoyage de leur machine soit complètement automatique; qu'il est souvent nécessaire

d'enlever à l'éponge des taches de peinture qui tombent sur le cylindre; que c'est au cours de ce travail que B... a eu la main prise et broyée;

Attendu qu'il appert de l'examen médical auquel a procédé le docteur H... que le jeune B... est atteint d'une infirmité définitive au triple point de vue de l'usage industriel, de l'usage personnel et de l'apparence plastique de la main gauche; que le Tribunal a les éléments nécessaires pour fixer à une somme de 5,000 francs l'indemnité qui lui est due;

PAR CES MOTIFS,

Condamne C... et F...

(La loi, 26 janvier 1899.)

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE D'AGEN.

Jugement du 11 janvier 1899.

LE TRIBUNAL,

Jugeant en matière correctionnelle et en premier ressort,

Déclare la prévenue atteinte et convaincue d'avoir, à Agen, le 1^{er} décembre dernier :

1° Refusé la visite de l'inspecteur du travail dans l'industrie du département de Lot-et-Garonne ainsi que la remise des imprimés dont ce fonctionnaire était porteur;

2° Occupé dans son atelier 3 ouvrières non munies du livrét exigé par la loi du 2 novembre 1892;

3° De n'avoir pas tenu ou de n'avoir pas représenté le registre et de n'y avoir pas inscrit les mentions relatives à chacune des trois ouvrières occupées dans son atelier;

4° D'avoir occupé 3 ouvrières dans un atelier où le texte de la loi, les décrets et le tableau des heures de travail n'étaient pas affichés;

5° Omis ou refusé d'envoyer à l'inspecteur le duplicata de l'affiche qui doit indiquer les heures de travail et de repos.

La condamne...

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE RODEZ (1).

Jugement du 24 décembre 1897.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la loi du 2 novembre 1892 ne s'applique qu'aux établissements de la grande industrie; que la loi de 1841, sur la même matière, ne visait que les manufactures, usines, ateliers ou fabriques occupant plus de 20 ouvriers;

Attendu que la loi de 1874, sur la même matière, laissait en dehors de son action les boutiques et les magasins où la fabrication et le travail se confondent avec la vente et le commerce;

Attendu qu'il n'est pas douteux que la loi de 1892 a été édictée dans le même esprit;

Qu'en effet, le rapporteur de la loi à la Chambre des Députés, M. Waddington, disait que, malgré tout l'avantage qu'il y aurait à soumettre à l'inspection les magasins de vente et à limiter le temps pendant lequel les enfants et les femmes pourraient y être employés, il avait réservé, pour être l'objet d'un projet spécial, la réglementation des boutiques et magasins;

Attendu qu'il est incontestable que l'établissement de M. M... n'est autre chose qu'un magasin de vente d'objets de marbre, et que son travail consiste uniquement dans l'appareillement ou la mise en place des pièces composant ces objets;

Attendu qu'il est reconnu que M. M... n'emploie pas constamment un ouvrier;

Que celui qu'il avait au moment du procès-verbal, et qu'il a encore, n'est ni un apprenti ni un ouvrier salarié;

Qu'il est simplement un aide ne recevant d'autre rétribution qu'une étrenne chaque dimanche;

Attendu que, par suite, c'est à tort qu'il a été relevé contre M... les contraventions énoncées au procès-verbal de M. l'inspecteur;

Attendu néanmoins que ledit procès-verbal établit la contravention de l'absence du livret pour l'employé, contrairement aux prescriptions de lois antérieures non abrogées;

PAR CES MOTIFS,

Condamne M..., pour cette dernière contravention, à une amende de

(1) Voir année 1899, page 151.

cinq francs et aux dépens s'élevant à six francs dix-huit centimes, y compris le timbre et l'enregistrement du présent jugement ;

Le relaxe pour les autres contraventions relevées contre lui en vertu de la loi du 2 novembre 1892.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE DIEULEFIT.

Jugement du 10 février 1899.

La cause appelée, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal daté du 23 décembre dernier (enregistré) dressé par M. Proux, inspecteur du travail du département de la Drôme, duquel il résulte que les prévenus auraient commis :

1° Une contravention à l'article 14, § 1^{er}, de la loi du 2 novembre 1892; 2° une deuxième contravention à l'article 15 de la même loi; 3° une troisième contravention à l'article 16 de la susdite loi et 4° une quatrième contravention à l'article 11, § 2, de la loi du 12 juin 1893. Le ministère public a exposé l'affaire et a demandé l'application du minimum de la peine édictée par les articles des lois susvisées. Les contrevenants ont demandé à ce qu'une enquête fût faite pour établir que la fabrique qu'ils dirigent est dans un excellent état hygiénique, sans nier et sans demander à faire la preuve contraire des faits relevés dans le procès-verbal de l'inspecteur du travail, à savoir :

1° Que les dortoirs n'étaient pas pourvus de lavabos et que l'écoulement des eaux savonneuses n'était pas assuré au moment de la visite de l'agent verbalisateur; 2° qu'ils ont avoué avoir omis de joindre un certificat du médecin à la déclaration d'un accident survenu à leur usine faite à la mairie; 3° qu'ils n'ont pas demandé à prouver que l'accident survenu à un ouvrier et à une ouvrière de l'usine n'était pas la suite des mauvaises mœurs des victimes qui aurait été évité si l'atelier avait été visité après la fermeture et 4° que l'accident ne s'est produit que parce que les ouvriers et ouvrières ont pu s'introduire dans le lieu contenant la transmission principale;

En ce qui concerne la demande d'enquête ou expertise :

Attendu que, quel qu'en serait le résultat, elle ne pourrait aboutir à prouver que les faits relevés dans le procès-verbal ne sont pas exacts; qu'elle est donc inutile; qu'il y a lieu de la rejeter comme produite trop tardivement, statuant au fond par jugement contradictoire en dernier ressort, le tribunal;

Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal faisant foi, jusqu'à preuve contraire, que, le 23 décembre dernier, M. l'inspecteur du travail a constaté

contre les sieurs B... et R..., directeurs de l'usine visée d'autre part, quatre contraventions aux lois du 2 novembre 1892 et 12 juin 1893;

Attendu que les prévenus n'ont pas demandé à faire la preuve contraire des faits visés dans le procès-verbal; que ces faits sont constants et constituent : 1° une contravention à l'article 14 de la loi du 2 novembre sur la propreté de l'usine; 2° une deuxième contravention à l'article 15 de la même loi pour, à la suite d'un accident survenu dans l'usine, n'avoir pas joint un certificat médical à la déclaration produite à la mairie; 3° pour n'avoir pas suffisamment surveillé le maintien des bonnes mœurs dans l'usine (art. 16 de la même loi) et 4° pour n'avoir pas suffisamment séparé des ouvriers la transmission principale (art. 2, § 2, de la loi du 12 juin 1893);

Faisant application des articles visés ci-dessus et de l'article 162 du Code d'instruction criminelle,

Condamnons X... et X...

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE BRIONNE.

Jugement du 5 avril 1899.

LE TRIBUNAL,

Statuant en dernier ressort,

Oùï le ministère public en ses conclusions et résumé;

Oùï le prévenu en ses explications et aveu;

Attendu que, du procès-verbal susénoncé et de l'aveu du prévenu, il résulte que le prévenu s'est bien rendu coupable des contraventions à lui reprochées;

Vu le décret du 10 mars 1894 dont l'article 16 est ainsi conçu :

ART. 16. — Les sorties des ateliers, etc.

Vu le procès-verbal du 23 février dernier constatant que, dans l'établissement D..., quatre portes des ateliers des rez-de-chaussée, 1^{er}, 2^e et 3^e étages ne s'ouvraient pas du dedans au dehors malgré une mise en demeure faite sur le registre d'usine, le 15 mars 1898, accordant à M. D... un délai de trois mois pour se conformer à l'article 16 du décret du 10 mars 1894 sus transcrit dont lecture a été donnée à l'audience;

Attendu que le fait reproché au prévenu constitue la contravention prévue et punie par l'article 7 de la loi du 12 juin 1893 dont lecture, également, a été donnée à l'audience;

Faisant application audit prévenu tant de cet article que de l'article 162

du Code d'instruction criminelle et des lois des 22 juillet 1867 et 19 décembre 1871 dont lecture a été donnée à l'audience et admettant des circonstances atténuantes, en faveur du prévenu, visées par l'article 14 de la même loi :

Condamne le sieur D . . .

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE LILLE.

Jugement du 15 avril 1899. (1)

LE TRIBUNAL,

Vu l'arrêt de cassation du 17 février 1899, renvoyant la cause devant lui;
Vu le procès-verbal;

Oùï les témoins en leurs dépositions, le ministère public en son réquisitoire et le mandataire du prévenu en ses observations et conclusions; vidant son délibéré :

Attendu que, par procès-verbal dressé le 7 juin 1898 par l'inspecteur du travail dans l'industrie à Tourcoing, le sieur X . . . , industriel audit lieu, est prévenu d'infraction à l'article 11 de la loi du 12 juin 1893, pour n'avoir pas déclaré au maire de Tourcoing un accident, survenu le 16 décembre 1897, dans son établissement de tissage mécanique, à un sieur C . . . , ouvrier tisserand;

Attendu que T . . . dénie la contravention; qu'il excipe, à cet effet, que C . . . et le docteur V qui l'a soigné dès le jour de l'accident, ayant reconnu et affirmé, ce qu'ils réitérent en leurs dépositions, que la blessure était sans gravité et ne mettait pas obstacle à ce que ledit blessé pût continuer son travail, il n'y avait pas lieu à la déclaration administrative de l'accident, aux termes mêmes du règlement du 20 novembre 1893;

En droit,

Attendu que l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 astreint tout chef d'établissement visé par l'article 1^{er} de la loi, ou son préposé, à faire, dans le délai de quarante-huit heures, au maire de la commune, la déclaration de tout accident ayant causé une blessure à un ouvrier de l'établissement et qu'une note, annexée à la formule que donne le règlement d'administration publique du 20 novembre 1893, rendu en exécution dudit article 11, du procès-verbal à dresser par le maire recevant la déclaration, spécifie que,

(1) Voir page 147.

sont seuls considérés comme accidents, ceux qui paraissent devoir entraîner une incapacité de travail de trois jours au moins;

Attendu qu'il résulte de l'esprit et de l'économie de la loi du 12 juin 1893 que l'incapacité ainsi visée n'est pas l'incapacité absolue de tout travail, mais l'inaptitude à se livrer au travail habituel, en un mot, une incapacité professionnelle, même partielle;

Attendu, dès lors, qu'il y a lieu de déterminer, d'après les faits acquis aux débats, si la blessure de C... était telle que cet ouvrier fut obligé de suspendre son travail de tisserand pendant au moins trois jours;

En fait,

1° Attendu que l'inspecteur du travail, bien au courant des choses du métier de tisserand, affirme que le métier de tisserand exige à tout instant l'emploi des deux mains et de tous les doigts, surtout les trois premiers, pour réparer les fils, les renouer, les remplacer, les passer à travers les peignes dont les lames sont très rapprochées, tous travaux qui ne se font qu'avec l'extrémité des doigts; qu'en conséquence, l'accident dont était atteint C... était de ceux qui entraînent nécessairement une incapacité professionnelle de plus de trois jours;

2° Attendu qu'à l'encontre de cette affirmation technique de l'inspecteur du travail le prévenu n'oppose aucun fait matériel;

3° Attendu qu'il est acquis, par les déclarations de ce témoin, que le 16 décembre 1897 ledit C... a eu l'extrémité de l'index de la main droite prise dans son métier; qu'il en est résulté une plaie contuse avec arrachement partiel de l'ongle; que ledit ongle est tombé le jour même; que des soins ont été donnés pendant plusieurs jours et qu'à partir de l'accident jusqu'au jour de la guérison, tout au moins pendant plus de trois semaines et demie, C... a été obligé de conserver l'index immobilisé par des bandages, a cessé de diriger son métier et a été employé à faire des courses;

4° Attendu, cependant, que le docteur V..., à la barre ainsi que dans son certificat du 3 août 1898, enregistré, versé aux débats, dit que « l'accident ne présentant aucun caractère de gravité, il en conclut que le blessé pouvait travailler »;

Mais, attendu qu'il ressort de cette déclaration même que la conclusion du docteur est une simple conjecture basée uniquement sur la non-gravité de la blessure, et que, conséquemment, elle ne saurait faire échec aux affirmations formelles de l'inspecteur du travail;

5° Attendu, il est vrai, qu'à la barre le docteur V... a ajouté que C... « pouvait travailler avec le médius » et que, de son côté, C... a déclaré qu'il pouvait faire son travail, étant gaucher;

Attendu qu'aucune reprise ou tentative de travail ne corrobore ces affirmations;

Attendu qu'invité par le Président du Tribunal à exécuter le nœud du tisserand, la plus simple et d'ailleurs la seule partie de son travail pouvant être vérifiée à la barre, C... a exécuté ledit nœud à l'envers, c'est-à-dire en intervertissant le rôle des mains, mais s'est servi du pouce et de l'index de la main droite, ce qui indique, d'une part, qu'il n'a point l'habitude de se servir du médius au lieu de l'index et, d'autre part, que, pour cette

substitution, il lui faudrait un apprentissage, lequel, nécessairement, lors de l'accident, aurait été rendu, non impossible, du moins plus long et plus pénible, non pas seulement par le bandage qui immobilisait l'index, mais encore et surtout par la perte de l'ongle, plaie sinon grave, du moins douloureuse pendant les premiers temps tout au moins;

Attendu, dès lors, qu'en réalité, il y a eu incapacité de travail résultant de la blessure;

6° Attendu que cette incapacité de travail est rendue évidente par ce seul fait que T... , au lieu de laisser C... continuer à diriger son métier, l'a employé dès le jour de l'accident à faire des courses, et qu'il l'a conservé comme *coursier*, non pas pendant deux ou trois jours, même une semaine (chose qui, à la rigueur, pourrait faire admettre que T... , comme le prétend C... , en aurait agi ainsi par pure bonté ou obligeance), mais pendant cinq semaines, suivant la constatation de l'inspecteur du travail, tout au moins pendant trois semaines et demie à s'en tenir à la déposition de C... ;

Attendu, d'ailleurs, que C... lui-même reconnaît implicitement l'incapacité de travail dont il était atteint puisqu'en une autre partie de sa déposition il a fait cette déclaration « au bout de deux ou trois jours, j'aurais pu travailler »;

7° Attendu qu'il ressort, de ce que dessus, que la blessure dont C... a été atteint le 16 décembre 1897 entraînait une incapacité de travail; que, dès le jour de l'accident, cette incapacité était manifeste et paraissait devoir durer plus de trois jours;

8° Attendu, en conséquence, que T... s'était tenu, aux termes de l'article 11 de la loi du 12 juin 1893, de déclarer à la mairie de Tourcoing l'accident dont s'agit; qu'en s'abstenant de ce faire, il a commis la contravention dont il est prévenu;

9° Attendu que T... excipe en vain de la déclaration à lui faite par le docteur V... lors de l'accident et confirmée par celui-ci à la barre, à savoir que l'accident n'avait pas de gravité et conséquemment la déclaration n'était pas nécessaire; qu'en effet, l'avis du docteur V... de l'inutilité de la déclaration est une simple appréciation personnelle, sans valeur reconnue par la loi, et qui, par conséquent, pas plus que la bonne foi du prévenu, ne peut valoir comme excuse et motiver son relâche, mais seulement constituer des circonstances atténuantes;

10° Attendu, d'ailleurs, que l'opposition par le docteur V... et par le prévenu de l'inutilité de la déclaration est notoirement erronée; qu'ils subordonnent, en effet, ladite déclaration à la gravité de l'accident, tandis qu'il est certain et avéré qu'un accident sans gravité, au sens médical strict, peut entraîner une incapacité de travail d'au moins trois jours et, par suite, nécessite la déclaration administrative;

11° Attendu, au surplus, que l'intention du législateur, quant à la déclaration, ne saurait faire l'ombre d'un doute, car le rapporteur, lors de la discussion du projet de loi, a spécifié que la déclaration d'un accident doit être faite toutes les fois que la blessure causée à l'ouvrier paraît avoir

une certaine gravité, une gravité suffisante pour nécessiter des soins médicaux »;

12° Attendu que l'accident survenu à C... est bien dans ce dernier cas; qu'il n'a pas été déclaré; que T..., de quelque manière que l'on envisage les faits, a commis la contravention dont il est prévenu;

PAR CES MOTIFS,

Statuant en dernier ressort :

Dit T... convaincu de contravention à l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 et, lui en faisant application ainsi que des articles 14 de la même loi et 162 du Code d'instruction criminelle;

Vu l'article 7 de ladite loi,

Condamne T...

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE PARIS.

Jugement du 4 mai 1899.

TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS. — LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — DÉCRET DU 13 MAI 1893. — TRAVAIL DANGEREUX. — BESOGNE ACCOMPLIE SANS ORDRE. — RELAXE.

Les dispositions pénales du décret du 13 mai 1893, rendu pour l'application de la loi du 2 novembre 1892, ne sont applicables aux patrons que lorsque ces derniers ont réellement employé un ouvrier à un travail interdit.

Ils ne sauraient tomber sous le coup de ces lois lorsque c'est sans ordre et de son initiative personnelle que l'ouvrier s'est livré à cette besogne, une blessure en fût-elle résultée.

LE TRIBUNAL,

Attendu que les sieurs Z... et L... sont cités à notre audience comme ayant contrevenu au décret du 13 mai 1893; que l'article 1 de ce décret est ainsi conçu : « Il est interdit d'employer les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche »;

Attendu que les défendeurs dénie absolument avoir employé le jeune X..., leur ouvrier âgé de 14 ans, victime d'un accident survenu dans leurs ateliers, au graissage de l'une des machines, accident à la suite duquel il a eu le doigt coupé;

Attendu que cet accident paraît être survenu sur l'initiative personnelle du jeune X..., qui, plus de vingt fois, dit-il, a graissé ladite machine,

quand elle ne tournait pas bien, en se servant d'une burette réservée pour le service, sans que personne ne lui en ait jamais défendu l'usage, comme aussi sans qu'il ait été formellement employé à ce graissage, confié d'ordinaire à certains ouvriers autres que le jeune X. . . ;

Attendu qu'il n'est pas établi que le jeune X. . . ait été expressément chargé du graissage de la machine et ainsi spécialement employé à ce service dans le sens propre du mot ;

Que, peut-être, y avait-il lieu de reprocher aux défendeurs un simple défaut de surveillance, qui ne peut, en l'espèce, tomber sous l'application de la loi pénale ;

PAR CES MOTIFS,

Renvoie les défendeurs des fins de la poursuite sans frais ni dépens.

(*Gazette des Tribunaux*, 26 mai 1899.)

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ALLEMAGNE.

ORDONNANCE DU 26 AVRIL 1899,

concernant certaines exceptions au repos du dimanche dans l'industrie.

En vertu du paragraphe 105 d de la *Gewerbeordnung*, le Conseil fédéral a arrêté ce qui suit :

I. — Les modifications suivantes sont apportées à la table annexée à l'ordonnance du 5 février 1895 (*Reichs-Gesetzbl*, p. 12), concernant les exceptions au repos du dimanche dans l'industrie.

Le texte de la colonne 2 est rédigé comme suit :

Les travaux, sauf pendant le temps compris entre 6 heures du matin et 6 heures du soir, pour autant que l'exploitation se fasse régulièrement au moyen de plus de deux équipes.

Dans les établissements où l'exploitation est suspendue tous les deux dimanches pour trente-six heures au moins, les travaux pendant les autres dimanches, sauf pour la période comprise entre 6 heures du matin et 6 heures du soir.

1° Au chiffre 2 (fours de grillage et fourneaux de grillage) rattaché à des usines du groupe A (mines, usines, salines), le premier alinéa de la colonne 2 est remplacé par le texte suivant :

La mise en œuvre des fourneaux de grillage qui ne sont pas exploités pendant plus de six mois par an ainsi que celle des fourneaux de grillage du plomb.

2° Au chiffre 7 (aciéries Bessemer et Thomas, fonderies Martin et au creuset), fours à puddler, laminoirs et marteaux-pilons y attenants, ainsi que les hauts fourneaux du groupe A (mines, usines et salines).

Les exceptions précédentes ne s'appliquent pas aux jours suivants : Noël, 1^{er} janvier, Pâques, Ascension et Pentecôte.

Le déchargement et le détachage des wagons de chemins de fer pendant cinq heures.

3° Au chiffre 1 (verreries) du groupe B (industrie de la pierre et de la terre), la première phrase du troisième alinéa de la colonne 2 est remplacée par le texte suivant :

Dans la fabrication du verre à bouteille et les gobeleteries ainsi que dans

les glacières (verre brut et glaces), pour autant qu'elle se fasse dans des fours à gaz et au moyen d'une triple équipe, la mise en œuvre du mélange, mais avec une interruption de douze heures.

Au même chiffre, la première phrase du cinquième alinéa est remplacée par le texte suivant :

Dans la fabrication du verre coulé (verre brut et glaces), pour autant qu'elle ne se fasse pas dans des fours à gaz et au moyen d'une triple équipe, pendant trois sur quatre dimanches successifs ainsi que la mise en œuvre du mélange pendant neuf heures au maximum, pendant les jours de fête qui ne coïncident pas avec un dimanche.

4° Au chiffre 23 (fabrication d'acides carboniques liquides) du groupe *D* (industries chimiques), la colonne 2 contiendra le texte suivant :

Le travail auprès des appareils produisant l'acide carbonique et des pompes à compression, du 15 mai au 15 septembre, et en dehors de cette période, seulement dans les exploitations qui produisent les acides carboniques au moyen de la combustion du coke.

5° Au groupe *G* (produits alimentaires) est ajoutée la disposition suivante :

NATURE DES EXPLOITATIONS.	MENTION DES TRAVAUX AUTORISÉS en vertu du § 105 D.	CONDITIONS AUXQUELLES CES TRAVAUX SONT AUTORISÉS.
Fumage du poisson..	Les travaux pendant douze heures, du 15 septembre au 15 mai, sauf pendant 8 dimanches.	Le repos à accorder aux ouvriers doit durer, chaque dimanche où l'explo- itation chôme, au moins pendant douze heures. Le chef d'industrie doit observer les mesures de contrôle, édictées par l'autorité d'État.

II. — Les dispositions précédentes entreront en vigueur le jour de leur publication.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

INSPECTION DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE

ÉTAT DU PERSONNEL AU 15 SEPTEMBRE 1899

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		

1^{RE} CIRCONSCRIPTION.
(Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise.)

M. LAPORTE, , O. A., inspecteur divisionnaire du travail,
à la Préfecture de police, caserne de la Cité, à PARIS.

I. — INSPECTEURS. (Seine.)

1 ^{re} .	{ Surveillance spéciale de cer- tains établissements et con- trôle général. }	M. Allard. O. I.	35, rue de Trévise.									
2 ^{re} .	{ Saint-Germain-l'Auxerrois... Halles. Palais-Royal. Place Vendôme. Gaillon. Vivienne. Madeleine. }	M. Touchais. O. A.	14, rue de Seine.									
	{ Europe. Saint-Georges. Chaussée-d'Antin. Plaine-Monceau. Batignolles. Épinettes. Grandes-Carrières. Clignancourt. }											
	3 ^{re} .			{ Mail. Bonne-Nouvelle. Faubourg-Montmartre. Rochechouart. Saint-Vincent-de-Paul. Porte Saint-Denis. Goutte-d'Or. La Chapelle. Pont-de-Flandre. }	M. Guillain.	10, avenue de Villiers.						
				4 ^{re} .			{ Arts-et-Métiers. Porte Saint-Martin. Hôpital Saint-Louis. La Villette. Combat. }	M. Lenoury.	107, rue Monge.			
							5 ^{re} .			{ Enfants-Rouges. Folie-Méricourt. Belleville. Amérique. }	M. Belle, O. A.	24, rue de Condé.

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		
1^{RE} CIRCONSCRIPTION. (Suite.)			
I. — INSPECTEURS. (Seine.) (Suite.)			
6°.	Archives..... Saint-Ambroise..... Saint-Fargeau.....	M. Pujol.....	14, rue Bréa.
7°.	Roquette..... Père-Lachaise..... Charonne.....	M. Pasteau, O. I.....	82, avenue Parmentier.
8°.	Sainte-Marguerite..... Bel-Air..... Picpus..... Bercy.....	M. Chevalier.....	35 bis, rue de Seine, à ALFORTVILLE.
9°.	Notre-Dame..... Arsenal..... Saint-Victor..... Jardin-des-Plantes..... Val-de-Grâce..... Sorbonne..... Quinze-Vingts..... Salpêtrière..... Gare..... Maison-Blanche..... Croulebarbe.....	M. Bourceret, §, O. I.	50, rue Fabert.
10°.	Sainte-Avoye..... Saint-Merry..... Saint-Gervais..... Monnaie..... Odéon..... Montparnasse..... Santé..... Petit-Montrouge..... Notre-Dame-des-Champs..... Saint-Germain-des-Prés..... Saint-Thomas-d'Aquin..... Invalides..... École Militaire..... Gros-Caillou..... Champs-Élysées..... Faubourg-du-Roule..... Piaisance.....	M. Valant.....	4, rue Brancas, à SÈVRES (Seine-et-Oise).
11°.	Saint-Lambert..... Necker..... Grenelle..... Javel..... Auteuil..... Muette..... Porte-Dauphine..... Bassins..... Ternes.....	M. de Friedberg, O. A.	11, rue Honoré-Chevalier.

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES, départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		
1^{RE} CIRCONSCRIPTION. (Suite.)			
I. — INSPECTEURS. (Seine.) [Suite.]			
12°.	Canton de Boulogne-s.-Seine. — de Levallois-Perret.. — de Neuilly-sur-Seine.. — de Puteaux.....	M. Bourgeois	42, rue Blanche.
13°.	Canton d'Asnières..... — de Courbevoie..... — de Clichy..... — de Saint-Denis..... — de Saint-Ouen.....	M. Brémont , $\frac{3}{4}$, O. I.	15, rue Condorcet.
14°.	Canton d'Aubervilliers..... — de Montreuil-s.-Bois.. — de Nogent-sur-Marne.. — de Noisy-le-Sec..... — de Pantin..... — de Vincennes.....	M. Flamery , O. I.....	4, rue de l'Équerre.
15°.	Canton de Charenton..... — d'Ivry..... — de Saint-Maur..... — de Sceaux..... — de Vanves..... — de Villejuif.....	M. Hémon	24, rue des Écoles.
II. — INSPECTRICES. (Seine.)			
1°.	Faubourg-du-Roule..... Madeleine..... Europe..... Plaine-Monceau..... Batignolles..... Épinettes..... Grandes-Carrières.....	M^{me} Getting	13, rue Béliard.
2°.	Place Vendôme..... Gaillon..... Saint-Georges..... Chaussée-d'Antin.....	M^{me} de Contencin	13, rue Jules-César.
3°.	Vivienne..... Faubourg-Montmartre..... Rochechouart..... Clignancourt.....	M^{me} Thibault	10 bis, rue Piccini.
4°.	Saint-Germain-l'Auxerrois.. Halles..... Palais-Royal..... Mail..... Bonne-Nouvelle..... Sainte-Avoye..... Saint-Merri..... Saint-Gervais.....	M^{me} Colindre	5 bis, avenue Philippe-le-Boucher, à NEUILLY-SUR-SEINE.

NUMÉROS des sections.	SECTIONS.	NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
	DÉSIGNATION.		
1^{re} CIRCONSCRIPTION. (Suite.)			
II. — INSPECTRICES. (Seine.) [Suite.]			
5°.	Arts-et-Métiers..... Saint-Vincent-de-Paul..... Porte Saint-Denis..... Goutte-d'Or..... La Chapelle.....	M^{me} Gilbert	105, rue de Prony.
6°.	Enfants-Rouges..... Archives..... Arsenal..... Jardin-des-Plantes..... Porte-Saint-Martin..... Hôpital Saint-Louis..... La Villette..... Pont-de-Flandre..... Amérique..... Combat.....	M^{lle} Julien.....	72, rue de Seine.
7°.	Folie-Méricourt..... Saint-Ambroise..... Belleville..... Père-Lachaise.....	M^{me} Prévost.....	20, avenue Trudaine.
8°.	Roquette..... Sainte-Marguerite..... Bel-Air..... Picpus..... Bercy..... Quinze-Vingts..... Salpêtrière..... Gare..... Saint-Fargeau..... Charonne.....	M^{lle} Durand.....	1, rue de Fleurus.
9°.	Notre-Dame..... Saint-Victor..... Val-de-Grâce..... Sorbonne..... Monnaie..... Odéon..... Notre-Dame-des-Champs..... Saint-Germain-des-Prés..... Maison-Blanche..... Croulebarbe..... Montparnasse..... Santé..... Petit-Montrouge.....	M^{lle} Ranvaud	12, rue Bertrand.

NUMÉROS des sections.	SECTIONS.	NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
	DÉSIGNATION.		

1^{RE} CIRCONSCRIPTION. (Suite.)

II. — INSPECTRICES. (Seine.) [Suite.]

10°.	Saint-Thomas-d'Aquin.....	M^{lle} Saffroy, O. A	28, rue de la Trémoille.
	Invalides.....		
	École Militaire.....		
	Gros-Cailhou.....		
	Champs-Élysées.....		
	Plaisance.....		
	Saint-Lambert.....		
	Necker.....		
	Grenelle.....		
	Javel.....		
	Auteuil.....		
	Muette.....		
	Porte Dauphine.....		
	Bassins.....		
	Ternes.....		
11°.	Canton de Boulogne-s.-Seine.	M^{me} Dourlen	9, rue de Châteaudun, ASNIÈRES.
	— de Courbevoie.....		
	— de Levallois-Perret.....		
	— de Neuilly-sur-Seine.....		
12°.	— de Puteaux.....	M^{me} Olive	6, rue Say.
	Canton d'Asnières.....		
	— d'Aubervilliers.....		
	— de Clichy.....		
	— de Montreuil-s.-Bois.....		
	— de Nogent-sur-Marne.....		
	— de Noisy-le-Sec.....		
	— de Pantin.....		
	— de Saint-Denis.....		
	— de Saint-Ouen.....		
	— de Vincennes.....		
13°.	Canton de Charenton.....	M^{lle} Trohel	74, rue de Passy.
	— d'Ivry.....		
	— de Saint-Maur.....		
	— de Sceaux.....		
	— de Vanves.....		
	— de Villejuif.....		

INSPECTEURS. (Seine-et-Marne, Seine-et-Oise.)

16°.	Seine-et-Marne, plus les ar-	M. Lévesque	6, avenue Parmentier, à PARIS.
	rondissements de Corbeil et d'Étampes (Seine-et- Oise).....		
17°.	Seine-et-Oise, moins les ar-	M. Harlé, O. A.	14 bis, rue Pierre-Nys, à PARIS.
	rondissements de Corbeil et d'Étampes.....		

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		

2^E CIRCONSCRIPTION.

(*Allier, Cher, Creuse, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Vienne, Haute-Vienne.*)

M. DESPAUX, O. A., inspecteur divisionnaire du travail, à TOURS.

INSPECTEURS.

1 ^{re} .	{ Cher..... Indre..... }	M. Drancourt	6, quai du Bassin, à BOURGES.
2 ^e .	{ Indre-et-Loire..... Vienne..... }	M. Ploquin	{ 19, rue Saint-Michel, à TOURS.
3 ^e .	{ Loir-et-Cher..... Loiret..... }	M. Bacquias	42, rue Dauphine, à OR- LÉANS.
4 ^e .	{ Haute-Vienne..... }	M. Henry (Charles)....	16, av. Foucaud, LIMOGES.
5 ^e .	{ Allier..... Creuse..... }	M. Cavallé	{ 1, rue du Châtelet, à MONR- LUÇON.

3^E CIRCONSCRIPTION.

(*Aube, Côte-d'Or, Doubs, Jura, Haute-Marne, Nièvre, Haut-Rhin,
Haute-Saône, Saône-et-Loire, Yonne.*)

M. JACQUES, O. A., inspecteur divisionnaire du travail,
7, rue de l'École-de-Droit, à DIJON.

INSPECTEURS.

1 ^{re} .	{ Aube..... Yonne..... }	M. Henry (Édouard)...	{ 21, place de l'Hôtel-de- Ville, à TROYES.
2 ^e .	{ Haute-Marne..... Côte-d'Or..... }	M. Berthlot	26, rue de Metz, à DIJON.
3 ^e .	{ Nièvre..... Saône-et-Loire..... }	M. Lebrun	{ 4, rue de l'Arc, à CHALON- SUR-SAÔNE.
4 ^e .	{ Jura..... Doubs, moins l'arrondisse- ment de Montbéliard.... }	M. Martin	{ 5, rue des Chaprais, à BESANÇON.
5 ^e .	{ Territoire de Belfort..... Haute-Saône..... Arr ^e de Montbéliard (Doubs). }	M. Gaillot	{ 20, rue Denfert-Rochereau, à BELFORT.

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices d-partementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		
4^e CIRCONSCRIPTION.			
<i>(Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges.)</i>			
M. CHAMBARD , inspecteur divisionnaire du travail, 58, rue Stanislas, à NANCY.			
INSPECTEURS.			
1 ^{re} .	{ Aisne, moins l'arrondisse- ment de Château-Thierry.	M. Forel	{ 32, rue des Suzannes pro- longée, à SAINT-QUENTIN.
2 ^e .	{ Ardennes.....	M. César	{ 3, avenue de Charleville, à MÉZIÈRES.
3 ^e .	{ Arrondissements de Verdun et de Montmédy (Meuse).. Arr ^t de Briey (Meurt.-et-Mos.). Cantons nord et est de Nancy (Meurthe-et-Moselle)..... Cantons de Nomény et de Pont-à-Mousson de l'arr ^t de Nancy (Meurthe-et-Moselle)	M. Pourcines	{ 24, rue Victor-Hugo, à NANCY.
4 ^e .	{ Arr ^t de Châlons-sur-Marne, Vitry-le-François, Sainte- Menehould, 2 ^e canton de la ville de Reims, cantons de Beine et de Bourgogne, de l'arrondissement de Reims (Marne)..... Arr ^t de Bar-le-Duc (Meuse).	M. Séguin	{ 32, rue Jeanne-d'Arc, à REIMS.
5 ^e .	{ Arrondissement de Reims, moins les cantons de Beisse et de Bourgogne, 1 ^{er} , 3 ^e et 4 ^e cantons de la ville de Reims..... Arrondissement d'Épernay (Marne)..... Arrondissement de Château- Thierry (Aisne).....	M. Razous, O. I.	{ 57, rue Jeanne d'Arc, à REIMS.
6 ^e .	{ Arr ^t de Commercy (Meuse). Arr ^t de Toul et de Lunéville (Meurthe-et-Moselle)..... Cantons d'Haroué, de S ^t -Ni- colas, de Vézelize, de l'arr ^t de Nancy (Meurthe-et-Mos.). Cantons ouest et sud de Nancy (Meurthe-et-Moselle)	M. Chéry	{ 41, rue de Nancy, à NANCY.
7 ^e .	{ Vosges.....	M. Mongel	{ 41, rue de Nancy, à ÉPINAL.

NUMÉROS des sections.	SECTIONS.	NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
	DÉSIGNATION.		
5^e CIRCONSCRIPTION. (Nord, Pas-de-Calais, Somme.)			
M. JARACZEWSKI , inspecteur divisionnaire du travail, 60, rue Jeanne-d'Arc, à LILLE.			
I. — INSPECTEURS.			
1 ^{re} .	Cantons centre, nord, nord-est, est, sud et sud-est de Lille (Nord).....	M. Herbo	47, rue André, à LILLE.
	Cantons de Cysoing, de Lannoy, de Pont-à-Marq et de Seclin (Nord).....		
2 ^e .	Cantons ouest et sud-ouest de Lille (Nord)	M. Coussot	16, rue St-Firmin, à LILLE.
	Cantons d'Armentières, de la Bassée, d'Haubourdin, de Quesnoy-sur-Deule, de l'arrondis. de Lille (Nord)...		
3 ^e .	Cantons de Roubaix, de l'arrondis. de Lille (Nord)...	M. Bellon	Rue de Lannoy, villa Vincent, à ROUBAIX.
4 ^e .	Cantons de Tourcoing, de l'arrondis. de Lille (Nord).	M. Gillet	126, rue Nationale, à TOURCOING.
5 ^e .	Arrondissements de Douai et de Valenciennes (Nord)...	M. Caron	Rue Duchesnois, à VALENCIENNES.
6 ^e .	Arrondissements d'Avesnes et de Cambrai (Nord).....	M. Grégoire	20, avenue de la Gare, à AVESNES.
	Arrondissement de Dunkerque et d'Hazebrouck (Nord)...		
7 ^e .	Arrondissement de Saint-Omer (Pas-de-Calais)	M. Hittier, O. A.	16, rue de la Couronne, à DUNKERQUE.
	Cantons de Calais, de Desvres, de Guines et de Marquise de l'arrondis. de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais)...		
8 ^e .	Arr ^{ts} d'Arras, de Montreuil, de Saint-Pol, de Béthune (Pas-de-Calais)	M. Vasseur	Rue Émile-Lenglet, à ARRAS.
	Cantons de Boulogne-sur-Mer et de Samer (Pas-de-Calais).....		
9 ^e .	Somme	M. Villard	113, chaus. Périgord, AMIENS
II. — INSPECTRICE.			
10 ^e .	Cant' de Lille, Roubaix, Tourcoing et Armentières (Nord)	M^{me} Courtet	23, rue Pasteur, à LILLE.

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		

6^E CIRCONSCRIPTION.

*(Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Manche, Oise,
Orne, Seine-Inférieure.)*

M. BLAISE, $\frac{3}{4}$ O. A., inspecteur divisionnaire du travail,
1, quai de Paris, à ROUEN.

I. — INSPECTEURS.

1 ^{re} .	Oise.....	M. Aubertie	A BEAUVAIS.
2 ^e .	{ Arrondissements de Rouen et de Neufchâtel (Seine-Infé- rieure)..... }	M. Née	{ 26, route de Bon-Secours, à ROUEN.
3 ^e .	{ Arrondissements du Havre, d'Yvetot et de Dieppe (Seine-Inférieure)..... }	M. Fontaine	{ 28, r. de la Paix, au HAVRE.
4 ^e .	{ Eure..... Eure-et-Loir..... Arrondissements d'Alençon et de Mortagne (Orne)... }	M. Quénot	{ 11, rue Saint-Pierre, à ÉVREUX.
5 ^e .	{ Calvados..... Manche..... Arrondissements d'Argentan et de Domfront (Orne)... }	M. Le Gouis	{ 5, rue aux Juifs-St-Julien, à CAEN.

II. — INSPECTRICE.

6 ^e .	{ Villes de Rouen, Elbeuf, du Havre, de Dieppe, et ban- lieues (Seine-Inférieure). }	M^{lle} Sochaczewska ..	{ 59, rue de la République, à ROUEN.
------------------	--	--	---

7^E CIRCONSCRIPTION.

*(Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mayenne,
Morbihan, Sarthe, Deux-Sèvres, Vendée.)*

M. GIROUD, inspecteur divisionnaire du travail,
14, passage Félibien, à NANTES.

I. — INSPECTEURS.

1 ^{re} .	{ Côtes-du-Nord..... Finistère..... Ille-et-Vilaine..... }	M. Caïre	{ 19, rue Dupont-des-Loges, à RENNES.
2 ^e .	{ Sarthe..... Mayenne..... }	M. Delastre	{ 24, rue Prémartine, au MANS.
3 ^e .	{ Maine-et-Loire..... Deux-Sèvres..... Vendée..... }	M. Razous	{ 54, rue Fulton, à ANGERS.
4 ^e .	{ Loire-Inférieure..... Morbihan..... }	M. Meurdra	{ 15, rue Haute-du-Château, à NANTES.

II. — INSPECTRICE.

5 ^e .	{ Cantons de Nantes et de Saint-Nazaire (Loire-Infé- rieure)..... }	M^{me} de Laforgue	{ 10, rue Basse-du-Château, à NANTES.
------------------	---	--	--

NUMÉROS des sections.	SECTIONS.	NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
	DÉSIGNATION.		

8^e CIRCONSCRIPTION.

(Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Dordogne, Gers, Gironde, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées.)

M. GOUTTES, inspecteur divisionnaire du travail,
66, rue Eugène-Ténot, à BORDEAUX.

I. — INSPECTEURS.

1 ^{re} .	{ Charente..... Charente-Inférieure.....	M. Campredon.....	{ 19, rue Angel-Albert, à ANGOULÊME.
2 ^e .	{ Dordogne..... Corrèze..... Lot.....	M. Chastagnol.....	{ 26, rue des Deux-Ponts, à PÉRIGUEUX.
3 ^e .	{ Cantons de Cadillac, Carbon- Blanc, Créon, Labrède, Saint-André-de-Cubzac, de l'arrondissement de Bor- deaux, arrondissements de Bazas, de Blaye, de Li- bourne, de la Réole (Gi- ronde)..... 5 ^e , 6 ^e et 7 ^e cantons de la ville de Bordeaux (Gironde)... Lot-et-Garonne..... Gers.....	M. Bris.....	{ 12, quai Paludate, à BOR- DEAUX.
4 ^e .	{ Cantons d'Audenac, Belin, Blanquefort, Castelnau-de Médoc, Pessac, la Teste- de-Buch, de l'arrondisse- ment de Bordeaux; arron- dissement de Lesparre (Gi- ronde)..... 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e cantons de la ville de Bordeaux (Gironde) Landes..... Basses-Pyrénées..... Hautes-Pyrénées.....	M. Amiet.....	{ 168, rue Sainte-Catherine, à BORDEAUX.

II. — INSPECTRICE.

5 ^e .	{ Canton de Bordeaux (Gi- ronde).....	M^{me} Costadon.....	{ 71, rue Judaique, à BOR- DEAUX.
------------------	--	-------------------------------------	--------------------------------------

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		

9^e CIRCONSCRIPTION.

(Ariège, Aude, Aveyron, Cantal, Haute-Garonne, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne.)

M. LE ROY, O. A. inspecteur divisionnaire du travail ,
8, allée Saint-Étienne, à TOULOUSE.

INSPECTEURS.

1 ^{re} .	Cantons de Mirepoix et de Lavelanet (Ariège)..... Aude..... Pyrénées-Orientales.....	M. Pech, O. A.....	Route de Narbonne, faubg Trivalle, à CARCASSONNE.
2 ^e .	Hérault (moins la commune des Verreries-de-Moussans) Commune de Saint-Étienne-Vallée-Française (Lozère).	M. Mestre.....	1, chemin de Palavas, à MONTPELLIER.
3 ^e .	Cantal..... Lozère (moins la commune de Saint-Étienne-Vallée-Française)..... Aveyron.....	M. Marty.....	Boulevard du Paratou, à AURILLAC.
4 ^e .	Commune des Verreries-de-Moussans (Hérault)..... Commune de Revel (Haute-Garonne)..... Tarn..... Tarn-et-Garonne.....	M. Foissac.....	48, avenue du Sidobre, à CASTRES.
5 ^e .	Ariège (moins les cantons de Mirepoix et de Lavelanet). Haute-Garonne (moins la commune de Revel).....	M. Prunet.....	52, rue Pargaminières, à TOULOUSE.

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		
10^e CIRCONSCRIPTION.			
<i>(Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Gard, Var, Vaucluse.)</i>			
M. LAGARD, O. A., inspecteur divisionnaire du travail, 135, boulevard Longchamp, à MARSEILLE.			
I. — INSPECTEURS.			
1 ^{re} .	{ Arrondissement de Marseille, moins les 2 ^e , 6 ^e , 7 ^e et 8 ^e cantons de Marseille et l'ar- rondissement d'Aix (Bou- ches-du-Rhône)..... }	M. Mouchet	{ 2, rue Pierre-Bellot, à MARSEILLE.
2 ^e .	{ 2 ^e , 6 ^e , 7 ^e et 8 ^e cantons de Marseille et arrondisse- ment d'Arles (Bouches-du- Rhône)..... Corse..... }	M. Capoduro	{ 106, rue Consolat, à MAR- SEILLE.
3 ^e .	{ Alpes-Maritimes..... Var..... }	M. Wermann	{ Rue Michelet, maison Gi- nésy, quartier S ^t -Bar- thélemy, à NICE.
4 ^e .	Gard.....	M. Viguiér	{ 29, rue de la Madeleine, à NIMES.
5 ^e .	{ Vaucluse..... Basses-Alpes..... Hautes-Alpes..... }	M. Blanc	{ 1, place du Change, à AVI- GNON.
6 ^e .	Drôme.....	M. Proux	{ 60, rue Madier-Monjau, à VALENCE.
7 ^e .	Ardèche.....	M. Fabre	{ 8, boulevard du Palais, à PRIVAS.
II. — INSPECTRICE.			
8 ^e .	{ Commune de Marseille (Bou- ches-du-Rhône)..... }	M^{lle} Sénèque	{ 97, boulevard Longchamp, à MARSEILLE.

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		
11^e CIRCONSCRIPTION. (Ain, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie, Haute-Savoie.)			
M. BARRAL , inspecteur divisionnaire du travail, 28, quai de la Guillotière, à LYON.			
I. — INSPECTEURS.			
1 ^{re} .	Isère, moins l'arrondissement de Vienne Savoie..... Ain, moins l'arrondissement de Trévoux..... Haute-Savoie.....	M. Beauquis	50, av. Thiers, à GRENOBLE.
2 ^e .	2 ^e , 4 ^e et 5 ^e arrond. de Lyon, plus les comm. de S ^t -Ram- bert-l'Isle-Barbe et de Ca- luire-et-Cuire (Rhône)...	M. Boulin , O. A.....	65, cours Vitton, à LYON.
3 ^e .	1 ^{er} et 6 ^e arrond ^{is} de Lyon (ville), plus les arrond ^{is} de Villefranche (Rhône) et de Trévoux (Ain).....	M. Perbost	1, rue Mazard, à LYON.
4 ^e .	3 ^e arrond ^{is} de Lyon (ville), plus l'arrond ^{is} suburbain de Lyon, moins les comm. de S ^t -Rambert-l'Isle-Barbe et de Caluire-et-Cuire (Rhône) Arrond ^{is} de Vienne (Isère)...	M. Charrassin	11, rue d'Enghien, à LYON.
5 ^e .	Cantons nord-est et nord- ouest de Saint-Étienne, de Saint-Chamond, Rive- de-Gier, Saint-Héan et Pé- lussin (Loire).....	M. Boulisset	32, rue des Francs-Maçons, à SAINT-ÉTIENNE.
6 ^e .	Cantons sud-est et sud-ouest de Saint-Étienne, de Bourg-Argental, de Cham- bon-Feugerolles et de S ^t - Genest-Malifaux (Loire), plus les arrondissements du Puy et d'Yssingaux (Haute- Loire).....	M. Fache	Place Sadi-Carnot, maison Cuilleron, à S ^t -ÉTIENNE.
7 ^e .	Arrondissements de Roanne et de Montbrison (Loire). Arrondissement de Thiers (Puy-de-Dôme).....	M. Réquet	13, rue de Sully, à ROANNE.
8 ^e .	Puy-de-Dôme, moins l'arron- dissement de Thiers..... Arrondissement de Brioude (Haute-Loire).....	M. Sombret , O. 	35 bis, cours Sablon, à CLERMONT-FERRAND.
II. — INSPECTRICE.			
9 ^e .	Cantons formant l'agglomé- ration lyonnaise.....	M^{lle} Meffre	89, cours Vitton, à LYON.

Tableau par classe du personnel au 15 septembre 1899 (1).

NOMS.	RÉSIDENCES.	DATE	
		DE L'ENTRÉE dans le service.	de LA DERNIÈRE PROMOTION.
I. — INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.			
1 ^{re} classe. (Cadres : 3.)			
MM. Laporte	Paris.....	9 juin 1879.....	1 ^{er} janvier 1893.
Blaise.....	Rouen.....	1 ^{er} juin 1875.....	1 ^{er} janvier 1896.
Jaraczewski	Lille.....	18 avril 1885	1 ^{er} janvier 1899.
2 ^e classe. (Cadres : 4.)			
MM. Le Roy.....	Toulouse.....	1 ^{er} janvier 1884...	1 ^{er} juin 1895
Lagard.....	Marseille.....	23 août 1884.....	<i>Idem.</i>
Barral.....	Lyon.....	20 avril 1885	1 ^{er} janvier 1896.
Giroud.....	Nantes.....	19 avril 1885	1 ^{er} janvier 1897.
3 ^e classe. (Cadres : 4.)			
MM. Gouttes.....	Bordeaux.....	22 avril 1885	1 ^{er} janvier 1893.
Chambard	Nancy.....	2 septembre 1885.	<i>Idem.</i>
Jacques.....	Dijon.....	8 août 1887.....	16 mars 1896.
Despaux.....	Limoges.....	9 décembre 1891..	23 août 1897.
II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX.			
1 ^{re} classe. (Cadres : 6.)			
MM Fache.....	Saint-Étienne.....	20 avril 1885	20 avril 1885.
Valant.....	Paris.....	20 décembre 1886.	20 décembre 1886.
Forel.....	Saint-Quentin.....	1 ^{er} novembre 1888.	1 ^{er} novembre 1888.
Charrassin.....	Lyon.....	7 novembre 1888.	7 novembre 1888.
Perbost.....	Lyon.....	15 novembre 1891.	15 décembre 1891.
Allard.....	Paris.....	1 ^{er} novembre 1893...	1 ^{er} janvier 1897.

(1) Voir années 1895, page 237, et 1898, page 110, le décret et l'arrêté relatifs à l'avancement du personnel de l'inspection.

(1) Voir années 1895, page 237, et 1898, page 110, le décret et l'arrêté relatifs à l'avancement du personnel de l'inspection.

NOMS.	RÉSIDENCES.	DATE	
		DE L'ENTRÉE dans le service.	de LA DERNIÈRE PROMOTION.
II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX. (Suite.)			
2 ^e classe. (Cadres : 6.)			
MM. Le Gouis.....	Caen	1 ^{er} janvier 1893...	1 ^{er} janvier 1896.
Boulisset.....	Saint-Étienne.....	Idem	1 ^{er} juillet 1896.
Touchais.....	Paris	Idem	Idem.
Brémond.....	Paris	Idem	Idem.
Pujol.....	Paris	Idem	Idem.
Flamery.....	Paris	Idem	1 ^{er} janvier 1897.
3 ^e classe. (Cadres : 13.)			
MM. Mouchet.....	Marseille	1 ^{er} janvier 1893...	1 ^{er} janvier 1896.
Lévesque.....	Paris.....	Idem	Idem.
Delle.....	Paris	Idem	Idem.
Harlé.....	Paris	Idem	Idem.
Wermann.....	Nice.....	Idem	Idem.
Guilain.....	Paris	Idem	1 ^{er} juillet 1896.
Bourceret.....	Paris	Idem	Idem.
de Friedberg.....	Paris	Idem	1 ^{er} janvier 1897.
Pasteau.....	Paris	Idem	Idem.
Née.....	Rouen.....	Idem	1 ^{er} janvier 1899.
Prunet.....	Toulouse.....	Idem	Idem.
Chéry.....	Nancy.....	Idem	Idem.
4 ^e classe. (Cadres : 22.)			
MM. Sombret.....	Clermont-Ferrand...	1 ^{er} janvier 1893...	1 ^{er} janvier 1896.
Chastagnol.....	Périgueux.....	Idem	Idem.
Bourgeois.....	Paris	Idem	1 ^{er} janvier 1897.
Hémon.....	Paris	Idem	Idem.
Chevalier.....	Paris	Idem	Idem.
Ploquin.....	Tours.....	Idem	Idem
Pech.....	Carcassonne.....	Idem	Idem.
Boulin.....	Lyon	1 ^{er} août 1893.....	1 ^{er} janvier 1898.
Herbo.....	Lille.....	2 octobre 1893...	Idem.
César.....	Mézières.....	28 septembre 1893.	Idem.
Grégoire.....	Avesnes.....	30 septembre 1893.	Idem.
Amiet.....	Bordeaux.....	2 octobre 1893...	Idem.
Gaillot.....	Belfort.....	21 novembre 1893.	Idem.
Henry (Charles)...	Limoges.....	2 octobre 1893...	1 ^{er} janvier 1899.
Bris.....	Bordeaux.....	30 septembre 1893.	Idem.
Lenoury.....	Paris.....	22 septembre 1893.	Idem.

NOMS.	RÉSIDENCES.	DATE	
		DE L'ENTRÉE dans le service.	de LA DERNIÈRE PROMOTION.
II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX. (Suite.)			
4 ^e classe. (Suite.)			
MM. Marty.....	Rodez.....	1 ^{er} octobre 1893..	1 ^{er} janvier 1899.
Fabre.....	Privas.....	20 octobre 1893..	Idem.
Martin.....	Besançon.....	1 ^{er} octobre 1893...	Idem.
Proux.....	Valence.....	11 novembre 1893.	Idem.
Villard.....	Amiens.....	30 septembre 1893.	Idem.
.....			
5 ^e classe et stagiaires. (Cadres : 29.)			
MM. Quénot.....	Évreux.....	26 août 1893....	1 ^{er} octobre 1894.
Béquet.....	Roanne.....	21 septembre 1893.	Idem.
Mongel.....	Épinal.....	27 septembre 1893.	Idem.
Bacquias.....	Orléans.....	Idem.....	Idem.
Caire.....	Rennes.....	30 septembre 1893.	Idem.
Pourcines.....	Nancy.....	1 ^{er} octobre 1893...	Idem.
Foissac.....	Castres.....	Idem.....	Idem.
Blanc.....	Avignon.....	Idem.....	Idem.
Lebrun.....	Chalon-sur-Saône...	2 octobre 1893...	16 octobre 1894.
Cavalié.....	Montluçon.....	3 octobre 1893....	Idem.
Capoduro.....	Marseille.....	7 octobre 1893...	Idem.
Viguié.....	Nîmes.....	16 octobre 1893..	Idem.
Vasseur.....	Arras.....	20 novembre 1893.	1 ^{er} décembre 1894.
Drancourt.....	Bourges.....	14 mai 1895....	16 juin 1896.
Mestre.....	Montpellier.....	1 ^{er} juin 1895....	Idem.
Gillet.....	Tourcoing.....	4 juin 1895....	Idem.
Henry (Édouard)..	Troyes.....	6 décembre 1895..	1 ^{er} janvier 1897.
Berthiot.....	Dijon.....	29 février 1896...	1 ^{er} mai 1897.
Séguin.....	Reims.....	11 juin 1895....	1 ^{er} janvier 1898.
Razous.....	Reims.....	13 août 1897....	1 ^{er} septembre 1898.
Fontaine.....	Le Havre.....	23 août 1897....	Idem.
Beauquis.....	Grenoble.....	27 novembre 1897.	1 ^{er} janvier 1899.
Delastre.....	Le Mans.....	8 décembre 1897..	Idem.
Campredon.....	Angoulême.....	4 février 1898....	16 février 1899.
Caron.....	Valenciennes.....	19 février 1898...	1 ^{er} mars 1899.
Hitier.....	Dunkerque.....	28 mars 1898....	1 ^{er} avril 1899.
Bellon.....	Roubaix.....	1 ^{er} avril 1898....	Idem.
.....			
.....			

NOMS.	RÉSIDENCES.	DATE	
		DE L'ENTRÉE dans le service.	de LA DERNIÈRE PROMOTION.
II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX. (Suite.)			
Stagiaires.			
MM. Meurdra.....	Angers.....	1 ^{er} février 1899....	
Cousot.....	Lille.....	6 février 1899....	
Aubertie.....	Beauvais.....	1 ^{er} juin 1899....	
Frois.....	Nantes.....	29 mai 1899....	
III. — INSPECTRICES DÉPARTEMENTALES.			
1 ^{re} classe. (Cadre : 1.)			
.....			
2 ^e classe. (Cadre : 1.)			
.....			
3 ^e classe. (Cadres : 3.)			
M ^{mes} de Contencin.....	Paris.....	1 ^{er} janvier 1893...	1 ^{er} janvier 1898.
Getting.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Gilbert.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
4 ^e classe. (Cadres : 6.) [1]			
M ^{me} Ollive.....	Paris.....	1 ^{er} janvier 1893...	1 ^{er} juillet 1893.
M ^{lles} Ranvaud.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Trohel.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Saffroy.....	Paris.....	Idem.....	1 ^{er} août 1894.
M ^{mes} Prévost.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Coindre.....	Paris.....	Idem.....	1 ^{er} janvier 1896.
M ^{lle} Julien.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
M ^{me} Dourlen.....	Paris.....	Idem.....	1 ^{er} janvier 1897.
M ^{lle} Durand.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
M ^{me} de Laforgue.....	Nantes.....	20 mai 1893....	1 ^{er} janvier 1898.
5 ^e classe et stagiaires. (Cadres : 8.)			
M ^{mes} Costadau.....	Bordeaux.....	1 ^{er} janvier 1893...	16 octobre 1894.
Thibault.....	Paris.....	14 octobre 1893..	Idem.
M ^{lles} Meffre.....	Lyon.....	Idem.....	Idem.
Sochaczewska.....	Rouen.....	11 janvier 1894...	16 janvier 1895.
M ^{me} Courtet.....	Lille.....	13 juin 1894....	1 ^{er} juillet 1895.
M ^{lle} Sénèque.....	Marseille.....	16 avril 1895....	16 juin 1896.
.....			
.....			

(1) Le nombre des inspectrices excède les cadres par suite des nominations faites antérieurement à l'arrêté ministériel du 13 avril 1898. Cet excédent est compensé par les vacances existant dans les 1^{re}, 2^e et 5^e classes. Le nombre des inspectrices, fixé à 15 par le décret du 13 décembre 1892, sera réduit à ce chiffre au fur et à mesure des extinctions.

DÉCRET DU 2-4 MARS 1848

qui fixe la durée de la journée de travail et abolit le marchandage.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Sur le rapport de la Commission de Gouvernement pour les travailleurs, considérant :

1° Qu'un travail manuel trop prolongé, non seulement ruine la santé du travailleur, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la dignité de l'homme;

2° Que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits marchands ou tâcherons, est essentiellement injuste, vexatoire et contraire aux principes de la fraternité;

Le Gouvernement provisoire de la République

DÉCRÈTE :

1° La journée de travail est diminuée d'une heure. En conséquence, à Paris, où elle était de onze heures, elle est réduite à dix; et, en province, où elle avait été jusqu'ici de douze heures, elle est réduite à onze (1);

2° L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs, ou marchandage, est abolie.

Il est bien entendu que les associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres ne sont pas considérées comme marchandage.

ARRÊTÉ DU 21-24 MARS 1848

*relatif à la répression de l'exploitation de l'ouvrier
par voie de marchandage.*

Sur le rapport de la Commission du Gouvernement pour les travailleurs,

Considérant que le décret du 2 mars, qui détermine la durée du travail effectif et qui supprime l'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage, n'est pas universellement exécuté en ce qui touche à cette dernière disposi-

(1) Cette disposition est abrogée par l'article 6 du décret-loi du 9 septembre 1848.

tion; considérant que les deux dispositions contenues dans le décret précité sont d'une égale importance et doivent avoir force de loi;

Le Gouvernement provisoire de la République, tout en réservant la question du travail à la tâche,

ARRÊTE :

Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois, de 100 à 200 francs en cas de récidive et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois.

Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROPOSITION DE LOI

sur la réforme des Conseils de prud'hommes (renvoyée à la Commission du Travail), présentée le 8 novembre 1898, par MM. Paul Beauregard et Lannes de Montebello, députés.

TITRE PREMIER.

INSTITUTION. — ATTRIBUTIONS ET ORGANISATION DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL.

ART. 1^{er}. — Les conseils de prud'hommes prendront le nom de tribunaux du travail.

Les conseillers prud'hommes prendront le nom de juges.

ART. 2. — Les tribunaux du travail sont investis des attributions judiciaires et administratives actuellement dévolues aux conseils de prud'hommes.

En outre, ils connaissent des différends qui peuvent s'élever, à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage, entre les patrons ou leurs représentants et les employés du commerce et de l'industrie qu'ils emploient, mais seulement lorsque le principal de la demande n'excède pas 2,000 francs.

ART. 3. — Les tribunaux du travail sont établis, par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique, dans les villes où l'importance du commerce ou de l'industrie en démontre la nécessité.

La création d'un tribunal du travail est de droit lorsqu'elle est votée par le conseil général, sur la demande, soit du conseil municipal de la com-

mune où il doit être établi, soit du conseil d'arrondissement dans le ressort duquel se trouve cette commune.

ART. 4. — Le décret d'institution détermine le ressort du tribunal, le nombre de catégories dans lesquelles sont répartis les commerces et les industries soumis à sa juridiction et le nombre des juges affectés à chaque catégorie, sans que le nombre total des membres du tribunal puisse être impair ou inférieur à douze.

Dans les villes où existent actuellement plusieurs conseils de prud'hommes, ils seront réunis pour former un seul tribunal du travail divisé en sections. Chaque section se constitue et fonctionne comme si elle formait un tribunal distinct, mais le président et, à son défaut, le vice-président du tribunal, ont autorité sur toutes les sections, au point de vue de la direction générale et de la discipline intérieure.

La division d'un tribunal en sections ou l'augmentation du nombre des sections existantes pourront, par la suite, être décidées conformément aux règles contenues dans l'article 3 pour la création des tribunaux du travail.

ART. 5. — Les membres des tribunaux du travail sont élus pour six ans. Ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans. Néanmoins ils conservent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

ART. 6. — Sont, à condition : 1° d'être inscrits sur les listes électorales politiques; 2° d'être âgés de vingt-cinq ans révolus; 3° d'exercer depuis cinq ans une profession dénommée dans le décret d'institution du tribunal et de résider dans le ressort de ce tribunal depuis deux années révolues;

1° Électeurs ouvriers : les ouvriers, contremaîtres et chefs d'atelier, employés, commis, commis-voyageurs, comptables, garçons de bureau et de magasin, hommes de peine, ouvriers et employés des entreprises de transports, et généralement les salariés de toutes sortes du commerce et de l'industrie.

2° Electeurs patrons : les patrons occupant pour leur compte un ou plusieurs ouvriers ou employés, les associés en nom collectif, ceux qui gèrent ou dirigent pour le compte d'autrui une fabrique, une manufacture, une maison de banque ou de commerce, un atelier et généralement une entreprise quelconque, les administrateurs et ingénieurs des entreprises de transports.

En ce qui concerne l'industrie des mines, sont, sous les conditions énumérées ci-dessus :

Électeurs ouvriers : les mineurs et les ouvriers attachés à l'exploitation d'une mine, les chefs mineurs, les chefs d'atelier et surveillants et les employés des bureaux des mines situées dans le ressort du tribunal.

Electeurs patrons : les concessionnaires ou exploitants, directeurs, membres des conseils d'administration, ingénieurs des travaux et chefs de service.

ART. 7. — Sont éligibles les électeurs âgés de trente ans sachant lire et écrire.

ART. 8. — Les tribunaux du travail sont composés d'un nombre égal, pour chaque catégorie, d'ouvriers et de patrons. Il peut n'y avoir qu'un juge patron et un juge ouvrier par catégorie.

ART. 9. — Les juges ouvriers sont élus par les électeurs ouvriers, les juges

patrons par les électeurs patrons, réunis dans deux assemblées distinctes, présidées chacune par le juge de paix ou son suppléant.

Dans le cas où, pour la commodité du vote, il est établi plusieurs bureaux de scrutin, le Préfet peut désigner dans son arrêté un maire ou un adjoint pour présider l'un ou plusieurs de ces bureaux.

ART. 10. — Les élections ont lieu au scrutin de liste et par catégorie.

Au premier tour de scrutin, la majorité absolue des suffrages exprimés est nécessaire; la majorité relative suffit au deuxième tour.

En cas d'égalité de suffrages au second tour, le candidat le plus âgé est proclamé élu.

ART. 11. — Chaque année, dans les quinze jours qui suivent la revision des listes électorales, le maire de chaque commune du ressort, assisté d'un électeur ouvrier et d'un électeur patron, inscrit sur deux tableaux différents les noms, professions et adresses des électeurs ouvriers et des électeurs patrons.

Ces tableaux sont adressés au Préfet, qui dresse et arrête la liste de chaque catégorie d'électeurs.

ART. 12. — Le renouvellement triennal doit porter sur la moitié des membres ouvriers ou patrons compris dans chaque catégorie du tribunal. Dans chacune de ces catégories, le sort désigne ceux des juges qui doivent être remplacés la première fois.

ART. 13. — Lorsqu'il y a lieu de procéder à des élections, le préfet convoque les électeurs au moins vingt jours d'avance en indiquant le jour et l'endroit de leur réunion. Il fixe les heures d'ouverture et de clôture de chaque tour de scrutin.

Les élections se font toujours un dimanche ou un jour férié pour les juges ouvriers. Celles des juges patrons pourront avoir lieu un jour ouvrable. Le deuxième tour de scrutin aura lieu huit jours après le premier.

ART. 14. — Les listes sont déposées tant au secrétariat du tribunal du travail qu'au secrétariat de la mairie, et communiquées à tout requérant, qui pourra en prendre copie.

Des réclamations contre la confection des listes peuvent être formées dans les quinze jours qui suivent le dépôt au secrétariat. Ces réclamations sont portées devant le juge de paix du canton, instruites et jugées conformément aux articles 5 et 6 de la loi du 8 décembre 1883 sur les élections consulaires.

Les rectifications sont opérées conformément à l'article 7 de la même loi.

Les règles établies par les articles 13, 18 à 25, 26 à 29 de la loi du 5 avril 1884 sur les élections municipales s'appliquent aux opérations électorales pour les tribunaux du travail.

Dans les trois jours qui suivent la réception du procès-verbal des élections, le préfet transmet des copies certifiées de ce procès-verbal au procureur de la République par l'intermédiaire du procureur général et au secrétaire du tribunal du travail.

Les protestations contre les élections sont formées, instruites et jugées conformément à l'article 11, paragraphes 5, 6 et 7, et à l'article 12 de la loi du 8 décembre 1883.

ART. 15. — Dans la quinzaine de la réception du procès-verbal, s'il n'y a pas de réclamations, ou dans les quinze jours qui suivront la décision définitive, le procureur de la République invite les élus à se présenter à l'audience du tribunal civil, qui procède publiquement à leur réception et en dresse procès-verbal consigné dans ses registres.

Au cours de cette réception, les élus prêtent individuellement le serment suivant : « Je jure de remplir mes devoirs avec zèle et intégrité et de garder le secret des délibérations. »

Le jour de l'installation publique du tribunal du travail, il est donné lecture du procès-verbal de réception.

ART. 16. — Dans le cas où une ou plusieurs vacances se produisent parmi les juges par suite de décès, de démission, d'annulation des premières élections, de changement d'état ou de toute autre cause, il est procédé à des élections complémentaires dans le délai d'un mois à dater du fait qui y donne lieu, à moins qu'il n'y ait pas plus de six mois entre le fait et l'époque du prochain renouvellement triennal.

Tout juge élu dans ces conditions ne demeure en fonctions que pendant la durée du mandat qui avait été confié à son prédécesseur.

Le changement d'état doit être déclaré au président du tribunal par le juge qui a ainsi perdu la qualité en laquelle il a été élu. Cette déclaration a pour effet nécessaire la démission.

A défaut de déclaration, le président, après avoir convoqué le juge intéressé et avoir entendu ses explications, informe le Préfet, qui, s'il y a lieu, déclare par arrêté la démission, sauf recours, ainsi qu'il est dit à l'article 48 de la présente loi.

ART. 17. — S'il y a lieu de procéder à des élections complémentaires, soit parce que les premières élections n'ont pas donné de résultats satisfaisants pour constituer ou compléter le tribunal, soit parce qu'un ou plusieurs juges ont refusé de se faire installer, ont donné leur démission ou ont été déclarés démissionnaires par application de l'article 47, et si l'un de ces divers faits vient à se reproduire, il n'est pourvu aux vacances qui peuvent en résulter que lors du prochain renouvellement triennal, et le tribunal fonctionne, quelle que soit la qualité des membres régulièrement élus ou en exercice, pourvu que leur nombre soit au moins égal à la moitié du nombre total des membres dont il est composé.

La même disposition est applicable au cas où une ou plusieurs élections ont été annulées pour cause d'inéligibilité des élus.

ART. 18. — Les juges du tribunal du travail réunis en assemblée générale, sous la présidence du doyen d'âge, élisent parmi eux, au scrutin secret, à la majorité absolue des membres présents, un président et un vice-président.

Après deux tours de scrutin sans qu'aucun des candidats ait obtenu la majorité absolue, si, au troisième tour de scrutin, il y a partage de voix, le juge le plus ancien en fonctions sera élu. Si les deux candidats avaient un temps de service égal, la préférence serait accordée au plus âgé; il en sera de même dans les cas de création d'un nouveau tribunal.

ART. 19. — Lorsque le président est choisi parmi les juges ouvriers,

le vice-président ne peut l'être que parmi les juges patrons et réciproquement.

Exceptionnellement, dans le cas prévu par l'article 17, le président et le vice-président peuvent être pris tous deux parmi les juges ouvriers ou les juges patrons, si le tribunal ne se trouve composé que de l'un ou l'autre élément.

Les réclamations contre l'élection du président et du vice-président sont soumises à la Cour d'appel.

ART. 20. — Le président et le vice-président sont élus pour trois années; ils sont rééligibles.

Ils restent en fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs, qui devra avoir lieu au plus tard dans la quinzaine.

En cas de réélection du président ou du vice-président, il est inutile de procéder, en ce qui concerne celui qui est réélu, à une nouvelle installation.

ART. 21. — Les tribunaux du travail comprennent :

1° Une chambre de conciliation ;

2° Une chambre de jugement.

ART. 22. — La chambre de conciliation est composée d'un juge ouvrier et d'un juge patron; la présidence appartient alternativement à l'ouvrier et au patron, suivant un roulement établi par le règlement particulier de chaque tribunal. Celui des deux qui préside la première fois la chambre est désigné par le sort.

Exceptionnellement, et dans les cas prévus par l'article 17, les deux membres composant la chambre peuvent être pris parmi les juges ouvriers ou les juges patrons, si le tribunal ne se trouve composé que d'un seul élément.

Il en est de même lorsque l'un des juges convoqués est absent, s'il est impossible d'assurer autrement les besoins du service.

ART. 23. — Les séances de la chambre de conciliation ont lieu au moins une fois par semaine : elles ne sont pas publiques.

ART. 24. — La chambre de jugement se compose d'un nombre égal de juges patrons et de juges ouvriers. Ce nombre est au moins de deux patrons et de deux ouvriers.

Exceptionnellement, dans les cas prévus à l'article 17 et dans le cas prévu dans le dernier alinéa de l'article 22, la chambre de jugement peut valablement délibérer, alors même qu'elle ne serait pas formée d'un nombre égal de juges ouvriers et de juges patrons; même dans ces cas, les juges doivent être en nombre pair et quatre au moins.

La présidence appartient au président du tribunal; à son défaut, au vice-président, et, à défaut de l'un et de l'autre, au juge le plus ancien en fonctions, et, s'il y a égalité dans la durée des fonctions, au plus âgé.

En cas de partage, l'affaire est renvoyée à huitaine; elle revient alors devant la chambre de jugement, composée du même président et d'autres juges que ceux qui la composaient la première fois.

S'il y a encore partage, l'affaire est renvoyée au juge de paix du domicile du défendeur. Celui-ci doit convoquer les parties et rendre son jugement

dans la huitaine. Au jour où l'affaire vient devant lui, il doit la placer en tête de son rôle.

ART. 25. — Les séances de la chambre de jugement sont publiques.

Si les débats sont de nature à produire du scandale, le président peut ordonner le huis clos, après avis conforme de la chambre.

Le prononcé du jugement devra toujours avoir lieu en audience publique.

ART. 26. — Le président a la police de l'audience. Il peut, en cas de manquement au respect dû au tribunal, prononcer contre le délinquant des peines allant jusqu'à cent francs d'amende et trois jours de prison, sauf appel, dans tous les cas, devant le tribunal correctionnel.

ART. 27. — Il est attaché à chaque tribunal du travail un secrétaire nommé par arrêté du Ministre du commerce et de l'industrie.

Il peut avoir sous ses ordres des commis nommés par le tribunal sur la présentation du secrétaire. Ces commis sont à sa charge.

Il peut être révoqué par le Ministre du commerce sur la plainte du président ou du tribunal adressée au procureur de la République.

TITRE II.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX DU TRAVAIL.

ART. 28. — Tout justiciable appelé en conciliation devant le tribunal du travail est tenu, sur une simple lettre du secrétaire, qui jouira de la franchise postale, de se rendre au jour et à l'heure fixés devant la chambre de conciliation où il ne pourra se faire assister.

Tout justiciable peut se faire représenter par un tiers, porteur d'un pouvoir sur papier libre, légalisé, ou de la lettre du secrétaire visée par le destinataire.

Les parties ne peuvent faire signifier aucune défense.

ART. 29. — La lettre doit contenir les jour, mois et an, les nom, profession et domicile du demandeur, l'indication de l'objet de la demande, le jour et l'heure de la comparution.

Elle est remise à la poste par les soins du secrétaire.

ART. 30. — Les parties peuvent toujours se présenter volontairement devant la chambre de conciliation, et, dans ce cas, il est procédé à leur égard comme si l'affaire avait été introduite par une demande directe.

ART. 31. — Si, au jour fixé par la lettre du secrétaire, le demandeur ne comparait pas, la cause est rayée du rôle et le demandeur peut être condamné à trois francs de dommages-intérêts si son défaut n'est pas expliqué. La cause peut être reprise dans le délai de huit jours. Ce délai écoulé, le demandeur est considéré comme ayant renoncé à sa prétention.

Si le défendeur ne comparait pas ou si la conciliation n'a pu avoir lieu, l'affaire est renvoyée à une prochaine audience de la chambre de jugement, sauf ce qui est dit à l'article 32 ci-dessous.

Le secrétaire convoque alors les parties par lettre recommandée.

Cette lettre est accompagnée d'un talon destiné à consigner le jour et

l'heure de la remise et l'indication de la personne entre les mains de laquelle la lettre a été laissée.

Aussitôt après la rentrée du facteur, le receveur des postes est tenu de renvoyer cette pièce au secrétaire du tribunal.

ART. 32. — Dans le cas où la conciliation n'a pu avoir lieu, la cause, au lieu d'être renvoyée à une prochaine audience, peut être immédiatement jugée par la chambre de jugement, si les deux parties y consentent.

ART. 33. — Lorsque la cause est renvoyée à une prochaine audience, dans les termes de l'article 31, la chambre de conciliation peut, si le manque de ressources du demandeur justifie cette mesure exceptionnelle, et si la légitimité de sa prétention paraît, dans une certaine mesure, ne pas faire doute, condamner le défendeur à payer au demandeur une provision qui ne pourra, en aucun cas, excéder la moitié de la somme réclamée, ni cinquante francs.

Le jugement ainsi rendu sera exécutoire dès qu'il aura été signifié dans les formes de l'article 35 de la présente loi.

Le délai pour cette signification ne devra pas excéder trois jours.

ART. 34. — Au jour fixé, les parties doivent comparaître devant la chambre de jugement dans les conditions indiquées à l'article 28.

Si l'une des parties ne comparaît pas, la cause est jugée par défaut.

Le défaut, tant du demandeur que du défendeur, pourra donner lieu à une indemnité au profit du comparant. Cette indemnité pour perte de temps est fixée à trois francs. Elle pourra être allouée à celui qui en aura fait la demande.

ART. 35. — Les jugements sont signifiés par lettre recommandée et par le secrétaire.

ART. 36. — Les jugements des tribunaux du travail sont définitifs et sans appel lorsque le chiffre de la demande n'excède pas cinq cents francs en capital.

ART. 37. — Si la demande est supérieure à cinq cents francs, il peut être fait appel des jugements des tribunaux du travail devant le tribunal civil.

L'appel porté devant le tribunal sera instruit et jugé comme en matière commerciale, sans assistance obligatoire d'un avoué.

Les actes de procédure sont rédigés sur papier visé pour timbre et enregistrés en debet.

Les tribunaux civils devront statuer dans le mois à partir de l'acte d'appel.

ART. 38. — Les jugements rendus par les tribunaux du travail pourront être attaqués, par la voie du recours en cassation, pour excès de pouvoir ou pour violation de la loi.

Les pourvois sont formés au plus tard dans les trois jours à dater de la signification du jugement, par déclaration au greffe du tribunal civil, et notifiés dans la huitaine à peine de déchéance.

Dans la quinzaine de la notification, les pièces seront adressées à la Cour de cassation, aucune amende ne sera consignée, le ministère d'avocat ne sera pas obligatoire.

Le pourvoi sera porté directement devant la Chambre civile.

La Cour de cassation statuera dans le mois qui suivra la réception des pièces.

Les jugements des tribunaux civils ayant statué sur appel, par application de l'article 37 de la présente loi, pourront être attaqués par la voie du recours en cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Les pourvois en cassation contre ces jugements sont soumis aux règles prescrites par les deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas du présent article.

Les jugements susceptibles d'appel ne peuvent être déclarés exécutoires par provision, avec dispense de caution, que jusqu'à concurrence de cent francs. Pour le surplus, l'exécution provisoire ne peut être ordonnée qu'à la charge par le demandeur de fournir caution.

Au cas où le jugement est attaqué par la voie du recours en cassation, il n'est exécutoire que jusqu'à concurrence de cent francs.

ART. 39. — Le tribunal du travail, en cas d'absence, d'empêchement ou de refus d'autorisation du mari, peut autoriser la femme mariée à concilier, demander ou défendre devant lui.

ART. 40. — Les mineurs qui ne peuvent être assistés de leur père ou tuteur peuvent être autorisés par le tribunal à concilier, demander ou défendre devant lui.

ART. 41. — Les membres des tribunaux du travail peuvent être récusés :

1° Quand ils ont un intérêt personnel à la contestation;

2° Quand ils sont parents ou alliés d'une des parties jusqu'au degré de cousin germain inclusivement;

3° Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu action judiciaire, criminelle ou civile, entre eux et l'une des parties ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe;

4° S'ils sont patrons ou ouvriers de l'une des parties en cause.

La partie qui veut récuser un juge est tenue de former la récusation et d'en exposer les motifs dans une déclaration revêtue de sa signature, qu'elle remet au secrétaire du tribunal et dont il lui est délivré un récépissé.

ART. 42. — Les fonctions des juges du tribunal du travail sont entièrement gratuites vis-à-vis des parties; ils ne peuvent réclamer aucun frais des parties pour les formalités remplies par eux.

ART. 43. — Les actes de procédure, les jugements et les actes nécessaires à leur exécution sont rédigés sur papier visé pour timbre en débet.

L'enregistrement a lieu également en débet, conformément à l'article 70 de la loi du 22 frimaire an VII.

Le visa pour timbre est donné sur l'original au moment de son enregistrement.

Ces dispositions sont applicables aux causes portées en appel ou devant la Cour de cassation.

La partie qui succombe est condamnée aux dépens envers le Trésor.

ART. 44. — La compétence des tribunaux du travail est fixée, pour le

travail en fabrique, par la situation de la fabrique, et pour le travail en dehors de la fabrique, par le lieu où l'engagement a été contracté.

ART. 45. — Dans les cas urgents, les tribunaux du travail peuvent ordonner telles mesures qui seront jugées nécessaires pour empêcher que les objets qui donnent lieu à une réclamation ne soient enlevés ou déplacés ou détériorés.

ART. 46. — Les articles 5, 7, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 28, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 46, 47, 54, 55, 130, 131, 156, 168, 169, 170, 171, 172, 442, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 474 et 480 du Code de procédure civile, 2 de la loi du 11 avril 1838, 11, 12 et 13 de la loi du 25 mai 1838 sont applicables à la juridiction des tribunaux du travail en tout ce qu'ils n'ont point de contraire aux dispositions de la présente loi.

TITRE III.

DE LA DISCIPLINE DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL.

ART. 47. — Tout membre d'un tribunal du travail qui, sans excuses légitimes, aura manqué trois fois de suite à remplir le service auquel il est appelé, peut être déclaré démissionnaire.

ART. 48. — Sur le vu du procès-verbal constatant les faits, dressé par le secrétaire et certifié par le président, la démission est déclarée par arrêté du préfet. En cas de réclamation, il est statué définitivement par le Ministre du commerce et de l'industrie, sauf recours au Conseil d'Etat pour cause d'excès de pouvoir.

ART. 49. — Tout membre d'un tribunal du travail qui aura gravement manqué à ses devoirs dans l'exercice de ses fonctions sera appelé, sur une plainte du président, devant le procureur de la République pour s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés. Procès-verbal des faits et des explications données est adressé par le procureur de la République au préfet.

Ce procès-verbal est transmis par le préfet, avec son avis, au Ministre du commerce et de l'industrie.

Les peines suivantes peuvent être prononcées suivant les cas :

La censure;

La suspension pour un temps qui ne peut excéder six mois;

La déchéance.

ART. 50. — La censure et la suspension peuvent être prononcées par arrêté du Ministre du commerce et de l'industrie. La déchéance est prononcée par décret.

ART. 51. — Dans les cas prévus par les articles 47 et 49, le juge incriminé ne doit plus siéger à partir du moment où la plainte a été adressée par le président au procureur de la République, jusqu'au moment où l'affaire a reçu sa solution.

ART. 52. — Tout juge élu qui refuse de se faire installer ou est déclaré démissionnaire ne peut être réélu avant le délai de trois ans, soit à partir du jour fixé pour l'installation, soit du jour de sa démission.

ART. 53. — Tout juge contre lequel la déchéance a été prononcée ne peut être réélu aux mêmes fonctions.

ART. 54. — En cas de plaintes en prévarication contre les membres des tribunaux du travail, il sera procédé contre eux suivant la forme établie à l'égard des juges par l'article 483 du Code d'instruction criminelle.

ART. 55. — Les articles 4 et 5 du Code civil, 505, 506, 507, 508, 510, 511, 512, 513, 514, 515 et 516 du Code de procédure civile, 126, 127 et 185 du Code pénal sont applicables aux membres des tribunaux du travail.

La prise à partie contre les juges de ces tribunaux ou contre quelqu'un de leurs membres sera portée à la Cour d'appel du ressort.

ART. 56. — Les tribunaux du travail peuvent être dissous par décret rendu sur la proposition du Ministre du commerce et de l'industrie.

Dans ce cas, des élections générales devront avoir lieu dans un délai de deux mois à partir de la date du décret de dissolution.

Jusqu'à l'installation du nouveau tribunal, les litiges sont portés devant le juge de paix du domicile du défendeur.

Les tribunaux du travail peuvent être également supprimés par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique.

TITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 57. — Chaque tribunal du travail prépare en assemblée générale un règlement pour son service intérieur.

Ce règlement n'est exécutoire qu'après l'approbation du Ministre du commerce et de l'industrie.

Dans le cas où l'assemblée générale ne pourrait aboutir à une entente pour la rédaction du règlement, le président en informerait le Préfet, qui rédigerait le règlement d'office.

ART. 58. — Chaque année, dans la première quinzaine du mois de décembre, chaque tribunal du travail se réunit en assemblée générale pour discuter la marche de l'année qui va commencer et entendre un rapport du secrétaire sur les faits et jugements importants de l'année écoulée.

Les tribunaux du travail se réunissent aussi en assemblée générale toutes les fois que la demande en est faite par l'autorité supérieure, ou par la moitié plus un des membres en exercice, ou lorsque le président le juge utile. Le procès-verbal de chaque assemblée générale est transmis dans la quinzaine, par le président, au Ministre du commerce et de l'industrie.

ART. 59. — Les membres des tribunaux du travail portent dans l'exercice de leurs fonctions : à l'audience, le même costume que les juges des tribunaux de commerce ; au dehors, l'insigne distinctif déterminé par l'ordonnance du 12 novembre 1828.

ART. 50. — Les fonctions des juges des tribunaux du travail sont rétribuées comme vacations.

Ils recevront 8 francs par vacation d'audience et 10 francs par vacation d'expertise.

ART. 61. — Les secrétaires reçoivent les traitements suivants :

5 ^e classe.....	1,000 francs.
4 ^e —	1,500 —
3 ^e —	2,000 —
2 ^e —	2,500 —
1 ^{re} —	3,000 —

Ils reçoivent, en outre, les sommes suivantes en sus de leurs déboursés :

Pour la lettre d'invitation à se rendre devant le tribunal...	0 ^f 25
Pour la convocation par lettre recommandée	0 75
Pour la rédaction des qualités d'un jugement par défaut...	0 50
Pour la rédaction des qualités d'un jugement contradictoire.	1 00
Pour chaque extrait de jugement délivré au Trésor.....	0 25
Pour chaque rôle d'expédition qu'ils délivreront et qui contiendra vingt lignes à la page et douze syllabes à la ligne.....	0 40
Pour l'expédition, si elle est requise, du procès-verbal de non-conciliation et qui ne contiendra que la mention sommaire que les parties n'ont pu s'accorder	0 80

Les frais de papier, de registres et d'expédition seront à la charge du secrétaire.

Celui-ci touche directement des parties les droits qui lui sont alloués, même ceux provenant des expéditions qu'il délivre.

ART. 62. — L'huissier audiencier attaché au tribunal recevra une rémunération de 6 francs par vacation.

ART. 63. — Les témoins entendus par les tribunaux du travail recevront, quand ils en feront la demande, une somme de 2 francs comme indemnité pour perte de temps. Les témoins domiciliés hors du canton, à plus de deux myriamètres et demi et moins de cinq, reçoivent 4 francs; au-dessus de cinq myriamètres, ils reçoivent 1 franc par cinq myriamètres ou fraction de cinq myriamètres.

ART. 64. — Tout secrétaire d'un tribunal du travail convaincu d'avoir exigé une taxe plus forte que celle qui lui est allouée est puni comme concussionnaire.

TITRE V.

DÉPENSES DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL.

ART. 65. — Le local nécessaire aux tribunaux du travail est fourni par la ville où ils sont établis.

ART. 66. — Les dépenses obligatoires pour les communes comprises dans la circonscription d'un tribunal du travail sont les suivantes :

- 1^o Frais de premier établissement;
- 2^o Vacations des juges du tribunal;
- 3^o Traitement du secrétaire et vacations de l'huissier audiencier;
- 4^o Achat des insignes, costumes, etc.
- 5^o Chauffage;

6° Éclairage et menus frais;

7° Frais d'élection.

Ces dépenses sont réparties entre les communes intéressées par le Conseil général.

ART. 67. — Le président de chaque tribunal du travail soumet, dans le courant du mois de décembre de chaque année, à l'approbation du Préfet du département, l'état des dépenses désignées dans l'article ci-dessus.

TITRE VI.

DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL EN ALGÉRIE ET AUX COLONIES.

ART. 68. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie sous les modifications ci-après :

ART. 69. — Sont éligibles, les électeurs âgés de trente ans sachant lire et écrire le français.

ART. 70. — Dans les circonscriptions où l'importance de la population le comporte, les tribunaux du travail comprennent des assesseurs musulmans. Les décrets d'institution indiquent le nombre de juges assesseurs musulmans.

Les patrons assesseurs musulmans et les ouvriers assesseurs musulmans sont toujours en nombre égal dans chaque catégorie.

ART. 71. — Dans les causes où se trouvent un ou plusieurs musulmans non admis à la jouissance des droits de citoyen français, la chambre de conciliation et la chambre de jugement comprennent deux juges assesseurs musulmans, l'un patron, l'autre ouvrier, ayant voix délibérative.

ART. 72. — Les juges assesseurs musulmans sont élus par les musulmans non admis à la jouissance des droits de citoyen français, inscrits sur la liste électorale municipale et remplissant les conditions indiquées à l'article 6 de la présente loi.

La liste de ces électeurs est dressée séparément.

ART. 73. — Les juges assesseurs musulmans sont élus dans la même forme que les autres juges. Ils sont soumis aux mêmes conditions d'éligibilité.

Toutefois, pour l'assessorat, il suffit aux candidats de savoir parler le français, s'ils savent lire et écrire dans leur langue maternelle.

Ils ne peuvent être président ni vice-président, mais ils prennent part à la nomination du président et du vice-président au même titre que les autres membres.

ART. 74. — Il peut être attaché, aux tribunaux du travail d'Algérie, des interprètes qui sont nommés en assemblée générale à la majorité absolue des membres présents.

Ils prêtent le serment professionnel avant d'entrer en fonctions.

Leur traitement est fixé par arrêté préfectoral.

ART. 75. — Les juges assesseurs musulmans sont renouvelés par moitié tous les trois ans, conformément à l'article 12.

ART. 76. — La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

TITRE VII.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

Sont abrogés :

- 1° Les articles 1 à 9, 29 et suivants de la loi du 18 mars 1806;
- 2° Le décret du 11 juin 1809;
- 3° Le décret du 3 août 1810;
- 4° Les lois des 27 mai et 6 juin 1848;
- 5° La loi du 7 août 1850;
- 6° La loi du 1^{er} juin 1853;
- 7° L'article 15 de la loi du 22 juin 1854;
- 8° La loi du 4 juin 1864;
- 9° La loi du 7 février 1880;
- 10° La loi du 23 février 1881;
- 11° La loi du 24 novembre 1883;
- 12° La loi du 10 décembre 1884 et généralement toutes les dispositions contraires à la présente loi.

TITRE VIII.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

ART. 78. — Dans un délai de six mois après la promulgation de la présente loi, il sera procédé à l'organisation des tribunaux du travail et à la suppression des conseils de prud'hommes actuellement existants.

PROPOSITION DE LOI

tendant à modifier la législation des Conseils de prud'hommes (renvoyée à la Commission du Travail), présentée le 14 novembre 1898, par M. Charles Dutreix, député.

TITRE PREMIER.

ATTRIBUTIONS. — INSTITUTION ET ORGANISATION DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 1^{er}. — Les Conseils de prud'hommes sont institués pour terminer par voie de conciliation les différends qui peuvent s'élever, à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage, entre les patrons ou leurs représentants et les employés, ouvriers et apprentis des deux sexes du commerce et de l'industrie qu'ils emploient.

Ils jugent, dans les conditions de compétence déterminées par les articles

30, 31 et 32 de la présente loi, les différends à l'égard desquels la conciliation a été sans effet.

Leur mission, comme conciliateurs ou comme juges, s'applique également aux différends nés entre ouvriers à l'occasion du travail.

Néanmoins, ils ne peuvent connaître des actions en dommages-intérêts motivés par des accidents dont les employés, les ouvriers ou apprentis auraient été victimes.

Ils exercent, en outre, les attributions qui leur sont confiées par des lois spéciales.

ART. 2. — Les Conseils de prud'hommes sont établis par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique, après avis des Chambres de commerce ou des Chambres consultatives des arts et manufactures, dans les villes où l'importance de l'industrie en démontre la nécessité. La création d'un Conseil de prud'hommes est de droit lorsqu'elle est demandée par le Conseil municipal de la commune où il doit être établi, avec avis favorable du Conseil général du département, du ou des Conseils d'arrondissement du ressort indiqué et de la majorité des Conseils municipaux des communes devant composer la circonscription projetée.

ART. 3. — Le décret d'institution détermine le ressort du Conseil, le nombre des catégories dans lesquelles sont réparties les industries soumises à sa juridiction et le nombre des prud'hommes affectés à chaque catégorie, sans que le nombre total des membres du Conseil puisse être impair ou inférieur à douze.

ART. 4. — Les membres des Conseils de prud'hommes sont élus pour six ans. Ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans. Néanmoins, ils conservent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

ART. 5. — Sont à condition : 1° d'être inscrits sur les listes électorales politiques; 2° d'être âgés de vingt et un ans révolus; 3° d'exercer depuis trois ans une profession dénommée dans le décret d'institution du Conseil et de résider dans le ressort de ce Conseil depuis six mois révolus :

Électeurs ouvriers :

1° Les ouvriers, contremaîtres et chefs d'atelier, employés, commis, commis voyageurs, comptables, garçons de bureau et de magasin, hommes de peine, ouvriers et employés des entreprises de transport, et généralement les salariés de toutes sortes du commerce et de l'industrie ;

2° Les femmes possédant la qualité de Françaises, âgées de vingt et un ans accomplis, exerçant l'une des professions énumérées au paragraphe précédent, à la condition de n'avoir encouru aucune des condamnations prévues par l'article 15 du décret du 2 février 1852.

Électeurs patrons :

1° Les patrons occupant pour leur compte un ou plusieurs ouvriers ou employés, les associés en nom collectif, ceux qui gèrent ou dirigent, pour le compte d'autrui, une fabrique, une manufacture, une maison de banque ou de commerce, un atelier et, généralement, une entreprise quelconque; les administrateurs et ingénieurs des entreprises de transports;

2° Les femmes possédant la qualité de Françaises, âgées de vingt et un ans accomplis, et exerçant personnellement l'une des professions énumérées

au paragraphe précédent, à la condition de n'avoir encouru aucune des condamnations prévues par l'article 15 du décret du 2 février 1852.

Les femmes appelées à élire les conseillers prud'hommes devront justifier d'une résidence d'au moins six mois dans la circonscription du Conseil à la date de la confection des listes électorales.

En ce qui concerne les Conseils de prud'hommes mineurs ou la catégorie spéciale à l'industrie des mines, dans un Conseil dont la compétence s'étend à d'autres industries, sont sous les conditions énumérées ci-dessus :

Électeurs ouvriers : les mineurs et les ouvriers attachés à l'exploitation d'une mine, les chefs mineurs, chefs d'atelier, surveillants des mines situés dans la circonscription du Conseil ;

Électeurs patrons : les concessionnaires ou exploitants, directeurs, membres des conseils d'administration, ingénieurs des travaux et chefs de service.

ART. 6. — Sont éligibles les électeurs âgés de 25 ans sachant lire et écrire.

Sont également éligibles les anciens électeurs n'ayant pas quitté la profession depuis plus de dix ans. Les femmes ne sont pas éligibles.

ART. 7. — Les Conseils de prud'hommes sont composés d'un nombre égal par chaque catégorie d'ouvriers et de patrons. Il doit y avoir au moins deux prud'hommes patrons et deux prud'hommes ouvriers dans chaque catégorie.

ART. 8. — Les prud'hommes ouvriers sont élus par les électeurs ouvriers, les prud'hommes patrons par les électeurs patrons, réunis dans deux assemblées distinctes, présidées chacune par le juge de paix ou son suppléant. Dans le cas où, pour la commodité du vote, il est établi plusieurs bureaux de scrutin, le Préfet peut désigner dans son arrêté un maire ou un adjoint pour présider un ou plusieurs bureaux.

ART. 9. — Les élections ont lieu au scrutin de liste et par catégorie. Au premier tour du scrutin, la majorité absolue des suffrages exprimés est nécessaire ; la majorité relative suffit au deuxième tour.

En cas d'égalité de suffrages au second tour, le candidat le plus âgé est proclamé élu.

ART. 10. — Chaque année, dans les quinze jours qui suivent la revision des listes électorales, le maire de chaque commune du ressort, assisté d'un électeur ouvrier et d'un électeur patron, inscrit sur deux tableaux différents le nom et la profession des électeurs ouvriers et des électeurs patrons. Ces tableaux sont adressés au Préfet, qui dresse et arrête la liste de chaque catégorie d'électeurs.

ART. 11. — Le renouvellement triennal doit porter sur la moitié des membres ouvriers ou patrons compris dans chaque catégorie du Conseil. Dans chacune de ces catégories, le sort désigne les prud'hommes qui sont remplacés la première fois. Les prud'hommes sortants seront rééligibles.

ART. 12. — Lorsqu'il y a lieu de procéder à des élections, le Préfet convoque les électeurs au moins vingt jours d'avance, en indiquant le jour et l'endroit de leur réunion. Il fixe les heures d'ouverture et de clôture de chaque tour de scrutin. Les élections se font toujours un dimanche ou un jour férié. Le deuxième tour de scrutin aura lieu huit jours après le premier.

ART. 13. — Les listes sont déposées tant au secrétariat du Conseil des

prud'hommes qu'au secrétariat de la mairie et communiquées à tout requérant qui pourra en prendre copie. Des réclamations contre la confection des listes peuvent être formées dans les quinze jours qui suivent le dépôt au secrétariat. Ces réclamations sont portées devant le juge de paix du canton, instruites et jugées conformément aux articles 5 et 6 de la loi du 8 décembre 1883 sur les élections consulaires.

Les rectifications sont opérées conformément à l'article 7 de la même loi.

Les règles établies par les articles 13, 18 à 25, 26, paragraphes 1^{er} et 3, 27 à 29 de la loi du 5 avril 1884, sur les élections municipales, s'appliquent aux opérations électorales pour les Conseils de prud'hommes. Dans les trois jours qui suivent la réception du procès-verbal des élections, le Préfet transmet des copies certifiées de ce procès-verbal au Procureur général et au secrétaire du Conseil des prud'hommes.

Les protestations contre les élections sont formées, instruites et jugées conformément à l'article 11, paragraphes 5, 6 et 7, et à l'article 12 de la loi du 8 décembre 1883.

ART. 14. — Dans les quinze jours qui suivent l'élection ou, en cas de contestation, dans les quinze jours qui suivront la décision définitive, le Préfet procède à l'installation des prud'hommes élus. Au moment de leur installation, les prud'hommes élus prêtent individuellement devant le Préfet le serment suivant : « Je jure de remplir mes devoirs avec zèle et intégrité et de garder le secret des délibérations. »

ART. 15. — Dans les cas où une ou plusieurs vacances se produisent dans le Conseil par suite de décès, de démissions, d'annulations des premières élections, de changement d'état ou de toute autre cause, il est procédé à des élections complémentaires dans le délai d'un mois à dater du fait qui y donne lieu, à moins qu'il n'y ait pas plus de trois mois entre le fait et l'époque du prochain renouvellement triennal. Tout membre élu dans ces conditions ne demeure en fonctions que pendant la durée du mandat qui avait été confié à son prédécesseur.

Le changement d'état doit être déclaré au Préfet par le conseiller prud'homme qui a ainsi perdu la qualité en laquelle il a été élu. Cette déclaration a pour effet nécessaire la démission.

A défaut de déclaration, l'assemblée générale est saisie de la question par son président ou par le Préfet. Le membre du Conseil auquel elle s'applique est appelé à cette réunion pour y fournir ses explications. Le procès-verbal est transmis dans la huitaine par le président au Préfet.

Sur le vu du procès-verbal, la démission est déclarée, s'il y a lieu, par arrêté du Préfet, sauf recours, ainsi qu'il est dit à l'article 43 de la présente loi.

ART. 16. — S'il y a lieu de procéder à des élections complémentaires, soit parce que les premières élections n'ont pas donné de résultats satisfaisants pour la constitution ou le complément du Conseil, soit parce qu'un ou plusieurs prud'hommes élus ont refusé de se faire installer, ont donné leur démission ou ont été déclarés démissionnaires par application de l'article 41, et si l'un de ces divers faits vient à se reproduire, il n'est pourvu aux vacances qui peuvent en résulter que lors du prochain renouvellement triennal, et le

Conseil fonctionne, quelle que soit la quantité des membres régulièrement élus ou en exercice, pourvu que leur nombre soit au moins égal à la moitié du nombre total des membres dont il est composé.

La même disposition est applicable au cas où une ou plusieurs élections ont été annulées pour cause d'inéligibilité des élus.

ART. 17. — Les prud'hommes réunis en assemblée générale, sous la présidence du doyen d'âge, élisent parmi eux, au scrutin secret, à la majorité absolue des membres présents, un président et un vice-président.

Après deux tours de scrutin sans qu'aucun des candidats ait obtenu la majorité absolue des membres présents, si, au troisième tour de scrutin, il y a partage des voix, le conseiller le plus ancien en fonctions sera élu. Si les deux candidats avaient un temps de service égal, la préférence serait accordée au plus âgé; il en sera de même dans les cas de création d'un nouveau conseil.

ART. 18. — Lorsque le président est choisi parmi les prud'hommes ouvriers, le vice-président ne peut l'être que parmi les prud'hommes patrons et réciproquement. Exceptionnellement, dans le cas prévu par l'article 16, le président et le vice-président peuvent être pris tous deux parmi les prud'hommes ouvriers ou les prud'hommes patrons, si le Conseil ne se trouve composé que de l'un ou l'autre élément. Les réclamations contre l'élection des membres du bureau sont soumises à la Cour d'appel.

ART. 19. — Le président et le vice-président sont élus pour une année; ils sont rééligibles.

Ils restent en fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

ART. 20. — Les Conseils de prud'hommes comprennent :

- 1° Un bureau de conciliation ;
- 2° Un bureau de jugement.

ART. 21. — Le bureau de conciliation est composé d'un prud'homme ouvrier et d'un prud'homme patron; la présidence appartient alternativement à l'ouvrier et au patron, suivant un roulement établi par le règlement particulier de chaque Conseil.

Celui des deux qui préside le bureau le premier est désigné par le sort.

Exceptionnellement, et dans les cas prévus par l'article 16, les deux membres composant le bureau peuvent être pris parmi les prud'hommes ouvriers ou les prud'hommes patrons, si le Conseil ne se trouve composé que d'un seul élément.

ART. 22. — Les séances du bureau de conciliation ont lieu au moins une fois par semaine: elles ne sont pas publiques.

ART. 23. — Le bureau de jugement se compose, non compris le président ou le vice-président, d'un nombre toujours égal de prud'hommes patrons et de prud'hommes ouvriers. Ce nombre est au moins de deux patrons et de deux ouvriers.

Exceptionnellement, dans les cas prévus à l'article 16, le bureau de jugement peut valablement délibérer, un nombre de membres impair et au moins égal à cinq étant présents, alors même qu'il ne serait pas formé d'un nombre égal d'ouvriers et de patrons. Les délibérations du bureau de jugement sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Les séances du bureau de jugement sont publiques; si les débats sont de

nature à produire du scandale, le président peut ordonner le huis clos, après avis conforme du bureau. Le prononcé du jugement devra toujours avoir lieu en audience publique.

ART. 24. — Il est attaché à chaque Conseil un secrétaire nommé en assemblée générale à la majorité absolue des suffrages des membres présents. Il peut être révoqué à volonté, mais, dans ce cas, la délibération doit être signée par les deux tiers des prud'hommes. Le secrétaire assiste et tient la plume aux séances des bureaux de conciliation et de jugement.

TITRE II.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 25. — Tout justiciable appelé en conciliation devant le Conseil des prud'hommes est tenu, sur une simple lettre du secrétaire, qui jouira de la franchise postale, de se rendre en personne, au jour et à l'heure fixés, devant le bureau de conciliation où il ne pourra se faire assister. Les chefs d'industrie peuvent toutefois se faire représenter par le directeur gérant de leur établissement ou par un employé fondé de pouvoirs. En cas d'absence ou de maladie, tout justiciable peut se faire représenter par une personne exerçant la même industrie et ouvrier ou patron comme lui, porteur de la lettre du secrétaire, visée par le destinataire. La signature de ce dernier doit être légalisée dans les formes ordinaires. Les parties ne peuvent faire signifier aucune défense.

ART. 26. — La lettre doit contenir les jour, mois et an, les nom, profession et domicile du demandeur, l'indication de l'objet de la demande, le jour et l'heure de la comparution. Elle est remise à la poste par les soins du secrétaire.

ART. 27. — Les parties peuvent toujours se présenter volontairement devant le bureau de conciliation, et, dans ce cas, il est procédé à leur égard comme si l'affaire avait été introduite par une demande directe.

ART. 28. — Si, au jour fixé par la lettre du secrétaire, le demandeur ne comparait pas, la cause est rayée du rôle; elle peut être reprise après le délai de huit jours. Si le défenseur ne comparait pas, ou si la conciliation n'a pu avoir lieu, l'affaire est renvoyée à la plus prochaine audience du bureau de jugement. Le secrétaire convoque les parties par lettre recommandée. Cette lettre est accompagnée d'un talon destiné à consigner le jour et l'heure de la remise et l'indication de la personne entre les mains de laquelle la lettre a été laissée.

Aussitôt après la rentrée du facteur, le receveur des postes est tenu de renvoyer cette pièce au secrétaire du Conseil.

ART. 29. — Au jour fixé, les parties doivent comparaître devant le bureau de jugement dans les conditions indiquées à l'article 25. Si l'une des parties ne comparait pas, la cause est jugée par défaut.

ART. 30. — Les jugements des Conseils de prud'hommes sont définitifs et sans appel lorsque le chiffre de la demande n'excède pas 500 francs en capital.

ART. 31. — Si la demande est supérieure à 500 francs, il peut être fait

appel des jugements de Conseils de prud'hommes devant le tribunal civil.

L'appel porté devant le tribunal civil sera instruit et jugé comme en matière commerciale sans assistance obligatoire d'un avoué.

Les actes de procédure sont rédigés sur papier visé pour timbre et enregistré en débet. Les tribunaux civils devront statuer dans les trois mois, à partir de l'acte d'appel.

ART. 32. — Les jugements rendus par les Conseils de prud'hommes pourront être attaqués par la voie du recours en cassation pour excès de pouvoir ou pour violation de la loi.

Les pourvois seront formés au plus tard dans les trois jours à dater de la signification du jugement, par déclaration au greffe du tribunal, et notifiés dans la huitaine à peine de déchéance. Dans la quinzaine de la notification, les pièces seront adressées à la Cour de cassation; aucune amende ne sera consignée, le ministère d'avocat ne sera pas obligatoire. Le pourvoi sera porté directement devant la Chambre civile. La Cour de cassation statuera dans le mois qui suivra la réception des pièces. Les jugements des tribunaux civils ayant statué sur appel, par application de l'article 31 de la présente loi, pourront être attaqués par la voie du recours en cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi. Les pourvois en cassation contre ces jugements sont soumis aux règles prescrites par les deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas du présent article.

ART. 33. — Le Conseil, en cas d'absence, d'empêchement ou de refus d'autorisation du mari, peut autoriser la femme mariée à concilier, demander ou défendre devant lui.

ART. 34. — Les mineurs qui ne peuvent être assistés de leur père ou tuteur peuvent être autorisés par les conseils à concilier, demander ou défendre devant lui.

ART. 35. — Les membres des Conseils de prud'hommes peuvent être récusés :

- 1° Quand ils ont un intérêt personnel à la contestation;
- 2° Quand ils sont parents ou alliés d'une des parties jusqu'au degré de cousin germain inclusivement;
- 3° Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu action judiciaire, criminelle ou civile, entre eux et l'une des parties ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe;
- 4° S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire;
- 5° S'ils sont patrons ou ouvriers de l'une des parties en cause.

La partie qui veut récuser un prud'homme est tenue de former la récusation et d'en exposer les motifs dans une déclaration revêtue de sa signature, qu'elle remet au secrétaire du Conseil des prud'hommes et dont il lui est délivré un récépissé.

ART. 36. — Les fonctions des prud'hommes sont entièrement gratuites vis-à-vis des parties; ils ne peuvent réclamer aucuns frais des parties pour les formalités remplies par eux.

ART. 37. — Les actes de procédure, les jugements et actes nécessaires à leur exécution sont rédigés sur papier visé pour timbre en débet.

L'enregistrement a lieu également en débet, conformément à l'article 70 de la loi du 22 frimaire an vii.

Le visa pour timbre est donné sur l'original au moment de son enregistrement.

Ces dispositions sont applicables aux causes portées en appel ou devant la Cour de cassation. La partie qui succombe est condamnée aux dépens envers le Trésor.

ART. 38. — La compétence des Conseils de prud'hommes est fixée, pour le travail en fabrique, par la situation de la fabrique, et pour le travail en dehors de la fabrique, par le lieu où l'engagement a été contracté.

ART. 39. — Dans les cas urgents, les Conseils de prud'hommes peuvent ordonner telles mesures qui seront jugées nécessaires pour empêcher que les objets qui donnent lieu à une réclamation ne soient enlevés, ou déplacés, ou détériorés.

ART. 40. — Les articles 5, 7, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 28, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 46, 47, 54, 55, 130, 151, 156, 168, 169, 170, 171, 172, 442, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 474 et 480 du Code de procédure civile, 2 de la loi du 11 avril 1838, 11, 12 et 13 de la loi du 25 mai 1838; sont applicables à la juridiction des prud'hommes en tout ce qu'ils n'ont point de contraire aux dispositions de la présente loi.

TITRE III.

DE LA DISCIPLINE DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 41. — Tout membre d'un Conseil de prud'hommes qui, sans motifs légitimes et après mise en demeure, se refuserait à remplir le service auquel il est appelé peut être déclaré démissionnaire.

ART. 42. — Le président constate le refus de service par un procès-verbal contenant l'avis motivé du Conseil, le prud'homme préalablement entendu ou dûment appelé.

Si le Conseil n'émet pas son avis dans le délai d'un mois à dater de la convocation, le président fait mention de cette abstention dans le procès-verbal qu'il transmet au préfet.

ART. 43. — Sur le vu du procès-verbal, la démission est déclarée par arrêté du préfet, soit que le Conseil ait délibéré ou non. En cas de réclamation il est statué définitivement par le Ministre du commerce et de l'industrie, sauf recours au Conseil d'État pour cause d'excès de pouvoir.

ART. 44. — Tout membre d'un Conseil de prud'hommes qui aura gravement manqué à ses devoirs dans l'exercice de ses fonctions sera appelé devant le Conseil pour s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés.

L'initiative de cet appel appartient au président du Conseil de prud'hommes et au procureur de la République.

Si le Conseil n'émet pas son avis motivé dans le délai d'un mois à dater de la convocation, il en est fait mention au procès-verbal adressé par le président au préfet.

Le procès-verbal est transmis par le préfet, avec son avis, au Ministre du

commerce et de l'industrie. Les peines suivantes peuvent être prononcées suivant les cas :

La censure;

La suspension pour un temps qui ne peut excéder six mois;

La déchéance.

ART. 45. — La censure et la suspension peuvent être prononcées par arrêté du Ministre du commerce et de l'industrie. La déchéance est prononcée par décret.

ART. 46. — Tout prud'homme élu qui refuse de se faire installer ou donne sa démission, ou est déclaré démissionnaire, en vertu de l'article 41, ne peut être réélu avant le délai de trois ans à partir du jour de l'arrêté du préfet.

ART. 47. — Tout prud'homme contre lequel la déchéance a été prononcée ne peut plus être réélu aux mêmes fonctions.

ART. 48. — En cas de plaintes en prévarication contre les membres des conseils de prud'hommes, il sera procédé contre eux suivant la forme établie à l'égard des juges par l'article 483 du Code d'instruction criminelle.

ART. 49. — Les articles 4 et 5 du Code civil, 505, 506, 507, 508, 510, 511, 512, 513, 514, 515 et 516 du Code de procédure civile, 126, 127 et 185 du Code pénal, sont applicables aux membres des Conseils de prud'hommes.

La prise à partie contre les Conseils de prud'hommes ou contre quelqu'un de leurs membres sera portée à la Cour d'appel du ressort.

ART. 50. — Les Conseils de prud'hommes peuvent être dissous par décret rendu sur la proposition du Ministre du commerce et de l'industrie.

Dans ce cas, des élections générales devront avoir lieu dans un délai d'un mois à partir de la date du décret de dissolution.

Les Conseils de prud'hommes peuvent être également supprimés par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

TITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 51. — Chaque Conseil de prud'hommes prépare en assemblée générale un règlement pour son régime intérieur.

ART. 52. — Les Conseils de prud'hommes se réunissent en assemblée générale toutes les fois que la demande en est faite par l'autorité supérieure, par la moitié plus un des membres en exercice, ou lorsque le président le juge utile. Le procès-verbal de chaque assemblée générale est transmis dans la quinzaine, par le président, au Ministre du commerce et de l'industrie.

ART. 53. — Les membres des Conseils de prud'hommes portent dans l'exercice de leurs fonctions, soit à l'audience, soit au dehors, l'insigne distinctif de leurs fonctions.

ART. 54. — Il est payé aux secrétaires des Conseils de prud'hommes les sommes suivantes :

Pour la lettre d'invitation de se rendre devant le Conseil, 0 fr. 15, non compris l'affranchissement:

Pour chaque rôle d'expédition qu'ils délivreront et qui contiendra vingt lignes à la page et douze syllabes à la ligne, o fr. 40;

Pour l'expédition, si la partie le requiert, du procès-verbal qui constatera que les parties n'ont pu être conciliées, et qui ne doit contenir qu'une mention sommaire qu'elles n'ont pu s'accorder, quatre-vingts centimes (o fr. 80);

Pour la convocation par lettre recommandée, soixante centimes (o fr. 60). Les frais de papier, de registre et d'expédition seront à la charge du secrétaire.

Le secrétaire touche directement des parties les droits qui lui sont alloués, même ceux provenant des expéditions qu'il délivre.

TITRE V.

DÉPENSES DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 55. — Les jugements seront signifiés par lettre recommandée et par le secrétaire.

ART. 56. — Il est alloué aux témoins entendus par les Conseils de prud'hommes, qui en feront la demande, une somme de deux francs (2 fr.) comme indemnité pour perte de temps. Les témoins domiciliés hors du canton, à plus de deux myriamètres et demi, et moins de cinq, reçoivent quatre francs (4 fr.); au-dessus de cinq myriamètres, ils reçoivent 4 francs par cinq myriamètres ou fraction de cinq myriamètres.

ART. 57. — Tout secrétaire d'un Conseil de prud'hommes, convaincu d'avoir exigé une taxe plus forte que celle qui lui est allouée, est puni comme concussionnaire.

ART. 58. — Le local nécessaire aux Conseils de prud'hommes est fourni par la ville où ils sont établis.

ART. 59. — Les dépenses obligatoires pour les communes comprises dans la circonscription d'un Conseil de prud'hommes sont les suivantes :

- 1° Frais de premier établissement;
- 2° Achat des insignes;
- 3° Chauffage;
- 4° Éclairage et menus frais;
- 5° Frais d'élection.

ART. 60. — Le président de chaque Conseil de prud'hommes soumet, dans le courant du mois de décembre de chaque année, à l'approbation du préfet du département, l'état des dépenses désignées dans l'article ci-dessus.

TITRE VI.

DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES EN ALGÉRIE ET AUX COLONIES.

ART. 61. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie sous les modifications ci-après.

ART. 62. — Sont éligibles les électeurs âgés de trente ans et sachant lire et écrire le français.

ART. 63. — Dans les circonscriptions où l'importance de la population

musulmane le comporte, les Conseils de prud'hommes comprennent des assesseurs musulmans. Les décrets d'institution indiquent le nombre des prud'hommes assesseurs musulmans. Les patrons assesseurs musulmans et les ouvriers assesseurs musulmans sont toujours en nombre égal dans chaque catégorie.

ART. 64. — Dans les causes où se trouvent un ou plusieurs musulmans non admis à la jouissance des droits de citoyens français, le bureau de conciliation et le bureau de jugement comprennent deux prud'hommes assesseurs musulmans, l'un patron, l'autre ouvrier, ayant voix délibérative.

ART. 55. — Les prud'hommes assesseurs musulmans sont élus par les musulmans non admis à la jouissance des droits de citoyen français, inscrits sur la liste électorale municipale et remplissant les conditions indiquées à l'article 5 de la présente loi.

La liste des électeurs est dressée séparément.

ART. 66. — Les prud'hommes assesseurs musulmans sont élus dans la même forme que les autres prud'hommes.

Ils sont soumis aux mêmes conditions d'éligibilité. Toutefois, pour l'assessorat, il suffit aux candidats de savoir parler français, s'ils savent lire et écrire leur langue maternelle. Ils ne peuvent faire partie du bureau; mais ils prennent part à sa nomination au même titre que les autres membres.

ART. 67. — Il peut être attaché aux Conseils de prud'hommes d'Algérie des interprètes qui sont nommés dans la même forme que le secrétaire; mais ils prêtent le serment professionnel avant d'entrer en fonctions.

Leur traitement est fixé par arrêté préfectoral.

ART. 68. — Les prud'hommes assesseurs musulmans sont renouvelés par moitié, tous les trois ans, conformément à l'article 11.

ART. 69. — La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

TITRE VII.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

ART. 70. — Sont abrogés :

- 1° Les articles 1 à 9, 29 et suivants de la loi du 18 mars 1806;
- 2° Le décret du 11 juin 1809;
- 3° Le décret du 3 août 1810;
- 4° Les lois des 27 mai et 6 juin 1848;
- 5° La loi du 7 août 1850;
- 6° L'article 18, premier alinéa, de la loi du 22 février 1851;
- 7° La loi du 1^{er} juin 1853;
- 8° L'article 15 de la loi du 22 juin 1854;
- 9° La loi du 4 juin 1864;
- 10° La loi du 7 février 1880;
- 11° La loi du 25 février 1881;
- 12° La loi du 24 novembre 1883;
- 13° La loi du 10 décembre 1884,

Et généralement toutes les dispositions contraires à la présente loi.

TITRE VIII.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

ART. 71. — Dans un délai de six mois après la promulgation de la présente loi, il sera procédé au renouvellement intégral de tous les Conseils de prud'hommes.

TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI

adoptée par la Commission du travail de la Chambre des députés chargée d'examiner les propositions de M. Dutreix et de MM. Beauregard et Lannes de Montebello sur les Conseils de prud'hommes (9 mai 1899).

TITRE PREMIER.

ATTRIBUTIONS. — INSTITUTION ET ORGANISATION DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 1^{er}. — Les Conseils de prud'hommes sont institués pour terminer par voie de conciliation les différends qui peuvent s'élever, à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage, entre les patrons ou leurs représentants et les employés, ouvriers et apprentis des deux sexes du commerce et de l'industrie qu'ils emploient; mais, seulement lorsque le principal de la demande n'excède pas 2,000 francs.

Ils jugent, dans les conditions de compétence déterminées par les articles 32, 33 et 34 de la présente loi, les différends à l'égard desquels la conciliation a été sans effet.

Leur mission, comme conciliateurs ou comme juges, s'applique également aux différends nés entre ouvriers à l'occasion du travail.

Néanmoins, ils ne peuvent connaître des actions en dommages-intérêts motivés par des accidents dont les employés, les ouvriers les apprentis auraient été victimes.

Ils exercent, en outre, les attributions qui leur sont confiées par des lois spéciales.

ART. 2. — Les Conseils de prud'hommes sont établis par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique après avis des Chambres de commerce ou des Chambres consultatives des arts et manufactures, dans les villes où l'importance de l'industrie en démontre la nécessité.

La création d'un Conseil de prud'hommes est de droit lorsqu'elle est demandée par le Conseil municipal de la commune où il doit être établi, avec avis favorable du Conseil général du département, du ou des Conseils d'arrondissement du ressort indiqué et de la majorité des Conseils municipaux des communes devant composer la circonscription projetée.

ART. 3. — Le décret d'institution détermine le ressort du Conseil, le nombre des catégories dans lesquelles sont répartis les commerces et les industries soumis à sa juridiction et le nombre des prud'hommes affectés à chaque catégorie, sans que le nombre total des membres du Conseil puisse être impair ou inférieur à douze.

ART. 4. — Les membres des Conseils de prud'hommes sont élus pour six ans. Ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans. Néanmoins, ils conservent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

ART. 5. — Sont, à condition : 1° d'être inscrit sur les listes électorales politiques; 2° d'être âgé de vingt et un ans révolus; 3° d'exercer depuis trois ans une profession dénommée dans le décret d'institution du Conseil et de résider dans le ressort de ce Conseil depuis une année :

Électeurs ouvriers :

1° Les ouvriers, contremaîtres et chefs d'ateliers, employés, commis, commis voyageurs, comptables, garçons de bureau et de magasin, hommes de peine, ouvriers et employés des entreprises de transport, et généralement les salariés de toutes sortes du commerce et de l'industrie;

2° Les femmes possédant la qualité de Françaises, âgées de vingt et un ans accomplis, exerçant l'une des professions énumérées au paragraphe précédent, à la condition de n'avoir encouru aucune des condamnations prévues par l'article 15 du décret du 2 février 1852;

Électeurs patrons :

1° Les patrons occupant pour leur compte un ou plusieurs ouvriers ou employés, les associés en nom collectif, ceux qui gèrent ou dirigent, pour le compte d'autrui, une fabrique, une manufacture, une maison de banque ou de commerce, un atelier, et généralement une entreprise quelconque; les administrateurs et ingénieurs des entreprises de transports;

2° Les femmes possédant la qualité de Françaises, âgées de vingt et un ans accomplis, et exerçant personnellement l'une des professions énumérées au paragraphe précédent, à la condition de n'avoir encouru aucune des condamnations prévues par l'article 15 du décret du 2 février 1852.

Les femmes appelées à élire les conseillers prud'hommes devront justifier d'une résidence d'au moins une année dans la circonscription du Conseil à la date de la confection des listes électorales.

En ce qui concerne les Conseils de prud'hommes mineurs ou la catégorie spéciale à l'industrie des mines, dans un Conseil dont la compétence s'étend à d'autres industries, sont, sous les conditions énumérées ci-dessus :

Électeurs ouvriers : les mineurs et les ouvriers attachés à l'exploitation d'une mine, les chefs mineurs, chefs d'ateliers, surveillants, et les employés des mines situées dans la circonscription du Conseil.

Électeurs patrons : les concessionnaires ou exploitants, directeurs, membres des conseils d'administration, ingénieurs des travaux et chefs de service.

ART. 6. — Sont éligibles les électeurs âgés de vingt-cinq ans sachant lire et écrire.

Sont également éligibles les anciens électeurs n'ayant pas quitté la profession depuis plus de dix ans. Les femmes ne sont pas éligibles.

ART. 7. — Les Conseils de prud'hommes sont composés d'un nombre

égal par chaque catégorie d'ouvriers et de patrons. Il doit y avoir au moins deux prud'hommes patrons et deux prud'hommes ouvriers dans chaque catégorie.

ART. 8. — Les prud'hommes ouvriers sont élus par les électeurs ouvriers, les prud'hommes patrons par les électeurs patrons, réunis dans deux assemblées distinctes présidées chacune par le juge de paix ou son suppléant.

Dans le cas où, pour la commodité du vote, il est établi plusieurs bureaux de scrutin, le préfet peut désigner dans son arrêté un maire ou un adjoint pour présider un ou plusieurs bureaux.

ART. 9. — Les élections ont lieu au scrutin de liste et par catégorie.

Au premier tour de scrutin, la majorité absolue des suffrages exprimés est nécessaire; la majorité relative suffit au deuxième tour.

En cas d'égalité de suffrages au second tour, le candidat le plus âgé est proclamé élu.

ART. 10. — Chaque année, dans les quinze jours qui suivent la revision des listes électorales, le maire de chaque commune du ressort, assisté d'un électeur ouvrier et d'un électeur patron, inscrit sur deux tableaux différents le nom et la profession des électeurs ouvriers et des électeurs patrons.

Ces tableaux sont adressés au préfet, qui dresse et arrête la liste de chaque catégorie d'électeurs.

ART. 11. — Le renouvellement triennal doit porter sur la moitié des membres ouvriers ou patrons compris dans chaque catégorie du Conseil. Dans chacune de ces catégories, le sort désigne les prud'hommes qui sont remplacés la première fois. Les prud'hommes sortants seront rééligibles.

ART. 12. — Lorsqu'il y a lieu de procéder à des élections, le préfet convoque les électeurs au moins vingt jours d'avance, en indiquant le jour et l'endroit de leur réunion. Il fixe les heures d'ouverture et de clôture de chaque tour de scrutin.

Les élections se font toujours un dimanche ou un jour férié. Le deuxième tour de scrutin aura lieu huit jours après le premier.

ART. 13. — Les listes sont déposées tant au secrétariat du Conseil des prud'hommes qu'au secrétariat de la mairie et communiquées à tout requérant qui pourra en prendre copie. Des réclamations contre la confection des listes peuvent être formées dans les quinze jours qui suivent le dépôt au secrétariat. Ces réclamations sont portées devant le juge de paix du canton, instruites et jugées conformément aux articles 5 et 6 de la loi du 8 décembre 1883 sur les élections consulaires.

Les rectifications sont opérées conformément à l'article 7 de la même loi.

Les règles établies par les articles 13, 18 à 25, 26, § 1^{er} et 3, 27 à 29 de la loi du 5 avril 1884, sur les élections municipales, s'appliquent aux opérations électorales pour les Conseils de prud'hommes.

Dans les trois jours qui suivent la réception du procès-verbal des élections, le préfet transmet des copies certifiées de ce procès-verbal au procureur général et au secrétaire du Conseil des prud'hommes.

Les protestations contre les élections sont formées, instruites et jugées

conformément à l'article 11, § 5, 6 et 7, et à l'article 12 de la loi du 8 décembre 1883.

ART. 14. — Dans la quinzaine de la réception du procès-verbal s'il n'y a pas de réclamations, ou dans les quinze jours qui suivront la décision définitive, le procureur de la République invite les élus à se présenter à l'audience du tribunal civil, qui procède publiquement à leur réception et en dresse procès-verbal consigné dans ses registres.

Au cours de cette réception, les élus prêtent individuellement le serment suivant : « Je jure de remplir mes devoirs avec zèle et intégrité et de garder le secret des délibérations. »

Le jour de l'installation publique du Conseil des prud'hommes il est donné lecture du procès-verbal de réception.

ART. 15. — Dans les cas où une ou plusieurs vacances se produisent dans le Conseil par suite de décès, de démissions, d'annulations des premières élections, de changement d'état ou de toute autre cause, il est procédé à des élections complémentaires dans le délai d'un mois à dater du fait qui y donne lieu, à moins qu'il n'y ait pas plus de trois mois entre le fait et l'époque du prochain renouvellement triennal.

Tout membre élu dans ces conditions ne demeure en fonctions que pendant la durée du mandat qui avait été confié à son prédécesseur.

Le changement d'état doit être déclaré au préfet par le conseiller prud'homme qui a ainsi perdu la qualité en laquelle il a été élu. Cette déclaration a pour effet nécessaire la démission.

A défaut de déclaration, l'assemblée générale est saisie de la question par son président ou par le préfet. Le membre du Conseil auquel elle s'applique est appelé à cette réunion pour y fournir ses explications. Le procès-verbal est transmis dans la huitaine par le président au préfet.

Sur le vu du procès-verbal, la démission est déclarée, s'il y a lieu, par arrêté du préfet, sauf recours, ainsi qu'il est dit à l'article 43 de la présente loi.

ART. 16. — S'il y a lieu de procéder à des élections complémentaires, soit parce que les premières élections n'ont pas donné de résultats satisfaisants pour la constitution ou le complément du Conseil, soit parce qu'un ou plusieurs prud'hommes élus ont refusé de se faire installer, ont donné leur démission ou ont été déclarés démissionnaires par application de l'article 41, et si l'un de ces divers faits vient à se reproduire, il n'est pourvu aux vacances qui peuvent en résulter que lors du prochain renouvellement triennal, et le Conseil fonctionne, quelle que soit la qualité des membres régulièrement élus ou en exercice, pourvu que leur nombre soit au moins égal à la moitié du nombre total des membres dont il est composé.

La même disposition est applicable au cas où une ou plusieurs élections ont été annulées pour cause d'inéligibilité des élus.

ART. 17. — Les prud'hommes réunis en assemblée générale, sous la présidence du doyen d'âge, élisent parmi eux, au scrutin secret, à la majorité absolue des membres présents, un président et un vice-président.

Après deux tours de scrutin, sans qu'aucun des candidats ait obtenu la majorité absolue des membres présents, si, au troisième tour de scrutin, il

y a partage des voix, le conseiller le plus ancien en fonctions sera élu. Si les deux candidats avaient un temps de service égal, la préférence serait accordée au plus âgé; il en sera de même dans les cas de création d'un nouveau Conseil.

ART. 18. — Lorsque le président est choisi parmi les prud'hommes ouvriers, le vice-président ne peut l'être que parmi les prud'hommes patrons et réciproquement.

Exceptionnellement, dans le cas prévu par l'article 16, le président et le vice-président peuvent être pris tous deux parmi les prud'hommes ouvriers ou les prud'hommes patrons, si le Conseil ne se trouve composé que de l'un ou l'autre élément. Les réclamations contre l'élection des membres du bureau sont soumises à la Cour d'appel.

ART. 19. — Le président et le vice-président sont élus pour une année; ils sont rééligibles.

Ils restent en fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

ART. 20. — Les Conseils de prud'hommes comprennent :

1° Un bureau de conciliation;

2° Un bureau de jugement.

ART. 21. — Le bureau de conciliation est composé d'un prud'homme ouvrier et d'un prud'homme patron; la présidence appartient alternativement à l'ouvrier et au patron, suivant un roulement établi par le règlement particulier de chaque Conseil.

Celui des deux qui préside le bureau le premier est désigné par le sort.

Exceptionnellement, et dans les cas prévus par l'article 16, les deux membres composant le bureau peuvent être pris parmi les prud'hommes ouvriers ou les prud'hommes patrons, si le Conseil ne se trouve composé que d'un seul élément.

ART. 22. — Les séances du bureau de conciliation ont lieu au moins une fois par semaine; elles ne sont pas publiques.

ART. 23. — Le bureau de jugement se compose, non compris le président ou le vice-président, d'un nombre toujours égal de prud'hommes patrons et de prud'hommes ouvriers. Ce nombre est au moins de deux patrons et de deux ouvriers.

Exceptionnellement, dans les cas prévus à l'article 16, le bureau de jugement peut valablement délibérer, un nombre de membres impair et au moins égal à cinq étant présents, alors même qu'il ne serait pas formé d'un nombre égal d'ouvriers et de patrons. Les délibérations du bureau de jugement sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Les séances du bureau de jugement sont publiques; si les débats sont de nature à produire du scandale, le président peut ordonner le huis clos après avis conforme du bureau. Le prononcé du jugement devra toujours avoir lieu en audience publique.

ART. 24. — Il est attaché à chaque Conseil un secrétaire nommé en assemblée générale à la majorité absolue des suffrages des membres présents. Il peut être révoqué à volonté, mais, dans ce cas, la délibération doit être signée par les deux tiers des prud'hommes. Le secrétaire assiste et tient la plume aux séances des bureaux de conciliation et de jugement.

TITRE II.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 25. — Tout justiciable appelé en conciliation devant le Conseil des prud'hommes est tenu, sur une simple lettre du secrétaire, qui jouira de la franchise postale, de se rendre en personne, au jour et à l'heure fixés, devant le bureau de conciliation où il ne pourra se faire assister. Les chefs d'industrie peuvent toutefois se faire représenter par le directeur gérant de leur établissement ou par un employé fondé de pouvoirs.

En cas d'absence ou de maladie, tout justiciable peut se faire représenter par une personne exerçant la même industrie et ouvrier ou patron comme lui, porteur d'un pouvoir sur papier libre légalisé ou de la lettre du secrétaire visée par le destinataire.

Les parties ne peuvent faire signifier aucune défense.

ART. 26. — La lettre doit contenir les jour, mois et an, les nom, profession et domicile du demandeur, l'indication de l'objet de la demande, le jour et l'heure de la comparution. Elle est remise à la poste par les soins du secrétaire.

ART. 27. — Les parties peuvent toujours se présenter volontairement devant le bureau de conciliation, et, dans ce cas, il est procédé à leur égard comme si l'affaire avait été introduite par une demande directe.

ART. 28. — Si, au jour fixé par la lettre du secrétaire, le demandeur ne comparait pas, la cause est rayée du rôle; elle peut être reprise après le délai de huit jours. Si le défendeur ne comparait pas, ou si la conciliation n'a pu avoir lieu, l'affaire est renvoyée à la plus prochaine audience du bureau de jugement, sauf ce qui est dit à l'article 29 ci-dessous.

Le secrétaire convoque les parties par lettre recommandée. Cette lettre est accompagnée d'un talon destiné à consigner le jour et l'heure de la remise et l'indication de la personne entre les mains de laquelle la lettre a été laissée.

Aussitôt après la rentrée du facteur, le receveur des postes est tenu de renvoyer cette pièce au secrétaire du Conseil.

ART. 29. — Dans le cas où la conciliation n'a pu avoir lieu, la cause, au lieu d'être renvoyée à une prochaine audience, peut être immédiatement jugée par la Chambre de jugement, si les deux parties y consentent.

ART. 30. — Lorsque la cause est renvoyée à une prochaine audience, dans les termes de l'article 31, la Chambre de conciliation peut, si le manque de ressources du demandeur justifie cette mesure exceptionnelle, et si la légitimité de sa prétention paraît, dans une certaine mesure, ne pas faire doute, condamner le défendeur à payer au demandeur une provision qui ne pourra, en aucun cas, excéder la moitié de la somme qui paraît réellement due, ni 50 francs.

Le jugement ainsi rendu sera exécutoire dès qu'il aura été signifié dans les formes de l'article 57 de la présente loi, c'est-à-dire par lettre recommandée et par le secrétaire. Le délai pour cette signification ne devra pas excéder trois jours.

ART. 31. — Au jour fixe, les parties doivent comparaître devant le bureau de jugement dans les conditions indiquées à l'article 25. Si l'une des parties ne comparait pas, la cause est jugée par défaut.

ART. 32. — Les jugements des Conseils de prud'hommes sont définitifs et sans appel lorsque le chiffre de la demande n'excède pas 500 francs en capital.

Ils connaîtront, en outre, à quelques sommes qu'elles puissent monter et d'une façon définitive, les demandes reconventionnelles fondées exclusivement sur la demande principale.

ART. 33. — Si la demande est supérieure à 500 francs, il peut être fait appel des jugement de Conseils de prud'hommes devant le tribunal civil.

L'appel porté devant le tribunal civil sera instruit et jugé comme en matière commerciale sans assistance obligatoire d'un avoué.

Les actes de procédure sont rédigés sur papier visé pour timbre et enregistré en débet.

Les tribunaux civils devront statuer dans les trois mois à partir de l'acte d'appel.

ART. 34. — Les jugements rendus par les Conseils de prud'hommes pourront être attaqués par la voie du recours en cassation pour excès de pouvoir ou pour violation de la loi.

Les pourvois seront formés au plus tard dans les trois jours à dater de la signification du jugement, par déclaration au greffe du tribunal, et notifiés dans la huitaine à peine de déchéance.

Dans la quinzaine de la notification, les pièces seront adressées à la Cour de cassation : aucune amende ne sera consignée, le ministère d'avocat ne sera pas obligatoire.

Le pourvoi sera porté directement devant la Chambre civile.

La Cour de cassation statuera dans le mois qui suivra la réception des pièces.

Les jugements des tribunaux civils ayant statué sur appel, par application de l'article 33 de la présente loi, pourront être attaqués par la voie du recours en cassation pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Les pourvois en cassation contre ces jugements sont soumis aux règles prescrites par les deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas du présent article.

Les jugements susceptibles d'appel ne peuvent être déclarés exécutoires par provision avec dispense de caution que jusqu'à concurrence du quart de la somme formant l'objet du litige. Pour le surplus, l'exécution provisoire ne peut être ordonnée qu'à la charge par le demandeur de fournir caution.

Au cas où le jugement est attaqué par la voie du recours en cassation, il n'est exécutoire que jusqu'à concurrence du quart de la somme formant l'objet du litige.

ART. 35. — Le Conseil, en cas d'absence, d'empêchement ou de refus d'autorisation du mari, peut autoriser la femme mariée à concilier, demander ou défendre devant lui.

ART. 36. — Les mineurs qui ne peuvent être assistés de leur père ou tuteur peuvent être autorisés par les Conseils à concilier, demander ou défendre devant lui.

ART. 37. — Les membres des Conseils de prud'hommes peuvent être récusés :

1° Quand ils ont un intérêt personnel à la contestation;

2° Quand ils sont parents ou alliés d'une des parties jusqu'au degré de cousin germain inclusivement;

3° Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu action judiciaire, criminelle ou civile, entre eux et l'une des parties ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe;

4° S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire;

5° S'ils sont patrons ou ouvriers de l'une des parties en cause.

La partie qui veut récuser un prud'homme est tenue de former la récusation et d'en exposer les motifs dans une déclaration revêtue de sa signature, qu'elle remet au secrétaire du Conseil des prud'hommes et dont il lui est délivré un récépissé.

ART. 38. — Les fonctions des prud'hommes sont entièrement gratuites vis-à-vis des parties : ils ne peuvent réclamer aucuns frais des parties pour les formalités remplies par eux.

ART. 39. — Les actes de procédure, les jugements et actes nécessaires à leur exécution sont rédigés sur papier visé pour timbre en débet.

L'enregistrement a lieu également en débet, conformément à l'article 70 de la loi du 22 frimaire an VII.

Le visa pour timbre est donné sur l'original au moment de son enregistrement.

Ces dispositions sont applicables aux causes portées en appel ou devant la Cour de cassation. La partie qui succombe est condamnée aux dépens envers le Trésor.

ART. 40. — La compétence des Conseils de prud'hommes est fixée, pour le travail en fabrique, par la situation de la fabrique et, pour le travail en dehors de la fabrique, par le lieu où l'engagement a été contracté.

ART. 41. — Dans les cas urgents, les Conseils de prud'hommes peuvent ordonner telles mesures qui seront jugées nécessaires pour empêcher que les objets qui donnent lieu à une réclamation ne soient enlevés, ou déplacés, ou détériorés.

ART. 42. — Les articles 5, 7, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 28, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 46, 47, 54, 55, 130, 131, 156, 168, 169, 170, 171, 172, 442, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 474 et 480 du Code de procédure civile, 2 de la loi du 11 avril 1838, 11, 12 et 13 de la loi du 25 mai 1838, sont applicables à la juridiction des prud'hommes en tout ce qu'ils n'ont point de contraire aux dispositions de la présente loi.

TITRE III.

DE LA DISCIPLINE DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 43. — Tout membre d'un Conseil de prud'hommes qui, sans motifs légitimes et après mise en demeure, se refuserait à remplir le service auquel il est appelé, peut être déclaré démissionnaire.

ART. 44. — Le président constate le refus de service par un procès-verbal contenant l'avis motivé du Conseil, le prud'homme préalablement entendu ou dûment appelé.

Si le Conseil n'émet pas son avis dans le délai d'un mois à dater de la convocation, le président fait mention de cette abstention dans le procès-verbal qu'il transmet au préfet.

ART. 45. — Sur le vu du procès-verbal, la démission est déclarée par arrêté du préfet, soit que le Conseil ait délibéré ou non. En cas de réclamation, il est statué définitivement par le Ministre du Commerce et de l'Industrie, sauf recours au Conseil d'État pour cause d'excès de pouvoir.

ART. 46. — Tout membre d'un Conseil de prud'hommes qui aura gravement manqué à ses devoirs dans l'exercice de ses fonctions sera appelé devant le Conseil pour s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés.

L'initiative de cet appel appartient au président du Conseil de prud'hommes et au procureur de la République.

Si le Conseil n'émet pas son avis motivé dans le délai d'un mois à dater de la convocation, il en est fait mention au procès-verbal adressé par le président au préfet.

Le procès-verbal est transmis par le préfet, avec son avis, au Ministre du Commerce et de l'Industrie. Les peines suivantes peuvent être prononcées suivant les cas :

La censure;

La suspension pour un temps qui ne peut excéder six mois;

La déchéance.

ART. 47. — La censure et la suspension peuvent être prononcées par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie. La déchéance est prononcée par décret.

ART. 48. — Tout prud'homme élu qui refuse de se faire installer ou donne sa démission, ou est déclaré démissionnaire en vertu de l'article 43, ne peut être réélu avant le délai de trois ans à partir du jour de l'arrêté du préfet.

ART. 49. — Tout prud'homme contre lequel la déchéance a été prononcée ne peut plus être réélu aux mêmes fonctions.

ART. 50. — En cas de plaintes en prévarication contre les membres des Conseils de prud'hommes, il sera procédé contre eux suivant la forme établie à l'égard des juges par l'article 483 du Code d'instruction criminelle.

ART. 51. — Les articles 4 et 5 du Code civil, 505, 506, 507, 508, 510, 611, 512, 513, 514, 515 et 516 du Code de procédure civile; 126, 127 et 185 du Code pénal, sont applicables aux membres des Conseils de prud'hommes.

La prise à partie contre les Conseils de prud'hommes ou contre quelqu'un de leurs membres sera portée à la Cour d'appel du ressort.

ART. 52. — Les Conseils de prud'hommes peuvent être dissous par décret rendu sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Dans ce cas, des élections générales devront avoir lieu dans un délai d'un mois à partir de la date du décret de dissolution.

Les Conseils de prud'hommes peuvent être également supprimés par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

Jusqu'à l'installation du nouveau Conseil, les litiges seront portés devant le juge de paix du domicile du défendeur.

TITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 53. — Chaque Conseil de prud'hommes prépare en assemblée générale un règlement pour son régime intérieur.

ART. 54. — Les Conseils de prud'hommes se réunissent en assemblée générale toutes les fois que la demande en est faite par l'autorité supérieure, par la moitié plus un des membres en exercice, ou lorsque le président le juge utile. Le procès-verbal de chaque assemblée générale est transmis, dans la quinzaine, par le président, au Ministre du Commerce et de l'Industrie.

ART. 55. — Les membres des Conseils de prud'hommes portent dans l'exercice de leurs fonctions, soit à l'audience, soit au dehors, l'insigne distinctif de leurs fonctions.

ART. 56. — Il est payé aux secrétaires du Conseil de prud'hommes, en dehors des indemnités qui peuvent leur être allouées par les Conseils municipaux, les sommes suivantes :

Pour la lettre d'invitation à se rendre devant le tribunal, 0 fr. 15, non compris l'affranchissement;

Pour la convocation par lettre recommandée, 0 fr. 60;

Pour la rédaction des qualités d'un jugement par défaut, 0 fr. 50;

Pour la rédaction des qualités d'un jugement contradictoire, 1 franc;

Pour chaque extrait de jugement délivré au Trésor, 0 fr. 25;

Pour chaque rôle d'expédition qu'ils délivreront et qui contiendra 20 lignes à la page et 12 syllabes à la ligne, 0 fr. 40;

Pour l'expédition, si elle est requise, du procès-verbal de non-conciliation et qui ne contiendra que la mention sommaire que les parties n'ont pas pu s'accorder, 0 fr. 80.

Les frais de papier, de registre et d'expédition seront à la charge du secrétaire.

Celui-ci touche directement des parties les droits qui lui sont alloués, même ceux provenant des expéditions qu'ils délivrent.

TITRE V.

DÉPENSES DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 57. — Les jugements seront signifiés par lettre recommandée et par le secrétaire.

ART. 58. — Il est alloué aux témoins entendus par les Conseils de prud'hommes, qui en feront la demande, une somme de deux francs (2^f) comme indemnité pour perte de temps. Les témoins domiciliés hors du canton, à plus de deux myriamètres et demi, et moins de cinq, reçoivent quatre francs (4^f) ; au-dessus de cinq myriamètres, ils reçoivent 4 francs par cinq myriamètres ou fraction de cinq myriamètres.

ART. 59. — Tout secrétaire d'un Conseil de prud'hommes, convaincu d'avoir exigé une taxe plus forte que celle qui lui est allouée, est puni comme concussionnaire.

ART. 60. — Le local nécessaire aux Conseils de prud'hommes est fourni par la ville où ils sont établis.

ART. 61. — Les dépenses obligatoires pour les communes comprises dans la circonscription d'un Conseil de prud'hommes sont les suivantes :

- 1° Frais de premier établissement ;
- 2° Achat des insignes ;
- 3° Chauffage ;
- 4° Éclairage et menus frais ;
- 5° Frais d'élection.

ART. 62. — Le président de chaque Conseil de prud'hommes soumet, dans le courant du mois de décembre de chaque année, à l'approbation du préfet du département, l'état des dépenses désignées dans l'article ci-dessus.

TITRE VI.

DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES EN ALGÉRIE ET AUX COLONIES.

ART. 63. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie sous les modifications ci-après.

ART. 64. — Sont éligibles les électeurs âgés de trente ans et sachant lire et écrire le français.

ART. 65. — Dans les circonscriptions où l'importance de la population musulmane le comporte, les Conseils de prud'hommes comprennent des assesseurs musulmans. Les décrets d'institution indiquent le nombre des prud'hommes assesseurs musulmans.

Les patrons assesseurs musulmans et les ouvriers assesseurs musulmans sont toujours en nombre égal dans chaque catégorie.

ART. 66. — Dans les causes où se trouvent un ou plusieurs musulmans non admis à la jouissance des droits du citoyen français, le bureau de conciliation et le bureau de jugement comprennent deux prud'hommes assesseurs musulmans, l'un patron, l'autre ouvrier, ayant voix délibérative.

ART. 67. — Les prud'hommes assesseurs musulmans sont élus par les musulmans non admis à la jouissance des droits de citoyen français, inscrits

sur la liste électorale municipale et remplissant les conditions indiquées à l'article 5 de la présente loi.

La liste des électeurs est dressée séparément.

ART. 68. — Les prud'hommes assesseurs musulmans sont élus dans la même forme que les autres prud'hommes.

Ils sont soumis aux mêmes conditions d'éligibilité.

Toutefois, pour l'assessorat, il suffit aux candidats de savoir parler le français, s'ils savent lire et écrire leur langue maternelle.

Ils ne peuvent faire partie du bureau; mais ils prennent part à sa nomination au même titre que les autres membres.

ART. 69. — Il peut être attaché aux Conseils de prud'hommes d'Algérie des interprètes qui sont nommés dans la même forme que le secrétaire; mais ils prêtent le serment professionnel avant d'entrer en fonctions.

Leur traitement est fixé par arrêté préfectoral.

ART. 70. — Les prud'hommes assesseurs musulmans sont renouvelés par moitié tous les trois ans, conformément à l'article 11.

ART. 71. — La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

TITRE VII.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

ART. 72. — Sont abrogés :

- 1° Les articles 1 à 9, 29 et suivants de la loi du 18 mars 1806;
- 2° Le décret du 11 juin 1809;
- 3° Le décret du 3 août 1810;
- 4° Les lois des 27 mai et 6 juin 1848;
- 5° La loi du 7 août 1850;
- 6° L'article 18, premier alinéa, de la loi du 22 février 1851;
- 7° La loi du 1^{er} juin 1853;
- 8° L'article 15 de la loi du 22 juin 1854;
- 9° La loi du 4 juin 1864;
- 10° La loi du 7 février 1880;
- 11° La loi du 25 février 1881;
- 12° La loi du 24 novembre 1883;
- 13° La loi du 10 décembre 1884;

Et généralement toutes les dispositions contraires à la présente loi.

TITRE VIII.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

ART. 73. — Dans un délai de six mois après la promulgation de la présente loi, il sera procédé au renouvellement intégral de tous les Conseils de prud'hommes.

PROPOSITION DE LOI

*sur la réforme des conseils de prud'hommes,
présentée le 2 mai 1899 par M. Haussmann, député.*

TITRE PREMIER.

INSTITUTION, ATTRIBUTIONS, ORGANISATION DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 1^{er}. — Les Conseils de prud'hommes connaissent de tous les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage entre les patrons ou leurs représentants et les employés du commerce et de l'industrie. Ils peuvent connaître, en outre, des questions de malfaçons, des actions en dommages-intérêts pour copie, confiscations ou détournements de marque de fabrique, applications et procédés spéciaux, entre patrons et ouvriers ou entre ouvriers et employés.

Les Conseils de prud'hommes sont aussi appelés à statuer sur les procès-verbaux de contraventions faits par les inspecteurs du travail, en application de la loi du 2 novembre 1892 et de la loi du 9 septembre 1848.

Indépendamment des fonctions administratives et judiciaires qui leur sont actuellement dévolues, les Conseils de prud'hommes, dans certains cas spécifiés à l'article 35, pourront assister le juge de paix saisi en vertu de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage entre patrons et ouvriers ou employés.

Conformément aux lois en vigueur, les Conseils de prud'hommes reçoivent en dépôt les marques de fabrique et en tiennent registre.

ART. 2. — Les Conseils de prud'hommes sont établis par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique, après avis du conseil supérieur du travail, dans les villes où l'importance du commerce et de l'industrie en démontre la nécessité.

La création d'un Conseil de prud'hommes est de droit lorsqu'elle est votée par le conseil général sur la demande du conseil municipal de la commune où il doit être établi. Aussitôt que le conseil municipal d'une commune a fait parvenir au préfet une demande de création d'un Conseil de prud'hommes, ou l'extension à cette commune d'un conseil de prud'hommes existant dans l'arrondissement, le préfet en avise par lettre les conseils municipaux des autres communes de l'arrondissement.

ART. 3. — Le décret d'institution détermine le ressort du conseil créé, le nombre de catégories dans lesquelles sont répartis les commerces et les industries soumis à sa juridiction et le nombre (toujours égal en ouvriers et patrons) des juges affectés à chaque catégorie, sans que le nombre total des membres du conseil puisse être impair ou inférieur à huit.

Un arrêté préfectoral, pris en vertu d'une décision du conseil général,

peut étendre le ressort du Conseil des prud'hommes établi dans l'une des villes d'un arrondissement aux autres communes de cet arrondissement qui en auront par la suite réclamé le bénéfice.

Néanmoins, le procureur de la République du ressort sera appelé à fournir son avis motivé sur l'extension projetée.

Dans les villes où existent actuellement plusieurs Conseils de prud'hommes, ils seront réunis pour former un seul conseil, divisé, s'il y a lieu, en plusieurs sections. Chaque section se constitue et fonctionne comme si elle formait un conseil distinct, mais elle se réunit aux autres pour nommer les membres du conseil d'appel; et le président du Conseil des prud'hommes dont elle fait partie ou, à son défaut, le vice-président de ce conseil, ont autorité sur toutes les sections au point de vue de la direction générale et de la discipline intérieure.

La division d'un conseil en plusieurs sections ou l'augmentation du nombre des sections existantes pourront, par la suite, être décidées conformément aux règles contenues dans l'article 2 et dans le présent article pour la création des Conseils de prud'hommes.

ART. 4. — Les membres des Conseils de prud'hommes sont élus pour six ans. Ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans et sont rééligibles. Néanmoins, ils conservent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

ART. 5. — Sont à condition : 1° d'être inscrits sur les listes électorales politiques ou, en ce qui concerne les femmes admises à l'électorat et non à l'éligibilité, de n'avoir jamais été condamnées à une peine infamante, ni déclarés en faillite; 2° d'être âgés de 25 ans révolus; 3° d'avoir exercé depuis cinq ans au moins une profession dénommée dans le décret d'institution du conseil et de résider dans le ressort de ce conseil depuis deux années révolues ;

1° *Électeurs ouvriers.* — Les ouvriers, les ouvrières, les contremaîtres et contremaîtresses, les chefs d'ateliers, les employés des deux sexes, les comptables, garçons de bureau et de magasin, hommes de peine, ouvriers et ouvrières et employés des entreprises de transport et généralement les salariés de toutes sortes du commerce et de l'industrie; exception faite des ouvriers, employés et ouvrières des établissements directement exploités par l'État, les départements et les communes;

2° *Électeurs patrons.* — Les patrons et patronnes patentés occupant pour leur compte un ou plusieurs ouvriers ou employés de deux sexes; les associés en nom collectif; ceux qui gèrent ou dirigent pour le compte d'autrui une fabrique, une manufacture, une maison de banque ou de commerce, atelier, dépôt ou magasin, et généralement une entreprise quelconque; les ingénieurs chefs de service et les administrateurs des entreprises de transport, les concessionnaires ou exploitants, directeurs ou préposés.

ART. 6. — Sont éligibles les électeurs du sexe masculin âgés de trente ans, sachant lire et écrire.

ART. 7. — Les Conseils de prud'hommes sont composés d'un nombre égal d'ouvriers et de patrons.

ART. 8. — Les juges ouvriers sont élus par les électeurs ouvriers, les

juges patrons par les électeurs patrons, réunis dans deux assemblées distinctes présidées par un juge du tribunal civil ou, à son défaut, par le juge de paix du canton. Dans le cas où, pour la commodité du vote, il est établi plusieurs bureaux de scrutin, le préfet peut désigner dans son arrêté un maire ou un adjoint pour présider l'un de ces bureaux.

ART. 9. — Les élections ont lieu au scrutin de liste et par catégorie.

Au premier tour de scrutin, la majorité des suffrages exprimés est nécessaire; la majorité relative suffit au deuxième tour. En cas d'égalité de suffrages au second tour, le candidat le plus âgé est proclamé élu.

ART. 10. — Au commencement de l'année au cours de laquelle doit avoir lieu le renouvellement des Conseils de prud'hommes et dans les quinze jours qui suivent la revision des listes électorales politiques, le maire de chaque commune du ressort, assisté d'un électeur ouvrier et d'un électeur patron, inscrit sur deux tableaux différents les noms, professions et adresses des électeurs ouvriers et des électeurs patrons.

Ces tableaux sont adressés au préfet qui dresse et arrête la liste de chaque catégorie d'électeurs.

Le renouvellement des Conseils de prud'hommes doit porter sur la moitié des membres ouvriers et des membres patrons compris dans chaque catégorie du conseil. Dans chacune de ces catégories, le sort désigne ceux des juges qui doivent être remplacés la première fois.

ART. 11. — Lorsqu'il y a lieu de procéder à des élections, le préfet convoque les électeurs au moins vingt jours à l'avance en indiquant le jour et l'endroit de leur réunion. Il fixe les heures d'ouverture et de clôture de chaque tour de scrutin.

Les élections se font toujours un dimanche.

Le deuxième tour de scrutin aura lieu huit jours après le premier.

ART. 12. — Les listes sont déposées tant au secrétariat du Conseil des prud'hommes qu'au secrétariat des mairies et communiquées à tout requérant qui pourra en prendre copie.

Des réclamations à fin d'inscription et de radiation sont instruites conformément à la loi du 8 décembre 1883 sur les élections consulaires et à la loi du 5 avril 1884 sur les élections municipales.

Les protestations contre les élections sont formées, instruites et jugées conformément aux articles 11 et 12 de la loi du 8 décembre 1883.

ART. 13. — Dans la quinzaine de la réception du procès-verbal, s'il n'y a pas de réclamation, ou dans les quinze jours qui suivront la décision définitive, le procureur de la République invite les élus à se présenter à l'audience du tribunal civil, qui procède publiquement à leur réception et en dresse le procès-verbal consigné dans ses registres.

Au cours de cette réception, les élus prêtent individuellement le serment suivant : *« Je jure de remplir mes devoirs avec zèle et intégrité et de garder le secret des délibérations. »*

Le jour de l'installation publique du Conseil, il est donné lecture du procès-verbal de réception.

ART. 14. — Dans le cas où une ou plusieurs vacances se produisent parmi les juges prud'hommes par suite de décès, de démission, de révocation,

d'annulation d'élection ou de toute autre cause, il est procédé à des élections complémentaires dans le délai d'un mois, à la condition que l'ensemble de ces vacances prive le Conseil de plus d'un quart de son effectif et à moins qu'il n'y ait pas plus de six mois entre le fait et l'époque du prochain renouvellement.

Tout juge prud'homme élu dans ces conditions ne demeure en fonctions que pendant la durée du mandat qui avait été confié à son prédécesseur.

ART. 15. — Les membres du Conseil des prud'hommes réunis en assemblée générale élisent, parmi eux, au scrutin secret, à la majorité absolue des membres présents, un président et un vice-président.

Après trois tours de scrutin sans qu'aucun des candidats ait obtenu la majorité absolue, si, au quatrième tour de scrutin, il y a partage de voix, le plus ancien en fonctions sera élu. Si les candidats avaient un temps de service égal, la préférence serait accordée au plus âgé. Il sera procédé de même dans les cas de création d'un nouveau Conseil ou d'une nouvelle section, chaque section des Conseils de prud'hommes élisant séparément son président et son vice-président de section, alors que toutes les sections d'un Conseil doivent être réunies pour nommer le président et le vice-président de ce Conseil.

ART. 16. — Lorsque le président du Conseil ou de la section est choisi parmi les juges ouvriers, le vice-président ne peut l'être que par les juges patrons et réciproquement.

Exception est faite quand le Conseil ne se trouve composé que de l'un ou l'autre élément ; dans ce cas, le président et le vice-président peuvent être pris tous deux parmi les juges ouvriers ou les juges patrons.

ART. 17. — Le président et le vice-président du Conseil sont élus pour trois ans ; ils sont rééligibles. Ils restent en fonctions jusqu'à l'installation de leur successeur, qui devra avoir lieu au plus tard dans la quinzaine et dans les formes prescrites à l'article 14.

ART. 18. — Les présidents et vice-présidents de section ne sont élus que pour une année ; ils sont rééligibles ; et leur installation est conforme à celle du président et du vice-président du Conseil.

ART. 19. — La juridiction des prud'hommes comprend :

1° Une chambre de conciliation ;

2° Une chambre de jugement ;

3° Une chambre des appels constituée comme il est dit au titre II suivant.

ART. 20. — La Chambre de conciliation se compose d'un juge ouvrier et d'un juge patron ; la présidence appartient alternativement à l'ouvrier et au patron, suivant un roulement établi dans chaque Conseil.

Exceptionnellement, les deux membres composant la Chambre de conciliation peuvent être pris parmi les juges ouvriers ou les juges patrons, si le Conseil ne se trouve composé que d'un seul élément ou s'il n'est pas possible d'assurer autrement le service. Dans ce cas, la présidence appartient au plus ancien en fonctions.

ART. 21. — Les séances de la Chambre de conciliation ont lieu au moins une fois par semaine ; elles ne sont pas publiques.

ART. 22. — La Chambre de jugement se compose d'un nombre égal de

juges patrons et de juges ouvriers ; ce nombre est au moins de deux patrons et de deux ouvriers, non compris le président qui dirige les débats, et de telle sorte que le nombre des juges siégeant ne pourra jamais être inférieur à cinq.

Exceptionnellement, la Chambre de jugement peut valablement délibérer, alors même qu'elle ne serait pas formée, par suite de cas de force majeure, d'un nombre égal de juges ouvriers et de juges patrons ; même, dans ces cas, les juges patrons doivent être en nombre impair, y compris le président, et cinq au moins en tout. Aucun membre du Conseil d'appel ne peut y siéger.

La présidence appartient au président du Conseil, à son défaut, à son vice-président, et, quand il y a plusieurs sections, au président ou au vice-président de la section, à défaut du président ou du vice-président du Conseil.

ART. 23. — Les séances de la Chambre de jugement sont publiques. — Si les débats sont de nature à produire du scandale, le président peut ordonner le huis clos après avis conforme de la Chambre.

Le prononcé du jugement devra toujours avoir lieu en séance publique.

ART. 24. — Le président a la police de l'audience. — Il peut, en cas de manquement de respect dû au Conseil, prononcer contre le délinquant des peines allant jusqu'à 100 francs d'amende et trois jours de prison, sauf appel, dans tous les cas, devant le tribunal correctionnel.

ART. 25. — Il est attaché à chaque Conseil et à chaque section, quand il en existe plusieurs, un secrétaire nommé par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, sur une liste de trois noms présentée par l'assemblée générale du Conseil réunie à cet effet.

Le secrétaire peut avoir sous ses ordres des commis nommés par le Conseil, sur la présentation du secrétaire. Les commis sont à la charge de ce dernier.

Le secrétaire peut être révoqué par le Ministre du Commerce sur la plainte du président du Conseil ou du président de section adressée au procureur de la République.

TITRE II.

DU CONSEIL SUPÉRIEUR OU TRIBUNAL D'APPEL DES PRUD'HOMMES.

ART. 26. — Il est formé dans chaque département au moins un Conseil supérieur ou d'appel des Conseils de prud'hommes, dont un règlement d'administration publique fixera l'étendue et le chef-lieu du ressort. Ce tribunal d'appel sera chargé de statuer sur les jugements rendus en premier ressort par les Conseils de prud'hommes de sa circonscription.

ART. 27. — Les juges du tribunal d'appel de prud'hommes sont élus au second degré par les Conseils de prud'hommes du ressort en fonctions au moment de la création ou du renouvellement du mandat. Ils sont élus pour huit années et rééligibles.

ART. 28. — A cet effet, les membres des Conseils de prud'hommes du ressort sont réunis à la même heure, par les soins du préfet, en deux assem-

blées générales distinctes, l'une composée des juges ouvriers et l'autre des juges patrons. Les juges ouvriers élisent les membres patrons du Conseil d'appel, et les juges patrons les membres ouvriers. Les élus, en nombre égal de chaque côté, doivent être choisis parmi les anciens conseillers prud'hommes, les anciens juges de paix, les juges au tribunal de commerce, ou parmi les ouvriers et patrons ayant appartenu ou appartenant encore à l'une des catégories de métiers justiciables des Conseils de prud'hommes. Ils ne peuvent être choisis parmi les conseillers prud'hommes du premier degré en fonctions.

ART. 29. — Le président du tribunal civil, ou l'un des juges de ce tribunal désigné par lui, préside les assemblées constitutives d'un tribunal d'appel des prud'hommes. Il désigne ensuite chaque année, ou à la suite de chaque vacance, un juge du tribunal civil comme président de ce Conseil d'appel des prud'hommes ainsi formé.

ART. 30. — Les membres du tribunal d'appel sont soumis aux mêmes règles que les conseillers prud'hommes du premier ressort.

ART. 31. — Il est attaché à chaque tribunal d'appel des prud'hommes un secrétaire nommé par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, sur une liste de trois noms présentée par l'assemblée générale des juges de ce tribunal d'appel réunie à cet effet. Néanmoins, cette assemblée générale, sur l'avis favorable du Ministre, peut désigner comme son secrétaire le secrétaire attaché à l'un des Conseils de prud'hommes siégeant dans la même localité.

Les secrétaires des tribunaux d'appel de prud'hommes sont assimilés aux secrétaires des Conseils de prud'hommes et astreints aux mêmes règles et à la même discipline.

ART. 32. — Le tribunal d'appel se réunit au moins une fois par mois sous la présidence du juge au tribunal civil désigné par le président de ce tribunal. Il se compose au moins de trois membres, y compris le président, et en nombre égal, suivant un roulement qui est établi entre eux, de délégués ouvriers et de délégués patrons.

ART. 33. — Exceptionnellement, et pour cause de force majeure, le président du tribunal d'appel pourra compléter le nombre exigé des juges d'appel en désignant chaque fois, et à tour de rôle (parmi les juges prud'hommes ouvriers ou parmi les juges prud'hommes patrons du premier degré, suivant le cas), ceux qui devront remplacer les juges du tribunal d'appel absents, empêchés ou récusés, si toutefois ce remplacement est jugé par lui nécessaire pour assurer le service, conformément à l'article précédent.

ART. 34. — En dehors des fonctions ci-dessus, les membres du tribunal d'appel des prud'hommes, sur convocation du préfet du département et par délégation spéciale, peuvent être appelés à assister le juge de paix, saisi en vertu de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage. C'est après avoir pris leur avis motivé, qui sera joint au procès-verbal de la séance de conciliation, que le juge de paix rendra son arrêt.

ART. 35. — Le tribunal d'appel des prud'hommes ne peut être saisi des jugements des Conseils de prud'hommes relatifs aux procès-verbaux et

contraventions relevés par l'Inspection du travail. Il est fait appel, s'il y a lieu, de ces jugements devant le tribunal correctionnel du ressort.

ART. 36. — Les séances de la Chambre des appels sont publiques et les articles 24 et 25 ci-dessus leur sont applicables. Chaque affaire est rapportée par l'un des juges siégeant désigné à l'avance par le président du tribunal d'appel; les parties sont ensuite entendues contradictoirement, s'il y a lieu, et le tribunal d'appel statue définitivement et en dernier ressort sur pièces.

ART. 37. — Les fonctions de juges au tribunal d'appel des prud'hommes sont rétribuées soit par traitements mensuels, soit comme vacations.

ART. 38. — Le local nécessaire aux tribunaux d'appel est fourni par le département, qui solde également toutes les dépenses obligatoires de ces tribunaux sur le budget départemental. Les dépenses obligatoires des tribunaux des appels des prud'hommes sont :

- 1° Frais de premier établissement;
- 2° Traitements ou vacations des juges du tribunal d'appel;
- 3° Chauffage, éclairage et menus frais;
- 4° Frais d'élections.

ART. 39. — Le président de chaque tribunal d'appel adresse chaque année au préfet l'état des dépenses désignées ci-dessus et rend compte de leur emploi.

TITRE III.

DE LA PROCÉDURE.

ART. 40. — Tout justiciable appelé en conciliation devant le Conseil des prud'hommes est tenu, sur une simple lettre du secrétaire, de se rendre au jour et à l'heure fixés devant la Chambre de conciliation.

Aucune excuse ne sera admise si la lettre a effectivement touché le justiciable vingt-quatre heures avant l'ouverture de l'audience à laquelle il est convoqué.

Tout justiciable peut se faire représenter par un tiers porteur d'un pouvoir sur papier timbré, les signatures étant légalisées, à la condition que ce tiers soit parent, allié ou employé principal du justiciable, ou justiciable lui-même, ou simplement inscrit sur les listes électorales du Conseil.

Les parties ne peuvent se faire signifier aucune défense.

ART. 41. — La lettre de convocation envoyée sous pli cacheté par le secrétaire doit contenir les jour, mois et an; les noms, profession et domicile du demandeur et du défendeur; l'indication de l'objet de la demande; le jour et l'heure de la comparution.

ART. 42. — Les parties peuvent toujours se présenter volontairement devant la Chambre de conciliation, et, dans ce cas, il est procédé à leur égard comme si l'affaire avait été introduite par une demande directe.

ART. 43. — Si, au jour fixé par la lettre du secrétaire, le demandeur ne comparait pas, la cause est rayée du rôle et le demandeur peut être condamné à trois francs de dommages-intérêts envers le défendeur présent ou représenté.

La cause peut être reprise dans le délai de huit jours; ce délai écoulé, le demandeur est considéré comme ayant renoncé à sa prétention.

Si le défendeur ne comparait pas, ni personne ayant qualité pour lui, ou si la conciliation n'a pu avoir lieu, l'affaire est renvoyée à la prochaine audience de la Chambre de jugement.

Le secrétaire convoque alors les parties par lettres recommandées, avec avis de réception. Il en est de même pour les témoins qui seront cités de cette manière à la demande des parties.

ART. 44. — Au jour fixé, les parties doivent comparaître devant la Chambre de jugement dans les conditions indiquées aux articles 41 et 42.

Si l'une des parties ne comparait pas, la cause est jugée par défaut; le défaut, tant du demandeur que du défendeur, pourra donner lieu à une indemnité au profit du comparant.

Le défaut du demandeur autorise le défendeur à se faire adjuger telle indemnité qu'il appartiendra au Conseil de fixer.

ART. 45. — Les jugements sont signifiés par lettre recommandée par le secrétaire, qui exigera chaque fois de l'Administration des postes un avis de réception.

ART. 46. — Les jugements contradictoirement rendus sont définitifs et sans appel, lorsque le chiffre de la demande n'excède pas 300 francs en capital.

ART. 47. — Si la demande est supérieure à 300 francs ou si, quel que soit le montant de la demande, on y a joint au début de l'instance un déclinaoire d'incompétence, il peut être fait appel du jugement ainsi rendu devant la Chambre des appels du Conseil des prud'hommes, comme il est dit aux articles 27 et 37 et suivants du titre II. Toute demande reconventionnelle n'a pas nécessairement pour objet d'élever le montant de la demande principale, elle ne rend pas susceptible d'appel le jugement statuant sur la demande principale qui pourra en être disjointe. L'appel doit être porté dans les quatre jours qui suivent la signification du premier jugement, sous peine de nullité.

L'avis de réception fourni par l'Administration des postes fera foi dans tous les cas.

L'affaire dont il est fait appel est inscrite au rôle des audiences de la Chambre des appels, et les parties en sont avisées par lettres recommandées quarante-huit heures au moins avant l'ouverture de l'audience.

Pour chaque affaire, le président du tribunal d'appel désigne un conseiller de la Chambre des appels comme rapporteur. La Chambre statue ensuite sur le rapport après audition des parties, si elle le juge nécessaire.

Tous les actes de procédure sont rédigés sur un papier visé pour timbre et enregistré en débet.

ART. 48. — Les jugements rendus pourront être attaqués par la voie du recours en cassation pour excès de pouvoir ou pour violation de la loi.

Les pouvoirs sont formés au plus tard dans les trois jours à dater de la signification du jugement attaqué, par déclaration conforme faite au secrétaire du Conseil, qui délivre un récépissé à cet effet. Ils devront être notifiés dans la huitaine, sous peine de déchéance.

ART. 49. — Les jugements susceptibles d'appel ne peuvent être déclarés exécutoires par provision, avec dispense de caution, que jusqu'à concurrence de 100 francs.

ART. 50. — Tous les procès-verbaux faits par le service de l'inspection du travail sont portés immédiatement devant la Chambre de jugement des Conseils de prud'hommes, sans avoir à passer par les préliminaires de la conciliation. Les jugements rendus sur cette espèce sont toujours susceptibles d'appel devant le tribunal correctionnel de l'arrondissement, tant de la part des délinquants ou prévenus que de la part du ministère public, représenté devant le Conseil de prud'hommes par l'inspecteur divisionnaire, ou l'un de ses adjoints, faisant fonction de commissaire du Gouvernement.

ART. 51. — L'inspecteur divisionnaire, ou son adjoint, commissaire du Gouvernement, requiert contre les délinquants appelés à se défendre conformément au dernier paragraphe de l'article 44.

ART. 52. — Les Conseils de prud'hommes, en cas d'absence, d'empêchement ou de refus d'autorisation du mari, peuvent autoriser la femme mariée à concilier, demander ou défendre devant eux.

ART. 53. — Quant aux mineurs qui ne pourront être assistés de leur père, mère ou tuteur, la Chambre de conciliation désignera chaque fois une personne majeure chargée de les assister, afin que ces mineurs puissent concilier, demander et défendre valablement devant la Chambre de jugement et devant la Chambre des appels.

ART. 54. — Les membres des différentes Chambres de prud'hommes peuvent être récusés :

- 1° Quand ils ont intérêt personnel à la contestation;
- 2° Quand ils sont parents ou alliés d'une des parties en cause, jusqu'au degré de cousin germain exclusivement;
- 3° Quand, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu action judiciaire criminelle ou civile entre eux et l'une des parties ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe;
- 4° S'ils sont patrons ou ouvriers de l'une des parties en cause.

La partie qui veut récuser un juge est tenue de former la récusation avant tout débat contradictoire.

Elle expose les motifs de cette accusation dans une déclaration écrite, revêtue de sa signature, qu'elle remet au secrétariat du Conseil dont il lui est délivré récépissé.

ART. 55. — Les fonctions de juges prud'hommes sont entièrement gratuites vis-à-vis des parties; ils ne peuvent réclamer aucuns frais pour les formalités remplies par eux.

ART. 56. — La compétence des Conseils de prud'hommes est fixée, pour le travail en fabrique ou en magasin, par la situation de la fabrique ou du magasin, et, pour le travail en dehors, par le lieu où l'engagement a été contracté.

ART. 57. — Dans les cas urgents, les Conseils de prud'hommes peuvent ordonner telles mesures qui seront jugées nécessaires pour que les objets qui donnent lieu à une réclamation ne soient enlevés, déplacés ou détériorés.

TITRE IV.

DE LA DISCIPLINE DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 58. — Sur convocation spéciale du préfet du département, tout ou partie des membres d'un Conseil de prud'hommes peuvent être appelés soit à assister le juge de paix saisi en vertu de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage, soit à former telle ou telle commission consultative chargée de donner son avis sur les différends collectifs nés à l'occasion du travail. Tout membre du Conseil des prud'hommes du premier et du deuxième degré ainsi appelé est tenu de répondre à la convocation, comme s'il s'agissait de l'exercice de ses fonctions judiciaires et sous peine d'être déclaré démissionnaire s'il n'a pas d'excuse valable à présenter.

ART. 59. — Sur la désignation du préfet, les membres du Conseil des prud'hommes peuvent être, à tour de rôle, désignés comme conservateurs des marques de fabrique déposées à leur conseil, ou comme suppléants aux inspecteurs du travail dans les ateliers, manufactures, magasins et dépôts situés dans le ressort du conseil. Ils devront faire les rapports qui leur seront demandés par l'autorité préfectorale sur les différentes missions qui leur sont confiées.

ART. 60. — Tout membre d'un Conseil de prud'hommes qui, sans excuse légitime, aura manqué trois fois de suite à remplir le service auquel il a été appelé, peut être déclaré démissionnaire.

ART. 61. — Sur le vu du procès-verbal dressé par le secrétaire, certifié par le président, la démission est déclarée par le préfet. En cas de réclamation, il est statué définitivement par le Ministre de l'Industrie et du Commerce, sauf recours au Conseil d'Etat, pour cause d'excès de pouvoir.

ART. 62. — Tout membre d'un Conseil de prud'hommes qui aura gravement manqué à ses devoirs dans l'exercice de ses fonctions sera appelé, sur une plainte du président du Conseil, devant le procureur de la République, pour s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés. Procès-verbal des faits et des explications données est adressé par le procureur de la République au préfet.

Ce procès-verbal est transmis par le préfet, avec son avis, au Ministre de l'Industrie et du Commerce, qui statue définitivement.

Les peines suivantes peuvent être prononcées :

Le rappel à l'ordre ;

La censure ;

La suspension pour un temps qui ne peut excéder six mois, mais qui entraîne toujours, pour le même temps, la suppression de tous traitements, allocations ou indemnités ;

La déchéance, qui doit toujours faire l'objet d'un décret.

ART. 63. — Le juge incriminé ne doit pas siéger à partir du moment où la plainte a été admise en la forme par le procureur de la République ou par le préfet, lequel en donne avis au président du Conseil des prud'hommes dont ce juge fait partie — jusqu'au moment où l'affaire a reçu sa solution.

ART. 64. — Tout juge élu qui refuse de se faire installer ou de prêter

serment, ou qui a été déclaré démissionnaire, ne peut être réélu avant le délai d'un an, à dater du jour de la démission ou du retrait de mandat.

ART. 65. — Les Conseils de prud'hommes et leurs tribunaux d'appel peuvent être dissous par décret rendu sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Dans ce cas, des élections générales devront avoir lieu dans un délai de deux mois à partir de la date du décret de dissolution, à moins que ce décret ne comporte en outre la suppression pure et simple du conseil ou du tribunal d'appel dissous.

Jusqu'à l'installation d'un nouveau Conseil de prud'hommes (et là où il n'en existe pas) les litiges sont portés devant le juge de paix du domicile du défendeur.

ART. 66. — Chaque Conseil de prud'hommes prépare en assemblée générale un règlement pour son service intérieur. Ce règlement n'est exécutoire qu'après l'approbation du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

ART. 67. — Les Conseils de prud'hommes se réunissent en assemblée générale au moins une fois par an et toutes les fois que la demande en est faite par l'autorité supérieure ou par la moitié, plus un, des membres en exercice, ou lorsque le président le juge utile. Le procès-verbal de chaque assemblée est transmis dans la quinzaine, par le président, au Ministre du Commerce et de l'Industrie.

ART. 68. — Les membres des Conseils de prud'hommes portent dans l'exercice de leurs fonctions et dans les cérémonies officielles l'insigne distinctif déterminé par l'ordonnance du 12 novembre 1828. Les juges du premier ressort ont le ruban noir de cet insigne avec la médaille d'argent. Les juges d'appel, le ruban violet avec la médaille en vermeil.

ART. 69. — Les fonctions de juges prud'hommes sont rétribuées soit par traitements mensuels fixes, soit comme vacations.

ART. 70. — Les secrétaires reçoivent des traitements fixes divisés en cinq classes allant de 1,000 à 3,000 francs et ils reçoivent en outre les sommes suivantes en sus de leurs déboursés :

Pour la lettre d'invitation à se rendre devant le conseil, frais de poste.....	0 ^f 25
Pour la convocation par lettre recommandée.....	0 35
Pour la rédaction des qualités d'un jugement par défaut...	0 50
Pour la rédaction des qualités d'un jugement contradictoire.....	1 00
Pour chaque extrait de jugement délivré au Trésor.....	0 25
Pour chaque rôle d'expédition qu'ils délivreront et qui contiendra vingt lignes à la page et douze syllabes à la ligne, frais de port en plus.....	0 40
Pour l'expédition, si elle est requise, du procès-verbal de non-conciliation et qui ne contiendra que la mention sommaire que les parties n'ont pu s'accorder.....	0 60
Pour communication verbale aux parties des rapports d'expertise.....	0 10

Les frais de papier, de registres et d'expéditions seront à la charge du

secrétaire. Celui-ci touche directement des parties les droits qui lui sont alloués, même ceux provenant des expéditions qu'il délivre.

Les secrétaires des Conseils de prud'hommes sont admis à la retraite et assimilés aux employés de préfectures dont ils dépendent et sous la surveillance et le contrôle desquelles ils sont placés.

ART. 71. — L'huissier audiencier attaché à un Conseil de prud'hommes recevra une rémunération de 5 francs par vacation. Il en est de même pour l'huissier attaché à un tribunal d'appel des prud'hommes.

ART. 72. — Les témoins entendus par les Conseils de prud'hommes recevront, quand ils en feront la demande, une indemnité de 2 francs pour perte de temps. Les témoins domiciliés à plus de 3 myriamètres du siège reçoivent, en plus, 1 franc pour 5 myriamètres au-dessus ou fraction de 5 myriamètres. Ces frais seront supportés par les parties et ajoutés à ceux liquidés et taxés.

ART. 73. — Tout secrétaire d'un Conseil de prud'hommes convaincu d'avoir exigé une taxe plus forte que celle qui lui est allouée est puni comme concussionnaire.

TITRE V.

DES DÉPENSES DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

ART. 74. — Le local nécessaire aux Conseils de prud'hommes est fourni par les villes où ils sont établis.

ART. 75. — Les dépenses obligatoires pour les dépenses comprises dans la circonscription judiciaire d'un Conseil de prud'hommes sont les suivantes :

- 1° Frais de premier établissement ;
- 2° Traitement ou vacation des juges prud'hommes ;
- 3° Achat des insignes ;
- 4° Chauffage, éclairage et menus frais ;
- 5° Frais d'élection.

Ces dépenses sont réparties chaque mois entre les communes intéressées par le conseil général.

ART. 76. — Le président de chaque Conseil de prud'hommes adresse au préfet du département, dans le courant du mois de décembre de chaque année, l'état des dépenses désignées dans l'article ci-dessus.

ART. 77. — Les dépenses relatives aux tribunaux d'appel des Conseils de prud'hommes sont inscrites au budget départemental, conformément à l'article 39.

ART. 78. — Sont et demeurent abrogées les dispositions contenues dans les lois, décrets et règlements intérieurs, et qui sont contraires à la présente loi.

ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE

CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

INSTRUCTIONS

concernant les cardes à coton.

ART. 1^{er}. — Il est formellement interdit à tout ouvrier ou ouvrière qui n'est pas employé au service des cardes de toucher à ces machines sous quelque prétexte que ce soit.

ART. 2. — Pendant que les cardes sont en marche, il est expressément défendu à tout ouvrier et ouvrière :

- 1° De retirer ou de déranger les couvre-engrenages;
- 2° De nettoyer aucune partie d'une cardes ou de ses organes de transmission au moyen de déchets ou de chiffons tenus à la main;
- 3° De soulever le couvercle du briseur, que, seuls, l'aiguiser et son aide sont autorisés à retirer; de toucher aux garnitures sous quelque prétexte que ce soit;

4° De retirer du duvet de l'intérieur de la cardes ou d'enlever celui qui se trouve au dehors près des engrenages ou près des poulies motrices.

ART. 3. — La mise en marche, l'arrêt des cardes, le graissage de ces machines et de leurs accessoires devront être faits par l'aiguiser, par son aide ou par des ouvriers spécialement désignés. Il est absolument interdit à tout autre ouvrier de toucher aux courroies ou de graisser les cardes.

ART. 4. — Pour effectuer le nettoyage complet d'une cardes, si la transmission marche, il faut au préalable enlever la courroie de commande. L'enlèvement et le remontage seront faits par des ouvriers spéciaux.

ART. 5. — Lorsqu'on soumet une cardes à l'aiguillage, l'aiguiser devra replacer les couvre-engrenages avant la mise en marche pour l'aiguillage et, s'il y avait un empêchement quelconque à le faire, il devra retirer le pignon du grand tambour ou les roues qui y engrenent. L'aiguiser devra également, dans le but d'empêcher l'accès aux tambours, remettre tous les couvercles qu'il pourra placer et notamment celui ou ceux recouvrant le contact du grand tambour et du briseur.

ART. 6. — Il est formellement interdit de nettoyer les pièces non démontées d'une cardes pendant l'aiguillage, ou durant le réglage, lorsque celui-ci s'exécute en faisant tourner les tambours.

INSTRUCTIONS

concernant les transmissions.

ART. 1^{er}. — Aussitôt que le signal de mise en marche du moteur est donné, les ouvriers occupés à nettoyer ou à réparer les transmissions ou machines doivent se retirer immédiatement.

Quand on arrête le moteur, les ouvriers ne doivent se mettre en contact avec les transmissions qu'après que le dernier signal est donné.

ART. 2. — Il est expressément interdit, pendant que la transmission est en marche, de se mettre en contact direct avec elle et avec les machines qu'elle commande, pour en nettoyer les organes en tenant à la main du déchet ou des chiffons.

ART. 3. — Pour nettoyer ou épousseter les arbres et les organes de transmission pendant la marche, on doit le faire sans quitter le sol et se servir d'une perche, soit à brosse, soit à crochet garni de vieilles cordes.

Si, pendant la marche, il est absolument nécessaire d'atteindre la transmission, on devra se servir d'une échelle munie de crochets ou de pointes.

ART. 4. — Les roues, les poulies folles, les supports et les coussinets ne doivent être graissés que lorsque la transmission est au repos, et seulement pendant les arrêts réglementaires réguliers.

Autant que possible, un homme sera désigné spécialement pour ce travail.

Si un palier vient à chauffer pendant la marche, on arrêtera la transmission pour le graisser; l'ouvrier spécial sera seul chargé de ce travail en prenant toutes les précautions indiquées.

ART. 5. — Pendant que la transmission est en marche à sa vitesse ordinaire, *il est expressément défendu de monter à LA MAIN* les courroies sur leurs poulies.

Ce montage ne doit se faire en marche qu'à l'aide du monte-courroie ou de la perche à crochet, d'une longueur suffisante. A leur défaut, on doit arrêter la transmission ou tout au moins ralentir considérablement sa vitesse.

ART. 6. — Lorsqu'un ouvrier est occupé à la transmission durant les heures de repos ou le matin avant la mise en marche, le contremaître et le mécanicien doivent être prévenus.

Le mécanicien ne devra mettre en marche que sur ordre exprès du contremaître.

INSTRUCTIONS

concernant les batteurs.

ART. 1^{er}. — Il est formellement interdit à tout ouvrier qui n'est pas employé dans la salle des batteurs d'entrer dans cette salle.

Il est formellement interdit à tout ouvrier qui n'est pas spécialement affecté aux batteurs d'y entreprendre aucun travail.

ART. 2. — Avant d'embrayer un batteur ou une ouvreuse, les soigneurs doivent s'assurer :

1° Que les couvre-engrenages et autres organes de protection sont bien à leur place;

2° Qu'il n'y a aucune personne exposée.

Ils donnent ensuite à haute voix, après un instant d'attente, un signal d'avertissement.

ART. 3. — Pendant que les machines sont en marche, ou bien quand elles sont débrayées mais que les volants tournent encore, il est formellement interdit :

1° D'appuyer avec les mains sur une poulie pour amener un arrêt plus rapide du volant;

2° De nettoyer aucun organe de la machine;

3° D'enlever les couvre-engrenages ou autres dispositions protectrices;

4° De soulever sous aucun prétexte les couvercles des volants, briseurs, etc., les couvercles se trouvant entre les volants, briseurs, etc., et les tambours aspirateurs, les couvercles pouvant se trouver au-dessus des cylindres alimentaires et d'ouvrir les portières des ouvertures donnant accès à l'intérieur des tambours aspirateurs;

5° De vider les cages à déchets sous les volants.

ART. 4. — Le graissage des ouvreuses, botteurs, etc., doit toujours se faire avant la mise en train.

Si un organe vient à chauffer, l'ouvrier doit débrayer de suite et prévenir le contremaître ou l'ouvrier spécial chargé de la surveillance des batteurs.

ART. 5. — Le maniement des courroies, en dehors de l'embrayage et du débrayage, est formellement interdit aux soigneurs des batteurs.

Il ne peut être fait que par l'ouvrier principal des batteurs ou par le soigneur des transmissions.

ART. 6. — Pour engager la nappe autour du rouleau vide, on enlève d'abord le rouleau plein que l'on remplace par un rouleau vide, et on embraye l'alimentation de la machine.

On enroule la nappe autour du rouleau vide, avec le plat des mains, les doigts relevés, et ce n'est qu'ensuite que l'on redescend les crochets de pression.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DE L'INDUSTRIE. — BUREAU DE L'INDUSTRIE.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

SEPTIÈME ANNÉE (1899). — NUMÉRO 5.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 18 SEPTEMBRE 1899

*portant addition à la nomenclature des établissements dangereux,
insalubres ou incommodes.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu le décret du 15 octobre 1810, l'ordonnance du 14 janvier 1815 et le décret du 15 mars 1852 sur la décentralisation administrative;

Vu le décret du 3 mai 1886 déterminant la nomenclature et la division en trois classes des établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu les décrets des 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898 et 19 juillet 1899 qui ont modifié cette nomenclature.

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898 et 19 juillet 1899 est modifiée conformément au tableau annexé au présent décret.

ART. 2. — Le Ministre du commerce de l'industrie, des postes et des

télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 septembre 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République française :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

Addition aux nomenclatures annexées aux décrets du 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897, 17 août 1897, 29 juillet 1898 et 15 juillet 1899.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES.
Éther (Distillation de l')	Si la quantité de liquide éthéré distillée à la fois est comprise entre 10 et 30 litres.....	Danger d'explosion et d'incendie. 2 ^e .
	Si la quantité de liquide éthéré distillée à la fois dépasse 30 litres.....	Danger d'explosion et d'incendie. 1 ^{re} .
Anhydride sulfurique (Fabrication de l')	Par la combinaison de l'acide sulfureux et de l'oxygène, au moyen des substances dites de contact.....	Fumées, émanations dangereuses. 1 ^{re} .

Vu pour être annexé au décret en date du 18 septembre 1899.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

D ÉCRET DU 14 NOVEMBRE 1899

relatif à la composition de la commission de classement.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 2 novembre 1892 et le décret du 13 décembre de la même année concernant l'organisation de l'inspection du travail dans l'industrie;

Vu le décret du 13 juin 1895 concernant les promotions de grade ou de classe dans le personnel de l'inspection du travail;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1899, portant réorganisation du conseil supérieur du travail,

DÉCRÈTE :

ART. 1. — Est modifié ainsi qu'il suit l'article 3 du décret du 13 juin 1895:

« La commission de classement est présidée par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ou, à son défaut, par le conseiller d'Etat, directeur de l'industrie.

« Elle comprendra en outre :

« Le représentant du service des mines à la commission supérieure du travail dans l'industrie;

« Le sous-directeur de l'industrie;

« Deux inspecteurs divisionnaires du travail nommés pour un an par arrêté ministériel et remplacés chaque année;

« Trois membres ouvriers élus du conseil supérieur du travail, nommés pour un an, au mois de janvier, par arrêté ministériel et remplacés chaque année;

« Et, pour cette année, trois membres de syndicats professionnels ouvriers nommés par le ministre.

« En cas de partage des voix, celle du président sera prépondérante. »

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 novembre 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République:

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 22 NOVEMBRE 1899

*désignant 3 membres de syndicats professionnels ouvriers
pour faire partie de la commission de classement.*

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,

Vu la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels;

Vu le décret du 13 juin 1895 réglant les conditions d'avancement dans le corps de l'inspection du travail et instituant une commission de classement :

Vu le décret du 14 novembre 1899 modifiant l'article 3 du décret précité, qui avait fixé la composition de cette commission de classement, et notamment les dispositions suivantes :

« Elle (la Commission) comprendra en outre :

.....
« Trois membres ouvriers élus du Conseil supérieur du travail, nommés pour un an, au mois de janvier, par arrêté ministériel et remplacés chaque année.

« Et pour cette année, trois membres de syndicats professionnels ouvriers nommés par le Ministre » ;

Sur la proposition du Conseiller d'État, directeur de l'Industrie,

ARRÊTE :

ART. 1. — Sont nommés membres de la Commission de classement du personnel de l'Inspection du travail :

M. Coupat, secrétaire de la Fédération des ouvriers mécaniciens et similaires de France.

M. Heppenheimer, membre de la chambre syndicale des ouvriers facteurs de pianos et orgues et parties similaires de Paris, vice-président du Conseil de prud'hommes de Paris. (Métaux et industries diverses.)

M. Keüfer, délégué permanent de la fédération des travailleurs du livre.

ART. 2. — La Commission se réunira le samedi 16 décembre 1899, à 2 heures.

Paris, le 22 novembre 1899.

A. MILLERAND.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 1^{ER} SEPTEMBRE 1899

au sujet de la délivrance des livrets aux jeunes ouvriers étrangers.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, il est arrivé que de jeunes ouvriers étrangers, âgés souvent de 8, 9 et 10 ans, se sont fait délivrer des livrets sur la production d'actes de naissance falsifiés ou ne s'appliquant pas aux intéressés et que, munis de cette pièce, ils ont pu se faire embaucher dans des établissements industriels, et notamment dans des verreries.

Pour déjouer cette fraude, qu'il est presque impossible de découvrir alors que l'enfant est muni du livret, qui lui constitue pour ainsi dire un nouvel état civil, mon prédécesseur, par une circulaire du 20 avril 1899, insérée au *Bulletin de l'Inspection du travail* (1899, n° 2), a prescrit que les maires ne pourraient, à l'avenir, remettre un livret aux étrangers que lorsqu'ils éta-

bliront, d'une manière certaine, leur âge et leur identité par des pièces délivrées par le Consulat de leur nation, dans la circonscription duquel ils sont domiciliés.

Je suis informé par M. le Ministre des affaires étrangères que, malgré ces instructions formelles, la chancellerie de l'ambassade d'X... à Paris, n'a été requise de viser ou de délivrer aucune pièce destinée à établir l'âge et l'identité des enfants que les embaucheurs n'ont cessé de fournir à certaines usines des départements de sa juridiction.

Je vous prie, en conséquence, de faire visiter sans délai toutes les verreries qui pourraient exister dans votre circonscription ainsi que les autres usines qui, à votre connaissance emploieraient des enfants étrangers, d'y faire relever tous les livrets délivrés, depuis le 20 avril, à des enfants étrangers, dans des conditions irrégulières et de me signaler, en même temps que le nom de ceux-ci, les mairies qui ont opéré la délivrance du livret et la date à laquelle celle-ci a eu lieu.

Vous devrez, d'ailleurs, tenir la main à ce que ces instructions, qui ont un caractère général, soient exactement suivies dans l'avenir. Je n'ai pas besoin d'ajouter que les inspecteurs placés sous vos ordres auront le devoir de s'assurer, au cours des visites qui vont avoir lieu, que les lois sur le travail sont généralement observées et, dans la négative, de dresser contravention.

Des chefs d'industrie qui se montreraient aujourd'hui réfractaires à l'application de prescriptions législatives qui ont plus de six ans d'existence seraient sans excuse.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 21 OCTOBRE 1899

au sujet de l'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892.

MONSIEUR LE PRÉFET, l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels dispose que « les enfants de l'un et de l'autre sexe, âgés de moins de seize ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour » et que « les jeunes ouvriers ou ouvrières de seize à dix-huit ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures ».

Le Ministre du commerce et de l'industrie a le devoir strict de tenir la main à ce que cette prescription impérative reçoive son exécution.

Des instructions en ce sens ont été données au service de l'inspection du travail.

Des groupements industriels ayant exposé verbalement au Ministre l'impossibilité où ils se trouvent de modifier du jour au lendemain, dans leurs ateliers, les conditions du travail qui avaient été tolérées jusqu'ici, ils ont

été invités à faire connaître, dans les quinze jours, le sursis qui leur serait nécessaire pour que l'article 3 précité fût appliqué.

Le Ministre a jugé équitable d'accorder le même laps de quinze jours, à dater du 22 octobre 1899, aux industriels que touche l'application de l'article 3 pour lui présenter leurs observations.

Un délai leur sera fixé pour se mettre en règle avec la loi.

Une fois écoulé ce délai qui sera réduit au strict minimum, les dispositions relatives au travail des enfants et des adolescents devront être exécutées.

Vous voudrez bien vous inspirer de ces instructions pour faire comprendre à tous les intéressés, patrons et ouvriers, que le Gouvernement est résolu à arriver le plus rapidement possible à l'application loyale et complète de la loi.

Veuillez, en outre, donner à cette dépêche toute la publicité utile, et notamment la faire insérer dans tous les journaux de votre département

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 5 NOVEMBRE 1899

au sujet de l'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892.

MONSIEUR LE PRÉFET, par dépêche publiée au *Journal officiel* du 22 octobre dernier, j'avais imparti un délai de quinze jours aux industriels pour leur permettre de faire connaître le sursis qui serait nécessaire pour appliquer l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 fixant, selon le cas, à dix heures par jour ou à 60 heures par semaine la durée du travail des jeunes ouvriers de moins de dix-huit ans.

Ce délai est expiré.

Après avoir fait un examen approfondi des observations qui m'ont été soumises ainsi que des rapports des inspecteurs du travail, j'ai décidé que les chefs d'industrie auraient jusqu'au 1^{er} janvier 1900 pour se mettre en règle avec la loi. Passé cette date, les fonctionnaires de l'inspection auront l'ordre de dresser procès-verbal, s'il y a lieu, et d'exercer des poursuites contre les contrevenants.

Je compte sur votre intervention pour faire comprendre aux intéressés que leur devoir est de se conformer aux prescriptions impératives d'une loi dont le Gouvernement ne se reconnaît pas le droit de suspendre l'effet.

Je vous invite à prêter aux inspecteurs tout l'appui de votre autorité.

L'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, qui devra être appliqué sans nouvel avis à partir de la date susindiquée, est ainsi conçu :

« Les enfants de l'un et l'autre sexe, âgés de moins de seize ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

« Les jeunes ouvriers ou ouvrières de seize à dix-huit ans ne peuvent être

employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures. »

Je vous prie de donner à la présente dépêche toute la publicité utile.

Après l'avoir fait insérer dans le Recueil des actes administratifs et dans tous les journaux de votre département, vous devrez la faire imprimer et l'adresser d'urgence aux maires, avec ordre de l'afficher et de la publier suivant le mode usité dans chaque localité.

Vous aurez à me rendre compte sans retard de la suite qui aura été donnée aux présentes instructions.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 14 OCTOBRE 1899

au sujet des orphelinats et établissements de bienfaisance.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, mon attention a été appelée sur les abus qui se commettraient dans certains ouvroirs, orphelinats et autres établissements de bienfaisance, où, sous le couvert de charité, on se livrerait à l'exploitation de l'enfance.

Je sais que le contrôle se trouve trop souvent entravé, dans les maisons de ce genre, par les lenteurs apportées à l'ouverture des portes et à l'introduction de l'inspecteur dans les salles de travail. Mais comme la loi doit être appliquée dans ces ateliers comme dans ceux qui dépendent de l'industrie privée, je vous invite et vous prie d'inviter les inspecteurs départementaux placés sous vos ordres à y effectuer une visite d'urgence, afin de permettre de se rendre compte si les prescriptions légales et réglementaires y sont strictement observées. Je dis *inspecteurs*, afin de vous laisser le soin d'apprécier si ces derniers ne procéderaient pas à l'enquête dont il s'agit avec plus d'autorité que ne le pourraient faire des inspectrices.

Si ces fonctionnaires relevaient des contraventions au point de vue de l'âge d'admission des enfants, de la durée du travail, de l'observation des repos et de l'affichage du tableau du personnel, ils ne devraient pas hésiter à dresser procès-verbal et à exercer des poursuites. Ils ne devront pas perdre de vue qu'ils ont à assurer l'exécution de la loi non seulement dans les ateliers des maisons dont il s'agit, mais encore dans leurs dépendances; ils auront donc à veiller à ce que les conditions d'hygiène et de salubrité ne laissent rien à désirer, notamment dans les dortoirs, qui doivent être exactement clos et couverts.

Enfin, dans les orphelinats où l'instruction primaire est donnée, le service devra s'assurer par tous les moyens d'investigation dont il dispose, que l'enseignement manuel ou professionnel ne dépasse pas trois heures par jour

pour les enfants de moins de 13 ans. Il est, d'ailleurs, bien entendu que cet enseignement qui doit avoir pour but unique de permettre à un enfant de se servir d'une aiguille ou d'un outil, ne saurait, dans aucun cas, se transformer en un véritable travail industriel, comme cela a été parfois constaté.

Je vous serai obligé de me rendre compte des résultats des visites qui vont être effectuées et, s'il y a lieu, des difficultés que le service aura rencontrées. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'en cas d'obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur, celui-ci devrait verbaliser en vertu de l'article 29 de la loi de 1892.

CIRCULAIRE DU 21 SEPTEMBRE 1899,

*de M. le Ministre des travaux publics,
au sujet de la déclaration des accidents provenant d'appareils à vapeur.*

MONSIEUR LE PRÉFET, aux termes des articles 11 à 13 de la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, tout accident ayant entraîné une incapacité de travail doit être déclaré par le chef d'entreprise au maire de la commune. Le maire en dresse procès-verbal et donne immédiatement avis de l'accident à l'Inspecteur du travail ou à l'Ingénieur des mines chargé de la surveillance de l'entreprise. Lorsque, d'après le certificat médical qui accompagne la déclaration, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité de travail permanente, absolue ou partielle, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et le certificat médical au juge de paix du canton où s'est produit l'accident. Le juge de paix procède alors à une enquête dont l'un des éléments est, pour les entreprises administrativement surveillées, le rapport que doivent dresser les fonctionnaires chargés de la surveillance de l'entreprise. Le juge doit clore son enquête, sauf le cas d'impossibilité matérielle, dans le délai de dix jours. Il importe donc que le rapport du service de surveillance lui parvienne le plus rapidement possible.

Au nombre des entreprises administrativement surveillées se trouvent celles où il est fait emploi des appareils à vapeur. La présente circulaire a pour objet d'indiquer, en ce qui concerne les appareils à vapeur autres que ceux qui fonctionnent dans l'enceinte des chemins de fer, les règles qu'auront à suivre les Ingénieurs des mines pour l'application des articles ci-dessus rappelés de la loi du 9 avril 1898.

Aucune difficulté ne se présenterait s'il n'y avait pas lieu de faire une distinction entre les appareils à vapeur. Seuls, les générateurs et les récipients de vapeur, tels qu'ils sont définis par le décret du 30 avril 1880, sont placés sous la surveillance des Ingénieurs des mines. Ces fonctionnaires n'ont

pas à s'occuper des autres appareils comme les machines, les conduites et les récipients autres que ceux que vise le décret de 1880. En cas d'accident arrivé dans l'emploi de ces derniers appareils, l'avis du maire devrait donc être transmis, non au service des mines, mais à l'Inspecteur du travail.

Il a paru que les distinctions à établir en pareil cas, assez délicates par elles-mêmes et qui demandent, pour être judicieusement appliquées, une connaissance particulière des dispositions du décret du 30 avril 1880, pourraient échapper à la compétence des maires. J'ai pensé, d'accord avec mon Collègue, M. le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, qu'il était préférable de prescrire l'envoi aux Ingénieurs des mines de toutes les déclarations d'accidents de cette nature, en confiant aux Ingénieurs le soin de retenir les déclarations relatives aux appareils dont ils ont la surveillance et de transmettre à l'Inspection du travail les déclarations concernant les appareils qui ne sont pas placés sous leur contrôle.

Des instructions conçues en ce sens ont été données par M. le Ministre du commerce et de l'industrie, des postes et des télégraphes, dans sa circulaire du 21 août dernier, où elles sont ainsi libellées :

« Doivent être seuls adressés aux Ingénieurs ordinaires des mines, préposés à la surveillance administrative des établissements où les accidents se sont produits :

.....
 « II.— Les avis d'accidents déclarés comme provenant d'appareils à vapeur, pourvu que ces appareils ne se trouvent point en service dans l'enceinte des chemins de fer. Les Ingénieurs des mines devront d'ailleurs immédiatement, d'après les instructions qu'ils vont recevoir de M. le Ministre des travaux publics, faire le départ, qu'on ne pouvait demander aux maires, entre ceux de ces avis afférents à des accidents dus aux « générateurs » et aux « récipients » placés sous leur surveillance par le décret du 30 avril 1880, et ceux qui concernent les accidents dus à tout autre appareil; ils garderont les premiers, en vue de la préparation des rapports dont l'article 13 leur impose la rédaction à bref délai; ils renverront les autres, sans retard, à l'Inspecteur départemental du travail. »

Ces instructions sont très précises et ne demandent pas de commentaire. Je dois toutefois rappeler que les déclarations à faire en conformité de la loi du 9 avril 1898 ne modifient rien aux déclarations que les industriels doivent faire *immédiatement* au service des mines et aux autorités locales en vertu du décret du 30 avril 1880.

Les Ingénieurs des mines, lorsqu'ils seront saisis d'un avis d'accident à instruire par leurs soins, ne devront d'ailleurs pas perdre de vue la nécessité de préparer dans le plus bref délai possible le rapport qu'ils ont à fournir au Parquet et dont ils auront désormais à transmettre une expédition au juge de paix, dans les cas prévus par la loi du 9 avril 1898 en vertu de dispositions nouvelles de cette loi.

Il pourra arriver que, dans certaines circonstances, ce rapport ne puisse parvenir au juge de paix en temps utile pour que ce magistrat termine son enquête dans le délai de dix jours imparti par la loi. Les Ingénieurs des mines doivent, en ce cas, avertir le juge de paix, dans ce délai, de l'impos-

sibilité où ils sont de lui faire parvenir leur rapport, en en donnant les motifs.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'envoie ampliation à MM. les Ingénieurs des mines.

PIERRE BAUDIN.

LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 16 AOÛT 1899

relative

à l'application de la loi du 12 juin 1893 dans les minoteries et moulins.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, un certain nombre de minotiers m'ont adressé une réclamation relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans leurs établissements.

Il résulte de l'enquête à laquelle j'ai fait procéder que le service de l'inspection du travail a toujours apporté beaucoup de circonspection et de prudence dans les mises en demeure qui ont dû être adressées aux minotiers afin d'assurer l'exécution des dispositions tutélaires prescrites par le législateur dans l'intérêt de la sécurité des ouvriers. Mais la tolérance des inspecteurs ne saurait aller jusqu'à permettre aux industriels, quels qu'ils soient, de s'affranchir des obligations légales.

Les Comité consultatif des arts et manufactures, à qui j'ai soumis cette réclamation, approuve la conduite du Service de l'inspection du travail, en cette circonstance, et fait remarquer, d'ailleurs, que, pour indiquer les mesures de précaution à prendre dans l'industrie ci-dessus, il n'est pas nécessaire d'avoir une compétence spéciale en meunerie, ni de prendre les conseils de spécialistes, attendu qu'il s'agit de mesures préventives relatives aux seuls mécanismes de transmission (arbres, engrenages, poulies, courroies) qui sont communs à la meunerie et à toutes les industries mécaniques. Du reste, ces mesures ont déjà été prises par plusieurs minotiers de la même région, ce qui démontre qu'elles sont facilement applicables. Le Comité ajoute que la mise à exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail doit amener les meuniers à garantir efficacement leurs ouvriers contre les accidents.

LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 16 AOÛT 1899

relative à l'emploi des enfants dans les abattoirs.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, une réclamation m'a été adressée contre une mise en demeure faite par le Service de l'inspection du travail en

vue d'interdire l'entrée des abattoirs aux enfants âgés de moins de 16 ans. J'ai soumis cette affaire à l'examen du Comité consultatif des arts et manufactures qui a reconnu que les prescriptions du service sont conformes aux dispositions du décret du 13 mai 1893, qui décide que les enfants au-dessous de 16 ans ne seront pas employés dans les abattoirs, en raison des dangers d'accidents et de blessures auxquels ils y seraient exposés.

L'interdiction est donc formelle, et vous ne pourriez autoriser l'emploi des enfants de 14 ans sans enfreindre la prescription du décret susvisé. Le législateur a prévu les inconvénients que ces mesures tutélaires pourraient avoir, mais il a dû passer outre dans l'intérêt supérieur de la protection des enfants.

Quant aux dangers de diverses natures que pourraient courir les enfants employés aux travaux de l'abattoir, ils sont très réels, et l'inexpérience de leur âge les y expose beaucoup plus que les adultes.

Dans ces conditions, j'ai pensé avec le Comité consultatif des arts et manufactures qu'il n'y avait pas de suite à donner à la réclamation dont il s'agit.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 23 AOÛT 1899

relative aux relations des inspecteurs et des préfets et sous-préfets.

MONSIEUR LE PRÉFET, j'ai reçu la lettre par laquelle vous me demandez de vous faire connaître en vertu de quels textes il vous incombe de procéder à l'installation de l'inspecteur du travail dans votre département et quelles doivent être, en droit et en fait, les relations du Service de l'inspection avec la préfecture.

La réponse à ces questions se trouve inscrite dans les instructions générales qui ont été adressées à MM. les Préfets, non pas à la suite de la promulgation de la loi du 12 juin 1893, comme le mentionne votre dépêche, mais en vue de l'exécution de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels. Ces instructions, datées des 19-20 décembre 1892, prescrivent à MM. les préfets d'installer dans leurs fonctions les inspecteurs départementaux et de recevoir leur serment de ne pas révéler les secrets de fabrication et, en général, les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions (art. 18 de la loi de 1892). Les mêmes instructions portent que les inspecteurs du travail ne doivent négliger aucune occasion de se mettre en rapport avec l'Administration préfectorale, et celle-ci doit se tenir au courant de la façon dont ces fonctionnaires s'acquittent de leur mission et adresser, chaque année, au Ministère du commerce des notes signalétiques. Vous ne manquerez pas de retrouver dans ces instructions les liens de subordination qui doivent exister, d'une manière générale, entre les agents de l'État dans les départements et le préfet, représentant du pouvoir central.

Ce serait donner aux instructions postérieures des 24-25 novembre 1893 une interprétation qu'elles ne comportent pas que de considérer qu'elles peuvent avoir pour conséquence de soustraire l'inspecteur du travail à la haute autorité du préfet. Ces instructions n'avaient et ne pouvaient avoir d'autre objet que de rappeler que les inspecteurs du travail, institués par la loi du 2 novembre 1892, n'étaient plus, comme sous le régime de la loi du 19 mai 1874, les agents directs du département et rétribués par lui, mais des agents de l'État placés sous les ordres de l'inspecteur divisionnaire (art. 18). Il importait que ces fonctionnaires, chargés d'assurer l'exécution d'une loi nouvelle, susceptible de rencontrer, surtout au début, de sérieuses difficultés d'application, reçussent une orientation et une impulsion unique sur le territoire de la République. Il ne fallait pas perdre de vue, d'autre part, que les inspecteurs du travail allaient, en leur qualité d'officiers de police judiciaire, avoir à exercer, le cas échéant, des poursuites auxquelles l'autorité préfectorale devait rester complètement étrangère.

Les instructions que je viens de rappeler n'avaient soulevé jusqu'ici aucune difficulté, et les inspecteurs du travail ne se sont jamais refusés, que je sache, à donner aux préfets les renseignements statistiques qui leur étaient demandés par l'Administration et dont la production était compatible avec les prescriptions ci-dessus rappelées de l'article 18 de la loi de 1892. Je ne doute pas que l'inspecteur de votre département ne se conforme exactement aux instructions ci-dessus, dont l'observation sera de nature à donner pleine satisfaction au desideratum que vous avez exprimé.

LETTE MINISTÉRIELLE DU 5 SEPTEMBRE 1899

*au sujet des tolérances sollicitées en faveur de l'industrie des feutres
et de celle des toiles métalliques.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, mon Administration a été saisie d'une demande en vue d'obtenir que l'industrie des feutres et celles des toiles métalliques soient admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le travail de nuit, la durée du travail et le repos hebdomadaire.

Le Comité consultatif des arts et manufactures appelé, après enquête, à examiner la demande dont il s'agit, a fait remarquer que les industries qui jouissent des tolérances précitées sont celles qui ne peuvent arrêter leur travail (comme les usines à feu continu), celles qui traitent des matières facilement altérables et celles qui n'ont qu'une saison de vente ou qui sont sujettes aux caprices de la mode. Or, telle n'est pas, d'après le rapport du Comité, la situation des industries des feutres et des toiles métalliques dont

les produits peuvent être fabriqués à l'avance et s'emmagasiner sans crainte de détérioration, de sorte que si le fabricant sait se former un stock, il n'a pas besoin de recourir au travail supplémentaire.

Dans ces conditions, le Comité a émis l'avis, que j'ai adopté, que cette demande n'était pas susceptible d'être accueillie.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 21 SEPTEMBRE 1899

*relative à la protection,
par les constructeurs, des parties dangereuses des machines.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous aviez demandé que l'article 12 du décret du 10 mars 1894 fût applicable, dans les ateliers de construction, aux machines qui y sont construites, et que, par suite, les fabricants fussent tenus de ne livrer, soit à l'industrie, soit à l'agriculture, que des machines munies de dispositifs protecteurs des organes dangereux, ainsi que cela se pratiquerait actuellement pour les presses à imprimer.

Vous exposiez que cette mesure serait surtout utile pour prévenir les accidents de plus en plus nombreux provenant des machines à battre, qui, pour la plupart, ne sont munies d'aucun appareil protecteur et à l'égard desquelles le service de l'inspection est absolument désarmé.

A ce propos, vous signaliez l'intérêt qu'il y aurait, en vue d'assurer la sécurité des travailleurs, à soumettre les entreprises de battage mécanique à la surveillance des inspecteurs.

Vos propositions, après avoir fait l'objet d'une enquête, ont été soumises au Comité consultatif des arts et manufactures.

En ce qui concerne la protection des machines par le constructeur, le Comité fait remarquer qu'actuellement, dans la pratique, les fabricants entourent généralement de dispositifs protecteurs les parties dangereuses des machines, telles qu'engrenages, poulies, cylindres. Mais on ne pourrait, suivant lui, obliger les industriels à exécuter tous les moyens de préservation, et voici les raisons sur lesquelles il motive son avis.

Les appareils de protection installés suivant les indications de l'inspection auraient pour effet une augmentation de prix, et comme les constructeurs étrangers ne seraient pas soumis aux mêmes obligations, ils se trouveraient favorisés vis-à-vis des constructeurs français; même parmi ceux-ci, on se trouverait en présence d'inégalités de traitement, étant donné que les indications des inspecteurs du travail ne seraient pas toujours les mêmes et entraîneraient des installations plus ou moins onéreuses.

De plus, la façon de procéder que vous préconisez aurait un inconvénient plus grave aux yeux du Comité, c'est qu'elle déplacerait les responsabilités qui incombent au propriétaire de la machine. En cas d'accidents, celui-ci

pourrait avoir recours contre le constructeur, qui, à son tour, prétendrait être couvert par la vérification officielle de l'inspecteur, et la responsabilité de l'État se trouverait ainsi engagée.

Quant à la partie de votre rapport qui a trait à l'assujettissement, aux lois réglementant le travail, des entreprises de battage, le Comité estime que, quelle que soit la fréquence des accidents regrettables et douloureux auxquels peut donner lieu cette opération, il n'est pas possible de considérer, ainsi qu'il en a émis l'avis, le battage mécanique comme un travail industriel visé par les lois de 1892 et 1893, et qu'en l'état actuel de la législation, il ne peut être donné suite à votre proposition (1).

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 30 SEPTEMBRE 1899.

relative à l'évacuation des poussières dans les fabriques de ciment.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à la suite d'une mise en demeure d'avoir à se conformer aux prescriptions de l'article 6 du décret du 6 mars 1894, en ce qui concerne l'évacuation des poussières, un fabricant de ciments m'a adressé une demande en vue d'être dispensé d'installer, autour des meules, des tambours en communication avec une ventilation aspirante. Il me faisait connaître que cette installation lui était matériellement impossible et que toutes les mesures étaient prises dans ses usines pour éviter la poussière.

Il résulte, au contraire, de l'enquête à laquelle il a été procédé qu'aucune installation spéciale n'a encore été faite dans lesdits ateliers pour l'évacuation des poussières produites par les meules, broyeurs, bluteurs, etc., et que la seule ventilation existante consiste dans l'ouverture permanente des fenêtres et des portes.

D'un autre côté, la ventilation par des tambours enveloppant les appareils n'est pas impossible, puisqu'elle existe déjà chez certains fabricants de ciments.

Le Comité consultatif des arts et manufactures appelé à examiner cette réclamation, considérant qu'à certains moments, par suite des circonstances atmosphériques, l'air, dans l'intérieur de l'usine, est obscurci par les poussières et que l'industriel se refuse d'ailleurs à toute espèce d'essai de ventilation, a émis l'avis, que j'ai adopté, qu'il n'y avait pas lieu de prendre en considération la requête dont il s'agit.

(1) Voir Bulletin 1896, p. 207.

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE

SUR

LA FABRICATION DE LA PORCELAINE DANS LE CENTRE DE LA FRANCE
ET NOTAMMENT DANS LA HAUTE-VIENNE,

Par M. DESPAUX,

INSPECTEUR DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL.

Historique général.

Depuis le ^{xvii}^e siècle, où les Portugais et la Compagnie des Indes firent connaître les porcelaines de Chine et du Japon, on s'appliqua partout à imiter ces beaux produits.

Porcelaine tendre. — En France, notamment, on se mit à fabriquer une sorte de porcelaine dite tendre ou porcelaine française qui eût son plein épanouissement à la manufacture de Sèvres vers 1750. A défaut de kaolin, que l'on ne connaissait pas encore, on avait imaginé une sorte de verre formé de sable de Fontainebleau, salpêtre, sel marin, soude, gypse, etc. Ces matières, fritées et fondues ensemble, donnaient une porcelaine sans rivale au point de vue artistique, et supportant admirablement le décor, mais médiocre pour les usages domestiques. Vers 1770, on commença à lui appliquer une couverte vitrifiée, formée de sable, litharge, silice et sel de soude.

Le nom de porcelaine tendre s'applique moins à la dureté de la porcelaine qu'à la nature de la pâte plus facile à cuire.

Porcelaine dure. — Cependant, vers le milieu du ^{xviii}^e siècle, on avait commencé à fabriquer, à Meissen (Saxe), de la porcelaine dure; on avait trouvé en effet, dès 1809, le produit naturel qui la caractérisait, le kaolin. D'autres fabriques allemandes suivirent; enfin, vers 1750, la manufacture de Sèvres tenta cette fabrication avec l'aide de deux ouvriers allemands, mais elle ne tarda pas à y renoncer, par la difficulté où elle se trouvait de se procurer les produits naturels non encore découverts en France.

Quelques années plus tard (1763), on trouve cependant à Alençon quelques traces de kaolin, puis, en 1768, furent découverts par M^{me} Darnet, femme d'un petit chirurgien, les fameux gisements kaolinifères de Saint-Yrieix, dans le Limousin; Limoges, en reconnaissance, a donné à l'une de ses rues le nom de rue Darnet.

Mais c'est seulement vers 1770 que Sèvres commença en grand la fabrication de la porcelaine dure, à laquelle elle appliqua l'émail; dès 1800, elle

ne fabriqua même plus que cette dernière. La porcelaine tendre y fut reprise plus tard, mais pour être définitivement abandonnée en 1870.

De nombreuses villes suivirent l'exemple de Sèvres et se mirent à fabriquer la porcelaine dure, et tout d'abord Paris et Marseille.

Actuellement, la fabrication de la porcelaine en France se trouve presque entièrement confinée dans les départements du centre, surtout dans la Haute-Vienne; suivent ensuite, par ordre d'importance, les départements du Cher, de l'Indre, Allier et Creuse.

Les modes de fabrication se répètent partout; il suffit donc de les décrire pour le département de la Haute-Vienne qui est de beaucoup le plus important et qui résume tous les procédés en usage.

Fabrication dans la Haute-Vienne. (Historique.)

C'est en 1771 que se fonde à Limoges la première fabrique de porcelaines. Dès 1737 existait, faubourg de Paris, la fabrique de faïence Massié; sous l'impulsion de Turgot, alors intendant général du Limousin, cette faïencerie se transforme vers 1771 en fabrique de porcelaine, sous la raison sociale Massié, Grellet et Fourneyrat; en 1774, elle est mise sous la protection du comte d'Artois et, en 1784, elle devient fabrique royale, succursale de celle de Sèvres. Après avoir eu comme directeurs Alluaud père et Massié, cette fabrique royale, qui possédait deux fours, est vendue à des particuliers au prix de 40,084 livres, 10 sous, 9 deniers; les nouveaux acquéreurs étaient les citoyens Jean Joubert, Jean-Baptiste Cacate et François Joly; la fabrique occupait, au moment de la vente, 9 ou 10 ouvriers. Cette première fabrique existe encore rue Bobillot.

La deuxième fabrique, fondée en 1794, est celle de Monnerie et Jean Joubert, faubourg de Paris, section de la Liberté; elle produisait 18 fournées par an et occupait 20 ouvriers au plus; cette fabrique, située route de Paris, a été détruite.

La troisième fabrique, celle de Étienne Baignol, fondée en 1797, dans l'ancien couvent des Augustins, occupait 64 ouvriers.

La quatrième est celle d'Alluaud, ingénieur géographe du roi, ancien directeur de la fabrique royale de Limoges; cette fabrique fut fondée en 1798, aux Casseaux, où elle existe encore. Alluaud avait précédemment (1784) établi une fabrique de porcelaine à Bordeaux, où les produits étaient de vente facile. C'est ce manufacturier qui fit le premier des essais de cuisson à la houille.

Nous pourrions ainsi poursuivre l'historique de nombre d'autres fabriques; qu'il nous suffise de savoir que de nombreuses maisons se fondèrent à la suite des précédentes et ne tardèrent pas à prospérer à leur tour.

Composition de la porcelaine.

Nous avons vu plus haut que la porcelaine tendre était un produit artificiel; la porcelaine dure, au contraire, n'emprunte ses éléments qu'à des produits naturels ne subissant presque pas d'altération.

La porcelaine proprement dite est formée de kaolin ou argile pure, cuite à une température d'environ 1,500 degrés, nous verrons d'ailleurs, plus loin, quel est l'élément qui commande la température de la cuisson.

Le kaolin a pour formule atomique $al^2O^3, 2SiO^2 2H^2O$, sa composition quantitative est :

Silice.....	46.33
Alumine.....	39.77
Eau.....	13.90
	100.00

On suppose que le kaolin provient de la décomposition de la pegmatite, qui est un mélange de feldspath (*silicate d'alumine et de potasse*) et de quartz (*silice*); on y rencontre, en effet, souvent des débris non encore décomposés de ces roches.

L'argile ordinaire est très abondante dans les diverses couches du sol et se trouve surtout dans les terrains sédimentaires, mais la plupart du temps elle est impure et contient notamment des sels de fer qui la colorent en rouge vif à la cuisson, comme il se voit dans les tuiles et briques et la poterie ordinaire. Le silicate d'alumine pur ne fond qu'à une température très élevée, il constitue alors l'argile réfractaire; au fur et à mesure que le silicate d'alumine se charge de silicates étrangers quels qu'ils soient, il devient de plus en plus fusible; le mélange de deux silicates est, en effet, plus fusible que chacun des deux pris isolément, le mélange de trois silicates l'est encore davantage.

Le kaolin, lui, est un silicate d'alumine pur provenant des terrains primitifs, mais il contient des traces de silicate de soude ou de potasse; il est donc légèrement fusible à la température de cuisson, ce qui donne à la porcelaine cuite, sous une faible épaisseur, une légère translucidité. Si ce silicate alcalin manquait, on le lui ajouterait, de façon à atteindre la composition suivante, qui est celle de la pâte à porcelaine :

Silice.....	70
Alumine.....	25
Potasse ou soude.....	5

La pâte à porcelaine est toujours recouverte, pour les objets usuels, d'une couche d'émail, et cet émail n'est autre chose que de la pegmatite ou pétunzé fondue, c'est un silicate de potasse et de soude (*feldspath*) mélangé de quartz; sa composition est :

Silice.....	73
Alumine.....	17
Potasse ou soude.....	10

La température de fusion de cette roche est de 1,500 degrés, c'est celle de la cuisson de la porcelaine.

Sèvres emploie comme émail la pegmatite pure, sans addition d'aucune sorte. Si l'on se rappelle que le kaolin provient de la décomposition de la

pegmatite, on voit que l'on trouve, dans les mêmes gisements, l'émail à côté du kaolin.

Comparaison des faïences et des porcelaines.

Ce sont précisément la translucidité et la blancheur qui constituent la beauté de la porcelaine et en outre la nature de sa couverte ou de son émail; ce dernier, en effet, n'est autre chose, comme il a déjà été dit, qu'un verre, une pierre fondue, le feldspath ou pegmatite. Ce verre recouvre la porcelaine d'une couche transparente, laissant apparaître la texture de la pâte, et comme d'autre part cette pâte est translucide, on en aperçoit les moindres défauts.

La faïence ordinaire, elle, est composée d'une argile impure qui reste terreuse à sa faible température de cuisson; aussi pour dissimuler cet aspect, est-on obligé de la recouvrir d'un émail opaque blanc, stannifère.

Ces vernis stannifères ou plombifères se laissent à la longue attaquer par l'acier et les acides, ce qui les constitue en état d'infériorité vis-à-vis de la porcelaine et les rend moins hygiéniques. Cependant il se fabrique à la faïencerie de Gien tout au moins, une faïence dite anglaise, à pâte blanche recouverte comme la porcelaine d'un émail feldspathique, par conséquent transparent. Cet émail, qui fond à une température de 800 degrés, est artificiellement composé avec du sable, de la soude, de la potasse et du plomb.

Lieux d'extraction des kaolins et pegmatites.

C'est surtout dans la Haute-Vienne que l'on trouve les kaolins et pegmatites, et c'est l'arrondissement de Saint-Yrieix, où les gisements ont été découverts les premiers, qui fournit les meilleures matières, aussi est-ce là que la manufacture de Sèvres s'approvisionne. D'autres gisements se rencontrent aussi dans le même département, à Coussac-Bonneval, etc.

Dans la Haute-Vienne, le kaolin provient, nous l'avons dit, de la décomposition des pegmatites, non du granit, et se trouve tantôt à l'état de pâte argileuse, tantôt à l'état de kaolin caillouteux, c'est-à-dire mélangé de cailloux feldspathiques non décomposés et de quartz, mais le mélange de ce kaolin et de ces divers cailloux est exactement celui de la pâte à porcelaine; aussi préférerait-on, il y a peu de temps encore, ce kaolin caillouteux au kaolin argileux; aujourd'hui que la fabrication a quitté la forme empirique et que l'on connaît le rôle joué par chacun des éléments de la pâte à porcelaine, on se sert plus volontiers de kaolin argileux auquel on ajoute le feldspath et le quartz nécessaires.

On trouve ailleurs qu'en Limousin des pâtes à porcelaine, elles proviennent alors, non plus de la décomposition des pegmatites, mais du granit, lequel contient, outre le feldspath et le quartz, un troisième élément, le mica, minéral coloré et par suite susceptible de tacher la pâte. C'est ainsi que diverses fabriques de la Haute-Vienne emploient une argile provenant des Eyries en Dordogne, que les géologues font dériver par alluvion de la décomposition des granits du Limousin. C'est ainsi également que les fabriques du

Cher emploient des argiles de l'Allier provenant des granits du Plateau Central.

Je dois ajouter que la décomposition du feldspath, du granit, paraît provenir de l'action des eaux chargées d'acide carbonique, qui décomposent ce minéral en s'emparant de la presque totalité de la soude et de la potasse qu'il contient. La pegmatite ou pétunzé produisant l'émail ne se rencontre en France que dans la Haute-Vienne.

Quoi qu'il en soit, voici quelles sont les opérations de carrière, très simples, auxquelles sont soumises les matières. On lave la pâte, on nettoie les quartz, pegmatites et feldspaths, et on transporte le tout dans les moulins à pâte et à émail qui les triturent.

Moulins à pâte et à émail.

Les moulins qui préparent la pâte et l'émail sont très nombreux dans la Haute-Vienne, ils sont situés sur des cours d'eau et, par conséquent, mus par des moteurs hydrauliques; quelques-uns ne préparent que la pâte à porcelaine, d'autres l'émail, d'autres enfin fabriquent ces deux matières.

La plupart des moulins sont peu importants, ils n'occupent quelquefois pas plus de 2 ouvriers, le maximum est 20. Chose remarquable, peu de fabricants de porcelaine fabriquent leurs matières premières, ils les achètent toutes préparées; cela tient au fait suivant. Jusqu'ici les fabriques opéraient et la plupart opèrent encore empiriquement, elles se servent toujours des mêmes pâtes et, dès lors, peuvent confier la conduite de leurs fours à de simples manœuvres; pour assurer cette uniformité de composition, ou du moins pour ne pas trop s'en éloigner, les industriels achètent leurs pâtes à plusieurs fabricants et les mélangent, de sorte que si, par hasard, l'une vient à varier, le mélange ne s'écarte pas trop de la composition habituelle.

Les moulins à pâte, comme ceux à émail, d'ailleurs, se composent d'une série de petites meules horizontales tournant dans des tambours en bois; on porphyrise sous ces meules, en présence de l'eau, les pâtes caillouteuses ou non, et les divers cailloux, quartz, feldspath, pegmatite, qu'on leur ajoute.

Les mélanges sont effectués dans des bassins pourvus d'agitateurs pour mêler les diverses matières, puis on tamise au tamis 120 (*comprenant 14,400 mailles au pouce carré*), on raffermi les pâtes sous des filtres pressés ou presses anglaises et on les livre ainsi à l'état humide dans les fabriques du département.

Lorsqu'il s'agit d'exporter ces matières, pâte ou émail, on les sèche et on les met en sacs.

La pâte à porcelaine vaut 10 ou 15 francs les 100 kilogrammes.

L'émail, 10 à 12 francs.

Travail de la porcelaine dans les fabriques.

Préparation des pâtes. — Nous avons dit que la plupart des fabricants de porcelaine mélangeaient plusieurs pâtes de provenances diverses pour con-

server à leur pâte une composition peu variable, au cas de changement de l'une d'elles.

Mais, depuis quelque temps, des ingénieurs chimistes fabriquent des pâtes qui, analysées chaque fois, restent toujours semblables à elles-mêmes; bien plus, ils les composent suivant un programme déterminé; le fabricant veut-il une pâte plus translucide et plus fusible, ils ajoutent la dose d'alcali ou de chaux voulue, de même pour les émaux, c'est ainsi que certaines fabriques peuvent cuire 50 degrés plus bas que d'autres.

Une des qualités indispensables de la pâte est d'être absolument homogène, et cela se comprend, puisque cuite elle devient translucide et que cette translucidité doit être uniforme lorsqu'on regarde un objet à contre-jour. De plus, la cuisson opère un retrait de $1/10^e$ à $1/5^e$, or, si la pâte n'était pas absolument homogène, la pièce serait déformée, gauchie, l'assiette ne resterait pas ronde, etc. . . . Il y a peu de temps encore, on se contentait de marcher la pâte, c'est-à-dire de la faire pétrir sous les pieds des ouvriers, puis on la pétrissait de nouveau à la fabrique au moment de l'emploi, comme les boulangers pétrissent leur pâte à pain.

Les pâtes doivent être pures de sels de fer, qui à la cuisson communiquent aux pièces une teinte rougeâtre, il s'en rencontre cependant toujours des traces, aussi la porcelaine à l'état de biscuit présente-t-elle une teinte rosée, mais cette teinte disparaît à la flamme du four qui est réductrice. Au refroidissement la pâte se trouvant recouverte d'un émail impénétrable, l'oxydation ne peut plus se produire.

L'absence absolue de sels de fer n'est donc indispensable que pour les objets d'art qui doivent rester à l'état de biscuit.

Depuis quelques années, un mécanicien a créé un malaxeur mécanique que presque toutes les fabriques pourvues d'un moteur mécanique ont adopté, c'est le malaxeur Faure; nous verrons plus loin, qu'en outre du malaxeur, cet ingénieur a créé une foule de machines qui ont transformé la fabrication de la porcelaine.

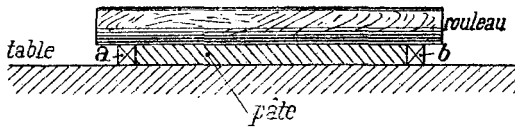
Quelques rares moulins à pâte livrent leurs pâtes malaxées.

Fabrication proprement dite. — Jusque dans ces dernières années, toute la fabrication se faisait à la main, la machine la plus compliquée était l'antique tour à potier mû à la main par des enfants, ou au pied par l'ouvrier lui-même, c'est ce qui explique que toutes les fabriques se trouvent dans les villes et non au bord de rivières, la force motrice n'étant pas nécessaire.

Aujourd'hui que les assiettes, soucoupes et plats sont fabriqués mécaniquement dans les trois quarts des usines, ces dernières sont pourvues de moteurs à vapeur, mais les habitudes sont telles que même les nouvelles fabriques négligent de s'installer au bord des cours d'eau, une seule a eu l'idée de transporter électriquement une force hydraulique située à une distance de 5 kilomètres; mais que le mouvement soit donné par l'homme ou par des machines, les procédés de fabrication ne varient pas.

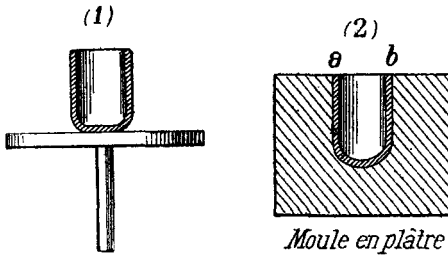
1° FABRICATION À LA MAIN. — Les ateliers se classent généralement suivant l'épaisseur de la pâte à employer, ainsi les soucoupes et les tasses se fabriquent dans un même atelier, les assiettes dans d'autres, etc.; dans chaque atelier

où se moule la pâte, un ou plusieurs ouvriers préparent cette dernière préalablement malaxée en croûtes au moyen de rouleaux, cette pâte est préparée comme celle d'une pâtisserie, on l'amincit avec un rouleau en bois jusqu'à ce



qu'elle ait l'épaisseur voulue indiquée par deux règles en fer *a b*, sur lesquelles vient s'appuyer le rouleau. Cela fait, l'ouvrier découpe sa croûte en morceaux de la grandeur d'une tasse, d'une soucoupe, etc.

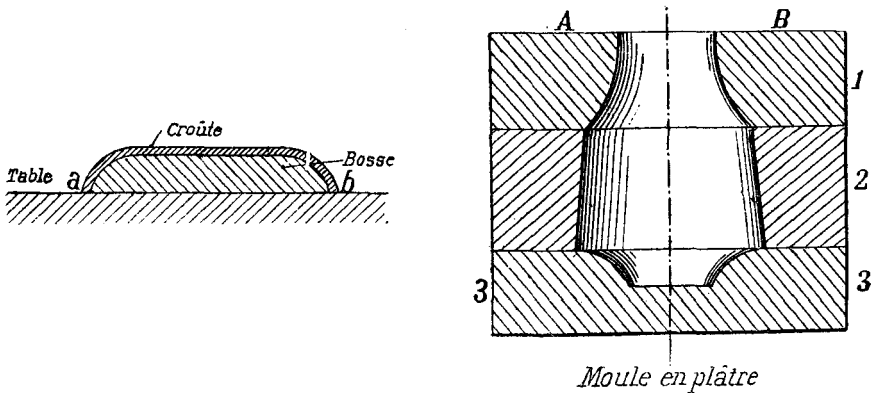
A. *Moulage en creux*. — L'ouvrier tourneur place un bloc de pâte sur le tour et, avec ses mains, le façonne en forme grossière de tasse (1), par exemple; puis il l'applique



dans un moule en plâtre en pressant la pâte contre les parois (2), la pâte est ensuite coupée au ras des bords *a b*, au bout d'un instant, par suite de l'absorption de l'eau par le plâtre, la pâte se retire

légèrement et on n'a qu'à renverser le moule pour avoir la tasse qui porte extérieurement les reliefs du plâtre; c'est le moulage en creux usité pour toutes les pièces devant recevoir des ornements extérieurs : tasses, soupières, saladiers, etc.

B. *Le moulage en bosse*. — S'applique au contraire à tous les objets devant recevoir des ornements intérieurs ou une face soignée intérieure. La bosse est un moule en plâtre portant quelquefois en saillie ou en creux la décoration voulue : on applique sur lui une croûte de pâte que l'on presse à la main, puis au moyen d'une éponge mouillée afin de bien régulariser la



face postérieure, on coupe les rebords *a b* et on démoule. Ce moulage est usité pour soucoupes, ravers, assiettes, etc.

Ainsi les moulages en creux et les moulages en bosse rendent compte de tous les objets en porcelaine, notamment de ceux portant des ornements en relief.

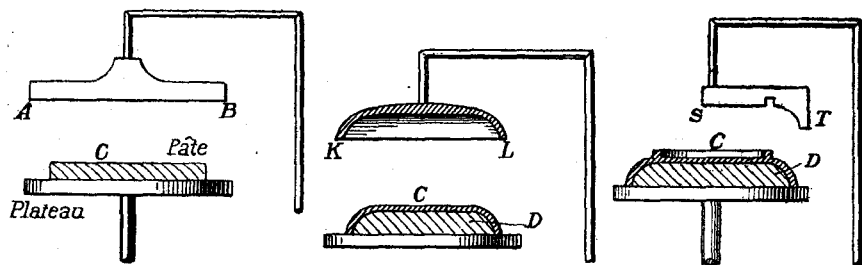
Pour certains objets compliqués tels que théières, cafetières, etc., où le moulage se fait en creux, il est nécessaire, pour la possibilité du démoulage, que le plâtre soit fait en plusieurs parties, soit en hauteur, soit horizontalement; ainsi pour un objet de la forme ci-dessus, il faut ou que le moule soit en deux parties verticales A B attachées par des ficelles, soit en trois parties horizontales (1), (2), (3).

L'ouvrier ou l'ouvrière pour mouler son objet fait d'abord la partie (3) en pétrissant de la pâte contre le plâtre, elle rajoute ensuite le moule n° 2, puis 1, etc.

2° FABRICATION MÉCANIQUE. — *Assiettes*. — Je m'arrêterai un peu sur la fabrication de l'assiette parce que depuis quelques années presque toutes les manufactures ont appliqué à cette fabrication les machines Faure qui ont révolutionné l'industrie de la porcelaine. Autrefois on les faisait tout simplement avec le tour à potier, à la main, d'où il résultait qu'une douzaine d'assiettes comprenait douze assiettes différentes. Ces machines Faure sont au nombre de trois pour l'assiette.

1° *La Croûteuse*. — Une croûte C est placée sur le plateau du tour, elle est surmontée d'un couteau A B qui s'abaisse à un point voulu et vient donner à la croûte qui tourne l'épaisseur nécessaire;

2° *La Cintreuse*. — On transporte la croûte C ainsi régularisée sur un moule en bosse D et le tout sur un plateau tournant, une calotte K L ayant



la forme de la bosse s'abaisse et presse la pâte, la croûte prend ainsi la forme et les reliefs de la bosse;

3° *La Calibreuse*. — La bosse recouverte de sa croûte est transportée sur un plateau de tour, une plaque en acier S T du calibre voulu est abaissée à hauteur nécessaire et la pâte, dans sa rotation, prend la forme du calibre, ainsi la cintreuse donne la face intérieure, et la calibreuse la forme extérieure.

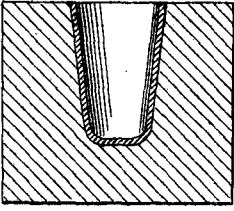
Plats ronds et ovales. — Les plats ronds se font de même, les plats ovales également, seulement, dans la 3° opération, la bosse au lieu de tourner rond tourne ovale au moyen d'un excentrique.

A l'aide des explications ci-dessus on peut parfaitement se rendre compte de la fabrication de tout objet en porcelaine.

Je dois cependant mentionner un procédé original qui est le coulage.

• *COULAGE*. — Ce procédé est basé sur la propriété qu'a le plâtre d'absorber de grandes quantités d'eau.

Dans un moule en plâtre spécial dont les parois sont très épaisses, on verse de la barbotine (pâte à porcelaine délayée dans de l'eau), au bout de quelques minutes on écoule le liquide, une certaine croûte reste collée uniformément aux parois du moule dont elle reproduit les dessins en creux ou en relief s'il s'en trouve. Dans un moule sec et neuf, quatre minutes suffisent pour produire une épaisseur de 3 millimètres.



Moule en plâtre

La croûte se desséchant se contracte, il suffit alors pour démouler de renverser le récipient. Un moule peut servir 5 ou 6 fois de suite, on le fait sécher ensuite, mais au bout de quarante coulages environ il est hors de service. On peut par le procédé du coulage obtenir des objets aussi minces que l'on veut, des tasses dites « coquilles d'œufs » par exemple.

La face intérieure de l'objet coulé reproduit les saillies de la face extérieure lorsqu'elles sont un peu fortes.

Pour diminuer la quantité d'eau à absorber par le plâtre, on comprend qu'il est nécessaire d'avoir des barbotines aussi épaisses que possible, mais alors le moulage s'effectue mal, on a trouvé le moyen de rendre à ces barbotines épaisses la fluidité indispensable : pour ce faire, on leur ajoute un certain liquide qui est du silicate de potasse ou de soude.

Comme pour les autres procédés de moulage en creux, il est souvent nécessaire d'avoir des moules en plusieurs morceaux pour pouvoir dégager la pièce.

Les diverses opérations que nous avons examinées sont toujours terminées par l'ébarbage qui consiste à enlever les bavures et les traces de raccord des moules; ce travail est fait par les *ébarbeuses*, puis viennent les *épousseteuses* qui enlèvent les poussières, les *retoucheuses* qui enlèvent l'émail du rebord des pièces, les *mouleuses*, etc.; ces dernières ouvrières coulent en creux les anses, boutons, poignées, etc., destinés aux tasses, soupières, etc. Ces appendices sont ensuite collés à la pièce principale au moyen de barbotine épaisse. Comme nous l'avons vu, les moules en plâtre jouent un grand rôle dans la fabrication de la porcelaine, aussi toutes les usines comprennent parmi leurs ouvriers des *couleurs de moules* qui fabriquent les moules d'après une matrice type.

Au-dessus des couleurs de moules se trouvent les *modeleurs*, ouvriers artistes qui confectionnent les matrices ou modèles. Plusieurs fabriques ont en plus des dessinateurs qui étudient et composent des modèles nouveaux car la porcelaine de Limoges se caractérise surtout par le choix, la variété et le renouvellement incessant de ses modèles, seul moyen de maintenir la vente; l'article courant est presque banni.

Émaillage.

Nombre d'objets d'art ne reçoivent pas d'émail, mais les objets d'usage courant en sont forcément recouverts; la couverte, comme je l'ai déjà dit, est la pegmatite fondue. On délaye dans de l'eau l'émail en poudre livré par les moulins et un ouvrier y plonge tout simplement l'objet à émailler, déjà à l'état de biscuit, c'est-à-dire ayant reçu une première cuisson au globe du

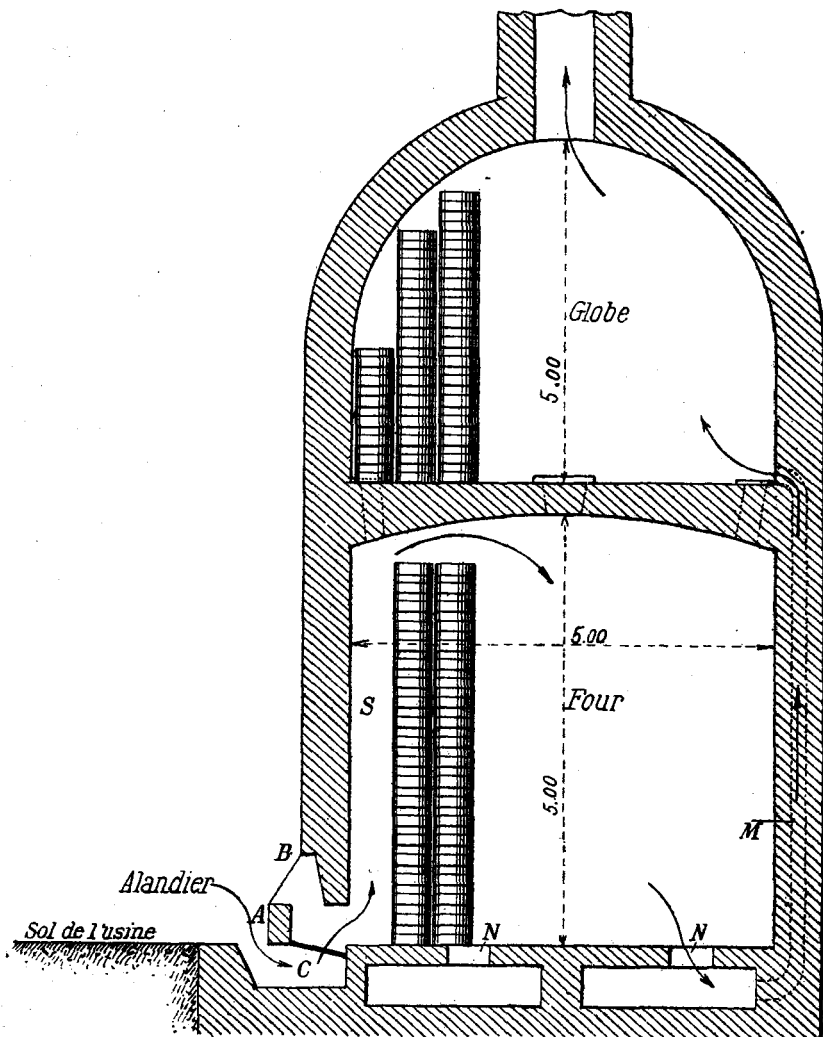
four à porcelaine. Cette première cuisson a pour but de rendre l'objet maniable en lui donnant la consistance nécessaire.

Les objets fabriqués ou émaillés sont séchés dans des locaux chauffés, après quoi ils passent au four.

Il faut à chaque pâte à porcelaine un émail correspondant éprouvant le même retrait qu'elle après la cuisson; si cette concordance n'existait pas, l'émail se fendillerait; cet accident appelé *trésail* est d'ailleurs quelquefois voulu et sert de motif de décor pour des pièces non destinées bien entendu aux usages domestiques.

Four.

Les fours servant à la cuisson de la porcelaine sont à deux étages dont celui du dessus appelé *globe*. On y enfourne les pièces fraîches qui sortent



Four à flamme renversée

des mains de l'ouvrier, après toutefois avoir subi un certain degré de dessiccation dans un local chauffé.

Le globe subit une température de 1,000 degrés donnant aux objets en porcelaine une consistance suffisante pour être maniés et supporter l'émailage, la porcelaine sort du globe à l'état de biscuit.

La partie inférieure du four reçoit les pièces biscuitées trempées dans l'émail et subit une température de 1,500 degrés qui est celle de la fusion de l'émail.

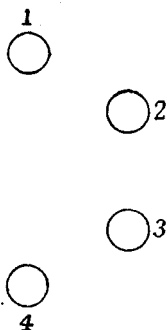
Il y a actuellement deux sortes de fours, les anciens à *flamme directe* et ceux que l'on construit de nos jours à *flamme renversée*.

Dans les fours à flamme directe on empile les cazettes qui renferment les objets à cuire, les piles se touchant presque. La partie inférieure des fours est percée de plusieurs foyers ou *alandiers* ainsi constitués : par l'ouverture B se charge le combustible qui vient tomber sur des grilles C; l'air arrivant par A s'élève après la combustion dans des cheminées formées au droit de chaque alandier par des piles de cazettes; il va de là par des ouvertures ménagées dans la voûte de séparation cuire les objets empilés dans le globe.

On conçoit qu'avec ces fours, la flamme ne faisant pour ainsi dire que lécher les parois, les dimensions soient forcément restreintes; le diamètre ne dépasse guère en effet 4 mètres.

Les fours à *flamme renversée* construits de nos jours diffèrent des précédents en ce que la voûte de séparation entre le four et le globe est pleine; la flamme, après avoir heurté cette voûte, redescend par la masse centrale, passe dans des carnaux N pratiqués sous la sole, M pratiqués dans l'épaisseur des murs et vient de là déboucher dans le globe. Le diamètre intérieur des fours peut ici atteindre 6 mètres et le cube 145 mètres.

Une troisième espèce de fours a été construite récemment dans une fabrique, c'est le système tournant. Six fours sont disposés en cercle, la flamme du four n° 1 qui vient d'être allumé passe dans le n° 2 où la porcelaine commence à se cuire, puis dans le 3; pendant ce temps on défourne le n° 4 déjà refroidi et 5 et 6 achèvent de se refroidir. Ici le globe est supprimé.



Jusqu'en 1894, la tendance était de construire des fours de plus en plus grands; c'est ainsi qu'on était arrivé à une contenance de 145 mètres cubes.

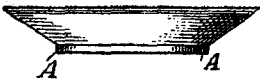
Ces grands fours sont certainement ceux qui utilisent le mieux la chaleur, mais ils nécessitent une cuisson de huit heures.

Pour les besoins de leur clientèle qu'il faut de plus en plus rapidement servir, les grandes fabriques, depuis 4 ans se sont mises à construire de tout petits fours, descendant jusqu'à un diamètre de 2 mètres et un cube de 12 et même 6. Ici la cuisson se fait en vingt-quatre heures, ce qui hâte d'autant la livraison de la marchandise.

J'ai précédemment parlé de *cazettes* sans m'expliquer davantage et sur le terme et sur leur but.

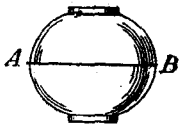
Les pièces sortant des mains de l'ouvrier sont d'abord préalablement

séchées à une étuve, mais pour pouvoir subir la cuisson elles doivent être renfermées dans de petites boîtes ou cases en terre réfractaire qui les préservent du contact des produits de la combustion. Ces cazettes sont formées de deux parties, fond et couvercle. La partie inférieure est percée d'un trou pour laisser échapper l'humidité; ce trou est recouvert par un rondau en porcelaine non émaillé sur lequel on place l'objet ou les objets à cuire, le couvercle est mis par-dessus et, pour empêcher les produits de la combustion de pénétrer à l'intérieur, on lute le joint au moyen d'un bourrelet d'argile réfractaire appelé *colombin*. Les colombins sont fabriqués soit mécaniquement, soit par des enfants; les cazettes ainsi garnies sont empilées les unes sur les autres en colonne à la façon d'une pile de Volta, les colonnes se touchant presque. Le même empilage se fait dans le globe et dans le four; on comprend dès lors pourquoi toutes les pièces de porcelaine destinées à être émaillées : assiettes, tasses, etc., sont munies en dessous d'un rebord



saillant A; c'est pour réduire autant que possible les points d'appui et empêcher la pièce émaillée de se coller au fond, le bourrelet lui-même est à cet effet brossé avant l'encazettage pour enlever l'émail. Ce sont des *retoucheuses* qui effectuent cette opération.

Afin d'économiser la place, on met quelquefois deux pièces l'une sur l'autre appuyant par leurs bords, des bols par exemple; on enlève alors l'émail des bords A B, on les polit ensuite.



Pour résister à la température de 1,500 degrés, les fours sont revêtus intérieurement d'une chemise en briques réfractaires.

Suivant la dimension des fours, le feu dure de 24 à 70 heures, on s'assure du moment où il faut l'arrêter par le moyen de *montres*, sortes de petites tasses que l'on attire pendant la cuisson au moyen de crochets en fer et qui à cet effet sont percées d'un trou sur le côté; lorsque l'émail est bien fondu sur ces montres, la cuisson doit être arrêtée; on laisse ensuite refroidir les grands fours pendant trois jours, les petits pendant deux et on défourne. Dès que le feu est arrêté, on ouvre les ouvertures pratiquées dans la voûte du four, la chaleur se repand alors directement dans le globe.

Les pièces du globe, comme je l'ai dit, sont destinées à être émaillées et à revenir au four. Ces derniers sont chauffés à la houille, sauf deux fabriques qui, ayant la spécialité de porcelaine blanche, ont conservé le chauffage au bois; quelques fabriques ont également des fours particuliers au bois en plus de ceux au charbon.

De simples manœuvres suffisent pour conduire les fours, mais c'est un contremaître qui consulte les montres et au moment voulu donne le signal de l'arrêt du feu.

La cuisson fait subir aux pièces un retrait important de $\frac{1}{12}$ pour les pièces tournées et $\frac{1}{8}$ à $\frac{1}{5}$ pour les pièces moulées ou faites à la machine.

Ce retrait ne doit pas déformer la pièce, ce qui exige, comme nous l'avons dit ailleurs, une parfaite homogénéité dans la composition et la fabrication. Après la cuisson, certaines pièces se trouvent présenter de légères piquûres ou de légères boursofflures d'émail; les *useurs de grains* les font disparaître avec une meule d'émeri, ils polissent ensuite la partie usée avec une meule en bois. Comme bien on pense, on n'obtient ainsi que des pièces de rebut, mais cependant vendables encore, surtout lorsque ces défauts sont dissimulés par du décor.

OBJETS D'ART. — *Biscuits*. — Certains objets d'art, tels que statuettes, coffrets, etc., restent à l'état de biscuits, cuits naturellement à 1,500 degrés dans le four même; la pâte en est excessivement fine.

Décor (Cuisson).

Une partie de la porcelaine reste blanche, une autre est décorée; les plus belles pièces, celles qui sont irréprochables, ne reçoivent pas de décor et quelques fabricants mettent une certaine coquetterie à n'employer pour leur usage que cette dernière. On profite en effet de ce qu'une pièce offre quelques légers défauts de translucidité pour les dissimuler par la peinture. Il y a deux sortes de peintures principales : la peinture au grand feu de four et la peinture au feu de moufle.

PEINTURE AU GRAND FEU DE FOUR. — Elle se fait de deux façons : 1° directement sur la porcelaine biscuit sortant du globe, après quoi on émaille la porcelaine et on la cuit au four ordinaire; la peinture est alors *sous émail*, Le biscuit absorbant un peu la peinture, cette dernière manque de netteté, mais est d'une solidité à toute épreuve.

Un deuxième procédé consiste à peindre *sur émail*, c'est-à-dire sur la pièce déjà achevée, on remet ensuite cette dernière au four ordinaire, l'émail fond et la peinture fait corps avec lui; ce procédé exige à la vérité une seconde cuisson, mais la peinture obtenue est plus belle, quoique aussi résistante. La température étant très élevée, la palette du grand four est très restreinte et limitée au vert, gris, brun, bleu.

PEINTURE À LA MOUFLE. — Les mouffles sont de petits fours d'une contenance de un mètre cube au plus; il y a des peintures de trois sortes : celles de *grand feu de moufle*, cuisant à 1,200 degrés dans un laps de temps d'environ huit heures; de *feu de moufle ordinaire*, cuisant à 1,000 degrés en sept heures; c'est à ce feu que cuisent les ors; de *petit feu de moufle*, cuisant à 600 degrés en quatre heures.

La résistance de la peinture varie suivant les températures. Le nombre d'heures de cuisson n'est qu'une moyenne, la durée est plus courte dans de petites mouffles, plus élevée dans les grandes. La cuisson se fait au bois. Au fur et à mesure que la température diminue, on comprend que la palette devienne plus riche, en même temps que les prix de revient s'abaissent.

Mouffles. — Nous avons dit que la moufle ordinaire était d'une contenance d'environ un mètre cube; comme il faut éteindre cette dernière à chaque cuisson, la chaleur perdue est considérable, aussi a-t-on eu l'idée de construire des mouffles continues. Quelques fabriques sont pourvues de ces der-

nières qui sont construites droites ou circulaires, mais très allongées. Le feu y est continu, une voie traverse le four, de petits wagonnets chargés de la porcelaine à cuire entrent par une extrémité et ressortent par l'autre en se réchauffant et se refroidissent graduellement. Grâce à ces fours, telle fabrique qui en 1895 faisait 2,500 feux, n'en fait plus que 50 aujourd'hui.

Quels que soient ces modes de cuisson, les procédés de peinture au point de vue artistique sont au nombre de trois.

Procédés de décor.

1° *Peinture à la main.* — Cette peinture ne se pratique que par des ouvriers-artistes, soit qu'il s'agisse de dessins originaux, soit qu'il ne s'agisse que de copies. La nécessité de produire bon marché fait malheureusement de plus en plus disparaître ces artistes.

2° *L'impression* consiste à imprimer au moyen de feuilles les contours du dessin sur la pièce à décorer. L'impression se fait sur des feuilles de papier très mince au moyen de la taille-douce. On reporte ensuite les traits sur la porcelaine par un procédé de décalquage que nous décrirons ci-dessous. Puis des *enlumineuses* font le remplissage en couleur.

3° *La chromolithographie.* — Ici tout se fait mécaniquement et les détails en seront donnés au chapitre suivant.

La chromolithographie céramique peut être exercée par des manœuvres et comme elle est arrivée à un grand degré de perfection, elle chasse la peinture artistique grâce à son bon marché.

Les couleurs qui servent à la peinture sur porcelaine sont toutes des oxydes métalliques mélangés pour les nécessités de la fusion avec des sels de plomb et du borax ou de la silice, de sorte que les couleurs se vitrifient pour ainsi dire sur l'émail qui lui n'entre pas en fusion (sauf pour les feux de four) ; il y a naturellement d'autant plus de fondants que la température de cuisson doit être moins élevée.

Les mouffles sont chauffées au bois.

Un genre de peinture qui a eu, il y a quelques années, un grand succès mais est presque abandonné aujourd'hui à cause de sa cherté, est celui de *l'incrustation*. Ce procédé consiste à attaquer l'émail, suivant certains dessins, au moyen d'acide fluorhydrique et à décorer en or les fonds ainsi formés ; au polissage ou brunissage cet or reste mat.

La décoration se fait dans la moitié environ des fabriques de porcelaine, mais elle se fait aussi dans de nombreux ateliers particuliers.

Généralités et hygiène dans la fabrication de la porcelaine.

Le nombre des manufactures de porcelaines dans la Haute-Vienne est de 32 à Limoges et de 4 dans le reste du département. Il y avait autrefois bien davantage de ces dernières, mais elles tendent à se concentrer toutes au chef-lieu où les bois et les charbons sont exempts de tous droits d'octroi.

De ces 36 manufactures, 18 à Limoges font le décor, il y a en plus 43 ateliers de décoration particuliers, tous situés à Limoges.

Le nombre d'ouvriers occupés dans ces diverses manufactures et ateliers est d'environ :

Ouvriers.....	6,400
Femmes.....	2,800
Enfants, au-dessous de 18 ans.....	1,200
TOTAL.....	10,400

Ces chiffres comprennent les ouvriers de moulins, mais non ceux occupés à l'extraction du kaolin qui sont au nombre de 1,200, tant hommes que femmes.

Sur les 36 fabriques de porcelaine, 16 seulement sont pourvues de moteurs mécaniques, les autres marchent au pied ou à la main, encore le total des forces est-il peu important, car il ne s'élève qu'à 465 chevaux. Ces fabriques renferment 92 fours à la houille et 14 au bois, car, je le répète, la belle porcelaine destinée à rester blanche se cuit au bois, les 2/5^e des fours sont encore à flamme directe.

Les ouvriers des fabriques de porcelaine ne travaillent guère que 11 heures par jour, il y a seulement un surcroît de travail aux époques des étrennes, le premier de l'an en Europe et la Christmas aux États-Unis. Ce surcroît de travail porte sur les mois d'octobre, novembre et moitié de décembre.

La sécurité est assez grande dans ces établissements, les mécanismes des tours sont, en effet, inaccessibles, et les moteurs le plus souvent enfermés dans des chambres spéciales, aussi les accidents y sont-ils rares. Je n'en dirai pas autant de la salubrité. Certains ateliers surtout ceux où se manipule la porcelaine à l'état de biscuit sont remplis de poussières abondantes qui ne laissent pas que d'être très malsaines; les ouvrières espaceuses dont le métier consiste à épousseter au plumeau les porcelaines biscuit au moment de l'enfournement, travaillent dans un nuage de poussière, au moment de l'époussetage. Malheureusement, les vieilles fabriques étant ennemies de l'aération, les fenêtres ne s'ouvrent pas; seuls de petits vasistas percés dans un ou plusieurs carreaux servent à aérer la pièce. Aussi, quoique les poussières de kaolin et d'émail ne soient pas toxiques, elles occasionnent des affections pulmonaires chez un très grand nombre d'ouvriers qui deviennent asthmatiques, hyperémateux, etc.

Mais, par-dessus tout, une opération datant de quelque 15 ans s'est montrée meurtrière : c'est celle du poudrage dans la peinture chromolithographique.

Voici en quoi consiste cette opération : pour remplacer la peinture à la main sur porcelaine, devenue trop coûteuse eu égard à la concurrence, on a imaginé la peinture au moyen de feuilles chromolithographiques.

Il suffit de coller une de ces feuilles sur la porcelaine après l'avoir préalablement mouillée, on presse fortement le papier au moyen d'une roulette et on l'enlève au bout de quelques instants, le dessin coloré reste fixé sur la pièce à décorer.

Mais il faut préparer la feuille chromolithographique, c'est là qu'est le danger; ces feuilles sont faites dans les grandes fabriques ou dans des ateliers

particuliers spéciaux. Voici la marche de la fabrication d'une feuille, prenons par exemple une feuille à trois couleurs, bleu, vert, rouge :

On imprime sur une pierre spéciale les traits du dessin qui doivent être bleus, puis on promène sur les traits encore humides de la poudre bleue, c'est le *poudrage*; on époussete ensuite avec un plumeau pour enlever l'excédent de poudre non adhérente; chaque grain de poussière non enlevé viendrait, en effet, se reproduire sur la pièce de porcelaine en formant tache. On imprime sur une nouvelle pierre les traits destinés au vert, après avoir préalablement bien repéré la feuille, et on recommence les opérations précédentes.

Chaque couleur nécessite donc trois opérations : 1° impression du trait ; 2° poudrage ; 3° époussetage au plumeau. C'est cette dernière opération qui est la plus dangereuse, car elle disperse les poussières dans tout l'atelier. Mais pourquoi ces poussières sont-elles dangereuses ? L'émail de porcelaine ne fond qu'à 1,500 degrés; or toutes les peintures à la moufle doivent être cuites à 1,200 degrés, au maximum, bien avant la fusion de l'émail : on a donc créé des peintures fusibles formant elles-mêmes un émail collé sur celui de la porcelaine et, pour rendre ces peintures fusibles, on les additionne de borax, silice, et plomb dont la proportion atteint 50 p. 100, de là des coliques de plomb, des empoisonnements saturnins pour le personnel attaché au poudrage. Or ce travail n'exigeant aucun apprentissage est pratiqué par un personnel féminin souvent déclassé et partant d'autant plus impressionnable.

La chromolithographie est usitée depuis environ 1884, mais jusqu'en 1894 elle était passée inaperçue et les cas de maladie en résultant étaient traités sous un diagnostic différent de l'empoisonnement saturnin; mais en 1894 se déclarèrent des cas mortels irréfutables, les poudres furent étudiées et des lors, à la suite de nouveaux accidents, des mesures de préservation furent prises et des appareils de poudrage étudiés : dès 1896 tout danger était conjuré; en 1897 et 1898 il n'y a pas eu un seul cas d'intoxication.

Quels sont donc les moyens employés ? Tout d'abord l'inspection du travail a prescrit rigoureusement les moyens de préservation que la loi du 2 juin 1893 mettait à sa disposition, aérage, ventilation et aspiration des poussières. Ces prescriptions ont donné lieu à la création des procédés suivants :

1° Le poudrage et l'époussetage se pratiquent dans des caisses hermétiquement closes, munies d'un verre à la partie supérieure pour permettre de suivre les opérations. L'ouvrier ou l'ouvrière travaille les bras passés dans des manches serrées aux poignets et les mains gantées ; Les poussières qui se répandent dans la caisse sont aspirées par des ventilateurs ;

2° Un ouvrier a établi deux appareils, une boîte close pour le poudrage et une épousseteuse mécanique close également avec aspirateur pour les poussières ;

3° Enfin quelques maisons, une surtout, se contentent de faire poudrer et épousseter sur des tables de zinc en communication avec des aspirateurs.

En plus de ces moyens de protection active, il y a les moyens prophylactiques qui consistent, d'après les recommandations du conseil d'hygiène et de l'inspection, en absorption de lait par chaque ouvrier, lavages, rinçage de la bouche, masques de face, changement de vêtements et interdiction des

repas dans l'atelier, car l'empoisonnement se produit non seulement par l'aspiration des poussières, mais aussi par la peau et les aliments contaminés par leur séjour dans l'atelier.

Quelques fabriques enfin ont remplacé les femmes par des hommes et font passer à leurs poudreurs une visite médicale périodique.

L'emploi des machines, loin d'avoir été une charge pour les industriels, a, au contraire, été une source d'économies, car un ouvrier suffit là où il en fallait quatre.

Les tout petits ateliers tirant à la main et non à la machine et qui n'emploient de temps à autre qu'une ouvrière poudreuse se contentent de poudrer et d'épousseter en plein air. Ce n'est d'ailleurs jamais dans ces petits ateliers que se sont produits les accidents.

Tous les ateliers de chromolithographie de la 2^e circonscription sont à Limoges au nombre de douze un seul se trouve à Vierzon, j'entends ici bien entendu la fabrication des feuilles.

Le nombre d'ouvrières occupées au poudrage, qui ne dépassait pas 45 en totalité il y a trois ans, n'atteint plus guère que la moitié, soit 24, et encore sur ce chiffre y a-t-il moitié hommes.

Si les poudres sont restées aussi toxiques que par le passé, tout danger a néanmoins disparu dans l'opération du poudrage grâce aux diverses mesures adoptées.

34 fabriques sur 36 dans la Haute-Vienne sont assurées contre les accidents de toute nature.

Il n'existe aucune caisse de retraite; dans une seule maison existe une caisse de secours contre les accidents.

Les habitations ouvrières sont inconnues.

Les salaires quotidiens des ouvriers employés dans les manufactures de porcelaine sont les suivants :

Marcheurs de pâte.....	2 ^f 25 à 2 ^f 50
Cazettiers et marcheurs de terre	4 50
Useurs de grains.....	6 00
Polisseurs.....	4 50 à 5 00
Couleurs de moules.....	4 00
Tourneurs	5 00 à 8 00
Mouleurs.....	5 00 à 8 00
Calibreurs et monteurs.....	6 00
Espaceurs et englobeurs	2 50 à 2 75
Encazetteurs et caleurs de cazettes.....	3 00
Émailleurs	3 50 à 4 00
Homme de four.....	2 75 à 3 00
Décolombineurs et frotteurs de rondeaux.....	2 50 à 2 75
Mouleuses et garnisseuses	3 00 à 4 00
Retoucheuses.....	1 75 à 2 25
Garnisseuses et découpeuses.....	2 50 à 3 00
Fleuristes, objetistes, ornemanistes, fileurs.....	5 00
Enlumineuses	2 00
Décalqueuses, brunisseuses.....	2 00
Les apprentis au bout de trois mois gagnent.....	0 75

Les artistes peintres, peu nombreux, sont payés au sujet.

Musée céramique et École des arts décoratifs.

La ville de Limoges possède depuis avant 1870 un musée céramique dû à la générosité d'un de ses enfants, M. Adrien Dubouché. Ce musée, le plus remarquable de France, est devenu depuis 1881 la propriété de l'État à qui la ville l'a abandonné. Par reconnaissance, ce musée a reçu le nom d'Adrien-Dubouché.

La ville de Limoges a aussi cédé à l'État une école d'arts décoratifs primitivement fondée par des fabricants de porcelaine. L'école et le musée sont sous la même direction que les écoles des arts décoratifs de Paris et d'Autbusson.

De la collaboration de ces écoles sont sorties quelques œuvres, telles que la fontaine céramique de Limoges, dont les plans ont été dressés par l'école de Paris et exécutés par les élèves de l'école de Limoges.

Les jeunes ouvriers de Limoges suivent le matin et le soir avec beaucoup d'assiduité les cours de l'école; beaucoup d'entre eux sont devenus des artistes, et les manufactures de porcelaine lui doivent en grande partie le renom artistique de leurs produits.

Le musée et l'école, jusqu'ici abrités dans des masures, vont se trouver, sous peu, logés dans des locaux dignes de leur importance.

En outre des jeunes ouvriers appelés à en retirer un résultat immédiat, nombre de jeunes filles de famille aisée suivent les cours de l'école, qui sont d'ailleurs gratuits, elles apprennent ainsi la peinture sur porcelaine, et les divers ateliers de décor leur prêtent amialement leurs moufles.

Production et répartition de la porcelaine.

En 1884, l'industrie de la porcelaine subit à Limoges un temps d'arrêt, la production tomba à moitié, cet état de choses était dû à la concurrence des produits allemands formés de porcelaine tendre et fabriqués à bas prix. Dès ce moment, l'industrie limousine se réveille, transforme son outillage, adopte les machines à fabriquer les assiettes, plats, tasses, soucoupes, etc., et établit des moteurs mécaniques; sous l'influence de l'École des arts décoratifs, elle rendit en outre sa production plus légère, plus artistique, elle quitta enfin la voie routinière où elle était restée engagée depuis l'origine.

Auparavant chaque manufacture fabriquait toujours la même assiette, et toutes les fabriques produisaient les mêmes formes, aujourd'hui les modèles varient à l'infini, chaque maison a les siens, qu'elle change sans cesse, de façon à solliciter le goût des acheteurs et provoquer de nouvelles commandes. Certaines maisons même ne se donnent pas la peine de déposer leurs modèles, elles les changent tous les quatre ou cinq ans, et, pour décourager la contrefaçon, elles les vendent alors à bas prix; aussi la production s'accroît-elle sans cesse, une grande fabrique vient de se construire, une autre s'élève en ce moment.

Le nombre des fournées en 1894 a été de 2,031, en 1895, il s'est élevé à 2,450. Les feux de moufle ont été de près de 30,000. J'ai cherché en cette année 1895 à me rendre compte de l'importance de la fabrication,

Une base qui m'a été fournie par deux fabricants de porcelaine et confirmée par le président du syndicat est celle de 50 francs de production blanche par mètre cube de four. Or, à Limoges, ce cube a été de 200,000 mètres, d'où une production de 10 millions de francs. J'ai ensuite procédé par un deuxième moyen; toute la porcelaine fabriquée est en effet transportée par la Compagnie d'Orléans. Or, le poids transporté en 1895 a été de 10,144 tonnes, et la tonne peut être estimée à 1,000 francs à la vente, soit encore 10 millions de francs pour la production de la porcelaine blanche. Pour le décor, l'évaluation est moins précise, étant données les grandes différences dans le travail des divers ateliers. Cependant, on peut estimer à 6 millions le total de la production décorée à la vente, le total serait ainsi de 16 millions.

En y joignant la production des quatre fabriques de porcelaine de la Haute-Vienne situées en dehors de Limoges et pour lesquelles les éléments statistiques me font défaut, on peut évaluer à 17 millions la production totale de la Haute-Vienne, en 1895, à la vente.

Or, depuis cette époque, la fabrication a-t-elle progressé ou décré? Le tableau ci-dessous nous le fera connaître, et ici je ne prends plus seulement le nombre de fournées qui nous induirait en erreur, étant donné le nombre de petits fours construits dans ces dernières années, je consigne en plus les quantités de charbon et de bois brûlés, quantités relevées par le service de l'octroi de la ville de Limoges.

ANNÉES.	FOURNÉES		CHARBON BRÛLÉ. Tonnes de 1,000 kil.	BOIS BRÛLÉ. Stères.
	AU CHARBON.	AU BOIS.		
1894.....	1,753	248	28,934	12,379
1895.....	2,199	251	36,478	11,839
1896.....	2,476	236	40,628	9,718
1897.....	2,523	220	41,882	5,168
1898.....	2,257	276	38,705	4,008

Il ressort tout d'abord de ce tableau, en comparant les tonnes de houille et le nombre de stères de bois brûlé, que la cuisson au bois tend de plus en plus à disparaître, puis que les années 1896 et 1897 ont été des maxima ayant produit une valeur de 19 millions. 1898 a été relativement mauvais. A quoi cela tient-il? D'abord et surtout à l'établissement des nouveaux droits américains, qui s'élèvent aujourd'hui à 60 p. 0/0 de la valeur marchande à Limoges et pour lesquels l'entente a été longue à s'établir entre les intéressés et le Gouvernement des Etats-Unis, puis à la valeur du change dans l'Amérique du Sud principalement, qui fait payer 210 francs pour une valeur française de 100 francs; à Valparaiso, il faut même payer 400 francs.

Enfin, les charbons anglais ayant passé de 27 à 30 francs la tonne ont encore exercé une influence fâcheuse.

L'année 1899 s'annonce comme excellente. Déjà le dernier semestre de 1898 a dépassé en production celui correspondant de 1897. En effet, en juillet 1898, le retard sur juillet 1897 était de 8,500 tonnes, à la fin de 1898 ce retard n'était plus que de 3,000. La crise a donc surtout porté sur fin 1897 et commencement 1898.

Les fabriques du Cher, fournissant peu à l'étranger, n'ont pas pâti de la crise.

La porcelaine limousine est surtout expédiée à l'étranger.

Les États-Unis d'Amérique tiennent de beaucoup la tête, malgré un droit de douane de 30 p. o/o de la valeur marchande pour la porcelaine blanche et de 35 p. o/o pour le décor, droit qui était de 60 p. o/o avant l'abolition du bill Mac-Kinley et qui sont revenus à ce taux depuis un an. L'exportation aux États-Unis, qui était de 3 millions en 1887, a dépassé 8 millions en 1897, soit près de la moitié de la production. La porcelaine qui lui est fournie est d'un beau choix et est évaluée à 1,750 francs la tonne. Dans certaines maisons, le commerce avec les États-Unis dépasse les deux tiers de la fabrication.

Après les États-Unis vient l'Amérique du Sud, qui ne reçoit que des produits de qualité inférieure valant 900 francs la tonne. Suivent ensuite par ordre d'importance l'Angleterre et la Russie.

On pourrait supposer que, si l'industrie de la porcelaine s'est confinée à Limoges, c'est parce que les kaolins et l'émail sont à proximité; il n'en est rien. Il faut, en effet, 15,000 kilogrammes de houille pour cuire 3,000 kilogrammes de porcelaine dans les fours à flamme directe et 4,500 dans ceux à flamme renversée. Il y aurait donc économiquement intérêt à installer les manufactures près des mines de houille. Ce qui maintient l'industrie de la porcelaine à Limoges, c'est la dextérité et le bon goût des ouvriers.

Industrie de la porcelaine en dehors de la Haute-Vienne.

La deuxième circonscription renferme neuf départements sur lesquels cinq fabriquent la porcelaine, ce sont, en dehors de la Haute-Vienne et par ordre d'importance : le Cher, l'Indre, la Creuse et l'Allier, dont les divers éléments sont consignés dans le tableau ci-dessous.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE				TOTAUX.
	de FABRIQUES de porcelaines.	D'OUVRIERS.	de FEMMES.	D'ENFANTS.	
Cher.....	23	1,970	324	578	2,872
Indre.....	8	297	42	67	406
Creuse.....	1	50	24	20	94
Allier.....	1	20	47	1	68
TOTAUX.....	33	2,337	437	666	3,440

Les procédés employés sont les mêmes que dans la Haute-Vienne, sauf que la pâte renferme moins de kaolin et beaucoup d'argile. L'émail vient tout entier de la Haute-Vienne, dont toutes les manufactures de porcelaine sont forcément tributaires.

En 1886, ces diverses régions ne renfermaient que 13 manufactures et 2,000 ouvriers. La croissance est donc rapide; il y a 20 ateliers de décor, et la production sur place peut être évaluée à 7 millions de francs, presque tout entière destinée à la France.

Fleurs de porcelaine. — Le département du Cher seul renferme deux ateliers de fleurs en porcelaine. Cette fabrication mérite quelques mots de description.

La matière employée est de la barbotine très épaisse délayée avec de la gomme adragante jusqu'à consistance demi-solide; elle se travaille comme la mie de pain. Ce sont des femmes, dont les doigts sont plus agiles, qui sont exclusivement employées à cette fabrication. Une ouvrière prend un peu de pâte, l'amincit entre ses doigts et la froisse de façon à lui donner la forme d'un pétale de rose, par exemple, puis elle colle ces pétales autour d'un pédoncule commun. La cuisson fait disparaître la gomme et la fleur ressort blanche ou colorée, si la pâte a été teintée dans ce but.

Certaines manufactures du Berry fabriquent des appareils sanitaires et l'une d'elles a installé un atelier de fabrication d'accessoires électriques, commutateurs, etc., à l'aide de pâte comprimée.

JURISPRUDENCE.

COUR D'APPEL DE LYON.

Arrêt du 22 mai 1899.

RESPONSABILITÉ CIVILE DU PATRON. — ETAT DÉFECTUEUX DU MATÉRIEL. — INOBSERVATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS RELATIFS À LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.
— ABSENCE DE FAUTE DE L'OUVRIER. — RESPONSABILITÉ NON PARTAGÉE.

Lorsqu'un accident est survenu à un ouvrier, soit par suite d'un état défectueux du matériel, soit par suite de l'inobservation des lois et règlements relatifs à la sécurité des travailleurs dans un atelier, la responsabilité du patron est seule engagée et ne saurait être partagée avec celle de la victime qui n'a commis aucune faute (1).

LA COUR,

I. Sur la responsabilité.

Considérant que les premiers juges ont, avec raison, reconnu la responsabilité encourue par les patrons C. . . , B. . . et C^{ie}, dans l'accident dont R. . . , leur ouvrier, a été victime le 29 novembre 1895 et qui lui a occasionné la perte d'un bras;

Que cette disposition se fonde à juste titre sur l'insuffisance des appareils protecteurs établis autour de la machine dite *galetière*, dans le lieu obscur où elle était placée, alors surtout qu'un accident antérieur s'était déjà produit et qu'on avait depuis reconnu la nécessité d'améliorer et de compléter les dispositions préservatrices de l'appareil de protection;

Que le jugement constate également, en s'appuyant sur le rapport de l'expert, que les patrons avaient mis entre les mains de leurs ouvriers chargés du nettoyage des machines, des balayettes en jonc et des pressons en fer d'une trop faible longueur pour cette opération, que l'ouvrier était, par suite, forcé d'engager son bras dans les organes de la machine et était exposé à un danger;

Qu'enfin, l'appareil de débrayage fonctionnait d'une manière défectueuse; que la machine a pu se mettre en mouvement par le retour de la courroie sur la poulie motrice, par suite d'un grippage de la poulie folle; que le vice de cet appareil de débrayage a été depuis cette époque réparé;

Considérant que ces faits sont bien de nature à engager la responsabilité

(1) *Revue pratique de droit industriel.*

des patrons; que les premiers juges n'en ont pas tiré toutes les conséquences; qu'ils ont retenu une part de responsabilité à la charge de R. . . , en déclarant qu'il était un ouvrier expérimenté, touchant un salaire supplémentaire pour le nettoyage de la machine dite *galetière*, avant l'arrêt du moteur à vapeur de l'usine, qu'il devait prévoir, selon le dire d'un témoin, que les machines peuvent marcher encore quatre ou cinq minutes et plus, après l'arrêt de la vapeur; que ce défaut de prévision constitue une imprudence de sa part;

Mais, considérant qu'il résulte de tous les documents de la cause, spécialement de la constatation des vices du matériel relevés par l'expert, que la responsabilité des patrons doit être entièrement engagée dans l'accident survenu à l'ouvrier R. . . ; qu'aucune faute ne lui est, au contraire, imputable; qu'on doit même ajouter aux reproches faits aux patrons, par le jugement, divers autres griefs; qu'ainsi l'affichage des règlements n'était pratiqué que d'une manière très incomplète dans leurs ateliers; que la seule affiche encadrée qui y figurait était presque illisible et obscurcie par la poussière; qu'elle ne portait même que les noms des contremaîtres de l'usine et non le règlement du travail;

Considérant, d'ailleurs, que les prescriptions édictées par les lois spéciales sur la sécurité des ateliers étaient fort mal observées par C. . . , B. . . et C^{ie}; que, notamment, la faculté laissée à l'ouvrier de nettoyer sa machine au cours du travail était en contradiction avec les règlements d'usage dans la plupart des ateliers à moteurs mécaniques et avec les mesures de prudence prescrites par les règlements d'administration publique sur la matière;

Considérant, en outre, que les dispositions de la loi du 2 novembre 1892 que s'est appropriées la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, en les étendant des enfants aux adultes, n'étaient pas mieux observées;

Que ladite loi édicte spécialement (art. 2) que des appareils protecteurs doivent être appliqués dans tous les ateliers industriels aux moteurs mécaniques, aux roues, courroies, engrenages ou tous autres organes pouvant offrir une cause de danger; que, par une disposition générale, la même loi prescrit que les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins, doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité; que C. . . , B. . . et C^{ie} ont manifestement manqué à ces obligations légales de prévoyance et d'humanité;

II. Sur le quantum de l'indemnité :

Considérant que la responsabilité des patrons devant être appréciée dans une plus large étendue, il y a lieu d'élever le chiffre tant de l'indemnité fixe accordée à l'ouvrier pour le temps de privation de ses salaires, que du montant de la pension viagère qui doit lui être servie chaque année à raison de la diminution permanente de sa force productive;

Que la Cour a les éléments suffisants d'appréciation pour faire l'évaluation de ces dommages :

PAR CES MOTIFS,

Confirme sur le principe de la responsabilité le jugement entrepris;

La réforme, au contraire, en ce qu'il a partagé cette responsabilité entre l'ouvrier et les patrons;

Dit que C..., B... et J... sont seuls responsables de l'accident survenu à R... le 20 novembre 1895;

Réforme également le jugement sur le quantum de l'indemnité accordée;

Elève de 800 francs à 1,600 francs la somme allouée pour le préjudice éprouvé pour incapacité totale de travail jusqu'au 23 décembre 1897, avec intérêts du jour de l'accident;

Dit que pour l'avenir il sera servi à R... par C..., B... et J... solidairement entre eux, une rente annuelle et viagère de 500 francs par an, prenant départ de la date de la demande, laquelle sera réversible, en cas de décès du titulaire, pour moitié sur la tête de sa femme et jusqu'à l'âge de 16 ans seulement pour l'autre moitié sur la tête de leur enfant mineur;

Rejette toutes autres conclusions;

Condamne les intimés aux dépens;

Ordonne la restitution de l'amende.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE.

21 février 1899.

RESPONSABILITÉ CIVILE DU PATRON. — ORGANES PROTECTEURS MIS À LA DISPOSITION DES OUVRIERS. — EMPLOI NON IMPOSÉ. — FAUTE. — ACTION EN RESPONSABILITÉ FONDÉE. — RESPONSABILITÉ PARTAGÉE.

Est responsable civilement de l'accident survenu à un de ses ouvriers, blessé à l'œil par un jet de liquide brûlant, le patron qui s'est contenté de mettre à la disposition de ses ouvriers des organes protecteurs de la vue, sans leur en imposer l'emploi.

Toutefois, la responsabilité est partagée entre le patron et l'ouvrier blessé, si celui-ci a négligé de réclamer les organes protecteurs qui existaient dans l'établissement ⁽¹⁾.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, par exploit du 2 mars 1898, L... a formé contre M... et B... une demande en payement de francs à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice qui lui a été causé par un accident survenu au cours de son travail dans les ateliers des défendeurs; qu'il n'est pas dénié et qu'il résulte, au surplus, d'une enquête extrajudiciaire versée

(1) *Revue pratique de droit industriel.*

aux débats que, le 18 février 1897, L... était occupé, à visage découvert, à garnir une cuve contenant du savon en ébullition; qu'il fut atteint par un jet de liquide brûlant;

Attendu que, s'il paraît exact que M... et B... ont, dans leurs ateliers, des lunettes destinées à protéger la vue des ouvriers, ainsi qu'il résulte des documents de la cause, il n'est pas établi qu'ils aient obligé L... à s'en servir; qu'ils devaient s'opposer au travail de cet ouvrier dans des conditions d'insécurité; que, toutefois, il appartenait également à L... de réclamer les lunettes qui existaient dans l'établissement, ce qu'il n'a pas fait; que la responsabilité est donc partagée;

Attendu que L... a été atteint à l'œil gauche, dont la vision est désormais affaiblie; que le tribunal a les éléments nécessaires pour fixer à francs l'indemnité qui est due à L... :

PAR CES MOTIFS,

Condamne, etc.

COUR DE LYON.

Arrêt du 31 mars 1892.

LOI DU 19 MAI 1874. — DURÉE DU TRAVAIL. — PROLONGATION DE LA DURÉE AU DELÀ DE LA LIMITE LÉGALE PENDANT LES 5 PREMIERS JOURS DE LA SEMAINE. — COMPENSATION DE CETTE AUGMENTATION PAR UNE DIMINUTION ÉGALE LE SAMEDI. — CONTRAVENTION.

La loi du 19 mai 1874 est absolue dans ses dispositions relatives à la durée du travail des enfants mineurs employés dans l'industrie et ne saurait être éludée sous aucun prétexte.

Ainsi, une prolongation du travail au delà de la durée fixée par la loi ne peut être excusée par le motif que ce surcroît de travail est compensé par une réduction du travail un jour de la semaine (le samedi).

Cette compensation de l'excédent du travail, fût-elle même équitable, ne peut être légalement admise.

LA COUR,

Statuant sur l'appel du ministère public d'un jugement du tribunal de police correctionnelle de Saint-Étienne, en date du 22 janvier 1892, qui a condamné B... (Antoine) à 28 amendes de 2 francs chacune pour avoir :

1° Occupé dans ses ateliers, à la C... (Loire), en décembre 1891, 9 enfants mineurs de 16 ans plus de douze heures par jour;

2° Occupé à la même époque, dans ses ateliers, 18 ouvrières mineures de 21 ans, ou majeures, pendant plus de douze heures par jour.

Considérant que B... soutient vainement que le supplément de deux

heures de travail par jour imposé à ses ouvrières, pendant quatre jours de la semaine, se compensait avec leur sortie d'atelier le samedi à 3 heures, soit quatre heures plus tôt que l'heure habituelle;

Considérant que ce surcroît de deux heures de travail par jour, pendant quatre jours, donne huit heures de travail supplémentaires par semaine, alors que les ouvrières ne bénéficiaient que de quatre heures en sortant plus tôt le samedi; que ce mode de procéder procurait donc à B... quatre heures de travail par semaine et par chaque ouvrière en sus des heures de travail réglementaires, ce qui est à la fois inhumain et abusif;

Considérant que la compensation de l'excédent de travail, fût-elle même équitable, ne pourrait être légalement admise; qu'en effet la loi est formelle, que ses prescriptions sur la durée du travail portant sur chaque jour ne sauraient être éludées sous aucun prétexte;

Considérant, dès lors, que le système de défense de B... n'est bien fondé ni en fait ni en droit, et qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter;

Sur la déclaration de culpabilité:

Adoptant au surplus les motifs des premiers juges;

Sur l'application de la peine :

Considérant que B... , déjà condamné le 27 décembre 1890 par le tribunal de Saint-Etienne pour 38 contraventions à la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures, à 68 francs d'amende, se trouve dans le cas de récidive prévu par l'article 26 de ladite loi; que c'est donc à tort que les premiers juges n'ont pas fait application de cet article;

Vu les articles 3, 25, 26, 27, 29 de la loi du 19 mai 1874 et l'article 1^{er} du décret du 9 septembre 1848, dont lecture a été donnée à l'audience par M. le président :

PAR CES MOTIFS,

Confirme le jugement dont est appel sur la déclaration de culpabilité;

Et sur l'application de la peine, faisant droit à l'appel du ministère public;

Dit que le nombre des amendes, fixé par erreur à 28, doit être réduit à 27;

Elève de 2 à 5 francs chacune des 18 condamnations prononcées en vertu du décret du 9 septembre 1848;

Elève de 2 francs à 20 francs chacune des 9 condamnations prononcées en vertu de la loi du 19 mai 1874, soit ensemble 270 francs;

Condamne B... au paiement de cette somme;

Ordonne que le présent arrêt sera affiché aux frais de B... à la porte de son usine et à la porte de la mairie de sa commune;

Condamne B... en tous les dépens;

Fixe au minimum de la loi la durée de la contrainte par corps.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE.

Jugement du 9 avril 1897.

MARCHANDAGE. — DÉCRETS-LOIS DES 2 ET 21 MARS 1848, NON-ABROGATION. —
CONTRAT LICITE. — ABUS PROHIBÉ (1).

LE TRIBUNAL,

Attendu que B... et consorts, ouvriers tailleurs de pierre, ont été engagés par M..., tâcheron, pour l'exécution d'un travail de ravalement dans une maison sise à P..., rue de L...; que, jusqu'au 31 août, ils ont reçu des acomptes de M...; qu'à cette date, L..., entrepreneur général, serait intervenu et se serait engagé à payer leurs salaires jusqu'à la fin des travaux, mais qu'à un certain moment il aurait cessé tout payement en souste-

(1) **Commission de Gouvernement pour les travailleurs.** — PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 1^{er} MARS 1848, AU PALAIS DU LUXEMBOURG. — (*Moniteur universel* du 4 mars 1848, page 530.) — « Hier, mercredi, 1^{er} mars, a eu lieu au Palais du Luxembourg, la première séance de la Commission de gouvernement pour les travailleurs.

« Parmi les demandes faites au nom de la classe ouvrière, deux sont l'objet d'une insistance particulière de la part de l'Assemblée qui en demande la solution immédiate.

« Ces deux demandes sont les suivantes :

« Réduction du nombre d'heures de travail ;

« Abolition du marchandage, c'est-à-dire, de l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs de travaux.

.....
« Sur le marchandage, des détails précis sont donnés par divers membres ; il en résulte que diverses sortes de marchandage sont à distinguer.

« Il y a les marchandeurs ou tâcherons qui entreprennent certaines parties des travaux et les font exécuter à la journée par des ouvriers sous leurs ordres directs. Ce genre de marchandage est oppressif pour l'ouvrier. L'abolition en est non seulement consentie, mais demandée par l'assemblée.

« Il y a ensuite le marchandage habituel qui consiste dans le travail à la pièce ou piécard. Ce genre de travail est avantageux à l'ouvrier comme au patron, car, à l'un il assure un bénéfice proportionné à son activité, à l'autre une livraison plus rapide. — Le piécard est à conserver.

« Il y a enfin un troisième genre de marchandage qui consiste dans l'entreprise faite ensemble par plusieurs ouvriers, par association, avec partage des bénéfices dépassant le salaire de la journée de chacun, partage fait au prorata du taux de la journée de chaque associé. C'est là un genre d'association utile à conserver, à encourager.

« En conséquence de ces explications, contradictoirement entendues des ouvriers et des patrons, le Gouvernement provisoire a immédiatement rendu ce décret par lequel le marchandage oppressif est aboli. »

nant qu'il n'était tenu par aucun lien de droit envers les ouvriers qui resteraient ainsi créanciers d'une somme de 2,918 fr. 70;

Attendu que ces ouvriers prétendent que L..., entrepreneur général, aurait traité avec M..., insolvable, à des conditions inacceptables de façon à rendre illusoire tout recours des ouvriers contre le tâcheron qui les avait engagés et que M... et L... se seraient ainsi livrés à une véritable exploitation par voie de marchandage dans les termes de l'article 2 du décret du 2 mars 1848 ainsi conçu :

« Considérant que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits *marchandeurs ou tâcherons*, est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité, le Gouvernement provisoire de la République,

« DÉCRÈTE :

« ART. 2. L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs, ou marchandage, est abolie. »

Et de l'arrêté du 21 du même mois :

« Le Gouvernement provisoire de la République, tout en réservant la question du travail à la tâche,

« ARRÊTE :

« Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de 50 à 100 francs, de 100 à 200 francs en cas de récidive, etc. »

Attendu que ces décrets n'ont jamais été rapportés, qu'ils n'ont été abrogés par aucun texte de loi, ni expressément, ni même implicitement, qu'ils sont toujours en vigueur, ont force de loi, et qu'ils doivent être appliqués par les tribunaux; que, s'ils n'ont reçu aucune application devant la juridiction correctionnelle, cette absence de poursuite ne saurait ni mettre en doute leur existence ni amoindrir leur force légale;

Attendu qu'il importe de rechercher dans quelles conditions et dans quelles limites le contrat de travail dit *marchandage* est prohibé par le législateur;

Attendu que le marchandage est le contrat à forfait de sous-entreprise au rabais, la convention au moyen de laquelle les entrepreneurs de travaux s'adressent, pour l'exécution de travaux partiels, à des sous-entrepreneurs ou à des tâcherons qui embauchent les ouvriers avec lesquels ils se mettent d'accord sur les conditions du travail et sur le salaire;

Attendu que si le mot « exploitation » quand il s'applique aux choses veut dire faire valoir, tirer le produit, et, par extension, tirer profit, il est toujours pris en un sens défavorable et revêt le caractère d'un abus lorsqu'on l'applique aux personnes;

Attendu que l'exploitation de l'ouvrier signifie profit déloyal, excessif, que l'on poursuit par tous les moyens, notamment par l'avilissement des salaires;

Attendu qu'en employant les mots « exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage » les auteurs du décret de 1848 ont eu en vue de prohiber le trafic déloyal qui peut se produire dans le marchandage, d'atteindre et de

punir la collusion entre l'entrepreneur et le sous-traitant ou tout acte dolosif de l'un ou de l'autre dont le but serait d'entraîner une réduction exagérée du prix du travail et d'exposer les ouvriers aux dangers de l'infidélité ou de l'insolvabilité du marchandeur dans le règlement de leur paye;

Mais attendu que cette exploitation ne saurait résulter nécessairement du fait du marchandage lui-même; que le marchandeur ou sous-entrepreneur organise et dirige des chantiers, prépare et suit sur le terrain même la marche et l'exécution de l'entreprise, qu'il engage son industrie, son expérience, son outillage, ses avances ou son crédit; qu'il est responsable des malfaçons de ses ouvriers et subit les conséquences des hausses ou des baisses des salaires qui sont les suites naturelles des lois qui régissent le travail et les travailleurs; que dès lors son bénéfice sur la main-d'œuvre, lorsqu'il y en a, n'est pas une exploitation, mais apparaît comme une juste rémunération;

Attendu que la loi ne condamne *ipso facto* le contrat de marchandage loyal, fait de bonne foi, qui permet à l'ouvrier de s'élever par son intelligence et son travail à une situation supérieure; que telle était bien la pensée du législateur de 1848, qui a eu soin de déclarer dans l'arrêté du 21 mars : « qu'il réservait la question du travail à la tâche »;

Attendu, en effet, que la question de la suppression du marchandage a été discutée postérieurement à la promulgation du décret et de l'arrêté du 21 mars par l'Assemblée nationale dans ses séances des 30 et 31 août, des 4 et 8 septembre 1848 et que cette suppression n'a pas été votée; que, notamment, le député Guérin, à la séance du 8 septembre, avait proposé un amendement ainsi conçu : « Il demeure interdit aux entrepreneurs d'employer des sous-traitants, ils devront traiter directement avec les ouvriers pour l'exécution des travaux, soit à la journée, soit à prix courants »; qu'à la séance du 9 septembre, M. Guérin retirait son amendement, se réservant de le représenter ultérieurement, mais qu'en réalité il n'a pas été reproduit;

Attendu, enfin, que de nombreux arrêts de la Cour de cassation rendus depuis 1848 reconnaissent la légitimité de l'entreprise à forfait par des sous-traitants de travaux exécutés par des ouvriers qu'ils ont embauchés;

Attendu que, si l'article 2 du décret du 2 mars 1848 vise seulement l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs, l'arrêté du 21 mars qui le sanctionne punit d'une amende « toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage » sans spécifier quelles sont les circonstances de fait qui constituent l'exploitation prohibée par le texte;

Attendu que, s'il est possible de soutenir en s'attachant au premier décret que la répression ne peut atteindre que les sous-entrepreneurs ouvriers dits *marchandeurs*, sans s'étendre aux entrepreneurs avec lesquels ils ont traité, et malgré les actes d'exploitation qui pourraient leur être reprochés, les entrepreneurs pourraient encore être retenus comme complices des sous-entrepreneurs par application des principes généraux des articles 59 et 60 du Code pénal;

Mais attendu que, sans avoir à recourir à ces articles, l'arrêté du 21 mars doit être entendu dans un sens large et englober tous ceux qui, à un titre quelconque, ont fait acte d'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage, aussi bien les marchandeurs que les entrepreneurs;

Attendu que le tribunal n'a pas, quant à présent, les éléments suffisants d'appréciation et qu'une expertise est nécessaire :

PAR CES MOTIFS,

Nomme C. . . , architecte, à l'effet de rechercher, serment préalablement prêté, si L. . . , entrepreneur général, a pu de bonne foi imposer à forfait l'exécution des travaux de ravalement de la rue de L. . . pour 9,500 francs; si M. . . , le tâcheron, a pu, sans exposer les ouvriers qu'il embauchait à des salaires avilis ou forcément impayés, soumissionner dans d'aussi mauvaises conditions; — l'expert s'entourera de tous renseignements tendant à établir si le taux des salaires a été moyen, s'il est encore réellement dû des salaires aux ouvriers, à combien se montent ces salaires, si le marché a été connu des ouvriers et à quel moment; si L. . . est intervenu dans l'embauchage; dans quelle limite il a usé de son influence et de son crédit pour attirer les ouvriers et les retenir quand M. . . n'a plus payé; — si le tâcheron a été dupé comme les ouvriers eux-mêmes ou si c'est le tâcheron qui a dupé les entrepreneurs et les ouvriers; dépens réservés.

Sur appel du jugement précédent, la Cour a rendu l'arrêt suivant :

COUR D'APPEL DE PARIS.

Arrêt du 9 juillet 1897.

LA COUR,

Adjugéant le profit du défaut prononcé contre D. . . et M. . . à l'audience du 26 juin, et statuant sur les appels interjetés par L. . . , par M. le Procureur de la République contre L. . . , et par M. le Procureur général contre M. . . , ensemble sur les conclusions prises au nom de L. . . , et en y faisant droit;

Considérant que L. . . , entrepreneur général de la construction d'une maison, à Paris, rue . . . , a sous-traité avec M. . . , pour l'exécution, à forfait, d'un travail de ravalement;

Que M. . . l'a fait exécuter par B. . . , et autres ouvriers tailleurs de pierre qu'il employait à la journée et qui n'auraient pas reçu la totalité de leurs salaires;

Que ces ouvriers ont prétendu que l'entrepreneur L. . . avait eu recours à une combinaison dolosive pour obtenir un travail sans le payer intégralement, qu'il aurait traité avec un tâcheron insolvable à des conditions qu'il savait d'avance impossibles à remplir, et qui devaient avoir pour conséquence de frustrer les ouvriers de leurs salaires, et que, par suite de cette entente illicite, L. . . et M. . . s'étaient rendus coupables du délit de marchandage, prévu et puni par le décret du 2 mars 1848 et par l'arrêté du 21 mars suivant;

Que B. . . , L. . . et consorts, au nombre de 17, ont fait citer L. . . et M. . . devant le Tribunal correctionnel de la Seine, en réclamant leur condamnation aux peines édictées par ces décrets, et aux dommages-intérêts dus pour le préjudice causé;

Considérant que, devant les premiers juges, les inculpés se sont défendus en disant que la loi n'avait pas pu vouloir empêcher les sous-traités relatifs à la main-d'œuvre, que la liberté des conventions rendait légitimes, et que la division du travail rendait nécessaires, tandis qu'au nom des parties civiles, on a plaidé que les décrets de mars 1848 prohibaient tout contrat de marchandage, quel qu'il fût, c'est-à-dire toute convention faite par un tâcheron ouvrier, par la sous-entreprise d'un travail de main-d'œuvre;

Que le Tribunal, écartant ces deux opinions extrêmes, a jugé que si les décrets de 1848 n'avaient pas cessé d'être en vigueur, ils n'interdisaient point, d'une manière absolue, le contrat de marchandage, qui pouvait être aussi utile aux ouvriers que profitables au tâcheron, lorsqu'il était consenti de bonne foi; que ces décrets n'avaient entendu prescrire que l'exploitation abusive et déloyale de l'ouvrier par voie de marchandage et qu'il y avait lieu de commettre un expert-architecte à l'effet de rechercher si tel était le caractère des actes incriminés;

Considérant que l'entrepreneur L. . . avait seul relevé appel de cette sentence, que le tâcheron M. . . et les ouvriers, partie civile, avaient acceptée;

Que M. . . ne comparait à l'audience que par suite de l'appel de M. le Procureur général, formé dans l'intention évidente d'éviter la contrariété des décisions judiciaires qui auraient pu se produire, si la Cour saisie de l'appel de L. . . seul avait infirmé le jugement qui avait ordonné une expertise et qui aurait conservé l'autorité de la chose jugée à l'égard de M. . . , non appelant;

Sur la recevabilité des appels :

Considérant que le jugement entrepris est interlocutoire, qu'il préjuge le fonds et qu'il est susceptible d'appel;

Que les appels respectifs ont été faits dans les formes et dans les délais prescrits par la loi; qu'ils sont donc recevables;

Sur l'abrogation et l'interprétation du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du 21 mars suivant :

Adoptant les motifs des premiers juges :

En ce qui concerne M. . . ,

Adoptant également les motifs des premiers juges,

Sur les conclusions de L. . . :

Considérant qu'elles tendent à faire juger, en droit, que les décrets susvisés ne seraient, en tout cas, point applicables à l'entrepreneur, mais seulement au tâcheron;

Et, en fait qu'il n'y avait plus lieu à expertise, parce que les documents versés au débat établissaient, dès maintenant, l'équité des conditions du contrat de sous-entreprise, passé avec M. . . ;

Sur le point de droit :

Adoptant les motifs des premiers juges, et considérant, en outre, que l'arrêté du 21 mars 1848 prescrit, en termes généraux, toute exploitation de l'ou-

vrier par voie de marchandage, qu'il doit atteindre l'entrepreneur, s'il est prouvé que celui-ci s'est concerté frauduleusement avec un tâcheron pour arriver à l'exploitation abusive des ouvriers et pour s'enrichir à leurs dépens;

Qu'on objecte vainement que l'entrepreneur ne pouvait pas être recherché à raison de la modicité des salaires qu'il aurait imposés aux ouvriers, en traitant avec eux, n'a fait qu'user de son droit en traitant avec un tâcheron à des prix qu'il n'appartiendrait pas aux tribunaux de reviser;

Considérant qu'en effet la loi n'a pas eu pour but de protéger les ouvriers contre les entrepreneurs avec lesquels ils sont en rapport direct et qui offrent des garanties plus grandes que les tâcherons;

Que la pensée du législateur de 1848 a été de les défendre contre les abus résultant soit de la mauvaise foi du tâcheron seul, soit de la collusion de l'entrepreneur et du tâcheron, qui s'entendraient pour substituer la responsabilité fictive d'un intermédiaire insolvable à la responsabilité réelle de l'entrepreneur qui bénéficierait, en tout ou en partie, de la main-d'œuvre sans la rémunérer;

Sur l'expertise :

Considérant que cette mesure *d'instruction*, prescrite par le tribunal, a précisément pour objet de l'éclairer sur les faits invoqués par les parties civiles et contestés par les prévenus, et de rechercher s'ils présentent les éléments constitutifs du délit de marchandage;

Qu'il n'est pas exact que ces faits soient d'ores et déjà démentis par les documents produits à la Cour;

Que le rapport de l'arbitre nommé par le tribunal de commerce ne saurait suppléer à une expertise confiée à un homme de l'art, qui procédera régulièrement et contradictoirement avec tous les intéressés;

Qu'il échet, en conséquence, de maintenir l'expertise;

Adoptant, au surplus, les motifs du jugement qui répondent suffisamment aux moyens développés dans les conclusions prises devant la Cour;

Sans s'arrêter à l'appel de M. le Procureur général;

Déclare l'appel de L. . . mal fondé, l'en déboute;

Confirme la sentence des premiers juges;

Ordonne qu'elle sortira son plein et entier effet;

Dépens réservés.

Un pourvoi ayant été formé contre l'arrêt qui précède, la Cour de cassation a rendu l'arrêt suivant:

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 4 février 1898.

LA COUR,

Sur le premier moyen du pourvoi, pris de la fausse application du décret du 2 mars et de l'arrêté du 21 mars 1848, de la violation de l'article 13 de

la Constitution de 1848 et du principe de la liberté du commerce et de l'industrie, en ce que l'arrêt attaqué, préjugant le fond, a ordonné une mesure d'instruction pour vérifier des faits propres à établir l'existence du prétendu délit de marchandage, alors que les décret et arrêté du Gouvernement provisoire qui ont créé ce délit ont été implicitement abrogés par les lois postérieures :

Attendu que le paragraphe 2 du décret du 2 mars 1848, qui abolit l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs, et l'arrêté du 21 mars qui réprime le délit de marchandage sont encore en vigueur comme n'ayant été abrogés, soit expressément, soit implicitement, par aucun texte de loi;

Attendu que leur abrogation ne saurait, notamment, s'induire de l'article 13 de la Constitution de 1848, aux termes duquel « la Constitution garantit aux citoyens la liberté du travail et de l'industrie »; que cet article 13 formule seulement une doctrine générale, empruntée à la loi du 2 mars 1791, mais qu'il n'a pas eu pour effet d'abroger des dispositions législatives spéciales, telles que les décret et arrêté de mars 1848 réglementant, dans l'intérêt de l'ouvrier, l'exercice de la liberté du travail;

Attendu, au surplus, que l'article 6 du décret du 9 septembre 1848 porte que le décret du 2 mars, en ce qui concerne la limitation des heures de travail, est abrogé, et qu'il résulte, tant des travaux préparatoires et de la discussion de ce décret du 9 septembre, que des termes mêmes de son article 6, que le décret du 2 mars, qui abolit le marchandage, a été, au contraire, expressément maintenu;

D'où il suit que ce premier moyen du pourvoi doit être rejeté;

Sur le second moyen, pris, dans ses deux branches, de la fausse application des décret et arrêté de mars 1848, des articles 1. ., 59 et 60 du Code pénal, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré interlocutoirement ces textes de loi applicables au demandeur, soit comme coauteur éventuel du délit, alors qu'ils ne visent que les sous-entrepreneurs, soit comme complice éventuel du même délit, alors que les règles de la complicité ne peuvent pas s'appliquer dans cette matière :

Attendu que, suivant le décret du 2 mars 1848, l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs en marchandage est abolie;

Attendu que cette disposition vise exclusivement le sous-entrepreneur, ouvrier ou tâcheron, comme pouvant être l'auteur du marchandage, lorsqu'il emploie des ouvriers travaillant à l'heure ou à la journée, mais qu'elle ne s'applique ni au sous-entrepreneur qui n'est pas ouvrier, ni au travail à la tâche, ni aux associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres; que cela résulte, notamment, du considérant qui motive le décret du 2 mars, du second paragraphe de ce décret et du préambule de l'arrêté du 21 mars, qui réserve formellement la question du travail à la tâche;

Attendu que le décret du 2 mars ne prévoit pas non plus la participation directe de l'entrepreneur, soit comme coauteur, soit comme auteur principal, à l'accomplissement de ce délit : que cela résulte, également, des termes du considérant qui précède ce décret, où il est dit que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits *marchandeurs* ou *tâcherons*, est essen-

tiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité, sans aucune mention des entrepreneurs;

Attendu que l'arrêt attaqué allègue vainement que, à défaut du décret du 2 mars, l'arrêté du 21 mars, aux termes duquel toute exploitation de l'ouvrier, par voie de marchandage, est réprimée, comprendrait l'entrepreneur principal; que la légère différence de rédaction qui existe entre le décret du 2 et l'arrêté du 21 est sans aucune portée juridique; qu'il est constant, en effet, que l'arrêté n'a pas eu d'autre but que de donner au décret la sanction pénale qui lui manquait;

Attendu, enfin, qu'il est de principe qu'en matière pénale tout est de droit étroit, et qu'on ne saurait, ainsi que le dit à tort le jugement dont l'arrêt entrepris s'est approprié les motifs, « entendre dans un sens large » une disposition de loi qui prononce une peine, et « englober » dans cette disposition des individus et des actes qu'elle ne vise pas expressément; que cette manière de comprendre et d'interpréter les décret et arrêté de mars 1848 est contraire à toutes les règles qui gouvernent l'application des lois pénales, lorsqu'elles doivent toujours être entendues non dans un sens extensif, mais dans un sens restrictif;

Attendu que le demandeur soutient vainement, d'autre part, que, les relations directes de l'entrepreneur avec l'ouvrier étant protégées par l'immunité absolue qui résulte du principe de la liberté des conventions, l'entrepreneur ne peut devenir le complice d'un délit de marchandage, et que ce délit, étant un délit contraventionnel, ne comporte pas l'application des règles ordinaires de la complicité;

Attendu qu'il s'agit d'apprécier et de qualifier non pas les relations directes de l'entrepreneur avec l'ouvrier, mais l'assistance prêtée par l'entrepreneur au tâcheron, auteur principal éventuel d'un acte délictueux vis-à-vis de l'ouvrier;

Attendu, tout d'abord, que le délit de marchandage ne saurait être classé dans la catégorie des délits que le pourvoi appelle contraventionnels;

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'article 1^{er} du Code pénal l'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit, et que cette règle générale régit les matières spéciales, à moins d'une dérogation expresse de la loi;

Attendu que l'intention coupable doit accompagner le fait incriminé comme délit pour le rendre passible de la peine, et que ce principe ne souffre exception que dans le cas où la loi en a autrement ordonné, ou lorsque, par la nature des choses, ce fait rentre nécessairement dans la classe des délits matériels qui existent par cela seul que l'acte punissable a été accompli, et auxquels, pour cette raison, le législateur donne souvent lui-même le nom de contraventions;

Attendu que l'infraction réprimée par l'arrêté du 21 mars 1848 est punie d'une amende de 50 à 100 francs, pour la première fois, de 100 à 200 francs en cas de récidive, et, en cas de double récidive, d'un emprisonnement de un à six mois; qu'elle constitue donc un délit;

Attendu que l'exploitation de l'ouvrier par le sous-entrepreneur ouvrier comporte, par sa nature, au sens des décret et arrêté de mars 1848, l'appré-

ciation d'un acte frauduleux aboutissant au profit abusif que le tâcheron tire du travail de l'ouvrier; que cet acte nécessite donc, pour devenir délictueux, la réunion de trois éléments : un fait matériel, une intention de nuire et un préjudice pour l'ouvrier,

Attendu que, d'ailleurs, le marchandage n'exclurait pas l'application des règles ordinaires de la complicité, même en admettant la doctrine erronée du demandeur, suivant laquelle il pourrait être commis par un tâcheron de bonne foi;

Attendu que tout individu qui commet un délit peut être aidé dans cet acte coupable et que cette assistance est frappée de la même peine que la perpétration de l'acte, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement, que le principe ainsi posé par les articles 59 et 60 du Code pénal étant général, l'exception, pour être admise, doit être formellement écrite dans la loi; que cette exception n'existe pas dans les décret et arrêté de mars 1848;

D'où il suit :

1° Que l'arrêt attaqué a faussement appliqué les décret et arrêté précités, en considérant l'entrepreneur comme pouvant être le co-auteur du délit de marchandage;

2° Que cet arrêt a, au contraire, sainement interprété lesdits décret et arrêté en retenant la fraude et le dol comme devant être les éléments substantiels du marchandage réprimé par la loi, et que l'entrepreneur complice de ce délit tombe enfin, suivant le droit commun, sous le coup des dispositions générales des articles 59 et 60 du Code pénal;

Sur le moyen additionnel, pris de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a éventuellement retenu à la charge du demandeur un délit de marchandage qui, en l'état des faits constatés, ne pouvait lui incombier ni comme co-auteur, ni comme complice;

Attendu que la citation incriminait une combinaison entre l'entrepreneur et le tâcheron ayant eu pour résultat de faire exécuter les travaux de l'entreprise à prix réduits, sous le couvert d'un tâcheron insolvable, au détriment des ouvriers;

Attendu que l'arrêt attaqué déclare expressément qu'il n'est pas exact que les faits allégués par les ouvriers soient, d'ores et déjà, démentis par les documents produits à la Cour au nom de l'entrepreneur; que cette appréciation de fait est souveraine et qu'elle justifie, à ce point de vue, la mesure d'instruction qui a été ordonnée.

Mais attendu que, de ce qui précède, il résulte qu'il y a lieu de casser l'arrêt attaqué pour ce motif seulement que le dispositif du jugement que cet arrêt s'est approprié, a prescrit une expertise dont l'objet essentiel est, suivant les termes de la mission donnée à l'expert, de rechercher les éléments de la culpabilité de l'entrepreneur, considéré par l'arrêt, comme l'auteur principal ou le co-auteur d'un délit de marchandage, alors que cet entrepreneur ne peut être, légalement, que le complice éventuel de ce délit;

PAR CES MOTIFS,

Casse et annule l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris, le 9 juillet 1897, et pour être statué à nouveau, conformément à la loi, renvoie la cause et les

parties, en l'état, devant la Cour d'appel d'Orléans, à ce déterminée, par délibération spéciale prise en la Chambre du Conseil, etc.;

La Cour d'Orléans a confirmé, par défaut, l'arrêt de la Cour de Paris; opposition a été faite à cet arrêt, et, sur cette opposition, l'arrêt suivant a été rendu.

COUR D'APPEL D'ORLÉANS.

Arrêt du 18 juillet 1899.

Sur le renvoi de la Cour de cassation,

LA COUR,

Statuant comme Cour de renvoi en vertu de l'arrêt de la Cour de cassation du 4 février 1898,

Attendu qu'à la date du 5 juillet 1898, la Cour a rendu un arrêt par défaut confirmant le jugement du tribunal correctionnel de la Seine dont est appel;

Attendu que le sieur C... a formé opposition à cet arrêt dans le délai de la loi;

Que cette opposition est recevable et qu'il convient de l'examiner au fond:

Sur les questions de savoir si le décret du 2 mars 1848 est toujours en vigueur et si C... peut être poursuivi comme complice éventuel du délit de marchandage qui aurait été commis par M...;

Attendu qu'il y a lieu de maintenir la décision et les motifs de l'arrêt frappé d'opposition;

Sur le point de savoir s'il existe plusieurs espèces de marchandage prohibés par le décret de 1848;

Attendu que le marchandage consiste dans la convention passée entre un tâcheron ouvrier et des ouvriers qu'il emploie et qu'il paye à l'heure ou à la journée pour l'exécution de travaux de sous-entreprise;

Attendu qu'il n'y a pas d'autre genre de marchandage défendu par le législateur;

Que cela résulte clairement des travaux préparatoires du décret de 1848 et des termes mêmes du décret;

Attendu, en effet, que le 1^{er} mars 1848 une proclamation annonçait la prochaine solution des questions relatives aux heures de travail et à l'abolition du marchandage;

Que la commission du Luxembourg se réunit sans délai et qu'on lit dans le procès-verbal du même jour le passage suivant:

« Sur le marchandage, des détails précis sont donnés par divers membres,

il en résulte que diverses sortes de marchandages sont à distinguer. Il y a les marchandeurs ou tâcherons qui sous-entreprennent certaines parties de travaux et les font exécuter à la journée par des ouvriers sous leurs ordres directs. Ce genre de marchandage est oppressif pour l'ouvrier. L'abolition en est, non seulement consentie, mais réclamée par l'assemblée. »

Que le même procès-verbal constate que le marchandage qui consiste dans le travail à la pièce est à conserver ;

Qu'enfin un troisième genre de marchandage qui consiste dans l'entreprise faite ensemble par plusieurs ouvriers par association avec partage de bénéfice est à conserver et à encourager ;

Attendu que c'est dans cette situation que le Gouvernement provisoire a déclaré aboli le marchandage tel qu'il est défini dans le premier paragraphe du procès-verbal susindiqué ;

Attendu que le décret du 2 mars 1848 est clair et précis, que par une disposition qui n'est pas sujette à interprétation, il abolit le marchandage tel qu'il vient d'être défini ci-dessus.

Sur la complicité imputée au sieur C...

Attendu que le marchandage étant un délit, le sieur C... peut être considéré comme complice de ce délit si ses agissements rentrent dans les termes de l'article 60 du code pénal ;

Attendu qu'il résulte des documents de la cause, des explications fournies par les parties et qu'il n'est pas méconnu par C..., qu'il savait, lorsqu'il a passé son contrat de sous-entreprise avec M..., que celui-ci emploierait pour l'exécution des travaux des ouvriers travaillant à l'heure ou à la journée ;

Que dans ces conditions une expertise est inutile ;

Que de ce qui précède il résulte en effet que la Cour n'a pas à rechercher si le salaire payé aux ouvriers constituait un salaire moyen ou avili ; que le salaire ne dépend que de la libre convention des parties.

PAR CES MOTIFS :

Déclare recevable l'opposition du sieur C... contre l'arrêt par défaut du 5 juillet 1898 ;

Maintient ledit arrêt dont ses dispositions non contraires au présent arrêt ;

Dit que le décret du 2 mars 1848 prohibe tout marchandage dans distinction et s'applique au marché pur et simple passé par le sous-entrepreneur ouvrier avec des ouvriers employés et payés par lui à l'heure ou à la journée ;

Dit que C... s'est rendu complice dans les conditions spécifiées par l'article 60 du code pénal du délit de marchandage imputé à M..., en ce que, lors du contrat de sous-entreprise passé avec ce dernier, il a eu connaissance que M..., pour l'exécution des travaux susindiqués, emploierait, ainsi qu'il l'a fait, des ouvriers payés à l'heure ou à la journée.

EN CONSÉQUENCE :

Vu l'arrêté des 21-24 mars 1848 ainsi conçu :

« Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois ; de 100 à 200 francs en

cas de récidive, et s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de 1 à 6 mois. Ce produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail ».

Condamne le sieur C. . . à la peine de 50 francs d'amende.

Et attendu que C. . . n'a jamais subi de condamnation à l'emprisonnement; que les renseignements fournis sur son compte sont favorables,

Et lui faisant application de l'article premier de la loi du 26 mars 1891, qui a été lu à l'audience par le président et qui est ainsi conçu :

« En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime et délit de droit commun, les cours ou tribunaux peuvent ordonner par le même jugement et par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

« Si pendant le délai de cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera comme non avenue. Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde. »

Dit qu'il sera sursis à l'exécution de la peine prononcée ;

Condamne le sieur C. . . à la moitié des frais faits tant devant le tribunal de la Seine que devant la cour de Paris à l'exception des frais de l'arrêt cassé ;

Le condamne en outre et ce à titre de dommages-intérêts à la totalité des frais faits devant la Cour d'Orléans, liquidés : 1° pour ceux dus au Trésor A. . . , 2° pour ceux de la partie civile d'après l'état des frais taxés de M^e . . . , avoué, dont le ministère est reconnu nécessaire A. . . , en ce non compris le coût du présent arrêt et de sa signification ; dit que les parties civiles seront tenues des frais dus au Trésor sous leur recours contre C. . .

Fixe à l'égard de ce dernier la contrainte par corps au minimum.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ALLEMAGNE.

ORDONNANCE DU CONSEIL FÉDÉRAL DU 25 AVRIL 1898

concernant la création et l'exploitation d'établissements industriels dans lesquels on procède à la mouture des scories Thomas ou à l'emmagasiner des scories moulues (1).

Cette ordonnance dispose que les locaux où l'on broie ou concasse les scories ou ceux où l'en emmagasine les scories moulues doivent être spacieux et faciles à aérer. Le parquet doit être ferme de manière à permettre l'enlèvement de la poussière par l'humidité.

Le cassage à la main des scories ne peut se faire qu'à l'air libre ou sous des hangars ouverts. Les appareils mécaniques qui servent au cassage ou à la mouture des scories doivent être installés de manière à éviter tout dégagement de poussière et être munis de chambres à poussière. Les mêmes précautions doivent être prises pour le transport de la matière moulue et pour le chargement des appareils.

Les travaux de réparation à faire aux appareils ou dispositifs ne peuvent être exécutés que par des ouvriers munis de respirateurs ou d'appareils analogues. Les sacs dans lesquels on met la scorie moulue doivent être serrés et résistants. La scorie moulue ne peut être conservée en amas que dans des locaux spéciaux (silos) et des dispositions doivent être prises pour éviter qu'il ne faille y entrer pour les vider. La mise en sacs ne peut se faire que sous des appareils d'aspiration énergiques.

Un vestiaire-lavoir et un réfectoire doivent être fournis aux ouvriers dans une partie de l'établissement à l'abri de la poussière et, une fois par semaine, les ouvriers doivent avoir la faculté de prendre un bain chaud.

Il est défendu de laisser entrer dans les locaux où se trouvent les scories, des ouvrières ou de jeunes ouvriers. Le travail des ouvriers employés au cassage ou à la mouture des scories ne peut durer plus de dix heures par jour et il doit être interrompu par des repos d'une durée totale de deux heures. Il est défendu d'engager des ouvriers qui ont l'habitude de boire ou qui ont des maladies des voies respiratoires. Le chef d'industrie doit tenir un registre mentionnant le nombre de ces ouvriers et les cas de maladie.

(1) Extrait de la *Revue du travail* publiée par l'Office du travail de Belgique (août 1899).

CIRCULAIRE

concernant l'installation et l'exploitation des filatures de crins de cheval, des ateliers de préparation des cheveux et des soies ainsi que des fabriques de brosses et de pinceaux (28 janvier 1899. Reichsanzeiger, 1^{er} février 1899).

En vertu des articles 120-*e* et 139-*a* de l'ordonnance industrielle, le conseil fédéral a arrêté les mesures suivantes :

Dans les ateliers dans lesquels on travaille les crins de cheval ou de gros bétail, prépare les soies de porc ou fabrique des brosses et pinceaux, les matières premières, cheveux, soies, crins venant de l'étranger devront, avant d'être mises en service, être désinfectées soit par un jet de vapeur pendant une demi-heure, soit par l'ébullition dans une dissolution de permanganate de potasse, soit par l'ébullition dans l'eau ordinaire pendant deux heures, soit par toute autre méthode qui sera proposée. Le matériel doit être aussi désinfecté et le matériel non désinfecté doit être séparé du matériel désinfecté. Ne sont pas soumises à la désinfection les matières qui ne peuvent être soumises au traitement de désinfection sans éprouver de graves détériorations ou les matières qui ont subi dans les pays d'origine, un traitement approprié ; dans ce dernier cas, un certificat doit accompagner ces marchandises. On ne doit, avant la désinfection, faire subir aux cheveux, soies, etc, aucune manipulation si ce n'est celle qui consiste à classer les matières suivant les moyens de désinfection à employer ou à leur faire subir un traitement les empêchant de se corrompre. Les jeunes ouvriers ne peuvent être employés dans les ateliers de désinfection ou dans les ateliers où on manipule les matières non encore désinfectées. Le patron de ces ateliers doit également veiller à ce que les ouvriers ayant des blessures, notamment au cou, à la figure et aux mains, n'y soient pas occupés. Le patron doit tenir registre des quantités de cheveux, crins, soies de porcs, etc., qui lui sont amenées de leur lieu d'origine, de la durée et du mode de désinfection ; il doit conserver les certificats de désinfections opérées dans les établissements publics afin de les représenter à l'inspection (art. 139 *b*, ordonnance industrielle). Les stocks de marchandises non désinfectées ou dispensées de la désinfection doivent être gardés dans des vases ou dans des locaux séparés et bien clos ; ces locaux, ainsi que les passages qui y conduisent, doivent être entretenus en bon état de propreté ; on devra éviter autant que possible de soulever la poussière en nettoyant ces locaux.

Des dispositions spéciales sont prises pour les ateliers dans lesquels on occupe un personnel de plus de 10 personnes ; le plancher doit être plein et imperméable, on doit enlever la poussière après avoir mouillé le plancher ; les murs et plafonds qui ne sont pas recouverts d'un enduit que l'on puisse laver ou peints à l'huile, doivent être, au moins une fois par an, passés au

lait de chaux ; dans les nouveaux ateliers, les ouvriers qui séjourneront dans des ateliers où il se produit de la poussière devront disposer d'au moins 5 mètres cubes d'air.

Au moins deux fois par jour et pendant une demi-heure chaque fois, de préférence à l'heure des repas ou avant la reprise du travail, les ateliers devront être aérés ; pendant ce temps, aucun ouvrier ne devra séjourner dans l'atelier ; les planchers de ces ateliers où auront lieu des travaux produisant de la poussière devront être lavés au moins une fois par jour, les tables sur lesquelles on travaillera au moins deux fois par semaine. Les locaux de filature ou d'apprêt de crins de chevaux dans lesquels on procède au triage ou au démêlage doivent être séparés des autres ateliers et les poussières ou autres saletés provenant du travail doivent être recueillies et emportées ; les machines servant au nettoyage, démêlage, etc., doivent être enfermées dans des boîtes hermétiquement closes et des ventilateurs doivent emporter les poussières dans des chambres spéciales où elles sont brûlées. Les ouvriers occupés au travail des matières non désinfectées doivent être munis, par les soins du patron, de vêtements et de coiffures de travail, le patron doit s'assurer que, seuls, les ouvriers qui doivent exécuter le travail de nettoyage utilisent les vêtements spéciaux et seulement pendant le temps pendant lequel ils sont occupés et, qu'ensuite, ces vêtements sont placés dans des chambres spéciales et désinfectés une fois par semaine au moins. Le patron doit faciliter à ses ouvriers de prendre un bain chaud au moins deux fois par semaine. Un local spécial doit être accordé aux ouvriers pour changer de costume et pour pouvoir se laver ; si les ouvriers prennent leur repos à l'usine, une salle spéciale leur est affectée. Du savon, des torchons et des armoires pour déposer les vêtements avant le commencement du travail sont fournis par le patron. Les ouvriers qui, malgré les observations réitérées, n'auront pas tenu compte des prescriptions ci-dessus énoncées seront prévenus qu'ils seront renvoyés sans délai-congé d'usage et sans indemnité. La présente circulaire sera affichée dans les salles où les ouvriers s'habilleront et dans celle dans laquelle ils prendront leur repas.

Les prescriptions seront applicables le 1^{er} juillet 1889.

RUSSIE.

ORGANISATION

*d'un Conseil supérieur des fabriques, des usines
et des industries minières.*

La loi du 7 juin 1899, portant institution près le département du commerce et des manufactures (ministère des finances) d'un conseil supérieur

pour les affaires des fabriques, des usines et des industries minières et renforçant les cadres du personnel d'inspection, est appelée à donner un grand essor au développement régulier de ces industries.

D'après le texte de la loi, paru ces jours-ci dans le *Messenger officiel*, la tâche principale du conseil supérieur susmentionné consiste à veiller à la stricte observation des lois en vigueur et au maintien du bon ordre dans les fabriques et usines, ainsi que dans les entreprises minières. Le conseil est présidé par le ministre des finances et, en font partie l'adjoint de ce ministre, le directeur du département du commerce et des manufactures, le vice-directeur de ce département, chargé de contrôler spécialement le service d'inspection des fabriques, le gérant de la section des contributions indirectes, le directeur et un des vice-directeurs du département de la police, le vice-directeur du département des affaires économiques (ministère de l'intérieur), deux délégués du ministère de l'agriculture et des domaines, des délégués des ministères de la guerre et de la justice, un pour chacun de ces ministères, un certain nombre d'inspecteurs de circonscription de fabriques (désignés par le ministre des finances) et sept délégués des industriels intéressés.

Le conseil se réunit aussi souvent que le président le juge nécessaire (en cas d'empêchement pour le ministre des finances, les fonctions de président du conseil sont remplies par l'adjoint du ministre). Les attributions du conseil consistent, savoir :

1° A édicter, à titre de corollaire et de complément aux dispositions législatives en vigueur, des instructions et des ordonnances spéciales : a) pour le maintien de l'ordre et la bonne organisation des fabriques, des usines et des industries minières, b) pour tout ce qui concerne l'embauchage des ouvriers et les rapports mutuels entre ceux-ci et les patrons, et c) la durée du travail ;

2° Tracer les règles générales concernant les mesures à prendre pour protéger la vie, la santé et la moralité des ouvriers durant le travail ;

3° Édicter des règlements complémentaires concernant les rapports des diverses catégories d'ouvriers avec les corps administratifs des fabriques, usines et des industries minières ;

4° Pourvoir à l'annulation des ordonnances irrégulières et illégales émanant éventuellement des organes auxiliaires du service d'inspection ;

5° Statuer sur les plaintes apportées contre des dispositions et des ordonnances des conseils de circonscription et de province pour les affaires des fabriques, usines et industries minières ;

6° Indiquer, au besoin, aux organes auxiliaires du service d'inspection, l'interprétation qu'il convient de donner aux dispositions législatives et administratives de sa compétence ;

7° Statuer sur toute autre question que les ministres de l'intérieur, de la guerre, des finances et de l'agriculture et des domaines jugeraient opportun de lui soumettre.

Comme on voit, les pouvoirs conférés au conseil lui ouvrent un vaste champ d'activité et lui donnent une grande latitude pour assurer le fonctionnement régulier des grands établissements industriels.

Pour faciliter la tâche au conseil, la loi l'autorise à utiliser, chaque fois

qu'il le juge nécessaire, la coopération d'hommes spéciaux. Dans d'autres cas, est prescrite par la loi la présence de délégués spéciaux de divers services publics, d'un membre du conseil médical ou du département de médecine et d'un membre du comité technique des constructions, chaque fois qu'il s'agit de statuer sur les mesures à prendre pour la protection de la vie et de la santé des ouvriers; d'un délégué du ministère de l'instruction publique, lorsque le conseil est saisi de questions concernant l'instruction primaire à donner aux enfants d'ouvriers.

Les décisions du conseil sont prises à la simple majorité des voix; la présence de trois délégués du gouvernement, au moins, est requise pour que la séance du conseil soit valable. Les décisions du conseil sont mises à exécution par les soins du ministre dans le ressort duquel sont placés les établissements industriels visés par ces décisions. Chaque décision du conseil doit être préalablement approuvée par le ministre compétent.

Quant à la partie de la loi susmentionnée concernant les cadres du personnel d'inspection, elle définit en premier lieu les établissements qui rentrent dans la catégorie des industries minières. Ce sont: *a*) les usines travaillant le minerai; *b*) les usines métallurgiques et les usines pour la production de métaux ouvrés (et par conséquent aussi les fabriques de machines, etc.) lorsque ces dernières sont rattachées à des usines travaillant le minerai d'un même propriétaire, et *c*) les salines.

Comme certains de ces établissements relèvent du ministère des finances, tandis que d'autres sont placés dans le ressort du ministère de l'agriculture et des domaines, il est réservé à ces deux ministères de confier réciproquement, chaque fois qu'ils le trouvent utile le service d'inspection aux organes l'un de l'autre.

Dans chaque province et territoire, il est institué, sous la présidence du gouverneur, un conseil provincial pour les affaires des fabriques, usines et industries minières. Quatre délégués des industriels intéressés font partie de ce conseil. En ce qui concerne spécialement les conseils de Saint-Petersbourg, de Moscou et de Varsovie, chaque fois qu'il s'agit de questions se rapportant aux établissements situés dans ces villes, la séance du conseil est présidée à Saint-Petersbourg par le préfet de la capitale, à Moscou et à Varsovie, par les grands maîtres de police de ces villes.

Pour renforcer le service de surveillance sur les industries minières, il est institué douze postes d'ingénieurs de mines de circonscription et six postes d'ingénieurs des mines adjoints de circonscription; quant aux fabriques et usines ne rentrant pas dans la catégorie des industries minières, elles sont soumises à la surveillance des inspecteurs de circonscription, du ressort du département du commerce et des manufactures, des inspecteurs en chef de province et des candidats aux fonctions d'inspecteur en chef. Les inspecteurs de circonscription sont choisis parmi les personnes ayant terminé leurs études dans des établissements d'instruction supérieure, notamment dans des écoles techniques. Les fonctions d'inspecteurs en chef dans les provinces de Vilna, Vitebsk, Volhynie, Grodno, Kalouga, Kovno, Kostroma, Livonie, Nijni-Novgorod, Orel, Podolie, Riazan, Smolensk, Tambow, Tver, Toula, Kharkow, Kherson, Yaroslav et Esthonie sont assimilées à

celles des fonctionnaires de 5^e classe. Les inspecteurs de circonscription, dont la tâche consiste à contrôler le service du personnel d'inspection des fabriques dans les provinces rentrant dans la circonscription respective, et à dresser une statistique de cette branche de l'industrie, sont, en vertu de la charge même qu'ils occupent, membres du conseil supérieur pour les affaires de fabriques, usines et industries minières, et ils assistent aux séances de ce conseil sur l'invitation du ministre des finances.

Le ministre de l'agriculture et des domaines est chargé de pourvoir à une nouvelle répartition en circonscriptions minières, des provinces placées sous une dépendance immédiate du département des mines, ainsi que des territoires miniers de l'Oural et de la Russie méridionale et occidentale; en outre, le ministre désignera les lieux de résidence des ingénieurs des mines de circonscription et de leurs adjoints.

Les conseils pour les affaires minières près le département des mines et les administrations minières de la Russie d'Europe sont supprimés et leurs attributions sont transférées à des conseils provinciaux et territoriaux pour les affaires des fabriques et des industries minières.

En ce qui touche l'institution du conseil supérieur pour les affaires des fabriques, usines et industries minières, ainsi que les cadres complémentaires du personnel du département du commerce et des manufactures et des cadres du personnel d'inspection des fabriques par circonscriptions, et la suppression des conseils pour les affaires minières, mentionnés à l'alinéa ci-dessus, la loi est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1899, et pour les autres dispositions, elle sera appliquée à partir du 1^{er} janvier 1900.

Il convient de noter que la nouvelle loi étend à la province de Bakou les règlements concernant la surveillance des fabriques et usines et des rapports mutuels entre les ouvriers et les patrons, ainsi que toutes les dispositions contenues à ce sujet dans la loi elle-même.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

LOI DU 27 DÉCEMBRE 1890

sur le contrat de louage et sur les rapports des agents de chemins de fer avec les compagnies.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — L'article 1780 du code civil est complété comme il suit :

« Le louage de service, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes.

« Néanmoins, la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts.

« Pour la fixation de l'indemnité à allouer, le cas échéant, il est tenu compte des usages, de la nature des services engagés, du temps écoulé, des retenues opérées et des versements effectués en vue d'une pension de retraite, et, en général, de toutes les circonstances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé.

« Les parties ne peuvent renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts en vertu des dispositions ci-dessus.

« Les contestations auxquelles pourra donner lieu l'application des paragraphes précédents, lorsqu'elles seront portées devant les tribunaux civils et devant les cours d'appel, seront instruites comme affaires sommaires et jugées d'urgence. »

Art. 2. — Dans le délai d'une année, les compagnies et administrations de chemins de fer devront soumettre à l'homologation ministérielle les statuts et règlements de leurs caisses de retraites et de secours.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 décembre 1890.

CARNOT.

Par le Président de la République :

Le ministre des travaux publics,

YVES GUYOT.

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice et des cultes,*

A. FALLIÈRES.

*Le ministre du commerce,
de l'industrie et des colonies,*

JULES ROCHE.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

dont la déclaration est parvenue aux inspecteurs du travail pendant le premier trimestre de l'application de la loi du 9 avril 1898.

(DU 1^{er} JUILLET AU 1^{er} OCTOBRE 1899.)

NUMÉROS des CIRCONSCRIP- TIONS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS.	NUMÉROS des CIRCONSCRIP- TIONS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS.
1 ^{re} .	Seine.....	8,493	4 ^e .	Aisne.....	719
	Seine-et-Marne.....	390		Ardenne.....	652
	Seine-et-Oise.....	1,324		Meuse.....	278
	TOTAUX.....	11,207		Marne.....	450
2 ^e .	Allier.....	652		Meurthe-et-Moselle..	1,096
	Cher.....	192		Vosges.....	473
	Creuse.....	45		TOTAUX.....	3,668
	Haute-Vienne.....	251	5 ^e .	Nord.....	5,564
	Indre.....	129		Pas-de-Calais.....	1,061
	Indre-et-Loire.....	267		Somme.....	561
	Loiret.....	226		TOTAUX.....	7,186
	Loir-et-Cher.....	98	6 ^e .	Calvados.....	385
	Vienne.....	114		Eure.....	274
3 ^e .	TOTAUX.....	1,884		Eure-et-Loir.....	204
	Aube.....	261		Manche.....	205
	Yonne.....	201		Oise.....	508
	Côte-d'Or.....	308		Orne.....	165
	Haute-Marne.....	325		Seine-Inférieure.....	2,566
	Saône-et-Loire.....	760		TOTAUX.....	4,307
	Nièvre.....	187	7 ^e .	Côtes-du-Nord.....	101
	Jura.....	206		Deux-Sèvres.....	150
	Doubs.....	228		Finistère.....	160
	Haut-Rhin.....	108		Ille-et-Vilaine.....	322
	Haute-Saône.....	163		A reporter...	733
	TOTAUX.....	2,747			

NUMÉROS des CIRCONSCRIP- TIONS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS.	NUMÉROS des CIRCONSCRIP- TIONS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS.
7°. (Suite.)	Report.....	733	9°. (Suite.)	Report.....	1,278
	Loire-Inférieure.....	1,330		Pyrénées-Orientales..	40
	Maine-et-Loire.....	387		Tarn	129
	Mayenne	108		Tarn-et-Garonne....	70
	Morbihan.....	130		TOTAUX.....	1,517
	Sarthe.....	354			
	Vendée.....	119			
	TOTAUX.....	3,161			
			10°.	Basses-Alpes.....	8
				Hautes-Alpes.....	18
8°.	Charente.....	146		Alpes-Maritimes....	256
	Charente-Inférieure..	237		Ardèche.....	150
	Corrèze	50		Bouches du-Rhône...	2,668
	Dordogne.....	117		Corse.....	4
	Gers.....	15		Drôme.....	128
	Gironde.....	1,211		Gard.....	464
	Landes.....	177		Var	314
	Lot.....	20		Vaucluse	171
	Lot-et-Garonne.....	154		TOTAUX.....	4,181
	Basses-Pyrénées.....	196			
9°.	Hautes-Pyrénées.....	41	11°.	Ain.....	196
	TOTAUX.....	2,364		Isère.....	609
				Loire.....	1,024
	Ariège	142		Loire (Haute-).....	79
	Aude	131		Puy-de-Dôme.....	202
	Aveyron.....	196		Rhône.....	1,402
	Cantal.....	42		Savoie.....	175
	Haute-Garonne.....	331		Savoie (Haute-).....	72
	Hérault.....	394		TOTAUX.....	3,759
	Lozère	42			
	A reporter...	1,278		TOTAL GÉNÉRAL... (1)	45,981

(1) Pendant l'année 1898 tout entière, le nombre des accidents déclarés n'avait été que de 35,433.

PROPOSITION DE LOI

sur le code du travail présentée, le 13 juin 1898,
par MM. Arthur Groussier, Dejeante, etc., députés.

EXTRAITS.

LIVRE I.

Conditions du travail.

TITRE I.

CONDITIONS DU TRAVAIL.

CRAPITRE III.

CONDITIONS DES CONTRATS DU TRAVAIL.

Section 2. — Capacité des parties contractantes.

.....
ART. 27. — Ne peuvent occuper les mineurs comme *ouvriers ou apprentis* :
Les individus qui ont subi une condamnation pour crime; ceux qui ont
été condamnés pour attentat aux mœurs.

ART. 28. — L'incapacité résultant de l'article 27 du présent code pourra
être levée par le président du tribunal du travail, sur l'avis du maire, quand
le condamné, après l'expiration de sa peine, aura résidé pendant trois mois
dans la même commune.

ART. 28. — Ne peuvent loger *aucune mineure* occupée comme ouvrière ou
apprentie, les employeurs dont la maison n'est pas tenue par leur épouse ou
une femme de leur famille.
.....

Section 3. — Conditions particulières aux contrats de travail.

§ 1. — Contrats authentiques ou sous-seing privé.

ART. 30. — Les contrats de travail contiendront :

- 1° Les nom, prénoms, profession et domicile de l'employeur;
- 2° Les nom, prénoms et domicile du travailleur;
- 3° Si le travailleur ou l'apprenti est mineur, son âge et les noms, prénoms, professions et domicile de ses père et mère, de son tuteur ou de la personne autorisée par ses parents, et à leur défaut par le tribunal de travail;

- 4° La date et la durée du contrat.

ART. 31. — Les conditions suivantes y seront insérées :

- 2° La spécialité du travail ou de l'emploi;
- 2° La durée de la journée de travail; les repos et congés;
- 3° Le salaire; le mode de paiement,

Et, s'il y a lieu :

- 4° La participation aux bénéfices;
 - 5° La participation à une caisse de retraites ou de secours;
 - 6° Le prix de l'apprentissage;
 - 7° Les conditions de logement et nourriture;
 - 8° La durée du délai-congé;
 - 9° Les dommages-intérêts en cas de résiliation,
- Et toutes autres conditions arrêtées entre les parties.

.....
ART. 38. — Les employeurs sont tenus de faire afficher; dans un ou plusieurs endroits très apparents des locaux de travail, les dispositions des règlements de travail, et principalement les suivantes :

- 1° Les heures auxquelles commence et finit le travail;
- 2° Les heures et la durée des repos;
- 3° Le jour de repos hebdomadaire;
- 4° Les jours et heures de paye et d'acompte.

Ces dispositions concernant l'ensemble du personnel, chaque équipe ou chaque série, s'il y a lieu.

ART. 39. — Ils feront afficher s'il y a lieu :

- 1° Les conditions du contrat de participation aux bénéfices;
- 2° Les statuts et règlements des caisses de retraites ou de secours.

ART. 40. — Ces affiches indiqueront également les noms et adresses des inspecteurs du travail de la circonscription.

.....
ART. 51. — L'employeur doit assurer l'observation des dispositions du présent code.

Il doit veiller au maintien des bonnes mœurs dans son établissement.

Les travailleurs doivent se conformer également à ces dispositions.

ART. 52. — Il est interdit d'occuper des travailleurs de l'un ou de l'autre sexe, âgés de moins de vingt-et-un ans, dans les locaux de travail où se confectionnent, s'emmagasinent ou se vendent des écrits, imprimés, affiches, gravures, peintures, emblèmes, images et autres objets qui, même sans tomber sous l'application des lois pénales, sont cependant de nature à blesser leur moralité.

TITRE II.

ADMISSION AU TRAVAIL.

CHAPITRE I.

INCAPACITÉS PROFESSIONNELLES.]

ART. 85. — Les adultes ne seront admis aux travaux présentant des dangers pour la sécurité publique ou leur propre sécurité qu'après avoir justifié des connaissances nécessaires à l'exercice de leur profession.

ART. 86. — Les professions nécessitant des connaissances spéciales et les conditions d'admission à ces professions seront déterminées par des règlements d'administration publique, après avis du conseil supérieur du travail.

ART. 87. - - Les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de

tout âge ne sont admis aux travaux dangereux, insalubres, pénibles ou souterrains.

Les travaux dangereux, insalubres et pénibles sont indiqués au titre du présent code : Hygiène et sécurité des travailleurs.

ART. 88. — Les enfants ne peuvent être admis au travail avant l'âge de quatorze ans révolus.

ART. 89. — Les inspecteurs du travail pourront toujours requérir un examen médical de tous les enfants de moins de dix-huit ans, à l'effet de constater si le travail dont ils sont chargés n'excède pas leurs forces.

ART. 90. — Cet examen d'aptitude physique sera fait à titre gratuit, par l'un des médecins inspecteurs des écoles ou tout autre médecin chargé d'un service public, désigné par le préfet.

ART. 91. — Suivant l'avis des médecins, et après examen contradictoire, si les parents le réclament, les inspecteurs auront le droit d'exiger que l'enfant soit occupé à un travail moins pénible.

ART. 92. — Les travailleurs ne peuvent être admis au travail lorsqu'ils sont malades.

Ils ne peuvent être admis aux travaux dangereux, insalubres, pénibles ou souterrains même en cas de simple indisposition.

ART. 93. — Les femmes enceintes ne doivent pas être admises au travail six semaines avant et six semaines après leur accouchement.

ART. 94. — Les travailleurs auxquels l'employeur interdit le travail en raison des dispositions des articles 92 et 93 du présent code, et qui contestent cette décision, ne pourront être admis au travail, que s'ils sont munis d'un certificat délivré gratuitement par l'un des médecins indiqués à l'article 90 du présent code.

CHAPITRE III.

LIVRETS.

ART. 102. — Les travailleurs de plus de dix-huit ans n'ont pas de livret.

ART. 103. — Il est interdit d'en exiger d'eux, sauf les livrets de compte pour les travailleurs occupés au tissage et au bobinage.

ART. 104. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans occupés comme jeunes travailleurs ou apprentis devront posséder un livret indiquant leurs nom, prénoms, la date et le lieu de leur naissance et leur domicile.

ART. 105. — Ces livrets seront délivrés gratuitement par les secrétaires des tribunaux de travail, aux père, mère, tuteur ou employeur de l'enfant.

ART. 106. — Les employeurs inscriront sur ce livret la date de l'entrée dans l'atelier et celle de la sortie.

ART. 107. — Les employeurs devront tenir un registre sur lequel ils inscriront les enfants âgés de moins de dix-huit ans qu'ils occupent, et sur lequel ils mentionneront toutes les indications portées sur les livrets.

TITRE III.

DURÉE DU TRAVAIL.

CHAPITRE I^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 111. — Les conditions de durée du travail pour les travailleurs agricoles seront déterminées, suivant les régions et les spécialités de travail ou de culture, par un règlement d'administration publique, après avis de la section agricole du conseil supérieur du travail.

ART. 112. — Les conditions de durée du travail pour tous les autres travailleurs sont réglées par les chapitres suivants.

ART 113. — Ces conditions sont applicables à tous les travailleurs de l'industrie ou du commerce, même dans les établissements publics, ceux qui ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, et ceux où ne sont employés que les membres de la famille.

CHAPITRE II.

DURÉE DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL.

Section 1. — Durée effective du travail.

ART. 114. — La durée de la journée des travailleurs désignés aux articles 112 et 113 du présent code ne pourra excéder huit heures de travail effectif par vingt-quatre heures.

ART. 115. — Il ne peut y avoir d'exception qu'en cas de réparations ou travaux nécessités par un accident grave, et lorsqu'il y a urgence pour la sécurité publique ou celle des travailleurs.

ART. 116. — L'inspecteur du travail appelé immédiatement pour constater l'accident est juge de l'urgence de ces réparations ou travaux et peut seul les autoriser.

ART. 117. — Lorsque le travail de l'établissement a une durée journalière supérieure à huit heures, il doit être constitué le nombre d'équipes nécessaires pour que la durée du travail de chacune ne puisse être supérieure à huit heures.

ART. 118. — Lorsque le travail de l'établissement est continu, il doit être constitué au moins trois équipes.

Section. 2. — Durée des repos.

ART. 119. — La journée des travailleurs sera coupée par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure.

ART. 120. — Le ou les repos doivent être fixés aux mêmes heures pour tout le personnel.

Aucune équipe ne pourra travailler pendant les repos d'une autre équipe.

ART. 121. — Pendant le ou les repos :

- 1° Les machines seront arrêtées ;
- 2° Le travail sera interdit ;
- 3° Les travailleurs sont libres de sortir de l'établissement.

ART. 122. — Il ne peut y avoir d'exception aux dispositions de l'article 120 et des deux premiers paragraphes de l'article 121 du présent code, que :

1° Dans les établissements où le travail est continu et dans les magasins de vente ;

2° Dans les autres établissements, pour les adultes conduisant les moteurs ou ceux chargés de l'entretien et du nettoyage des machines ou des locaux du travail.

ART. 123. — La durée du travail effectif, augmentée des repos dont elle est coupée, ne pourra excéder dix heures par jour.

CHAPITRE III.

TRAVAIL DE NUIT.

ART. 124. — Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit.

ART. 125. — Les adultes ne pourront travailler la nuit plus de deux semaines consécutives qui devront être suivies d'une période au moins égale de travail de jour.

Dans les établissements où le travail est continu, les équipes ne seront pas occupées plus de deux semaines consécutives dans chacune des périodes en lesquelles la journée de travail a été divisée.

ART. 126. — Le travail de nuit est interdit aux enfants âgés de moins de dix-huit ans et aux femmes de tout âge.

CHAPITRE IV.

REPOS HEBDOMADAIRE.

ART. 127. — Les travailleurs ne pourront être employés plus de six jours par semaine.

ART. 128. — Le jour de repos hebdomadaire sera le même pour tout le personnel d'un même établissement.

ART. 129. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge ne pourront être employés les jours de fêtes reconnus par la loi.

ART. 130. — Il ne peut y avoir d'exceptions aux dispositions des articles 128 et 129 du présent code que dans les établissements où le travail est continu.

Dans ces établissements, un roulement sera établi pour que chaque jour de la semaine soit affecté au repos d'un septième du personnel.

ART. 131. — Dans les établissements dont le travail n'est pas continu, il ne peut y avoir d'exception aux dispositions de l'article 128 du présent code que pour les adultes chargés de l'entretien et du nettoyage des machines ou de l'établissement.

LIVRE II.

Enseignement du travail.

ART. 331. — L'inspection relative à l'hygiène et à la sécurité publique est exercée :

- 1° Par les inspecteurs du travail;
- 2° Par les membres des commissions d'inspection du travail;
- 3° Par les médecins inspecteurs départementaux et communaux.

LIVRE III.

Protection du travail.

TITRE 1^{er}.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

CHAPITRE 1^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 336. — Sont soumis aux dispositions du présent titre tous les locaux de travail : manufactures, fabriques, usines, chantiers, magasins, ateliers de tout genre et leurs dépendances.

ART. 337. — Sont locaux de travail tous les locaux où les travailleurs peuvent se trouver à l'occasion du travail, que les établissements qui les comprennent appartiennent aux personnes, aux sociétés, aux communes, aux départements ou à l'État, qu'ils aient un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ou que seuls les membres de la famille y soient occupés.

ART. 338. — Ces dispositions sont également applicables à tout autre établissement où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

ART. 339. — Des prescriptions particulières, relatives soit à certaines industries, soit à certains modes de travail, seront déterminées par décret au fur et à mesure des nécessités constatées et après avis du conseil supérieur du travail et du comité consultatif d'hygiène publique.

CHAPITRE II.

SALUBRITÉ.

Section 1^{re}. — Aération.

ART. 340. — Les locaux fermés affectés au travail ne seront jamais encombrés.

Le cube d'air par travailleur ne pourra être inférieur à 6 mètres cubes.

ART. 341. — Ces locaux seront largement aérés.

Pendant les interruptions de travail pour les repas, et toutes les fois qu'il

sera nécessaire, l'air en sera entièrement renouvelé, de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des travailleurs.

ART. 342. — Les poussières et les gaz incommodes, insalubres ou toxiques seront évacués directement au dehors des locaux affectés au travail au fur et à mesure de leur production.

ART. 343. — Il sera installé des hottes avec cheminées d'appel ou tout autre appareil d'élimination efficace pour les buées, vapeurs, gaz et poussières légères.

ART. 344. — Il sera installé autour des appareils des tambours en communication avec une ventilation aspirante énergique pour les poussières déterminées par les meules, les batteurs, les broyeurs et tous autres appareils mécaniques.

ART. 345. — La ventilation aura lieu *per descensum* pour les gaz lourds, tels que vapeurs de mercure et de sulfure de carbone.

Les tables ou appareils de travail seront mis en communication directe avec le ventilateur.

ART. 346. — La pulvérisation des matières irritantes ou toxiques ou autres opérations, telles que le tamisage et l'emballage de ces matières, se feront mécaniquement en appareils clos.

ART. 347. — Les vapeurs, les gaz incommodes et insalubres et les poussières seront condensés ou détruits, dans les industries désignées par décret, après avis du conseil supérieur du travail et du comité consultatif d'hygiène publique.

ART. 348. — L'atmosphère des locaux affectés au travail sera tenue constamment à l'abri de toute émanation provenant d'égouts, fossés, puisards, fosses d'aisances ou de toute autre source d'infection.

ART. 349. — Dans les établissements qui déverseront les eaux résiduaires ou de lavage dans un égout public ou privé, toute communication entre l'égout et l'établissement sera munie d'un intercepteur hydraulique fréquemment nettoyé et abondamment lavé au moins une fois par jour.

Section 2. — Nettoyage.

ART. 350. — Les emplacements affectés au travail seront tenus en état constant de propreté.

ART. 351. — Le sol sera nettoyé à fond au moins une fois par jour soit avant l'ouverture, soit après la clôture du travail, mais jamais pendant le travail.

Ce nettoyage sera fait par un lavage, soit à l'aide de brosses ou de linges humides, si les conditions de l'industrie ou la nature du revêtement du sol s'opposent au lavage.

ART. 352. — Les murs et les plafonds seront l'objet de fréquents nettoyages. Les enduits seront refaits toutes les fois qu'il sera nécessaire.

ART. 353. — Dans les locaux où l'on travaille des matières organiques altérables, le sol sera rendu imperméable et toujours bien nivelé; les murs seront recouverts d'un enduit permettant un lavage efficace.

En outre, le sol et les murs seront lavés aussi souvent qu'il sera nécessaire avec une solution désinfectante.

Un lessivage à fond avec la même solution sera fait au moins une fois par an.

ART. 354. — Les résidus putrescibles ne devront jamais séjourner dans les locaux affectés au travail et seront enlevés au fur et à mesure.

Section 3. — Éclairage et chauffage.

ART. 355. — Les locaux affectés au travail, leurs dépendances, les cabinets d'aisances et notamment les passages et escaliers seront convenablement éclairés :

1° Dans la journée, par de larges fenêtres, des baies ou des toitures vitrées;

2° Dans la nuit, par des becs de gaz ou des lampes électriques en nombre suffisant.

ART. 356. — Les locaux affectés au travail seront maintenus à une température normale.

Ils seront chauffés en hiver et ventilés en été.

ART. 357. — Les locaux où la chaleur est excessive en raison même du travail devront être suffisamment ventilés pour que la température en soit rendue supportable.

Section 4. — Autres dispositions nécessitées par l'hygiène.

ART. 358. — Les travailleurs ne devront point prendre leurs repas dans les locaux affectés au travail.

Des réfectoires pourront être mis à leur disposition.

ART. 359. — Les travailleurs ne devront point coucher dans les locaux affectés au travail.

ART. 360. — Les travailleurs devront avoir à leur disposition les moyens d'assurer la propreté individuelle, vestiaires avec lavabos, ainsi que l'eau de bonne qualité pour la boisson.

ART. 361. — Les travailleurs devront avoir à leur disposition au moins un cabinet d'aisances pour cinquante personnes et des urinoirs en nombre suffisant.

ART. 362. — Les cabinets d'aisances ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où sont employés les travailleurs.

ART. 363. — Ils seront abondamment pourvus d'eau et, s'il est possible, munis de cuvettes avec inflexion siphonoïde du tuyau de chute.

Le sol sera en matériaux imperméables et les parois seront revêtues de carreaux de faïence.

ART. 364. — Aucun puits absorbant, aucune disposition analogue ne pourra être établi qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure et dans les conditions qu'elle aura prescrites.

ART. 365. — Les locaux affectés aux réfectoires, dortoirs, vestiaires, lavabos et les cabinets d'aisances sont soumis aux dispositions des trois sections précédentes concernant l'aération, la propreté, l'éclairage et le chauffage.

Section 5. — Dispositions particulières à certaines industries.

ART. 366. — Dans les verreries où le soufflage se fait à la bouche, un embout personnel sera mis à la disposition de chaque travailleur.

CHAPITRE III.

SÉCURITÉ.

Section 1^{re}. — Garanties générales.

ART. 367. — Les locaux où les travailleurs peuvent se trouver à l'occasion du travail doivent être aménagés de manière à garantir leur sécurité.

ART. 368. — Les escaliers seront solides et munis de fortes rampes.

ART. 369. — Les puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides seront pourvus de solides barrières ou garde-corps.

ART. 370. — Les échafaudages seront munis, sur toutes leurs faces libres, de garde-corps de 90 centimètres de haut, et une plinthe de 30 centimètres de haut encadrera les côtés du plancher.

ART. 371. — Les travailleurs des deux sexes qui ont à se tenir près des machines doivent porter des vêtements ajustés et non flottants.

ART. 372. — Les mesures de sécurité relatives aux mines, minières et carrières et celles concernant les appareils à vapeur sont déterminées par des lois spéciales.

Section 2. — Garanties contre l'incendie.

ART. 373. — Les sorties des locaux affectés au travail sur les cours, vestibules, escaliers et autres dépendances intérieures de l'usine doivent être munies de portes s'ouvrant de dedans au dehors, lorsque cette disposition permet de faciliter la sortie.

ART. 374. — Ces sorties seront assez nombreuses pour permettre l'évacuation rapide des locaux.

Elles seront toujours libres et ne devront jamais être encombrées de marchandises, de matières en dépôts ni d'objets quelconques.

ART. 375. — Le nombre des escaliers sera calculé de manière que l'évacuation de tous les étages d'un corps de bâtiment contenant des locaux destinés au travail puisse se faire immédiatement.

Ces escaliers devront être incombustibles, si la sécurité l'exige.

Section 3. — Prescriptions relatives aux organes et outils mécaniques.

§ 1^{er}. — *Emplacement des machines.* — ART. 376. — Les moteurs à vapeur, à gaz, à pétrole, les moteurs électriques, les roues hydrauliques, les turbines, ne seront accessibles qu'aux travailleurs affectés à leur surveillance.

Ils seront isolés par des cloisons ou barrières de protection.

ART. 377. — Les passages entre les machines, mécanismes, outils et autour d'eux auront une largeur d'au moins 1 mètre.

Le sol de ces passages ou intervalles sera soigneusement nivelé.

ART. 378. — Aucun travailleur ne pourra être habituellement occupé à un travail quelconque dans le plan de rotation ou aux abords immédiats d'un volant, d'une meule ou de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse.

§ II. — *Protection des organes et outils.* — ART. 379. — Toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines, et notamment

les bielles, roues, volants, les courroies et câbles, les engrenages, les cylindres et cônes de friction ou tous autres organes de transmission qui seraient reconnus dangereux, seront munis de dispositifs protecteurs tels que gaines et chéneaux de bois ou de fer, tambours pour les courroies et les bielles, ou de couvre-engrenages, garde-mains, grillages.

ART. 380. — Les machines-outils à instruments tranchants, tournant à grande vitesse, telles que machines à scier, fraiser, raboter, découper, hacher, les cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables seront disposés de telle sorte que les travailleurs ne puissent, de leur poste de travail, toucher involontairement les instruments tranchants.

ART. 381. — Le maniement des courroies sera toujours fait par le moyen de système tels que monte-courroie, porte courroie, évitant l'emploi direct de la main.

Il ne pourra être fait d'exception qu'en cas d'arrêt du moteur.

ART. 382. — Des dispositifs de sûreté devront être installés pour le nettoyage et le graissage des transmissions ou mécanismes en marche.

§ III. — *Arrêt des machines.* — ART. 383. — La mise en train et l'arrêt des machines devront être toujours précédés d'un signal convenu.

ART. 384. — Chaque machine sera munie d'un débrayage particulier.

ART. 385. — L'appareil d'arrêt de chaque machine sera toujours placé sous la main du conducteur de cette machine.

ART. 386. — Si le travailleur doit se déplacer autour de la machine qu'il conduit, cette machine devra être munie du nombre de commandes du débrayage nécessaires à assurer la promptitude de l'arrêt.

ART. 387. — Le moyen de demander l'arrêt des moteurs sera mis à la portée des conducteurs de machines et des chefs d'atelier ou contremaîtres.

ART. 388. — L'arrêt d'une machine ou d'un organe mécanique devra toujours être assuré par un calage convenable de l'embrayage ou du volant, surtout en cas de réparation ou de nettoyage.

§ IV. — *Monte-charges.* — ART. 389. — Les monte-charges, ascenseurs, élévateurs seront guidés et disposés de manière que la voie de la cage du monte-charge et des contre-poids soit fermée; que la fermeture du puits à l'entrée des divers étages ou galeries s'effectue automatiquement; que rien ne puisse tomber du monte-charge dans le puits.

ART. 390. — Lorsque les monte-charges seront destinés à transporter le personnel, la charge devra être calculée au tiers de la charge admise pour le transport des marchandises, et les monte-charges seront pourvus de freins, chapeaux, parachutes ou autres appareils préservateurs.

Section 4. — Prescriptions relatives aux conducteurs électriques.

ART. 391. — Les machines dynamos devront être isolées électriquement.

Elles ne seront jamais placées dans un local où des corps explosifs, des gaz détonants ou des poussières inflammables se manient ou se produisent.

ART. 392. — Les conducteurs électriques placés en plein air pourront rester nus : dans ce cas, ils devront être portés par des isolateurs de porce-

laine ou de verre ; ils seront écartés des masses métalliques, telles que gouttières, tuyaux de descente, etc.

ART. 393. — Les conducteurs nus placés à l'intérieur des locaux et destinés à des prises de courant sur leur parcours seront écartés des murs, hors de la portée de la main, et convenablement isolés.

Les autres conducteurs seront protégés par des enveloppes isolantes.

ART. 394. — Toutes précautions seront prises pour éviter l'échauffement des conducteurs à l'aide de coupe-circuits et autres dispositifs analogues.

Section 5. — Prescriptions relatives à divers travaux.

ART. 395. — Les travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères, ne seront entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace.

Les travailleurs appelés à travailler dans ces conditions seront toujours attachés par une ceinture de sûreté.

Section 6. — Travaux dangereux et insalubres.

ART. 396. — Il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge dans les locaux ou ateliers contenant des machines actionnées à la main ou par un moteur mécanique, dont les parties dangereuses ne sont point couvertes de couvre-engrenages, garde-mains et autres organes protecteurs.

ART. 397. — Il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge aux travaux suivants :

1° Au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche, ainsi qu'au maniement de leurs courroies ;

2° A faire tourner des appareils en sautillant sur une pédale et à faire tourner des roues horizontales ;

3° A travailler aux scies circulaires, scies à ruban, cisailles et autres lames tranchantes mécaniques ;

4° Au service des robinets à vapeur ;

5° Aux travaux exécutés à l'aide d'échafaudages volants pour la construction, la réfection ou le nettoyage des maisons.

ART. 398. — Il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge :

1° Dans les ateliers où s'opèrent le laminage et l'étirage de la verge de tréfilerie, en qualité de doubleur, sauf lorsque leur travail est garanti par des appareils protecteurs ;

2° Dans les fonderies en deuxième fusion et dans les hauts fourneaux, à enlever les crasses au moment de la coulée ;

3° Dans les fabriques de bouteilles et de verre à vitre, au soufflage par la bouche ;

ART. 399. — Il est interdit de les employer :

1° Dans les abattoirs publics ;

2° Dans les infirmeries de chiens ;

3° Dans les ménageries.

ART. 400. — Il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de dix-huit ans dans les ateliers et magasins :

- 1° Présentant des dangers d'explosion;
- 2° Présentant des dangers d'incendie.

ART. 401. — Il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge dans les locaux ou ateliers :

- 1° Où les travaux présentent des dangers d'empoisonnement;
- 2° Où les travaux peuvent causer des maladies spéciales;
- 3° Où se dégagent des vapeurs ou des gaz délétères;
- 4° Où se dégagent des vapeurs ou des émanations fétides;
- 5° Où se dégagent des poussières dangereuses, nuisibles ou vénéneuses.

ART. 402. — Les établissements et les travaux visés par les articles 400 et 401 du présent code, ainsi que les personnes auxquelles ces travaux sont interdits, sont indiqués dans le tableau A annexé au présent code.

ART. 403. — Les travaux dangereux et insalubres non énumérés dans le tableau A seront déterminés, ainsi que les conditions de leur interdiction, par décret, au fur et à mesure des nécessités constatées et après avis du conseil supérieur du travail et du comité consultatif d'hygiène publique.

Section 7. — Travaux pénibles et surcharges.

ART. 404. — Les femmes de tout âge ne pourront être employées :

- 1° A tourner des roues verticales;
- 2° A actionner, au moyen de pédales, les métiers dits à la main, les tours, les meules et les machines-outils.

ART. 405. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans du sexe masculin ne pourront être employés à ces travaux plus de quatre heures par jour, avec un ou plusieurs repos intermédiaires d'une durée totale au moins égale à une heure.

ART. 406. — Il est interdit d'employer des femmes ou filles de moins de dix-huit ans au travail des machines à coudre mues par des pédales.

ART. 407. — Dans les usines à feu continu, les travaux tolérés pour les enfants âgés de moins de dix-huit ans du sexe masculin et les femmes majeures sont les suivants :

- 1° Dans les distilleries de betteraves, laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, aider aux batteries de diffusion et aux appareils distillatoires;
- 2° Dans les papeteries, aider les surveillants de machines, couper, trier, ranger, rouler et apprêter le papier;
- 3° Dans les fabriques et raffineries du sucre, laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, surveiller les filtres, aider aux batteries de diffusion, coudre des toiles, laver des appareils et ateliers, travailler le sucre en tablettes.

ART. 408. — Les travaux tolérés pour les enfants âgés de moins de dix-huit ans du sexe masculin sont les suivants, sauf les exceptions indiquées à l'article 398 du présent code :

- 1° Dans les fabriques d'objets en fer et en fonte émaillés, manœuvrer à distance les portes des fours;

2° Dans les usines pour l'extraction des huiles, remplir les sacs, les secouer après pressage, porter les sacs vides et les claies ;

3° Dans les usines métallurgiques, aider à la préparation des lits de fusion, aux travaux accessoires d'affinage, de laminage, de martelage et de tréfilage, de préparation des moules pour objet de fonte moulée, de rangement des paquets, des feuilles, des tubes et des fils ;

4° Dans les verreries, présenter les outils, faire les premiers cueillages d'un poids de verre au plus égal à 1,000 grammes, aider au soufflage et au moulage, porter dans les fours à recuire, en retirer les objets.

ART. 409. — Les jeunes travailleurs âgés de moins de dix-huit ans ne peuvent porter, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements, des fardeaux d'un poids supérieur aux suivants :

Garçons de quatorze à dix-huit ans, 15 kilogrammes ;

Ouvrières de quatorze à seize ans, 5 kilogrammes ;

Ouvrières de seize à dix-huit ans, 10 kilogrammes.

ART. 410. — La limite supérieure de la charge que pourront trainer ou pousser les jeunes garçons de quatorze à dix-huit ans est fixée ainsi qu'il suit, véhicule compris :

Wagonnets circulant sur voie ferrée, 500 kilogrammes ;

Charrettes à bras, dites « haquets, brancards, charretons, voitures à bras, etc. », 130 kilogrammes ;

Voitures à trois ou quatre roues dites « placières, pousseuses, pousse-à-main », 60 kilogrammes ;

Brouettes, 40 kilogrammes.

ART. 411. — Il est interdit de faire trainer ou pousser des véhicules aux femmes de tout âge.

CHAPITRE IV.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Section 2. — Déclaration des accidents.

ART. 433. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les vingt-quatre heures, par l'employeur ou ses représentants, au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal.

ART. 434. — Cette déclaration doit contenir les noms et adresses des témoins de l'accident. Elle sera rédigée conformément au modèle n° 1 annexé au présent code. Il y est joint un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

ART. 435. — La même déclaration pourra être faite par la victime ou ses représentants.

ART. 436. — Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin sera remis, séance tenante, au déclarant.

ART. 437. — Le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et du certificat médical à l'inspecteur du travail de la circonscription.

ART. 438. — Lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît

devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente de travail, le maire transmet également copie de la déclaration et du certificat médical au tribunal de travail.

TITRE II.

INSPECTION DU TRAVAIL.

CHAPITRE I^{er}.

ORGANISATION DE L'INSPECTION.

Section 1^{re}. — Dispositions générales.

ART. 459. — Les circonscriptions d'inspection et le nombre des inspecteurs du travail seront déterminés par des décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique, après avis des chambres de travail.

ART. 460. — Plusieurs circonscriptions de tribunaux de travail d'un même arrondissement pourront ne former qu'une seule circonscription d'inspection.

ART. 461. — Chaque circonscription d'inspection aura au moins deux inspecteurs.

Elle en aura toujours un nombre pair.

ART. 462. — Chaque inspecteur du travail devra pouvoir visiter au moins une fois par mois les établissements confiés à sa surveillance.

ART. 463. — Lorsqu'une circonscription de tribunal de travail a droit à plus de deux inspecteurs, si le nombre des catégories d'électeurs est double de celui des inspecteurs, chaque catégorie nomme deux inspecteurs.

ART. 464. — Si le nombre des catégories est supérieur au double de celui des inspecteurs, les catégories sont groupées par professions similaires en un nombre de séries égal à la moitié du nombre des inspecteurs à nommer.

ART. 465. — Si le nombre des catégories est inférieur au double de celui des inspecteurs, chaque catégorie nomme un nombre pair d'inspecteurs proportionnel à son importance numérique.

Section 2. — Nomination des inspecteurs.

ART. 466. — Les inspecteurs du travail sont élus pour quatre ans et conservent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

ART. 467. — Les inspecteurs du travail sont nommés par les électeurs travailleurs des tribunaux de travail.

ART. 468. — L'élection se fait au scrutin de liste et, s'il y a lieu, par chaque catégorie ou par chaque série de catégories d'électeurs.

ART. 469. — Sont éligibles les électeurs des deux sexes âgés de vingt-cinq ans et pouvant justifier des connaissances nécessaires à l'exercice des fonctions d'inspecteur du travail.

ART. 470. — Les élections ont lieu sur les listes électorales dressées pour les élections des membres travailleurs des tribunaux de travail.

ART. 471. — Les articles 722 à 728 et 732 à 736 du présent code,

concernant les élections des tribunaux de travail, sont applicables aux élections des inspecteurs du travail.

ART. 472. — Les inspecteurs du travail sont renouvelables par moitié tous les deux ans.

Le sort désigne ceux qui seront remplacés la première fois.

ART. 473. — Dans les quinze jours qui suivent l'élection ou, en cas de contestation, dans les quinze jours qui suivront la décision définitive, les inspecteurs du travail seront installés par le président de la chambre de travail de l'arrondissement ou un membre délégué.

ART. 474. — Ils promettent de ne point révéler les secrets de fabrication et, en général, les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 475. — Les fonctions d'inspecteur du travail sont incompatibles avec celles de membre d'un tribunal de travail, d'une chambre de travail ou du conseil supérieur du travail.

CHAPITRE II.

FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION.

Section 1^{re}. — Sections d'inspection.

ART. 476. — Les sections d'inspection sont déterminées par les chambres de travail de l'arrondissement.

ART. 477. — Les circonscriptions d'inspection sont divisées en autant de sections qu'il y a d'inspecteurs, et ce, pour chaque catégorie, s'il y a lieu.

ART. 478. — Elles seront déterminées de telle sorte que la somme de travail sera à peu près égale pour chacune d'elles.

ART. 479. — Chaque inspecteur sera affecté à une section de sa catégorie, s'il y a lieu.

ART. 480. — L'affectation sera déterminée par le tirage au sort.

Les inspecteurs pourront permuter dans leur catégorie.

ART. 481. — En cas d'impossibilité momentanée pour un inspecteur de remplir sa fonction, son service sera assuré par le ou les autres inspecteurs de sa catégorie, d'après un roulement établi par la chambre de travail.

Section 2. — Indemnité des inspecteurs du travail.

ART. 482. — Il est alloué aux inspecteurs du travail une indemnité fixée par le conseil général, après avis de la chambre de travail.

Cette indemnité ne peut être inférieure à 2,400 francs par an.

ART. 483. — Il peut leur être alloué également une indemnité pour frais de bureau.

ART. 484. — Les frais de tournée seront réglés par état.

Le taux kilométrique est fixé à 8 centimes pour les déplacements par chemin de fer et à 50 centimes pour les déplacements par voie de terre.

Les frais de séjour sont réglés à raison de 10 francs par jour.

ART. 485. — Les inspecteurs urbains recevront une somme fixe comme indemnité de déplacement.

ART. 486. — Les indemnités sont payées aux inspecteurs du travail par le commis de la chambre de travail, sur le visa du président.

Section 3. — Discipline.

ART. 487. — Tout inspecteur du travail qui aura gravement manqué à son devoir sera appelé devant la chambre de travail pour s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés.

ART. 488. — Le procès-verbal contenant l'avis motivé de la chambre de travail sera transmis dans la huitaine au ministre du travail.

Celui-ci pourra prononcer l'une des peines indiquées à l'article 781 et dans les formes déterminées à l'article 782 du présent code.

ART. 489. — Toute violation de la promesse exigée par l'article 474 du présent code sera punie conformément à l'article 378 du Code pénal.

CHAPITRE III.

ATTRIBUTIONS DES INSPECTEURS.

ART. 490. — Les inspecteurs du travail sont chargés de surveiller et d'assurer les prescriptions du présent code en tout ce qui concerne :

- 1° L'admission au travail ;
- 2° La durée du travail ;
- 3° L'hygiène et la sécurité des travailleurs.

ART. 491. — Ils sont également chargés de l'exécution de la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

ART. 492. — Les inspecteurs du travail ont entrée dans tous les établissements ou locaux de travail et leurs dépendances.

Ils peuvent se faire représenter :

- 1° Les règlements de travail ;
- 2° Le registre prescrit par l'article 107 du présent code ;
- 3° Les livrets.

ART. 493. — Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au tribunal de travail et l'autre à la chambre de travail.

ART. 494. — Lorsqu'il s'agit des dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettront les employeurs en demeure de se conformer aux prescriptions de la loi.

Cette mise en demeure sera faite par écrit sur le registre de l'établissement ; elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu.

Ce délai sera fixé d'après l'importance des travaux à exécuter et ne pourra être supérieur à six mois.

ART. 495. — Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, l'employeur adresse, s'il le juge convenable, une réclamation à la chambre de travail.

Cette dernière, si les transformations sont importantes et portent sur le

gros œuvre de l'établissement, pourra accorder un plus long délai, mais qui ne devra jamais dépasser dix-huit mois.

Notification de la décision en est faite à l'industriel par l'inspecteur du travail.

ART. 496. — Les inspecteurs du travail doivent établir la statistique des conditions du travail dans la section qu'ils sont chargés de surveiller.

ART. 497. — Ils devront envoyer semestriellement à la chambre de travail un rapport circonstancié :

1° Sur l'application des dispositions du présent code dans l'étendue de leur section ;

2° Sur les accidents du travail et leurs causes.

Ces rapports contiendront les propositions relatives aux prescriptions nouvelles qui seraient de nature à mieux assurer la sécurité des travailleurs.

CHAPITRE IV.

COMMISSION D'INSPECTION DU TRAVAIL.

ART. 498. — Il pourra être institué, dans chaque circonscription d'inspection, une ou plusieurs commissions d'inspection du travail.

ART. 499. — Le nombre des commissions et le nombre de leurs membres seront déterminés par la chambre de travail.

ART. 500. — Les membres seront désignés par les syndicats de travailleurs dont le siège se trouve dans la circonscription.

ART. 501. — Ces commissions auront pour but d'aider les inspecteurs dans la surveillance de l'application des prescriptions du présent code.

ART. 502. — Elles doivent assurer la protection des apprentis et jeunes travailleurs et surveiller le développement de l'instruction technique, tant des écoles professionnelles que des apprentis.

ART. 503. — Les membres des commissions d'inspection ont entrée dans les établissements ou locaux de travail et leurs dépendances.

ART. 504. — Ils doivent signaler immédiatement à l'inspecteur du travail les infractions qu'ils auraient pu constater.

ART. 505. — Les commissions d'inspection doivent envoyer semestriellement à la chambre de travail un rapport sur le développement de l'instruction professionnelle des élèves des écoles professionnelles et des apprentis et jeunes ouvriers occupés dans les établissements confiés à leur surveillance.

TITRE III.

CONSEILS DU TRAVAIL.

CHAPITRE I^{er}.

CHAMBRES DE TRAVAIL.

Section 3. — Attributions des chambres de travail.

ART. 538. — Les chambres de travail ont pour attributions d'établir les statistiques suivantes, relatives à leur arrondissement :

1° *Les conditions du travail ;*

2° Les accidents du travail ;

3° Les conflits collectifs du travail ;

4° Les conflits individuels du travail ;

5° *Les infractions à la réglementation du travail concernant les conditions du travail et l'hygiène et la sécurité des travailleurs.*

ART. 540. — *Elles doivent rassembler les propositions faites par les inspecteurs du travail relativement aux prescriptions nouvelles qui seraient de nature à mieux assurer la sécurité des travailleurs.*

ART. 541. — *Elles doivent s'assurer du bon fonctionnement de l'inspection du travail.*

ART. 542. — *Elles organisent les commissions d'inspection, en règlent et en assurent le fonctionnement.*

ART. 543. — *Elles rassemblent :*

1° *Les rapports des commissions d'inspection sur le développement de l'instruction professionnelle des élèves des écoles professionnelles, des apprentis et des jeunes ouvriers ;*

2° *Les rapports des bourses du travail sur leur fonctionnement.*

ART. 544. — *Les chambres de travail pourront émettre des vœux sur toutes les questions concernant les rapports des travailleurs et de leurs employeurs, la prospérité du travail et la protection des travailleurs.*

CHAPITRE II.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Section 4. — Attributions du conseil supérieur du travail.

ART. 592. — *Le conseil supérieur du travail est chargé de rassembler et coordonner les statistiques établies par les chambres de travail et que les chambres régionales doivent lui faire parvenir.*

ART. 593. — *Il doit examiner les vœux des chambres de travail et les propositions faites par les inspecteurs du travail relativement aux prescriptions à ordonner pour mieux assurer la sécurité des travailleurs.*

ART. 594. — *Il émet son avis sur les programmes d'admission à certaines professions présentant des dangers pour la sécurité publique ou la sécurité de ceux qui les exercent.*

ART. 595. — *Il détermine les connaissances nécessaires pour exercer les fonctions d'inspecteur du travail.*

ART. 597. — *Il approuve :*

1° *Les statuts et règlements des caisses de retraites et de secours mutuels patronales ;*

2° *Les règlements de travail, lorsque l'établissement ou l'exploitation s'étend sur plusieurs circonscriptions de tribunaux de travail.*

ART. 599. — *Il prépare les projets de loi, de décret, de règlement d'administration publique concernant les rapports des employeurs avec les travailleurs ou la protection de ces derniers.*

LIVRE V.
Juridiction du travail.

TITRE I^{er}.

ORGANISATION DES TRIBUNAUX DE TRAVAIL.

CHAPITRE I^{er}.

INSTITUTION ET COMPOSITION.

ART. 699. — Il sera établi un tribunal de travail :

1° Dans chaque ville ou commune divisée en plusieurs cantons :

2° Dans chacun des autres cantons.

ART. 700. — Il pourra être formé des circonscriptions composées de plusieurs cantons ruraux d'un même arrondissement, pourvu qu'elles aient une population de moins de 5,000 travailleurs.

ART. 701. — Le siège de ces tribunaux sera établi dans la commune possédant le plus grand nombre de travailleurs.

Toutefois, sur l'avis conforme de la chambre de travail, il pourra être établi dans une autre commune, si les moyens de communication sont plus faciles pour l'ensemble de la circonscription.

ART. 702. — Les tribunaux de travail seront composés de catégories correspondant aux diverses spécialités du travail : agricole, commercial et industriel, auxquelles sont occupés les travailleurs de la circonscription.

ART. 703. — Dans les communes ayant une population minimum de 20,000 travailleurs, il pourra être établi plusieurs tribunaux de travail spéciaux, entre lesquels seront répartis les diverses catégories.

ART. 704. — Chaque tribunal comprendra au moins deux catégories.

ART. 705. — Chaque catégorie comprendra au moins quatre membres : deux travailleurs et deux employeurs.

ART. 706. — Chaque tribunal et chaque catégorie seront composés en nombre égal de travailleurs et d'employeurs.

ART. 707. — Des décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique, après avis des chambres de travail et du conseil supérieur du travail, détermineront :

1° Les cantons qui feront partie d'une même circonscription ;

2° La commune où sera établi le siège du tribunal ;

3° Le nombre et la désignation des tribunaux de travail spéciaux ;

4° Le nombre des catégories de chaque tribunal et la désignation des professions qui leur sont affectées ;

5° Le nombre des membres de chaque catégorie.

CHAPITRE II.
NOMINATION DES MEMBRES.

Section 1^{re}. — Dispositions générales.

ART. 708. — Les membres des tribunaux de travail sont élus pour quatre ans.

ART. 709. — Ils conservent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

ART. 710. — Les travailleurs membres des tribunaux de travail sont nommés par les électeurs travailleurs.

Les employeurs sont nommés par les électeurs employeurs.

ART. 711. — L'élection a lieu dans chaque catégorie et au scrutin de liste.

ART. 712. — Sont électeurs :

Les justiciables des deux sexes ayant dix-huit ans révolus et résidant dans la circonscription du tribunal depuis six mois au moins.

ART. 713. — Sont électeurs travailleurs :

Ceux qui louent leur travail ou leurs services et qui n'ont aucune part d'autorité ou de surveillance sur les autres travailleurs.

ART. 714. — Sont électeurs employeurs :

1° Ceux qui occupent habituellement des travailleurs ;

2° Ceux qui sont chargés de diriger et de surveiller les travailleurs.

ART. 715. — Sont éligibles :

Les électeurs des deux sexes âgés de vingt-cinq ans et sachant lire et écrire.

Section 2. — Élection.

ART. 716. — Chaque année, dans les quinze jours qui suivent la revision des listes électorales, le maire de chaque commune du ressort, assisté d'un électeur travailleur et d'un électeur employeur, inscrit sur deux tableaux différents le nom et la profession des électeurs travailleurs et des électeurs employeurs.

ART. 717. — Ces tableaux sont adressés au préfet, qui dresse et arrête la liste de chaque catégorie d'électeurs.

ART. 718. — Les listes sont déposées au secrétariat du tribunal de travail et au secrétariat des mairies du ressort. Elles sont communiquées à toute personne, qui pourra en prendre copie.

ART. 719. — Des réclamations contre la confection des listes peuvent être formées dans les quinze jours qui suivent le dépôt au secrétariat.

ART. 720. — Ces réclamations sont portées devant le juge de paix du canton, instruites et jugées conformément aux articles 5 et 6 de la loi du 8 décembre 1883 sur les élections consulaires.

ART. 721. — Les rectifications sont opérées conformément à l'article 7 de la loi du 8 décembre 1883.

ART. 722. — Lorsqu'il y a lieu de procéder à des élections, le préfet

convoque les électeurs au moins vingt jours d'avance, en indiquant le jour et l'endroit où se réunissent les collèges électoraux ou leurs sections.

Il fixe les heures d'ouverture et de clôture du scrutin.

ART. 723. — Les élections se font toujours un dimanche. Le 2^e tour de scrutin aura lieu le dimanche suivant.

ART. 724. — Les collèges électoraux ou leurs sections sont présidés par les juges de paix ou leurs suppléants et, à leur défaut, par les maires ou adjoints désignés par le préfet.

ART. 725. — Les règles établies par les articles 13, 18 à 29 de la loi du 5 avril 1884 sur les élections municipales s'appliquent aux opérations électorales pour les tribunaux de travail.

ART. 726. — Au 1^{er} tour de scrutin, la majorité absolue des suffrages est nécessaire.

La majorité relative suffit au 2^e tour.

En cas d'égalité de suffrages au 2^e tour, le candidat le plus âgé est proclamé élu.

ART. 727. — Dans les trois jours qui suivent la réception du procès-verbal des élections, le préfet transmet des copies certifiées de ce procès-verbal au procureur général et au secrétaire du tribunal de travail.

ART. 728. — Les protestations contre les élections sont formées, instruites et jugées conformément aux paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 11 et à l'article 12 de la loi du 8 décembre 1883.

ART. 729. — Dans les quinze jours qui suivent l'élection ou, en cas de contestation, dans les quinze jours qui suivront la décision définitive, chaque tribunal procède à l'installation de ses nouveaux membres.

Lorsqu'il s'agit d'une première élection, le préfet désigne le juge de paix ou son suppléant et, à leur défaut, un maire ou un adjoint, pour procéder à l'installation du tribunal et dans les mêmes délais.

Section 3. — Renouvellement.

ART. 730. — Les membres des tribunaux de travail sont renouvelables, par moitié, tous les deux ans.

ART. 731. — Le renouvellement porte sur la moitié des travailleurs et des employeurs dans chacune des catégories.

Le sort désigne ceux qui seront remplacés pour la première fois.

ART. 732. — Les membres sortants sont rééligibles.

ART. 733. — Dans le cas où une ou plusieurs vacances se produisent dans le tribunal par suite de décès, de démission, d'annulation des premières élections, de changement d'état ou de toute autre cause, il est procédé à des élections complémentaires dans le délai d'un mois à dater du fait qui y donne lieu, sauf s'il y a moins de trois mois entre le fait et l'époque du prochain renouvellement biennal.

ART. 734. — Tout membre élu dans ces conditions ne demeure en fonctions que pendant la durée du mandat qui avait été confié à son prédécesseur.

ART. 735. — Si les élections n'ont pas donné de résultats satisfaisants pour la constitution ou le complément du tribunal, si un ou plusieurs

membres élus ont refusé de se faire installer, ont donné leur démission ou ont été destitués par application des articles 779 à 782 du présent code, il est procédé à de nouvelles élections dans les délais fixés par l'article 733.

ART. 736. — Si, après ces nouvelles élections, l'un de ces divers faits vient à se reproduire, il n'est pourvu aux vacances qui peuvent en résulter que lors du prochain renouvellement biennal, et le tribunal fonctionne, quelle que soit la qualité des membres régulièrement élus ou en exercice, pourvu que leur nombre soit au moins égal à la moitié du nombre total des membres dont il est composé.

TITRE II.

FONCTIONNEMENT DES TRIBUNAUX DE TRAVAIL.

CHAPITRE I^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 737. — Les tribunaux de travail ont un président et un vice-président.

ART. 738. — Lorsque le président est un travailleur, le vice-président est un employeur, et réciproquement.

ART. 739. — Lorsque le président sortant est un travailleur, son successeur doit être un employeur, et réciproquement.

Le sort décidera l'élément qui doit avoir le premier président.

ART. 740. — Le président et le vice-président sont nommés par l'élément auquel ils appartiennent.

ART. 741. — Exceptionnellement, dans les cas prévus par l'article 736 du présent code, le président et le vice-président peuvent être pris tous les deux parmi les travailleurs ou les employeurs si le tribunal ne se trouve composé que de l'un ou l'autre élément.

ART. 742. — Ils sont élus au scrutin secret à la majorité absolue.

Au 3^e tour de scrutin, la majorité relative suffit.

S'il y a égalité de voix, le membre le plus ancien est élu. Si les deux candidats avaient un temps de service égal ou étaient nouvellement élus, la préférence serait accordée au plus âgé.

ART. 743. — Le président et le vice-président sont élus pour une année.

Ils restent en fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

ART. 744. — Ils peuvent être révoqués par les deux tiers des membres composant l'élément qui les a nommés.

ART. 745. — Chaque tribunal de travail prépare en assemblée générale un règlement pour son régime intérieur.

ART. 746. — Les tribunaux de travail se réunissent en assemblée générale :

1^o Lorsque le quart des membres en exercice le demande ;

2^o Lorsque le président le juge utile ;

3^o Sur l'invitation du Ministre du travail.

ART. 747. — Il est attaché, à chaque tribunal, un secrétaire et, s'il y a lieu, un ou plusieurs commis.

ART. 748. — Ils sont nommés en assemblée générale et à la majorité absolue.

Ils peuvent être révoqués par les deux tiers des membres en exercice.

ART. 749. — Le secrétaire tient la plume aux séances de l'assemblée générale, des bureaux de conciliation, de jugement et d'arbitrage.

Il tient les écritures et la comptabilité du tribunal.

CHAPITRE II.

BUREAUX.

ART. 750. — Les tribunaux de travail comprennent :

1° 1 bureau de conciliation;

2° 1 bureau de jugement;

3° 1 bureau d'arbitrage.

Section 1^{re}. — Bureau de conciliation.

ART. 751. — Le bureau de conciliation est composé de deux membres du tribunal de travail : l'un travailleur et l'autre employeur.

ART. 752. — Il est présidé alternativement par le travailleur et l'employeur, suivant un roulement établi par le règlement intérieur du tribunal.

Le sort désigne celui des deux qui doit présider le premier.

ART. 753. — Exceptionnellement, dans les cas prévus par l'article 736 du présent code, les deux membres peuvent être pris parmi les travailleurs ou les employeurs, si le tribunal ne se trouve composé que de l'un ou de l'autre élément.

ART. 754. — Le bureau de conciliation pour les différends individuels tient séance au moins une fois par semaine.

Les séances sont publiques.

ART. 755. — Le bureau de conciliation pour les différends collectifs se réunit quand il y a lieu.

ART. 756. — Il se compose du président et du vice-président du tribunal ou, à leur défaut, de membres appartenant à l'élément de ceux qu'ils remplacent et nommés par cet élément.

Section 2. — Bureau de jugement.

ART. 757. — Le bureau de jugement est composé, non compris le président ou le vice-président, d'un nombre toujours égal de travailleurs et d'employeurs.

Ce nombre est au moins de deux travailleurs et de deux employeurs.

ART. 758. — Il est présidé alternativement par le président et le vice-président.

ART. 759. — Exceptionnellement, dans les cas prévus à l'article 736 du présent code, le bureau de jugement peut valablement délibérer, même s'il n'est pas formé d'un nombre égal de travailleurs et d'employeurs, pourvu que quatre membres au moins, et toujours un nombre pair, soient présents, non compté celui qui préside.

ART. 760. — Les délibérations du bureau de jugement sont prises à la majorité absolue des membres présents.

ART. 761. — Les séances du bureau de jugement sont publiques.

Si les débats sont de nature à produire du scandale, le président peut ordonner le huis clos après avis conforme du bureau.

Le prononcé du jugement devra toujours avoir lieu en audience publique.

Section 3. — Bureau d'arbitrage.

ART. 762. — Le bureau d'arbitrage se compose de la totalité des membres du tribunal.

ART. 763. — Il ne peut fonctionner que si les deux tiers au moins des membres de chaque élément sont présents.

ART. 764. — Il comprendra un même nombre d'employeurs et de travailleurs, y compris le président et le vice-président.

ART. 765. — Il ne peut être fait d'exception aux deux articles précédents que dans les cas prévus par l'article 736 du présent code; mais, dans tous les cas, les deux tiers des membres composant le tribunal devront être présents.

ART. 766. — Le bureau d'arbitrage est présidé alternativement par le président et le vice-président.

ART. 767. — Les dispositions des articles 760 et 761 du présent code sont applicables au bureau d'arbitrage.

CHAPITRE III.

FRAIS DE FONCTIONNEMENT.

ART. 768. — Le local nécessaire aux tribunaux de travail est fourni par la commune où ils sont établis.

ART. 769. — Il est alloué aux membres des tribunaux de travail une indemnité basée sur la perte de temps qu'entraîne l'exercice de leurs fonctions.

Cette indemnité est fixée par le conseil général, après avis des conseils municipaux intéressés et de la chambre de travail.

ART. 770. — Il est alloué aux experts l'indemnité déterminée par les tarifs en matière civile.

ART. 771. — Le traitement des secrétaires et des commis est déterminé par le conseil général, après avis des conseils municipaux intéressés, de la chambre de travail et du tribunal de travail.

ART. 772. — Les dépenses obligatoires pour les communes comprises dans la circonscription d'un tribunal sont les suivantes :

- 1° Frais de premier établissement et d'entretien;
- 2° Chauffage et éclairage;
- 3° Frais d'élection;
- 4° Frais de papier, de registres et d'expédition;
- 5° Indemnité aux membres du tribunal, aux experts, aux secrétaires et aux commis.

ART. 773. — Le président de chaque tribunal, dans le courant du mois

de décembre de chaque année, présente au maire, et, s'il y a lieu, au préfet, un projet de budget comprenant les prévisions de recettes indiquées à l'article 834 du présent code et les prévisions de dépenses désignées à l'article ci-dessus.

CHAPITRE IV.

DISCIPLINE.

ART. 774. — Tout membre d'un tribunal de travail qui, sans motifs légitimes et après mise en demeure, se refuserait à remplir le service auquel il est appelé, peut être déclaré démissionnaire.

ART. 775. — Tout membre d'un tribunal de travail qui, élu comme travailleur, devient employeur ou réciproquement, doit démissionner.

ART. 776. — L'assemblée générale du tribunal dans les cas prévus par les deux articles précédents, et s'il y a refus de démissionner, après que le membre a été préalablement entendu ou dûment appelé, constate par un procès-verbal motivé le refus de service ou le changement d'état.

ART. 777. — Ce procès-verbal doit être transmis dans la huitaine par le président du tribunal au préfet.

ART. 778. — Sur le vu du procès-verbal, la démission est déclarée par le préfet.

ART. 779. — Tout membre d'un tribunal de travail qui aura gravement manqué à ses devoirs dans l'exercice de ses fonctions sera appelé devant l'assemblée générale du tribunal pour s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés.

ART. 780. — Le procès-verbal contenant l'avis motivé du tribunal sera remis dans la huitaine au préfet, qui le transmettra au ministre du travail.

ART. 781. — Les peines suivantes peuvent être prononcées suivant les cas :
1° La censure; 2° La destitution.

ART. 782. — La censure peut être prononcée par arrêté ministériel.

La destitution peut être prononcée par décret.

ART. 783. — En cas de plaintes en prévarication contre les membres des tribunaux de travail, il sera procédé contre eux suivant la forme établie à l'égard des juges par l'article 483 du code d'instruction criminelle.

ART. 784. — Les articles 4 et 5 du code civil, les articles 505 à 508 et 510 à 516 du code de procédure civile sur la prise à partie et l'article 185 du code pénal sont applicables aux membres des tribunaux de travail.

La prise à partie contre les tribunaux de travail ou un de leurs membres sera portée à la cour d'appel du ressort.

ART. 785. — Tout secrétaire d'un tribunal de travail convaincu d'avoir exigé une taxe plus forte que celle indiquée à l'article 834 du présent code est puni comme concussionnaire.

ART. 786. — Les tribunaux de travail peuvent être dissous par décret du ministre du travail, mais seulement en cas de conflit entre les deux éléments, rendant impossible le fonctionnement de ces tribunaux, ou lorsqu'il y a lieu d'apporter des modifications aux catégories qui les composent.

Dans ce cas, les élections générales doivent avoir lieu dans le délai d'un mois, à partir de la date du décret de dissolution.

TITRE III.

COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX DE TRAVAIL.

CHAPITRE I^{er}.

COMPÉTENCE EN MATIÈRE CIVILE ET PÉNALE.

ART. 787. — Les tribunaux de travail sont institués :

1^o Pour concilier tous les différends d'ordre individuel qui peuvent s'élever à l'occasion des contrats de travail ou des accidents du travail entre les travailleurs et leurs employeurs ou représentants;

2^o Pour juger tous les différends à l'égard desquels la conciliation a été sans effet.

ART. 788. — Ils peuvent également concilier et juger les différends d'ordre individuel qui peuvent s'élever, à l'occasion du travail, entre les travailleurs.

ART. 789. — Les tribunaux de travail sont compétents pour autoriser la femme mariée ou le mineur :

1^o A contracter pour le travail;

2^o A concilier, demander ou défendre devant eux.

ART. 790. — Les tribunaux de travail sont chargés d'homologuer les règlements de travail.

ART. 791. — Les tribunaux de travail sont chargés :

1^o De concilier tous les différends d'ordre collectif qui peuvent s'élever entre les travailleurs et leurs employeurs;

2^o De présider à l'arbitrage ou d'arbitrer tous les différends à l'égard desquels la conciliation a été sans effet.

ART. 792. — Les tribunaux de travail sont chargés de juger toutes les infractions aux dispositions du présent code concernant les conditions du travail et la protection des travailleurs.

CHAPITRE II.

ÉTENDUE DE LA JURIDICTION ET JUSTICIABLES.

ART. 793. — La compétence des tribunaux de travail, lorsqu'il s'agit de conflits individuels, est fixée :

1^o Par la situation de l'établissement, si le travailleur est considéré comme étant sous la surveillance directe de l'employeur; si le travail a été exécuté en dehors de l'établissement l'action pourra être intentée au lieu de l'exécution du travail;

2^o Par le lieu où l'engagement a été contracté, si le travailleur est considéré comme n'étant pas sous la surveillance directe de l'employeur.

ART. 794. — La compétence des tribunaux de travail, lorsqu'il s'agit d'un conflit collectif, est fixée par le lieu du ou des établissements où existe un conflit.

ART. 795. — Si les établissements se trouvent dans des juridictions différentes, la compétence est fixée par le lieu des établissements qui comprennent le plus grand nombre de personnes en conflit.

ART. 796. — La compétence des tribunaux de travail, lorsqu'il s'agit d'infractions à la législation du travail, est fixée par le lieu du délit.

ART. 797. — Les tribunaux de travail spéciaux n'ont connaissance que des différends ou des infractions se rapportant aux travaux des diverses professions qui leur sont affectées.

ART. 798. — Sont justiciables des tribunaux de travail tous les travailleurs ou employeurs à quelque titre que ce soit, lorsqu'il s'agit de différends individuels ou collectifs nés à l'occasion du travail ou lorsqu'il s'agit d'infractions aux dispositions du présent code.

ART. 799. — Le tribunal, en cas d'absence, d'empêchement ou de refus d'autorisation du mari, peut autoriser la femme mariée à concilier, demander ou défendre devant lui.

ART. 800. — Les mineurs qui ne peuvent être assistés de leur père ou tuteur peuvent être autorisés par le tribunal à concilier, demander ou défendre devant lui.

CHAPITRE III.

ATTRIBUTIONS SPÉCIALES.

ART. 801. — Les tribunaux de travail sont chargés des mesures conservatrices de la propriété des dessins de fabrique.

ART. 802. — Toute personne qui voudra pouvoir revendiquer la propriété d'un dessin de son invention sera tenue d'en déposer, aux archives du tribunal de travail, un échantillon plié sous enveloppe revêtue de ses cachet et signature, sur laquelle sera également apposé le cachet du tribunal.

ART. 803. — Les dépôts de dessins seront inscrits sur un registre tenu par le secrétaire du tribunal, qui délivrera aux déposants un certificat rappelant le numéro d'ordre du paquet déposé et constatant la date du dépôt.

ART. 804. — En cas de contestation entre deux ou plusieurs personnes sur la propriété d'un dessin, le tribunal procédera à l'ouverture des paquets qui ont été déposés par les parties; il fournira un certificat indiquant le nom du fabricant qui aura la priorité de date.

ART. 805. — En déposant son échantillon, la personne déclarera si elle entend se réserver la propriété exclusive pendant une, trois, cinq ou quinze années.

Il sera tenu note de cette déclaration.

A l'expiration du délai fixé par ladite déclaration, les paquets d'échantillons seront transmis aux conservatoires désignés par arrêté ministériel.

ART. 806. — En déposant son échantillon, la personne acquittera entre les mains du secrétaire du tribunal une indemnité d'un franc pour chacune des années pendant lesquelles elle voudra conserver la propriété exclusive de son dessin.

Ces sommes, ainsi perçues, viennent en déduction des dépenses nécessitées par le fonctionnement du tribunal.

ART. 807. — Les tribunaux de travail sont en outre chargés :

1° De la délivrance des livrets aux enfants de moins de 18 ans occupés comme jeunes travailleurs;

2° De la délivrance des livrets de compte aux travailleurs occupés à tisser ou à bobiner des fils.

ART. 808. — Les tribunaux de travail doivent donner leur avis sur les questions qui leur sont posées par le ministre du travail.

TITRE IV.

PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX DE TRAVAIL.

CHAPITRE I^{er}.

DIFFÉRENDS INDIVIDUELS.

Section 1^{re}. — Citation et comparution des parties.

ART. 809. — Tout justiciable appelé en conciliation devant le tribunal de travail est tenu, sur une simple lettre du secrétaire, qui jouira de la franchise postale, de se rendre, en personne, au jour et à l'heure fixés, devant le bureau de conciliation, où il ne pourra se faire assister.

ART. 810. — Les employeurs peuvent toutefois se faire représenter par le directeur de leur établissement ou par un employé fondé de pouvoir.

ART. 811. — En cas d'absence ou de maladie, tout justiciable peut se faire représenter par une personne exerçant la même industrie, et travailleur ou employeur comme lui, porteur de la lettre du secrétaire et d'une procuration spéciale.

ART. 812. — Les parties ne peuvent faire signifier aucune défense.

ART. 813. — La lettre doit contenir les jour, mois et an, les nom, profession et domicile du demandeur, l'indication de l'objet de la demande, les jour et heure de la comparution.

Elle est remise à la poste par les soins du secrétaire.

ART. 814. — Les parties peuvent toujours se présenter volontairement devant le bureau de conciliation; et, dans ce cas, il est procédé à leur égard comme si l'affaire avait été introduite par une demande directe.

ART. 815. — Si, au jour fixé par la lettre du secrétaire, le demandeur ne comparait pas, la cause est rayée du rôle.

Elle peut être reprise après le délai de huit jours.

ART. 816. — Si le défendeur ne comparait pas ou si la conciliation n'a pu avoir lieu, l'affaire est renvoyée à la plus prochaine audience du bureau de jugement.

ART. 817. — Pour les comparutions devant le bureau de jugement, le secrétaire convoque les parties par lettre recommandée.

Cette lettre est accompagnée d'un talon destiné à consigner le jour et l'heure de la remise et l'indication de la personne entre les mains de laquelle la lettre a été laissée. Aussitôt après la rentrée du facteur, le receveur des postes est tenu de renvoyer cette pièce au secrétaire du tribunal.

ART. 818. — Au jour fixé, les parties doivent comparaître devant le bureau de jugement dans les conditions indiquées aux articles 809 à 812 du présent code.

ART. 819. — Les articles 5, 10 à 14, 18, 54 et 55 du code de procédure civile, relatifs aux citations, aux audiences et à la comparution des parties, sont applicables à la juridiction du travail en tout ce qu'ils n'ont point de contraire aux dispositions du présent code.

Section 2. — Jugements et enquêtes.

ART. 820. — Les jugements des tribunaux de travail sont définitifs et sans appel.

ART. 821. — Les jugements contradictoires ne seront pas signifiés.

Un commandement sera le seul avertissement avant la saisie.

ART. 822. — Les jugements contradictoires seront exécutoires à partir du troisième jour du prononcé du jugement.

ART. 823. — Dans le cas où il serait accordé des délais pour la libération de la dette, le jugement devra relater les délais accordés.

A défaut de paiement d'un terme à son échéance, la totalité deviendra exigible.

ART. 824. — Si le défendeur ne comparaît pas, la cause est jugée par défaut.

ART. 825. — Les jugements par défaut sont signifiés par lettre recommandée et par le secrétaire, dans les quarante-huit heures de leur prononcé.

ART. 826. — Les jugements par défaut seront exécutoires vingt-quatre heures après que le délai d'opposition est expiré.

ART. 827. — Dans les cas urgents, les tribunaux de travail peuvent ordonner telles mesures qui seront jugées nécessaires pour empêcher que les objets qui donnent lieu à une réclamation ne soient enlevés, déplacés ou détériorés.

ART. 828. — Les articles suivants du code de procédure : 19 à 22 et 156, relatifs aux jugements par défaut et aux oppositions à ces jugements; 28 et 29, relatifs aux jugements qui ne sont pas définitifs et à leur exécution; 15 et 442, relatifs aux jugements interlocutoires; 32 et 33, relatifs à la mise en cause des garants; 474, relatif à la tierce-opposition; 480, relatif à la requête civile; 34 à 38 et 40, relatifs aux enquêtes, et 41 à 43, relatifs à la visite des lieux et aux appréciations, sont applicables à la juridiction du travail en tout ce qu'ils n'ont point de contraire aux dispositions du présent code.

Section 3. — Récusation des membres.

ART. 829. — Les membres des tribunaux de travail peuvent être récusés :

1° Quand ils ont un intérêt personnel à la contestation;

2° Quand ils sont parents ou alliés d'une des parties jusqu'au degré de cousin germain inclusivement;

3° Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu action judiciaire, criminelle ou civile entre eux et l'une des parties ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe;

4° S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire;

5° S'ils sont employeurs ou travailleurs de l'une des parties en cause.

ART. 830. — La partie qui veut récuser un membre du tribunal de travail est tenue de former la récusation et d'en exposer les motifs dans une déclaration revêtue de sa signature, qu'elle remet au secrétaire du tribunal et dont il lui est délivré un récépissé.

ART. 831. — Les articles 46 et 47 du code de procédure civile, relatifs à la récusation des juges, sont applicables à la juridiction du travail.

Section 4. — Frais de procédure.

ART. 832. — Les fonctions des membres des tribunaux de travail, des secrétaires et des commis sont entièrement gratuites vis-à-vis des parties.

Les membres des tribunaux de travail ne peuvent réclamer aucuns frais des parties pour les formalités remplies par eux.

ART. 883. — Lorsque les parties se présentent volontairement, il n'est rien dû pour les concilier.

ART. 834. — Il est perçu pour les secrétaires des tribunaux de travail :

Pour la lettre d'invitation de se rendre devant le tribunal, 15 centimes;

Pour chaque rôle d'expédition délivré et qui contiendra vingt lignes à la page et douze syllabes à la ligne, 40 centimes;

Pour l'expédition, si la partie le requiert, du procès-verbal qui constatera que les parties n'ont pu être conciliées, et qui ne doit contenir qu'une mention sommaire qu'elles n'ont pu s'accorder, 80 centimes;

Pour la convocation ou la signification du jugement par défaut, par lettre recommandée, 40 centimes.

ART. 835. — Les sommes perçues, en vertu de l'article précédent, viennent en déduction des dépenses nécessitées par le fonctionnement du tribunal, indiquées à l'article 772 du présent code.

ART. 836. — Il sera alloué aux témoins entendus par les tribunaux de travail, qui en feront la demande, une indemnité proportionnelle à leur dérangement.

Cette indemnité ne pourra être fixée au-dessous de 3 francs.

Si les témoins sont domiciliés hors du canton, à plus de deux myriamètres et demi et moins de cinq, l'indemnité ne pourra être inférieure à 6 francs; au-dessus de cinq myriamètres, elle ne peut être inférieure à 6 francs par cinq myriamètres ou fraction de cinq myriamètres.

ART. 837. — Les actes de procédure, les jugements et actes nécessaires à leur exécution sont rédigés sur papier visé pour timbre du débet.

L'enregistrement a lieu également en débet, conformément à l'article 70 de la loi du 22 frimaire an VII.

ART. 838. — Le visa pour timbre est donné sur l'original au moment de son enregistrement.

ART. 839. — La partie qui succombe est condamnée aux dépens envers le Trésor.

CHAPITRE II.
DIFFÉRENDS COLLECTIFS.

Section 1^{re}. — Conciliation.

ART. 840. — En cas de différend collectif entre travailleurs et employeurs, ils doivent adresser au tribunal de travail, soit ensemble, soit séparément, en personne ou par mandataires, une déclaration écrite, contenant :

1° Les noms, qualités et domiciles des demandeurs ou de ceux qui les représentent;

2° L'objet du différend, avec l'exposé succinct des motifs allégués par la partie;

3° Les noms, qualités et domiciles des personnes auxquelles la proposition de conciliation doit être notifiée;

4° Les noms, qualités et domiciles des délégués choisis parmi les intéressés par les demandeurs, pour les assister ou les représenter, sans que le nombre des personnes désignées puisse être supérieur à cinq.

ART. 841. — Les délégués chargés de représenter les parties seront choisis suivant le mode qu'elles auront adopté.

Les femmes peuvent être désignées comme déléguées.

ART. 842. — Le secrétaire du tribunal délivre récépissé de cette déclaration, avec indication de la date et de l'heure du dépôt.

ART. 843. — Si une seule partie a fait sa déclaration, elle est notifiée sans frais, dans les vingt-quatre heures, à la partie adverse ou à ses représentants, par lettre recommandée ou, au besoin, par affiches apposées aux portes des tribunaux de travail des circonscriptions et à celles des mairies des communes sur le territoire desquelles s'est produit le différend.

ART. 844. — Au reçu de cette notification, et au plus tard dans les trois jours, les intéressés doivent faire parvenir au tribunal de travail les noms, qualités et domiciles des délégués choisis pour les assister ou les représenter, sans que le nombre des personnes désignées puisse être supérieur à cinq.

ART. 845. — Si l'éloignement ou l'absence des personnes auxquelles la proposition est notifiée ou la nécessité de consulter des mandants, des associés ou un conseil d'administration, ne permettent pas de donner une réponse dans les trois jours, le tribunal de travail fixera auxdites personnes un délai pour donner cette réponse.

ART. 846. — Dès que les déclarations des deux parties sont parvenues au tribunal, elles sont convoquées d'urgence devant le bureau de conciliation, composé conformément aux dispositions de l'article 756 du présent code.

ART. 847. — Les parties sont convoquées devant le bureau de conciliation au plus tard quarante-huit heures après l'expiration du délai fixé pour donner une réponse, si la partie n'a point répondu.

ART. 848. — En cas de cessation collective de travail, et à défaut d'initiative de la part des intéressés, le tribunal de travail invite d'office, et par

les moyens indiqués à l'article 843 du présent code, les travailleurs et employeurs à lui adresser la déclaration définie à l'article 840.

Dès qu'une des parties a déposé sa déclaration, il est procédé dans les formes indiquées ci-dessus.

ART. 849. — Si l'accord s'établit, les conditions de la conciliation sont consignées dans un procès-verbal dressé par le bureau de conciliation et signé par les parties ou leurs délégués et les membres du bureau.

ART. 850. — Si l'accord ne s'établit pas, le bureau de conciliation invite les parties à désigner, soit chacune un ou plusieurs arbitres, soit un arbitre commun.

ART. 851. — Les arbitres seront choisis suivant le mode adopté par les parties.

Les femmes pourront être désignées.

ART. 852. — Si l'une des parties le demande, que l'autre partie ait ou non comparu, elles seront convoquées devant le bureau d'arbitrage.

Section 2. — Arbitrage.

§ 1^{er}. — Arbitres désignés par les parties.

ART. 853. — Les arbitres désignés par les parties doivent se réunir d'urgence.

ART. 854. — Ils tiennent séance dans un local du tribunal de travail.

ART. 855. — Si les arbitres ne s'entendent pas sur la solution à donner au différend, ils pourront choisir un nouvel arbitre pour les départager.

ART. 856. — La décision sur le fond, prise, rédigée et signée par les arbitres, est déposée au tribunal de travail.

ART. 857. — Si les arbitres n'arrivent à s'entendre ni sur la solution à donner au différend, ni pour le choix de l'arbitre départiteur, ils le déclarent sur le procès-verbal, qui sera transmis au tribunal de travail.

L'une des parties pourra alors demander la comparution devant le bureau d'arbitrage.

§ 2. — Arbitrage du tribunal.

ART. 858. — Le bureau d'arbitrage se réunit quarante-huit heures après qu'une des parties l'a demandé.

ART. 859. — Si l'autre partie n'était pas présente à l'audience de conciliation, elle sera convoquée dans les formes indiquées à l'article 843 du présent code.

ART. 860. — Si l'une des parties ne comparaît pas devant le bureau d'arbitrage, la décision est prise par défaut.

ART. 861. — Les décisions par défaut sont notifiées dans les formes indiquées à l'article 843 et dans les vingt-quatre heures de leur prononcé.

ART. 862. — La partie faisant défaut pourra former opposition dans les quarante-huit heures suivant la signification.

ART. 863. — Les parties seront convoquées à nouveau quarante-huit heures après que l'opposition aura été formée.

ART. 864. — Si l'opposition n'a pas été faite dans les délais prescrits ou

si la partie faisant opposition ne se présente pas à la nouvelle audience, la décision devient définitive.

ART. 865. — Après avoir entendu les parties, le président doit mettre aux voix les modifications des contrats ou règlements faites par l'employeur ou les revendications des travailleurs qui font l'objet du conflit.

Peuvent être également discutées toutes les propositions intermédiaires présentées par les membres du bureau d'arbitrage.

ART. 866. — Les décisions du bureau d'arbitrage sont prises à la majorité des suffrages.

ART. 867. — En cas de partage des voix, le bureau se réunit à nouveau vingt-quatre heures après.

ART. 868. — Si aucune décision n'est prise à cette deuxième audience, le bureau d'arbitrage pourra se réunir à nouveau, pendant la durée du conflit, sur la demande de la majorité de ses membres.

ART. 869. — Les décisions définitives sont signifiées aux parties dans les formes indiquées à l'article 843 du présent code et dans les vingt-quatre heures de leur prononcé.

ART. 870. — Les parties, dans les vingt-quatre heures de la signification ou dans le délai indiqué par le bureau arbitral, doivent satisfaire aux prescriptions de la décision.

§ 3. — *Dommages-intérêts.*

ART. 871. — Dans le cas de non-acceptation de la décision par l'une des parties, elle est passible de dommages-intérêts envers l'autre partie.

ART. 872. — Les dommages-intérêts sont évalués par les tribunaux de travail en bureau de jugement, en tenant compte du préjudice causé.

ART. 873. — Les demandes en dommages-intérêts peuvent être introduites soit individuellement par les personnes lésées, soit collectivement par les délégués qui représentaient la partie devant le bureau arbitral.

ART. 874. — Lorsque la demande a été présentée collectivement, la répartition des dommages-intérêts obtenus ne peut être faite que sur états approuvés par le tribunal de travail.

ART. 875. — Les réclamations contre cette répartition peuvent être faites dans les trois jours qui suivront la décision du tribunal; elles seront jugées dans le plus prochain bureau de jugement.

Section 3. — Dispositions générales.

ART. 876. — Les parties qui se seront conciliées sans l'intervention du tribunal de travail pourront déposer à ce tribunal un procès-verbal de leur accord, dûment signé des parties.

ART. 877. — Les procès-verbaux et décisions relatifs aux conciliations et arbitrages sont conservés en minute aux secrétariats des tribunaux de travail.

ART. 878. — La demande de conciliation et d'arbitrage, le refus ou l'absence de réponse de la partie adverse, la décision arbitrale seront notifiés au maire de chacune des communes où s'étendait le différend, et chacun de ces

maires devra les rendre publics par affichage à la place réservée aux publications officielles.

ART. 879. — L'affichage de ces décisions pourra, en outre, être fait par les parties intéressées.

Les affiches seront dispensées du timbre.

ART. 880. — La conciliation et l'arbitrage sont sans frais à l'égard des parties.

ART. 881. — Les actes faits en exécution des prescriptions relatives à la conciliation et à l'arbitrage seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

ART. 882. — La récusation des membres du bureau d'arbitrage ne peut s'exercer que s'ils sont partie au conflit.

ART. 883. — Si, par la récusation, le nombre des membres d'un des éléments était réduit au-dessous des deux tiers, les parties devront être renvoyées devant le tribunal de travail dont la circonscription est contiguë et qui est composé du plus grand nombre de membres.

ART. 884. — Si plusieurs tribunaux dont la circonscription est voisine sont composés d'un même nombre de membres, le tribunal primitivement saisi procède au tirage au sort du tribunal qui sera saisi du conflit.

CHAPITRE III.

PROCÉDURE PÉNALE.

ART. 885. — Les infractions aux prescriptions du présent code sont jugées en bureau de jugement.

ART. 886. — Le prévenu sera convoqué à la requête du président du tribunal, sur le vu du procès-verbal de l'inspecteur du travail ou à la requête de la partie qui réclame.

ART. 887. — La convocation a lieu dans les formes indiquées à l'article 817, et la comparution, dans les conditions indiquées aux articles 809 et suivants du présent code.

ART. 888. — Avant l'audience, le tribunal pourra ordonner une enquête, conformément aux dispositions des articles 34 à 38 et 40 à 43 du code de procédure civile en tout ce qu'elles n'ont point de contraire aux prescriptions du présent code.

ART. 889. — Si le prévenu ne comparaît pas, il sera jugé par défaut.

La signification lui en sera faite dans les mêmes formes que la convocation.

ART. 890. — L'opposition pourra être faite par déclaration en réponse au bas de la signification, ou par acte notifié dans les trois jours de la signification.

ART. 891. — L'instruction de chaque affaire sera publique, à peine de nullité.

Elle se fera dans l'ordre suivant :

Les procès-verbaux, s'il y en a, seront lus par le secrétaire du tribunal ;

L'inspecteur du travail ou la partie qui réclame exposera l'affaire ;

Les témoins, s'il en a été appelé par le tribunal sur le vu des procès-verbaux de l'inspecteur, ou par la partie civile, seront entendus ;

La personne citée présentera sa défense et fera entendre ses témoins, si elle en a amené ou fait citer;

Le tribunal prononcera le jugement lorsque l'instruction sera terminée et au plus tard à l'audience suivante.

ART. 892. — Le texte des articles dont on fera l'application sera lu à l'audience par le président.

ART. 893. — Si le fait ne présente aucune infraction, le tribunal annulera la citation et tout ce qui aura suivi et statuera, s'il y a lieu, par le même jugement sur les demandes de dommages-intérêts.

ART. 894. — Si l'infraction n'est pas de sa compétence, il renverra les parties devant la juridiction compétente.

ART. 895. — La partie qui succombera sera condamnée aux frais, même envers la partie publique.

Les dépens seront liquidés par le jugement.

ART. 896. — Tout jugement définitif de condamnation sera motivé, et les termes des articles appliqués y seront insérés, à peine de nullité.

ART. 897. — La minute du jugement sera signée par les membres du tribunal ayant siégé et par le secrétaire.

ART. 898. — Le président du tribunal et la partie civile poursuivront l'exécution du jugement, chacun en ce qui le concerne.

TITRE V.

PROCÉDURE SPÉCIALE.

CHAPITRE UNIQUE.

PROCÉDURE DE SAISIE-ARRÊT SUR LES SALAIRES (1).

Section 1^{re}. — Autorisation de saisie-arrêt.

ART. 899. — La saisie-arrêt sur les salaires des travailleurs dont il s'agit à l'article 215 du présent code, ne pourra être pratiquée, même s'il y a titre, qu'en vertu de l'autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi, et après une tentative d'arrangement.

ART. 900. — A cet effet, le juge de paix convoquera les parties devant lui, au moyen de lettres recommandées, adressées par le greffier à huit jours d'intervalle de l'envoi à la comparution.

ART. 901. — Les conditions de l'arrangement seront, le cas échéant, consignées dans un procès-verbal sommaire dressé par le juge de paix, assisté du greffier.

ART. 902. — A défaut d'arrangement, s'il n'y a pas de contestation sur l'existence ou le chiffre de la créance, ou si le débiteur ne s'est pas présenté, le juge de paix permettra la saisie-arrêt et énoncera dans son ordonnance la somme pour laquelle elle sera formée.

(1) Voir la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, le 1^{er} avril 1898. (N^o 1151, 6^e législ.).

ART. 903. — Dans le délai de trois jours francs, le greffier avisera le tiers saisi ou son représentant, préposé au paiement des salaires ou traitements, dans le lieu où travaille le débiteur saisi, par lettre recommandée, qui vaudra opposition.

ART. 904. — Dans le même délai, le greffier adressera également un avis recommandé au débiteur, lorsque celui-ci ne se sera pas présenté pour la tentative d'arrangement amiable.

ART. 905. — Les avis exigés par les articles 903 et 904 du présent code contiendront :

1° La date de l'ordonnance autorisant la saisie-arrêt;

2° Les noms, prénoms, professions et domiciles du créancier saisissant, du débiteur et du tiers saisi;

3° L'évaluation de la créance faite par le juge de paix.

ART. 906. — Le débiteur pourra toucher du tiers saisi la portion non saisissable de ses salaires, gages ou appointements.

ART. 907. — Lorsqu'une saisie-arrêt aura été pratiquée, si il survient d'autres créanciers, leur opposition ne pourra être formée qu'en vertu d'une autorisation du juge de paix, après une tentative d'arrangement, et en suivant la procédure réglée par les articles 900 à 905 du présent code.

ART. 908. — En cas de changement de domicile, le créancier saisissant ou intervenant devra déclarer, au greffe, sa nouvelle résidence, et il en sera fait mention, par le greffier, sur le registre exigé par l'article 931 du présent code.

Section 2. — Validité de la saisie-arrêt.

ART. 909. — Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers saisi pourront requérir la convocation des intéressés devant le juge de paix du débiteur saisi, par une déclaration consignée sur le registre spécial prévu par l'article 931 ci-après.

ART. 910. — Dans les quarante-huit heures de cette réquisition, le greffier adressera :

1° Au saisi;

2° Au tiers saisi;

3° A tous autres créanciers opposants, un avertissement recommandé à comparaître devant le juge de paix à l'audience que celui-ci aura fixée.

ART. 911. — A cette audience ou à toute autre fixée par lui, le juge de paix, prononçant sans appel dans la limite de sa compétence et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever, statuera sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie, ainsi que sur la déclaration affirmative que le tiers saisi sera tenu de faire audience tenante, à moins qu'il ne l'ait faite au préalable par lettre recommandée, adressée au greffier.

Cette déclaration ne sera pas exigée lorsque les versements, prévus à l'article 917 ci-après, auront reçu un commencement d'exécution.

ART. 912. — Le tiers saisi qui ne comparaitra pas, ou qui n'aura pas fait sa déclaration, ainsi qu'il est dit ci-dessus, sera déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées et condamné aux frais occasionnés par lui.

ART. 913. — Si le jugement est rendu par défaut, avis de ses dispositions

sera transmis par le greffier à la partie défaillante par lettre recommandée, dans les cinq jours du prononcé.

ART. 914. — L'opposition, qui ne sera recevable que dans les huit jours de la date de la lettre, consistera dans une déclaration à faire au greffe de la justice de paix, sur le registre prescrit par l'article 931 ci-après.

ART. 915. — Toutes parties intéressées seront prévenues par lettre recommandée du greffier, pour la plus prochaine audience utile. Le jugement qui interviendra sera réputé contradictoire.

ART. 916. — L'appel contre le jugement contradictoire sera formé dans les dix jours du prononcé du jugement, et, dans le cas où il aurait été prononcé par défaut, du jour de l'expiration des délais d'opposition, sans que, dans le cas du jugement contradictoire, il soit besoin de le signifier.

Section 3. — Répartition de la somme saisie.

ART. 917. — Dans les quinze premiers jours de chaque trimestre ou dans les quinze jours qui suivront l'époque où les retenues cesseraient d'être opérées, le tiers saisi versera au greffe, entre les mains du greffier chargé de la procédure, le montant des sommes retenues.

Il sera valablement libéré sur la seule quittance du greffier.

ART. 918. — La disposition de l'article précédent s'applique aux comptables de l'État, des départements et des communes.

ART. 919. — Le tiers saisi, en opérant son versement, remettra au greffier une note indicatrice du nom du débiteur et de la somme versée.

ART. 920. — Lorsque le tiers saisi n'aura pas effectué son versement à l'époque fixée par l'article 917 ci-dessus, il pourra y être contraint en vertu d'une ordonnance qui sera rendue d'office par le juge de paix et dans laquelle le montant de la somme à verser sera énoncé.

ART. 921. — L'ordonnance sera notifiée par le greffier, sous pli recommandé, dans les trois jours de sa date.

Le tiers saisi aura huit jours, à partir de cette notification, pour former opposition au moyen d'une déclaration au greffe qui sera portée sur le registre spécial.

Il sera statué sur cette opposition conformément aux règles de compétence et de procédure contenues dans les articles 909 à 916 du présent code.

ART. 922. — L'ordonnance du juge de paix, non frappée d'opposition dans le délai de huitaine, deviendra définitive.

Elle sera exécutée à la requête du débiteur saisi ou du créancier le plus diligent sur une expédition délivrée par le greffier et revêtue de la formule exécutoire.

ART. 923. — Après l'expiration des délais de recours contre le jugement de validité, la répartition des sommes encaissées sera faite au greffe par le juge de paix assisté du greffier.

ART. 924. — Le juge devra surseoir à la convocation des parties intéressées, sauf pour causes graves résultant notamment du décès ou de la cessation des services du débiteur saisi, tant que la somme à distribuer n'atteindra pas, déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, un

chiffre suffisant pour distribuer aux créanciers connus un dividende de 35 p. 100 au moins.

ART. 925. — S'il y a somme suffisante, et si les parties ne se sont pas amialement entendues au greffe pour la répartition, le juge procédera à la distribution entre les ayants droit et dressera un procès-verbal indiquant le montant des frais à prélever, le montant des créances privilégiées, s'il en existe, et le montant des sommes attribuées à chaque ayant droit.

ART. 926. — Les sommes versées aux ayants droits par le greffier seront quittancées sur le procès-verbal.

ART. 927. — Toute partie intéressée pourra réclamer, à ses frais, une copie ou un extrait de l'état de répartition.

ART. 928. — Les effets de la saisie-arrêt et les oppositions consignées par le greffier sur le registre spécial subsisteront jusqu'à complète libération du débiteur ou jusqu'à la mainlevée donnée par les créanciers.

Dans l'un et l'autre cas, un avis recommandé sera adressé au tiers saisi par le greffier.

ART. 929. — Le juge de paix qui aura autorisé la saisie-arrêt restera compétent, même lorsque le débiteur saisi aura transporté sa résidence dans un autre canton, aussi longtemps que des salaires ou des appointements seront payés à ce dernier par le tiers saisi, et qu'il n'aura pas été procédé à une saisie-arrêt dans le canton de la nouvelle résidence.

ART. 930. — Lorsque les conditions de l'article précédent n'existeront plus, le tiers saisi remettra au greffier le solde des sommes retenues en vertu de la saisie-arrêt primitive, et il sera fait une répartition qui mettra fin à la procédure.

Section 4. — Registre et comptabilité des saisies-arrêts.

ART. 931. — Il sera tenu au greffe de chaque justice de paix un registre sur papier non timbré, coté et paraphé par le juge de paix et sur lequel seront mentionnés tous les actes, d'une nature quelconque, décisions et formalités auxquels donnera lieu l'exécution des dispositions du présent titre.

ART. 932. — Les greffiers ne pourront conserver plus de 1,000 francs sur le montant des sommes dont ils seront comptables.

Ils verseront le surplus au préposé à la Caisse des dépôts et consignations de leur arrondissement, qui leur ouvrira un compte courant personnel.

Ils opéreront leurs retraits pour les besoins des répartitions, sur leur simple quittance, en justifiant de l'autorisation du juge de paix.

ART. 933. — Ils pourront opérer leurs versements ou leurs retraits par l'intermédiaire du percepteur des contributions directes le plus rapproché de leur résidence.

ART. 934. — Le juge de paix devra procéder à une vérification mensuelle de la comptabilité du greffier.

Section 5. — Frais de procédure de saisie-arrêt.

ART. 935. — Tous les actes et décisions visés dans l'article 931 ci-dessus seront rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis.

ART. 936. — Les lettres recommandées sont exemptes de tout droit de timbre et d'enregistrement, et jouissent de la franchise postale.

ART. 937. — Un règlement d'administration publique déterminera les émoluments à allouer aux greffiers pour la dresse des actes et l'accomplissement de toutes les formalités prévues par les dispositions du présent titre, ainsi que pour le maniement des fonds leur incombant à raison des versements effectués par les tiers saisis.

ART. 938. — En aucun cas, les frais à la charge du débiteur saisi ne pourront dépasser le dixième de la somme à distribuer.

Section 6. — Cession.

ART. 939. — Lorsqu'une cession a été consentie conformément aux articles 216 et 217 du présent code, le greffier fera mention de la déclaration sur le registre exigé par l'article 931 ci-dessus.

ART. 940. — Le greffier adressera, en outre, sans délai, une notification par lettre recommandée au débiteur des salaires, appointements ou traitements, ou à son représentant préposé au paiement dans le lieu où travaille le cédant.

ART. 941. — La retenue sera opérée sur cette seule notification.

ART. 942. — Le créancier cessionnaire ne sera pas admis à participer, en vertu de la même créance, à la distribution de la partie saisissable.

TITRE VI.

PÉNALTÉS.

CHAPITRE 1^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 943. — Le produit des amendes infligées en vertu des dispositions du présent code sera uniquement destiné à secourir les vieux travailleurs et les invalides du travail.

ART. 944. — Lorsque les circonstances paraîtront atténuantes, les tribunaux de travail sont autorisés à n'infliger que l'amende de la catégorie immédiatement inférieure.

Pour les infractions de la première catégorie, l'amende pourra être réduite à 1 franc.

ART. 945. — En cas de récidive, l'amende à infliger sera celle de la catégorie immédiatement supérieure.

ART. 946. — En cas de récidive, le tribunal pourra ordonner l'affichage du jugement.

Il pourra également en ordonner l'insertion, aux frais du contrevenant, dans un ou plusieurs journaux du département.

ART. 947. — Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une infraction identique.

ART. 948. — Il sera infligé autant d'amendes qu'il y aura de prescriptions non exécutées ou de travailleurs indûment occupés ou renvoyés.

ART. 949. — Les employeurs sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés.

CHAPITRE II.

INFRACTIONS.

Section 1^{re}. — 1^{re} catégorie.

ART. 950. — Sera puni de 5 à 15 francs d'amende, par chaque travailleur occupé indûment :

1° Quiconque aura commis une infraction aux articles 27 et 29 du présent code, concernant l'occupation et le logement des mineurs ;

2° Quiconque aura commis une infraction à l'article 52 du présent code, concernant l'interdiction de certains travaux aux mineurs.

ART. 951. — Sera puni de 5 à 15 francs d'amende, par chaque travailleur occupé indûment :

1° Tout employeur qui aura commis une infraction aux dispositions des articles 85, 87 et 88 du présent code, concernant l'admission au travail ; des articles 102 à 107, concernant les livrets, et des articles 111 à 131, concernant la durée du travail et des repos, le travail de nuit et le repos hebdomadaire ;

2° Tout directeur d'école professionnelle privée ou d'établissement de bienfaisance ayant un caractère d'enseignement professionnel qui aura commis une infraction aux dispositions de l'article 264 du présent code, concernant la durée de l'enseignement manuel.

ART. 952. — La peine ne sera pas applicable aux infractions concernant les articles 85, 87 et 88 du présent code, si ces infractions sont le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets, certificats ou diplômes contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

ART. 953. — Sera puni de 5 à 15 francs d'amende, par chaque contravention distincte :

Tout employeur qui aura contrevenu aux dispositions des articles 38 à 40 du présent code, concernant l'affichage des règlements de travail et des noms et adresses des inspecteurs de la circonscription.

ART. 954. — Sera puni de 5 à 15 francs d'amende, par chaque contravention distincte :

1° Tout employeur qui aura contrevenu aux dispositions de l'article 134 du présent code, interdisant la fixation du salaire aux pièces ou à la tâche ; de l'article 161, interdisant d'exiger une rétribution du travailleur ; de l'article 164, interdisant d'infliger des amendes ;

2° Tout employeur qui aura contrevenu aux dispositions des articles 177 à 189 du présent code, concernant les livrets de compte ;

3° Tout employeur qui aura contrevenu aux dispositions des articles 190 à 194 du présent code, concernant le paiement des salaires.

ART. 955. — Sera puni de 5 à 15 francs d'amende, par chaque contravention distincte :

Toute personne qui aura commis une infraction aux dispositions du présent code concernant l'hygiène, la salubrité et la sécurité des travailleurs.

ART. 956. — Le jugement devra fixer le délai dans lequel seront exécutés les travaux de sécurité et de salubrité imposés par le présent code.

ART. 957. — Si les mesures de sécurité et de salubrité n'ont pas été exécutées dans le délai fixé par le jugement qui a prononcé condamnation, l'affaire est, sur un nouveau procès-verbal, portée devant le tribunal de travail, qui peut, après une nouvelle mise en demeure, restée sans résultat, ordonner la fermeture de l'établissement.

Section 2. — 2^e catégorie.

ART. 958. — Sera puni de 16 à 100 francs d'amende, par chaque travailleur indûment occupé :

1^o Quiconque est marchandeur ;

2^o Quiconque commettra une infraction aux dispositions des articles 109 et 110 du présent code concernant le travail des étrangers.

ART. 959. — Sera puni de 16 à 100 francs d'amende, par chaque contravention :

Quiconque aura rompu le contrat de travail parce que l'autre contractant est membre d'un tribunal de travail, d'un syndicat professionnel ou a participé à une cessation collective de travail.

ART. 960. — Sera puni de 16 à 100 francs d'amende :

1^o Quiconque aura reçu une rétribution à l'occasion du placement d'un travailleur ;

2^o Quiconque aura tenu un office de placement dans un hôtel, restaurant, débit de boissons.

ART. 961. — Sera puni de 16 à 100 francs d'amende :

1^o Tout employeur qui n'aura pas veillé au maintien des bonnes mœurs dans son établissement ;

2^o Tout employeur qui aura toléré des pratiques religieuses dans son établissement.

ART. 962. — Sera puni de 16 à 100 francs d'amende :

Tout employeur qui, en cas d'accident, n'aura pas fait la déclaration dans les vingt-quatre heures au maire de la commune.

ART. 963. — Sera puni de 16 à 100 francs d'amende :

Tout employeur qui n'aura pas soumis à l'approbation du conseil supérieur du travail, et dans les trois mois de leur adoption, les statuts, règlements ou leurs modifications, concernant les caisses de retraites et de secours instituées dans son établissement ou exploitation.

Section 3. — 3^e catégorie.

ART. 964. — Sera puni de 100 à 500 francs d'amende :

1^o Quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur du travail ;

2^o Quiconque aura commis une infraction aux dispositions du présent code

concernant l'admission au travail ou la sécurité des travailleurs, lorsque cette infraction aura été cause d'un accident ;

3° Quiconque, en cas d'accident, aura fait au maire une déclaration reconnue fausse.

ART. 965. — Lorsque les infractions indiquées à l'article précédent tomberont sous l'application des dispositions du code pénal, elles seront jugées par les tribunaux compétents.

ART. 966. — Sera puni de 100 à 500 francs d'amende :

Tout employeur qui n'aura pas déposé, conformément à l'article 685 du présent code, les listes électorales relatives aux caisses de retraites et de secours.

ART. 967. — S'il y a récidive, les infractions de cette catégorie seront punies d'une amende de 500 à 1,000 francs.

ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE
CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

INSTRUCTIONS

concernant les cardes à laine.

ART. 1^{er}. — Il est formellement interdit à tout ouvrier ou ouvrière qui n'est pas employé au service des cardes de toucher à ces machines, sous quelque prétexte que ce soit.

ART. 2. — Pendant que les cartes sont en marche, il est expressément défendu à tout ouvrier et ouvrière :

- 1° De retirer ou de déranger les couvre-engrenages;
- 2° De nettoyer aucune partie d'une cardes ou de ses organes de transmission au moyen de déchets ou de chiffons tenus à la main;
- 3° De retirer le duvet qui se trouve autour des supports ou sur le côté des balayeurs, nettoyeurs ou déchargeurs, et des travailleurs.

ART. 3. — L'enlèvement des pailles et déchets dans les gouttières ne sera fait que par les ouvriers spécialement désignés; ceux-ci devront se servir, à cet effet, d'une baguette en bois et non d'une brosse à main.

ART. 4. — La mise en marche, l'arrêt des cardes, le graissage de ces machines, devront être faits par l'aiguiser, par son aide ou par les ouvriers spécialement désignés; il est absolument interdit à tout autre ouvrier de toucher aux courroies ou de graisser les machines.

ART. 5. — Il est absolument interdit à l'ouvrière employée à l'alimentation d'enlever la laine qui se prendrait aux entrées; elle doit appeler un débourreur qui arrêtera la cardes.

ART. 6. — Pour effectuer le nettoyage complet d'une cardes, il faut au préalable enlever la courroie de commande. L'enlèvement et le montage ne seront faits que par les ouvriers spécialement désignés.

ART. 7. — Lorsqu'on soumet une cardes à l'aiguillage, l'aiguiser devra remplacer les couvre-engrenages avant la mise en marche pour l'aiguillage et, s'il y a un empêchement quelconque à le faire, il devra retirer le pignon du grand tambour et les roues qui y engrènent.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DE L'INDUSTRIE (BUREAU DE L'INDUSTRIE.)

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

SEPTIÈME ANNÉE (1899). — NUMÉRO 6.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 21 SEPTEMBRE 1899

*concernant la franchise de la correspondance du service de l'inspection
du travail.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 avril 1844, sur les franchises postales;

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Les fonctionnaires désignés dans le tableau annexé au présent décret, sont autorisés à correspondre en franchise par la poste dans les conditions exprimées au même tableau.

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 21 septembre 1899.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

Tableau à annexer au décret du 21 septembre 1899.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET PERSONNES		FORME	CIRCONSCRIPTION
autorisés à contresigner leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service doit être remise en franchise.	sous laquelle LA CORRESPONDANCE doit être remise en franchise.	dans laquelle LA CORRESPONDANCE peut circuler en franchise.
Inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail.	Contrôleur des mines* Ingénieurs en chef des mines* Ingénieurs ordinaires des mines* Ingénieurs en chef des ponts et chaussées attachés au service du contrôle des chemins de fer* Ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées attachés au service du contrôle des chemins de fer*	S. B.	Circonscription de l'inspection et de l'ingénieur du contrôle.

NOTA. — Le signe * placé à la suite de la désignation du fonctionnaire indique que le contreseing est réciproque.

PERSONNEL DE L'INSPECTION.

Légion d'honneur.

Par décret en date du 10 juillet 1899, rendu sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, M. BLAISE (Jean-Louis-Émile), inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie a été nommé au grade de Chevalier de la Légion d'honneur (34 ans de services).

Promotions de classes.

Par arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 22 décembre 1899,

Ont été promus :

Inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe.

M. BOULISSET, inspecteur à Saint-Étienne.

Inspecteur départemental du travail de 2^e classe.

M. HARLÉ, inspecteur à Paris.

Inspecteurs départementaux du travail de 3^e classe.

MM. PECH, inspecteur à Carcassonne.

BOURGEOIS, inspecteur à Paris.

Inspecteurs départementaux du travail de 4^e classe.

MM. FOISSAC, inspecteur à Castres.

VIGUIER, inspecteur à Nîmes.

VASSEUR, inspecteur à Arras.

Ces dispositions ont eu leur effet à partir du 1^{er} janvier 1900.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE DU 22 DÉCEMBRE 1899
*relative à l'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892
sur la durée du travail des jeunes travailleurs de moins de 18 ans.*

MONSIEUR LE PRÉFET, par une dépêche du 5 novembre dernier, publiée au *Journal officiel* du 6, j'avais décidé que les chefs d'industrie auraient jusqu'au 1^{er} janvier 1900 pour appliquer l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, qui fixe la durée du travail des enfants, des filles mineures et des femmes.

La Chambre des députés a, dans sa séance d'aujourd'hui, adopté une proposition de loi qui modifie sur ce point la loi de 1892. D'après les dispositions adoptées, la durée de la journée de travail dans les établissements mixtes serait immédiatement unifiée à onze heures pour tout le personnel, hommes, femmes et enfants, et réduite à dix heures dans un délai de quatre ans.

Le Sénat va être appelé à se prononcer sur cette proposition. En conséquence, le sursis précédemment imparti aux industriels est prorogé du 1^{er} janvier au 31 mars 1900.

Je vous prie de donner d'urgence toute la publicité utile à la présente dépêche. Vous devrez la faire insérer dans tous les journaux de votre département et dans le *Recueil des actes administratifs de la préfecture*. Vous aurez, en outre, à la faire imprimer immédiatement en gros caractères et à la faire afficher en placard dans toutes les communes, en priant les maires de la publier suivant le mode usité dans chaque localité.

Vous voudrez bien me rendre compte sans retard de la suite qui aura été donnée aux présentes instructions.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 9 NOVEMBRE 1899
*relative à l'application de la loi du 9 avril 1898, sur la responsabilité
des accidents, dans les ateliers de chemins de fer, les établissements
appartenant à l'État et les établissements militaires.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai été consulté sur le point de savoir si le service de l'inspection du travail a le droit et le devoir d'assurer l'affi-

chage de la loi du 9 avril 1898 et de veiller à ce que les accidents soient régulièrement déclarés dans les ateliers de chemins de fer et les établissements appartenant à l'État.

D'autre part, on a demandé si les accidents survenus dans les établissements militaires doivent être portés par les maires à la connaissance du service de l'inspection.

J'ai l'honneur de vous informer que le droit de constater les infractions aux dispositions des articles 11 et 31 de la loi susvisée, en vertu dudit article 31, ne s'ouvre, pour les inspecteurs, que dans l'exercice normal de leurs attributions de contrôle, telles qu'elles se trouvaient antérieurement définies par les lois de 1892 et 1893 et par les instructions en vigueur, ainsi que je l'indiquais dans ma lettre circulaire du 13 juillet 1899.

Au surplus, l'envoi, aux inspecteurs du travail, du modèle IV, annexé au décret du 18 août 1899, ne saurait avoir pour objet de permettre à ces fonctionnaires, en ce qui concerne les établissements militaires, la constatation des accidents, c'est-à-dire leur intervention dans les enquêtes consécutives à ces accidents, mais exclusivement la centralisation statistique des accidents déclarés et de leurs circonstances.

Il n'est pas douteux, en effet, que les déclarations d'accidents, survenus dans les établissements militaires, doivent faire l'objet d'avis transmis au service de l'inspection par les maires, au même titre que tous les autres accidents visés par l'article 11 de la loi.

CIRCULAIRE DU 30 NOVEMBRE 1899

relative à la statistique des accidents déclarés.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, en vous indiquant les 13 juillet, 13 et 15 août dernier, dans quelle mesure le législateur a voulu que le service de l'inspection fût associé à l'exécution de la loi du 9 avril 1898, sur les responsabilités des accidents du travail, je vous ai informé que ce service serait chargé, comme par le passé, de préparer les statistiques des accidents déclarés.

Cette statistique devra être établie conformément aux états qui ont été annexés jusqu'ici aux rapports annuels. Je sais que c'est là un travail considérable qui exigera beaucoup de soin et de temps, en raison de l'insuffisance des renseignements portés sur les avis de déclarations fournis par les mairies, notamment au point de vue de la nature de la blessure que ne comporte pas le cadre réglementaire.

Les inspecteurs devront, le cas échéant, s'adresser aux municipalités pour obtenir des informations complémentaires qui les mettent en mesure d'établir une statistique exacte. Cette statistique aura une importance qui ne vous échappera pas, non seulement parce qu'elle permettra de se rendre compte,

au point de vue des déclarations d'accidents, des premiers résultats d'une loi depuis longtemps attendue, mais encore parce qu'elle fournira au service le moyen de vérifier, d'après le nombre des accidents déclarés chaque année, si les mesures de sécurité prescrites sont réellement efficaces et, dans la négative, de porter ses efforts vers la protection des machines qui continueraient à faire un grand nombre de victimes. Cette statistique est donc essentielle pour faire produire aux lois sur le travail tous les heureux effets qu'on est en droit d'en attendre, et je sais que je puis compter pour l'établir sur le zèle et sur le dévouement des inspecteurs du travail.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 30 NOVEMBRE 1899

relative aux propositions de récompenses faites aux sociétés de protection des apprentis en faveur des établissements de bienfaisance.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, je suis informé que des sociétés de protection des apprentis ont décerné des récompenses à des établissements de bienfaisance sur la proposition d'inspecteurs du travail.

Je vous prie d'inviter ceux de ces fonctionnaires, qui sont placés sous vos ordres, à s'abstenir de faire, à l'avenir, aucune proposition en faveur des maisons de ce genre.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 8 MAI 1899

relative à la protection des meules.

(ART. 12, § 4, DU DÉCRET DU 10 MARS 1894.)

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai été saisi par un constructeur-mécanicien d'une réclamation contre la mise en demeure qui lui a été signifiée d'avoir à appliquer dans ses ateliers les prescriptions de l'article 12 du décret du 10 mars 1894 relatives à la sécurité des meules tournant à grande vitesse.

Le fait capital qui ressort de votre rapport, c'est que l'installation de ces appareils est éminemment dangereuse puisqu'un homme a été tué, et qu'il n'est pas possible de laisser subsister un pareil état de choses, sans s'exposer à ce qu'un nouveau sinistre se produise dans les mêmes conditions que le premier. L'Administration ne saurait prendre, par une tolérance excessive, une telle responsabilité.

Il y a différents moyens de prévenir des accidents de cette nature.

On peut changer les meules de place, ce qui pouvait présenter autrefois de plus grandes difficultés que maintenant; l'orientation des transmissions était souvent un obstacle insurmontable. L'emploi des transmissions électriques permet aujourd'hui de tourner chaque outil dans le sens le plus convenable et même de le placer à une distance quelconque des transmissions.

Les meules peuvent aussi être recouvertes de capots en tôle d'épaisseur suffisante : des blindages également en tôle peuvent être disposés de façon à ce que les projections n'atteignent pas le personnel de l'usine. Est-il permis de dire que l'on doit s'abstenir de prescrire ces mesures de protection sous peine de ruiner un industriel?

L'expérience démontre, au contraire, qu'elles peuvent être réalisées sans entraîner des dépenses excessives.

Au surplus, ce sont, vous le savez, les moyens de protection que le législateur a eus en vue. Ils ont été rappelés par les circulaires des 14 avril 1898 et 13 mars 1899. Nul ne saurait être dispensé de les employer.

C'est en se conformant à ces prescriptions que MM. les inspecteurs devront rédiger leurs mises en demeure. Dans l'espèce, je n'ai pu que maintenir et confirmer celle que le service avait signifiée.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 27 NOVEMBRE 1899

*au sujet de l'application de l'article 12 du décret du 10 mars 1894
relatif à la protection des meules.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, un constructeur mécanicien m'a adressé une réclamation au sujet de la mise en demeure qui lui a été signifiée d'avoir à prendre les dispositions nécessaires pour qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé aux abords immédiats ou dans le plan de rotation des meules en usage dans ses ateliers.

À la suite de la communication que je vous ai faite de cette réclamation, vous exposiez qu'il vous paraissait difficile d'exiger le déplacement des meules, à moins de jeter la plus grande perturbation dans l'organisation actuelle des ateliers, et qu'il y avait lieu de tenir compte de ce que l'article 12 du décret du 10 mars 1894 ne prescrivait pas d'une façon absolue, mais seulement dans la mesure du possible, les mesures qui ont été imposées dans la circonstance.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, saisi de l'affaire, a reconnu qu'il serait excessif d'exiger le déplacement des meules de l'usine dont il s'agit et que le libellé de l'article précité laisse à l'inspection, dans certaines limites un droit d'appréciation. Mais il estime que, si les meules ne peuvent être déplacées, il reste, du moins, la ressource de l'emploi de dispositifs

protecteurs, tels que couvertures de meules, blindages matelassés, changement d'orientation au moyen de commandes par moteurs électriques.

Le comité a, d'ailleurs, pris soin de faire remarquer que l'énumération des dispositifs protecteurs ci-dessus indiqués a seulement pour but de rappeler qu'ils existent, qu'il croit à leur efficacité lorsqu'ils sont judicieusement employés, et nullement de contraindre l'inspection à en prescrire l'emploi de préférence à d'autres. Le comité a voulu seulement montrer que l'application de la loi ne comporte pas de difficultés insurmontables et que la mise en demeure peut être maintenue.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance cet avis que j'ai adopté.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 2 DÉCEMBRE 1899

*au sujet de l'application de l'article 12 du décret du 10 mars 1894
relatif à la protection des meules.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez informé que des fabricants de fer et d'acier vous avaient fait déclarer par le directeur de leur usine qu'ils refuseraient de se conformer à la mise en demeure qui leur a été signifiée d'avoir à se soumettre aux prescriptions des articles 6, § 3¹, et 12, § 4, du décret du 10 mars 1894 relatifs à l'évacuation des poussières et à la protection des meules. En l'état, vous me demandez de vous faire connaître s'il y a lieu de dresser procès-verbal à cet industriel.

L'affirmative n'est pas douteuse. Les instructions des 14 avril 1898 et 18 mars 1899 sont formelles, et leur exécution dans les établissements les plus importants comme le Creusot, les aciéries d'Imphy, etc., n'a pas soulevé la moindre protestation. Au surplus, le Comité consultatif des arts et manufactures, auquel j'ai soumis la question de savoir si le décret de 1894 crée au chef d'industrie une obligation de munir les meules qu'il emploie de dispositifs protecteurs, a déclaré ne pouvoir que s'en référer à l'avis qu'il a précédemment exprimé et qui est ainsi conçu :

« Pour satisfaire aux prescriptions édictées par le paragraphe 4 de l'article 12 du décret du 10 mars 1894, il suffit de prendre le maximum de précautions compatibles avec les nécessités de l'industrie, de pourvoir les meules de tous les dispositifs convenables pour diminuer, autant que possible, le danger pour les ouvriers qui desservent ces appareils, et pour arriver à ce que les ouvriers meuleurs soient, autant que possible, en dehors du plan de rotation de leur meule; enfin d'installer, autant que possible, les meules de tous genres, de telle façon que les ouvriers étrangers au travail de ces appareils ne se trouvent ni dans leur plan de rotation, ni à leurs abords immédiats ».

Je ne puis que vous inviter à vous conformer à cet avis. J'estime d'ailleurs que les mises en demeure que vous seriez conduit à faire pourraient viser non seulement le paragraphe 4 mais encore le paragraphe 1 de l'article 12 du

décret du 10 mars 1894, qui prescrit de munir de dispositifs protecteurs toutes les parties dangereuses des machines, ainsi que l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 qui dispose d'une manière générale (§ 2) que tout organe pouvant offrir une cause de danger sera séparé des ouvriers et (§ 3) que les machines-outils seront installées dans les meilleures conditions possibles de sécurité. L'article 14 de la loi du 2 novembre 1892, conçu dans des termes identiques, pourrait servir également de base à un procès-verbal de contravention en cas d'accident survenu à l'une des personnes visées par ladite loi.

Je vous prie de donner des instructions dans ce sens aux inspecteurs placés sous vos ordres.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 3 NOVEMBRE 1899

relative aux tolérances sollicitées par l'industrie de l'orfèvrerie.

(ART. 7 DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.)

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez fait l'honneur de me signaler une demande tendant à obtenir que l'orfèvrerie soit admise à bénéficier des mêmes tolérances que la bijouterie et la joaillerie au point de vue de la durée du travail.

Le comité consultatif des arts et manufactures, auquel j'ai soumis, il y a quelques mois, une requête de ce genre, a bien reconnu que les types de couverts, vaisselle, flambeaux, etc., fabriqués en orfèvrerie, varient selon le style qui est le plus en faveur. Mais, ce sont là, suivant lui, des variations de large amplitude qu'on ne saurait comparer aux variations de la mode. Le goût des acheteurs ne se porterait pas non plus, selon le comité, sur ces articles avec la même fantaisie que sur les bijoux, et les commandes pour des articles de table ne seraient pas comme celles des bijoux soumises aux mêmes poussées de saison.

Le comité a, d'ailleurs, fait observer que, contrairement à ce que pensait l'auteur de la demande, ce n'est pas pour des motifs tirés du finissage (dont ils invoquent les nécessités et la rapidité) que la confection des bijoux et joyaux a été favorisée de la tolérance légale. La raison de cette faveur a été tirée de la forme de ces objets qui varie autant que la toilette des femmes ou le caprice momentané des acheteurs.

L'assimilation demandée n'a donc pas paru justifiée au Comité. Il ne méconnaît pas que les orfèvres soient un peu surchargés aux approches du premier jour de l'an; mais il objecte que c'est le cas de tous les industriels parisiens et, jusqu'à ce jour, cette surcharge n'a pas été jugée un motif suffisant pour décider un cas de dérogation à la loi.

La Commission supérieure du travail dans l'industrie s'est ralliée à cet avis que j'ai adopté. J'ai l'honneur de vous en informer.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 23 OCTOBRE 1899

au sujet des enquêtes et des expertises prescrites par les tribunaux.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous avez bien voulu appeler mon attention sur une expertise ordonnée par un tribunal correctionnel, devant lequel appel avait été interjeté par un industriel condamné en premier ressort, pour contravention à l'article 2 du décret du 13 mai 1893.

M. le Garde des sceaux auquel j'avais communiqué votre rapport vient de me faire connaître qu'il ne lui appartient pas d'intervenir dans cette affaire actuellement soumise à l'appréciation du tribunal.

Mon collègue estime, d'ailleurs, conformément à la jurisprudence constamment suivie par la Cour de cassation, qu'un tribunal, alors même qu'il est saisi par un procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire, a non seulement le droit, mais encore le devoir de prescrire toutes les vérifications propres à éclairer sa religion et, notamment, une expertise, si les faits constatés par ce procès-verbal ne lui paraissent pas suffisamment concluants.

La Cour suprême a reconnu à plusieurs reprises que le juge du fait ne méconnaît pas la foi due à de tels procès-verbaux, en faisant procéder à des mesures d'instruction, soit sur la demande des prévenus, comme dans l'espèce que vous avez bien voulu me signaler, soit même d'office.

La doctrine s'est prononcée dans le même sens et M. Faustin Hélie notamment exprime l'avis que la présomption de droit qui résulte du procès-verbal peut être combattue par des preuves proposées par le prévenu ou même provoquées par le juge.

Quant à l'objection de fait qui résulterait de ce que les experts ne trouveront peut-être plus les choses en l'état où elles étaient lors du procès-verbal, M. le Ministre de la justice estime qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter : cette objection, dit-il, pourrait, en effet, être soulevée contre presque toutes les expertises, et c'est aux experts et aux juges de découvrir et de déjouer les fraudes auxquelles les prévenus pourraient être tentés d'avoir recours.

Je ne puis que porter à votre connaissance cette réponse de mon collègue.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 26 OCTOBRE 1899

relative à la délivrance des livrets aux enfants étrangers.

MONSIEUR LE PRÉFET, à la suite de la lettre que je vous ai adressée pour vous demander les motifs qui vous ont conduit à considérer comme suffi-

santes les pièces produites par de jeunes ouvriers italiens pour obtenir le livret prévu par la loi du 2 novembre 1892, vous me faites connaître que les passeports dont ils étaient munis vous avaient paru présenter un caractère d'authenticité suffisant pour autoriser la délivrance du livret.

J'ai l'honneur de vous faire remarquer que, suivant les instructions du 20 avril dernier (1), les papiers présentés par les jeunes étrangers qui désirent un livret, doivent, d'une façon générale, être revêtus du visa du consul; ce n'est que dans les cas absolument exceptionnels qu'il peut être dérogé à cette règle.

Or, il ne semble pas que ce fût le cas dans l'espèce, un passeport pouvant ne pas relater exactement l'âge du titulaire et l'apposition du visa du Consul sur cette pièce n'offrant aucune difficulté. Comme il importe que les prescriptions de la circulaire du 20 avril soient rigoureusement appliquées, je vous prie de mettre les deux jeunes ouvriers auxquels des livrets ont été délivrés, en demeure de faire régulariser d'urgence leur situation.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 26 OCTOBRE 1899

relative à une demande de la blanchisserie de gros tendant à être autorisée à supprimer le jour de repos hebdomadaire qui suit ou précède un jour de fête légal.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à deux reprises différentes, la Chambre syndicale de la blanchisserie a sollicité, en faveur de l'industrie du blanchissage en gros, les tolérances prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892, et qui sont accordées au blanchissage du linge fin. Ces deux demandes ont été repoussées par le motif qu'il y a lieu de distinguer entre le blanchissage du linge fin, qui est essentiellement un travail manuel, et celui du linge ordinaire qui se fait mécaniquement et devient un travail industriel pouvant s'effectuer par des moyens expéditifs susceptibles de développements.

Actuellement l'industrie dont il s'agit désirerait, lorsqu'un jour de fête légale tombe dans la semaine, être autorisée à supprimer le repos hebdomadaire qui suit ou précède le jour de fête.

La question a été soumise au Comité consultatif des arts et manufactures, qui a fait remarquer que cette demande n'était pas légalement recevable. L'article 5 de la loi du 2 novembre 1892 stipule, en effet, que les enfants et les femmes ne peuvent être employés dans un établissement industriel plus de six jours par semaine, ni les jours de fêtes reconnus par la loi, même pour rangement d'ateliers. Il résulte formellement de ce texte que le chômage des jours fériés s'ajoute à celui du jour de repos hebdomadaire et ne saurait en aucun cas s'y substituer.

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection*, année 1899, n° 6, page 360.

D'ailleurs, ce jour de repos supplémentaire, qui se produit trois ou quatre fois par an, est prévu, et toutes les industries le subissent sans réclamer; celles d'entre elles qui, comme le blanchissage du linge ordinaire, y trouvent une cause de retard préjudiciable à leurs intérêts, peuvent presser un peu plus leur travail pendant les jours qui précèdent ou qui suivent et prendre dans ces circonstances quelques ouvrières de plus.

Telle est, d'ailleurs, la manière de voir de la chambre syndicale des ouvriers et ouvrières blanchisseurs de la Seine qui, dans sa dernière assemblée générale, a protesté énergiquement contre la mesure proposée dont l'adoption ne ferait, suivant elle, qu'augmenter le nombre déjà trop grand des ouvrières sans travail dans la corporation.

Dans ces conditions, le Comité a émis l'avis, que j'ai adopté, que la demande dont il s'agit n'était pas susceptible d'être accueillie.

LETTE MINISTÉRIELLE DU 2 DÉCEMBRE 1899

relative à l'interprétation à donner à l'article 4, § 3, de la loi du 2 novembre 1892, touchant les repos dans le travail à deux équipes.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez consulté sur l'interprétation qu'il convient de donner à l'article 4, § 3, de la loi du 2 novembre 1892 qui dispose que, lorsque le travail sera réparti entre deux postes d'ouvriers, de quatre heures du matin et dix heures du soir, le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure au moins.

La question qui se posait était celle de savoir s'il était conforme à la loi de donner au personnel deux repos d'une demi-heure au lieu d'un repos unique d'une heure. La raison de douter venait de ce que, à la différence de l'article 3 qui porte que le travail de jour sera coupé par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure, l'article 4 relatif au travail de nuit ne prescrit qu'un repos minimum d'une heure, sans indiquer que ce repos pourra être fractionné. Le Comité consultatif des arts et manufactures que j'ai consulté à ce sujet, considérant que deux repos d'une demi-heure sont préférables à un repos d'une heure et interprétant un article de la loi par l'autre, a exprimé l'avis que l'article 3 précité justifiait l'interprétation qui a été faite dans l'espèce de l'article 4.

La Commission supérieure du travail a adopté les mêmes conclusions.

J'ai l'honneur de vous en informer; mais il est bien entendu que l'inspection du travail devra exercer une surveillance très vigilante pour éviter que la pratique que vous m'avez signalée n'ait pour résultat d'abréger, par la suppression d'un des repos, la suspension du travail dont doivent bénéficier les enfants et les femmes dans les établissements industriels qui organisent une double équipe.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 6 DÉCEMBRE 1899

relative à l'application aux ouvroirs des tolérances prévues par le décret du 15 juillet 1893 modifié et à l'application de la loi du 2 novembre 1892 aux ateliers organisés dans les hôtels.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez demandé de vous faire connaître si le décret du 15 juillet 1893 modifié est applicable aux ouvroirs dans lesquels sont pratiquées des industries énumérées audit décret. Je crois devoir vous rappeler que cette question a été résolue par la négative dans une lettre insérée au Bulletin de l'Inspection (année 1895, p. 342) à laquelle je vous invite à vous référer.

Vous posez d'autre part la question de savoir si la loi du 2 novembre 1892 est applicable aux hôtels qui, dans les stations balnéaires, occupent, au moment de la saison, des ouvrières lingères, blanchisseuses, repasseuses, etc.

Ce sont là des questions qu'il n'est possible de résoudre que *in specie* et d'après les circonstances de fait. Mais il ne paraît pas douteux qu'un hôtel qui, comme celui que vous me signalez, possède un véritable atelier d'ouvrières au nombre de 15 à 17, ne doive être considéré comme soumis à la loi.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 6 DÉCEMBRE 1899

au sujet de l'application de l'article 12, § 2, du décret du 10 mars 1894 relatif à la protection des scies circulaires.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures la réclamation qu'a formulée un industriel contre la mise en demeure qui lui a été signifiée par le service de l'inspection du travail d'avoir à protéger les scies circulaires en usage dans ses usines, conformément aux prescriptions de l'article 14 du décret du 10 mars 1894.

Le comité a fait remarquer que, de toutes les machines destinées à travailler le bois, les scies circulaires sont les plus dangereuses, puisque c'est à elles que sont dus les deux tiers des accidents professionnels.

Ce n'est pas qu'on n'ait cherché, par tous les moyens possibles, à remédier aux dangers particuliers de ce genre d'appareils; la question est depuis longtemps à l'étude. Si elle n'est pas résolue complètement, il existe cependant dès maintenant certains appareils d'un montage facile, commodes, qui se recommandent par de sérieuses qualités et qui, sans atteindre encore la perfection, donnent, en grande partie, satisfaction aux exigences des règlements.

Le comité a, en conséquence, exprimé l'avis, que j'adopte, qu'il y a lieu de maintenir la mise en demeure qui a été signifiée par l'inspection.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 7 DÉCEMBRE 1899,
au sujet de l'interprétation de l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892 et de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893, relatifs à la protection des roues, courroies et engrenages ou de tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, dans les ateliers fonctionnant par des appareils mécaniques.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, l'article 14, § 2, de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 2, § 2, de la loi du 12 juin 1893 sont conçus dans des termes presque identiques : le second est, pour ainsi dire, la reproduction textuelle du premier ; ils sont ainsi libellés :

« Dans tout établissement contenant ou fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service ».

Ces prescriptions ayant donné lieu à des divergences d'interprétation, j'ai soumis la question au comité consultatif des arts et manufactures, dont je crois devoir vous communiquer l'avis, qui est ainsi formulé :

« On séparera d'abord des ouvriers, les roues, les courroies, les engrenages et, en outre, tout autre organe dangereux, s'il en existe. Les roues, les courroies, les engrenages, ont paru au législateur offrir toujours une cause de danger puisqu'il a pris soin de les désigner ; mais ils peuvent ne pas être les seuls dangereux et la loi a complété son énumération par ces mots : « ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger ».

A la différence des roues, des courroies et des engrenages, les organes innomés ne tomberont sous l'application de la loi que dans le cas où il sera reconnu qu'ils peuvent être dangereux. Le caractère de ces organes innomés seuls pourra être discuté par les contrevenants et le dernier mot appartiendra au tribunal de répression appelé à apprécier si les organes offrent ou non une cause de danger.

En résumé, certains organes sont présumés dangereux par la loi elle-même, d'autres ne le sont pas. Est-ce à dire que l'administration chargée de faire exécuter les règlements soit tenue d'en poursuivre l'application même dans le cas où une roue, une courroie, un engrenage réputé dangereux ne pourrait offrir aucune cause de danger ? Évidemment non.

« Il est certain, dit le comité, que les lois de 1892-1893 n'ont pas entendu édicter des prescriptions vexatoires, mais seulement des mesures de protection. Le rôle de l'autorité chargée d'assurer l'exécution des lois, ne peut pas être et n'a jamais été un rôle absolument passif. Sa mission consiste avant tout à rechercher si les faits en présence desquels elle se trouve placée, comportent ou non l'application d'une disposition législative.

En matière répressive, cette vérité est indéniable ; la poursuite a toujours

été une question de tact ou de mesure, précisément parce que, une fois le procès verbal dressé et la poursuite exercée, il n'appartient plus au tribunal saisi de se dérober à la stricte application des textes ».

Comme cette interprétation n'est celle qui a toujours prévalu, je vous prie d'inviter les inspecteurs placés sous vos ordres à s'y conformer. Mais il est bien entendu que si un accident venait à se produire par suite de l'absence de protection d'une roue, d'une courroie ou d'un engrenage, la présomption légale inscrite dans l'article 14 de la loi de 1892 reprendrait tout son empire et que vous auriez à dresser procès-verbal conformément aux prescriptions de la circulaire du 20 octobre 1897 (1); les tribunaux apprécieront s'il y a eu contravention à la loi.

(1) MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, comme vous le savez, la question s'est posée à plusieurs reprises, de savoir si la mise en demeure prescrite par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, pour l'application des dispositions contenues dans les règlements d'administration publique prévus par l'article 3 de la même loi ne s'imposait pas également en droit, lorsqu'il s'agit des prescriptions relatives à l'hygiène et la sécurité édictées par les articles 12, 13 et 14 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

La jurisprudence est maintenant fixée sur ce point; en droit, il n'est pas nécessaire d'avoir recours à une mise en demeure préalable à toute poursuite avant de dresser un procès-verbal de contravention pour une infraction quelconque à la loi du 2 novembre 1892.

Mais, en fait, mon attention a été appelée sur l'intérêt qu'il y aurait pour les industriels à être prévenus par le service de l'inspection, qu'il s'agisse de la loi de 1892 ou de la loi de 1893, des dispositions de protection qui seraient indispensables à la sécurité du personnel employé.

Aussi ai-je décidé qu'à l'avenir, et lorsqu'il s'agira d'infractions à des prescriptions pour lesquelles la loi du 12 janvier 1893 exige une mise en demeure préalable, mais qui seront relevées par application de la loi du 2 novembre 1892, les inspecteurs devront toujours, à la première constatation du fait, aviser l'industriel, par une observation inscrite sur le registre d'usine, d'avoir à se conformer aux dispositions de la loi ou des règlements. Il en sera de même des contraventions que l'article 2 de la loi de 1893 laisse soumises à la constatation et à la poursuite directes. Ce n'est que lorsque l'inspecteur aura constaté que son invitation n'a pas été suivie d'effet, qu'il devra dresser contravention, s'il y a lieu.

Cette façon de procéder aura l'avantage d'unifier, dans la mesure du possible, l'application des dispositions similaires des lois du 12 juin 1893 et du 2 novembre 1892; elle sera, d'ailleurs, accueillie avec satisfaction par les industriels soucieux de l'intérêt de leurs ouvriers, mais, qui souvent, faute de conseils éclairés, se trouvent, malgré leur bon vouloir, en contravention avec la loi du 2 novembre 1892.

Mais, il est bien entendu que ces tempéraments ne pourraient pas être appliqués, si un accident venait à se produire par suite du défaut de protection d'un mécanisme dangereux ou, plus généralement, d'une infraction aux prescriptions de l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892.

Je vous prie de tenir la main à l'exécution des instructions ci-dessus dont vous voudrez bien m'accuser réception.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 8 DÉCEMBRE 1899,

relative à la question de savoir s'il y a lieu d'appliquer dans les fonderies de 2^e fusion l'article 6, § 2, du décret du 10 mars 1894, concernant la ventilation et l'évacuation des gaz insalubres ou toxiques.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à la suite d'une réclamation d'un syndicat des mouleurs en fer indiquant que l'hygiène laissait beaucoup à désirer dans les fonderies, sans indiquer aucun établissement en particulier, vous m'avez demandé de vous faire connaître si le service doit dorénavant réclamer dans les hangars fermés des fonderies l'installation de hottes, cheminées d'appel ou autres appareils d'élimination efficace, conformément au paragraphe 2 de l'article 6 du décret du 10 mars 1894.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, saisi de votre rapport, estime que le paragraphe 1 de l'article 6 susvisé ne paraît pas s'appliquer aux fonderies de fer où il ne se produit pas généralement de gaz insalubres ou toxiques (sauf peut-être les gaz de la combustion dans les réchauds à feu nu employés éventuellement pour certains séchages sur place) et où il ne se produit guère de poussières, les sables et terres qui servent à la confection des moules étant toujours humides.

Quant aux buées, vapeurs, etc., visées par le paragraphe 2 du même article, elles se dégagent, en ce qui concerne les fonderies, dans un espace qui est généralement considérable (la plupart des fonderies n'ayant pas de plafond et étant couvertes par des combles élevées) et qui est ainsi bien souvent largement aéré, les combles étant munis de lanternes, et les murs latéraux de larges couvertures.

Il se peut que dans votre région certains locaux de fonderies soient insuffisants, comme cube d'air, ou trop fermés ou pas assez aérés. Le service de l'inspection peut alors faire le nécessaire dans chaque cas particulier, sans avoir besoin d'instructions autres que celles du décret du 10 mars 1894.

Au surplus, le comité estime que les fonderies de fer de deuxième fusion sont trop variées dans leurs dimensions, dans leurs modes de construction, dans leurs installations mécaniques ou autres, pour qu'il paraisse possible de dire, d'une façon générale, ce qu'il convient d'imposer ou de tolérer en matière d'aérage et de ventilation. Il appartient au service de l'inspection d'agir dans chaque fonderie en particulier suivant les circonstances locales spéciales à chaque établissement.

Je ne saurais, d'ailleurs, trop vous engager à vous maintenir en rapport avec le syndicat des mouleurs en fer qui désignera aux inspecteurs du travail celles des usines dont l'hygiène laisse le plus à désirer et sur lesquelles devra se porter particulièrement leur attention.

J'ajoute à cette occasion que le service de l'inspection ne doit pas rester dans l'expectative et attendre les communications spontanées des associations corporatives. Il a une initiative à prendre et doit être le premier à susciter,

s'il y a lieu, des rapports que les syndicats hésiteraient peut-être à établir d'eux-mêmes avec le service. En agissant ainsi, vos collaborateurs conquerront dans le monde du travail une confiance qui leur a parfois fait défaut et qui leur est indispensable pour s'acquitter avec efficacité de leurs délicates fonctions.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 8 DÉCEMBRE 1899,
relative à la proposition d'appliquer l'interdiction du tableau C du décret du 13 mai 1893 au travail des enfants employés au cardage du coton dans les fabriques d'ouates.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, dans votre rapport sur l'application en 1897 des lois réglementant le travail, vous aviez proposé d'assimiler le cardage du coton, destiné aux filatures, au cardage du coton destiné aux fabriques d'ouates, et d'interdire, en conséquence, ce genre de travail aux enfants au-dessous de 18 ans, lorsque les poussières se dégagent librement dans l'atelier. (Tableau C du décret du 13 mai 1893.)

Le Comité consultatif des arts et manufactures, auquel j'ai, après enquête, soumis votre proposition, n'a pas considéré que cette assimilation fût possible. Il a fait observer que, si une certaine comparaison a pu être établie entre les cardes des fabriques d'ouates et celles des rares filatures des Basses-Pyrénées, c'est que ces derniers établissements, créés de très ancienne date pour alimenter le tissage à la main du Béarn, ont conservé leur antique matériel de battage et de cardage défectueux et donnant beaucoup de poussières. Mais ces filatures ne peuvent être comparées aux grandes usines de la Normandie, du Nord et des Vosges, dont les machines modernes laissent dégager si peu de poussières que la plupart du temps la carderie n'est pas séparée du reste de la préparation.

D'ailleurs, le comité fait remarquer que les matières travaillées dans les filatures de coton ou dans les fabriques d'ouates ne se ressemblent nullement. Alors que les filatures emploient des matières naturelles venant d'Amérique, d'Égypte ou des Indes, les fabriques d'ouates utilisent des déchets ou des balayures de filatures, des débourrages et des duvets qui forment au travail beaucoup de poussières; elles travaillent aussi des produits chargés de teinture ou de produits chimiques divers, et il est évident que les poussières dégagées dans ces dernières manipulations sont bien plus nuisibles que celles qui se produisent dans une filature même imparfaitement outillée.

Au surplus, il résulte de l'enquête ouverte que ce n'est qu'exceptionnellement que les ouvriers au-dessous de 18 ans travaillent aux cardes dans les filatures de coton.

Par tous ces motifs, et en présence de l'opposition unanime de vos collègues, le comité a émis l'avis, que j'adopte, que votre proposition ne comporte aucune suite.

A défaut de dispositions générales et réglementaires prescrivant l'isolement des ateliers de cardage, que n'a pas paru comporter l'organisation actuelle de la très grande majorité des filatures de coton, vous aurez à poursuivre l'application de l'article 6, § 3, du décret du 10 mars 1894 dans les quelques usines de votre circonscription, où des machines primitives et démodées dégageraient des poussières nuisibles à la santé des travailleurs.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 11 DÉCEMBRE 1899,
au sujet de l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les scieries appartenant à l'administration des forêts.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, mon attention a été appelée à plusieurs reprises sur l'installation défectueuse, au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, des scieries appartenant à l'État et louées à des tâcherons pour le débit des bois de coupe.

M. le Ministre de l'agriculture m'informe que les travaux de protection, demandés par l'inspection du travail dans les scieries des départements que vous m'avez signalés, et pratiquement réalisables ont été immédiatement exécutées, et que des affiches, contenant le texte de la loi du 2 novembre 1892 et du décret du 13 mai 1893, seront apposées dans ces scieries.

Mon collègue m'informe également qu'il a rappelé à tous les conservateurs des eaux et forêts les prescriptions de la loi de 1892, en leur demandant un rapport d'ensemble sur les mesures de protection effectuées et restant à effectuer dans les usines de leur circonscription. Il ajoute que le service forestier se conformera scrupuleusement aux mesures arrêtées de concert avec le service de l'inspection du travail pour assurer la sécurité des travailleurs dans les établissements placés sous sa direction. Les scieries de l'État étant toutes établies d'après des modèles différents, imposés souvent par la configuration des lieux, on ne saurait songer à prescrire des dispositions générales s'appliquant à toutes les espèces.

Je vous prie donc de vous mettre en rapport avec les agents de l'administration des eaux et forêts pour déterminer d'accord avec eux les mesures de protection qui seraient reconnues nécessaires dans les scieries de l'État.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 9 DÉCEMBRE 1899

relative

à l'obligation de l'observation intégrale du jour de repos hebdomadaire.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai reçu une demande formée par un industriel en vue d'obtenir l'autorisation de faire travailler ses ouvrières tous les jours de la semaine, y compris le jour choisi pour le repos hebdomadaire, pendant quatre heures et demie ou cinq heures.

La loi du 2 novembre 1892 n'a pas investi le Ministre du commerce du pouvoir d'accorder des tolérances de cette nature. C'est à l'inspecteur divisionnaire seul qu'il appartient d'intervenir dans des cas limitativement fixés par les règlements; j'ajoute que dans l'espèce il ne dépendait pas de l'inspecteur d'accueillir cette requête, celle-ci ne pouvant se concilier avec l'article 5 de la loi, qui dispose que les femmes ne peuvent être employées dans les établissements industriels plus de six jours par semaine, ni les jours de fêtes reconnues par la loi, même pour rangement d'atelier. Cette règle, qui ne comporte pas d'exception, n'implique nullement que le jour de repos doive être le même dans un établissement pour toutes les ouvrières. Rien ne s'oppose à ce qu'il soit établi un roulement, à la condition qu'une affiche, apposée dans l'atelier conformément à la loi, indique le jour de repos individuellement assigné à chacune d'elles, et qu'un duplicata soit envoyé à l'inspecteur du travail.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

ACCIDENTS DU TRAVAIL

*dont la déclaration est parvenue aux inspecteurs du travail
pendant les 3^e et 4^e trimestres de 1899.*

1^{er} semestre de l'application de la loi du 9 avril 1898.

(DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 1899.)

NUMÉROS des CIRCONSCRIPTIONS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS		NUMÉROS des CIRCONSCRIPTIONS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS	
		3 ^e TRIMESTRE.	4 ^e TRIMESTRE.			3 ^e TRIMESTRE.	4 ^e TRIMESTRE.
1 ^{re} .	Seine.....	8,493	10,867	4 ^e .	Aisne.....	719	1,057
	Seine-et-Marne.....	390	507		Ardennes.....	652	848
	Seine-et-Oise.....	1,324	1,485		Meuse.....	278	279
	TOTAUX.....	(A) 10,207	12,859		Marne.....	450	533
2 ^e .	Allier.....	(A) 562	615	5 ^e .	Meurthe-et-Moselle..	1,096	1,490
	Cher.....	192	302		Vosges.....	473	509
	Creuse.....	45	45		TOTAUX.....	3,668	4,716
	Haute-Vienne.....	251	208		Nord.....	5,564	7,443
	Indre.....	129	163	6 ^e .	Pas-de-Calais.....	1,061	1,426
	Indre-et-Loire.....	267	256		Somme.....	561	663
	Loiret.....	226	274		TOTAUX.....	7,186	9,532
	Loiret-Cher.....	98	121	7 ^e .	Calvados.....	385	490
3 ^e .	Vienne.....	114	120		Eure.....	274	362
	TOTAUX.....	1,884	2,104		Eure-et-Loir.....	204	260
	Aube.....	261	314		Manche.....	205	214
	Yonne.....	201	205		Oise.....	508	835
	Côte-d'Or.....	308	383		Orne.....	165	200
	Haute-Marne.....	325	435		Seine-Inférieure....	2,566	2,817
	Saône-et-Loire.....	760	621		TOTAUX.....	4,307	5,178
	Nièvre.....	187	193		Côtes-du-Nord.....	101	165
	Jura.....	206	214		Deux-Sèvres.....	150	101
	Doubs.....	228	295		Finistère.....	160	245
4 ^e .	Haut-Rhin.....	108	296		Ile-et-Vilaine.....	322	338
	Haute-Saône.....	163	156		A reporter...	733	849
	TOTAUX.....	2,747	3,112				

(A) Chiffres rectifiés.

NUMÉROS des CIRCONSCRIPTIONS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS		NUMÉROS des CIRCONSCRIPTIONS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS.	
		3 ^e TRIMESTRE.	4 ^e TRIMESTRE.			3 ^e TRIMESTRE.	4 ^e TRIMESTRE.
7 ^e . (Suite.)	Report.....	733	849	9 ^e . (Suite.)	Report.....	1,278	1,486
	Loire-Inférieure.....	1,330	1,230		Pyrénées-Orientales..	40	51
	Maine-et-Loire.....	387	330		Tarn.....	129	161
	Mayenne.....	108	116		Tarn-et-Garonne....	70	51
	Morbihan.....	130	190		TOTAUX.....	1,517	1,749
	Sarthe.....	354	353				
	Vendée.....	119	92				
8 ^e .	TOTAUX.....	3,161	3,160	10 ^e .	Basses-Alpes.....	8	14
					Hautes-Alpes.....	18	29
	Charente.....	146	179		Alpes-Maritimes....	256	290
	Charente-Inférieure..	237	337		Ardèche.....	150	184
	Corrèze.....	50	51		Bouches-du-Rhône...	2,668	2,399
	Dordogne.....	117	148		Corse.....	4	5
	Gers.....	15	15		Drôme.....	128	165
	Gironde.....	1,211	1,606		Gard.....	464	439
	Landes.....	177	209		Var.....	314	377
	Lot.....	20	26		Vaucluse.....	171	239
	Lot-et-Garonne.....	154	164		TOTAUX.....	4,181	4,141
	Basses-Pyrénées.....	196	222				
	Hautes-Pyrénées.....	41	64				
	TOTAUX.....	2,364	3,021				
9 ^e .				11 ^e .	Ain.....	196	190
	Ariège.....	142	139		Isère.....	609	673
	Aude.....	131	183		Loire.....	1,024	1,977
	Aveyron.....	196	202		Loire (Haute-).....	79	101
	Cantal.....	42	32		Puy-de-Dôme.....	202	259
	Haute-Garonne.....	331	380		Rhône.....	1,402	1,606
	Hérault.....	394	514		Savoie.....	175	186
	Lozère.....	42	36		Savoie (Haute-)....	72	131
					TOTAUX.....	3,759	5,123
	A reporter...	1,278	1,486		TOTAUX GÉNÉRAUX..	(A) 44,981	54,695
						(a) 99,676	

(A) Chiffre rectifié.

(B) Total de 2 trimestres modifiés après correction des 2^e et 7^e circonscriptions (2 semestres).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

DISCUSSION

*du budget du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes
et des Télégraphes pour 1900.*

SÉANCE DU 23 NOVEMBRE 1899.

EXTRAITS DU JOURNAL OFFICIEL. — QUESTIONS DU TRAVAIL.

.....
M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Lemire.

Sur plusieurs bancs. A demain !

M. LE PRÉSIDENT. — J'entends demander le renvoi à demain. (*Vives dénégations sur plusieurs bancs.*)

Insiste-t-on pour le renvoi ?

M. MILLERAND, *Ministre du commerce et de l'industrie.* — Permettez-moi, Monsieur le Président, d'insister auprès de la Chambre pour que, la séance utile ayant commencé à quatre heures, elle veuille bien clore la discussion générale aujourd'hui. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — On n'insiste pas pour le renvoi à demain ? (*Non ! non !*)

La parole est à M. Lemire.

M. LEMIRE. — Je demande à la Chambre quelques minutes d'attention pour l'entretenir d'une question à laquelle M. le Ministre du commerce a prouvé qu'il s'intéresse vivement, puisqu'il en a fait la caractéristique de son entrée au ministère, la question du travail.

Il s'est souvenu que le ministre du commerce n'a pas seulement dans ses attributions tout ce qui concerne les transactions internationales, la grande industrie, les postes et les télégraphes; il a aussi à toucher de la façon la plus délicate, c'est entendu, mais aussi la plus vigilante et la plus attentive, à tout ce qui concerne la législation et l'organisation du travail dans la société moderne.

Peut-être jusqu'à présent ces questions, en tant qu'elles dépendent de ce département ministériel, ont elles été un peu laissées je ne dirai pas à un plan secondaire, mais à l'arrière-plan. Cela ne m'étonne pas outre mesure. Il semble, en effet, que le nom même de ministère du commerce invite le rapporteur que la Chambre désigne pour ce budget à s'occuper avant tout des problèmes

qui agitent le monde commercial. C'est pourquoi trois années de suite nos collègues qui ont été chargés du rapport ont été choisis parmi les représentants de la ville qui passe à bon droit pour être la capitale du commerce international de la France, parmi les députés de Marseille. M. Charles Roux et M. Thierry ont traité successivement, avec de grands détails et une compétence scientifique indiscutable, tout ce qui concerne les chambres de commerce, la marine marchande, la navigation intérieure, et, cette année-ci, le très grave problème de l'importation et de l'exportation des blés qu'il faut résoudre, — l'avenir de l'agriculture en dépend, — et la question des ports francs. Nous trouvons dans le rapport de M. Thierry de très précieux renseignements sur les ports étrangers qui nous font une concurrence si désastreuse, sur l'organisation des services interocéaniques et des correspondances européennes à Hambourg et à Anvers, toutes choses de nature à éveiller l'attention de la Chambre et à mériter au rapporteur la reconnaissance non seulement du Parlement, mais aussi du pays, lequel ne saurait vivre sans un commerce international prospère. (*Applaudissements.*)

Le passage de M. Millerand au ministère du commerce ou du moins son entrée au ministère — car nous ne sommes pas les juges de la durée d'un cabinet, on sait quand on y entre, on ne peut pas indiquer quand on en sort — l'entrée de M. Millerand au ministère du commerce a fait sensation dans le monde ouvrier et ses actes lui ont gagné des sympathies que pour mon compte je trouve très légitimes. (*Applaudissements à gauche.*)

Je ne discute pas la nature de ces sympathies, parce que nous ne sommes pas d'accord, M. Millerand et moi, pas plus du reste que M. Millerand n'est d'accord avec M. de Galliffet et M. Caillaux sur des questions d'opinion personnelle (*On rit*) et sur des convictions intimes, dont nous ne devons ni lui ni moi compte à la Chambre. J'admets très bien les conséquences qu'il tire de ses principes et les applications qu'il fait de ses doctrines qui ne sont pas les miennes, parce que ces conséquences et ces applications concordent avec celles que mes doctrines m'inspirent. Et je trouve tout naturel que les mesures administratives auxquelles je fais allusion lui assurent parmi les ouvriers une popularité que je regarde comme de bon aloi. (*Vifs applaudissements à gauche.*)

M. Millerand dès son arrivée au pouvoir a étudié la grosse question que nous discutons depuis six ans sans pouvoir la résoudre, la question des clauses des cahiers de charges; et il a prescrit d'insérer des conditions humaines, — humaines, il faut le dire, c'est le mot, — dans les cahiers des adjudications de l'État, et il a permis de les insérer dans ceux des départements et des communes, et ainsi, d'un trait de plume, il a tranché un débat interminable.

Personne ici ne l'en blâme. . . (*Applaudissements à gauche*), car personne, que je sache, n'a songé à l'interpeller sur ce point. Je trouve qu'il a eu mille fois raison de procéder par voie administrative. Pendant les vacances, alors que nous prenions un repos mérité, il s'occupait de ce problème et le résolvait. On dira qu'en faisant ces constatations je flatte le ministère; peu m'importe, je dis ce que je pense et je crois devoir rendre justice à mes adversaires politiques comme à tout le monde.

Je trouve que le Ministre du commerce a sagement agi non seulement en soumettant le décret auquel je fais allusion à la signature de M. le Président de la République, mais encore en lui faisant signer un autre décret, qui est à mon avis tout à fait remarquable. Il sanctionne un principe en faveur duquel la Chambre, l'année dernière, votait, je crois, à une majorité écrasante, le principe de l'électorat pour le conseil supérieur du travail.

Nous avons invité M. le Ministre du commerce d'alors à faire entrer dans ce conseil des membres désignés librement par leurs pairs : patrons et ouvriers. Eh bien, l'honorable Ministre du commerce qui est sur ces bancs a pris cet arrêté; il l'a fait précéder d'un rapport à M. le Président de la République. Et je trouve dans ce rapport les considérants les plus intéressants et les plus logiques. Il dit, en fort bons termes, comment il a eu la sagesse de passer outre aux conseils de ceux qui lui disaient : faites une consultation du suffrage universel ouvrier pour constituer votre conseil supérieur. Il a répondu énergiquement : non, je ne ferai pas une consultation directe du suffrage universel, je consulterai les corps organisés, j'aurai une meilleure réponse, et voici pourquoi : Quand vous consultez trop souvent le suffrage universel ouvrier, il finit par se fatiguer et il ne répond plus; vous en avez la preuve dans les élections pour les conseils de prud'hommes et pour les chambres de commerce, où les abstentions sont en nombre considérable. Ma foi, je me contente de consulter les corps organisés. On me répond : Et les ouvriers inorganisés? Eh bien! tant pis pour ceux qui ne s'organisent pas, la faculté de s'organiser est ouverte à tout le monde; la loi sur les syndicats est faite pour tous; elle est d'une application facile : qu'on en fasse usage au lieu de se plaindre! (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Plus récemment M. le Ministre du commerce a fait un troisième pas dans la voie du progrès. Il a réorganisé — non, le mot n'est pas juste, — il a créé une direction du travail par un décret qui a paru, je crois, au *Journal officiel*, le 8 août dernier. Il a fait monter ainsi l'un des services de son ministère, celui qui centralise les statistiques du monde ouvrier et qui représente le contrôle ou l'ingérence de l'État dans cet ordre de choses, il l'a fait monter de simple service secondaire à la hauteur et à la dignité d'une direction; il a ajouté la direction du travail aux directions existantes dans son département; ce faisant, M. le Ministre du commerce a suivi une impulsion qui ne lui est pas tout à fait personnelle. Et, si on lui en faisait un reproche, il pourrait répondre que la création d'une direction du travail n'est pas seulement demandée en France, mais que des institutions semblables existent déjà à l'étranger. Ainsi l'homme politique qu'on accuse d'être un ministre socialiste et d'avoir introduit le collectivisme dans le cabinet, n'a fait qu'imiter ce qui se passe en Autriche et en Danemark, où il existe une direction du travail. Jusque-là il n'y a rien, à mon avis, que de très inoffensif au point de vue doctrinal, et de très bon au point de vue pratique. (*Très bien! très bien!*)

C'est sur toutes ces questions, Messieurs, que j'avais demandé la permission de dire quelques mots.

Je voudrais aller plus loin et, humblement, comme il me convient, je voudrais inviter M. le Ministre du commerce à persévérer dans cette voie et à obéir non seulement aux circonstances, dont il n'est pas toujours maître,

mais à l'impulsion même d'une de ses convictions personnelles. En effet, je parlais hier de cette question avec un collègue qui siège à gauche dans cette Chambre et qui parlera peut-être pour soutenir ma proposition, car j'ai une proposition à faire, Messieurs. Je demande que le Gouvernement et la Chambre aillent jusqu'à créer un ministère du travail.

Hier donc, nous échangeons nos idées à ce sujet M. Vaillant et moi, — nous ne sommes suspects ni l'un ni l'autre; (*Rires*) — il me rappelait que M. Millerand avait écrit là-dessus. . . (*Mouvements divers.*) Pourquoi ne parlerions-nous pas ensemble, Messieurs? Nous sommes tout à fait à l'aise; personne ne nous accusera de machiner quelque chose; il n'est pas probable que mon collègue socialiste et moi puissions faire partie d'une combinaison ministérielle quelconque. (*Nouveaux rires.*)

A droite. — Qui sait?

M. le comte DE LANJUNAIS. — Nous voyons des choses si extraordinaires!

M. LEMIRE. — Je sais bien que l'in vraisemblable est parfois le vrai, et peut-être, certain passé est-il à ce sujet plus surprenant que ne serait notre avenir, ne vous semble-t-il pas, Messieurs?

M. Vaillant me rappelait que M. Millerand a écrit sur le ministère du travail un article très judicieux.

Eh bien, pourquoi, aujourd'hui, ne ferais-je point appel à ses souvenirs! Pourquoi vous-mêmes, Messieurs, sans vouloir trancher la question immédiatement, ne me permettriez-vous pas, sous forme de projet de résolution — je sais bien que je vais au-devant des réprimandes de M. le président de la Chambre. . .

M. LE PRÉSIDENT. — Des réserves. . .

M. LEMIRE. — Des réserves, soit; mais déjà la porte est ouverte, je passe par où d'autres ont passé; — pourquoi ne pourrais-je pas soumettre à la bienveillance de la Chambre et je dirai presque à la sympathie instinctive du Gouvernement, un projet de résolution l'invitant à préparer un projet de loi organisant un ministère du travail. Cela ne peut pas être fait du jour au lendemain, c'est clair. Mais veuillez remarquer, du moins, Messieurs, que je ne suis pas du tout socialiste lorsque je demande un ministère en plus.

M. Modeste LEROY. — Vous obtiendrez gain de cause.

M. LEMIRE. — Je n'ai pas entendu votre interruption, mon cher collègue. Mais si elle était une désapprobation, permettez-moi de citer des précédents. Lorsqu'on a demandé la création d'un ministère des colonies, qui est-ce qui a protesté? Est-ce qu'on n'a pas fait un ministère de l'agriculture? Il est mille fois moins justifié qu'un ministère du travail.

M. Modeste LEROY. — Monsieur l'abbé Lemire, ne protestez pas! J'ai dit tout simplement que, puisque vous demandiez un nouveau ministre, votre projet serait sûrement accepté. (*On rit.*)

M. LEMIRE. — Pardon, Monsieur Leroy, je n'ai pas demandé un nouveau ministre — ce choix n'est pas de ma compétence — j'ai demandé la création d'un nouveau ministère, ce qui n'est pas la même chose.

Sur divers bancs. — Sans ministre?

M. LEMIRE. — Pourquoi pas? Plusieurs portefeuilles peuvent être dans les mêmes mains. A l'étranger, par exemple, le ministère du commerce est

joint à tel ou tel département, suivant les aptitudes des titulaires; lorsque ces aptitudes changent par suite des combinaisons exigées par les partis, il arrive qu'on déplace ce ministère et qu'on le rattache à un autre.

Pourquoi, du reste, chez nous, l'industrie et le commerce ont-ils avec eux le travail? En vertu de quelle règle, de quel principe, la direction du travail est-elle rattachée au ministère du commerce et de l'industrie plutôt qu'au ministère de l'agriculture? Travail agricole, travail industriel, travail commercial, autant d'espèces, et il y en a d'autres. Quel est au juste le travail le plus nécessaire dans une société? le travail agricole n'est-il pas plus fondamental que le travail industriel, le travail qui produit plus nécessaire que le travail qui transforme? Donc il n'y a pas de logique absolue dans le rattachement du travail au commerce.

Je vais même plus loin. J'affirme que, s'il est un ministère où le travail doit se trouver mal à l'aise, s'il est un ministère où la conciliation entre les principes qui le régissent et les principes à côté desquels il doit vivre est vraiment difficile, c'est le ministère du commerce, c'est celui-là.

Que de fois, Messieurs, le rôle du Ministre du commerce est rendu ingrat devant la Chambre, précisément parce qu'il a à la fois dans ses attributions les intérêts du commerce et les droits du travail, la circulation de la marchandise et la protection de l'ouvrier.

Ce n'est un secret pour personne que le commerce est généralement libre-échangiste et qu'il s'en va répétant sa formule : « laissez faire et laissez passer ». Je crois que cette théorie est au fond de l'âme de M. le rapporteur du budget, M. THIERRY. Je ne fais que rendre l'impression que donne la lecture de son rapport en affirmant que son rêve serait de renverser toutes les barrières économiques et de dire : supprimez les droits, retranchez les primes, laissez-nous faire des bateaux et les mener où bon nous semble . . .

M. THIERRY, *rapporteur*. — Et naviguer librement.

M. JOURDE. — Vous y viendrez, vous aussi, à cette doctrine, monsieur Lemire.

M. LEMIRE. — Sans doute, si l'intérêt de mon pays le commandait; je ne vois rien d'absolu dans les doctrines du libre-échange ou du protectionnisme. Ce sont là questions d'opportunité et de circonstances, et tel qui demandait la protection quand il était faible, pratique le libre-échange quand il est fort.

Sous ce rapport, nos concurrents économiques nous ont donné l'exemple, j'espère que nous saurons le suivre. On ne doit pas dire : périclisse mon pays plutôt qu'un principe.

Mais, je répète qu'actuellement il est visible, il est manifeste que la doctrine que les chambres de commerce — qui ont le langage assez retentissant pour être entendues — viennent apporter dans les bureaux du ministère, c'est la doctrine du libre-échange. Mais, Messieurs, à ce même Ministre on apporte d'autres doléances, on fait appel à d'autres principes. Il a des oreilles pour entendre. Il est bien obligé de les ouvrir aux légitimes revendications du monde ouvrier! Or, le monde ouvrier demande une sage et juste protection. Il veut que nulle part l'existence humaine ne soit sacrifiée à la loi de l'offre et de la demande; quand il demande de protéger l'enfant, parce qu'il

est employé prématurément, la femme, parce qu'on la fait travailler de nuit, — ce qui ne doit pas être, — l'adulte, parce qu'on le moissonne dans sa fleur (*Très bien! très bien! à gauche*), est-ce que le Ministre peut répondre : « Je suis libre-échangiste », et laisser passer un régime qui écrase l'homme, la femme et l'enfant?

Je dis que le rattachement de la direction du travail au Ministère du commerce...

M. CASTILLARD. — Et de l'industrie.

M. LEMIRE. — Je sais que c'est le mot « industrie » qui a fait penser au mot « travail »; mais le travail industriel n'est pas plus le travail unique, le travail vrai, que le travail commercial ou agricole, et on ne doit pas laisser s'accréditer cette idée que seul le travail industriel a droit à quelque sollicitude, qu'on ne doit pas s'inquiéter des autres.

L'arrêté de M. Millerand, qui a paru le 8 août, contient l'énumération fort intéressante des services et des graves problèmes qui pourraient d'ores et déjà constituer les attributions d'un ministère du travail : codification et unification des lois du travail, organisation du monde ouvrier (syndicats, bourses de travail, coopératives, conseils d'arbitrage et de conciliation), représentation du travail depuis les conseils de prud'hommes jusqu'au conseil supérieur, question de salaires et de crédit, inspection du travail...

A propos d'inspection, permettez-moi, Messieurs, d'ouvrir une parenthèse. On a reproché à cette inspection, ici même, à cette tribune, de n'avoir pas été assez attentive, assez précise, assez vigilante, d'avoir quelquefois fermé les yeux ou consenti à des arrangements. M. le Ministre actuel ne veut pas se prêter à ces combinaisons; car il a annoncé que c'en était fini de la tolérance et que d'ici au mois de janvier il faudrait qu'on se mette en règle avec certaines lois protectrices des femmes et des enfants. Je ne puis l'en blâmer. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Outre les questions que j'indiquais et qui concernent directement le travail, il y en a plusieurs autres qui rentreraient utilement dans le domaine du ministère projeté, celle de l'hygiène des ateliers, par exemple. En effet, de quelle hygiène l'État peut-il s'occuper plus utilement si ce n'est de celle qu'il faut dans les usines, manufactures et ateliers? Il n'a pas à s'occuper de l'hygiène familiale, il n'est pas père de famille; mais il a le contrôle des conditions dans lesquelles on fait travailler les foules quand elles sont réunies; il est le représentant de l'ensemble, de la collectivité.

L'hygiène, par conséquent, intéresse au plus haut point l'État, et j'ajoute qu'il est nécessaire que lui, État, s'en occupe, parce qu'on aura beau dire, s'il la néglige, la routine reprendra le dessus et personne n'y veillera. Il faut qu'il donne l'exemple. (*Très bien! très bien!*)

Quant aux œuvres d'assistance, de prévoyance et d'assurance, celles-là aussi ont leur place à côté du travail.

Pourquoi, en Belgique, est-on arrivé à créer facilement beaucoup d'habitations ouvrières à bon marché dont les travailleurs deviennent propriétaires, alors qu'en France nous sommes loin d'avoir atteint un résultat appréciable, malgré notre loi de 1894 qui est bonne et même meilleure que la loi belge?

L'honorable M. Bernaërt me le disait à Bruxelles : « Vous avez une loi magnifique sur les habitations ouvrières, mais vous ne savez point en tirer ce qu'elle renferme. La nôtre est beaucoup moins bonne, et nous en obtenons de grands résultats parce que les caisses d'épargne et l'œuvre des habitations ouvrières sont dans les mêmes mains. L'argent qui est en dépôt dans nos caisses d'épargne, nous le faisons passer très facilement dans la main de l'ouvrier afin de lui permettre de construire ou d'acquérir son habitation familiale. La garantie de la maison nous est donnée : elle nous suffit; elle est aussi sûre pour nous, Etat, que pour d'autres, n'est-il pas vrai? »

Toutes ces questions d'hygiène, d'assistance, de prévoyance, de caisses de retraites sont étroitement liées à la question du travail.

M. Thierry lui-même, dans son rapport, le reconnaît au moins pour l'une d'entre elles. Et, en citant l'honorable rapporteur, je tiens à dire que j'ai été peut-être trop loin en affirmant très catégoriquement que les questions commerciales avaient toutes ses préférences : il a pour elles un souci principal mais non un souci exclusif, car il a dit, je ne sais plus à quel chapitre de de son rapport, qu'il y a des rattachements à faire au Ministère du commerce pour faciliter l'application des lois qui intéressent le monde du travail; que les sociétés de secours mutuels, par exemple, dépendent du Ministère de l'intérieur, que les questions de conciliation et d'arbitrage relèvent de l'administration du garde des sceaux.

Il est difficile que tout cela fonctionne avec harmonie, avec entente; et M. Thierry demande qu'on rattache à la direction du travail les sociétés de secours mutuels qui peuvent organiser des assurances contre les accidents pour les ouvriers.

Devant cette complexité et cette multiplicité de choses et d'œuvres auxquelles la direction du travail s'intéresse — sans compter la grosse question de la statistique, celle de l'élaboration des lois nouvelles et la correspondance avec les sociétés ouvrières, et la communication presque quotidienne avec la Commission du travail — c'est à peine si le Ministre du commerce peut trouver le temps nécessaire pour étudier ou résoudre quelque chose.

Je viens de parler de la Commission parlementaire du travail. Elle est surchargée des projets les plus intéressants et les plus variés. Elle devrait presque être une commission permanente, et le Gouvernement devrait être constamment à ses ordres. Le Ministre prend le temps qu'il peut, mais il ne peut pas tout faire; il ne peut pas se multiplier. Si cependant il doit être quelque part assidûment, si sa présence pour ainsi dire continue est nécessaire quelque part, c'est au sein de la Commission du travail. Pourquoi, messieurs? Laissez-moi le dire d'un mot : Dans une démocratie, le travail est l'acte universel, l'acte obligatoire, la loi de tout le monde, il est l'origine et la consécration de la propriété; tout ce qui concerne le travail doit donc exciter au plus haut point le souci d'un gouvernement, — je tranche le mot, — d'un gouvernement sincèrement démocratique. (*Très bien! très bien!*)

Ah! messieurs, il y a longtemps qu'on s'est inquiété et qu'on s'est inquiété beaucoup de ce qui intéresse la propriété. Souci légitime, nécessaire, je le reconnais, parce que la propriété c'est du travail concrétisé, du travail mort. Mais ne doit-on pas s'occuper davantage du facteur même de cette propriété,

de l'acte dont la propriété est la conséquence et la récompense, de ce qui est la cause vivante et la consécration sociale de la propriété, du travail ?

Et c'est pour cela que je demande que le travail soit étudié, guidé, protégé dans cet ensemble d'institutions officielles qui forment un ministère. Je souhaiterais qu'il fût créé dans un laps de temps rapproché.

Ce faisant, nous marcherions dans la voie ouverte par d'autres nations qui nous ont précédés, et notamment par la Belgique.

M. Vaillant me citait un autre exemple, loin d'ici, aux antipodes, en Nouvelle-Zélande, mais je crois que nous ne sommes pas obligés d'aller si loin, et que je puis indiquer aussi les Etats-Unis, où existe le département du travail ; je n'ai pas pu vérifier s'il s'agit d'un ministère ou d'une direction spéciale, je ne suis pas assez versé dans ces questions, mais je vois sans cesse dans le *Bulletin de l'Office du travail* : « *Department of labor* aux États-Unis », ce que je traduis par ministère du travail ; comme j'y vois « département du Trésor », ce qui est le ministère des finances. Au moins, de part et d'autre, c'est le même mot, si ce n'est pas la même chose.

Pourquoi, je le répète, n'entrerions-nous pas dans cette voie ? Ce devrait être une obligation stricte. Nous ne devons pas être seulement une République nominale et une démocratie sur le papier, nous devons aux peuples qui nous entourent l'étude pratique, assidue de ces questions sociales et de ces solutions ouvrières.

Pour l'année prochaine, l'année de l'Exposition, l'on a annoncé force congrès.

On désire que cette Exposition soit autre chose qu'une vaste foire et qu'une immense exhibition de choses de toute sorte. On désire qu'elle soit agréable aux visiteurs, utile pour le commerce et profitable à la civilisation. On veut organiser autour d'elle, près d'elle, dans son enceinte même, un vaste échange d'idées. Fort bien ! Mais permettez-moi de demander qu'on se préoccupe aussi, comme l'a fait à cette tribune M. Motte, d'y organiser un congrès international du travail pour faire suite au congrès tenu en 1890 à Berlin.

Je signale ce point à M. le Ministre du commerce.

La France peut bien faire quelque chose, elle aussi, en faveur des ouvriers ; elle est assez aimée dans le monde pour qu'on réponde à une invitation de sa part dans cet ordre d'idées.

Si donc, pour l'ouverture de l'Exposition, le ministère du travail était organisé, son titulaire pourrait présider les différents congrès dans lesquels il sera parlé du travail, des habitations ouvrières, du repos dominical, des sociétés de secours mutuel, du crédit populaire, et il s'intéresserait tout spécialement au grand congrès, à la grande conférence sur une législation internationale du travail : ce serait la reprise de la conférence de Berlin.

Je vais loin, Messieurs, j'entrevois de belles espérances ! Mais, quand bien même la création du ministère que je demande n'aurait pour résultat que de faire en sorte que dans l'industrie, dans les usines et les ateliers, la vie de quelques enfants soit moins sacrifiée, la dignité de quelques femmes mieux sauvegardée et les intérêts de quelques travailleurs plus efficacement protégés, quand ce ne serait que cela, ce résultat suffirait largement à mes yeux

pour justifier la proposition que je sou mets à la Chambre. Il y va de ce qu'il y a de plus sacré et de plus cher à l'humanité.

On invoquera des considérations budgétaires. On m'objectera que j'aboutis à une dépense nouvelle. Si vous voulez bien m'écouter encore une minute, je vous prouverai, Messieurs, qu'il n'en est rien, que la création d'un service nouveau peut se faire avec des économies réalisées ailleurs. Si j'ai quelque chance de réveiller chez mes collègues de gauche le souvenir de leur ancien désir de réformes et d'idées qui leur sont chères. . .

M. DELON-SOUBEIRAN. — Nous n'avons rien oublié!

Voix à gauche. — Il faudrait réveiller la droite.

M. LEMIRE. — Nous verrons de quel côté on répondra à ma demande. Je m'adresse en ce moment à mes collègues de gauche, la plupart partisans du projet dont je vais parler, et qui permettra de faire une économie dont je demande l'application au ministère du travail. Il s'agit de la suppression de l'indemnité aux délégués sénatoriaux, par l'élection des sénateurs au chef-lieu de canton.

L'honorable M. Guillemet défendait ce projet il a quatre ans, lors du renouvellement des élections sénatoriales. Il disait : « Je suis partisan de l'élection des sénateurs par des collèges électoraux réunis au chef-lieu de canton et de la suppression de l'indemnité ».

Faisons cette réforme, Messieurs, nous en avons l'occasion dans le présent budget. Pour moi, je compte la proposer au Ministère de l'intérieur. Je m'expliquerai à cet égard. En ce moment, j'espère être d'accord avec beaucoup d'entre vous, dont je rappellerai les paroles d'autrefois.

Avec cette seule économie, immédiatement réalisable, qui ne froissera personne, qui permettra de faire un peu moins de candidature officielle autour des préfectures, et un peu de décentralisation au profit de nos modestes chefs-lieux de canton, avec les 820,000 de dépenses causées par les frais des élections sénatoriales, vous pourriez, monsieur le Ministre du commerce, organiser le plus beau, le plus exemplaire et le plus bienfaisant des ministères du travail. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Je dépose un projet de résolution en ce sens.

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture du projet de résolution :

« La Chambre invite le Gouvernement à préparer un projet de loi organisant un ministère du travail. »

Ce projet est signé de MM. Lemire et Groussier.

La parole est à M. le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

M. MILLERAND, *ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.* — Je demande à la Chambre la permission de répondre avec le plus de netteté et de brièveté possible aux quelques observations qui ont été apportées à cette tribune par les orateurs qui ont pris part à la discussion générale du budget du Ministère du commerce.

Ces observations sont naturellement d'ordres très divers. Je demanderai à la Chambre, sans souci des transitions, d'examiner rapidement les unes après les autres ces diverses observations.

.....

Il me reste à répondre à M. l'abbé Lemire, et j'en serais un peu embarrassé si je prenais au pied de la lettre les éloges dont il a bien voulu m'accabler.

M. LEMIRE. — Et pourquoi pas ?

M. LE MINISTRE. — Vous êtes trop aimable, mon cher collègue.

M. LEMIRE. — Ces éloges sont très sincères.

M. LE MINISTRE. — Je n'en doute pas, mais j'en veux seulement retenir que, de l'œuvre qu'à ce point de vue particulier le Ministre du commerce a essayé d'accomplir, vous avez dégagé l'idée générale qui y a en effet présidé.

J'ai cru, — et je suis convaincu d'être d'accord sur ce point avec l'immense majorité de la Chambre, — j'ai cru que c'était le devoir étroit du Ministre du commerce de donner aux questions du travail une place, je ne dis pas prépondérante, mais au moins égale à celles des autres questions qui sollicitent son attention.

Et c'est pourquoi, modifiant légèrement sur ce point le projet de réorganisation de l'administration centrale que j'avais trouvé élaboré, j'ai en effet créé une direction du travail que M. l'abbé Lemire veut bien considérer comme l'embryon d'un ministère du travail.

Messieurs, sur cette question du ministère du travail, je n'ai pas besoin de dire que l'opinion que je vais exprimer est une opinion purement personnelle. En effet, la création d'un ministère du travail est avant tout une question gouvernementale et le Gouvernement n'a pas délibéré sur la question qui a été posée par M. l'abbé Lemire. Cette question, d'ailleurs, dans les formes où notre honorable collègue l'a posée, — je n'entends pas par là en diminuer la valeur, — paraît être surtout une question de mot.

M. l'abbé Lemire propose que, pour débiter au moins, si j'ai bien compris son projet de résolution, on appelle ministère du travail un des ministères actuellement existants.

Messieurs, j'ai été plus loin autrefois que M. l'abbé Lemire. (*On rit.*)

M. LEMIRE. — Vous ne m'effrayez pas en allant jusqu'au bout. J'en serai même très heureux.

M. LE MINISTRE. — J'ai pensé, — et je n'ai pas changé d'avis, — avec des hommes d'ailleurs qui différaient beaucoup d'opinion avec moi sur beaucoup de sujets, non seulement avec M. l'abbé Lemire, mais avec des rédacteurs éminents de la *Revue des Deux Mondes*, j'ai pensé qu'il serait en effet intéressant et utile de créer en France, comme en Belgique, un ministère du travail; mais il m'a toujours semblé aussi que cette création d'un ministère du travail ne pouvait pas être une création isolée. qu'il fallait profiter de cette création d'un ministère nouveau pour organiser d'une façon légèrement différente la répartition des attributions ministérielles. Il y a dans nos divers départements certaines attributions qui gagneraient, je crois, à être autrement distribuées. C'est là une tâche que, sans aucun doute, et plus tôt que plus tard, la Chambre et le Gouvernement devront entreprendre; je suis convaincu qu'une bonne distribution du travail est une condition essentielle pour aboutir à des résultats utiles et rapides. (*Très bien! très bien!*)

La Chambre ne s'étonnera pas si, dans les circonstances où s'est constitué le ministère actuel, cette préoccupation n'a pas été de celles qui l'ont assailli le premier jour. (*Sourires.*)

M. LEMIRE. — Il n'est jamais trop tard pour bien faire !

M. LE MINISTRE. — Mais M. l'abbé Lemire et la Chambre me permettront de retenir parmi ses observations, à côté de cette question de titre qui, je le répète, a son intérêt, des questions dont notre honorable collègue a dit un mot.

M. Lemire a parlé incidemment d'une proposition que M. Motte avait apportée à la tribune au moment de la discussion du budget du ministère du commerce, au mois de février dernier.

M. Motte avait émis à ce moment l'idée qu'il serait bon que le gouvernement de la République réunît à Paris, en 1900, un congrès international pour arriver à la suppression du travail de nuit. Je me suis permis de m'approprier la pensée de M. Motte : je l'ai prié, et je le remercie d'avoir bien voulu répondre à mon appel, de me fournir certains renseignements complémentaires sur sa proposition. A la suite d'une entrevue que nous avons eue, j'ai prié M. le Ministre des affaires étrangères de vouloir bien engager des négociations avec certains gouvernements étrangers pour voir si on ne pourrait pas réunir à Paris, en 1900, le congrès international qu'avait proposé notre collègue.

Je suis très heureux de dire à la Chambre que ces négociations ont été engagées et j'espère qu'elles aboutiront.

M. LEMIRE. — Très bien !

M. LE MINISTRE. — Sur un autre point, — je veux parler de l'application de la loi de 1892, — je répondrai à la fois et à un point du discours de M. Motte et à une question que l'honorable M. Graux m'avait exprimé le désir de me poser, en renouvelant devant la Chambre les déclarations que j'ai été heureux de formuler hier même devant la commission du travail.

J'ai pensé que la loi de 1892 était une loi, et que, comme telle, elle devait être appliquée. J'ai trouvé dans cette loi un article 3 qu'il m'a paru d'autant plus nécessaire de respecter qu'il a pour but la protection des enfants; il édicte que le travail des enfants ne doit pas dépasser dix heures. Par suite d'un *modus vivendi* accepté par l'un de mes prédécesseurs, cet article était devenu lettre morte. J'ai fait connaître à l'inspection du travail que, sur ce point comme sur les autres, j'entendais que la loi fût appliquée. Mais en même temps j'ai compris qu'il n'était pas possible de ne pas tenir compte du *modus vivendi* dont je viens de parler, et j'ai demandé à tous les industriels de vouloir bien me faire connaître quel était le délai qui leur paraissait nécessaire pour se mettre en règle avec la loi.

A la suite d'une consultation qui s'est étendue à toute la France, j'ai décidé que les industriels auraient jusqu'au 1^{er} janvier prochain pour se conformer à l'article 3 de la loi de 1892.

Mais je ne me dissimule en aucune façon les difficultés que peut rencontrer cette application. Dès la rentrée de la Chambre, je me suis adressé à la commission du travail et je l'ai priée de considérer qu'elle avait à son tour une responsabilité particulière. Le Ministre du commerce a assumé la responsabilité qui lui revenait en exigeant que la loi fût appliquée et en prenant ses dispositions pour qu'elle le fût en réalité.

L'industrie prétend que cette loi est mauvaise sur plusieurs points. Je suis

quant à moi d'accord avec un grand nombre, pour ne pas dire l'unanimité des industriels, pour reconnaître qu'une loi qui crée dans l'intérieur d'une même usine, plusieurs catégories d'ouvriers, les uns travaillant dix heures, les autres onze, les autres douze, est une loi mauvaise parce qu'il est impossible d'en surveiller l'application. (*Très bien ! très bien !*)

M. HENRI LANIEL. — Elle est surtout mauvaise pour les familles.

M. LE MINISTRE. — Mauvaise pour tout le monde.

Je pense qu'il faut arriver à l'unification des durées de travail. Sur ce point, j'étais d'accord avec le principe que le Sénat a fait triompher en 1894. Je l'ai dit à la commission du travail qui, sur ma demande, avait bien voulu me convoquer devant elle; mais j'ai ajouté, et je tiens à ajouter devant la Chambre, que, si l'unification des durées de travail me paraît indispensable, il y a autre chose qui me paraît non moins indispensable. On ne peut pas oublier que, dès 1890, le rapporteur de la loi sur le travail, M. Richard Waddington, qui n'est pas seulement un parlementaire éminent mais un grand industriel français, proposait le travail de dix heures pour tout le monde, qu'il le faisait voter à la Chambre, que devenu sénateur il le défendait au Sénat; je ne puis pas oublier que notre collègue M. Dron déposait à la fin de 1895 un rapport sur la proposition adoptée par le Sénat et qu'il demandait, organe de la commission du travail, que la durée du travail fût fixée pour tout le monde, hommes, femmes et enfants, à onze heures dans les établissements mixtes, mais étant bien entendu que trois ans plus tard, c'est-à-dire en 1898, la durée du travail serait pour tout le monde de dix heures.

La journée de dix heures, les industriels savent dès aujourd'hui qu'il faudra qu'ils l'acceptent, et la question qui se pose devant eux n'est plus qu'une question de délai.

M. RIBOT. — Et de salaire.

M. LE MINISTRE. — C'est entendu, mais je parle en ce moment au point de vue législatif et je dis qu'en même temps que le Parlement inscrira dans la loi nouvelle l'unification des heures de travail il est impossible qu'il n'y inscrive pas la journée de dix heures, sauf à discuter le délai nécessaire pour permettre aux industriels d'appliquer avec le moins de dommages possible et pour eux et pour leurs ouvriers qui ne doivent pas supporter de diminution de salaire, la durée nouvelle du travail. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Voilà le problème; je crois que je l'ai posé dans les termes mêmes où il se dresse devant vous.

Permettez-moi de le dire, j'ai fait, autant que j'ai pu, mon devoir en rappelant à tout le monde quelle est la loi. Le devoir de la Chambre maintenant commence; c'est à elle qu'il revient de dire si cette loi qu'il faut appliquer comme toutes les lois, elle juge à propos de la modifier. J'ai dit quant à moi dans quelles conditions il me paraissait qu'elle pouvait être modifiée; je demande encore, comme je l'ai demandé hier à la commission du travail, de vouloir bien sur ce point hâter une solution qui ne peut pas être longtemps différée. (*Très bien ! très bien !*)

Je vous demande pardon, Messieurs, d'avoir retenu votre attention (*Non ! non ! — Parlez !*); mais en terminant, laissez-moi dire que, si j'ai donné à ces questions du travail une importance que quelques-uns, à certains moments,

ont paru trouver exagérée, je l'ai fait, non seulement parce qu'à mon avis en soi et par elle-même, elle mérite amplement cette importance, mais parce qu'en le faisant, j'ai eu la conviction de remplir pour ma modeste part le rôle d'un membre de cabinet de défense républicaine (*Applaudissements à gauche et à l'extrême-gauche*), parce qu'il m'a paru que le meilleur moyen d'attacher, de ramener s'il en était besoin aux institutions républicaines les masses laborieuses, c'était de leur montrer non plus par des paroles, mais par des actes que le Gouvernement de la République est avant tout le Gouvernement des petits et des faibles. (*Vifs applaudissements à gauche, à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs au centre.*)

M. CHENEL. — Je demande à M. le Ministre du commerce si, après les bonnes paroles qu'il vient de prononcer, il ne serait pas préférable de presser l'élaboration de la loi nouvelle et, jusque-là, de retarder l'exécution de la loi de 1892.

M. LE MINISTRE. — Je remercie l'honorable M. Chenel de son interruption et j'y réponds d'un mot.

Toutes les fois que les industriels m'ont demandé de vouloir bien adopter cette formule : retarder l'application de la loi jusqu'au moment où une nouvelle loi serait appliquée, je leur ai répondu que ce n'était pas possible, parce que je ne pouvais pas subordonner l'application de la loi à des délais, tels que ceux qui viennent de s'écouler, par exemple, pour cette loi même sur le travail qui, votée en 1894 au Sénat, n'a pas encore été adoptée par la Chambre. (*Très bien ! très bien !*)

Ce que j'ai fait et ce que je devais faire, c'était de poser la question et devant le pays et devant la Chambre. Il appartient maintenant à la Chambre — et le Gouvernement l'y aidera de toutes ses forces — d'aboutir à une solution, qui, je le répète, ne peut plus être retardée. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

M. CHENEL. — Je ne demande pas de retard. Je désire au contraire que la loi nouvelle soit élaborée le plus promptement possible.

M. MARCEL SEMBAT. — Je demande à répondre à M. le Ministre.

M. LEMIRE. — Je réclame la mise aux voix de ma proposition de résolution.

M. le PRÉSIDENT. — Je ne pourrai la soumettre au vote de la Chambre qu'après la clôture de la discussion générale.

.....
.....
Plusieurs voix. A demain !

M. LE PRÉSIDENT. — On demande le renvoi à demain... (*Non ! non ! à gauche.*) Puisqu'on insiste, je consulte la Chambre.

Insiste-t-on... (*Oui ! oui ! à droite.*)

(La Chambre, consultée, décide que la discussion continue.)

.....
.....
M. MORINAUD. — Je prie la Chambre de me laisser adresser quelques mots à M. le Ministre de ma place.

J'ai eu l'honneur de lui demander par lettre l'application à l'Algérie des lois sur l'hygiène dans les ateliers, du travail des femmes et des enfants dans

les manufactures, et des décrets sur les conditions du travail. Je n'ai pas encore reçu sa réponse.

Or, ces lois et décrets ont été jugés excellents pour la France. Ils le seraient tout autant pour l'Algérie.

Nous avons la bonne fortune de trouver un ministre socialiste sur les bancs du Gouvernement. Je profite de la circonstance pour lui dire que tous les ouvriers d'Algérie réclament depuis longtemps l'application de ces lois et décrets à la colonie. Je me fais leur interprète et je demande à Monsieur le Ministre de vouloir bien profiter de son passage au ministère pour accorder aux travailleurs d'Algérie les satisfactions légitimes qu'ils attendent. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

.....

SÉANCE DU 24 NOVEMBRE 1899.

.....

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole ? ...

Je consulte la Chambre sur la clôture de la discussion générale.

(La clôture est prononcée.)

M. LE PRÉSIDENT. — La proposition de résolution de MM. Lemire et Groussier est ainsi conçue :

« La Chambre invite le Gouvernement à préparer un projet de loi organisant un ministère du travail. »

M. LEMIRE. — Je demande à dire un mot pour prendre acte des paroles de M. le Ministre du commerce et pour l'assurer du concours de la Chambre dans la préparation de ce projet. C'est pour ce motif que j'ai déposé et que je maintiens ma proposition de résolution.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la proposition de résolution de MM. Lemire et Groussier.

(Après une première épreuve, à main levée, déclarée douteuse par le bureau, la proposition de résolution, mise aux voix, est adoptée par assis et levé.)

« CHAP. 22. — Inspection du travail dans l'industrie, 637,500 francs. »

Il y a sur ce chapitre un amendement de M. Alexandre Zévaès tendant à augmenter le crédit de 1,000 francs.

La parole est à M. Zévaès.

M. Alexandre ZÉVAÈS. Je demande à la Chambre la permission de préciser le sens de mon amendement par quelques observations très rapides sur le mode de fonctionnement et de recrutement de l'inspection du travail.

La première chose qui frappe les yeux lorsqu'on examine le fonctionnement de cette inspection, c'est son inefficacité, c'est son insuffisance. Il n'est que trop fréquent, en effet, comme le reconnaissait hier M. le Ministre du commerce et de l'industrie, que soient violées les différentes lois concernant

la sécurité des travailleurs, la réglementation du travail, l'hygiène des ateliers. Il est non moins évident qu'un très grand nombre d'ateliers ne reçoivent jamais la visite de l'inspecteur du travail.

Voici, par exemple, à l'appui de cette assertion, une pétition qui a été adressée au Ministre du commerce et de l'industrie et à chacun d'entre nous. Elle émane de dix-huit associations du tissage de Saint-Étienne, et de la région, adhérant à la Bourse du travail de Saint-Étienne, et comptant à leur actif près de 5,000 membres. Dans cette pétition nous lisons :

« Beaucoup d'usines ne tiennent aucun compte des prescriptions légales, et dans la plupart les ouvrières travaillent en violation ouverte de la loi par l'exigence de leurs patrons.

« Il en est de même dans certains petits ateliers de famille, qui ne sauraient être considérés comme tels, du moment qu'ils occupent un ou plusieurs membres étrangers à la famille, attendu que dans ces conditions ils perdent le bénéfice du troisième paragraphe de l'article 1^{er}, applicable à tout atelier familial où ne sont occupés que les membres de la famille. Nous insistons sur ce point d'une façon toute particulière et nous vous prions de fixer votre attention sur ces petits ateliers qui, dans la localité de Saint-Étienne ou des environs, sont au nombre de 10,000, représentant ensemble un chiffre moyen de 25,000 métiers.

« Nous avons, à cause de cela, prié M. le préfet de la Loire d'intervenir en notre faveur ou plutôt en faveur de la loi méconnue en le priant d'agir avec énergie auprès de l'inspecteur du travail. M. le préfet prétend, si nous l'avons bien compris, ne pouvoir intervenir en la circonstance, attendu que la circonscription du délégué est très étendue et que les établissements soumis à sa surveillance sont trop nombreux.

« A cela nous n'avons qu'une chose à répondre : il suffirait simplement de désigner un ou plusieurs sous-inspecteurs du travail en plus, si cela était reconnu nécessaire, dans notre région et de faire admettre que ces sous-inspecteurs du travail relèvent des travailleurs eux-mêmes. » (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

La même pétition signale encore nombre d'ateliers de la Haute-Loire, tels que ceux de Jonzieux, la Séauve, Saint-Didier, Saint-Just-Malmont, Sainte-Sigolène, etc., où le personnel se trouve surtout recruté parmi des jeunes filles ayant moins de 18 ans et astreintes à des journées de travail de douze, treize et quatorze heures.

Les statistiques les plus officielles ne tiennent pas un langage différent.

Si nous consultons les différents rapports qui chaque année, sont adressés à M. le Président de la République par la commission supérieure du travail, nous y trouvons, notamment, qu'en 1895, 32 p. 100 seulement des établissements industriels ont été visités, que par conséquent 68 p. 100 ont échappé à tout contrôle. Le rapport pour 1897, publié par le *Journal officiel* du 27 décembre 1898, constate que sur 290,305 établissements, 125,775 ont été visités, soit une proportion de 42 p. 100.

Pour 1898, dans le rapport de la commission supérieure du travail qui vient de nous être distribué, nous constatons que cette proportion est encore un peu plus faible, puisque sur 299,468 usines ou ateliers dont l'existence a

été enregistrée, les inspecteurs en ont visité seulement 122,607, soit une proportion de 40.9 p. 100.

Ainsi les faits, les chiffres, établissent manifestement que l'inspection du travail, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, est absolument inefficace et insuffisante. Mais ce qui, à mon sens, appelle surtout, nécessite une réforme, c'est le mode de recrutement des inspecteurs du travail. En effet, de par la loi qui la régit, l'inspection du travail est confiée à des fonctionnaires nommés par le Gouvernement, mais qui font corps avec le patronat et qui se préoccupent bien plus, dans leurs inspections, d'être agréables aux puissants patrons industriels dont ils sont les créatures que de faire respecter la loi dont l'application rigoureuse leur est cependant confiée. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Le moyen le plus efficace de faire pénétrer dans l'usine, dans l'atelier, l'observation de ces lois faites pour les travailleurs, consisterait à remettre l'exercice de cette inspection à ceux en faveur de qui les lois de protection sociale ont été élaborées, c'est-à-dire aux travailleurs eux-mêmes. C'est pourquoi, reprenant sous forme de projet de résolution une proposition de loi qui a été présentée par nos amis au cours de la législature précédente, et dont nous avons nous-mêmes saisi la législature présente, nous demandons que l'inspection du travail soit confiée aux ouvriers et ouvrières des usines, ateliers et manufactures que visent précisément les différentes lois sur la réglementation du travail.

Remarquez d'ailleurs, Messieurs, que cette réforme ne constitue pas, à proprement parler, une innovation, puisqu'elle a déjà été réalisée, en ce qui concerne toute une branche de notre industrie nationale, avec la création des délégués mineurs. En effet, les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs ne sont pas autre chose que les inspecteurs du travail minier. Comment ces délégués sont-ils recrutés? C'est par les ouvriers mineurs eux-mêmes qu'ils sont élus. Ils émanent du suffrage universel corporatif, directement consulté.

J'ajoute encore que la réforme que nous réclamons de vous est depuis longtemps revendiquée par tous les congrès ouvriers, par tous les congrès corporatifs. Il y a trois mois, cette réforme était encore formulée par le congrès national de la fédération des syndicats ouvriers de la mégisserie tenu à Graulhet et par le congrès syndical qui a eu lieu, cette semaine même, à Lyon.

Dans ces conditions, Messieurs, étant donné qu'en dehors d'un changement de classe dans le fonctionnement de l'inspection, il ne saurait y avoir d'inspection sérieuse; étant donné que la réforme que nous vous proposons a déjà été expérimentée, et avec succès, dans toute une branche d'industrie au profit de la corporation des mineurs; étant donné enfin que cette réforme est réclamée par toutes les catégories de travailleurs, nous pensons que notre projet de résolution sera l'objet d'un vote favorable de la Chambre à laquelle nous le soumettons en toute confiance. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. J'ai reçu la proposition de résolution suivante :

« La Chambre décide qu'il y a lieu de réorganiser l'inspection du travail

sur la base de l'élection des inspecteurs par les ouvriers et ouvrières des usines, manufactures, chantiers que visent les lois sur la réglementation du travail, l'hygiène des ateliers et la protection des travailleurs. »

Cette proposition est signée de MM. Alexandre Zévaès, Allard, Jules-Louis Breton (Cher), Bernard, Cadenat, Carnaud, Coutant, Chauvière, Dufour (Indre), Ferrero, Ferroul, Krauss, Létang, Legitimus, Pastre, Sauvannet, Vaillant, Walter, Sembat, Dejeante, Groussier et Bénézech.

La parole est à M. le Ministre du Commerce.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. Messieurs, il est exact, malheureusement, comme vient de le constater l'auteur du projet de résolution dont M. le Président a donné lecture, que le personnel de l'inspection du travail est en nombre insuffisant pour la lourde tâche qui lui est confiée et qui s'accroît chaque année davantage.

En effet, au moment du vote de la loi du 2 novembre 1892, le nombre des inspecteurs du travail était de 107; aujourd'hui ce nombre n'a pas changé, mais en plus ces fonctionnaires ont à assurer l'exécution des prescriptions de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité industrielles, de la loi du 2 avril 1898 sur les primes à la filature de soie, de la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents; et pour vous donner une idée du surcroît de besogne que ces lois donnent à l'inspection du travail, je ne citerai qu'un chiffre; le premier trimestre de l'application de la loi du 9 avril 1898 a permis de constater que dans les mois de juillet, août et septembre, 45,981 déclarations d'accidents avaient été communiquées aux inspecteurs du travail alors qu'il n'y en avait eu que 35,433 pour toute l'année 1898. C'est dire, Messieurs, que la tâche de ces fonctionnaires augmente d'année en année.

Mais je tiens à faire observer que, pour apprécier exactement l'étendue de l'inspection, il ne suffit pas de citer des chiffres, il convient de les interpréter.

Il est vrai qu'en 1898 les inspecteurs du travail n'ont pu visiter que 40.9 p. 100 des établissements soumis à leur contrôle, mais ces établissements contenaient 71 p. 100 du nombre des ouvriers protégés. Il n'en est pas moins vrai que c'est là une situation à laquelle il importe de porter remède.

Comment le faire? Tout d'abord peut-être en donnant des instructions plus précises. Je ne crois pas que la direction imprimée au service par le ministère soit chose négligeable, et je n'en veux qu'une preuve.

L'attention du Gouvernement a été attirée, vous savez dans quelles circonstances récentes, sur les établissements dits de bienfaisance : orphelinats, ouvriers, qui sont soumis à l'inspection du travail et qui, trop souvent, font du travail de l'enfance une exploitation. (*Protestations à droite.*) Je ne dis pas toujours, je dis : trop souvent.

En tout cas, c'est le devoir absolu du Gouvernement d'empêcher que de pareilles pratiques ne continuent. (*Très bien ! Très bien ! à gauche.*)

M. le comte DE LANJUNAIS. — D'une exception que vous avez peut-être constatée, il ne faut pas faire une règle !

M. LE MINISTRE. — Je n'en fais pas une règle, je ne porte pas d'accusations: je dis simplement qu'il y a malheureusement des établissements de ce genre

où les règles de la loi sont violées, et le devoir impérieux du Gouvernement était d'empêcher qu'elles ne le fussent plus longtemps. (*Très bien! Très bien! à l'extrême gauche et à gauche.*)

C'est dans ce but que j'ai donné des instructions très précises, dont la conséquence a été la suivante. Si je me permets de la citer, c'est justement parce qu'à mon avis ces résultats établissent que l'intervention de l'administration centrale pour indiquer aux inspecteurs du travail sur quels points et dans quelles conditions ils doivent agir, est loin d'être inefficace. Pour cette seule catégorie d'établissements, en effet, alors que, dans l'année 1898 tout entière, il avait été constaté moins de 700 contraventions, à la suite des circulaires qui ont été envoyées au mois d'octobre dernier par le Ministre du Commerce, en moins d'un mois et demi, dans neuf inspections divisionnaires sur onze, on en a constaté près de 1,100!

M. CADENAT. — Alors, ce ne sont pas des exceptions?

M. LE MINISTRE. — C'est; en tout cas, un nombre beaucoup trop considérable d'infractions à la loi et, précisément, si le Ministre du commerce a prescrit aux inspecteurs divisionnaires du travail de redoubler de vigilance, c'est pour que ces contraventions deviennent chaque jour plus exceptionnelles.

Ainsi, l'action ministérielle a une valeur et une efficacité. Mais elle ne suffit pas, et il faut recourir à d'autres moyens pour donner à cet instrument nécessaire à la protection ouvrière toute sa valeur.

Quels sont les moyens auxquels on peut penser? Il en est un qui s'indique d'abord tout naturellement. Les inspecteurs du travail sont trop peu nombreux; il faut leur permettre de pouvoir accomplir avec les mêmes crédits plus de visites. Comment y arriver? En leur facilitant les déplacements dans l'intérieur de la région qu'ils sont chargés d'inspecter. C'est dans ce but que mon honorable prédécesseur, M. Delombre, avait saisi le ministre des travaux publics d'une demande tendant à faire délivrer aux inspecteurs du travail des cartes de circulation pour l'intérieur de leurs circonscriptions respectives. Rien ne semble plus naturel et plus légitime.

Les compagnies de chemin de fer ont opposé à cette demande une fin de non-recevoir. Je ne me suis pas découragé; je suis revenu à la charge; j'ai attiré sur cette question si intéressante l'attention de M. le Ministre des travaux publics, qui a bien voulu me répondre qu'il soumettrait à une étude générale l'ensemble des demandes de ce genre et qu'il m'en ferait connaître sous peu les résultats.

Il n'est pas douteux, Messieurs, que les inspecteurs du travail sont, parmi tous les fonctionnaires, ceux qui ont évidemment le besoin le plus pressant de pouvoir se transporter rapidement et à l'improviste d'un point à l'autre soit du département, soit de la région qu'ils sont chargés d'inspecter. Une carte de circulation leur est donc indispensable. Elle aurait le grand avantage de permettre à un même inspecteur d'accomplir plus de visites, de faire une besogne plus utile sans augmenter les charges du budget.

Nous avons pensé à d'autres procédés.

Il existe de par la loi de 1892 — j'entre ici dans un ordre d'idées un peu différent — des commissions départementales qui ont pour tâche de veiller à l'application des lois sur le travail. C'est le but que leur assigne la loi. Mal-

heureusement, en fait, les commissions départementales n'ont, jusqu'à présent, on peut le dire, jamais fonctionné. (*C'est vrai ! sur divers bancs.*)

J'ai voulu essayer de les ressusciter; j'ai demandé aux conseils généraux de vouloir bien décider que, dorénavant, ces commissions départementales seraient composées mi-partie d'ouvriers et de patrons. (*Très bien ! Très bien ! à gauche.*)

Il m'a semblé, en effet que, de cette façon, en faisant entrer dans ces commissions départementales un élément nouveau qui a un intérêt tout particulier à ce que la loi soit sérieusement appliquée, nous pouvions espérer voir ces commissions départementales prêter à l'inspection du travail un appui sérieux et un concours efficace.

Ainsi, le Ministre du commerce entrait dans la voie que lui signalait tout à l'heure l'auteur de l'amendement, en appelant les représentants des syndicats ouvriers, des organisations professionnelles à s'intéresser directement et à participer par elles-mêmes au fonctionnement de l'inspection du travail.

Mais je tiens à dire du haut de cette tribune qu'en le faisant, ce n'est, en aucune façon, à un sentiment de défiance contre les inspecteurs actuels du travail que j'ai obéi. (*Très bien ! Très bien !*) J'ai réuni, à la fin du mois de septembre, les inspecteurs divisionnaires du travail; j'ai causé avec eux de l'application de la loi, je leur ai donné mes instructions, et je dois à la vérité de dire que j'ai rencontré en eux les collaborateurs les plus zélés et les plus utiles. Ils ne sont pas assez nombreux, ils ne peuvent pas suffire à la tâche, mais ce serait manquer à mon devoir et à la vérité que de ne pas rendre à ces fonctionnaires l'hommage qui leur est dû. (*Très bien ! Très bien !*)

Je n'en pense pas moins, Messieurs, qu'ils doivent être renforcés, et qu'un des moyens les plus utiles de les renforcer, c'est précisément, pour une part, de faire, comme je l'ai commencé, participer l'élément ouvrier à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail.

J'ai essayé de le faire par l'intermédiaire des conseils généraux, pour les commissions départementales; je l'ai fait directement pour la commission de classement qui est instituée au ministère du commerce et qui statue sur les propositions d'avancement du corps de l'inspection du travail. Il m'a semblé que rien n'était à la fois plus légitime et plus intéressant que d'appeler des représentants du monde ouvrier à venir, à côté des fonctionnaires, à côté de ceux qui représentent le ministre, examiner l'œuvre accomplie par les agents de l'inspection du travail, donner leur avis, indiquer si la tâche accomplie a été bien menée, dans quel sens il conviendrait peut-être de modifier l'orientation suivie, et c'est pour tâcher d'arriver à ce résultat que, dans la commission de classement instituée par le décret du 13 juin 1895, j'ai introduit trois membres ouvriers élus du Conseil supérieur du travail. Mais, comme ces membres ouvriers du Conseil supérieur du travail ne pourront être élus qu'au commencement de l'année prochaine et que la commission de classement va fonctionner dès le mois prochain, pour ne pas attendre plus longtemps, j'ai, dès hier, nommé trois membres des syndicats ouvriers qui viendront prendre place dans la commission de classement. (*Très bien ! Très bien ! à gauche et à l'extrême gauche.*)

J'entends bien que, si l'idée que je défends est juste, si elle est légitime, ces

mesures sont insuffisantes; je suis le premier à le reconnaître, et c'est parce que je le reconnais que j'ai essayé de les compléter.

Il m'avait paru que l'on pourrait peut-être créer à côté des inspecteurs départementaux, des inspecteurs-départementaux adjoints nommés, eux aussi, par le Ministre, mais pour lesquels le programme du concours serait légèrement différent; on leur eût demandé moins de connaissances théoriques, plus de connaissances pratiques. C'est cette idée que je voulais essayer de réaliser,

J'ai alors trouvé devant moi un obstacle légal que je n'ai aucun embarras à signaler à la Chambre, parce que la critique que j'ai à présenter ne vise en aucune façon, j'ai à peine besoin de le dire, les très honorables et très compétents membres de la commission à laquelle j'ai dû m'adresser.

La loi de 1892 a créé une commission supérieure du travail à laquelle elle a donné ce droit, selon moi exorbitant, d'arrêter les conditions d'admissibilité à l'inspection divisionnaire et départementale. Je dis que c'est un droit exorbitant, et voici pourquoi: c'est le Ministre qui a la responsabilité des programmes, c'est lui qui les signe et qui leur donne la vie; or, de par la loi de 1892, ce n'est pas celui à qui incombe la responsabilité, qui a le pouvoir; c'est une commission dont, je le reconnais, la compétence est absolue, mais c'est une commission irresponsable qui est investie, de par la loi, du droit d'arrêter des programmes auxquels le Ministre n'a qu'à se soumettre.

J'estime que c'est là une disposition mauvaise et j'aurai l'honneur, quand nous aborderons d'autres points de la loi de 1892 actuellement soumise à la commission du travail, de demander à cette commission de la modifier. Actuellement, c'est la loi, et j'ai dû m'arrêter devant l'opposition d'une partie de cette commission qui, pour des raisons très soutenables d'ailleurs, n'a pas cru devoir suivre le Ministre dans la voie que j'indiquais.

Il est un autre moyen sur lequel nous demanderons peut-être bientôt à la Chambre de se prononcer, mais qu'il convient d'examiner de très près avant de déposer un projet de loi: je veux parler de la question des délégués ouvriers.

Dans l'arbitrage par lequel M. le président du Conseil a mis fin à la grève du Creusot, il a introduit au gré des deux parties une disposition que je juge, quant à moi, extrêmement heureuse et qui, je crois, doit être féconde en conséquences pour la paix de ce pays: c'est celle qui consiste, dans de grands établissements comme ceux du Creusot, à charger les ouvriers de nommer par atelier des délégués qui ont pour mission d'être auprès de la direction les interprètes et les représentants de leurs camarades de travail.

Cette disposition de sentence arbitrale vient d'être mise en application au Creusot. Les délégués ont été nommés il y a quelques jours; nous verrons comment cette institution nouvelle fonctionnera. Mais ce que je puis dire, ayant entendu les deux parties, c'est que, des deux côtés, on s'en promet les plus heureux effets. Si ces résultats sont obtenus, est-ce que ce ne sera pas un enseignement précieux qu'il conviendra de recueillir? De même que dans les mines vous avez institué des délégués mineurs qui sont comme l'œil de l'Administration sur ce qui se passe dans la mine, qui signalent aux hommes compétents, aux contrôleurs des mines, aux ingénieurs, les défauts qui se produisent, et qui évitent ainsi, pour le plus grand bien des ouvriers et de

l'exploitation elle-même, un très grand nombre d'accidents (*Très bien ! Très bien !*), de même ne conviendrait-il pas, dans les grandes industries, où on se trouve en présence d'armées ouvrières composées, comme au Creusot, comme à Montceau, de milliers d'hommes, d'instituer ces délégués qui sont, en même temps que les représentants des ouvriers, les intermédiaires désignés pour faire comprendre à leurs camarades de travail la nécessité et le bien-fondé des mesures adoptées dans les ateliers ? (*Très bien ! Très bien ! à gauche.*)

C'est là, Messieurs, une question sur laquelle j'appelle vos réflexions et que le Gouvernement a mise à l'étude.

De ce que je viens de dire, il résulte que le Ministre du commerce est entré de lui même dans la voie qu'on lui signalait. Il est intimement convaincu que l'inspection du travail est indispensable à l'application sérieuse de la loi sur le travail; il croit fermement que cette application sérieuse de la loi du travail importe aux industriels autant qu'aux ouvriers (*Très bien ! Très bien !*) et il ne reculera devant aucune mesure de nature à faire que l'inspection du travail soit une vérité. (*Applaudissements à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Zévaès.

M. Alexandre ZÉVAËS. — Messieurs, M. le Ministre du commerce a dû reconnaître, comme je l'indiquais tout à l'heure, l'insuffisance actuelle de l'inspection du travail; il a dû reconnaître avec moi qu'un nombre considérable d'établissements industriels échappaient à tout contrôle, à toute visite de l'inspection.

M. le Ministre a indiqué en même temps les différentes tentatives qu'il avait faites pour remédier aux lacunes et à l'inefficacité présentes de l'inspection du travail. Il nous a signalé, notamment, le projet par lequel il cherchait à introduire l'élément ouvrier dans l'inspection du travail. « Mais, a-t-il ajouté, ce projet est venu se briser devant les résistances de la commission du travail. » Cela démontre que la seule action ministérielle ne saurait remplacer une loi que nous réclamons du Parlement et dont le besoin apparaît de plus en plus urgent.

M. le Ministre a également insisté sur la valeur de la direction qu'il peut imprimer à cette inspection. Cette direction ministérielle pèse assurément d'un certain poids; mais nous devons remarquer que, trop souvent, elle a fait défaut et que, par suite, la plupart des lois sur la réglementation du travail sont restées lettre morte pour l'ensemble des travailleurs. (*Très bien ! Très bien ! à l'extrême gauche.*)

Je persiste donc à demander à la Chambre d'adopter le projet de résolution qui lui est soumis et qui, d'ailleurs, est simplement l'aboutissant logique des différents projets préparés ou étudiés par M. le Ministre.

M. le Ministre demande qu'une part soit faite à l'élément ouvrier afin de contrôler et de compléter en quelque sorte les fonctionnaires préposés à l'inspection du travail. Mais combien plus sérieuse, plus féconde, plus efficace, sera cette inspection le jour où, comme dans les mines, cette inspection sera confiée non plus à un certain nombre de fonctionnaires dont l'attitude varie avec les ministres qui passent, mais bien à la classe ouvrière, véritablement intéressée à l'application fidèle et au respect de ces lois. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. de Lanjuinais.

M. le comte DE LANJUINAIS. — Messieurs, je voudrais répondre à un point particulier de l'argumentation de M. le Ministre du commerce. Tout à l'heure, l'honorable M. Millerand a paru reprocher en termes assez amers aux Compagnies de chemins de fer de n'avoir pas voulu accorder des billets de circulation gratuits aux inspecteurs du travail. Je suis le premier à reconnaître, avec M. le Ministre du commerce, qu'il serait très désirable de pouvoir fournir, non seulement aux inspecteurs du travail, mais encore à tous les inspecteurs de tous les services publics les moyens de circuler facilement pour exercer le mieux possible les missions qui leur sont confiées; mais, qui doit payer cela? C'est incontestablement l'État. Vous ne pouvez pas obliger les compagnies de chemins de fer à donner, en quelque sorte, des subventions aux fonctionnaires publics. S'il est nécessaire de leur donner des passes gratuites, c'est à l'État d'en supporter les charges. (*Interruptions à gauche.*)

Nous avons déjà en France beaucoup de gens qui ne payent pas leur place en chemin de fer. Il y a d'abord les sénateurs et les députés...

M. AUGER. — Nous sommes abonnés!

M. le comte DE LANJUINAIS. — ... qui ne payent pas grand chose.

M. Gustave ROUANET. — Il ne fallait pas voter les conventions.

M. le comte DE LANJUINAIS. — C'est une autre question. Personnellement, j'ai voté contre la situation privilégiée qu'on nous a faite pour ces voyages en chemin de fer, et j'ai voté pour les conventions parce qu'elles étaient, à mon avis, devenues inévitables.

M. Gustave ROUANET. — Vous les avez imposées au Gouvernement de la République, et maintenant, vous les exploitez contre lui!

M. le comte DE LANJUINAIS. — Il fallait choisir entre la banqueroute de l'État ou l'acceptation de l'arrangement proposé par les compagnies. (*Interruptions à gauche.*)

Vous aviez promis au pays des chemins de fer que vous ne pouviez pas achever parce qu'il eût été souverainement imprudent de continuer à multiplier les milliards de notre dette; il fallait, je le répète, ou bien arrêter le travail de construction, ou signer les conventions avec les compagnies : c'était la carte forcée. J'ai voté les conventions uniquement pour cette raison, mais j'ai toujours condamné l'article de ces mêmes conventions en vertu duquel on nous a donné des billets pour parcourir toute la France, moyennant une somme insignifiante. Mais ce n'est qu'un détail étranger à la question que je traite en ce moment.

Déjà, beaucoup de fonctionnaires obtiennent trop facilement des billets de circulation gratuite dès qu'ils veulent venir à Paris. Si vous obliez les compagnies de chemins de fer à céder au désir exprimé par M. le Ministre du commerce, vous créeriez, à mon avis, un précédent des plus dangereux. En effet, le jour où vous accorderiez cette faveur aux inspecteurs du travail, vous seriez forcément amenés à l'accorder à tous ceux qui ont à inspecter quelque chose, et ils sont nombreux en France, — tous les chefs de service sont dans ce cas, — et alors on verrait s'accroître indéfiniment le nombre des voyageurs ne payant pas leur place; la charge retomberait sur les contribuables et vous verriez les garanties d'intérêt remonter rapidement au chiffre qu'elles

atteignaient ces années passées, au grand détriment de nos finances. (*Très bien ! Très bien ! à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne une nouvelle lecture du projet de résolution de M. Zévaès et plusieurs de ses collègues :

« La Chambre décide :

« Il y a lieu de réorganiser l'inspection du travail sur la base de l'élection des inspecteurs par les ouvriers et ouvrières des usines, manufactures, chantiers que visent les lois sur la réglementation du travail, l'hygiène des ateliers et la protection des travailleurs. »

M. MESUREUR, *président de la commission du budget*. — Il me paraît difficile que la Chambre se prononce sur une proposition aussi complexe. La commission du travail est saisie de ces questions, elle doit faire un rapport à bref délai, il me semble qu'il serait naturel de lui renvoyer le projet de résolution.

M. Alexandre ZÉVAÈS. — C'est justement à titre d'indication que nous avons déposé notre proposition.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Zévaès, appliquez-vous la demande de scrutin que j'ai reçue au renvoi à la commission du travail ?

M. Alexandre ZÉVAÈS. — Nous demandons un vote sur la proposition de résolution elle-même.

M. LE PRÉSIDENT. — Je dois mettre aux voix d'abord le renvoi à la commission du travail.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Le Gouvernement ne s'oppose nullement au renvoi à la commission du travail, mais j'ai exposé tout à l'heure à la tribune quelles étaient ses vues sur la réorganisation de l'inspection du travail. Sur le fond de la proposition déposée, il ne pourrait donc en aucune façon s'associer à son auteur. (*Très bien ! Très bien !*)

M. Alexandre ZÉVAÈS. — Nous acceptons le renvoi à la commission du travail.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition ? . . .

Le renvoi est ordonné.

Je mets aux voix le chapitre 22 (Inspection du travail dans l'industrie), au chiffre de 637,500 francs.

(Le chapitre 22, mis aux voix, est adopté.)

.....

RAPPORT

fait au nom de la Commission du travail, chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, par M. Fernand Dubief, député. (11 décembre 1899.)

MESSIEURS, si ce n'est pour quelques défenseurs attardés de la pure doctrine d'économie politique, la vieille orthodoxie, qui trouvait sa formule dans la libre discussion des contrats, a fait son temps.

Elle régnait au nom de la liberté, par la magie de ce mot : ce n'était pas la liberté.

« La liberté, dit, en effet, la Déclaration des droits de l'homme, c'est le pouvoir qui appartient à l'homme d'exercer à son gré toutes ses facultés ; elle a la justice pour règle, les droits d'autrui pour bornes, la nature pour principe et la loi pour sauvegarde. »

Or, que vaut la liberté de contracter à qui n'en a pas le pouvoir ?

Qui peut dire que dans nos temps, avec notre état social, le contrat de travail soit un libre contrat ? Est-il libre celui que la faim talonne, celui qui doit trouver dans la rémunération de son travail quotidien la vie des siens ? Peut-il discuter et attendre ? Non, il lui faut, presque toujours, et d'une façon plus ou moins absolue, subir les conditions de celui qui détient les instruments de travail et le capital.

Dans ce contrat entre le fort et le faible, pour que celui-ci ne puisse pas être écrasé par celui-là, la loi doit intervenir, et ceux-là mêmes qui se rattachent à la vieille école économique libérale, comme l'honorable M. Aynard, et qui sont les moins disposés à abandonner leurs doctrines, sont bien obligés de reconnaître cette nécessité de l'intervention de la loi, puisque notre éminent collègue l'admet en ce qui concerne la durée du travail, le travail de nuit pour l'enfant et le repos du dimanche pour tous.

C'est, pour notre collègue et pour ses amis, affaire de mesure.

Si l'ouvrier a droit à une protection, à plus forte raison l'enfant, la fille mineure et la femme, qui sont, plus que lui encore, des êtres faibles.

Ce principe est aujourd'hui incontesté.

Dès 1802, l'Angleterre, ce pays classique du « laissez faire » a, le premier, sous le règne de George III et sur l'initiative de sir Robert Peel, inscrit dans une loi sur le travail des apprentis de paroisse « ce qu'on ne pourrait faire ».

De nouvelles dispositions protectrices du travail des enfants furent prises en 1819, en 1820, en 1825, en 1830 et en 1831 ; puis, à la suite d'une vaste enquête, en 1833 et en 1834.

Ainsi furent réglementées, d'abord l'industrie du coton, puis celle de la

laine, et, successivement, toutes les industries, y compris l'industrie domestique.

Plus tard, dans ce pays, la loi du 8 juin 1847 a limité le travail des femmes et des jeunes ouvriers au-dessous de 16 ans à dix heures par jour et cinquante-huit heures par semaine; peu après, la loi du 5 août 1850 emprisonnait la journée de travail entre six heures du matin et six heures du soir.

La loi du 30 juillet 1874 fixa à 14 ans l'âge de l'admission des enfants au travail de dix heures.

Enfin la loi du 27 mars 1878 constitua chez nos voisins un véritable code de la protection du travail.

A des époques différentes, des mesures analogues furent prises par la Prusse, par la Russie et par l'Autriche.

En Suisse, c'est du 23 mars 1877 que date la réglementation du travail. L'enfant n'est admis à l'usine qu'à l'âge de 14 ans, et la journée y est unifiée à onze heures, en attendant la limitation à dix heures, qui est dans le vœu des pouvoirs publics.

En Belgique, c'est par la loi du 13 décembre 1889 et par toute une série de décrets qui suivirent, que fut réglée la durée du travail journalier pour les garçons, les filles et les femmes.

La loi allemande du 1^{er} juin 1891 interdit le travail des enfants dans l'industrie avant 14 ans, et le limite à dix heures jusqu'à 16 ans; la journée pour les femmes est de onze heures.

C'est à cette préoccupation de la nécessité de soumettre la liberté de l'industrie aux lois supérieures de la morale et de l'humanité et de ne pas lui livrer l'avenir des générations, qu'a répondu le mouvement qui s'est traduit un peu partout dans les différentes législations par des prescriptions protectrices de la faiblesse, chez les apprentis, les enfants, les filles mineures et les femmes.

La France ne pouvait y rester étrangère.

La loi du 22 mars 1841, relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines ou ateliers, vint réglementer le travail jusqu'à l'âge de 16 ans; le décret-loi de 1848 éleva à douze heures le travail de l'ouvrier, qu'un décret du Gouvernement provisoire avait limité à dix heures pour Paris et à onze heures pour les départements; la loi du 22 février 1851 fixa la durée du travail des apprentis à dix heures jusqu'à 14 ans, interdit le travail de nuit jusqu'à 16 ans et organisa la surveillance sur les établissements de petite industrie.

La loi de 1874 fixait l'âge d'admission à douze ans pour une durée de travail de douze heures et, par exception, dans certaines industries, à 10 ans pour six heures de travail seulement. Jusqu'à 16 ans, le travail de nuit était interdit. Même interdiction pour les filles mineures de 16 à 21 ans.

Enfin, la loi du 2 novembre 1892, qui trace les règles actuelles du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les manufactures, intervint comme un acte plus complet d'humanité, de justice et de protection, et, si imparfaite que fût encore la nouvelle législation, elle n'en a pas moins constitué un important progrès.

En vertu de la loi, l'atelier ne peut désormais s'ouvrir pour l'enfant avant

l'âge de 13 ans en général, et de 12 ans si l'enfant est muni du certificat d'études, sous la condition pour tous d'un développement des facultés physiques suffisant et médicalement constaté; la durée de la journée pour les enfants au-dessous de 16 ans est de dix heures; — pour les jeunes ouvriers et ouvrières de 16 à 18 ans, de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures; pour les filles et les femmes au-dessus de 18 ans, qui, dans certains établissements du Nord, travaillaient jusqu'à seize heures, la journée n'est plus que de onze heures. Le travail de nuit, pour les enfants âgés de moins de 18 ans, pour les filles et les femmes, est supprimé; la surveillance étendue aux ateliers de femmes, et l'inspection du travail excellentement organisée.

Ce sont là autant d'améliorations qu'il serait tout à fait injuste de méconnaître.

Cette loi, qui avait pendant 13 ans voyagé de la Chambre au Sénat, était comme un terme transactionnel arraché par la lassitude d'éternels débats aux deux Assemblées, qui ne pouvaient s'entendre sur certains points, notamment sur le principe de la journée de dix heures, réclamée par la Chambre.

Elle portait en elle, à côté du bienfait, son vice originel. Aussi, dès sa promulgation, fut-elle l'objet de multiples et parfois véhémentes protestations.

Les rapports des inspecteurs du travail en sont pleins.

Si, en effet, la loi était facilement applicable là où le travail des différentes catégories d'ouvriers est indépendant, il est évident que les plus grandes difficultés devaient se produire là où le personnel d'une même usine concourt à une même production; là où le travail, comme dans les industries textiles par exemple, requiert à la fois, pendant le même temps, des enfants, des femmes et des adultes, pour lesquels la loi distingue cinq durées de travail différentes à savoir : neuf heures par jour (travail par deux équipes), dix heures par jour (enfants de 13 à 16 ans), soixante heures par semaine (enfants de 16 à 18 ans), onze heures par jour (filles et femmes majeures) et enfin douze heures par jour pour les hommes, avec cette complication de la suppression du travail de nuit pour les enfants et les femmes.

Lorsque l'une de ces catégories aurait atteint le maximum de la durée de travail autorisé, ce devait être l'arrêt pour tout le monde dans l'usine. L'honorable rapporteur M. Sibille y entrevoyait la réalisation, sinon dans la lettre, du moins en fait, de la journée de dix heures, et il s'en félicitait.

Il en fut ainsi pour quelques rares industries. Mais croire que ce régime se généraliserait, c'était compter sans l'esprit de défense des intérêts engagés et sans l'ingéniosité des chefs d'industrie.

Ici, la loi aboutit au renvoi des enfants et même des jeunes ouvriers ou ouvrières de 16 à 18 ans, malgré la concession qui permet à ceux-ci de travailler onze heures sans dépasser le maximum de soixante heures par semaine; là, ce fut l'organisation du travail des enfants en deux équipes, avec ses détestables conséquences. Qui ne voit, en effet, que, s'il y a avantage pour l'enfant à arriver une heure plus tard, à partir une heure plus tôt et à échapper pendant ce temps à l'air plus ou moins vicié de l'atelier, il y a aussi quelque péril, pour sa moralité, à ce qu'il reste livré aux tentations du vagabond.

dage. Ailleurs, on eut recours aux multiples combinaisons des équipes *roulantes et volantes*, qui passent successivement sur tous les métiers et y travaillent pendant le repos des équipes régulières, rompant ainsi la continuité du travail de l'ouvrier, le désaffectonnant d'une œuvre qui n'est pas exclusivement la sienne et d'un instrument devenu banal. Avec ce résultat de faire fonctionner les moteurs pendant quatorze heures, et grâce au chevauchement qui prolonge forcément, sinon la durée du travail effectif au delà de la limite légale, du moins la durée du temps pendant lequel l'ouvrier reste, suivant la catégorie à laquelle il appartient, à la disposition de l'usine, brisant de la façon la plus fâcheuse l'harmonie de la vie dans le ménage ouvrier, dont les différents membres ne peuvent plus retrouver les heures qui les réunissaient autrefois autour de la table ou au foyer de la famille.

Ailleurs encore, profitant de la disposition de l'article 4 de la loi qui autorise le travail de 4 heures du matin à 10 heures du soir, à la condition de ne travailler que neuf heures, certains filateurs de lin notamment ont organisé deux équipes de femmes et d'enfants. La durée du travail est de neuf heures pour chacune : la première est occupée de 4 à 8 heures du matin, de 8 heures $\frac{1}{4}$ à 11 heures $\frac{1}{2}$ et de 1 heure à 2 heures $\frac{1}{2}$; la seconde équipe se met au travail de 11 heures $\frac{1}{2}$ jusqu'à 1 heure, reprend de 2 heures $\frac{1}{2}$ à 4 heures $\frac{1}{2}$ et de 4 heures $\frac{3}{4}$ à 10 heures du soir, avec un repos d'un quart d'heure dans l'atelier.

Cette organisation entraîne l'obligation de doubler les équipes des ateliers de peignage, de multiplier le nombre des métiers de dévidage : elle est à la fois préjudiciable à l'ouvrière au point de vue de la moralité et injuste en ce qu'elle fausse les conditions de la concurrence entre ceux qui peuvent, à raison de leur situation et des facilités du recrutement de la main-d'œuvre, appliquer ce régime, et ceux qui ne le peuvent pas.

Dans d'autres régions, les combinaisons sont encore plus détestables, notamment celle qui consiste à faire commencer la première équipe à 4 heures du matin jusqu'à 9 heures, la seconde à 9 heures jusqu'à 1 heure après-midi, pour, la première, reprendre le travail à 1 heure jusqu'à 5 heures, et, la seconde, terminer la journée de 5 heures à 10 heures du soir.

Dans ce système, les ouvriers qui ne peuvent rentrer chez eux à raison de l'éloignement par exemple, pendant les heures inoccupées, ou qui ne s'y résignent pas, la journée de travail effectif n'est en effet que de neuf heures, mais c'est pendant treize ou quatorze heures qu'ils sont en réalité loin du foyer, à la disposition de l'usine, avec des heures perdues il est vrai pour le travail, mais gagnées pour la vie dans la rue au hasard des circonstances, des rencontres et des lieux; sans surveillance pour les enfants, sans garantie pour leur santé, puisque la durée du sommeil peut se trouver réduite à sept heures, au grand dommage de la moralité pour les jeunes filles et les jeunes garçons, au grand préjudice de la vie de famille, ainsi troublée et désorganisée.

« Ainsi, dit un inspecteur du travail, on ne saurait trouver trois filateurs qui aient adopté le même système d'organisation. L'un fait arriver à des heures variables les différentes catégories de son personnel, l'autre donne des repos aux enfants et aux femmes pendant la journée de travail, un troisième

emploie le système des équipes, un quatrième celui des groupes, un cinquième fait travailler les enfants de 16 à 18 ans pendant onze heures par jour et leur donne alors une demi-journée de repos, de façon à ne pas dépasser les soixante heures de travail prescrites par la loi, un sixième enfin fait un mélange de toutes les combinaisons, rendant ainsi le contrôle à peu près impossible. »

Pour les industries textiles, pour les filatures de coton, de lin et de jute, pour les ateliers de peignage et les filatures de laine, pour le tissage mécanique, à Lille, à Roubaix, à Rouen, comme dans les Vosges, comme pour l'industrie lyonnaise et stéphanoise de la soie, il en est de même.

Partout mêmes difficultés, partout mêmes résistances; mêmes combinaisons allant à l'encontre du vœu même de la loi et de l'intérêt ouvrier; partout, il faut bien le dire aussi, les infractions et la fraude.

Sans doute, il serait possible, par des combinaisons de matériel et d'emplacement, en construisant des machines à plus grande production, de réduire pour tout le personnel ouvrier la journée à dix heures et de satisfaire ainsi à la loi, sans que les salaires soient diminués. Mais c'est là un remaniement à faire, et les industriels qui s'y appliquent volontairement ne sont que de très honorables exceptions.

Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle, ou bien la loi du 2 novembre 1892 est appliquée, grâce au jeu savant des équipes roulantes et volantes et des relais, au détriment des ouvriers, pour qui tous les bienfaits attendus par la loi deviennent illusoires et se tournent en déceptions, ou bien elle reste impunément violée, soit que les inspecteurs du travail se trouvent mis en défaut par la complexité des combinaisons employées, soit que la loi soit délibérément méconnue, avec l'assentiment tacite de ceux qui ont charge de la faire appliquer.

Certains inspecteurs, encouragés par les prescriptions ministérielles, ont même, pour ainsi dire, autorisé la répartition des ouvriers d'un même établissement en deux catégories : l'une affectée aux travaux à mécanisme avec nécessité d'une marche d'ensemble, où la loi n'est pas observée et la durée des heures légales dépassée; l'autre affectée à des besognes sans intervention de mécanisme et qui rentre dans les conditions de la loi.

Un peu partout, en violation flagrante de la loi, mais avec l'assentiment ministériel, s'imposa l'unification du travail à onze heures, et ainsi s'établit une sorte de *modus vivendi*, toléré, mais d'ailleurs parfaitement illégal.

Dès lors, il apparaissait nettement qu'il fallait, si l'on voulait conserver l'action bienfaisante de la loi et créer une situation de droit conforme à l'état de fait, reprendre sur quelques points l'œuvre de 1892 et apporter à la loi les retouches nécessaires.

Dès le 20 février 1893, M. le baron Piérard déposait à la Chambre une proposition qui avait pour objet d'étendre le bénéfice de la loi « à tous ceux qui sont employés dans les magasins, ateliers ou établissements commerciaux » et de réclamer l'unification du travail à onze heures *pour tous*. La législation se termina sans que la discussion pût s'ouvrir à la tribune.

Le 23 novembre 1893, la Chambre nouvelle était saisie d'une proposition de loi de M. Louis Ricard et plusieurs de ses collègues, portant modification

de l'article 3, en ce qui concerne le système qu'il veut interdire, des équipes roulantes et volantes et des relais, en même temps que le cumul des exceptions prévues aux paragraphes 4 et 6 de l'article 4 de la loi, qui rend illusoire l'interdiction du travail de nuit et augmente la durée légale du travail pour un grand nombre d'industries, désignées par le règlement d'administration publique du 15 juillet 1893. Comme M. Piérard, notre honorable collègue réclamait une même durée de travail, qu'il fixait à dix heures pour tout le personnel protégé.

Sur ces entrefaites, le Sénat était saisi d'une proposition analogue de M. Maxime Lecomte, et, sur les rapports de cet honorable sénateur, la haute Assemblée votait une proposition de loi qui modifiait quatre articles de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 sur le travail des adultes.

La loi sénatoriale fut transmise à la Chambre.

La Commission du travail du Palais-Bourbon se mit à l'œuvre, et notre collègue, M. G. Dron, nommé rapporteur, déposait, le 28 décembre 1895, sur le bureau, dans un très intéressant travail où nous avons puisé d'utiles indications, les conclusions auxquelles la Commission s'était arrêtée.

Au premier paragraphe de l'article 1^{er} ainsi conçu : « Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi. »

La Commission ajoutait deux paragraphes ainsi libellés :

§ 2. Sont compris parmi les établissements visés par le paragraphe précédent ceux dans lesquels se préparent les aliments destinés à la consommation publique.

§ 3. Sont considérés comme dépendances les locaux tels que dortoirs, réfectoires, salles de repos, etc., dans lesquels le personnel protégé par la présente loi est appelé à séjourner.

Il s'agissait de rendre applicables les prescriptions de la loi à l'industrie de l'alimentation, que le Conseil d'État, sur l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, et malgré l'opposition de la Commission supérieure du travail instituée par l'article 22 de la loi de 1892, avait libérée de toute surveillance, ne lui reconnaissant pas un caractère industriel.

Rien n'était plus justifié que cette adjonction, et nulle réglementation du travail n'est plus nécessaire que celle qui vise les apprentis dans certaines professions comme celles des pâtisseries, boulangers, restaurateurs, cuisiniers, bouchers et charcutiers.

Souvent condamné à travailler dans des caves transformées en ateliers, exposé à être mal nourri, mal couché, surchargé, surmené, livré à toutes sortes de promiscuités malsaines, sans rémunération autre que des gratifications minimales, l'apprenti de quatorze ans et plus a droit, en effet, à la protection de la loi.

S'il doit faire concurrence aux ouvriers hommes faits, au moins faut-il

qu'il ne puisse être la victime d'une exploitation dont on cite tant d'exemples douloureux.

Par l'article 3, au lieu des catégories créées par la loi de 1892, la Commission du travail de la Chambre des députés, comme le Sénat, unifiait à onze heures la journée de travail, coupée par un ou plusieurs repos, dont la durée ne pourrait être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail serait interdit. Mais elle ajoutait qu'à la date du 1^{er} juin 1898, la durée du travail serait réduite à dix heures pour tout le personnel protégé par la loi.

Le texte du Sénat, en spécifiant que, sauf dans les usines à feu continu, les repos auraient lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées, rend bien impossible l'application du système des relais ou équipes roulantes : la Commission de la Chambre le stipulait de façon expresse.

Tandis que l'article 4 du Sénat autorisait de quatre heures du matin à dix heures du soir le travail, réparti en deux postes d'ouvriers travaillant d'une façon continue, sauf l'interruption pour le repos, au maximum neuf heures, la Commission de la Chambre supprimait cette faculté. Elle maintenait, au contraire, pour la femme et les filles âgées de plus de dix-huit ans, dans certaines industries, pendant soixante jours au plus, sans que la journée pût excéder douze heures, le droit de veiller jusqu'à onze heures que le Sénat avait supprimé.

L'article 11 de la proposition du Sénat, § 3, dit : « Dans les manufactures et usines autres que les usines à feu continu, l'organisation de relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, est interdit pour les personnes protégées par les articles précédents. »

Dans la proposition de la Commission du travail, cette prescription était devenue inutile par l'insertion du texte des deux derniers paragraphes de l'article 3.

Quant à l'article 20, accepté par la Commission, il ne faisait que consacrer le droit d'entrée des inspecteurs dans les établissements soumis à leur contrôle.

Enfin, dans la proposition qu'elle soumettait à la Chambre, la Commission du travail adoptait la disposition suivante, qui modifiait le décret-loi du 9 septembre 1848, fixant à douze heures le travail effectif des ouvriers :

« Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder *onze heures de travail effectif*. »

Les débats sur la proposition de loi ainsi élaborée par la Commission et qui ne se différençait guère, comme on le voit, de la proposition votée par le Sénat que sur le point capital de la réduction à terme de la durée du travail à dix heures, commencèrent le 11 juin 1896 à la tribune et se poursuivirent pendant sept longues séances, jusqu'au 27 juin, dans un éloquent tournoi oratoire, qui mit aux prises les représentants des différentes écoles d'économie politique et les socialistes.

Le premier orateur inscrit, notre regretté collègue M. Prudent-Dervillers, se fit l'écho des revendications prolétariennes :

« Le mouvement industriel moderne a pour effet, disait-il, de remplacer les hommes par les femmes et les femmes par les enfants; ainsi les salaires

s'abaissent parce qu'on oppose les uns aux autres les membres de la même famille. » Contre cette poussée vers le surmenage dans le travail des femmes et des enfants et vers l'avilissement des salaires, il veut élever la barrière de la loi. Le remède à ce mal est, à ses yeux, dans la réduction des heures de travail.

S'inspirant des décisions du Congrès ouvrier de 1889, Prudent-Devillers rappelait la nécessité de ménager les forces de l'enfance et demandait à la loi de fixer à quatorze ans la date d'admission de l'enfant à l'atelier et de limiter la journée de travail à six heures jusqu'à l'âge de dix-huit ans; à huit heures à partir de cet âge pour tous les travailleurs et de supprimer le travail de nuit.

M. de Mun, au nom du socialisme chrétien, demandait à son tour la suppression du travail de nuit, la réduction de la journée à dix heures et une organisation sérieuse de l'inspection du travail pour que « la loi fût partout appliquée et respectée, — loi pour la protection des faibles, de la famille et du foyer, pour le progrès de la morale ». Mais il ne voulait pas d'un abaissement brusque de la journée de travail qui aurait pour contre-coup une réduction de salaires.

Bientôt le débat s'élevait et embrassait toute la doctrine de Karl Max et des collectivistes. Vigoureusement attaqué par l'orateur de droite et par M. P. Deschanel, dans un discours d'une éloquence châtiée et incisive, M. J. Guesde fit face à ses adversaires avec toute l'âpreté véhémence d'un incontestable talent.

L'orateur collectiviste posait en principe que la réglementation du travail était d'ordre capitaliste et non d'ordre socialiste et concluait en disant que la loi doit interdire le travail au-dessous de quatorze ans, disposition adoptée en Allemagne, sous Guillaume I^{er}; limiter la durée du travail à huit heures; porter d'un jour à trente-six heures par semaine, comme en Angleterre, le repos obligatoire non interrompu; interdire pour la femme, sans suppression de salaire, le travail un mois avant et un mois après ses couches; enfin défendre expressément toutes pratiques religieuses à l'intérieur des établissements visés par la loi.

M. Aynard, au contraire, dans un discours très applaudi au centre, voulait qu'on tînt compte de la variété qui fait le fond du travail français et de la diversité des aptitudes physiques et sociales de la femme et de l'enfant, et se montrait, en principe, hostile à la réglementation. Il s'élevait contre ces lois de protection du travail dont Bebel dit « qu'elles sont de la musique d'entr'acte entre la Société d'aujourd'hui et celle de demain », et il affirmait éloquemment que le progrès s'opère de lui-même, qu'il est fils de la science et du temps et qu'il n'est pas possible d'admettre qu'on veuille substituer le règlement au devoir.

A travers cette brillante discussion de philosophie sociale à laquelle prirent part aussi, dans l'esprit socialiste, M. Lavy, au nom des idées radicales, M. G. Rivet, et au nom de la libre discussion des contrats, M. Labat, l'honorable rapporteur M. Dron s'efforçait de remettre la Chambre en face de la loi à faire et en discutait pied à pied les prescriptions. Il disait quel intérêt il y a à comprendre dans la loi, par esprit de justice, les industries de l'alimen-

tation ; il rappelait aussi que la Chambre par trois fois avait voté, contre un Sénat irréductible, la journée de dix heures ; que le rapporteur de 1892, l'honorable M. Sibille, croyait que l'unification pour tous à dix heures résulterait cependant, et par la force des choses, de la loi, et combien il devenait urgent, en présence des difficultés et des inconvénients pour les ouvriers eux-mêmes que l'application révélait, de faire une œuvre législative claire et précise.

Les revendications de gauche, formulées en amendements et tendant à comprendre les « bureaux et magasins » parmi les établissements soumis à la loi, à étendre le bénéfice de ses prescriptions aux femmes gardes-barrières sur les voies ferrées et aux femmes dans l'industrie de l'alimentation, furent repoussées ; seuls les enfants trouvèrent grâce devant la Chambre, sur la proposition de M. Dutreix.

Une autre série d'amendements tendant à relever l'âge d'admission des enfants à l'atelier et à rendre l'examen médical obligatoire fut rejetée.

Puis vint l'article 3 et le grave problème, qui met en jeu tant d'intérêts, de la durée du travail quotidien.

La bataille fut chaude. A une très forte majorité, la journée de huit heures fut repoussée.

Interrompue brusquement à ce moment, la discussion ne fut pas reprise.

La Chambre de 1898 se réunit, et les premiers mois s'écoulèrent sans qu'il fût possible, à raison de la discussion du budget indéfiniment prolongée, de reprendre place à l'ordre du jour.

Pendant ce temps, la loi de 1892 révélait de plus en plus ses imperfections, menaçait de jeter dans le monde des travailleurs, dont s'évanouissaient les espérances du bienfait promis, de cruelles désillusions ; l'industrie en souffrait elle-même et la légalité continuait à être méconnue.

L'honorable Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, M. Millerand, s'émut de cette situation. Il s'avisait que la loi était la loi et qu'en tous cas, quelle qu'elle fût, avec ses défauts et ses avantages, elle devait être observée.

Des circulaires ministérielles prévinrent les intéressés ; une consultation étendue à toute la France eut lieu, et, tous renseignements pris, le Ministre décida qu'à partir du 1^{er} janvier 1900 la loi serait appliquée dans sa rigueur.

Dans la séance du 23 novembre 1899, le Ministre reconnaissait que la loi de 1892 était mauvaise, d'une application difficile, et qu'il fallait tendre à l'unification des durées de travail. « Mais, disait-il, en même temps que le Parlement inscrira dans la loi nouvelle l'unification des heures de travail, il est impossible qu'il n'y inscrive pas la journée de dix heures, sauf à discuter le délai nécessaire pour permettre aux industriels d'appliquer, avec le moins de dommage possible et pour eux et pour leurs ouvriers, qui ne doivent pas supporter de diminution de salaire, la durée nouvelle du travail. »

Dans de telles circonstances, votre Commission du travail a pensé que ce qui importait autant à l'industrie qu'aux ouvriers, c'était d'avoir une loi qui ne vint pas, contre le vœu même du législateur, offenser l'intérêt de tous.

Sans doute, il nous en devait coûter d'abandonner sur certains points des

réformes qui pouvaient nous paraître désirables, des améliorations qui s'offraient à notre esprit; mais la Commission a cru, dans un sentiment de conciliation, et pour rendre l'accord plus certain entre les deux Chambres, que le mieux était de reprendre le texte du Sénat en bloc et de ne le modifier que dans la moindre mesure possible.

La loi votée par le Sénat répond d'ailleurs aux principaux griefs formulés contre la législation de 1892. A coup sûr, il est permis de regretter qu'en ce qui touche l'industrie de l'alimentation, elle n'innove rien et laisse à l'appréciation du Conseil d'État et à un règlement d'administration publique le soin d'abord de préciser ce qu'il faut entendre par le mot « dépendances » inscrit dans l'article 1^{er} de la loi et, en second lieu, de décider si les industries de la boulangerie, de la pâtisserie, de la charcuterie et de la boucherie, les restaurateurs et les cafetiers resteront affranchis des prescriptions de la loi, ou non.

La Commission actuelle, comme sa devancière, pense que la loi doit s'appliquer aux ouvriers de ces industries; qu'ils ont droit à la même protection que les autres et que l'inspection doit s'exercer sur les ateliers où ces industries sont exercées et sur « leurs dépendances ». Vos prédécesseurs se sont d'ailleurs eux-mêmes formellement prononcés sur ce point dans la séance du 22 juin 1896.

La loi sénatoriale supprime, par un texte qui ne laisse place à aucune équivoque, le jeu des équipes roulantes et volantes quand elle dit, à l'article 3, que le travail sera interdit pendant les repos et que les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la loi.

Si elle tolère le travail à deux postes de 4 heures du matin à 10 heures du soir, elle rend impossible l'application du système d'intercalation du travail de chaque poste, dont notre honorable collègue M. Ricard avait dénoncé les inconvénients, grâce aux prescriptions du paragraphe de l'article 4 qui veut que le travail de chaque équipe soit continu, sauf l'interruption pour le repos.

En ce qui concerne le travail de nuit et les tolérances excessives dépassant de beaucoup sans doute, dans le décret du 15 juillet, les intentions du législateur, la loi nouvelle rend impossible de cumuler, comme le faisaient certaines industries, le droit de déroger d'une façon permanente aux dispositions qui interdisent le travail de nuit dans certaines conditions, conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 4, et le droit de veillée jusqu'à 11 heures.

Le règlement d'administration publique du 15 juillet avait ainsi en fait rétabli le travail de nuit, interdit en principe. Le Sénat a avisé sagement à rendre impossible cette combinaison et cette tricherie, puisqu'il supprime purement et simplement l'une des deux tolérances, à savoir la faculté de veillée.

La loi défend, par l'article 11 modifié, toute organisation de relais, et prescrit une série d'obligations précises des plus utiles, si l'on songe aux abus de certains établissements religieux ou laïques, où le travail de l'enfance est abominablement exploité.

C'est l'affichage des règlements d'administration publique, de tableaux

indiquant les conditions du travail des enfants et déterminant l'emploi de la journée, vus et visés par l'inspecteur. C'est la confection d'un état nominatif complet des enfants élevés dans les différents établissements religieux ou laïques qui les reçoivent, avec les mutations qui s'y produisent.

Par l'article 20, la loi donne aux inspecteurs et inspectrices l'entrée dans tous les établissements visés par les articles 1 et 8, les autorise à se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les règlements intérieurs et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2.

Enfin, la loi réalise, par l'article 3 et par la modification de l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848, l'unification à onze heures de la journée de travail, pour tous les travailleurs des industries visées par la loi de 1892.

Telle est la loi transmise à la Chambre des députés par le Sénat et que votre Commission du travail vous propose d'adopter en bloc sous une seule réserve.

L'inscription dans la loi de l'unification du travail à onze heures n'est pas pour effrayer les chefs d'industrie. La plupart l'ont déjà réalisée, et ce ne sera que la consécration d'un état de fait existant.

On s'est rendu compte que l'abaissement d'une heure de la journée de travail n'influerait que d'une façon presque insensible sur la production; qu'en tout cas, il était possible, par une accélération de vitesse dans la marche des machines et par l'attention soutenue que l'on pouvait obtenir de l'ouvrier, pendant une durée de travail moins longue d'une heure, de regagner cette différence, sans qu'il y eût une bonne raison quelconque à diminution de salaires.

D'autre part, tandis que le relèvement de dix heures à onze heures pour les ouvriers et ouvrières de moins de dix-huit ans simplifiait, au grand avantage des patrons, la marche des services à l'usine et à l'atelier, y facilitait la surveillance et la discipline, facteurs importants de la régularité de la production, de l'autre, il assurait à la famille ouvrière une vie plus uniforme dans la succession régulière des heures de travail et de repos en commun.

Mais pouvons-nous nous en tenir là? Au milieu des revendications de ceux qui réclament la journée de huit heures, parce que seule, à leur avis, elle peut servir l'intérêt ouvrier, l'intérêt patronal et l'intérêt social, parce qu'avec la journée de travail réduite à huit heures, disent-ils, augmenteront les salaires par suite de la raréfaction des heures de travail sur le marché, et aussi la force productive ouvrière, en même temps que s'améliorera la condition matérielle, intellectuelle et morale de l'ouvrier, nous est-il possible d'oublier le principe même de la loi et son but?

Protéger l'enfant contre un surmenage excessif à l'âge de la croissance, ne pas laisser s'abaisser son intelligence et se dégrader son corps; laisser les femmes un peu plus longtemps aux soins du ménage, n'était-ce pas l'objectif principal de la loi?

Pour l'enfant, un travail journalier de dix heures n'avait-il pas semblé la limite maxima qu'on pût assigner à son effort, à sa résistance physique et à ses besoins moraux? Grâce à l'unification à onze heures, allons-nous le con-

damner, pour un temps indéterminé, aux conditions déplorables auxquelles la loi avait en principe pour objet de le soustraire? Dans cette cote mal taillée qui, dans les industries mixtes, va diminuer d'une heure le travail des adultes, sera-ce l'enfant, c'est-à-dire celui-là même qui a le plus besoin de protection et qui y a le plus sûrement droit, qui servira d'otage et qui payera la rançon de l'unification à onze heures?

Martin Nadaud, Floquet, Richard Waddington, Dautresme, Malézieux, de Mun se sont énergiquement prononcés pour la journée de dix heures, la Chambre, à diverses reprises, en a voté le principe; la loi de 1892 l'accorde aux jeunes travailleurs jusqu'à l'âge de 18 ans; de nombreuses industries en ont fait leur règle et nous abandonnerions aujourd'hui un progrès si désirable?

Votre Commission du travail s'est refusée à l'admettre, et elle a dû, sur ce point, se séparer du Sénat, et compléter la loi en y inscrivant — après un délai de transition nécessaire — le principe de la journée de dix heures pour tous.

Qu'allèguent pour justifier leurs résistances les chefs d'industrie? Qu'ils ont contracté des marchés dans des conditions déterminées qu'ils seraient exposés à ne pouvoir plus tenir; qu'il n'est pas possible de prévoir quelles seront les conditions économiques à un terme fixé d'avance; que, d'autre part, au point de vue de la production, il est plus difficile de gagner une heure sur la journée de onze que sur celle de douze, parce qu'il y a des limites à la puissance des machines, à leur vitesse de rotation, et aussi à la faculté de travail et d'attention des ouvriers.

Pour le lin, les vitesses maxima auxquelles on a pu atteindre, sont de 6,000 tours à la minute environ; cette limite paraît impossible à dépasser avec l'outillage actuel, disent les intéressés. Pour le coton, les métiers étant plus légers, la matière première moins résistante, les vitesses sont plus grandes; suivant la grosseur du numéro filé, les broches tournent depuis 3,000 jusqu'à 9,000 et même 10,000 tours à la minute. L'obstacle à cette énorme vitesse n'est pas le danger de rupture des machines, mais la transformation que subit, à partir de 9,000 ou 9,500 tours, le coton qui devient sec, cassant et beaucoup moins élastique.

Ces arguments seraient pour nous toucher, si la mesure devait être prise sur l'heure et constituait véritablement un saut dans l'inconnu. Il n'en est rien.

D'ailleurs l'industrie mécanique n'a pas dit son dernier mot. La dernière transformation du matériel industriel n'est pas sans doute réalisée, le rôle de l'ouvrier lui-même, serviteur de la machine, n'est pas réduit encore à sa plus simple expression.

Beaucoup d'industries ne travaillent plus que dix heures, et, loin de souffrir de cette réduction de la journée de travail, déclarent y trouver profit. Les métallurgistes ne travaillent guère que dix heures.

En réalité, la réforme accomplie par quelques-uns peut s'appliquer partout. C'est affaire de temps : soit!

Néanmoins, différentes industries protestent, parfois avec vivacité.

L'industrie du lin accepte volontiers l'unification à onze heures, qui est

d'ailleurs un fait à peu près accompli. Mais elle s'élève contre la réduction à dix heures, ou réclame des délais excessifs pour l'application de la mesure.

Les filateurs de l'Est affirment que la loi du 2 novembre 1892 est inapplicable, et qu'il doit être sursis à sa mise en vigueur, jusqu'à ce que l'unification soit faite à onze heures, mais se montrent hostiles à la réduction de la journée à dix heures.

L'industrie stéphanoise et lyonnaise de la soie accepte plus volontiers la journée de dix heures, qui est déjà la règle dans un certain nombre d'usines : les petits ateliers de famille, si dignes d'intérêt, n'ont-ils pas tout à gagner à cette transformation et à la surveillance de la loi ?

De toutes ces oppositions, il n'en est aucune qui ait paru de nature à modifier au fond le sentiment de la Commission.

Peut-être les chefs d'industrie ne devraient-ils pas oublier aussi que, lorsque le cadeau princier des tarifs de douane leur a été consenti, il a été convenu, expressément, qu'il en résulterait pour le monde ouvrier, en retour, quelque amélioration. Il y a eu engagement solennellement pris. L'industrie ne peut se soustraire à la parole donnée, aujourd'hui qu'elle a largement bénéficié de la protection douanière.

Certes, ne partageant pas les craintes exprimées au Sénat sur le péril que ferait courir à notre industrie une concurrence qu'elle ne serait plus en mesure, paraît-il, de soutenir, si l'unification était faite à dix heures, et bien décidée à affirmer encore une fois sa conviction qu'il est de nécessité sociale d'aboutir à la journée de dix heures, si nous voulons garder intactes nos réserves nationales, si nous ne voulons plus voir dans les usines ces pauvres petits êtres, malingres, vieillards précoces, avec dans les yeux la flamme de la fièvre ou du vice, si nous voulons que la jeune fille ne s'étiole pas dans l'air vicié, échauffé, chargé de débris et de miasmes des ateliers, par la continuité d'un surmenage quotidien, si nous voulons que la femme puisse consacrer à son mari ou à ses enfants, pour les soins intérieurs du ménage, dans les joies ou dans les peines du foyer, quelques heures à défaut de sa journée entière, puisque le travail la sépare des siens et que son gain est nécessaire au maigre budget de la famille, si nous voulons que l'ouvrier lui-même, tout en travaillant avec une activité plus grande, puisse consacrer à son éducation intellectuelle et morale et aux joies de l'esprit quelques parcelles du temps qu'absorbe la machine, nous aurions pu maintenir les conclusions de nos devanciers et réclamer de nouveau et plus énergiquement que jamais l'application immédiate de la journée de dix heures.

Mais, dans un large esprit de conciliation, pour que rien ne puisse justifier l'exécution de la menace de ceux qui prétendent qu'ils seront acculés à recourir à une diminution de salaire dont l'idée seule est inacceptable, autant pour répondre, d'autre part, aux objections des représentants des industries intéressées que par souci d'arriver à l'entente désirable avec la haute Assemblée, votre Commission du travail a admis le principe d'un délai de transition entre la situation actuelle et le terme nécessaire auquel doit, par raison supérieure d'humanité et de justice, aboutir la loi — persuadée d'ailleurs, il faut le redire, que le travail intensif de dix heures substitué au travail moins actif

de douze heures est profitable à la fois à l'intérêt de l'ouvrier et à l'intérêt patronal.

Quel devait être ce délai?

A la fois le plus court possible et cependant suffisant pour donner aux industries intéressées le temps d'opérer, sur de nouvelles bases, leur réorganisation.

Après renseignements pris, la Commission du travail, qui a eu la bonne fortune de trouver dans son sein des industriels aux larges vues, dont les avis lui ont été précieux, a décidé unanimement que le délai imposé serait divisé en deux étapes, et, à la majorité, que ces étapes seraient de trois ans, si bien qu'au bout de trois ans après la promulgation de la loi, la durée du travail serait abaissée à dix heures et demie d'abord et, au bout d'une nouvelle période égale à la première, à dix heures pour tous les travailleurs de l'industrie.

Les hasards de la composition de la Commission, le jour où fut déterminée la durée de ces étapes, firent que la durée de trois ans l'emporta sur celle de deux ans ou d'un an.

Ainsi, si le Parlement ratifiait les conclusions que la Commission du travail a l'honneur de soumettre à la Chambre, le travail serait unifié pour tout le monde à onze heures à partir de la promulgation de la loi, à dix heures et demie au bout d'une période de trois ans, puis à dix heures au bout d'une nouvelle période d'égale durée, le Ministre se réservant, dès que la Chambre aura statué, d'ajourner à une date un peu plus éloignée, pour permettre au Sénat de se prononcer à son tour, l'application stricte de la loi de 1892, qui doit entrer en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1900.

Votre Commission s'est inspirée, Messieurs, du sentiment de la nécessité qui s'impose de faire cesser l'anarchie qui résulte de la loi du 2 novembre 1892, excellente dans ses intentions, dangereuse parfois, souvent inapplicable en fait, et de donner, sans que l'avenir de notre industrie en puisse être compromis, sans que les salaires ouvriers en soient atteints, comme un gage de paix sociale et comme une garantie de conservation et de force pour notre race, une juste satisfaction aux légitimes revendications du prolétariat.

PROPOSITION DE LOI

portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

MODIFIÉE PAR LE SÉNAT.

ART. 1^{er}. — Les articles 3, 4, 11 et 20, § 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze

heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Au bout de trois ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de trois années, à dix heures seulement.

« Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. »

« Art. 4. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. Toutefois le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, y compris un repos d'une demi-heure au moins, pendant lequel le travail sera suspendu.

« Le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos.

« Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

« Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire ou périodique aux dispositions des articles 3 et 4 de la présente loi.

« En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction du travail de nuit peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé.

« Art. 11. — Les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription.

« Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur.

« Dans les manufactures et usines autres que les usines à feu continu, l'organisation de relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, est interdite pour les personnes protégées par les articles précédents.

« Dans toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance, dépendant des établissements religieux ou laïques, sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5 et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les

heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature.

« Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant leurs noms et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, sera remis tous les trois mois à l'inspecteur et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état.

« Art. 20, § 1^{er}. — Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par les articles 1^{er} et 8; ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les règlements intérieurs, et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2. »

ART. 2. — Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Au bout de trois ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de trois ans, à dix heures seulement. »

DISCUSSION

*de la proposition de loi adoptée par le Sénat,
portant modification à la loi du 2 novembre 1892.*

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1899.

.....
M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

La parole est à M. Charles Ferry, président de la Commission.

Plusieurs membres. — A demain!

M. PLICHON. — Je demande la parole pour appuyer la demande de renvoi à demain. (*Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — C'est précisément sur le renvoi à demain que M. Charles Ferry a demandé la parole.

M. Charles FERRY, *président de la Commission du travail.* — Messieurs, je n'ai que deux mots à dire.

M. le baron Amédée REILLE. — Ce n'est pas la peine, la liberté n'existe plus! (*Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il me semble, Monsieur Reille, que ceux qui blessent

la liberté de leurs collègues, ce sont ceux qui veulent les empêcher de parler. (*Très bien ! Très bien !*)

M. Charles FERRY. — Je veux d'abord remercier la Chambre d'avoir décidé de consacrer toute cette journée à la discussion des lois ouvrières. (*Applaudissements et rires sur divers bancs.*)

M. Camille FOUQUET. — C'est la faute de la majorité ! Il ne fallait pas renvoyer toutes les interpellations à un mois !

M. MASSABUAU. — Il fallait rentrer plus tôt de vacances ! (*Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il est vraiment intolérable qu'on ne permette pas au président d'une grande commission de la Chambre de s'expliquer sur l'ordre du jour. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

M. Charles FERRY. — Vous êtes d'autant plus intolérants, Messieurs, que je viens justement faire, au nom de la Commission et du Gouvernement, une déclaration que vous devez retenir pour pouvoir demain, puisque c'est votre désir, contre lequel la Commission ne s'insurge pas, étudier la loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. (*Mouvements divers.*)

Nous avons, d'accord avec le Gouvernement, allégé considérablement notre projet; nous n'en conservons plus que le premier article et le dernier, qui est relatif au travail des hommes, c'est-à-dire relatif à la modification du décret de 1848. Nous demandons seulement, c'est mon devoir, Messieurs, de vous en prévenir, parce que c'est le résultat des délibérations de la Commission et du Gouvernement, nous ne vous demandons que deux choses : d'abord, de réaliser l'unification à onze heures, et ensuite de décider que les repos auront lieu à la même heure, de façon à rendre impossible l'abus intolérable, qui règne depuis sept années, des relais et des équipes tournantes. (*Exclamations à droite.*)

Plusieurs membres à droite. — Mais ce n'est plus la question du renvoi, c'est le fond cela ! A demain !

M. Charles Bos. — Les amis des ouvriers protestent ! Vous avez le beau rôle, Monsieur Ferry.

M. BALSAN. — Discute-t on le fond, oui ou non ? (*Bruit.*)

M. Charles FERRY. — Je demande à la Chambre de décider que le projet de loi restera à son ordre du jour. La Chambre a promis, avec un remarquable ensemble, avant-hier, à la classe ouvrière de lui donner cette loi, qui est réclamée par toute la grande industrie de l'Est, du Nord et de l'Ouest. Vous ne pouvez, Messieurs, faire faillite à cet engagement !

M. le marquis DE KEROUARTZ. — On a fait faillite à bien d'autres engagements ! (*Bruit.*)

M. Charles FERRY. — Si vous décidez de remettre à demain la discussion, je demande que le projet reste inscrit à l'ordre du jour.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Vaillant.

M. Edouard VAILLANT. — Je viens combattre la proposition qui est faite par M. Charles Ferry. Quand la Chambre a décidé l'inscription du projet à son ordre du jour d'aujourd'hui, le rapport de la proposition dont il est question en ce moment n'était pas distribué. (*C'est vrai ! — Très bien ! à droite.*)

On a inscrit la discussion à l'ordre du jour sans savoir ce dont il s'agissait.

(*Applaudissements sur divers bancs.*) Pour mon compte, c'est le soir même seulement que j'ai trouvé, dans les papiers distribués, le rapport, que j'ai pu le lire et voir ce qu'on nous propose.

Eh bien ! je dis qu'on ne peut pas, sans étude sérieuse, discuter cette question. (*Très bien ! Très bien ! à droite.*)

Si la Chambre, n'ayant pas étudié la question, se laissait aller à voter les propositions de la Commission et du Gouvernement, elle commettrait l'acte le plus réactionnaire qui ait été fait depuis vingt ans dans ce pays ! (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche et à droite. — Mouvements divers.*)

Je vous demande, Messieurs, de ne pas augmenter la journée de travail des enfants, de ne pas la porter de dix heures à onze heures, contrairement à ce qui est fait dans le monde entier. Vous voudrez y réfléchir.

Comme conclusion, je propose que la discussion soit renvoyée après le budget et je dépose une demande de scrutin. (*Très bien ! Très bien ! à droite et sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

M. MILLERAND, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.* — Messieurs, j'ai l'honneur de me joindre à M. le Président de la Commission du travail pour prier la Chambre de vouloir bien commencer l'examen d'une proposition de loi dont l'intérêt est extrême et dont l'examen sera, vous allez vous en rendre compte, très rapide. (*Interruptions sur divers bancs.*)

M. MASSABUAU. — C'est l'étouffement de la discussion.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Non, ce n'est pas l'étouffement de la discussion, Monsieur Massabauau, attendu que vous aurez toute liberté de prendre la parole.

M. LEMIRE. — Je demande la parole.

M. LE MINISTRE. — Le rapport étant distribué depuis lundi, je pense que la Chambre peut aborder l'examen des deux seuls points qui lui soient aujourd'hui soumis, d'accord avec le Gouvernement, par la Commission du travail, et qui sont les suivants :

La Commission du travail vous demande de prendre, dans le projet qui vient du Sénat et qui a été rapporté par l'honorable M. Dubief, l'article 3 de la loi de 1892 modifié et l'article 2 du projet, qui décident quoi ?

En premier lieu que, dorénavant, les heures de travail seront unifiées, ce qui est un progrès énorme réclamé par tout le monde... (*Mouvements divers.*)

M. CHARLES BERNARD. — C'est la journée de huit heures qu'il nous faut !

M. LE MINISTRE. — ... réclamé depuis très longtemps par tous ceux qui veulent que les lois sur le travail soient appliquées (*Interruptions à droite*) ; attendu qu'avec quatre ou cinq catégories de travailleurs ayant des durées de travail différentes, il est impossible aux inspecteurs d'inspecter d'une façon suffisamment efficace et, par conséquent, impossible d'assurer le respect de la loi. (*Très bien ! Très bien ! à gauche et sur divers bancs au centre.*)

Mais il y a, dans les résolutions de la Commission, un second point qui

n'est pas d'une moindre importance. La Chambre a voté, en 1891, le principe de la journée de dix heures. . .

M. Charles BERNARD. — Huit heures.

M. LE MINISTRE. — . . . De dix heures.

M. MASSABUAU. — Nous ne faisons pas faillite à nos principes, nous. (*Exclamations à gauche.*) Nous sommes pour la journée de huit heures, je l'ai toujours déclaré.

M. LE MINISTRE. — Je constate en ce moment un fait : c'est qu'en 1891 la Chambre a voté la journée de dix heures; que, cette proposition ayant été repoussée par le Sénat, voici sept ans que les rapporteurs successifs de la Chambre demandent l'inscription du principe de la journée de dix heures sans pouvoir y parvenir.

On demande aujourd'hui à la Chambre de se prononcer sur cette question.

Je rappelle d'un mot, en descendant de la tribune, que la question du travail des enfants et des femmes qui vous est en ce moment soumise, est l'objet de toutes les préoccupations du monde du travail. . .

M. CHENEL. — C'est évident.

M. LE MINISTRE. — . . . qu'industriels et ouvriers demandent que la question soit réglée. Il n'est pas possible que la ~~Chambre prenne~~ la responsabilité d'un nouvel ajournement. (*Applaudissements à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Lemire.

M. LEMIRE. — Je suis désolé de ne pas pouvoir suivre aujourd'hui M. le Ministre du Commerce. Quand M. le Ministre marche en avant dans la voie des réformes sociales, je suis heureux d'être avec lui. Mais, quand il recule, j'ai le regret de me séparer de lui. (*Applaudissements à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous rappelle que vous avez seulement la parole sur la remise à demain.

M. LEMIRE. — Ce n'est pas moi qui devrais être à cette tribune pour tenir ce langage.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Nous verrons cela quand nous discuterons le fond.

M. LEMIRE. — J'appuie la motion d'ajournement de M. Vaillant, et je demande la remise à demain.

S'il s'agissait simplement de décider l'unification des heures de travail, je n'hésiterais pas à la voter. Mais la Commission ne s'était mise d'accord sur l'unification à onze heures qu'à une condition, Monsieur le Président de la Commission, c'est que, dans l'espace de trois ans, le Sénat voterait la réduction du travail pour tout le monde d'abord à dix heures et demie, puis à dix heures.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Mais c'est dans le rapport.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — C'est le fond de la question.

M. LEMIRE. — Cela n'y est plus, Monsieur le Président de la Commission.

Si vous reteniez votre texte tel quel, je serais avec vous pour discuter immédiatement, parce qu'il y avait une invitation au Sénat; mais vous la supprimez.

M. Fernand DUBIEF, rapporteur. — Pas du tout, voyez l'article 3.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Vous faites une erreur matérielle.

M. LEMIRE. — Je vous demande pardon. (*Bruit.*)

Messieurs, la question est des plus importantes pour tout le monde, et ce n'est pas parce qu'elle vient dans une fin de session comme celle-ci qu'il faut en écourter la discussion. Nous ne sommes pas à la Chambre pour rendre service, mais pour discuter des lois. (*Très bien ! Très bien ! à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Nous sommes ici pour rendre service à la classe ouvrière, et cette loi est nécessaire.

M. LEMIRE. — Nous ne sommes pas ici pour aider tardivement M. le Ministre du Commerce. . .

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Il ne s'agit pas du Ministre du Commerce.

M. LEMIRE. — . . . à dégager sa parole vis-à-vis du monde industriel.

M. LE MINISTRE. — Monsieur Lemire, je ne demande pas du tout à la Chambre de dégager ma parole; j'ai pris un engagement que je tiendrai et, si la Chambre n'a pas voté avant le 1^{er} janvier une modification, je demanderai aux industriels d'appliquer la loi. . .

M. HENRI LANIEL. — . . . Que vous venez de déclarer inapplicable. (*Applaudissements au centre et sur divers bancs.*)

M. LE MINISTRE. — . . . Mais je pense que, dans l'intérêt des industriels comme des ouvriers, la question doit être réglée. La Chambre a sa responsabilité engagée, c'est à elle à décider. (*Très bien ! Très bien ! à gauche. — Bruit à droite.*)

M. LEMIRE. — La Chambre n'a pas de responsabilité nouvelle à prendre. Elle est en face d'une loi qui devrait être appliquée; la responsabilité du Gouvernement est engagée et non la nôtre. (*Applaudissements à droite.*)

Comment! nous avons voté une loi qui nous met d'accord avec le monde civilisé, la loi de dix heures pour les femmes et les enfants, loi qui est appliquée partout, en Allemagne, en Belgique, en Angleterre, et on nous offre aujourd'hui de remplacer le travail de dix heures par celui de onze heures! M. le Ministre fait appel à notre concours. Comme membre de la Chambre, je demande à être mieux informé avant de consentir à revenir sur une loi que je regarde comme salubre et nécessaire. Et je demande le renvoi à demain de la nouvelle proposition, afin que nous puissions l'examiner sérieusement. (*Très bien ! très bien, à droite.*)

Sur divers bancs. — La clôture!

M. ÉDOUARD VAILLANT. — Je demande la parole contre la clôture.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Vaillant.

M. VAILLANT. — Messieurs, il n'est pas possible que vous prononciez la clôture. M. Lemire s'est trompé en disant que j'avais demandé le renvoi à demain: j'ai demandé le renvoi après le budget. La question est trop grave pour être résolue demain.

La gravité de cette question résulte précisément de la disjonction qu'on nous propose, car nous serions appelés à voter sur l'augmentation des heures de travail des enfants, sans discuter les améliorations que proposent nos amendements.

On nous promet la journée de dix heures pour l'avenir, mais on nous demande immédiatement de porter la journée de travail des enfants de dix heures à onze heures. Cela est impossible; c'est en contradiction avec le pro-

grès, avec toutes les lois établies dans tous les pays, où la journée des enfants est réduite à dix heures, comme elle l'est ici par la loi de 1892 qu'on veut abolir dans sa meilleure, quoique insuffisante protection du travail de l'enfance. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche et sur divers bancs à droite.*)

Vous ne voudrez pas, Messieurs, prendre une décision aussi grave sans discuter l'ensemble de la loi.

Je vous dirai en terminant, pour montrer la nécessité de l'ajournement après le budget, qu'il s'agit de savoir si une loi de protection, la loi de 1892, sera appliquée ou non. M. le Ministre du Commerce a déclaré qu'il ferait appliquer la loi de 1892 dès le 1^{er} janvier 1900, si vous refusiez de discuter la proposition néfaste de modification qu'il vous fait.

Si vous la discutez, l'ajournement de l'application de la loi de 1892 en résultera par le fait même, et la Chambre aura déclaré avec le Gouvernement que les lois ouvrières sont faites seulement pour la parade et non pour l'application. (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*)

Je vous demande donc de ne pas discuter cette loi par parcelles, choisies à l'incitation patronale pour augmenter l'exploitation de l'enfance, en disjoignant tel ou tel article, dont la portée serait très grave, mais de l'examiner dans son ensemble, pour que la discussion soit sérieuse, et que les résultats en soient favorables au lieu d'être nuisibles à la classe ouvrière. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*) Et dans ce but je propose l'ajournement après le budget.

On nous a dit que la discussion du budget était pressante, et on nous propose d'entamer une discussion qui ne peut pas se terminer, comme l'a dit le Ministre, en une heure, une discussion que nous soutiendrons aussi longtemps qu'il le faudra pour montrer au pays que Gouvernement et Parlement seraient véritablement déshonorés si la législation lui faisait faire un tel pas en arrière. (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre est saisie de deux motions : l'une de M. Vaillant, tendant au renvoi de la discussion après le budget, l'autre de M. Lemire, tendant au renvoi à demain.

M. LEMIRE. — Je retire ma proposition, Monsieur le Président.

M. BALSAN. — Je demande la parole pour expliquer mon vote, et de ma place, si la Chambre le permet.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole.

M. BALSAN, *de son banc*. — Nous ne connaissons même pas en ce moment le texte sur lequel nous sommes appelés à délibérer. M. le Président de la Commission et M. le Ministre nous ont dit...

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Nous l'avons suffisamment expliqué.

M. BALSAN. — Vous ne l'avez pas expliqué de façon assez claire, pour moi du moins.

Il nous faudrait cependant, pour pouvoir prendre un parti, être bien certains de ce qu'on nous propose, et cela d'autant plus que je suis absolument d'accord avec le Ministre et vous sur l'extrême urgence de cette discussion.

Le texte que vous avez apporté n'est plus celui que nous allons discuter.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Mais si!

M. BALSAN. — Montrez-le nous; cela est de toute nécessité.

M. LE MINISTRE. — Vous n'avez qu'à ouvrir le rapport à la page 18.

M. MASSABUAU. — On n'a jamais voté de loi dans ces conditions.

M. BALSAN. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole pour expliquer votre vote et non pas sur le fond de la question.

M. BALSAN. — Messieurs, je ne viens pas discuter le fond, mais il est indispensable pour l'industrie que ces questions soient réglées sans aucun retard.

Or, pour arriver vite et sûrement au but, il était nécessaire de préciser les propositions nouvelles de la commission, de connaître le texte qu'elle vous soumet aujourd'hui, son texte définitif, sans y mêler des considérations étrangères au débat.

Le sujet vaut la peine d'être envisagé avec une netteté absolue.

M. le Ministre du Commerce a parfaitement raison, c'est une question vitale pour l'industrie, pour les patrons comme pour les ouvriers.

Nous n'avions pas obtenu les explications indispensables, ou du moins quelques-uns de nos collègues trouvaient comme moi-même que nous ne les avions pas obtenues. Nous les possédons maintenant. Il nous reste à faire nos efforts pour que le débat s'engage le plus vite possible. (*Applaudissements à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la motion de M. Vaillant, tendant à renvoyer la discussion après le budget. M. Lemire a retiré sa motion tendant au renvoi à demain.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Guyot-Dessaigne, Maret, Bérard, Babaud-Lacroze, Gabriel-Denis, Jumel, Haussmann, Gouzy, Ville, Devins, Rey, Victor Dubois, Cosmao-Dumenez, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	534
Majorité absolue.....	268
Pour l'adoption.....	115
Contre.....	419

La Chambre des députés n'a pas adopté.

Messieurs, je viens de recevoir un projet de résolution de M. Massabau, tendant au renvoi de la discussion à demain.

M. MESUREUR, *président de la Commission du budget*. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le président de la Commission du budget.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DU BUDGET. — Messieurs, la Commission du budget a consenti à abandonner au Gouvernement et à la Commission du travail la séance d'aujourd'hui mercredi. Elle l'a fait d'autant plus volontiers qu'il s'agit d'une loi des plus intéressantes et sur laquelle l'industrie a besoin d'être fixée avant le 1^{er} janvier.

Mais si nous avons fait ce sacrifice, c'était dans l'espérance que la séance

d'aujourd'hui suffirait au vote de cette loi, ou tout au moins que la Chambre aurait eu le temps d'en entamer largement la discussion.

Je vous demande donc d'aborder immédiatement la discussion de cette loi, qui pourra être terminée demain au début de la séance, et nous pourrons ensuite reprendre la discussion du budget. (*Très bien très bien!*)

Je dépose à mon tour une demande de scrutin, afin que la Chambre affirme son désir de reprendre la discussion du budget dans le plus bref délai possible. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte la Chambre sur le projet de résolution de M. Massabuau.

M. MASSABUAU. — Je prie M. le Président de vouloir bien donner lecture de mon projet de résolution.

M. LE PRÉSIDENT. — Le projet de résolution de M. Massabuau est ainsi conçu :

« Étant donnée l'heure avancée de la séance, la discussion de la loi sur le travail des femmes et des enfants est renvoyée à la séance de demain jeudi. »

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Delpech-Cantaloup, Dupuy-trem, Firmin Faure, Prax-Paris, de Saint-Martin, Jules Galot, Fouquet, Rauline, Arthur Legrand, Denys Cochin, Balsan, du Halgouet, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	525
Majorité absolue.....	263
Pour l'adoption.....	185
Contre.....	340

La Chambre des députés n'a pas adopté.

En conséquence, la discussion générale est ouverte.

La parole est à M. Vaillant.

M. ÉDOUARD VAILLANT. — Messieurs, je n'ai pas obtenu que votre hâte de voter le budget se traduisît par un vote de renvoi après sa discussion, et je viens vous demander de ne pas passer à la discussion des articles. J'espère, en effet, que vous comprendrez toute l'importance du vote qu'on vous demande et que vous reculerez devant les responsabilités qu'il entraînerait.

Il faut bien se persuader que la question qui vous est soumise est celle-ci : la loi du 2 novembre 1892 a apporté de nouvelles garanties pour le travail des enfants, une nouvelle défense, insuffisante, il est vrai, mais enfin bien supérieure à ce qu'elle était dans la loi de 1874, pour le travail des enfants, des filles mineures et des femmes. Il s'agit de savoir si cette loi sera appliquée le 1^{er} janvier 1900 ou, au contraire, si elle sera éludée désormais, ajournée, enterrée.

Le Gouvernement avait promis que cette loi serait appliquée à partir du 1^{er} janvier 1900; maintenant il a changé d'avis et s'est rangé aux arguments patronaux par lesquels on demande que la loi de 1892, jusqu'ici très mal observée, ne soit plus appliquée du tout. J'ai pensé que vous ne voudriez pas suivre le Gouvernement et la Commission dans cette voie de réaction; vous voudrez affirmer que la loi de 1892 a été faite par vos prédécesseurs

sérieusement, en vue de son application, qu'il n'est pas possible, après en avoir promis l'observation, que la Chambre décide qu'elle n'aura pas lieu et qu'elle atteigne ce but non en l'annulant directement, mais indirectement par des modifications offrant au Gouvernement le prétexte cherché de ne pas tenir parole et de ne pas appliquer la loi de protection de 1892. Le Ministre lui-même l'a reconnu. (*Très bien! très bien! sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

On nous dit dans le rapport que les obstacles à l'observation de la loi de 1892 sont tels qu'il faut la modifier et, pour la modifier, accepter la proposition du Sénat, dictée par le patronat.

Je vous ferai remarquer que la commission de la Chambre, pour soutenir cette thèse, s'appuie sur des déclarations de 1893, faites par la Commission supérieure du travail. Je ne veux pas dire que cette Commission ait toujours été très favorable à la loi de 1892; il est évident, en effet, que la Commission supérieure du travail, qui devrait veiller à l'observation des lois protectrices du travail, a une façon très étrange parfois de comprendre sa mission. Elle l'indique elle-même dans un passage que je vais vous lire tout à l'heure.

Elle définit elle-même la protection du travail comme un attentat à la liberté du travail, et cette définition paraît bizarre, car il n'y a pas de corps d'inspecteurs ni de commissions supérieures du travail dans le monde, aussi bien en Amérique qu'en Europe, qui aient une semblable conception de leur mission. Tous, au contraire, considèrent qu'ils remplissent un mandat de défense sociale, de défense des faibles, de défense de l'ouvrier contre ceux qui, puissamment armés du pouvoir capitaliste, l'obligent à travailler dans leurs usines.

La Commission supérieure du travail a cependant reconnu que la loi de 1892 pouvait être appliquée maintenant, et puisque ses opinions théoriques sont, en général, en contradiction avec les nôtres, j'ai d'autant mieux le droit de me servir de son témoignage, qui en a ainsi d'autant plus de valeur.

Voici un extrait de son rapport sur l'application de la loi du 2 novembre 1892 pendant l'année 1898. (*Bruits sur divers bancs.*)

Messieurs, voici ce que disait la Commission supérieure du travail, au sujet de l'application, en 1898, de la loi du 2 novembre 1892 :

« ... Une expérience, qui s'est poursuivie pendant plus de six années, permet d'affirmer que l'œuvre de protection entreprise en faveur de l'enfant et de l'ouvrière peut se réaliser sans préjudice pour la production nationale. La durée du travail quotidien de ce personnel a pu être réduite sans que le gain journalier ait subi une réduction correspondante; les progrès réalisés au point de vue de la famille sont incontestables. Les résistances, que ne pouvait manquer de susciter une réforme qui constitue, en définitive, une restriction à la liberté du travail, ont aujourd'hui disparu. »

Vous le voyez, la Commission supérieure du travail, qui appelle restrictions à la liberté du travail des mesures protectrices, reconnaît que la loi de 1892 ne rencontre plus de résistance et que, par conséquent, elle peut être appliquée; si le Gouvernement veut tenir sa parole, elle pourra être

appliquée en janvier 1900. Mais il ne le veut pas et vous demande de l'en dégager en discutant la proposition de la Commission.

Si vous n'acceptez pas notre proposition, si vous mettez le Gouvernement en situation de ne pas appliquer la loi, elle ne sera pas appliquée; ce sera une situation déplorable, et vous aurez assumé une grande responsabilité devant la classe ouvrière, parce qu'il en résultera que la journée de travail sera de onze heures au lieu de dix heures pour l'enfant travaillant dans les manufactures et les usines.

Je vous ferai remarquer que, par les propositions que font le Gouvernement et la Commission, il s'agit d'unifier, nous dit-on, dans la loi, les heures de travail.

Il est certain qu'il serait désirable que les heures de travail pussent être réduites de telle façon que l'on pût combiner le travail de l'enfant, de la femme et de l'ouvrier pour la meilleure utilisation possible. Mais la solution pourrait être obtenue dans le sens du progrès et non pas dans le sens de la réaction. C'est par la diminution de la journée de travail de l'adulte que l'on pourrait arriver à ce résultat, et non par l'allongement, l'augmentation meurtrière de la journée de l'enfant. Ainsi, par exemple, dans la loi anglaise une distinction est établie entre la loi s'appliquant à l'industrie textile et la loi s'appliquant à l'industrie non textile.

Dans l'industrie textile, on considère — c'est le contraire de ce qu'on fait en France, puisqu'on prétend que c'est à la demande de cette industrie qu'on doit unifier le temps de travail par l'augmentation de la journée de l'enfant, — en Angleterre on considère que le travail de l'enfant dans cette industrie est particulièrement pénible et qu'il faut le protéger davantage, et on l'a réduit à la moitié du temps de travail hebdomadaire des adolescents et filles mineures de l'industrie textile, fixé à cinquante-six heures et demie par semaine.

L'enfant n'aura à travailler, pendant deux semaines, que la moitié de ces cinquante-six heures et demie constituant la semaine de travail de l'adolescent et de la fille mineure.

L'Angleterre, cependant, a été assez dure jusqu'ici pour l'âge d'admission de l'enfant. Mais c'est le premier pays qui ait tout d'abord donné et donne l'exemple des lois de protection du travail, grâce surtout à sa belle organisation de la classe ouvrière qui y oblige ses gouvernants.

Jusqu'en ces derniers temps, l'âge de 11 ans était celui adopté, et ce n'est qu'à la dernière session que le Parlement anglais a décidé de reporter à 12 ans l'âge de l'admission des enfants dans l'industrie. L'Angleterre a pris la première — et toujours avec de nouveaux progrès, — des mesures de protection au point de vue de la durée du travail des enfants. Les conditions du travail infantile étaient en effet telles qu'on avait reconnu que l'emploi excessif de l'enfant entraînait non seulement pour l'individu, mais pour une race, une véritable déchéance. (*Très bien! très bien! à gauche et à l'extrême gauche.*)

Des mesures protectrices du travail de l'enfant furent alors prises en Angleterre. Je n'ai pas besoin de revenir sur l'ensemble de ces mesures. La législation qui en est résultée a été un modèle pour le reste de l'Europe. Je

dirai simplement quelle a été l'importance de cette législation pour la sauvegarde de l'enfant et de l'ouvrier en général.

On nous dit qu'il faut adopter un temps égal pour le travail de l'enfant et de l'adulte. Eh bien ! la classe ouvrière anglaise n'aurait pas fait les progrès que nous lui avons vu faire, elle ne serait pas arrivée à la journée de neuf heures des adultes et elle ne lutterait pas maintenant pour la journée de huit heures si des lois antérieures n'avaient pas restreint successivement la durée du travail de l'enfant.

Vous savez qu'il n'y a pas en Angleterre de loi régissant la durée du travail pour les adultes, mais des lois ont peu à peu réduit la durée du travail de l'enfant.

Cela a été le point d'appui, de départ nécessaire dans la lutte pour la réduction de la journée de travail de l'adulte. Et cette inégalité de temps de travail qu'on veut nous faire corriger a été la cause de ce progrès. La machine desservie par l'enfant devant s'arrêter à la fin de sa journée, l'ouvrier adulte a demandé, exigé qu'elle s'arrêtât aussi pour lui, et il a lutté pour conquérir cette réduction de sa journée de travail, réduction qu'il a conquise avant que la loi ait pu la sanctionner, et, par sa volonté, elle la sanctionnera quand il l'exigera.

Les ouvriers anglais, par leur organisation syndicale, ont pu arriver à obtenir ainsi, de plus en plus, que la journée de l'adulte puisse se rapprocher de la journée de travail de l'enfant.

Les industriels anglais, étant donnée la différence qu'il y avait entre la durée du travail de l'enfant et la durée du travail de l'adulte, ont pris des mesures utiles pour leur industrie, sans pour cela pouvoir, comme ici, violer la loi sauvegardée en Angleterre par les dispositions légales et l'inspection. Les inspecteurs du travail ont empêché les relais de chevaucher l'un sur l'autre, de façon à ne pas rendre impossible le contrôle de la durée du travail de l'enfant et ont supprimé cette cause de fraude. On doit abolir ces relais partout où ils existent, parce qu'ils rendent le contrôle impossible, et toutes les mesures prises à cet effet sont nécessaires.

Dans un amendement que mes amis socialistes et moi avons déposé, nous proposons une mesure semblable. En Angleterre, la durée du travail de l'enfant a été modifiée, et on a trouvé le moyen de faire cadrer la durée du travail de l'enfant avec la durée du travail de l'adulte; on a réduit, comme je l'ai dit, dans l'industrie textile, le temps de l'enfant à la moitié de celui de l'adulte, c'est-à-dire que le travail de l'adulte représente deux fois le travail de l'enfant. Par la réforme que nous proposons, deux équipes très distinctes, séparées par le repos de midi, ne se pourraient confondre. Et la journée étant de huit heures, le travail de l'enfant serait de quatre heures par jour seulement.

En adoptant notre amendement, que fera-t-on ? On protégera davantage l'enfant et on arrivera à l'unification des heures de travail par la réduction coordonnée pour tous de la journée et de la semaine de travail.

Mais ce n'est pas ce que proposent le Gouvernement et la Commission; c'est le contraire. On nous propose de renoncer à ce que nous avons déjà obtenu comme défense du travail de l'enfant. On augmente d'une heure le

travail de l'enfant et l'on va ainsi au rebours de tout progrès. Et en échange on ne nous fait qu'une promesse illusoire pour l'avenir.

Oui, ce serait renoncer même à tout progrès immédiat, en fait de législation du travail, que d'accepter une proposition semblable. Concevez, en effet, qu'en ce moment il n'y a pas un pays, sauf l'Italie, qui n'ait adopté la journée de dix heures pour l'enfant; et vous voudriez établir celle de onze heures en France, où l'on a conquis celle de dix heures par la loi de 1892! Pourquoi nous demande-t-on, d'ailleurs, la journée de onze heures? C'est en faisant miroiter l'assurance de la journée de dix heures; mais celle-ci ne sera obtenue que dans six ans si la loi proposée est observée, et nous n'en avons aucune garantie.

Il faudra que, jusque-là, l'enfant travaille onze heures par jour, d'abord, et dix heures et demie dans trois ans, pour être, pour ainsi dire, par son existence et par sa vie même, la rançon d'une diminution des heures de travail que nous pouvons très bien, sans cela, donner à la fois et dès maintenant à la femme et à l'ouvrier adulte.

Vous voyez qu'il est absolument impossible d'accepter une proposition semblable, et je ne vois pas avec quels arguments on peut la défendre. Si on était franc, on dirait que la loi de 1892, par le fait même qu'elle réduisait le travail de l'enfant à dix heures, créait la journée de dix heures non seulement pour l'enfant, mais pour l'adulte; on ne veut pas le dire, on pense qu'il est plus habile de maintenir les longues journées que de diminuer les heures de travail. En un mot, la classe patronale persiste, à ce propos comme en tout autre, dans son opposition, dans sa lutte constante contre la classe ouvrière : elle réclame de longues journées, quand la classe ouvrière en réclame de courtes. Et le Gouvernement obéit. C'est pour cela que vous nous soumettez cette loi patronale proposée par le Sénat, qui porte de dix heures à onze heures la journée de travail de l'enfant. On sait bien que la journée de onze heures aura la vie longue et que la promesse de nous donner la journée de dix heures dans six ans ne sera pas tenue.

M. CAUVIN. — On a réduit la journée de douze heures à onze, et les patrons ont payé douze heures pour onze.

M. Édouard VAILLANT. — Si, au contraire, vous faites comme ont fait toutes les législations, si vous raccourcissez la journée de travail de l'enfant et l'abaissez à dix heures, — et nous voudrions, quant à nous, une diminution beaucoup plus grande, — vous permettez à la classe ouvrière de faire par son organisation syndicale l'effort nécessaire pour réduire, elle aussi, sa journée à dix heures, et cela avant même que la loi soit intervenue. Ce mouvement est déjà en train, et vous voulez l'enrayer. C'est la marche du progrès dans tous les pays. Est-ce que vous ne voyez pas, par exemple, la journée de dix heures établie pour les adolescents en Autriche, devenue comme en Angleterre, comme partout, le moyen d'établir la journée de dix heures pour les adultes par leurs propres efforts? N'avez-vous pas vu les efforts magnifiques et efficaces qui ont été faits à Brunn et à Zwickau et qui ont abouti à l'établissement de la journée de dix heures pour les tisseurs? Est-ce que vous n'avez pas vu la classe ouvrière combattre avec une admirable énergie pour arriver au but principal qu'elle poursuivait : la réduction à dix heures de la

journée de travail? Croyez-vous qu'elle aurait pu faire cet effort aussi efficacement, s'il n'y avait pas eu des lois protectrices de l'enfance, et l'appui économique qui en résulte?

Par conséquent, Messieurs, vous le voyez, le progrès marche partout; on n'a jamais commencé par limiter les heures de travail des adultes, femmes ou hommes, on a toujours commencé dans tous les pays par limiter le temps de travail de l'enfant, et la limitation du travail de l'enfant a été l'amorce de la réduction du travail pour l'adulte. Cela a été en même temps l'amorce de l'organisation ouvrière. C'est ainsi que les syndicats se sont constitués, de mieux en mieux, pour l'effort nécessaire; c'est ainsi que la coalition ouvrière s'est formée, de façon à obtenir de plus en plus une réduction des heures de travail, une amélioration de sa situation.

Vous avez voulu faire le contraire, revenir sur le passé, renoncer aux progrès qui ont été accomplis par la loi de 1892, et vous augmentez le travail de l'enfant. C'est aller au rebours de toute espèce de progrès, c'est vouloir empêcher tout progrès de la classe ouvrière et annihiler tous les efforts tentés par elle pour arriver à réduire ses heures de travail et sacrifier en même temps toute la partie infantile de cette même classe. Il y aurait une véritable cruauté à agir ainsi; je dirais plus, ce serait un désaveu de ce qu'ont fait tous vos prédécesseurs.

M. Louis RICARD (Seine-Inférieure). — Qu'a-t-on fait depuis 1892? On n'a jamais appliqué la loi qui exige que les enfants ne travaillent que dix heures. Vous savez très bien qu'on a organisé partout des équipes tournantes qui font rester les enfants dans les usines et les manufactures, douze, treize, quatorze et même quinze heures. Voilà ce qu'on a fait.

M. Laurent BOUGÈRE. — On devrait dresser des procès-verbaux.

M. Édouard VAILLANT. — Monsieur Ricard, nous serons avec vous le jour où vous proposerez directement d'interdire ces relais.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Nous vous le proposons dans la loi actuelle; c'est l'objet du 3^e paragraphe.

M. Louis RICARD (Seine-Inférieure). — C'est ce que j'ai demandé il y a déjà cinq ans.

M. Édouard VAILLANT. — Nous serons avec vous le jour où vous nous proposerez d'interdire ces relais, ces équipes chevauchant les unes sur les autres, mais sans nous proposer en même temps de relever de dix à onze heures la journée de travail de l'enfant. Apportez-nous une réforme dans ce sens, et alors nous l'accepterons; mais ne nous proposez pas de rétrograder et d'accabler l'enfant d'un surmenage nouveau et homicide, alors qu'au contraire il faudrait réduire sa journée de travail de moitié.

M. Fernand DUBIEF, rapporteur. — Il est plus accablé à l'heure actuelle qu'il ne le sera si la loi est votée.

M. Édouard VAILLANT. — C'est une combinaison détestable que vous nous proposez dans cette loi, et c'est à cause de cette combinaison que nous n'avons pas accepté de discuter isolément cette partie de la loi de 1892. Nous pensons que la loi de 1892 doit être remaniée complètement, car nous voudrions réduire encore les heures de travail des enfants et arriver aussi à réduire légalement celle des adultes; c'est dans ces conditions seulement que nous

consentirons à discuter la loi de 1892 tout entière. Mais vous voulez, vous, ne remettre en discussion que deux articles; de telle façon que vous feriez voter à la Chambre la journée de onze heures non seulement pour les adultes, mais pour les enfants, qui ont maintenant celle de dix heures.

C'est abominable, cela ne peut pas être (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche*); nous protestons contre une proposition semblable, et nous demandons à la Chambre de ne pas la voter. Nous ajoutons qu'en réalité si la loi de 1892 n'a pas été appliquée, — vous le savez trop, — c'est à cause justement de cette résistance, que nous voyons apparaître précisément par le projet gouvernemental et par le projet de la Commission, c'est parce que les patrons tout-puissants n'ont pas voulu qu'elle soit appliquée et que comme aujourd'hui le Gouvernement leur a obéi.

Ils ont eu toujours influence dans les conseils du Gouvernement, et ils ont empêché non seulement le Gouvernement de l'appliquer, mais lui ont fait trouver tous les moyens pour éviter qu'elle ne fût appliquée. Nierez-vous qu'il y ait eu mauvaise volonté de la part du Gouvernement, alors que, faisant des règlements d'administration publique, au lieu d'édicter par ces règlements l'observation de la loi, il a créé exceptions sur exceptions pour rendre son application plus difficile. Quand on veut qu'une loi soit appliquée, il faut qu'elle soit simple et claire et que son mode d'application soit cherché de bonne foi. C'est ce qu'on n'a pas fait dans l'espèce. On avait déjà des inspections insuffisantes, et on crée des embarras aux inspecteurs non seulement en tournant contre eux les obscurités de la loi, mais en leur opposant des règlements d'administration publique compliqués, pleins de contradictions et de difficultés.

Si le Gouvernement et la Chambre le voulaient, la loi pourrait dès maintenant être appliquée avec plus de facilités. La Commission supérieure du travail, les inspecteurs eux-mêmes en conviennent. J'ai eu moi-même le témoignage d'inspecteurs disant que les résistances contre la loi disparaissaient de plus en plus, que l'application en était facile et que la plus grande difficulté résultait des dispositions arbitraires des règlements et de la complicité patronale et gouvernementale. Des ministres ont avoué ici avoir empêché l'application de la loi.

Nous avons eu cependant l'espoir que cette loi serait appliquée, car par circulaire, le Ministre du commerce avait déclaré qu'il l'appliquerait à partir du 1^{er} janvier 1900. C'est ce que nous demandons. Mais le rapport vous dit : Si vous votez le texte qui vous est proposé, ce texte ira au Sénat. (*Très bien! Très bien!*) Quel sera le résultat immédiat? C'est que le Ministre sera dispensé, et il l'a dit, de faire appliquer à partir du 1^{er} janvier 1900 la loi de 1892.

M. LEMIRE. — Voilà le danger. Je demande la parole.

M. Édouard VAILLANT. — C'est ce qu'avec le patronat il espère et veut; mais nous, nous demandons le contraire. Nous demandons que la protection édictée par la loi de 1892 pour les enfants et les filles employés dans l'industrie soit enfin une réalité; que cette protection trop retardée ne soit pas partielle et incomplète comme aujourd'hui, mais entière dès maintenant.

Messieurs, toute la question est là. Si la Chambre veut renier l'engagement d'honneur pris par sa devancière en 1892, si elle veut que la loi ne soit pas

appliquée, elle votera évidemment le projet de la Commission et du Gouvernement. Mais si la loi de 1892 a été faite sérieusement, si réellement vous en voulez l'application, comme maintenant il vous est possible de déclarer qu'on peut l'appliquer, eh bien ! vous la ferez appliquer. Pour cela, vous n'avez qu'un moyen, c'est de ne pas discuter, de ne pas voter le projet qui vous est soumis. Mon but en vous faisant cette proposition n'est pas d'introduire une question politique dans ce débat, mais de prendre en main la défense de la classe ouvrière.

Et en cela je me place autant au point de vue de l'hygiène qu'au point de vue du travail de la classe ouvrière, de ses intérêts de classe et de son droit humain.

Dans ces conditions, Messieurs, nous ne pouvons pas comprendre que vous vouliez rétrograder en deçà de la loi de 1892, alors que vous voyez que partout ailleurs on marche en avant.

M. HENRI LAMIEL. — Lorsque M. Terrier a voulu appliquer la loi de 1892, c'est bien moins du côté des patrons que du côté des ouvriers que sont venues d'innombrables réclamations.

A droite. Pour la loi sur les accidents, il en a été de même.

M. DEJEANTE. — Les ouvriers étaient excités par les patrons.

M. ÉDOUARD VAILLANT. — Permettez-moi de vous faire une observation, bien que déjà des interruptions parties du banc de nos amis vous aient répondu : toutes les lois de protection ouvrière n'ont pas trouvé un assentiment unanime même parmi ceux qu'elles devaient protéger.

N'avons-nous pas à vaincre, pour réaliser le progrès, aussi bien les résistances de l'ignorance que celles de la réaction ? Certes, nous les avons devant nous et c'est pour cela que nous luttons. Il est bien évident que des ouvriers, comme on vient de le dire, ont résisté à la loi sur les accidents et sont devenus ainsi des instruments des résistances patronales, sans se rendre compte qu'eux-mêmes combattaient les intérêts de la classe ouvrière par leurs protestations.

Il en est de même en ce qui touche la réduction de la durée de la journée de travail. Il y a encore des membres de la classe ouvrière qui n'ont pas une notion très exacte de leurs intérêts de classe. Mais ce n'est pas parce que quelques rumeurs ignorantes seront venues confirmer les résistances patronales, qu'il faut dire que la classe ouvrière est infidèle à ses propres intérêts.

Non, car dans toute sa partie consciente et organisée, elle est unanime à réclamer comme la meilleure des réformes qui, sous le régime capitaliste actuel, peut être réalisée, la réduction des heures de travail. C'est ainsi que la journée de huit heures est devenue le mot d'ordre des revendications ouvrières, célébrées par tout le monde ouvrier au 1^{er} mai.

Dans ces conditions, qu'avons-nous à demander ? C'est que l'évolution naturelle, le développement historique des revendications manifestées partout au point de vue de la réduction des heures de travail ne soient pas enrayés en France. Ils le seraient par la proposition qui vous est présentée par le Gouvernement et par la commission du travail ; historiquement, c'est un fait exact qui ne soulève aucune contradiction. Si malheureusement, par je ne sais quel sentiment hostile à la classe ouvrière, vous votiez cette proposition,

ce serait contre la classe ouvrière et contre le progrès social que vous agiriez.

Il est impossible de citer un seul pays, un seul lieu où la législation protectrice de l'enfance n'ait précédé toutes les autres législations de défense du travail et où nous n'ayons pas vu le progrès se réaliser par ce fait même.

Depuis, aucun n'a rétrogradé. Voulez-vous que seule la France républicaine recule ?

Plus la journée de travail de l'enfant est réduite et plus la classe ouvrière accélère son organisation et se met en état d'obtenir par ses propres forces et par ses efforts la réduction de sa journée de travail, en attendant que sous sa pression la législation enfin reconnaisse son droit à cette limitation des heures de travail aussi pour les adultes.

Dans ces conditions, sans vouloir étendre davantage cette discussion et ayant à reprendre, dans plusieurs amendements et sous divers points de vue, la proposition générale que je fais du maintien, pour le moment, de la loi de 1892 et de la mise en demeure adressée au Gouvernement de l'appliquer, comme il s'est engagé à le faire, à partir du 1^{er} janvier 1900, je viens vous dire : Messieurs, comprenez l'importance du vote auquel je vous convie. Je vous demande de ne pas passer à la discussion des articles. Voter contre le passage à la discussion des articles, c'est déclarer que vous voulez que la loi de 1892 soit appliquée, que l'enfance ouvrière soit protégée et que la classe ouvrière soit mise en mesure et dans la possibilité de défendre ses intérêts et, par son organisation, d'obtenir par elle-même, en attendant que la loi la lui donne, la limitation des heures de travail.

Si vous voulez voter le maintien de la loi de 1892 et son application au 1^{er} janvier 1900, comme l'a promis le Gouvernement, votez contre le passage à la discussion des articles, comme je vous le demande; si vous votiez le passage à la discussion des articles, si vous marchiez avec le Gouvernement, vous agiriez contre la classe ouvrière, contre le progrès social et républicain et vous vous rendriez coupables d'un véritable crime. J'espère que vous ne voudrez pas le commettre. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

M. Charles FERRY, *président de la Commission*. — Nous demandons l'urgence et le passage à la discussion des articles. (*Très bien ! Très bien !*)

Sur divers bancs. A demain !

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Laniel.

M. Henri LANIEL. — Je demande le renvoi à demain.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Je prie mon collègue et ami M. Laniel de reporter ses explications sur l'article 3 où nous pourrions traiter la question de la journée de dix heures.

M. Henri LANIEL. — Je n'ai pas l'intention de m'opposer à l'urgence et au passage à la discussion des articles; j'accepte volontiers la proposition de M. le Président de la commission.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte la Chambre sur l'urgence.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. de l'Estourbeillon, Fouquet, Gayraud, Porteu, Jules Galot, de Broglie, Roy de Loulay, de Pomereu,

Lemire, Savary de Beauregard, Derrien, Le Gonidec de Traissan, Jules Baron, Delpech-Cantaloup, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	523
Majorité absolue.....	262
Pour l'adoption.....	413
Contre.....	110

La Chambre des députés a adopté.

Je consulte la Chambre sur la question de savoir si elle entend passer à la discussion des articles.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Groussier, Vaillant, Walter, Paschal Grousset, Poulain, Berthelot, Florent, Bourrat, Fournière, Cornet, Bordier, Baulard, Calvinhac, Renou, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	456
Majorité absolue.....	229
Pour l'adoption.....	375
Contre.....	81

La Chambre des députés a adopté.

Plusieurs membres. — A demain !

Nombre de votants.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. Fernand DUBIEF, *rapporteur*. — Je viens prier la Chambre de faire encore un très léger effort. Je voudrais lui demander de voter l'article 1^{er} nouveau de la proposition de loi. En votant cet article, la Chambre ne s'engagera pas dans la discussion du fond; elle dira simplement qu'elle accepte la déclaration qui était faite au début de la discussion par le Président de la Commission du travail, c'est-à-dire que la loi se trouve limitée à la modification de l'article 3 de la loi de 1892 et de l'article 2 du décret-loi des 9-14 septembre 1848.

Sur divers bancs. — A demain.

M. LE PRÉSIDENT. — J'entends demander le renvoi à demain (*Oui! — Non!*) Je vais consulter la Chambre. Mais je crois devoir la prévenir que M. Vaillant a présenté un amendement qui constitue un véritable contre-projet et qui tend à modifier l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels.

Par conséquent, l'amendement de M. Vaillant devrait être discuté et mis aux voix avant l'article 1^{er} du projet de la Commission. (*A demain!*)

Je consulte la Chambre sur le renvoi à demain de la suite de la discussion.

(La Chambre, consultée, se prononce pour le renvoi.)

..... ?

SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 1899.

.....
M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Dans sa séance d'hier, la Chambre a prononcé l'urgence et ordonné le passage à la discussion des articles; mais il a été entendu que M. Laniel, qui n'a pu prendre la parole dans la discussion générale, serait entendu sur l'article 1^{er}.

Avant d'aborder l'examen de cet article, je rappelle que la commission ne présente plus actuellement que deux textes : 1^o celui qui modifie l'article 3 de la loi de 1892; 2^o celui qui modifie l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848.

Une motion préjudicielle est présentée par la Commission pour disjoindre du débat actuel et renvoyer à un examen ultérieur, les articles de la loi de 1892, ainsi que les amendements qui s'y réfèrent, qui ne sont pas rapportés par la Commission.

Cette motion présentée sous la forme d'un projet de résolution, est ainsi conçue :

« Sont disjoints de la proposition de loi soumise aux délibérations de la Chambre et renvoyés à la Commission du travail, avec les amendements qui s'y réfèrent, tous les articles de la loi du 2 novembre 1892, sauf l'article 3. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Fernand DUBIEF, *rapporteur*. — La Commission du travail demande à la Chambre de vouloir bien restreindre au seul article 3 le débat qui paraît devoir s'engager sur tous les articles de la loi de 1892 et de le limiter également à la modification que nous proposons d'apporter au décret-loi des 9-14 septembre 1848 sur le travail des hommes.

Notre intention est d'arriver à ce but que la loi de 1892, qui est, non pas, comme on l'a dit, une loi inapplicable, mais une loi pleine de déceptions pour le monde ouvrier (*Très bien! très bien! à gauche*), dont l'exécution est une source de difficultés de toutes sortes pour les chefs d'industrie, devienne facilement applicable, et que si elle ne réalise pas tous nos desiderata et tout le bien auquel nous aspirons pour la famille ouvrière, elle établisse tout au moins une situation normale et régulière pour tout le monde. (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*)

Vous reconnaîtrez, Messieurs, que le rôle du rapporteur en pareille circonstance est quelque peu difficile, puisqu'il se trouve en butte à l'ardeur progressiste de notre collègue M. Lemire, d'une part, et, de l'autre, à l'intransigeance socialiste de notre collègue M. Vaillant.

Je désirerais ramener le débat à ses justes proportions et sur son véritable terrain en relevant tout de suite deux erreurs commises hier : l'une, par M. Lemire, l'autre, par M. Vaillant, et sur lesquelles nos collègues ont toute leur argumentation.

M. Lemire nous a dit : Je serais avec vous, si vous n'étiez pas des hommes de recul, si vous vouliez marcher en avant dans la voie des réformes sociales; si vous aviez voulu, comme il semblait que ce fût votre intention au début, unifier à onze heures le travail des enfants, des filles et des femmes, pour le ramener ensuite à dix heures, je serais resté solidaire de votre principe.

Eh bien, que mon collègue M. Lemire me permette de le lui dire, il a mal lu notre article 3. Cet article décide, en effet, que la durée du travail sera unifiée à onze heures; mais il inscrit, en même temps, le principe de la durée de la journée de dix heures dans un délai à déterminer.

M. COUTANT. — Dans trois ans!

M. LEMIRE. — J'ai mal compris alors M. le Ministre du commerce. On avait annoncé que le projet de la Commission était modifié et, parmi les modifications signalées, M. le Ministre du commerce n'avait pas retenu celle qui concerne l'intervention du Sénat et la limite de trois ans...

M. MILLERAND, *Ministre du commerce et de l'industrie*. — C'est une erreur, je vous demande pardon.

M. LEMIRE. — Je croyais que votre énumération était restrictive; elle n'était qu'indicative.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — C'est dans l'article 3.

M. LE RAPPORTEUR. — Erreur ne fait pas compte. Je n'insiste pas.

L'erreur de M. Vaillant est d'une autre nature. Il nous dit : Je préfère de beaucoup l'application au 1^{er} janvier 1900 de la loi du 2 novembre 1892, à toutes les modifications rétrogrades que vous nous apportez.

S'il était vrai, Messieurs, que l'enfant ne fît que dix heures de travail actuellement sous l'empire de la loi de 1892, s'il était vrai que nous devions relever de dix à onze heures la durée du travail de l'enfant et lui imposer par cela même une véritable surcharge nouvelle, M. Vaillant pourrait avoir raison et je comprendrais l'émotion qui s'est élevée dans la presse et dans un certain nombre d'esprits devant cette aggravation. J'ai entendu ce matin même le cri d'alarme d'un journal très intéressant que je lis régulièrement et qui intitulait un de ses articles : « Pitié pour les enfants! »

Serait-ce donc vrai que notre loi les menace?

Il faut que vous le sachiez, Messieurs, sous l'empire de la loi actuelle, par le défaut de ses prescriptions, l'enfant — là où l'on observe la loi, et ce n'est pas partout — l'enfant n'accomplit en réalité que dix heures de travail effectif, mais il est souvent retenu soit à l'atelier, soit dans la rue, à la disposition du patron pendant treize, quatorze et quinze heures! (*Interruptions à l'extrême gauche.*)

M. WALTER. — Que font donc les inspecteurs du travail?

M. Edouard VAILLANT. — Alors la loi est violée! (*Bruit.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Mes chers collègues, même en observant la loi, c'est-à-dire en ne faisant faire aux enfants, dans l'usine ou à l'atelier, que les dix heures prescrites par la loi, même dans ces circonstances, grâce au jeu savant des équipes roulantes et volantes, l'enfant ne reste pas seulement dix heures dans l'atelier.

M. WALTER. — Cet argument porte contre vous.

M. LE RAPPORTEUR... — Il y reste en réalité treize, quatorze ou quinze

heures, ou, s'il n'est pas dans l'atelier, il est dans la rue, ce qui est peut-être pis encore; car il est ainsi exposé à toutes les tentations du vagabondage; il est hors de la garde non seulement des contremaîtres de l'usine, de ceux qui sont chargés de le surveiller à l'intérieur, mais hors de la surveillance des parents, loin de la maison paternelle, exposé à toutes les tentations. Je ne connais rien de pire qu'une pareille situation. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Il ressort de ces rapides observations qu'en réalité nous ne sommes pas les défenseurs d'une cause qui aurait pour résultat d'accabler l'enfant sous un travail nouveau plus prolongé et réellement plus considérable que celui auquel il est astreint aujourd'hui.

Nous l'obligeons pendant un délai déterminé à subir onze heures de travail effectif par jour et onze heures, pas davantage, de présence à l'atelier, grâce à la suppression du mécanisme des équipes tournantes et volantes; si nous poursuivons ce résultat, c'est que nous trouvons en compensation cet avantage considérable de permettre à l'industrie française de s'exercer normalement; nous cessons de l'obliger à recourir constamment à des infractions à la loi, plus ou moins dissimulées, et aux fraudes que n'arrivent pas à saisir les inspecteurs du travail quels que soient leur bonne volonté, leur zèle et leur dévouement.

Nous réussissons ainsi — et ce n'est pas un résultat négligeable — à abaisser d'une heure le travail de l'homme dans les ateliers et les usines; l'homme ne travaillera plus douze heures, mais onze heures. Si c'est véritablement, comme le disait hier M. Vaillant, l'abaissement de la durée du travail de l'ouvrier que vous voulez atteindre par l'abaissement préalable du travail de l'enfant, ne voyez-vous pas que vous aurez déjà accompli une première étape vers ce but, par le vote de notre proposition de loi?

Actuellement, la durée légale de la journée de travail est fixée à douze heures par le décret de septembre 1848; nous le réduisons immédiatement à onze heures et, dans un délai qui sera de six ou quatre ans, suivant que vous en déciderez, vous aurez limité la journée à dix heures? N'est-ce donc rien? (*Applaudissements.*)

Ces résultats me paraissent très désirables; ils auront le grand avantage de mettre l'industrie française dans une situation acceptable, de ne pas l'obliger à ruser continuellement avec la loi (*Très bien! très bien! à gauche*), à créer toutes sortes de systèmes et d'organisations dans lesquels, soyez-en sûrs, ni l'ouvrier ni le patron ne trouvent leur compte. (*Très bien! très bien! à gauche.*) Nous obtiendrons cet excellent résultat, à la condition de voter la disjonction que je vous demande et de limiter notre effort à la discussion de l'article 3 et de l'article 1^{er} du décret-loi de septembre 1848 abaissant à onze heures la durée de la journée de travail des hommes. (*Applaudissements à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Vaillant.

M. Edouard VAILLANT. — Messieurs, la demande de disjonction précisée aujourd'hui par la Commission me permet de préciser à mon tour mes critiques et de vous montrer d'une façon plus claire encore ce que réclame la Commission. Si elle nous demandait d'examiner dans sa totalité la loi du 2 novembre 1892, comme on l'a fait au cours de la précédente législature,

nous serions d'accord. En effet, cette loi contient des contradictions et des imperfections, et nous ne tenons pas moins que vous pouvez y tenir vous-même, Monsieur le Rapporteur, à les effacer, et nous tenons plus encore à y introduire plus de protection pour les travailleurs dont nous désirons réduire encore la durée du travail.

C'est ainsi qu'avec la Commission nous proposerions la suppression de ces équipes volantes et alternantes qui permettent aux industriels de tourner et de violer la loi.

Ce n'est pas cela que nous demande M. le Rapporteur : il nous demande de borner la discussion à la question principale pour nous, de la durée du travail des enfants, insérée dans l'article 3, c'est-à-dire que, au lieu de la réduire, M. le Rapporteur nous propose de relever de dix heures à onze heures la journée de l'enfant.

Cette proposition est inacceptable; elle va à l'encontre de tout progrès. C'est l'acte le plus réactionnaire qu'on puisse imaginer. Voilà les raisons pour lesquelles je maintiens les critiques que j'ai formulées hier contre cette proposition.

Si nous entreprenions d'examiner toute la loi, alors nous aurions beaucoup d'améliorations à y apporter. Non seulement nous vous demanderions de réduire encore la durée du travail des enfants, mais nous demanderions aussi de réduire la durée du travail des femmes et des adultes. Nous discuterions tout un ensemble de questions relatives aux conditions du travail dans l'industrie.

Ces questions sont si importantes qu'elles demandent une mûre étude et après cette étude une délibération consciencieuse et suffisamment étendue. Au lieu de cela, que fait-on? On veut enlever un vote qui priverait les enfants, à partir du 1^{er} janvier 1900, des effets qui résulteraient pour eux de la seule décision d'appliquer enfin strictement la loi.

Je ne peux m'empêcher de revenir sur les faits auxquels nous avons assisté. Il y a quelques jours personne ne savait que l'on allait discuter, et discuter dans les conditions où on nous l'offre, la question de la réforme de la loi du 2 novembre 1892. Elle a été subitement mise à l'ordre du jour, sans que le rapport eût été distribué, sans qu'on sût de quoi il s'agissait. Et alors que nous croyions que l'on allait, comme dans la précédente législature, discuter avec ampleur toute la loi de 1892, on nous propose de n'en discuter qu'une partie, qui se réduit à ceci : augmentation de la durée du travail des enfants. Car, on aura beau dire, les industriels sont mécontents des effets de la loi de 1892 qui a trop réduit à leur gré le travail des enfants; ils veulent qu'on en augmente la durée.

Pour l'obtenir, ils prétextent qu'ils ont des difficultés parce que les heures de travail sont différentes, que l'enfant ne travaille pas pendant la même durée que l'ouvrier majeur.

Que les industriels aient eu cette pensée et que le Sénat les ait suivis, il n'y a à cela rien d'étonnant. Mais quand il y a trois ans, les mêmes réclamations se produisant, on est venu nous proposer de discuter la loi de novembre 1892, le Gouvernement — je ne me rappelle plus quel était le ministère au pouvoir — n'a pas osé nous demander de disjoindre de cette loi

un article spécial et de faire l'acte réactionnaire auquel on nous convie aujourd'hui.

C'est pourquoi je ne peux pas comprendre qu'on nous propose cette disjonction; ou du moins je le comprends très bien, en ce sens qu'on ne peut pas avoir, en agissant ainsi, d'autre but que de dégager la parole du Ministre du commerce et de lui permettre de ne pas appliquer la loi de 1892.

Je vous l'ai dit hier: il résulte du témoignage de la Commission supérieure du travail qui est hostile à la loi de 1892, qu'elle ne rencontre plus de résistance. On est en train de l'appliquer, on peut donc l'appliquer; il suffit pour y arriver que le Gouvernement ordonne une inspection sérieuse, rigoureuse, efficace.

En 1896, tous ceux qui réclamaient la réforme de la loi de 1892 ont lu des témoignages d'inspecteurs qui indiquaient que les résistances diminuaient de jour en jour. Aujourd'hui elles ont presque disparu. Pourquoi se confie-t-on au Gouvernement et lui demande-t-on d'intervenir pour empêcher d'appliquer la loi?

Si vous repoussez la disjonction et si vous obligez le Gouvernement à appliquer la loi de 1892, la journée de l'enfant étant établie à dix heures, elle entraînera forcément l'unification de la journée à dix heures pour l'adulte.

Les industriels, dans tous les pays, ont toujours résisté à la réduction des heures de travail, et c'est à ce moment que le Gouvernement intervient pour sauver le patronat d'une éventualité qu'il paraît redouter, et il le sauve en réclamant de la Chambre le vote d'un texte que celle-ci peut bien voter, mais que pour la quatrième fois le Sénat repoussera.

Ce qu'on vous propose est contraire, on peut le dire, à toute notion de progrès. Nous voyons non seulement la journée de dix heures, mais la journée de neuf heures et celle de huit heures conquérir une place de plus en plus grande dans tous les pays. Nous aurons d'ailleurs à discuter cette question à propos des amendements qui viendront tout à l'heure en discussion.

La Chambre a dû comprendre aux explications de M. le Rapporteur qu'il s'agit simplement d'empêcher l'application de la loi du 2 novembre 1892 après le 1^{er} janvier 1900, application qu'on nous avait promise et à laquelle nous tenions, faute de mieux, surtout en ce qui concerne la journée de dix heures de l'enfant.

Eh bien, nous demandons, nous, que la loi de 1892 soit appliquée; nous avons démontré qu'elle pouvait l'être et que, si elle ne l'était pas, c'est que patrons et gouvernants ne le veulent point. Bien au contraire, on veut l'abroger, et il faut que les enfants payent la rançon de ce compromis entre le Gouvernement et le patronat. Vous ne commettez pas un acte semblable. Vous pouvez d'autant moins le commettre, Messieurs, qu'il est facile de répondre aux critiques qu'on peut adresser à la loi de 1892 qui est difficile à appliquer uniquement par suite des restrictions qu'y a apportées le Sénat lors de sa discussion, restrictions que la Chambre avait repoussées.

Il semble même que le Gouvernement n'ait pas trouvé l'application de cette loi assez difficile. Il est, en effet, intervenu par des règlements d'administration publique. Il a accumulé les contradictions, les difficultés et les

exceptions, de telle sorte que la loi est devenue encore plus difficile à appliquer que le jour où elle est sortie des délibérations du Parlement. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

Eh bien, si de bonne foi, on voulait appliquer cette loi, ne se bornerait-on pas à demander qu'on l'améliore, qu'on l'amende? Viendrait-on, comme on le fait aujourd'hui, nous proposer d'augmenter la durée de la journée du travail de l'enfant? Est-ce que, au lieu d'unifier les heures de travail en augmentant la journée de l'enfant, on ne nous proposerait pas de le faire en réduisant la durée de la journée des femmes et des adultes? Là serait la solution dans le sens du progrès, tandis que la solution proposée par la Commission et le Gouvernement est conçue dans le sens du recul.

En tout cas, si on ne veut pas arriver à cette solution, il est bien simple de proposer le maintien du *statu quo*, c'est-à-dire l'application immédiate de la loi de 1892. Cela nous permettrait de l'étudier dans sa totalité et de faire plus tard disparaître les contradictions, les exceptions, les difficultés qui rendent aujourd'hui son application difficile.

Voilà surtout pourquoi nous protestons contre la disjonction. Elle permettra à la Chambre de voter en quelques heures les mesures rétrogrades qui lui sont proposées et elle empêchera l'application de la loi du 2 novembre 1892. Le patronat, certes, battra des mains avec enthousiasme, mais la classe ouvrière protestera. Mes amis et moi, partout nous organiserons l'agitation et nous ferons entendre nos véhémentes et légitimes protestations contre une pareille résolution qui serait criminelle, homicide, meurtrière pour l'enfance.

Je ne crois pas que la Chambre puisse jamais se décider à adopter une telle proposition si elle comprend bien l'acte qu'on veut lui faire commettre. C'est pourquoi j'insiste afin que la Commission donne à la Chambre lecture des premiers articles et surtout de l'article 3; il sautera aux yeux de la Chambre qu'en réalité il s'agit non seulement de ne plus appliquer la loi du 2 novembre 1892, mais aussi de faire en sorte que, la loi nouvelle étant votée par fragments sans ensemble, à la faveur d'une discussion confuse, les dispositions injustes de la loi de 1892 soient maintenues.

Remarquez le fait qui peut se produire : supposez que vous votiez avec l'article 3 un ou deux amendements qui améliorent un peu la loi de recul que nous propose la Commission; que fera le Sénat? Il acceptera la partie mauvaise de la loi, c'est-à-dire la journée d'onze heures pour les enfants, et il rejettera les améliorations!

Le Ministre a déclaré que, si la modification qu'il propose était votée, il n'appliquerait plus la loi de 1892 à partir du 1^{er} janvier 1900. Mais alors, il n'y aurait plus de loi protectrice de l'enfance, la loi du 2 novembre 1892 n'existerait plus puisque vous n'y auriez substitué aucun nouveau texte.

Le seul moyen d'arriver à une solution conforme aux engagements de nos devanciers, le seul moyen de ne pas mentir à nos promesses, c'est de maintenir et de faire appliquer la loi du 2 novembre 1892, et c'est de mettre à l'ordre du jour de la prochaine session, la discussion de l'ensemble de cette loi afin que nous puissions en faire disparaître tout ce qui en rend l'application difficile et de repousser, dès maintenant, la disjonction, car cette dis-

jonction montre exactement et d'une façon très précise, le mal, le crime que l'on veut vous faire commettre contre l'ouvrier.

Cette proposition est éminemment dangereuse et aggrave le mal que l'on veut faire disparaître.

Remarquez que, si l'on ne proposait pas la disjonction, nous ne nous opposerions nullement à la discussion de la loi tout entière, car nous aurions tous un intérêt égal à la discuter avec ampleur, pour y introduire les améliorations désirables. Chacun de nous, à quelque doctrine qu'il appartienne, se trouverait dans les meilleures conditions pour en éliminer tous les éléments malfaisants. C'est dans ces conditions seules que nous pouvons accepter la discussion. Remarquez aussi que si vous acceptiez l'inscription à l'ordre du jour de la prochaine session de l'étude générale de la loi du 2 novembre, la promesse ministérielle serait tenue : à partir du 1^{er} janvier, on appliquerait la loi de 1892; on retirerait pour le moment de l'ordre du jour les modifications qu'on veut y apporter. Si, au contraire, vous acceptez cette disjonction, qui est une proposition incompréhensible de la part d'un homme de progrès comme M. Dubief, vous empêcherez l'application de la loi du 2 novembre 1892 et, en outre, vous voterez une mesure homicide pour l'enfant.

Vous le voyez donc bien, la question se réduit à ceci : si vous acceptez la disjonction, vous commettez, de complicité avec la Commission du travail, l'acte contre lequel je vous mets en garde; si vous acceptez, au contraire, de repousser la disjonction et d'inscrire à votre ordre du jour de la session prochaine la discussion générale de la loi du 2 novembre, vous permettrez l'application de cette loi, suivant la promesse ministérielle, à partir du 1^{er} janvier. C'est la certitude de son application.

Mais si vous n'admettez pas de mettre à votre ordre du jour la discussion de la totalité de la loi du 2 novembre, si vous votez la disjonction, immédiatement le Ministère est dégagé de sa promesse; il n'exécute plus la loi, comme il l'avait promis par sa circulaire, à partir du 1^{er} janvier 1900; et, d'un autre côté, non seulement la loi de 1892 est supprimée, mais vous décidez en même temps de donner pour étrennes aux enfants de la classe ouvrière la journée de onze heures au lieu de dix. Je ne crois pas que vous puissiez vous y résoudre. Vous repousserez, grâce au scrutin que je dépose sur le bureau, la proposition de disjonction qui vous est faite par la Commission. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Bruit au centre.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Lemire.

M. LEMIRE. — Hier, il y a eu erreur parce que nous ne savions pas au juste quel était le projet de la Commission. Maintenant que la Commission s'est expliquée, je demande à dire quelques mots pour éclaircir deux points, car je désire qu'il n'y ait ni surprise ni méprise.

Nous sommes en face de deux articles que l'on nous propose de modifier : 1^o l'article 3 de la loi de 1892; 2^o le décret-loi de 1848 sur le travail des hommes. A la loi de 1892, qui ne concerne que le travail des femmes et des enfants, on propose de faire la modification suivante : dorénavant, si la loi que nous discutons est appliquée, on travaillera onze heures au lieu de dix. Première modification.

Deuxième modification demandée comme condition de la précédente :

nous promettons que le travail sera réduit, dans trois ans, à dix heures et demie, et, au bout de six ans, à dix heures.

Telle est la première série de modifications, et elles concernent la loi de 1892.

Quant au décret-loi de 1848, il est modifié de façon que, dans tous les ateliers où travaillent simultanément des femmes et des hommes, le travail même des hommes, au lieu d'être de douze heures comme partout, ne dépassera pas onze heures.

C'est bien là ce qu'ont dit M. le Ministre et la Commission. (*Assentiment.*)

On nous apporte donc deux promesses avantageuses, en échange desquelles on demande notre adhésion à un vote pénible. On conclut qu'il n'y aura pas de recul réel, mais un recul apparent et sur un point, pour commencer une marche en avant sur deux autres points, d'après M. le Ministre.

Aujourd'hui, dit M. le rapporteur de la Commission, on travaille douze heures, soit parce que l'Administration ferme les yeux, soit parce que les enfants, au lieu de traîner sur les chemins, sont conservés dans l'atelier; et, au fond, il vaut mieux, dans ces conditions, qu'ils restent à l'atelier. (*Très bien! très bien!*)

Mais, à partir de demain, ajoute M. le rapporteur, si la loi est votée, au lieu de travailler douze heures ou de traîner sur les routes, comme le travail sera unifié, les enfants travailleront onze heures. Premier avantage. Deuxième avantage : dans trois ans, ils ne travailleront que dix heures et demie, et, dans six ans, dix heures seulement.

Vous avez ajouté une autre considération, Monsieur le Rapporteur; vous avez dit que ce qu'on déplore le plus, ce sont les équipes roulantes. Or, si vous ne visez que l'article 3 de la loi de 1892, si vous ramenez toute la discussion à cet article, vous ne supprimez pas le moins du monde les équipes roulantes.

M. MILLERAND, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.* Mais si.

M. LE RAPPORTEUR. — Voulez-vous me permettre un mot?

M. LEMIRE. — Je vous demande pardon. Vous donnerez vos explications, Monsieur le Rapporteur, quand j'aurai exposé d'où vient, selon moi, la difficulté.

L'article qui vise les équipes roulantes dans la loi de 1892, ce n'est pas l'article 3, mais l'article 4. Or vous ne discutez pas l'article 4, vous n'y touchez pas.

M. LE RAPPORTEUR. — L'article 4 vise les relais, c'est-à-dire cette organisation du travail qui permet à une première équipe de travailler pendant neuf heures, par exemple, et à une seconde équipe de travailler ensuite pendant neuf autres heures. Mais les équipes tournantes et roulantes, auxquelles je fais allusion, sont absolument défendues par le paragraphe final de l'article 3, qui dit : « Les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la loi. »

M. LEMIRE. — Est-ce là une disposition nouvelle?

M. LE RAPPORTEUR. — Parfaitement! L'obligation d'un repos aux mêmes heures supprime de ce fait toutes les équipes roulantes et tournantes.

M. LEMIRE. — Donc, si nous votons le dernier paragraphe de l'article 3 tel qu'il nous est présenté, nous supprimerons cet inconvénient, qui est très grave.

Alors je m'en réjouis, mais je ne suis pas complètement rassuré.

Je suppose que la Chambre vote la disposition que vous nous présentez : cette disposition ne reproduit pas l'article tel qu'il nous vient du Sénat; elle devra y retourner, n'est-ce pas, Monsieur le Ministre? Qu'arrivera-t-il? Le Sénat est évidemment moins progressiste que nous. (*On rit.*) Je ne veux pas médire du Sénat...

M. BALSAN. — N'en parlez pas!

M. LEMIRE. — ... cependant je dois en parler, car nous ne pouvons pas aboutir sans lui. Le malheur est que faisant une loi de progrès, elle a neuf chances sur dix de lui déplaire. On nous a promis, quand nous avons voté la loi sur les successions (*Applaudissements à gauche*), que le Sénat l'adopterait promptement : elle attend encore.

Je ne demande pas mieux que d'espérer. Si je puis avoir la promesse formelle que le Sénat votera les trois paragraphes de l'article 3 dans un délai qui ne soit pas très long, je voterai votre disposition, parce qu'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras.

Je me méfie un peu du fonctionnement de votre régime parlementaire, et c'est pour cela que je suis à cette tribune. Je vais poser la question parce qu'elle mérite de l'être; je suppose que le Sénat ne vote que le premier paragraphe de notre article, à savoir que dorénavant on travaillera onze heures : que ferez-vous, Monsieur le Ministre?...

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Il n'y aura rien de fait.

M. LEMIRE. — Nous aurons donc fait une manifestation de bonne volonté, mais purement platonique.

Que deviendra après — c'est ici ma question précise — la loi de 1892?

M. WALTER. — Oui, que deviendra cette loi?

M. LE RAPPORTEUR. — Toutes les fois que nous votons une loi, nous faisons une manifestation sur laquelle nous appelons le Sénat à se prononcer. Nous sommes donc dans les circonstances tout à fait habituelles et nous avons quelque espoir de voir le Sénat accepter ce qui est une transaction, d'autant plus qu'elle est extrêmement modeste. Cependant elle ne nous fait pas abandonner le principe vers lequel nous tendons, qui est la journée de dix heures. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

M. LEMIRE. — Je fais observer que si nous persévérons dans la loi de 1892, nous resterions sur nos positions. Remarquez que nous acceptons une disposition rétrograde, qui nous vient du Sénat, et qui a l'air d'être toute sa pensée!

M. WALTER. — Très bien!

M. LEMIRE. — Nous l'acceptons conditionnellement pour faire une modification qui doit être soumise au Sénat. Et si le Sénat s'avise de repousser net cette modification, dans quelle situation serons-nous?

M. WALTER. — La loi de 1892 n'existera plus.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Je m'expliquerai.

M. LEMIRE. — Nous aurons devant le pays une attitude humiliée d'hommes

qui se sont donné tort à eux-mêmes, et cela gratuitement. De plus, la loi de 1892 ayant été entamée par cette discussion, ayant été signalée comme une loi inapplicable, comment fera le Gouvernement pour l'appliquer?

M. COUTANT. — Il ne l'appliquera pas!

M. LEMIRE. — J'insiste : le jour où cette loi qui est déjà si antique aura encouru le blâme officiel de la Chambre, le jour où elle aura été signalée au pays comme inapplicable, je le répète, que fera le Gouvernement? Il sera bien plus gêné qu'aujourd'hui; car aujourd'hui il peut dire : « Lorsque je demande l'application de la loi de 1892, je m'appuie sur la Chambre qui est issue du suffrage universel; si je rencontre des résistances, elles viennent d'une autre Chambre, qui est bien une Chambre haute en paroles, mais qui ne l'est pas devant le pays. (*Applaudissements à droite. — Rumeurs au centre et à gauche.*)

Faisons une hypothèse inverse : Si la loi de 1892 était tenue en échec par la Chambre, le Président de la République, d'accord avec le Sénat, pourrait renvoyer les députés devant leurs électeurs et en appeler au pays de cette résistance opposée à une réforme, à un progrès.

Au contraire, lorsqu'une loi votée par nous se heurte à l'inertie du Sénat, nous n'avons aucun moyen d'arriver à une solution. Ce n'est pas nous, députés, qui, d'accord avec le Président de la République, pouvons dissoudre le Sénat et en renvoyer les membres devant les électeurs; c'est le Sénat qui peut nous dissoudre.

Par conséquent, l'instrument de réaction reste entre les mains de ceux qui, d'accord avec le Président de la République, n'ont de comptes à rendre à personne; et c'est nous, qui tenons notre mandat du suffrage universel direct, c'est nous qui, avec un sens plus intime et mieux compris des exigences du monde ouvrier, c'est nous qui ne tenons pas notre mandat de conseillers municipaux faisant un voyage, aux frais de la République, au chef-lieu du département, c'est nous qui payons nous-mêmes les frais de nos élections et qui supportons tout l'effort de la lutte électorale, c'est nous dont on peut se passer et c'est notre vote qu'on peut traiter avec dédain! (*Très bien! très bien! à droite et sur divers bancs.*)

Lorsque M. le Ministre du Commerce sera venu dire ici ce qu'il compte faire devant le Sénat, quelle attitude il prendra devant cette Assemblée, que engagement ferme il obtiendra d'elle, et pour un laps de temps déterminé, et quand il l'obtiendra, je ne dis pas dans un an ni même dans six mois, mais dans quelques jours, alors seulement je pourrai voter la motion de disjonction; autrement je la repousse. (*Applaudissements à droite et sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Colle.

M. ALFRED COLLE. — Messieurs, la Commission ayant retiré l'article 4, je l'ai repris hier pour mon compte en y apportant quelques modifications. Ce article 4 renferme surtout deux points très importants qui concernent le travail de nuit et le travail à doubles équipes. Je demande, avec un grand nombre d'industriels, qu'on supprime et le travail à doubles équipes, et j'insiste pour que l'article 4 soit maintenu en discussion. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je suis saisi d'une proposition de résolution de M. Dron qui est ainsi conçue :

« La Chambre, approuvant le Gouvernement d'avoir formellement exprimé son intention de faire appliquer intégralement la loi du 2 novembre 1892, mais, consciente de la nécessité qui s'impose de modifier un certain nombre de prescriptions de cette loi, invite M. le Ministre du Commerce à différer l'application stricte de l'article 3 jusqu'au 31 mars prochain et décide de mettre à son ordre du jour l'examen des propositions qui lui seront soumises par sa Commission du travail immédiatement après le vote du budget de 1900. »

La parole est à M. Dron.

M. DRON. — Je sais très bien que mon rôle est ingrat, et sans doute je vais rencontrer l'opposition du Gouvernement et de la Commission; je tiens cependant, avant que vous vous prononciez sur la disjonction dont vous êtes saisis, à appeler votre attention sur la situation que va nous faire le vote de la proposition limitée qui est soumise à la Chambre.

L'article 1^{er} du projet de la Commission demande qu'on modifie seulement et exclusivement l'article 3 de la loi de 1892. La Commission est venue vous déclarer tout à l'heure qu'elle retirait la disposition par laquelle elle vous avait conviés antérieurement à modifier l'article 4, celui qui vise le travail de nuit.

C'est une concession un peu pénible qu'on vient demander à notre résignation habituelle; car nous sommes, nous ici, comme le disait M. Lemire, les éternels résignés. C'est nous qui sommes les représentants directs de ce peuple à qui nous avons beaucoup promis depuis dix ans et qui attend toujours la réalisation des réformes sociales, et c'est nous qui toujours devons céder devant l'opposition ou l'inertie d'une autre Assemblée, élue au suffrage restreint, qui semble représenter plus immédiatement les intérêts des patrons.

J'avoue que, pour ma part, ce rôle commence à me peser un peu. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*) Il me semble qu'il serait temps pour nous d'obtenir quelque chose de plus tangible en matière de réformes sociales et ouvrières.

J'appelle, en outre, votre attention sur ce point que la méthode de travail qu'on vous propose est profondément regrettable.

M. EDOUARD VAILLANT. — Très bien! très bien!

M. DRON. — Nous pensons — et je suis certain d'exprimer ici l'opinion de la plupart des membres de la Chambre — que la loi de 1892 est imparfaite et qu'elle doit être modifiée sur un certain nombre de points d'une importance capitale. Que nous propose-t-on aujourd'hui? On nous dit : Nous allons prendre l'un de ces points, celui qui a trait à la durée, celui qui vise l'unification des heures de travail. Celui-là, nous vous demandons de le régler. Et les autres? Les autres seront laissés de côté; on nous demande de les sacrifier.

M. CHARLES FERRY, *président de la Commission*. — Mais non!

M. DRON. — Je vous demande pardon! En effet, l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 subsiste toujours, comme le faisait remarquer tout à l'heure mon

honorable collègue M. Colle, et vous savez ce qu'il prescrit : le paragraphe 1^{er} supprime le travail de nuit ; les paragraphes 2, 3 et 4 le rétablissent sous la forme de travail à deux équipes de quatre heures du matin à dix heures du soir, des veillées et de toutes les dérogations qui y sont comprises. Voilà comment nous faisons des lois !

M. WALTER. — On arrive ainsi à des journées de seize heures !

M. DRON. — Pour une fois que nous entendons toucher à cette loi, je suppose que nous n'allons pas laisser passer cet article 4 qui est une abomination dans une loi ouvrière. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

La Commission répondait tout à l'heure et M. le Ministre me répondra sans doute : Oui, nous sommes d'accord avec vous. Il y a là des points à retoucher, mais cette réforme fera l'objet d'un débat ultérieur.

M. CHARLES FERRY, *président de la Commission du Travail*. — Oui !

M. DRON. — Ah ! oui, nous sommes édifiés à cet égard, Monsieur le Président de la Commission. Notre expérience, vieille de quinze ans, nous a fait connaître les lenteurs parlementaires, surtout quand il s'agit des réformes ouvrières, et nous savons très bien que si nous ne profitons pas aujourd'hui de l'occasion qui nous est offerte d'inscrire dans la loi les modifications que nous voulons apporter à l'article 4 et à certaines autres dispositions de la loi, nous ne pourrons jamais aboutir ou du moins nous n'aboutirons pas avant dix ans. (*Applaudissements à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Vous avez oublié que pendant un mois, durant la dernière législature, vous avez travaillé, comme rapporteur, à la revision générale de la loi de 1892 et que vous avez échoué misérablement ; qu'après quinze jours de discussion nous n'avons pu dépasser l'article 3. Et c'est parce que la Commission actuelle, dont la majorité est composée des membres de l'ancienne Commission, a assisté à ce spectacle lamentable qu'elle s'est résolue à ne présenter qu'une revision limitée. (*Très bien ! très bien !*)

M. DRON. — Mais pourquoi limitez-vous aujourd'hui cette revision à l'article 3 ? Vous aviez tout d'abord décidé de supprimer les veillées et un certain nombre de dérogations au travail de nuit prévu par l'article 4. Pourquoi venez-vous nous dire maintenant qu'il faut maintenir ces exceptions que vous étiez disposés à supprimer hier ? Voilà ce qu'il faudra expliquer à la Chambre.

Plus je réfléchis et plus je me rends compte de l'imprudence que l'on veut nous faire commettre. Je ne peux pas me résigner à faire un pareil sacrifice, d'autant plus que l'on ne cherche pas à nous le faciliter par des compensations légitimes et que nous étions en droit d'attendre.

On nous invite à renoncer à une disposition essentielle, à un principe qui est inscrit dans la loi, pour la protection de l'enfance, au principe de la durée de dix heures pour les enfants de treize à seize ans et pour les adolescents de seize à dix-huit ans. Voilà ce que vous nous demandez d'abandonner. C'est un gros sacrifice. Qu'est-ce que vous nous offrez en retour ?

Vous nous offrez une promesse de réduction de la journée de travail à dix heures. Quand ? Dans six ans, d'après les propositions mêmes de la Commission du travail ; c'est-à-dire qu'alors que depuis dix ans nous affirmons ici

le principe de la journée de dix heures, alors que j'ai été chargé par la Commission du travail de la législature précédente de vous apporter ici, en 1895, un rapport qui concluait à la journée de dix heures dans un délai de trois ans, on dit aujourd'hui, quatre ans après : c'est dans six ans seulement que vous pourrez espérer cette réforme. Il n'est pas possible de soumettre notre résignation à pareille épreuve.

Que nous offrez-vous encore ? Ce que disait M. le Ministre du Commerce dans la séance d'hier : la suppression des relais.

Je reconnais que la suppression des relais est une réforme très désirable, seulement elle n'est pas suffisante. Quand vous aurez supprimé les relais, si vous laissez les deux équipes prévues par l'article 4, vous aurez absolument les mêmes abus. La vérité saute à tous les yeux, le patron s'ingéniera à tourner par un procédé quelconque, toutes les lois de limitation de la durée du travail que vous voterez. S'il ne peut plus les tourner par les relais, il les tournera par le travail à deux équipes qui a, en outre, l'inconvénient de rétablir le travail de nuit. Il ne serait pas difficile de vous démontrer, si l'article 4 venait en discussion devant vous, que les deux équipes auront les mêmes inconvénients que les relais et que, par conséquent, la réforme que vous nous apportez est incomplète, presque insignifiante. Voilà la vérité.

Maintenant quels avantages y a-t-il à procéder comme on le fait ? C'est ici le point délicat de la question, et je l'ai effleuré dans mon projet de résolution. L'avantage, c'est de dégager M. le Ministre du Commerce...

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Non !

M. DRON. — Attendez. ...de l'engagement formel qu'il a pris d'appliquer à la lettre l'article 3 de la loi du 2 novembre au 1^{er} janvier 1900. Monsieur le Ministre du Commerce, je ne vous le reproche pas, loin de là ! J'approuve la déclaration que vous avez faite et je loue votre conduite ; je vous félicite d'avoir eu nettement conscience de votre devoir de Ministre. La loi est la loi, les Ministres oublient trop souvent que leur devoir est de l'appliquer. Nous sommes habitués à rencontrer trop de défaillances dans la vie publique ; nous n'avons que trop rarement l'occasion de féliciter des hommes capables de prendre une résolution virile, et c'est pourquoi il ne saurait entrer dans ma pensée de blâmer l'énergie que vous avez montrée dans cette circonstance.

M. JOURDE. — Vous demandez que l'application de la loi soit encore retardée de trois mois.

M. DRON. — Elle le serait bien plus si le projet de la Commission était voté, et la réforme serait incomplète.

Voilà donc le résultat qu'il faut obtenir : Dégager M. le Ministre de l'engagement qu'il a pris pour le 1^{er} janvier 1900.

Est-ce qu'on ne pourra pas l'obtenir par une autre voie ? Il ne faut pas se faire d'illusion, mon cher collègue. Nous allons aujourd'hui, je suppose, émettre un vote...

M. JOURDE. — Je demande la parole.

M. DRON. — ...conforme au désir de la Commission et du Gouvernement. Mais le Sénat, quand votera-t-il cette loi ? Pas avant deux ou trois mois. Par conséquent il n'y aura rien de fait quand la Chambre aura pris la

décision limitée qu'on lui demande ; alors à quoi bon cette précipitation qu'on nous impose aujourd'hui ? Pourquoi ne nous permet-on pas d'apporter à la loi du 2 novembre 1892 les autres modifications qui, elles aussi, sont indispensables ?

Il y a des difficultés pratiques, matérielles, auxquelles M. le Ministre se heurterait, s'il voulait appliquer à la lettre l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 ; je le reconnais avec lui. Qu'on le veuille ou non, nous sommes en présence d'une situation de fait due à la tolérance, à la faiblesse dont on a fait preuve pendant quatre ou cinq ans. Les intéressés ont pris l'habitude de considérer cette situation de fait comme normale, comme un droit acquis pour eux. Cette difficulté d'application de la loi, je ne la méconnaiss pas, et c'est pourquoi je vous offre un moyen de sortir d'embarras, en vous invitant à ne pas appliquer strictement tout de suite les dispositions de l'article 3.

M. Vaillant, lui, ne veut tenir aucun compte des difficultés que le Ministre rencontrerait s'il voulait appliquer à la lettre et strictement l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892. Pour ma part, je ne suis pas de son avis ; j'estime que dans ces sortes de matières on ne saurait agir brutalement ; je ne crois pas qu'il faille casser les vitres ; on ne peut pas demander au Ministre du Commerce actuel, quand ses prédécesseurs ont pendant cinq ans toléré la journée de travail d'onze heures pour les enfants, de venir brusquement, du jour au lendemain, appliquer la limite de dix heures. Il se produirait des mécontentements, des récriminations, des conflits peut-être dont personne ne voudrait assurément prendre la responsabilité.

M. DEJEANTE. — On n'a pas demandé tant de temps pour appliquer les lois scélérates.

M. DRON. — Ce que je me borne à vous demander, c'est de gagner un peu de temps, les deux ou trois mois qui nous seront nécessaires pour examiner toutes les dispositions de la loi du 2 novembre 1892 qui doivent être revisées.

Il y a sept ans que nous patientons : qu'importent deux ou trois mois de plus ? Mais il faut que la réforme soit complète.

M. Edouard VAILLANT. — Très bien ! très bien !

M. DRON. — Je le répète en terminant, si vous acceptez ce que vous demande aujourd'hui le Gouvernement, vous pouvez être assurés que les retouches qui devaient être apportées à la loi de 1892, en dehors de celles qui nous sont soumises, seront définitivement ou du moins pour un long délai mises de côté. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*) Le Sénat consentira peut-être à voter une partie des dispositions que nous allons lui transmettre. Quant au travail de nuit, quant aux veillées, quant à tout ce qui devait disparaître du texte de cette loi, il n'en sera plus question avant longtemps. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*) Je ne crois pas que nous devions nous prêter...

M. WALTER. — A une manœuvre semblable.

M. DRON. — Je n'appelle pas cela une manœuvre, mais je ne crois pas que nous devions nous prêter à une combinaison de ce genre.

Je le répète, ma proposition de résolution est un moyen de conciliation que je vous propose, c'est un moyen de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. Je regretterais vivement que M. le Ministre refusât de

l'accepter; quant à moi, je ne puis pas voter la disjonction présentée par la Commission du travail. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. Charles FERRY, *président de la Commission du travail.* — Avant que vous descendiez de la tribune, je vous demande de recueillir la déclaration que je vais avoir l'honneur de faire à la Chambre au nom de la Commission du travail.

La Commission prend l'engagement d'examiner et de rapporter avant le 1^{er} mars prochain tous les amendements qui lui seront proposés, et d'apporter une revision générale de la loi de 1892. (*Très bien ! très bien ! au centre.*)

M. DRON. — Monsieur le président de la Commission, je ne doute pas de vos bonnes intentions, mais le résultat obtenu n'y répondra pas. Le Sénat se saisira de la partie urgente que nous allons voter aujourd'hui, parce qu'il y sera moralement obligé par les instances de M. le Ministre du Commerce; mais n'espérez pas qu'il consente ensuite à s'occuper des modifications complémentaires qui feront l'objet d'un deuxième projet de loi. L'avenir justifiera mes craintes et nous n'en entendrons plus parler de longtemps. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Laniel.

M. Henri LANIEL. — J'avais prévenu M. le Ministre de mon intention de déposer un projet de résolution à peu près identique à celui de M. Dron; mais M. Millerand m'a exprimé l'espoir que la Chambre voterait en une séance la loi qui lui est soumise. Dans ces conditions, j'ai ajourné le dépôt de mon projet de résolution. En présence de ce qui se passe, et comme j'abandonne l'espoir de voir la discussion aboutir aujourd'hui, je me rallie aux conclusions de la proposition de résolution de M. Dron.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du Commerce.

M. MILLERAND, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.* — Messieurs, personne n'est plus convaincu que moi de la sincérité des bonnes intentions que M. Dron a manifestées à la tribune. Je suis obligé pourtant de les décliner, et je demande à la Chambre la permission, en quelques mots que je m'efforcerai de rendre aussi rapides et aussi clairs que possible, d'expliquer pourquoi je dois l'inviter à maintenir le vote qu'à la majorité de 400 voix contre 107 elle a émis hier; à refuser, aujourd'hui comme hier, d'ajourner après le vote du budget la discussion du projet de loi qui lui est soumis, et pourquoi, en même temps, je la prie de voter la motion de disjonction qui lui est présentée par la Commission. Pour la convaincre, il me semble que le seul moyen est de lui montrer qu'elle ne peut faire une œuvre utile et efficace qu'à la condition d'accepter cette procédure.

Je comprends très bien le regret qu'éprouve un homme comme M. Dron qui a étudié de près la loi de 1892, qui en connaît toutes les imperfections, qui les a signalées dans un rapport remarquable, je comprends le regret qu'il éprouve à être obligé de laisser subsister dans cette loi tant d'imperfections et à devoir limiter l'effort réformateur de la Chambre à un point unique. Ce regret, je le partage. Mais, en vérité, comment pourrais-je, comment la Chambre pourrait-elle se rallier à la motion de M. Dron, qui, sous prétexte que la loi, telle que la lui présente la Commission, ne réaliserait pas

tous nos desiderata, vous demande quoi ? de n'en réaliser aucun, de ne rien faire et de laisser la loi tout entière telle qu'elle est ? (*Très bien ! très bien !*) Messieurs, je comprends autrement notre devoir. Je vous demande de réaliser tout de suite quelque chose, et ma seule démonstration, celle qui, je l'espère, emportera l'adhésion et le vote de tous ceux qui veulent opérer une réforme sérieuse, consistera à vous faire toucher du doigt la réforme que vous allez opérer. Car il est temps, en effet, de dissiper l'équivoque grossière derrière laquelle, depuis le début de cette discussion, on se dissimule pour attaquer le projet qui vous est soumis.

On nous dit, Messieurs : « Mais lisez la loi de 1892, les enfants font des journées de dix heures. Et qu'est-ce que vous apportent le Gouvernement et la Commission ? Un projet qui décide que dorénavant ils feront onze heures ; c'est un crime social qu'on vous demande de voter. » Voilà la thèse.

M. WALTER. — C'est ce qui est écrit.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Eh bien ! nous allons voir ce qu'il y a sous ce qui est écrit. (*Interruptions sur plusieurs bancs à l'extrême gauche.*)

Que se passe-t-il dans la réalité ? Est-il vrai de dire qu'aujourd'hui les enfants ne font que dix heures ?

M. Édouard VAILLANT. — Parce que vous ne faites pas appliquer la loi.

M. LE MINISTRE. — Je vais vous répondre. Je ne vous ai pas interrompu, Monsieur Vaillant ; je vous demande la réciprocité.

M. Édouard VAILLANT. — Je demande la parole.

M. LE MINISTRE. — Est-il vrai que les enfants ne travaillent que dix heures ? Ce n'est pas exact, et la loi qui vous est proposée par la Commission ne fait qu'inscrire ce qui est à l'heure actuelle la réalité des faits, lorsqu'elle dit que les enfants mineurs et les femmes feront onze heures. (*Très bien ! très bien !*)

Mais j'entends bien, Messieurs, que si la loi se contentait d'enregistrer cette réalité de fait, jamais le Gouvernement ne l'aurait acceptée.

Et pourquoi donc, Messieurs, suis-je à la tribune pour soutenir de toute mon énergie le projet de la Commission ? C'est que cette constatation, inscrite par la Commission, n'est qu'une transition indispensable pour arriver à quoi ?

Il faut lire, Messieurs, en entier l'article 3 modifié de la Commission. Oui, sans doute, son premier paragraphe constate et déclare qu'enfants et femmes feront désormais onze heures ; mais il ajoute autre chose : il dit, dans son second paragraphe, que dans un délai que nous discuterons tout à l'heure... (*Exclamations et rires sur quelques bancs à l'extrême gauche.*) Je ne comprends pas, je l'avoue, cette hilarité : la Chambre est en train d'examiner un texte, nous en discuterons les diverses parties l'une après l'autre, et, lorsque nous arriverons à la question du délai, j'aurai l'honneur d'expliquer à la Chambre comme je l'ai dit, dès la première heure, à M. le rapporteur de la Commission du travail, pour quelles raisons je trouve que le délai de la Commission est trop étendu et pourquoi je me rallie, quant à moi, — et je l'ai fait dès le début — à l'amendement de M. Colliard. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Ce que j'expose en ce moment, c'est que le projet de loi qui vous est apporté par la Commission décide que, dans un certain délai, la journée de dix heures deviendra applicable non seulement d'une manière effective pour

les enfants, pour qui elle n'est aujourd'hui — nous verrons dans un instant pourquoi — qu'une illusion et qu'un leurre, mais en même temps à toutes les femmes, dont la durée légale de la journée est aujourd'hui d'onze heures et, dans les établissements mixtes, à tous les hommes dont la durée légale de travail est aujourd'hui de douze heures (*Applaudissements à gauche.*) Est-ce là un progrès médiocre? Mais écoutez donc les chiffres. Je les emprunte aux derniers rapports des inspecteurs du travail : Dans les établissements soumis aux lois sur le travail, il y a 433,637 enfants pour lesquels le projet que vous allez voter réalisera la durée effective du travail à dix heures...

M. LEMIRE. — A onze heures!

M. LE MINISTRE. — Je vous en prie; j'ai indiqué...

Un membre à l'extrême gauche. — Nous voilà bien loin du programme de Saint-Mandé!

M. LE MINISTRE. — Non, Monsieur! Je ne suis loin de rien de ce que j'ai fait.

M. LASIES. — Il le retrouvera plus tard!

M. LE MINISTRE. — Je vous remercie. (*On rit.*)

Le projet de la Commission réalise dans le délai que j'ai indiqué la journée de dix heures, non seulement pour les enfants, mais pour 603,185 femmes et pour 1,111,335 hommes. C'est-à-dire qu'en vertu de ce projet, dans un délai que vous serez appelés à fixer par une loi que vous allez voter, 2,148,157 travailleurs, soit environ 82 p. o/o des travailleurs de France, auront la journée de dix heures. Est-ce là un progrès négligeable? (*Applaudissements à gauche.*)

Mais j'entends bien, Messieurs, l'objection qu'on me fait : Ce n'est pas tout de suite que vous réaliserez ce progrès, cette journée de dix heures; ce n'est pas demain que vous allez l'instituer.

C'est vrai; et je demande à ceux de mes collègues qui m'interrompent s'ils l'ont fait eux-mêmes. Non, on ne l'a pas encore réalisé. La Chambre peut le faire aujourd'hui, pour l'appliquer dans un délai qu'elle détermine.

On me reproche ce délai. Mais en vérité, Messieurs, combien y a-t-il donc d'établissements auxquels va s'appliquer la nouvelle loi? Il y en a 157,569. Est-ce que quelqu'un ayant le sentiment des responsabilités du Gouvernement, ayant, je dirai, simplement du bon sens, soutiendra que du jour au lendemain, sans transition, on peut imposer à 157,000 établissements, — veuillez le comprendre, — l'application de la journée de dix heures non pas seulement aux enfants, mais à tout le personnel? C'est absolument impossible! (*Très bien! très bien! à gauche.* — *Interruptions à l'extrême gauche et à droite.*)

M. Laurent BOUGÈRE. — C'est de l'opportunisme!

M. LE MINISTRE. — J'ai placé la Chambre en face de la réalité. Quel est son devoir? C'est d'user de ses droits, d'émettre des votes.

Mais, me disait-on, — c'est M. l'abbé Lemire qui m'a posé cette question, — lorsque ces votes auront été émis, il faudra qu'une autre Chambre se saisisse de la question.

C'est vrai...

M. LEMIRE. — C'est là le danger!

M. LE MINISTRE. — ... et, ajoutait-on : Que ferez-vous alors ?

Je vais vous le dire ; je l'ai déjà dit à la Commission du travail et je n'ai aucun embarras à le répéter ici.

Lorsque je suis arrivé au Ministère, j'ai trouvé cette situation qu'un article de loi n'était pas appliqué, et pourquoi ? Parce qu'entre les Ministres et les patrons il était intervenu un *modus vivendi* ; mais — il faut le dire aussi pour rendre à chacun la justice qui lui est due — parce que l'application de la loi de 1892, sur ce point, présentait des difficultés que personne ne conteste et que M. Dron était tout à l'heure le premier à reconnaître.

Malgré ces difficultés, j'ai cru, comme on le disait, que la loi était la loi et que le Ministre devait faire son possible pour l'appliquer ; mais je n'ai pas dissimulé en même temps que cette application rencontrerait de très sérieuses difficultés, que je ferais tout ce qui serait en mon pouvoir et que j'utiliserais de mon droit pour les surmonter. Toutefois je n'ai pas dissimulé non plus — je ne pouvais pas le faire, personne ne s'y serait trompé — que la loi de 1892, si on la maintenait telle qu'elle est appliquée rigoureusement, aboutirait à quoi ? Peut-être sur certains points parviendrait-on à la faire respecter, mais sur trop d'autres points j'avais la crainte — et je l'ai encore — de me heurter aux résistances et — il faut bien le dire — à des fraudes qui sont favorisées par le texte même de la loi de 1892.

Après avoir fait mon devoir de Ministre en rédigeant les circulaires que j'ai envoyées aux préfets, j'ai fait encore mon devoir de Ministre en allant devant la Commission du travail, en lui signalant les difficultés et en lui disant : Pour faire disparaître ces difficultés, le concours du Parlement et du Gouvernement est nécessaire, et je vous demande votre collaboration. La Commission a bien voulu me la donner et je l'en remercie. (*Très bien ! très bien sur un grand nombre de bancs.*)

Il appartient maintenant à la Chambre de couronner l'œuvre de sa Commission.

Mais, dit-on, si le Sénat ne suit pas la Chambre ? . . .

A droite. — Qu'on le supprime ! (*On rit.*)

M. LE MINISTRE. — Je ferai devant le Sénat ce que je fais devant la Chambre.

J'ai dit à la Commission du travail : Si la Chambre ne croit pas devoir modifier la loi de 1892, le 1^{er} janvier 1900, je ferai appliquer la loi. Je dirai au Sénat, avec la même netteté, le même respect . . . (*Réclamations sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

Je répète que je dirai au Sénat : Si le Sénat ne croit pas devoir, dans un délai analogue à celui adopté par la Chambre, modifier la loi de 1892, le Ministre reprendra son droit et devra appliquer la loi actuelle. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Mais la loi actuelle présente tous les inconvénients que vous connaissez. La vérité est que vous vous trouvez en présence de deux thèses : l'une qui vous interdit de toucher à la loi de 1892 : cette loi est mauvaise, c'est vrai, vous dit-on ; mais on ajoute : ne prenez pas la responsabilité de substituer un mot à un autre, d'écrire « travail d'onze heures », à la place de « travail de dix heures », même si dans la réalité le travail est d'onze heures, et si votre loi

n'est faite que pour arriver à la journée de dix heures. (*Interruptions sur quelques bancs à l'extrême gauche.*)

Il est beaucoup plus commode de faire des discours que de prendre des responsabilités. (*Applaudissements à gauche.*)

A cette politique de formules et de mots, j'oppose la politique de choses et de réalités. (*Nouveaux applaudissements à gauche et sur plusieurs bancs à l'extrême gauche et au centre.*) Il se peut que, dans certains milieux, on essaye de profiter de l'équivoque pour agiter certaines masses. J'ai confiance, quant à moi, dans le bon sens de ceux-là mêmes qui sont les premiers intéressés à la modification de la loi de 1892. Faisons notre devoir, Messieurs, le reste n'a pas d'importance! (*Vifs applaudissements à gauche et sur divers bancs à l'extrême gauche et au centre.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Vaillant.

M. Édouard VAILLANT. — M. le Ministre du Commerce nous dit qu'il se contente d'inscrire dans la loi ce qui est déjà une réalité. Mais, quand nous lui demandons de tenir sa parole et d'appliquer la loi du 2 novembre 1892, c'est précisément pour qu'il fasse en sorte que ce qui est la lettre de la loi soit une réalité, c'est-à-dire que la journée de l'enfant soit, non plus seulement dans une partie des ateliers, mais dans la totalité des ateliers, une journée de dix heures. Or qu'est-ce qui a empêché jusqu'à ce jour que cela ne devienne une réalité? C'est la complicité du Gouvernement avec le patronat. (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

Est-ce que nous n'avons pas déjà entendu des ministres déclarer à cette tribune qu'ils n'avaient pas poursuivi l'application de l'article 3 de cette loi?

Est-ce que, par exemple, M. Lebon, dans une tournée n'a pas déclaré qu'il acceptait de ne pas donner à ses inspecteurs les instructions nécessaires pour l'application de cette loi? (*Interruptions à gauche.*)

Eh bien, Messieurs, M. le Ministre a déclaré que, à partir du 1^{er} janvier 1900, si vous ne votiez pas le projet qu'il vous présente, il serait tenu de faire appliquer la loi, et par conséquent cette partie de la loi est applicable.

Il est étrange, alors que pour nous la question principale est la réduction de la durée de la journée de travail pour les enfants, il est étrange, dis-je, qu'on vienne nous dire que cette disposition est inapplicable, alors surtout que nous savons par l'exemple des législations des autres pays que cette disposition est parfaitement applicable, puisqu'elle a été appliquée dans plusieurs pays étrangers. Si c'est possible dans ces pays, pourquoi serait-ce impossible en France?

M. Laurent BOUGÈRE. — Il n'y a pas de ministres socialistes dans ces pays-là!

M. Édouard VAILLANT. — Vers 1848, — le fait a été rappelé à cette tribune par un orateur socialiste, le citoyen Guesde, je crois — vers 1848, un ministre anglais avait accordé à quelques industriels la faveur de ne pas voir la loi appliquée à leur égard, il avait donné des instructions en ce sens à ses inspecteurs. Savez-vous ce qu'a répondu le corps des inspecteurs? Il a déclaré que le ministre n'avait pas le droit, par une circulaire ou des instructions,

de modifier la loi, que la loi fixant à dix heures la durée de la journée de travail pour les enfants serait appliquée, et qu'ils dresseraient procès-verbal contre les délinquants.

Voilà ce qui se passe dans les pays où l'on a le respect de la loi. (*Très bien! très bien! sur divers bancs à l'extrême gauche.*) Mais vous savez ce qui se passe dans ceux où la loi n'est respectée que dans l'intérêt des capitalistes : la loi reste lettre morte, et c'est seulement dans quelques industries, que le travail des enfants est réduit à dix heures.

Par conséquent, contrairement à la Commission, nous vous demandons de ne pas disjoindre de l'ensemble les dispositions qui visent spécialement cette durée du travail, c'est-à-dire l'article 3. C'est le point essentiel que nous voulons voir appliquer, la disposition qui doit être appliquée, suivant la parole ministérielle, à partir du 1^{er} janvier 1900. La loi deviendra alors une réalité sur ce point qui, à mon sens, a une importance considérable; ceci dit pour dissiper une équivoque apportée à la tribune, non par nous, mais par M. le Ministre du Commerce.

Il est évident qu'il y a dans la loi des imperfections multiples, des contradictions qu'il faut faire disparaître, et je vous rappelle que ces contradictions ont été introduites par les volontés contraires du Sénat et de la Chambre. La Chambre voulait la journée de dix heures, le Sénat n'en voulait pas; la Chambre ne voulait pas des équipes volantes, tournantes et alternantes ni de ces relais chevauchant les uns sur les autres, qui permettent toutes les fraudes; c'est le Sénat qui a introduit ces dispositions dans la loi. Eh bien! nous voulons, nous, faire disparaître de la loi ces imperfections et ces contradictions; nous voulons introduire dans la loi des dispositions claires, nettes, qui ne permettent pas aux règlements d'administration publique de faire le mal qu'ils ont déjà fait, qui ne leur permettent pas de venir compliquer la loi, de la contredire et de rendre difficile son application.

Vous arriverez de cette façon à une amélioration certaine. Mais cette amélioration, vous ne pouvez l'obtenir qu'à la condition de discuter l'ensemble de la loi, ce que je demande. Remarquez — je ne pourrais trop insister sur ce point et je vous prie d'y apporter toute votre attention — (*Parlez! parlez!*), remarquez que si vous ne disjoignez pas la loi en ce qui concerne le point essentiel, la journée de dix heures pour les enfants, cette disposition sera appliquée au 1^{er} janvier 1900; si vous disjoignez, la loi de 1892 n'existera plus, le travail de l'enfant sera, par suite, livré à l'arbitraire patronal, attendu que le Ministre ne demande pas l'application de l'article 3 de la loi actuelle.

Qu'arrivera-t-il? C'est une chose toute simple et de bon sens, et vous l'avez déjà vue : il n'y aura plus de loi du 2 novembre 1892, il n'y aura plus, par ce fait même, de restriction à la durée du travail de l'enfant, et vous aurez ainsi créé une aggravation terrible pour les enfants; en même temps, il est vrai, vous aurez créé une amélioration pour les adultes. Mais alors votre loi ira avec cette double face devant le Sénat. Savez-vous ce que fera le Sénat? Il ne considérera que la face qui aggrave le travail des enfants et, quant à l'autre, il ne voudra pas en prendre connaissance; il la repoussera, et vous aurez ainsi purement et simplement augmenté le temps de travail des enfants; ce sont

les malheureux enfants qui auront été sacrifiés! (*Applaudissements à droite et sur plusieurs bancs à l'extrême gauche.*)

M. DU BREIL, comte DE PONTBRIAND. — Nous ne pouvons pas sacrifier l'enfance!

M. Édouard VAILLANT. — Cela ne fait pas l'ombre d'un doute; mais permettez-moi d'ajouter une autre considération très brève que je développerai davantage à propos des amendements, c'est que, dans le monde entier, la diminution du travail pour les enfants entraîne, pour les adultes, la diminution du temps de travail, par suite du changement d'organisation.

Décider l'application stricte de la durée de dix heures par jour pour les enfants, c'est décider en même temps, comme on l'a vu en Angleterre, la journée de dix heures pour les adultes, et cela par le fait même des modifications apportées nécessairement à l'organisation du travail, avant même que la loi ait consacré cette organisation. C'est l'évidence même. On a constaté ce fait en Angleterre, on le constate en Autriche en ce moment même, on ne peut pas le nier. Mais ce que l'on veut, en réalité, c'est donner satisfaction aux réclamations patronales. Eh bien! je vous demande de rester fidèles aux promesses déjà faites à la classe ouvrière et de ne pas aggraver les conditions du travail des enfants.

La démonstration est bien facile à faire! L'enfant est, de plus en plus, substitué, dans le travail industriel, à l'adulte pour le service de la machine, et il est évident que, lorsque l'enfant sort de l'atelier, si la machine s'arrête, l'ouvrier adulte doit aussi arrêter son travail. C'est ainsi que, par les conditions imposées à l'industrie, et en présence des progrès que les machines ont amenés, par la réduction de la durée du travail des enfants, on arrive pratiquement à la réduction correspondante de la durée du travail des adultes.

Cela est évident et cela s'est partout passé de même.

Mais M. le Rapporteur nous dit : Actuellement il n'en est pas ainsi. — Oui! parce que l'article 3 de la loi n'est pas appliqué. L'enfant se trouve alors dans la rue, au lieu de rentrer chez lui, parce qu'il attend la sortie de sa mère ou de son père. Que la loi soit appliquée, et si vous en enlevez les dispositions réactionnaires et permettant la fraude, il n'en sera plus ainsi, parce que, si vous supprimez les équipes volantes, les équipes alternantes, l'enfant ne sera plus retenu à l'atelier pour attendre la reprise de sa journée, et il pourra s'en retourner chez lui.

Par conséquent, l'objection de M. le Rapporteur tombe, — à la condition toujours que la Chambre inscrive à son ordre du jour la réforme totale de la loi du 2 novembre 1892.

Je termine en disant : Inscrive à votre ordre du jour la réforme totale, la discussion totale de la loi du 2 novembre 1892, c'est déclarer que vous voulez réformer toutes les dispositions sur lesquelles cette loi était d'application difficile, tous les points sur lesquels elle peut être tournée, fraudée, violée!

Si, au contraire, vous prononcez la disjonction, vous permettez au ministère de ne pas tenir sa parole, de ne pas appliquer rigoureusement la disposition de la loi sur la réduction du travail des enfants à dix heures, à partir du 1^{er} janvier prochain. En un mot, non seulement vous permettez au patro-

nat de violer la loi, mais vous faites disparaître toute loi qui pourrait réprimer l'exploitation de l'enfant.

Quant à la réduction du travail des adultes, si vous inscrivez la discussion de la totalité de la loi à votre ordre du jour, si vous ne prononcez pas la disjonction, vous pourrez y introduire des améliorations ; rien ne vous en empêche ; et vous renverrez la loi devant le Sénat avec des améliorations appuyées de l'approbation ouvrière. Nous inscrirons ou la journée de neuf heures ou la journée de huit heures, ou celle de dix, ou même celle de onze heures, pour les adultes, comme vous le déciderez, mais du moins nous n'aurons pas aggravé la situation pour l'enfance ; nous n'aurons pas porté de dix à onze heures la durée de la journée de travail pour l'enfant.

C'est dans ces conditions que je tiens à ce que vous compreniez toute la responsabilité de votre vote, et que je vous demande de repousser par voie de scrutin, la disjonction qui est, je le répète, de la part de la commission, une proposition tellement grave, tellement fâcheuse et détestable, que je ne puis pas croire que vous puissiez la voter. (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche. — Mouvements divers.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je dois consulter la Chambre d'abord sur la proposition de résolution de M. Dron, qui est la plus large.

La Chambre désire-t-elle que j'en donne une nouvelle lecture ? (*Oui ! Oui !*)

« La Chambre, approuvant le Gouvernement d'avoir formellement exprimé son intention de faire appliquer intégralement la loi du 2 novembre 1892, mais consciente de la nécessité qui s'impose de modifier un certain nombre des prescriptions de cette loi, invite M. le Ministre du commerce à différer l'application stricte de l'article 3 jusqu'au 31 mars prochain, et décide de mettre à son ordre du jour l'examen des propositions qui lui seront soumises par sa commission du travail immédiatement après le vote du budget de 1900. »

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission, d'accord avec le Gouvernement, repousse la proposition de résolution. . .

Plusieurs membres à gauche. — Nous demandons la division sur la date : 2 novembre 1892.

M. JOURDE. — Est-il vraiment possible de mettre aux voix une motion portant que la Chambre invite le Gouvernement à violer une loi ou à en différer l'application ? Je ne le crois pas ; ou alors il n'y aurait pas de raison, en vertu du précédent qui serait ainsi créé, pour ne pas l'inviter, le cas échéant, à violer tels ou tels articles du Code civil ! (*Très bien ! très bien !*)

M. DRON. — Est-il admissible qu'un ministre vienne reconnaître qu'il n'applique pas une loi ? (*Mouvements divers.*)

M. DUMONT. — Je ne crois pas que la motion de M. Dron puisse être mise aux voix : elle nous invite à engager le Gouvernement à violer la loi, sans que nous prenions la responsabilité de lui en avoir substitué une nouvelle. Je trouve cette motion anticonstitutionnelle (*Mouvements divers*), et pour ma part je me refuse absolument à la voter. (*Très bien ! très bien sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Dron.

M. DRON. — Je me borne à faire remarquer que tout à l'heure, dans son discours, M. le Ministre du commerce vous a démontré qu'il n'appliquait pas la loi. Et vous me faites grief de le constater dans ma proposition de résolution?

Vous me dites qu'il est inconstitutionnel de demander au Ministre de violer la loi. Nous sommes d'accord. Mais il ne faut pas jouer sur les mots. Ce que je lui reproche, ce n'est pas de ne pas appliquer la loi, mais de ne pas l'appliquer strictement. C'est, en somme, sur le mot « strictement » que roule la discussion. (*Mouvements divers.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Si j'ai bien compris l'observation de M. Dumont, il demande la question préalable? (*Réclamations à gauche.*)

M. DUMONT. — Du tout, Monsieur le Président.

Je suis trop nouveau venu dans la Chambre pour me permettre de demander la question préalable sur une proposition déposée par un de mes collègues. J'ai voulu simplement faire une constatation qui me permît de voter avec une sécurité absolue la disjonction demandée. J'ajoute que si, en fait, la loi de 1892 n'est pas appliquée, c'est que partout les faits en empêchent l'application et que M. Millerand nous demande une amélioration qui s'inspire de son programme constant, qu'il a caractérisé en deux mots : idéalisme et raison pratique.

Le vote que nous allons émettre est un vote de raison pratique. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Le Gouvernement et la Commission s'opposent à l'adoption de la proposition de résolution de M. Dron.

M. DEJEANTE et divers membres à l'extrême gauche. — Nous demandons la division jusqu'à la date.

M. LE PRÉSIDENT. — La division étant demandée, je mets aux voix le premier paragraphe de la proposition de résolution de M. Dron :

« La Chambre, approuvant le Gouvernement d'avoir formellement exprimé son intention de faire appliquer intégralement la loi du 2 novembre 1892... »

Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Vaillant, Walter, Bourrat, Poulain, Lamendin, Sembat, Breton, Berthelot, Baulard, Laløge, Calvinhac, Renou, Vaux, Cère, Lasalle, Palix, Andrieu, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	450
Majorité absolue.....	226
Pour l'adoption.....	283
Contre.....	167

La Chambre des députés a adopté.

Je mets aux voix la suite du projet de résolution dont je donne de nouveau lecture.

« ...mais consciente de la nécessité qui s'impose de modifier un certain nombre des prescriptions de cette loi, invite... »

A l'extrême gauche. — Nous demandons immédiatement la division. (*Exclamations au centre.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Insiste-t-on pour la division?

M. LEMIRE. — Oui, jusqu'au mot : « invite... » exclusivement.

M. GIROU. — Pour mon compte j'insiste; et l'explication que je donne est la suivante. Ce second paragraphe de l'amendement comprend deux parties bien distinctes : l'une propose l'ajournement de l'application de la loi de 1892, et l'autre fixe d'une façon très nette après le vote du budget la date de la reprise de la discussion, comme le demandait notre collègue M. Vaillant.

Je demande la division entre ces deux parties.

Je ne m'oppose pas au vote de la seconde.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission a pris l'engagement de rapporter tous les articles de la loi de 1892 avant le 1^{er} mars prochain. Cette promesse répond au sentiment exprimé par notre honorable collègue M. Girou et lui donne satisfaction. On pourrait donc voter sur l'ensemble de la résolution. (*Dénégations sur plusieurs bancs à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Insiste-t-on pour la division?

Sur divers bancs. — Oui ! oui ! — Non !

M. BERTRAND. — Je demande la parole pour préciser le vote.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Bertrand sur la position de la question.

M. BERTRAND. — Malgré de nombreux précédents et malgré mon intention de respecter dans la plus large mesure possible le droit de tous mes collègues, je crois qu'on ne peut pas ériger en principe que, sans aucune explication, il sera permis à un membre du Parlement de rendre un vote obscur en demandant la division. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Qu'est-il arrivé dans le vote précédent ? Certains députés, absolument d'accord avec M. le Président de la Commission et avec son rapporteur, ont cru manifester leur opinion en votant, les uns « pour », les autres « contre » la première partie de la résolution de M. Dron. (*On rit.*)

M. CHARLES FERRY, *président de la Commission*. — M. Dubief et moi, nous avons précisément voté d'une façon différente. (*Nouveaux rires.*)

M. BERTRAND. — L'interruption de M. le Président de la Commission souligne mon observation. D'accord sur le même but, M. Dubief et M. Charles Ferry ont déposé dans l'urne l'un un bulletin blanc, l'autre un bulletin bleu. (*Nouveaux rires.*)

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — C'est la démonstration de l'équivoque.

M. BERTRAND. — Pour ma part, je suis du nombre de ceux qui ont cru bien faire en s'abstenant.

Notre honorable collègue, M. Girou, propose maintenant la division sur la seconde partie de la résolution. Je demande à M. le Président s'il ne pourrait pas consulter la Chambre sur la division. Il me semble difficile de poser en principe que tout député a le droit de proposer la division sur toutes les résolutions. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Le règlement est formel. Il m'est impossible de con-

sulter la Chambre sur la question de savoir si elle veut accepter la division, puisque la division est de droit quand elle est demandée.

M. LEMIRE. — Nous maintenons la demande de division jusqu'au mot « invite ».

Sur cette partie, nous sommes tous d'accord. La Chambre peut voter à main levée sur ce paragraphe.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le second paragraphe de la proposition :

« ...mais consciente de la nécessité qui s'impose de modifier un certain nombre des prescriptions de cette loi... »

(Le second paragraphe de la proposition, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte la Chambre sur le paragraphe suivant, sur lequel la division est également demandée (*Oui! Oui! à l'extrême gauche*) :

« ...invite M. le Ministre du commerce à différer l'application stricte de l'article 8 jusqu'au 31 mars prochain... »

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Le Gouvernement, d'accord avec la Commission, demande à la Chambre de repousser ce paragraphe.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Villejean, Merlou, Tourgnol, Lafferre, Bachimont, Baulard, Alix, Desfarges, Chauvière, Gallot, Pajot, Cornet, Delon-Soubeiran, Delarue, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les Secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	517
Majorité absolue.....	259
Pour l'adoption.....	125
Contre.....	392

La Chambre des députés n'a pas adopté.

Je consulte maintenant la Chambre sur la dernière partie de la proposition de résolution :

« ...et décide de mettre à son ordre du jour l'examen des propositions qui lui seront soumises par sa commission du travail immédiatement après le vote du budget de 1900. »

M. Charles FERRY, *président de la Commission du travail*. — La Commission, d'accord avec le Gouvernement, repousse cette dernière partie.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Allard, Breton, Bénézech, Lasalle, Dejeante, Walter, Chauvière, Boyer, Dufour, Florent, Lamendin, Pajot, Renou, Poulain, Baulard, Goujat, Narbonne etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	496
Majorité absolue.....	249
Pour l'adoption.....	170
Contre.....	326

La Chambre des députés n'a pas adopté.

J'appelle maintenant la Chambre à se prononcer sur l'ensemble des deux premiers paragraphes de la proposition de résolution qu'elle a adoptés.

Sur divers bancs à l'extrême gauche. Nous demandons la division.

M. LE PRÉSIDENT. — Il ne peut pas y avoir de division, ces deux paragraphes ont été adoptés au scrutin; mais je suis obligé de consulter la Chambre sur l'ensemble de ces deux paragraphes.

Sur divers bancs. Nous en demandons une nouvelle lecture.

M. LE PRÉSIDENT. — « La Chambre, approuvant le Gouvernement d'avoir formellement exprimé son intention de faire appliquer intégralement la loi du 2 novembre 1892, mais, consciente de la nécessité qui s'impose de modifier un certain nombre des prescriptions de cette loi. . . »

Sur divers bancs à droite. Cela ne signifie plus rien !

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix ces deux paragraphes.

(Les deux paragraphes, mis aux voix, ne sont pas adoptés.) — (*Applaudissements et rires sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons au projet de résolution de la Commission qui est ainsi conçu :

Sont disjoints de la proportion de loi soumise aux délibérations de la Chambre et renvoyés à la Commission du travail, avec les amendements qui s'y réfèrent, tous les articles de la loi du 2 novembre 1892, sauf l'article 3.

M. Colle demande à ajouter à ce texte : « . . et l'article 4 ».

M. Alfred COLLE. — Je demande à dire un mot de ma place.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Colle.

M. Alfred COLLE, *de son banc.* — Je demande le maintien de l'article 4 dans la discussion. Sans nous livrer à de longs débats nous pouvons parfaitement, aujourd'hui, supprimer le travail de nuit, mesure réclamée non seulement par les ouvriers, mais encore par les patrons. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — S'il n'y avait dans l'article 4 que la question du travail de nuit, la Chambre pourrait, en effet, quelle que soit d'ailleurs la complexité d'un problème, se prononcer rapidement; mais il y a beaucoup d'autres questions sur lesquelles une discussion très ample devrait s'engager; et dans ces conditions je demande à la Chambre de s'en tenir purement et simplement au texte de la Commission. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION D'ASSURANCES ET DE PRÉVOYANCE SOCIALES. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole.

M. LOUIS RICARD (Seine-Inférieure), *président de la Commission d'assurances et de prévoyance sociales.* J'ai déposé un amendement à l'article 3, par lequel je prie la Chambre de décider que le travail par équipes devra être continu, c'est-à-dire qu'on ne pourra pas organiser dans les usines le travail par équipes de neuf heures, chevauchant les unes sur les autres, de manière à retenir les enfants, les femmes et les filles, non pas dix heures, comme le disait M. le Ministre, mais treize et quatorze heures.

Si la Chambre vote, comme le Gouvernement et la Commission y consentent, l'amendement que j'ai eu l'honneur de déposer, la question sera défini-

tivement réglée quant à la durée du travail et quant à la suppression, que demandent tous les ouvriers, des équipes, sous quelque nom qu'elles soient établies. (*Très bien ! très bien !*)

M. Edouard VAILLANT. — De mon côté, j'ai demandé que toute disjonction fût repoussée et qu'on inscrivît à l'ordre du jour la discussion et la réforme de l'ensemble de la loi du 2 novembre 1892.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le projet de résolution de la commission.

Il y a une demande de scrutin, signée de MM. de l'Estourbeillon, Savary de Beauregard, Berry, de Largentaye, de Lanjuinais, Jules Brice, Colle, Julien Dumas, Magne, Derrien, d'Aulan, de la Ferronnays, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	518
Majorité absolue.....	260
Pour l'adoption.....	414
Contre.....	104

La Chambre des députés a adopté.

Nous arrivons à l'addition proposée par M. Colle : « et l'article 4. »

M. LE RAPPORTEUR. — Le Gouvernement et la Commission repoussent cette addition.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Il me semblait que le vote émis par la Chambre réglait la question; car il n'y aurait pas de raison pour ne pas ajouter : et l'article 5 et l'article 6.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai consulté notre collègue, il m'a répondu qu'il maintenait sa proposition. Je ne puis pas supprimer un texte proposé par un collègue.

Je mets aux voix le texte additionnel de M. Colle.

Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Pichon, de Salignac-Fénelon, Colle, Guérin, Lemoigne, Taillandier, Ermant, Muzet, François Hugues, Morcrette-Ledieu, Julien Dumas, Delpech-Cantaloup, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	504
Majorité absolue.....	253
Pour l'adoption.....	137
Contre.....	387

La Chambre des députés a adopté.

Je donne lecture du texte actuellement proposé par la Commission :

« Art. 1^{er} — L'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale

ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Au bout de trois ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de trois années, à dix heures seulement.

Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. »

La parole est à M. Laniel, sur l'article.

M. Henri LANIEL. — Messieurs, je voterai l'unification de la journée de travail à onze heures; je la voterai avec un enthousiasme modéré, parce que je m'honore d'appartenir à cette école libérale à laquelle M. le Rapporteur a consacré les premières lignes légèrement ironiques de son rapport.

J'estime que, dans les ateliers, lorsque toutes les règles de l'hygiène sont observées, lorsque le travail est organisé de la façon la plus avantageuse et la plus confortable possible pour les ouvriers, la question de la durée maxima de ce travail devrait être laissée à l'accord des ouvriers et des patrons (*Très bien ! très bien ! au centre*), accord, entendez-moi bien, non pas imposé par les patrons, mais intervenu librement entre les deux parties qui me paraissent être, en pareille matière, les meilleurs juges de leurs intérêts. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs*). Il m'apparaît que le législateur doit se garder de porter atteinte à cette propriété sacrée qu'est pour l'ouvrier la propriété de sa puissance totale de travail. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*) Et sur ce point je suis entièrement d'accord avec M. le Ministre du commerce du premier cabinet de M. Charles Dupuy, l'honorable M. Lourties, qui, lorsque la question actuellement soumise à vos délibérations est venue devant le Sénat, s'exprimait en ces termes :

« Le Gouvernement pense d'une manière générale qu'il est très dangereux d'intervenir en matière de réglementation du travail, qu'il s'agisse des protégés prévus par l'article 3 de la loi de 1892 ou qu'il s'agisse, ce qui est encore plus grave, des adultes, qui n'ont besoin d'aucune protection. »

Néanmoins, je suis de ceux qui pensent qu'en cette matière comme en beaucoup d'autres, en dépit de tous les systèmes théoriques, les meilleures solutions sont encore celles sur lesquelles l'entente à peu près générale peut se faire, et c'est pour cette raison que je voterai sans hésitation l'unification de la journée de travail à onze heures. Mais, Messieurs, on veut vous entraîner beaucoup plus loin et la Commission du travail, estimant sans doute qu'il n'y a pas assez de réformes immédiates à opérer dans notre législation civile, politique, administrative et fiscale, nous engage à légiférer pour le siècle à venir et à édicter dès à présent une mesure qu'elle estime inapplicable à l'heure actuelle, mais qu'elle déclare facilement réalisable dans six ans.

Je voudrais établir devant vous que cette mesure est contraire aux intérêts économiques généraux du pays, contraire aux intérêts des ouvriers et, pour quelques industries, pratiquement irréalisable.

Je m'efforcerai d'être aussi bref que possible, car — aujourd'hui moins que jamais — l'heure n'est pas aux longs développements. (*Parlez ! parlez !*)

En ce qui concerne la répercussion économique de la mesure qu'on vous propose de prendre en réduisant à dix heures la journée de travail, je vous demanderai la permission de vous lire une délibération récente qui émane d'une chambre consultative du département que j'ai l'honneur de représenter, la chambre consultative de Condé-sur-Noireau. Elle me paraît résumer admirablement la question. En voici les termes :

« Pourquoi engager l'avenir si indécis et si obscur, et l'engager de cette façon? Le travail de dix heures existe en Angleterre, il est vrai; mais l'Angleterre a pour elle le charbon, d'immenses débouchés, une spécialisation très grande du travail, l'absence de service militaire et de moins lourdes charges publiques.

« Nous ne voyons pas que les autres pays aient adopté le travail de dix heures : la Suisse, la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche, encore moins l'Italie, l'Espagne et la Russie.

« Pourquoi mettre délibérément la France en état d'infériorité économique vis-à-vis de tous ces concurrents, sans oublier ceux plus lointains?

« Nous avons de lourdes charges publiques, toujours croissantes, au milieu d'une population qui décroît. Il faut travailler et produire pour y faire face. Or, réduire d'une heure la durée journalière du travail, c'est diminuer de 10 p. 100 la faculté productrice de l'industrie; c'est lui imposer en somme un arrêt de plus d'un mois chaque année. Ce simple chiffre doit faire réfléchir.

« Une pareille différence aura sa répercussion sur les ressources de l'État et sur l'industrie des transports. »

La réforme qu'on vous propose n'est pas seulement contraire aux intérêts économiques du pays, elle est contraire aux intérêts des ouvriers eux-mêmes. Il n'est pas douteux, en effet, que dans beaucoup d'industries et en particulier dans les industries qui sont aux mains des plus petits et des plus modestes patrons, il sera impossible de donner aux ouvriers, dans le délai de six ans, le supplément de salaire qui leur permettra de gagner, en dix heures, ce qu'ils gagnent aujourd'hui en douze heures.

Remarquez que par le fait même de l'unification de la journée de travail à onze heures, vous allez augmenter, dans une proportion qu'on peut évaluer de 5 à 8 p. 100, la partie des prix de revient industriels afférente aux salaires, la transition de onze à dix heures de travail comportera une nouvelle augmentation de 10 p. 100, c'est donc une augmentation totale de 15 à 18 p. 100 que les prix de revient auront à subir pour que les ouvriers puissent conserver dans six ans les salaires journaliers qu'ils gagnent aujourd'hui. Je considère comme incontestable que la plupart des industriels, et, je le répète, surtout les plus petits ne le pourront pas.

Mais je veux admettre un instant qu'il n'en soit pas ainsi, que, dans six ans, avec la journée de dix heures, la moyenne des salaires actuels puisse être maintenue. Mais alors l'augmentation du prix de revient, et par conséquent du prix de vente de tous les produits fabriqués, y compris, bien entendu, les objets de première nécessité, diminuera dans une proportion équivalente la puissance libératrice de l'argent, et les ouvriers qui gagneront la même somme qu'aujourd'hui, étant obligés de dépenser davantage pour

leurs besoins quotidiens en dehors de ceux qui se rapportent à l'alimentation, se trouvent par le fait moins favorisés que dans l'état actuel des choses (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Et des ouvriers jeunes, actifs, ayant derrière eux des enfants à élever, des parents à soutenir, ne pourront pas, après avoir gagné en dix heures le strict nécessaire, se procurer, sans user leurs forces, le supplément de salaire qui leur permettrait d'apporter à leur foyer un peu plus de bien-être, à leurs enfants un peu de superflu. (*Très bien ! sur les mêmes bancs.*)

La diminution des heures de travail qu'on vous propose, constituant, ne l'oubliez pas, non pas une moyenne, mais un maximum, sera encore nuisible aux ouvriers à un autre point de vue plus modeste, j'en conviens, mais qui a cependant son importance. Aujourd'hui, dans un très grand nombre d'industries, les patrons soucieux du bien-être de leurs ouvriers, s'efforcent de leur éviter, et surtout d'éviter aux ouvrières les grandes fatigues qui résultent d'un long séjour à l'atelier pendant les saisons des très grandes chaleurs et des très grands froids, lorsque la situation des affaires ne les oblige pas à tirer de leur outillage industriel le maximum de rendement possible. Ils font travailler le maximum d'heures légales pendant les saisons tempérées, où le séjour à l'atelier ne peut entraîner aucun malaise. Pendant les périodes pénibles, comme celle que nous traversons en ce moment, ils réduisent le travail à neuf heures et même à huit heures par jour. (*Très bien ! très bien !*) Cette satisfaction qu'ils peuvent donner à leurs ouvriers, en particulier à leurs ouvrières et aux enfants, avec la loi de onze heures, ne sera plus possible avec la journée de dix heures.

J'ajoute que pour certaines industries la loi ne serait même pas matériellement applicable. C'est évidemment une question de détail, mais qui a néanmoins sa valeur. Pour ne parler que des industries que je connais particulièrement, l'industrie du blanchiment et l'industrie de la teinturerie sont dans ce cas. Aujourd'hui ces industries exigent des manipulations chimiques, physiques, des lessives, des bains, dont la durée est presque toujours de douze heures. Avec la législation actuelle, ces industries fonctionnent parfaitement.

Avec la loi de onze heures, en tenant lieu de l'arrêt du milieu de la journée, elles se tireront encore d'affaire; avec la journée de dix heures ce sera impossible. Vous ne pouvez pas, en effet, escompter les progrès de la science et affirmer que dans six ans on pourra obtenir en onze heures les effets chimiques et physiques qu'on obtient actuellement en douze.

M. DEJEANTE. Et dans les autres pays, comment fait-on ?

M. Henri LANIEL. Dans les autres pays, mon cher collègue, la journée est de douze heures. En Angleterre seulement elle est de dix heures.

M. DEJEANTE. Il y a d'autres pays où on ne travaille que dix heures.

M. Henri LANIEL. Je vous demande pardon : il n'y a qu'en Angleterre où le travail de dix heures soit établi. Il y a bien d'autres pays où les enfants ne travaillent que dix heures, mais l'unification à dix heures n'existe, je crois, qu'en Angleterre.

M. COUTANT. Elle existe aussi dans certains cantons suisses.

M. Henri LANIEL. Je reviens à mon argumentation et je dis qu'il est

d'autant plus difficile d'escompter les progrès de la chimie que l'expérience prouve qu'en pareille matière, ce qu'on gagne en rapidité, on le perd généralement en qualité.

Telles sont les observations que je tenais à vous présenter. Elles avaient surtout pour but de vous signaler les graves conséquences du vote qu'on vous demande d'émettre, pour ainsi dire, au pied levé.

Je me rends bien compte que M. le Ministre du commerce, qui est en principe partisan de la journée de huit heures, soit heureux d'attacher son nom à la journée de dix heures. Cela prouve qu'on peut être un collectiviste des plus convaincus et, dans certaines circonstances, n'être pas très éloigné d'un certain opportunisme. Mais je suis de ceux qui pensent que le plaisir que nous aurions d'accorder cette satisfaction personnelle à M. le Ministre doit être primé par le regret que nous éprouverions de voter une mesure préjudiciable aux intérêts économiques du pays et aux intérêts des travailleurs eux-mêmes.

Cette réforme ne nous paraît pas encore mûre. M. le Ministre devrait la réserver pour son prochain ministère. (*Applaudissements sur divers bancs au centre et à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Lemire.

M. LEMIRE. Je me réserve de m'expliquer sur mon amendement, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Cadenat.

M. CADENAT. Messieurs, j'avais demandé la parole pour la discussion générale de la loi, mais il suffira que je développe mes observations à propos de l'article 3.

Le deuxième paragraphe de cet article porte qu'au bout d'une période de trois années, la durée du travail ne sera plus que de dix heures et demie, et qu'au bout d'une nouvelle période de trois années, cette durée ne sera plus que de dix heures.

J'estime que cette loi n'est faite que contre les enfants et les mineurs, auxquels elle fait supporter la mauvaise volonté des patrons qui se refusent à appliquer les lois les plus humaines, et vous voudriez perpétuer cet état de choses pendant six ans ! Qui nous garantit qu'au bout de trois ans, par exemple, il y aura un ministre qui voudra faire exécuter la loi (*Mouvements divers*), puisque, depuis sept ans que cette loi est votée, aucun ministre jusqu'ici n'a voulu ou n'a pu prendre l'initiative de cette application ? (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et sur divers autres bancs.*) Il a fallu qu'un ministre socialiste arrivât au pouvoir pour dire aux industriels qu'au 1^{er} janvier 1900 la loi serait appliquée dans toute sa teneur.

M. MESUREUR. Monsieur Cadenat, voulez-vous me permettre un mot ? . . . Lorsque j'ai eu l'honneur d'être ministre du commerce, j'ai fait appliquer la loi. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. CADENAT. Eh bien, Monsieur Mesureur, il y a un autre de nos collègues qui fut aussi Ministre du commerce, et savez-vous ce qu'il me disait hier ? « Moi-même j'ai voulu faire appliquer la loi ; j'ai même fait dresser des procès-verbaux contre les industriels qui ne s'y conformaient pas, mais — ajoutait-il, — savez-vous ce qui est arrivé ? C'est que les préfets se sont arrangés pour

faire acquitter les industriels par les tribunaux. » (*Exclamations et rires sur divers bancs.*)

M. CHENEL. La loi est applicable à tout le monde!

M. LASIES. Les préfets sont capables de tout! (*Nouveaux rires.*)

M. CADENAT. Messieurs, ce sont les paroles textuelles d'un ancien Ministre du commerce...

Plusieurs membres. — Quel est-il? Faites-le connaître!

M. CADENAT. — Je ne suis pas à la tribune pour dénoncer le collègue qui a bien voulu me dire cela; s'il veut se nommer, il le fera lui-même.

M. LOUIS RICARD (Seine-Inférieure). — Le ministre dont parle M. Cadenat n'est pas un ancien ministre du commerce, c'est un ancien ministre de la justice.

M. CADENAT. — Qu'importe? Le résultat est le même. (*On rit.*)

M. LOUIS RICARD (Seine-Inférieure). — Hier, en effet, dans la salle des Pas-Perdus, parlant de la loi de 1892, je soutenais la thèse qui a été brillamment défendue à la tribune par le ministre du commerce d'aujourd'hui, M. Millerand, et je disais qu'il y avait un grand intérêt pour les ouvriers à faire voter le projet de la Commission, parce que la loi de 1892 était inapplicable et inappliquée; qu'à mon passage au ministère, ayant M. Mesureur pour collègue, j'avais voulu faire appliquer la loi, que des procès-verbaux avaient été dressés et les tribunaux saisis.

Je n'ai pas dit que des préfets s'étaient « arrangés pour faire acquitter les industriels ». J'ai dit que, malgré les instructions que j'avais données, les inculpés avaient obtenu des ajournements auxquels je n'avais pas consenti.

M. CADENAT. — Puisque vous vouliez exécuter la loi et que vous étiez ministre...

M. LOUIS RICARD (Seine-Inférieure). — Je n'étais plus ministre lorsque je l'ai appris.

M. CADENAT. — Messieurs, il se peut que j'aie mal entendu, mais il me semble bien, mon cher collègue, que vous avez prononcé le mot de « préfet ». Admettons que je me sois trompé.

M. LOUIS RICARD (Seine-Inférieure). — Monsieur Cadenat, je n'ai pas l'habitude de contredire en public ce que j'ai dit dans une conversation, bien qu'elle ne fût pas destinée à être rapportée à la tribune. (*Très bien! très bien!*)

Mais enfin, puisque vous introduisez ce nouvel usage, il est très heureux que, dans l'habitude journalière de chacun de nous, et dans la mienne notamment — puisque vous voulez bien me mettre en cause — on puisse toujours répéter en public ce qu'on a dit dans les couloirs de la Chambre. J'ai dit dans les couloirs de la Chambre hier — et ce propos n'était pas, je le répète, destiné à la publicité de cette tribune...

M. CADENAT. — Ah! vous ne m'en avez pas avisé, mon cher collègue. (*On rit.*)

M. LOUIS RICARD (Seine-Inférieure). — Faudra-t-il donc que, désormais, lorsque nous aurons des conversations avec des collègues, nous ayons le soin d'indiquer qu'elles ne sont pas faites pour être rapportées à la tribune? Pour ma part, je ne prendrai pas plus cette précaution dans l'avenir que je ne

l'ai prise dans le passé. J'ai dit hier et je répète que j'avais prescrit de poursuivre et qu'un fonctionnaire administratif, un préfet, est intervenu pour contredire les ordres que j'avais donnés. Ce préfet a obtenu qu'un industriel ne fût pas poursuivi, comme je l'avais voulu, et ne fût condamné que beaucoup plus tard. Je ne veux pas dire autre chose.

M. le Ministre du commerce, je le sais, est au courant des faits auxquels vous venez de faire allusion; je n'ai pas voulu les dévoiler à la tribune. Je ne croyais pas qu'une indiscretion les y apporterait; mais il n'y a aucun inconvénient à ce qu'on le sache. (*Très bien! très bien!*)

M. CADENAT. — Messieurs, j'aurais commis, paraît-il, une indiscretion parce que j'ai fait allusion à des propos qui ont été tenus devant vingt ou trente collègues dans les couloirs. Ah! si vous ne l'aviez dit qu'à moi seul, c'eût été bien différent!...

M. Louis RICARD (Seine-Inférieure). — Je n'avais pas l'honneur de vous connaître.

M. CADENAT. — ... Dans ce cas, ce que vous avez bien voulu certifier vous-même, j'aurais évité de l'apporter à la tribune. Mais, par le raisonnement que vous avez tenu, vos paroles ont pu convaincre une vingtaine de collègues qui les ont entendues. Dans tous les cas, je ne vous avais pas nommé, vous pouviez ne pas vous nommer vous-mêmes. (*Rires.*)

M. Louis RICARD (Seine-Inférieure). — Ah si! (*Nouveaux rires.*)

M. CADENAT. — Ou plutôt, si vous voulez, vous n'étiez pas visé, puisque je parlais d'un ancien ministre du commerce et que vous étiez ministre de la justice. (*On rit.*)

M. Louis RICARD (Seine-Inférieure). — Jamais je ne contredis en public ce que j'ai pu dire en particulier.

M. LE PRÉSIDENT. — Chacun tirera de l'incident la moralité qu'il comporte. (*Très bien! très bien!*)

M. CADENAT. — Je crois qu'il n'y a rien d'immoral dans ce que j'ai dit (*Rires*), à moins que l'on ne voie dans mes paroles autre chose que ce qu'elles signifient.

Je dis donc qu'il n'a tenu qu'à la volonté des patrons que la loi ne fût pas appliquée; elle aurait pu l'être, s'il y avait eu, depuis qu'elle a été votée, des ministres comme celui que nous avons aujourd'hui. (*Ah! ah! sur divers bancs.*) Eh bien, pour faire en sorte que les enfants mineurs n'aient pas à subir aussi longtemps que le veut la Commission du travail, la mauvaise humeur, la mauvaise volonté des patrons, j'ai déposé un amendement tendant à ce qu'au bout d'une période d'une année, la journée de travail soit réduite à dix heures et demie, et qu'au bout d'une nouvelle période d'une année, la journée de travail soit réduite à dix heures seulement. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

J'estime que le délai que je donne aux industriels est suffisant pour qu'ils puissent se préparer à l'application de la nouvelle loi. Il ne s'agit pas d'agir comme vous l'avez fait jusqu'à présent. Toutes les fois qu'une loi faite dans l'intérêt des ouvriers vient en application, pourquoi faut-il que toujours il y ait empêchement de la part des industriels et des patrons? (*Dénégations au centre.*)

Nous l'avons bien vu pour la loi sur les accidents! Si nous avions écouté MM. les industriels, elle ne serait pas encore appliquée.

Plusieurs membres au centre. — Les patrons ne se sont pas plaints.

M. CADENAT. — Aujourd'hui on nous dit : les ouvriers eux-mêmes ne veulent pas de l'application de la loi de 1892. Je sais de quelle façon MM. les industriels agissent pour arracher à leurs ouvriers des signatures qui sont contraires à leurs intérêts.

Je n'ai pas à m'arrêter à toutes les pétitions que vous pourriez faire, et qui porteraient des signatures d'ouvriers demandant qu'on n'applique pas une loi qui est conforme à leurs intérêts.

Je dis, Messieurs, que lorsqu'il s'agit d'une loi intéressant les ouvriers, il y a toujours de l'obstruction de la part des patrons; mais lorsqu'il s'agit d'une loi qui frappe les ouvriers, lorsqu'il s'est agi, par exemple, comme on le rappelait tout à l'heure, des lois qualifiées à juste titre de « scélérates » dans la Chambre, vous n'avez pas attendu longtemps pour les appliquer; et encore, de quelle façon!... (*Applaudissements à l'extrême gauche.* — *Interruptions au centre.*)

Est-ce que quelqu'un en douterait? Faudrait-il vous donner quelques exemples? Je ne vous en citerai qu'un, pour votre mortification. (*Exclamations au centre.* — *Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

Un père de famille a deux enfants : l'un d'eux est condamné dans le procès des anarchistes espagnols à Montjuich, pendant que l'autre, le cadet, fait son service militaire. Ce père de famille, âgé de 60 ans, après quarante ans de résidence à Marseille, est expulsé par suite de l'application de vos lois scélérates. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Croyez-vous que j'aie obtenu justice lorsque j'ai demandé aux ministres qui se sont succédé sur les bancs du Gouvernement depuis deux ans de faire revenir en France ce malheureux qui avait tous ses intérêts dans notre pays? Vous vous tromperiez étrangement. Ce malheureux est encore sur la terre d'exil à l'heure où je vous parle.

Un membre au centre. — Quelle était la nationalité de cet homme.

M. CADENAT. — C'est un Italien.

Les ministres n'ont pas encore voulu donner satisfaction à ce vieillard, qui, quoique Italien, est Français de cœur, puisqu'il y a quarante ans qu'il s'est fixé dans notre pays.

Je conclus en exprimant l'espoir que vous voudrez bien manifester toute votre sollicitude aux enfants et aux filles mineures employés dans l'industrie et que vous adopterez l'amendement que je vous présente, qui a pour but de réduire à dix heures dans un bref délai le travail de ces enfants et de ces jeunes filles et d'améliorer ainsi le projet de loi que vous présente votre Commission. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement de M. Cadenat s'applique au paragraphe 2 de l'article.

M. Vaillant a déposé un amendement qui vise le paragraphe 1^{er}.

Cet amendement est ainsi conçu :

« § 1^{er}. — Les enfants ne peuvent être employés par les patrons ni être

admis dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} avant l'âge de 16 ans révolus. »

Cet amendement porte les signatures de MM. Édouard Vaillant, Allard, Jules-Louis Breton (Cher), Chauvière, Coutant, Dejeante, Jacques Dufour (Indre), Arthur Groussier, Létang, Marcel Sembat, Walter, Zévaès, Bénézech, Rendu.

La parole est à M. Vaillant.

M. Edouard VAILLANT. — Mon premier amendement a pour objet l'admission des enfants dans les usines; il est ainsi formulé : « Les enfants ne peuvent être employés par les patrons ni être admis dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} avant l'âge de 16 ans révolus. »

Si vous adoptez la proposition de la Commission du travail, l'effet nuisible qui résulterait de cette décision serait réduit au minimum, parce que par le fait même de l'admission à 16 ans, ce ne serait plus des enfants comme dans ce moment-ci qui seraient compris dans la loi, ce serait des adolescents qui feraient la journée de onze heures. J'espère encore que vous ne voudrez pas voter la journée de onze heures pour les enfants; mais, dans le cas où vous la voteriez, vous réduiriez par l'adoption de mon amendement les effets nuisibles de la loi; celle-ci pourrait alors être admise, puisque les enfants ne seraient plus frappés.

L'amendement que je propose en ce moment, je le proposerais, en tout état de cause, quelle que fût la durée de la journée de travail, parce qu'il y a là une raison majeure. En effet, il ne s'agit pas seulement ici de l'intérêt de l'individu, mais de l'intérêt de la race, compromis par un travail, un surmenage prématuré par l'admission au travail industriel de l'enfant trop jeune. Il y a intérêt pour la race à ce que l'admission des enfants dans l'industrie soit retardée. Vous savez que cette admission est plus hâtive en France qu'elle ne l'est dans les pays voisins. . .

M. Charles FERRY, *président de la Commission du travail*. — Je vous demande pardon, mais votre amendement s'applique en réalité à l'article 2, et la Chambre a décidé qu'on n'examinerait que les amendements se rapportant à l'article 3. Si vous proposiez 19 ans au lieu de 18 ans, ce serait régulier, mais, je le répète, votre amendement vise l'article 2 de la loi de 1892. La Chambre vient de prendre une décision contraire.

M. Edouard VAILLANT. — L'amendement que j'ai déposé hier comprend dans son paragraphe 1^{er} la disposition que je viens de lire. . .

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Elle a trait à l'article 2.

M. Édouard VAILLANT. — La disjonction étant votée, je devais évidemment chercher, par un amendement, à réduire au minimum les effets nuisibles de cette disjonction.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — J'en appelle à vous-même, Monsieur Vaillant, il faut respecter la décision de la Chambre.

M. WALTER. — Respectez aussi le droit de l'orateur, Monsieur Ferry.

M. Édouard VAILLANT. — Je respecte la décision de la Chambre.

Vous voulez maintenant porter la durée de la journée de travail de l'enfant de dix à onze heures. Pour que ce travail ne soit pas nuisible à sa santé, pour qu'il n'ait pas un effet absolument destructeur, tant au point de vue de l'in-

dividu qu'au point de vue de la race, il ne faut pas qu'il soit soumis à 12 ans à onze heures de travail, il faut qu'il ne puisse être admis dans les ateliers qu'à un âge plus avancé.

Je faisais à ce propos remarquer qu'en France, plus que dans les pays voisins, on fait entrer l'enfant de bonne heure dans les ateliers : en Allemagne, par exemple, la *Gewerbe Ordnung* n'admet l'enfant dans les ateliers qu'à partir de 13 ans; mais en même temps la loi scolaire interdit qu'on fasse entrer une quantité d'enfants dans les ateliers avant 14 ans, de sorte qu'en Prusse et dans l'Allemagne du Nord l'enfant n'entre à l'atelier qu'à 14, ou plutôt à 14 ans. Quand il y est entré à 13 ans, la journée de travail est réduite à six heures; à partir de 14 ans, elle dure dix heures.

Eh bien! je demande que l'enfant n'entre dans les ateliers qu'à partir de 16 ans, si vous changez la durée de la journée de travail.

Les observations qui ont été faites montrent que si vous admettez l'entrée de l'enfant dans les ateliers avant cet âge, vous lui faites subir un travail qui est extrêmement nuisible, non seulement à sa santé momentanée, mais à sa croissance, au développement et à la force de son organisme.

En effet, à partir de 13 ans, le développement d'un enfant exige, non moins que pour l'enfant plus jeune, des ménagements considérables. Si vous examiniez la santé de vos propres enfants qui sont dans les collèges, je vous demande si vous accepteriez qu'ils entrassent à l'âge de 13 ans dans les ateliers pour travailler? et surtout pour travailler pendant onze heures!

M. DEJEANTE. — Il n'y a pas de danger!

M. Édouard VAILLANT. — Il est certain que vous hésiteriez, parce que vous vous rendriez aussitôt compte que ce serait là un réel danger pour leur santé, un empêchement certain pour leur croissance. En effet, à cet âge, le squelette n'est pas encore formé, c'est alors surtout que les organes internes du thorax prennent avec lui leur accroissement. Et c'est à ce moment-là que vous allez faire subir à un enfant un travail exagéré qui enraye sa croissance et détruit dans son germe toute sa force organique?

Voilà pourquoi je considère qu'il ne faut pas que vous puissiez admettre l'enfant dans les ateliers avant l'âge de 16 ans, et surtout pour ce travail exagéré que vous voulez lui imposer.

Il faut songer aussi que l'enfant n'est pas comme l'adulte : il n'a pas de tissus de réserve qu'il puisse consommer; il faut, au contraire, qu'il acquière sans cesse pour assurer son développement et sa croissance physiques; le faire travailler pendant une journée de onze heures avant l'âge de 16 ans, c'est compromettre sa santé et son développement organique.

Dans ces conditions, je vous demande, puisque vous avez voté cette disjonction, d'en atténuer les effets nuisibles en décidant que le vote ultérieur que vous émettrez ne s'appliquera pas aux enfants de 12 et 13 ans, comme le voulait jusqu'ici la loi du 2 novembre 1892, mais seulement aux enfants qui seraient arrivés à un âge suffisant pour pouvoir résister aux effets du surmenage industriel.

En outre de cela, à propos de l'examen physique qu'exige la loi de 1892, je vous demanderai d'accroître les garanties dans les articles ultérieurs. Il faut faire en sorte que l'enfant de 16 ans ne soit admis dans les ateliers qu'à

la condition que sa constitution et son développement soient suffisants, qu'il puisse résister à ce surmenage et que son examen individuel le prouve.

Dans ces conditions, j'espère que vous ne voudrez pas compléter les effets menaçants de la proposition faite par la Commission du travail, et que vous les éviterez en décidant que l'âge d'admission ne pourra pas être inférieur à 16 ans.

Je dépose entre les mains de M. le président une demande de scrutin. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission, d'accord avec le Gouvernement, repousse l'amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le premier paragraphe de l'amendement de M. Vaillant et ses collègues.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Villejean, Raymond Leygue, Desfarges, Bussière, Vazeille, Pajot, Baulard, Delarue, Louis Jourdan, Palix, Bachimont, Merlou, Gallot, Puech, Delon-Soubeiran, Maurice-Faure, Gallot, Louis Blanc, Chamerlat, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	493
Majorité absolue.....	247
Pour l'adoption.....	73
Contre.....	420

La Chambre des députés n'a pas adopté.

Je donne lecture du deuxième paragraphe :

« § 2. — La durée du travail du jeune ouvrier et de la jeune ouvrière de 16 à 20 ans ne pourra jamais excéder la moitié de la durée de la journée de travail fixée par la loi pour l'ouvrier et l'ouvrière adultes. »

La parole est à M. Vaillant.

M. Edouard VAILLANT. — Messieurs, la Commission du travail a déclaré qu'une de ses principales préoccupations était de détruire les effets fâcheux résultant du rapport inexact qu'il y avait entre la durée du travail de l'enfant et la durée du travail de la femme et de l'adulte. Eh bien! mon amendement apporte la solution de ce problème, non pas au détriment, mais à l'avantage à la fois de l'enfant et de l'ouvrier. Vous ne voulez pas, en effet, pour unifier la journée, que la durée de la journée de travail de l'enfant soit moindre que la durée du travail de la femme et de l'ouvrier adultes; et pour cela vous allongez la durée de la journée de travail de l'enfant.

Eh bien, faites au contraire que la journée de travail de l'enfant soit la moitié de la journée de l'adulte, et vous arriverez au même résultat industriel. Pour atteindre ce but il vous suffira, le travail de l'adulte étant séparé par le repos et le repas de midi, de décider que les enfants de la première équipe travailleront le matin, et ceux de la seconde le soir. Il y aura ainsi, si vous adoptez la journée de huit heures, quatre heures de travail pour les enfants et les adolescents et quatre heures pour d'autres enfants et adolescents travaillant l'après-midi. La séparation du repos et du repas de midi établissant une distinction très nette, il ne sera plus possible, avec une bonne

inspection du travail, de mêler les équipes du matin avec celles du soir; il n'y aura plus d'alternance ni de chevauchement; il ne sera plus possible d'avoir des équipes volantes qu'avec la Commission nous voulons supprimer.

Je rappellerai que dans le pays industriel par excellence, en Angleterre, la loi qui règle les conditions du travail, la partie de la loi relative à l'industrie textile, a réduit la durée du travail des adolescents et des femmes à cinquante-six heures et demie par semaine; et, pour mettre la durée du travail de l'enfant en rapport avec la durée du travail des adolescents et des femmes, la même loi décide que la durée du travail de l'enfant sera la moitié de la durée du travail des enfants et des femmes, soit vingt-huit heures par semaine. On a pu établir ainsi dans de meilleures conditions ce rapport exact que je demande et permettre le fonctionnement normal de cette industrie.

Sans préjuger de la décision ultérieure que vous prendrez relativement à la durée de la journée de travail, je vous demande de décider que la durée de travail de l'enfant ne sera jamais supérieure à la moitié de la durée de travail fixée pour l'adulte.

Vous pourrez alors, avec deux équipes d'enfants très distinctes ne pouvant jamais être mélangées ni chevaucher l'une sur l'autre, déterminer une durée de travail régulière.

Vous ne pouvez le nier, la solution qui consiste à protéger à la fois l'enfant et l'ouvrier adulte répond complètement au problème que la Commission nous invite à résoudre : elle le résout à l'avantage de l'ouvrier et de l'enfant.

Je vous demande donc d'adopter cet amendement et de décider que, quelle que soit la durée de la journée de travail que vous fixerez, l'enfant ne pourra jamais travailler plus longtemps que la moitié du temps fixé pour l'ouvrier adulte. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le second paragraphe de l'amendement de M. Vaillant et ses collègues.

Il y a une demande de scrutin signé de MM. Walter, Vaillant, Bourrat, Poulain, Lamendin, Sembat, Breton, Baulard, Calvinhac, Renou, Vaux, Lassalle, Cère, Andrieu, Palix, Berthelot, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	486
Majorité absolue.....	244
Pour l'adoption.....	97
Contre.....	389

La Chambre des députés n'a pas adopté.

M. ÉDOUARD VAILLANT. — Je défendrai en même temps les paragraphes 3 et 4 :

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture des paragraphes 3 et 4.

« § 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières, jusqu'à l'âge de dix-huit ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de quatre heures par jour coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure.

« § 4. — Les ouvriers et ouvrières adultes ne peuvent être employés à un travail de plus de huit heures par jour et de plus de trente-quatre heures par semaine comptées par l'entrée et la sortie de l'usine, du chantier, etc.

« Ces huit heures de travail seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée ne pourra être inférieure à une heure et demie et pendant lesquels tout travail, de quelque nature qu'il soit, sera interdit.

« Le travail hebdomadaire cessera le samedi à midi. »

Sur divers bancs. A demain !

M. LE PRÉSIDENT. — On demande le renvoi à demain. (*Oui ! oui ! — Non !*)

Vous allez décider, Messieurs.

Je consulte la Chambre sur le renvoi de la suite de la discussion à demain.

(La Chambre, consultée, décide que la discussion continue.)

La parole est à M. Vaillant.

M. ÉDOUARD VAILLANT. — Messieurs, je réviens, comme en 1896, défendre devant vous la cause de la journée de huit heures. C'est la revendication essentielle, en régime capitaliste, de la classe ouvrière ; c'est la revendication pour laquelle se renouvellent chaque année, le 1^{er} mai, les grandes assises du prolétariat où il inscrit cette revendication en tête de toutes les autres ; la journée de huit heures, que je demande pour les adultes, en même temps que je demande la journée moitié moindre pour les enfants.

La journée de huit heures est, on peut le dire, sur le point d'être acceptée dans le monde entier, non d'une manière générale et légale, comme nous la voudrions voir établie par une loi qui protège le travail et les travailleurs, mais par la force même des choses.

La loi l'a déjà établie partiellement dans divers pays. C'est ainsi que déjà depuis de nombreuses années, les ateliers fédéraux aux États-Unis sont régis par la loi du travail de huit heures. Ce n'est pas seulement pour les ateliers fédéraux, mais encore dans nombre d'États, par exemple, dans l'État de New-York, que nous voyons les travaux publics exécutés sous la loi de la journée de huit heures.

Les effets en ont été excellents, et chaque rapport fait par les gouvernements des États aussi bien que par le gouvernement des États-Unis, montre qu'on n'a qu'à se louer à tous les points de vue, soit à celui du travail national, soit à celui de l'ouvrier, de cet établissement de la journée de huit heures. D'ailleurs, les États-Unis n'ont pas été les premiers à l'établir chez eux. La colonie de Victoria en Australie l'a établie et a démontré par les faits l'excellence de cette réforme. Elle l'a fait même dans des conditions peut-être difficiles. La colonie de Victoria avait été, en effet, un lieu de déportation pénale. Eh bien, la journée de huit heures fut l'un des éléments de la régénération de cette colonie. Il n'y a pas actuellement un pays où la classe ouvrière, à tous les égards, soit dans un état aussi prospère et aussi digne qu'en Australie. Des rapports récents l'ont démontré, et c'est un fait maintenant connu et public, qui ne sera démenti par personne.

Ce n'est pas seulement en Australie et en Amérique, mais c'est aussi en Angleterre, que récemment la journée de huit heures est devenue la journée légale, la journée établie par la loi, pour tous les travaux de l'État.

C'est ainsi que dans les ateliers de la marine et dans ceux de la guerre, en

un mot, dans tous les ateliers qui sont sous la dépendance de l'État, la journée de huit heures est établie depuis quatre ans déjà, sans réduction des salaires.

Les effets en ont été tels, que le Gouvernement, dans tous ses rapports annuels, n'a pas cessé d'affirmer qu'il y avait lieu de se féliciter de l'établissement de la journée de huit heures, tant au point de vue du rendement qu'au point de vue de la satisfaction grandissante des ouvriers, en voyant que sans abaissement des salaires la journée de travail était réduite à huit heures.

M. le Ministre du commerce disait, il y a quelques instants, qu'il jugeait impossible d'établir immédiatement la journée de huit heures.

Le gouvernement anglais, lui, n'a pas hésité à décréter pour tous les ateliers la journée de huit heures et à en réaliser l'application.

Je sais bien qu'à l'époque où il l'a fait, la journée de travail, dans les ateliers anglais, n'était pas aussi longue que dans les ateliers du Gouvernement français, cependant, il n'a pas hésité, je le répète, à établir cette journée de huit heures, et il a obtenu le plus grand succès.

Mais ce n'est pas seulement dans les seuls ateliers publics, dans les chantiers de la marine et de la guerre que la journée de huit heures reçoit son application : l'usage s'en introduit également dans de nombreux ateliers de l'industrie privée.

En 1896, au cours de la discussion qui a eu lieu à cette tribune, on vous a rappelé l'expérience célèbre qui avait été faite dans les ateliers de construction mécanique de MM. Mather et Platt. Le rapport de M. Mather au Parlement anglais a démontré que dans ses ateliers privés de construction mécanique il avait retiré un grand avantage de la journée de huit heures, sans réduction de salaires, tant pour lui-même, patron, que pour ses ouvriers. A ce propos, je dirai que l'introduction de cette journée de huit heures dans l'industrie est non seulement d'intérêt privé, mais aussi réellement d'intérêt national, que c'est une vraie réforme d'intérêt public sans dommage pour personne.

Telle qu'elle est établie maintenant dans les cas particuliers dont j'ai cité les exemples, la journée de huit heures ne nous donne pas la satisfaction que nous sommes en droit d'espérer, car nous voudrions limiter en même temps que la durée de la journée de travail, l'intensité même du travail. Or, il se trouve qu'à l'heure actuelle, la journée étant raccourcie et portée de dix heures ou de neuf heures à huit heures, l'intensité du travail est augmentée et qu'on fait exécuter le travail aux pièces. C'est contre ce procédé que nous protestons.

Dans tous les cas, il est certain qu'on réaliserait déjà un progrès très considérable si on réduisait le travail en durée, et nous vous demandons — sans insister aujourd'hui sur la question d'intensité de travail — de réduire la journée de travail à huit heures.

La démonstration qui a été faite dans les ateliers publics de l'État anglais et de l'État américain, en Australie, dans des ateliers privés en Angleterre, dans certains ateliers allemands et jusqu'en Russie, prouve que la production n'a pas été réduite quand on a réduit seulement la durée de la journée de travail. Ce n'est pas seulement dans les ateliers de construction mécanique,

de chimie, mais aussi dans les ateliers de tissage que la journée de huit heures donne de bons effets.

Vous vous rappelez l'expérience que j'ai citée ici d'une maison de tissage de Brünn, dont le patron a déclaré que la réduction de la journée de dix heures à huit heures, bien loin de causer aucun préjudice, avait procuré de nombreux avantages à ses ouvriers, sans aucun dommage pour lui.

Mais ce qu'il nous faut ce n'est pas une réforme locale et individuelle, mais la réforme, la journée de huit heures généralisée par la loi et capable alors de produire tous ses effets utiles.

Si l'expérience faite dans les ateliers publics et privés montre que la journée de huit heures est avantageuse à la production, elle montre aussi qu'elle est pour les ouvriers plus avantageuse encore.

Le fait est indéniable, et du moment qu'il est reconnu par les États voisins monarchiques, il me semble qu'il serait temps que l'État français le reconnût aussi.

Les ouvriers trouveraient dans la généralisation de la journée de huit heures par la loi un avantage considérable, car la réduction du travail quand elle n'est pas établie pour une seule industrie, mais pour toutes, a pour effet immédiat de relever les salaires.

Ce relèvement résulterait de ce que la marchandise force de travail se raréfierait sur le marché, les bras inoccupés devenant occupés. C'est absolument évident.

Déjà l'expérience de la loi de 1892, si peu appliquée cependant, faisait déclarer à la Commission supérieure du travail, dans l'extrait du rapport que je vous ai lu hier, que la réduction à dix heures de la journée de travail, dans nombre d'industries et la réduction à dix heures de la journée de travail des enfants n'avaient amené aucune diminution des salaires; et cependant, par suite de l'inobservation de la loi, cet effet n'est que partiel. Il en aurait été bien autrement si la réduction avait été générale, ordonnée par la loi et appliquée par le fait de la volonté gouvernementale. Non seulement les salaires auraient été maintenus, mais ils auraient été relevés par les effets directs et indirects de cette loi, pourtant insuffisante.

C'est pourquoi nous demandons, non pas que l'expérience privée, non pas seulement que telle ou telle industrie établisse la journée réduite de travail, mais que la loi l'établisse dans toutes les industries. Le relèvement individuel des salaires obtenu par la diminution des heures de travail dans telle ou telle industrie serait certes un progrès, mais ce ne serait qu'une expérience. Or, l'expérience est faite maintenant : la journée de huit heures est bonne, nécessaire, tant au point de vue national qu'au point de vue des ouvriers, tant au point de vue de la production nationale qu'au point de vue de la défense de la santé, de la moralité et de l'existence de l'ouvrier.

Dans ces conditions, nous vous demandons de décider que vous n'allongerez pas la durée de la journée de travail de l'enfant, que vous ne vous contenterez pas d'une réduction à venir, d'une promesse de réduction dans la durée de la journée de l'adulte, que le Sénat repousserait, mais de décider que la journée sera réduite à huit heures pour l'adulte et à moitié pour l'enfant. Vous montrerez ainsi votre bonne volonté, et vous pouvez être certains

que, si vous prenez cette décision par un vote, la classe ouvrière vous répondra; elle vous appuiera de ses suffrages; elle fera tous ses efforts pour réaliser dans les faits les prescriptions que vous aurez édictées; vous pouvez être assurés que, soutenus par elle vous vaincrez les résistances du Sénat, les résistances patronales et les résistances gouvernementales.

Cette réforme est la plus importante que nous puissions faire; c'est une réforme sociale, politique et ouvrière; ce sera l'affermissement définitif de la République, et au moment où l'on parle de mesures de défense républicaine, on ne peut en prendre de plus efficace. En associant ainsi vos efforts à ceux de la classe ouvrière, vous travaillerez à la fois et pour elle et pour la République. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix les deux derniers paragraphes de l'amendement de M. Vaillant et ses collègues.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission et le Gouvernement les repoussent.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Walter, Vaillant, Bourrat, Poulain, Lamendin, Vaux, Breton, Sembat, Berthelot, Baulard, Calvinhac, Renou, Cère, Palix, Andrieu, Bonard, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	515
Majorité absolue.....	258
Pour l'adoption.....	115
Contre.....	400

La Chambre des députés n'a pas adopté.

MM. Groussier, Dejeante, Vaillant, Breton, Bénézech, Walter, Marcel Sembat et Létang ont déposé, sur ce même article, un amendement ainsi conçu :

« ART. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure, et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Par mesure transitoire, la durée du travail des diverses catégories de travailleurs qui, en vertu de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, peuvent être employées à un travail effectif de onze heures, ne sera réduite à dix heures et demie qu'une année après la promulgation de la présente loi et à dix heures l'année suivante. »

Sur plusieurs bancs. A demain !

Sur d'autres bancs. Non ! non !

M. LE PRÉSIDENT. — Vous allez statuer, Messieurs.

Je consulte la Chambre sur le renvoi de la discussion à demain.

(La Chambre, consultée, décide que la discussion continue.)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Groussier.

M. ARTHUR GROUSSIER. — Messieurs, je ne veux appuyer notre amendement que de quelques mots seulement. Il se différencie moins du texte de la Commission qu'il ne le semble au premier abord, car la Commission elle-même indique que la durée de la journée de travail sera de dix heures dans un délai de six années. Mon premier paragraphe pose le principe de la fixation

à dix heures du maximum de cette durée pour toutes les catégories de travailleurs, mais étant donné que la Commission et le Gouvernement ont pensé qu'il était nécessaire d'accorder un délai pour les catégories qui font en ce moment plus de dix heures, j'ai indiqué moi-même, dans une mesure transitoire, que les catégories qui, en ce moment, font onze heures feront dix heures et demie, puis dix heures dans un temps déterminé. La seule différence essentielle qui existe entre mon amendement et le texte de la Commission, c'est que, alors qu'on peut considérer quatre catégories de travailleurs qui, d'après la Commission, feraient toutes onze heures, puis dix heures et demie et dix heures, je distrais de ces quatre catégories une seule, celle des jeunes enfants qui ont moins de seize ans et qui, eux, comme sous l'application de la loi du 2 novembre 1892, ne pourront pas être astreints à un travail de plus de dix heures, laissant les trois autres catégories, c'est-à-dire les jeunes gens de seize à dix-huit ans, les femmes et les adultes travailler onze heures, cette durée de onze heures devant être réduite à dix heures dans un délai à fixer.

C'est là un texte transactionnel entre le désir de la Commission et du Gouvernement qui entendent laisser un délai pour arriver à la journée de dix heures, et, d'autre part, le désir d'un très grand nombre de nos collègues qui veulent que la modification de la loi de 1892 ne puisse pas être une aggravation de travail pour la catégorie des enfants. Aussi j'ose espérer que la Chambre voudra bien prendre notre amendement en considération. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPporteur. — Le bénéfice de la loi que nous demandons à la Chambre de voter est tout entier dans l'unification du travail à un nombre d'heures déterminé pour tous les ouvriers d'un même établissement industriel. La proposition de notre collègue, M. Groussier, va à l'encontre de cet intérêt puisqu'elle crée deux catégories d'ouvriers avec une durée légale différente de travail et qu'elle rend impossible l'unification que nous cherchons à réaliser. Dans ces conditions, la Commission ne peut que repousser l'amendement. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Dejeante.

M. DEJEANTE. — Messieurs, la raison pour laquelle nous faisons une opposition au projet de loi qui vous est soumis, c'est qu'il opère un recul pour le travail des enfants. Nous demandons précisément qu'on conserve le bénéfice de la loi de 1892 au point de vue du travail des enfants, et qu'on détermine le temps de onze heures seulement pour les adultes.

Il est certain qu'ici on se préoccupe purement et simplement des patrons qui ont résisté à la loi de 1892, jusqu'à ce jour, mais on ne se préoccupe pas des patrons qui ont appliqué cette loi dans leur industrie. Quelle sera la situation de ces patrons si demain vous reconnaissez qu'ils auront le droit de faire travailler pendant onze heures ?

Quant à moi, j'estime que, du moment, qu'il y a un bénéfice acquis pour l'enfant, nous devons le conserver.

Pour les adultes, nous pouvons parfaitement limiter à dix heures la durée de la journée de travail et déterminer l'époque de l'application.

Mais, je vous en prie, ne nous préoccupons pas des critiques qui ont pu être soulevées par les patrons contre la loi votée en 1892. De grâce, ne montrons pas que nous sommes plus réactionnaires aujourd'hui qu'en 1892 : conservons le bénéfice de cette loi.

On vous limite à une année l'application de la journée de dix heures. Vous pouvez bien accepter cette limitation pour l'adulte. Mais, je vous en prie, conservez le bénéfice de cette loi pour l'enfant.

C'est pourquoi j'insiste d'une façon toute particulière pour l'adoption de l'amendement de mon collègue et ami M. Groussier. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Groussier et ses collègues.

M. CHARLES FERRY, *président de la Commission*. — La Commission, d'accord avec le Gouvernement, repousse l'amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Groussier, Walter, Vaillant, Renou, Poulain, Paschal Grousset, Lamendin, Laloge, Fournière, Florent, Chauvière, Cornet, Bordier, Palix, Cère, Andrieu, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	495
Majorité absolue.....	248
Pour l'adoption.....	150
Contre.....	345

La Chambre des députés n'a pas adopté.

Sur le même article M. Lemire a déposé un amendement ainsi conçu :

• Art. 1^{er}. — Remplacer les deux premiers paragraphes de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 (texte de la Commission) par le paragraphe suivant :

• Art. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine et de plus de onze heures par jour, celles-ci coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. »

(Suit le troisième paragraphe de la Commission.)

La parole est à M. Lemire.

M. LEMIRE. — Je serai bref, Messieurs. Il est entendu, n'est-il pas vrai ? que le but à atteindre, c'est l'unification des heures de travail. Là-dessus nous sommes d'accord. Il s'agit de savoir si le moyen proposé par la Commission est le meilleur et le seul. Je le nie, Monsieur le Rapporteur de la Commission, et je vous renvoie à votre rapport à telle page qui n'a peut-être pas été lue et où vous indiquez qu'après le vote de la loi que vous nous proposez, dans certaines industries, demain comme hier, l'unification sera difficile, sinon impossible. L'unification, il n'y a qu'un moyen de la faire, c'est de respecter à la fois les exigences de la liberté industrielle et les exigences locales, de fixer non pas un maximum pour chaque jour, mais une durée de travail à la se-

maine. C'est ce que j'ai l'honneur de proposer à la Chambre par l'amendement suivant :

« Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans, et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour. » — Soit; mais j'ajoute : « et de plus de soixante heures par semaine ». C'est par cette adjonction que je me sépare de la Commission.

J'ajoute « soixante heures par semaine ». Voici pourquoi :

M. DELON-SOUBEIRAN. — Et un jour de repos par semaine !

M. LEMIRE. — Le repos, on le prendra le dimanche, c'est entendu ; la loi est formelle ; d'ailleurs, l'usage fait choisir ce jour.

L'amendement que je présente à la Chambre a déjà été voté par elle.

Lorsqu'on discute cette loi de la durée du travail, on songe trop souvent à la région du Nord, région des grandes usines, de la métallurgie et des filatures ; mais dans cette Chambre il n'y a pas que des députés du Nord ou des centres industriels : il y en a aussi du Midi.

M. JOURDE. — Heureusement !

M. LEMIRE. — Oui, heureusement, car trop souvent les députés du Nord ne pensent qu'à la grande industrie, tandis que les députés du Midi ont à envisager l'industrie plus familiale organisée dans leurs départements.

Il y a deux ans, lorsqu'il fut question de donner des primes à la sériciculture, à la filature et au moulinage de la soie, nos collègues du Midi demandèrent à la Chambre d'accorder des primes, à la condition que le travail de la semaine ne dépasserait pas soixante heures. Leur raison était la suivante : dans ces ateliers, il y a beaucoup d'enfants, de femmes, de jeunes filles ; l'usage du pays veut que les femmes quittent l'atelier dans l'après-midi du samedi, parce qu'un grand nombre d'entre elles logent dans le voisinage de l'usine et rentrent dans leur famille pour y passer le dimanche.

Pour leur laisser la faculté de partir le samedi avant la chute du jour et de rentrer le lundi avant l'heure du travail, il était utile de fixer un maximum hebdomadaire, et non pas un maximum quotidien. Sur les observations de M. Maurice Faure qui proposait cette limitation spéciale et sur celles de collègues de tous les partis de cette Chambre — M. de Ramel était d'accord avec M. Maurice Faure — cette proposition fut votée.

Veillez encore remarquer, Messieurs, qu'elle est constamment demandée par les inspecteurs du travail dans la région du Centre et du Midi. J'ai lu les rapports des inspecteurs du travail du département de l'Ardèche, ils sont très nets et très décisifs sur cette réglementation.

Et vous-même, Monsieur Dubief, dans votre propre rapport, voir page 89, vous avez inséré une mention analogue : « Édicter un maximum hebdomadaire, dit en substance un inspecteur, c'est le seul moyen pour nous de rendre l'inspection efficace. Si vous établissez un maximum quotidien, nous ne pourrions pas en sortir. »

Après le vote de la loi comme avant, il y aura des écarts, un manque harmonie et d'unité ; on ne commencera et on ne finira pas de manière à rendre à la fois tout le monde libre ou occupé. Si vous voulez que les enfants comme les femmes sortent des ateliers à la même heure, le même jour, donnez à l'industriel, donnez à la famille ouvrière la facilité de se conformer

à votre loi; mais sous prétexte de remédier à un abus, n'allez pas aggraver l'état de choses actuel. Vous avez aujourd'hui l'occasion de faciliter l'unification des heures de travail, sans porter atteinte à un principe sur lequel, au fond, nous sommes tous d'accord : celui de ne pas entamer, de ne pas diminuer la loi de 1892. Avec soixante heures par semaine, vous ne dépassez pas les dix heures de moyenne par jour.

Les ouvriers, remarquez-le, ne se plaignent pas tant de la durée du travail que du manque d'harmonie dans les heures de début et de cessation, et de plus ils réclament contre le travail de nuit pour leurs femmes et leurs enfants. Aujourd'hui, en effet, dans la grande industrie, on dispose de moyens d'hygiène tels, que la femme et l'enfant souffrent beaucoup moins qu'autrefois du mauvais air dans les grandes salles où ils travaillent. Ce dont le monde actuel souffre, c'est de la dislocation de la famille, et c'est le point sur lequel nous devons avoir notre attention toujours portée.

Il est constaté non seulement dans les rapports des inspecteurs du travail des régions du Midi et du Centre, mais dans ceux des inspecteurs d'autres régions que la sauvegarde de la famille est le vœu unanime des patrons et des ouvriers.

N'avez-vous pas observé, Messieurs, que dans les grandes industries un grand nombre d'ouvriers sont obligés de venir le dimanche matin à l'usine pour nettoyer les salles et mettre en ordre le matériel? Ignorez-vous que ce travail de rangement et de nettoyage est commandé à de jeunes enfants et à des femmes? Le moyen unique d'arriver à ce que le repos hebdomadaire soit observé par tout le monde, c'est de faire en sorte qu'un après-midi entier ou une notable partie de journée en dehors du dimanche soit exclusivement consacrée au rangement et au nettoyage de l'atelier ainsi qu'aux réparations des machines. Ce travail pourrait avoir lieu, par exemple, le samedi après midi ou le lundi matin, de sorte que dans un atelier où les hommes travaillent avec les femmes, les hommes pourraient être occupés après le départ de celles-ci et ne réclameraient pas contre notre loi. Ils diraient : C'est très bien! les femmes étant parties le samedi matin, nous pourrions rester le soir pour nettoyer l'outillage. L'arrangement que je propose serait très utile à la famille.

Quand voulez-vous que cette femme, qui rentre chez elle le samedi soir, fasse son ménage, nettoie sa maison, répare les effets de son mari et de ses enfants? Le dimanche? Mais alors comment voulez-vous reconstituer l'unité de la famille? Comment voulez-vous même que ces travailleurs profitent des avantages du commerce? Quand ils sortent le dimanche pour acheter un objet quelconque, ces braves gens trouvent les meilleurs magasins fermés, ils sont obligés de s'adresser à ceux qui restent ouverts, ils ne peuvent profiter des avantages de la libre concurrence; ils ne peuvent aller qu'à quelques petits magasins de quartier, où les marchandises coûtent plus cher et trop souvent valent moins. En définitive, c'est toujours le plus pauvre qui est le plus exploité. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

Toutes ces raisons s'unissent pour militer en faveur de mon amendement. Le système que je préconise existe déjà à Roanne; je le signalais tout à l'heure à un de mes collègues qui m'affirmait qu'il n'était pas possible que

cela existât en France; je mettais sous ses yeux le rapport d'un syndicat local de Roanne, dans lequel il est dit que le travail cesse le samedi après midi.

Les commerçants de la rue du Sentier à Paris ont fait également cette expérience; elle a réussi et leurs employés ont demandé qu'elle soit continuée.

La limitation hebdomadaire existe en Angleterre, aux États-Unis. Elle est même demandée, chose très curieuse, à l'heure actuelle, en Belgique, où l'on a le plus grand désir d'appliquer les lois sociales. Il y a, en effet, en Belgique, une loi comme celle que vous voulez faire — et peut-être pourriez-vous invoquer cet exemple — une loi unifiant les heures de travail. Mais les industriels belges signent en ce moment des pétitions, agissent auprès du gouvernement pour qu'il leur donne une réglementation plus souple, qui permettra aux ouvriers venant de la campagne dans les villes manufacturières, de quitter l'atelier le samedi soir pour y revenir le lundi matin.

Il ne suffit pas, Messieurs, de mettre l'ouvrier hors de l'usine et de le jeter sur les grands chemins, il faut qu'en sortant il puisse aller chez lui. Or, avec les facilités actuelles de communication, avec les trains de banlieue, dont nous demandons la création, avec les trains ouvriers et les billets réduits que vous votez, l'ouvrier pourra de plus en plus habiter la campagne, jouir du bon air. J'entendais M. Roch féliciter de toutes ces mesures l'administration des chemins de fer de l'État, dont c'est la principale supériorité sur les compagnies libres : elle accorde, en effet, des billets de faveur aux ouvriers pour leur permettre d'aller chez eux.

Sur quelques bancs. — Aux voix!

M. LEMIRE. — Comment! Aux voix! Je regrette d'entendre crier « Aux voix! »...

M. LE PRÉSIDENT. — On n'en a pas le droit. Veuillez continuer, Monsieur Lemire.

M. LEMIRE. — Je suis désolé d'entendre cette interruption. Nous discutons une loi fondamentale, une de ces lois profondément humaines qui touchent aux intérêts les plus sacrés de la famille. Je ne comprends pas qu'on se montre si impatient. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas à cause de vous, Monsieur Lemire, c'est à cause de l'heure.

M. LEMIRE. — Je remercie M. le président de cette observation bienveillante. Je demande à la Chambre de me donner cinq minutes. (*Parlez! parlez!*)

On va m'objecter : Mais, Monsieur Lemire, avec votre combinaison l'inspection sera très difficile; vous avez un double maximum : un maximum hebdomadaire de soixante heures et un maximum quotidien de onze heures. Cela donne aux industriels une certaine facilité pour prendre leurs dispositions; mais comment le contrôle va-t-il s'exercer? Comment l'inspection du travail pourrait-elle se faire?

L'objection a déjà été présentée à propos de la loi de 1892. Personne n'ignore que les industriels ne commencent ni ne terminent le travail aux mêmes heures. On ne peut plus dire que la cloche du beffroi sonne le commencement et la fin du travail; cela n'existe plus dans aucun pays, de telle sorte que pour le commencement et pour la fin du travail, on est maintenant obligé d'avoir des tableaux qu'on suspend dans les usines, et c'est en con-

sultant ces tableaux que l'inspecteur peut dire : Vous n'observez pas les prescriptions de votre tableau. Vous êtes ou vous n'êtes pas fidèle à votre règlement.

De même encore le choix du jour de repos est libre; on n'a pas voulu fixer le dimanche dans la loi, quoiqu'il soit dans les usages, on a voulu permettre à chacun de choisir son jour de repos. Soit, mais celui qui est choisi doit être indiqué; où l'est-il? toujours sur ce même tableau?

Le travail se faisant avant 5 heures du matin et après 9 heures du soir est considéré comme travail de nuit. Il faut donc dire quand on commence, quand on finit, pour que l'inspecteur fasse sa vérification.

Enfin, on est obligé de fixer les moments de repos et de relais. Toutes ces choses sont déjà très compliquées! Elles doivent, dès aujourd'hui, être communiquées aux inspecteurs et affichées dans toutes les salles de l'atelier.

Eh bien, Messieurs, dorénavant on inscrira une chose en plus : on inscrira sur ces tableaux l'horaire qu'on aura adopté pour la limitation du travail quotidien.

Dans telle région on laissera l'ouvrière et l'ouvrier libres le lundi matin, parce que c'est le jour du marché, afin de permettre à ces braves gens de s'y rendre.

Dans d'autres contrées on choisira le soir ou le matin d'un autre jour pour des considérations tout à fait locales.

Le tableau contiendra toutes ces indications. L'adoption de ma proposition aura pour effet de rendre l'application de la loi sur le travail des femmes beaucoup plus facile; elle mettra dans le règlement une élasticité, une variété qui répondront à des exigences diverses. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

En somme, à travers toutes nos discussions, toutes nos oppositions, il y a une chose que nous voulons tous, c'est assurer à la famille ouvrière la possibilité de jouir des biens communs de l'humanité.

A l'heure actuelle il y a beaucoup de ces familles qui ne peuvent pas profiter du dimanche, qui ne peuvent pas jouir du bon air, des agréments du foyer, de la promenade en commun. Alors que nous voyons les promeneurs circuler joyeux dans notre beau Paris le dimanche, nous devons nous souvenir qu'il y a une foule d'ouvriers qui n'ont d'autre refuge que l'auberge, qu'il y a une foule de femmes qui sont captives au ménage et que ni celles-ci ni ceux-là, par suite de la dislocation de la famille, ne peuvent jouir des avantages les plus élémentaires de la vie et des meilleurs bienfaits de la société.

Voulez-vous que la chose leur soit rendue possible? Votez un maximum pour la semaine et un maximum quotidien. De cette manière vous permettrez à la famille ouvrière de se réunir pour la joie, comme elle n'est que trop souvent unie pour le travail et pour la peine. (*Applaudissements à droite et sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission et le gouvernement repoussent l'amendement de M. l'abbé Lemire, parce que son adoption aurait pour résultat de ruiner complètement l'économie de la loi qui vous est soumise.

C'est le principe de la journée de dix heures que vous avez voulu inscrire dans la loi, c'est le terme auquel nous voulons aboutir.

Or, si l'on organisait la semaine ouvrière comme vous l'indiquait notre honorable collègue, ce serait l'obligation pour l'enfant de faire toujours des journées de onze heures, et c'est ce que nous ne voulons pas.

Quant aux primes à la sériciculture, notre projet ne déroge en rien aux lois qui ont été votées précédemment par le Parlement. Ces primes seront toujours subordonnées à la condition du travail de dix heures. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Lemire.

Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Lechevallier, Berger, Prud'homme-Havette, Alicot, Sicard, Colle, Brindeau, de Montfort, de Grandmaison, Cassou, Dubuisson, Laniel, Guérin, Chenel, Quilbeuf, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	516
Majorité absolue.....	259
Pour l'adoption.....	138
Contre.....	378

La Chambre des députés n'a pas adopté.

J'appelle la Chambre à se prononcer sur les deux premiers paragraphes de l'article 1^{er} de la Commission.

M. WALTER. — J'ai proposé un amendement, Monsieur le président.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Walter, vos droits sont réservés : il s'agit simplement, pour l'instant, des deux premiers paragraphes du texte présenté par la Commission, et votre amendement ne vise que le troisième.

Je mets aux voix les deux premiers paragraphes de l'article 1^{er}, dont je rappelle les termes :

« ART. 1^{er}. — L'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. »

(Ces deux paragraphes, mis aux voix, sont adoptés.)

M. LE PRÉSIDENT. — MM. des Rotours, Basly et Lamendin proposent d'ajouter au deuxième paragraphe, qui forme le premier alinéa de l'article 3, ces mots :

« Dans les mines et minières, ils ne pourront être employés à un travail effectif de plus de huit heures. »

Sur plusieurs bancs. — Nous demandons le renvoi à demain.

M. LE PRÉSIDENT. — J'entends demander le renvoi à demain de la suite de la discussion. (*Oui! — Non! non!*)

Je consulte la Chambre.

(La Chambre, consultée, décide, après deux épreuves successives, que la séance continue.)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. des Rotours.

M. LE BARON DES ROTOURS. — Messieurs, à l'heure avancée où vient cette discussion, la Chambre me saura surtout gré d'être bref et je ne retiendrai que pendant quelques minutes sa bienveillante attention.

M. le rapporteur de la Commission du travail, pour décider la Chambre à adopter les dispositions votées par le Sénat, nous a exposé que notre industrie ne pourrait, aujourd'hui, supporter la réduction à dix heures de la période journalière du travail de la femme et de l'enfant.

Tous les orateurs qui ont, à cette tribune, défendu le projet de résolution du Sénat, ont reconnu la nécessité, le devoir qui s'impose au législateur de réduire la durée du travail de la femme et de l'enfant dans toute la proportion compatible avec la nécessité de maintenir la prospérité de nos industries. Aucun d'eux n'est venu contester ce devoir du législateur.

Mais, Messieurs, il existe des industries qui n'ont pas besoin des délais réclamés par la Commission du travail pour se mettre à même d'appliquer, dès à présent, la loi du 2 novembre 1892, l'industrie minière notamment; les propriétaires de mines, n'ont pas attendu pour appliquer la loi du 2 novembre 1892 les derniers délais qui leur étaient accordés.

Dès à présent, dans les mines, la femme et l'enfant ne travaillent que huit heures par jour, et aujourd'hui, Messieurs, ce que nous venons vous demander ce n'est pas d'obliger les exploitants des mines à réduire la durée des heures de travail de leurs ouvriers, c'est uniquement de consacrer par un texte législatif l'accord intervenu entre les représentants du capital et ceux du travail. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

A l'époque où nous sommes, quand la Chambre discute une loi sur la réduction des heures de travail, elle ne peut vraiment pas moins faire que d'accorder aux ouvriers ce qui leur est accordé par leurs patrons. (*Très bien! très bien!*)

Notre amendement a pour but de consacrer ce qui se fait, ce qui existe.

Je connais les bienveillantes intentions de la Chambre pour les intérêts des travailleurs et des travailleurs de la mine en particulier, intérêts si intimement unis à ceux de l'industrie française et du travail national tout entier. Aussi, Messieurs, je ne veux pas insister plus longtemps : je descends de la tribune. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande à nos collègues MM. des Rotours, Basly et Lamendin de vouloir bien retirer leur amendement. En effet, le décret du 3 mai 1893 leur donne satisfaction, car il est dit dans son article 1^{er} :

« La durée du travail effectif des enfants du sexe masculin au-dessous de 16 ans dans les galeries souterraines des mines, minières et carrières ne peut excéder huit heures par poste et par vingt-quatre heures.

« La durée du travail effectif des jeunes ouvriers de 16 à 18 ans ne peut excéder dix heures par jour ni cinquante-quatre heures par semaine. »

Par conséquent, le décret du 3 mai 1893 donne absolument satisfaction aux auteurs de l'amendement, et nous n'y dérogeons pas. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

M. DEJEANTE. — Mais pour les femmes et les filles mineures?

M. LE RAPPORTEUR. — Il n'y en a pas d'employées dans les galeries souterraines.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. des Rotours.

M. LE BARON RAOUL DES ROTOURS. — Je demande à la Chambre la permission de lui faire remarquer que le décret de 1893 ne vise que les enfants et ouvriers qui travaillent dans les galeries souterraines. Mais, depuis lors, les femmes et les jeunes filles ne descendent plus dans les galeries souterraines; elles travaillent en dehors. Or, les femmes et les jeunes filles qui sont occupées au dehors ne sont pas visées par le décret de 1893. Par conséquent, mon amendement a une raison d'être et une portée: je demande l'extension du décret précité non seulement aux ouvrières qui travaillent dans les mines, mais encore aux ouvrières qui travaillent au dehors. Le décret de 1893, quand il a été rédigé, avait sa raison d'être; parce qu'alors des femmes et des enfants descendaient dans la mine; mais, je le répète, ils n'y descendent plus maintenant. Si donc vous voulez rendre une portée quelconque à ce décret de 1893, il faut que vous adoptiez notre amendement pour l'étendre aux femmes et aux enfants qui travaillent hors de la mine. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Ce point sera fixé par un règlement d'administration publique.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. des Rotours et ses collègues.

(Après une épreuve déclarée douteuse par le bureau, la Chambre, consultée par assis et levé, adopte l'amendement.)

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement de M. des Rotours est adopté.

M. LAURENT BOUGÈRE. — Malgré le Ministre!

M. LE PRÉSIDENT. — Sur le paragraphe 2 de l'article 3, il y a une motion préjudicielle de M. Laniel.

M. Laniel propose de disjoindre le paragraphe 2 de l'article 3.

La parole est à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Je n'ai qu'un mot à dire, d'accord avec la Commission, c'est que la disjonction réduirait le projet à la journée de onze heures. Or, ce serait une aggravation de la loi de 1892 et la destruction même du projet de la Commission; par conséquent nous repoussons la disjonction.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la motion préjudicielle présentée par M. Laniel.

(La motion préjudicielle, mise aux voix, n'est pas adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a, sur ce même paragraphe, plusieurs amendements: l'un, de M. Walter...

Voix nombreuses. — A demain!

M. LE PRÉSIDENT. — J'entends demander le renvoi à demain de la suite de la délibération... (*Oui! Oui!*)

Je consulte la Chambre.

(La suite de la discussion est renvoyée à demain.)

.....

SÉANCE DU 22 DÉCEMBRE 1899.

.....

M. LE PRÉSIDENT. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

La Chambre s'est arrêtée hier au troisième paragraphe de l'article 1^{er} de la Commission.

Il y a, sur ce paragraphe, plusieurs amendements dont le premier, signé de MM. Walter, Jules-Louis Breton (Cher), Allard, Coutant, Sembat, est ainsi conçu :

« Remplacer les mots : au bout de trois ans, etc... par la disposition suivante :

« La journée de dix heures et demie sera appliquée dans le délai de six mois, et la journée de dix heures six mois ensuite. »

La parole est à M. Walter.

M. WALTER. Messieurs, M. le Ministre du commerce disait hier qu'il parlait au nom du Gouvernement et non en son nom personnel, c'est-à-dire comme socialiste.

C'est justement là le danger que nous lui signalions lorsqu'il est entré dans ce Ministère. Nous sommes des amis et non des courtisans, Monsieur le Ministre; c'est pourquoi nous vous disons la vérité. (*Très bien! très bien! sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

Le monde ouvrier dont nous sommes, dont nous nous faisons les défenseurs, admettra-t-il et peut-il admettre qu'un socialiste soit obligé de mettre ses actes, en si faible désaccord que ce soit, avec ses paroles? C'est ce que nous ne croyons pas.

Les critiques que nous formulons et que nous formulions dans cette discussion vont directement à la loi et au Gouvernement représentant la société bourgeoise et capitaliste et non socialiste. (*Interruptions au centre.*) Donc, que certains de ceux qui votent avec nous pour tromper les ouvriers ne croient pas qu'ils nous trompent un seul instant! (*Très bien! très bien! sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

Le but que chacun de nous poursuit n'est pas le même : ceux-là veulent atteindre aujourd'hui comme précédemment le socialiste au Ministère, ce qui ne pourrait être : ce n'est pas lui qui propose, c'est le Gouvernement; tandis que nous, nous voulons mettre nos actes d'accord avec nos paroles. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

Et, d'autre part, le Gouvernement, se faisant en ce moment l'écho de la Commission, et répondant à une interruption, nous dit : « Voyons ce qui est

au-dessous de ce qui est écrit dans la loi. Dans la réalité, les enfants font plus de onze heures de travail; c'est entendu! Est-ce notre faute? Non, la loi seule est coupable. » — Ceci est encore inexact : le coupable, c'est le Parlement qui a fait la loi de 1892; il n'ignorait pas — et il y a longtemps et trop longtemps que cette comédie dure — il n'ignorait pas, dis-je, les résultats que pouvait donner cette loi : c'était une apparence, une hypocrisie de réforme (*Mouvements divers*), c'est ce que nous ne voulons pas. (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche.*) Et c'est pourquoi nous demandions que la journée fût ramenée uniformément à dix heures; c'est là l'effort que nous sollicitons du Gouvernement. Maintenant, également pour que cette loi modifiée ne soit pas un nouveau leurre, nous demandons au Gouvernement non pas par par un discours fait pour la galerie comme on nous le reproche, mais par des actes (*Applaudissements à gauche*), que la modification qui va être apportée à la loi de 1892 soit une réalité et une chose pratique; nous lui demandons que dans un délai normal, qui permette aux patrons de se préparer à appliquer la loi sans détours, nous demandons, dis-je, que dans un délai de six mois la journée de dix heures et demie soit mise en pratique et dans le délai d'un an la journée de dix heures...

M. Edouard VAILLANT. Très bien!

M. WALTER. ... et encore que cela soit à partir d'une date déterminée — c'est ainsi que je modifie aujourd'hui mon amendement — soit à partir du 1^{er} juin 1900. (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

MM. Edouard VAILLANT et DEJEANTE. Très bien! très bien!

M. WALTER. Si nous avons choisi ces délais, c'est que nous pensons que dans un an ce Ministère pourra encore exister, quoi que fassent les adversaires de la classe ouvrière — et nous l'avons vu aujourd'hui; tandis qu'au contraire, si vous acceptez le délai de quatre ou six ans, ce Ministère et bien d'autres encore auront disparu; et alors la réforme que vous aurez faite restera lettre morte, comme la loi de 1892 ((*Très bien! très bien! sur divers bancs à l'extrême gauche*), et, ainsi que je le disais dans une autre interruption, les ouvriers devront encore attendre cinquante et un an pour voir diminuer le nombre des heures de travail, comme cela vient de leur arriver. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

Le Gouvernement prend ses responsabilités, nous prenons les nôtres. A la Chambre et au Sénat de prendre les leurs devant le pays, surtout devant la classe ouvrière, trompée jusqu'à présent. (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*) Et, par conséquent, ceux qui veulent, autrement que par des discours et des trémolos dans la voix, des réformes réelles dans l'intérêt de la classe ouvrière, voteront notre amendement. (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

M. Fernand DUBIEF, rapporteur. La Commission et le Gouvernement repoussent l'amendement de M. Walter.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Cère pour expliquer son vote.

M. Emile CÈRE. Messieurs, je voudrais, en deux mots, expliquer mon vote ou plutôt mon absence de vote. Je ne me considère pas comme suffisamment éclairé par ce débat hâtif, et je crois que beaucoup de nos collègues, qu'ils se l'avouent ou non, sont exactement dans mon cas. (*Approbation sur divers bancs.*)

d'abord adopté les deux premiers paragraphes du projet de résolution de M. Dron, et elle a ensuite repoussé l'ensemble. (*Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.*)

M. LE RAPPORTEUR. Ce projet de résolution n'avait pas traité la loi, mon cher collègue.

M. Émile CÈRE. On a vu également le président et le rapporteur de la Commission, ayant le même avis, animés du désir de voter d'accord, déposer dans l'urne, l'un un bulletin blanc, l'autre un bulletin bleu, alors qu'ils croyaient émettre le même vote.

M. Charles FERRY, *président de la Commission*. C'est la demande de division qui avait rendu le vote obscur.

M. Émile CÈRE. De son côté, la Chambre, pleine de bonne volonté, mais mal parfaitement mise au courant, a donné un singulier exemple de contradiction en adoptant séparément deux paragraphes du projet de résolution de M. Dron et en les rejetant dans leur ensemble. La précipitation nuit donc à la clarté d'un débat que M. Vaillant voulait sagement renvoyer après le budget.

Sur les articles que propose la Commission et les amendements qui défilent si rapidement, je suis réduit à l'abstention; je ne puis voter ni « pour » ni « contre », puisqu'on n'a pas examiné d'une façon suffisamment attentive ni le « pour » ni le « contre ». (*Très bien! très bien!*)

Je m'abstiens d'autant plus volontiers que j'ignore encore par quel sortilège à la discussion normale du budget a succédé brusquement la discussion d'une question irraisonnée qui soulève tant de problèmes difficiles et qui est considérée comme si grave par le monde du travail. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche.*)

M. Charles FERRY, *président de la Commission*. Le sortilège, c'était le vote de la Chambre qui a mis à l'ordre du jour ce projet de loi.

M. VAILLANT. Le patronat a commandé, et le Gouvernement a obéi. (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche et à droite. — Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. Je mets aux voix l'amendement de M. Walter.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Babaud-Lacroze, Gabriel-Denis, Jumel, Haussmann, Rey, Bérard, Guyot-Dessaigne, Pommeray, Ville, Gauvin, Devins, Victor Dubois, Cosmao-Dumenez, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	488
Majorité absolue.....	245
Pour l'adoption.....	123
Contre.....	365

La Chambre des députés n'a pas adopté.

Nous arrivons à un amendement de MM. Dejeante, Groussier, Allard, Albert-Poulain, Bénézech, Breton (Cher), Chauvière, Coutant, Dufour (Indre), Lassalle, Létang, Renou, Marcel Sembat, Vaillant et Walter, tendant à remplacer les mots : « au bout de trois ans » par les mots : « au bout d'un an à partir... », etc.

La parole est à M. Dejeante.

Sur divers bancs. C'est le même amendement que celui de M. Walter.

M. DEJEANTE. Messieurs, le désaccord qui existe entre la Commission et nous sur l'amendement que j'ai l'honneur de vous présenter n'est pas aussi profond que sur les amendements que nous avons défendus soit avec mon ami Groussier, soit avec mon ami Vaillant. Je crois même que quelques membres de la Commission seront d'accord avec moi pour réduire non pas à quatre, mais à deux ans le temps nécessaire pour appliquer la loi des dix heures.

Il est certain que, depuis 1892, beaucoup d'industriels ont pu se préparer à appliquer la loi sur le travail des femmes et des enfants. Vous considérez que certains industriels peuvent changer leur matériel dans l'espace de trois ans.

Croyez-vous que ceux-là, étant prévenus depuis 1892, ne pourront pas changer leur matériel dans l'espace de deux ans afin d'organiser le travail de dix heures? Je dis que ce que l'on considérerait possible en trois ans est possible en deux ans.

J'estime donc qu'il s'agit purement et simplement d'une lutte de mots; c'est plutôt, en réalité, la lutte contre la loi elle-même.

Croyez-vous que le délai accordé depuis 1892 n'a pas déjà suffisamment été prolongé? C'est pourquoi je vous demande de le réduire à deux années seulement.

Non seulement ce délai de quatre ou six années demandé est inutile, mais il est dangereux. La résistance contre la loi de 1892 résulte uniquement de la mauvaise volonté patronale. Eh bien! je vous demande de lutter contre cette mauvaise volonté à cause des conséquences funestes qui en résulteraient pour la classe ouvrière et pour le pays.

Permettez-moi de vous signaler en passant une petite gravure que j'ai vue jadis, représentant d'un côté un militaire et de l'autre un bourgeois. Le militaire vantait ses hauts faits et les hécatombes qu'il avait accomplies pendant la guerre, et le bourgeois, haussant les épaules, lui répondait ironiquement: J'ai accompli beaucoup plus d'exploits que vous, moi; avec usines, mes chemins de fer, j'ai tué beaucoup plus de monde que vous avec tous vos canons. (*Interruptions et bruit au centre. — Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Comment! vous dites non? Mais lisez donc, je vous prie, les statistiques qui vous indiquent tous les jours quelle est la situation de nos populations ouvrières et quelles sont les causes de la dépopulation de notre pays; vous verrez combien malheureusement j'ai raison.

Permettez-moi, Messieurs, afin de prouver ce que j'avance, de vous citer un cas.

Je vous demande pardon de parler de moi personnellement, mais je considère ce que je vais vous dire comme très intéressant (*Parlez! parlez!*) non pas pour moi — car c'est une tâche pénible et peut-être croirez-vous que c'est puéril — mais pour l'ensemble des travailleurs, car je crois cet exemple utile.

Sachez-le, Messieurs, je suis — et je puis le dire ici — une des victimes du travail commencé trop jeune.

A l'âge de 9 ans j'ai été livré à moi-même, et depuis lors j'ai dû subvenir, seul, à mes besoins matériels. J'ai connu plus que tout autre les misères et les souffrances qu'ont à supporter les jeunes travailleurs, ici, dans l'enfer que sont les grands centres industriels comme la ville de Paris. Comment ne suis-je pas mort? C'est que j'ai pu vaincre les difficultés terribles qui assaillent un enfant resté seul, livré à lui-même depuis l'âge de 9 ans jusqu'à l'âge de 20 ans.

Je croyais qu'à ce moment mes souffrances allaient prendre fin. Hélas! non; c'est alors surtout qu'elles ont commencé pour moi, plus cruelles et plus terribles encore. J'ai eu six enfants; j'ai eu la douleur d'en perdre trois. Sur les trois que j'ai conservés, l'aîné n'a pu être soldat; un autre ne pourra pas l'être davantage. Est-ce que vous ne vous rendez pas compte, vous, bourgeois, des souffrances que nous subissons, nous, travailleurs? (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

Où, nous souffrons moralement, nous souffrons de voir que ceux qui nous sont le plus chers au monde ne peuvent sortir de la situation pénible qui leur est faite. Eh bien! j'ai souffert cela. Mais citer n'est pas unique, il est celui de milliers et de milliers de travailleurs comme moi. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Vous vous préoccupez en ce moment des plaintes de quelques patrons, de quelques gros industriels inhumains et féroces, qui, n'examinant que leur intérêt capitaliste, ne s'inquiètent pas des intérêts de la société, des intérêts de la France elle-même, car enfin c'est là l'intérêt supérieur qu'il faut considérer. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Je dis qu'en fait ces capitalistes, ces industriels, future, dans la génération présente, ce sont des monstres, qui fauchent en herbe la plus belle et la plus utile moisson de notre pays. Voilà la vérité.

Je vous demande donc de réduire à deux années le délai imparti pour l'application de la journée de dix heures, puisqu'on n'a pas pu la réduire immédiatement; j'estime, par cette proposition, concilier les intérêts des industriels et les intérêts de notre race, de mon pays et de l'humanité. Je vous en prie, votez l'amendement. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. Charles FERRY, président de la Commission du travail. La Commission, d'accord avec le Gouvernement, repousse l'amendement (*Exclamations à l'extrême gauche*), non pas dans l'intérêt des patrons comme vient de le dire notre honorable collègue qui descend de la tribune, mais dans l'intérêt des ouvriers (*Nouvelles exclamations à l'extrême gauche*), attendu que nous ne voulons pas les exposer à une crise de salaires. En votant la journée de dix heures, nous entendons voter en même temps le maintien du salaire accordé pour la journée de onze heures. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. Je mets aux voix l'amendement de M. Dejeante.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Devèze, Debussy, Ferrero, Delestrac, Melliet, Colliard, Dufour, Pastre, Krauss, Coutant, Vaillant, Rendu, Narbonne, Cadenat, Jacob, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants	533
Majorité absolue.....	267
Pour l'adoption.....	199
Contre.....	334

La Chambre des députés n'a pas adopté.

Nous arrivons maintenant à un amendement de MM. Cadenat et Klotz, ainsi conçu :

« Au lieu de : « Au bout de trois ans la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de trois années à dix heures seulement », dire : « Au bout de deux années la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et au bout d'une année à dix heures seulement. »

La parole est à M. Cadenat.

M. CADENAT. Messieurs, je vous demande la permission d'ajouter quelques mots aux observations que j'ai présentées hier. Du reste, la Chambre me paraît éclairée, et je ne veux pas prolonger davantage le débat. Tout à l'heure, le citoyen Dejeante a assez nettement exposé la situation dans laquelle se trouvent les ouvriers, notamment les enfants et les filles mineures, pour me dispenser d'y revenir.

Nous voulons simplement, nous, que vous appelez souvent les irréductibles, vous proposer une concession sur la durée impartie pour l'application de la journée de dix heures. La Commission vous demande six ans pour arriver à cette amélioration qu'on a depuis si longtemps promise. Pourquoi ne partagerions-nous pas le différend qui nous divise ? (*Rires et applaudissements.*) De la sorte, nous arriverions au bout de trois ans à la journée de dix heures.

En conséquence, je propose que la durée de la première période, qui doit réduire la journée d'une demi-heure, ne soit que de deux années, et que la deuxième ne soit que d'un an seulement.

C'est sur l'avis de quelques-uns de mes collègues que j'ai modifié ainsi mon amendement.

Ils m'ont fait remarquer que le patronat, au cours de la première période, se heurterait à quelques difficultés d'application, difficultés qui auraient disparu en partie pour la deuxième période. Voilà le motif qui nous a guidés dans la fixation des deux périodes indiquées dans notre amendement.

Certes, en agissant ainsi nous faisons aux patrons une grande concession qui ne s'explique que par l'intérêt primordial que nous attachons à la réglementation des heures de travail.

J'ai l'espoir que vous-mêmes, les représentants du patronat, vous tiendrez compte de notre désir d'aboutir et que dans le scrutin de tout à l'heure les bulletins se confondront dans l'urne avec la même signification. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. CHARLES FERRY, *président de la Commission*. La Commission, d'accord avec le Gouvernement, repousse l'amendement.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Klotz.

M. KLOTZ. Je tiens à rappeler à la Chambre qu'en 1895 le rapport de la

Commission du travail proposait d'impartir un délai de trois ans pour l'application de la journée de dix heures. Donc, en votant l'amendement de M. Cadenat, on se trouvera sur le terrain où s'était placée la dernière législature; on demeurera d'accord avec la tradition républicaine de la Chambre.

J'appuie, en conséquence, l'amendement de M. Cadenat. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. Je mets aux voix l'amendement de M. Cadenat.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Allard, Bénézech, Dufour, Lassalle, J.-L. Breton, Walter, Vaillant, Dejeante, Gallot, Goujat, Narbonne, Sembat, Defontaine, Coutant, Baulard, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants	540
Majorité absolue.....	271
Pour l'adoption.....	215
Contre.....	325

La Chambre des députés n'a pas adopté.

Nous arrivons à un amendement de M. Colliard, ainsi conçu :

« Au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures seulement. »

La parole est à M. Colliard.

M. COLLIARD. Messieurs, je serai très court dans mes observations pour exposer devant vous l'amendement que j'ai déposé, car j'estime que les nombreux amendements qui ont défilé devant la Chambre ont dû suffisamment l'éclairer et former son opinion.

Je dois déclarer, comme je l'ai dit à la Commission du travail à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir, que je suis un partisan résolu de l'unification des heures de travail à dix heures, dans l'intérêt des ouvriers, dans l'intérêt des patrons et dans l'intérêt aussi de l'application de la loi.

J'ai déclaré également que j'étais partisan de l'application immédiate — si cela était possible — de la loi de dix heures.

Mes collègues, représentant la majorité de la Commission du travail, ont déclaré, en présence de la proposition de loi qui nous vient du Sénat, qu'ils étaient d'accord pour unifier les heures de travail en acceptant le chiffre de onze heures; mais la majorité a ajouté qu'il ne fallait point perdre de vue que la Chambre avait indiqué, en maintes circonstances, qu'on devait arriver progressivement par une réduction des heures à l'unification à dix heures.

Or, que dit la Commission dans le rapport qui nous est soumis? Elle dit que, pendant trois ans, on travaillera onze heures, et, trois années après, dix heures et demie; après six ans, on appliquera la loi de dix heures.

J'estime, comme un certain nombre de nos collègues l'ont déclaré à cette tribune, que ce délai de six ans est trop long. Il n'est pas possible que le monde du travail puisse attendre six ans pour connaître les effets de l'application d'une loi faite dans son intérêt.

C'est pourquoi j'ai déposé l'amendement qui consiste à réduire le délai à

quatre ans en tout. C'est-à-dire que l'application de la journée de onze heures ne durerait que deux ans; l'application de la journée de dix heures et demie durerait deux ans également et, après quatre ans, l'unification aurait lieu à dix heures pour tout le monde.

De cette façon, si la législature actuelle ne peut connaître l'effet complet de la loi, tout au moins, elle pourra en voir le commencement. Je compte pour rendre cet effet plus sensible sur le dévouement que montre constamment M. le Ministre du commerce à défendre les intérêts des travailleurs. (*Applaudissements à gauche.*)

Vous me permettrez, en même temps, de lui rendre hommage, au nom des travailleurs lyonnais que je représente, pour toutes les améliorations qu'il a apportées en leur faveur depuis qu'il est membre du Gouvernement. (*Nouveaux applaudissements.*)

Je serai bref dans mes explications pour inviter la Chambre à accepter mon amendement.

Sans entrer dans des considérations qui seront peut-être exposées tout à l'heure par les adversaires de mon amendement, ou par des industriels ennemis du progrès social, je dois cependant reconnaître qu'à la Commission du travail certains industriels, membres de la Commission, n'ont pas craint de déclarer qu'ils n'avaient pas attendu la loi que nous discutons pour appliquer la journée de dix heures, et qu'ils l'appliquaient depuis longtemps. Je ne regrette qu'une chose, c'est que tout le patronat français ne fasse pas ce qu'ont fait les patrons dont je viens de parler. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Qu'est-ce que nous recherchons avant tout? C'est l'unification des heures de travail, parce que nous savons que par cette unification nous amènerons l'union dans les familles des travailleurs, union qui n'est pas possible avec la loi de 1892.

Je connais les effets de cette loi de 1892. Je peux en parler pratiquement, car, aussi bien que le disait tout à l'heure M. Dejeante, je suis entré à l'âge de 12 ans dans les ateliers et je sais quel est le surmenage imposé dans le monde du travail aux enfants.

J'estime que la loi de 1892, en permettant aux jeunes gens, aux jeunes filles, de ne travailler que dix heures, est bonne, très bonne; mais n'oubliez pas qu'elle impose à la mère de travailler onze heures, et vous savez que la femme tient surtout à ce que le nombre des heures de travail soit le même pour l'enfant et pour elle.

Si je propose mon amendement, c'est avec cette espérance que la loi de dix heures sera bientôt appliquée. C'est pourquoi je demande à la Chambre de l'accueillir, et je prie une dernière fois M. le Ministre du commerce de vouloir bien l'accepter également. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le Ministre du commerce.

M. MILLERAND, *ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.* Je n'ai qu'un mot à dire pour indiquer la raison qui a déterminé le Gouvernement, ainsi que je l'ai déclaré hier, à accepter l'amendement de M. Colliard et à prier la Chambre de le voter. J'ai fait procéder à une enquête

sur ce point spécial. Les résultats de cette enquête me permettent d'affirmer à la Chambre, autant qu'on peut avoir une certitude en pareille matière, que quatre années sont nécessaires et suffisantes pour atteindre le but que nous vous proposons. Je demande donc à la Chambre d'adopter le délai de quatre ans. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le Président de la Commission.

M. LEMIRE. Nous demandons à connaître l'avis de la Commission!

M. LE PRÉSIDENT. Monsieur l'abbé, que vous êtes ardent! (*On rit.*)

M. LEMIRE. Ce n'est pas un défaut, monsieur le Président. (*Nouveaux rires.*)

M. LE PRÉSIDENT. M. le Président de la Commission est à la tribune.

M. Charles FERRY, *président de la Commission*. Messieurs, il est de mon devoir de monter à la tribune pour défendre la résolution prise par la majorité de la Commission. Je supplierai les membres de la Chambre de ne pas me rendre ce devoir trop difficile. Je serai très court pour expliquer les raisons qui nous ont décidés.

M. Colliard, un des membres les plus assidus et les plus utiles de notre Commission du travail (*Très bien! très bien!*) est venu nous exposer tout à l'heure les raisons pour lesquelles il demandait un délai de quatre années au lieu de six. Nous avons consacré une longue séance à discuter cette opinion et un des industriels de ce côté de la Chambre (*la droite*) auquel on faisait allusion tout à l'heure, et que je puis nommer, M. Laroche-Joubert — qui a continué de nobles traditions de famille et qui a appliqué chez lui, dans ses ateliers, la journée de dix heures, — est venu cependant plaider, avec beaucoup d'autorité, la cause du délai de six années. Il a expliqué que, dans cette question, tout n'était pas une affaire patronale comme on veut bien le dire. Je répondais précisément tout à l'heure, de ma place, à un de nos collègues, qui demandait un délai beaucoup plus bref : ce n'est pas une question patronale, c'est une question ouvrière par excellence qui est engagée, car il ne suffit pas de décider par une loi qu'on ne travaillera que dix heures. Votre but est bien plus haut; vous voulez donner aux ouvriers des loisirs, vous voulez alléger le fardeau de leur labeur, mais vous espérez en même temps qu'ils conserveront les mêmes gages, le même loyer de leur travail.

Et c'est pourquoi j'ai depuis longtemps les yeux fixés sur ce but. C'est pour cela qu'il y a dix ans, j'étais à la tribune du Sénat pour combattre la loi que vous avez fini par voter en 1892 et que je disais : Vous voulez introduire la loi de dix heures par la petite porte; vous espérez qu'on fera l'unification par en bas, c'est une grande et belle réforme, elle doit entrer la tête haute dans notre législation. Et c'est parce qu'elle se présente la tête haute que je viens la discuter avec la gravité, avec le sérieux qui convient. (*Très bien! très bien!*)

Je suis persuadé, Messieurs — et ma conviction ne repose pas sur des raisons purement intuitives — que cette loi, pour être assurée du succès, doit être bien accueillie par tout le monde, aussi bien par le monde du patronat que par le monde du travail. (*Très bien! très bien!*)

À la Commission du travail, nous ne vivons pas dans une tour d'ivoire; nous avons demandé des renseignements qui nous sont venus de tous côtés.

Nous sommes en relations avec les syndicats et avec les chambres de commerce; et ici même, d'ailleurs, auprès de nos collègues, les industriels qui siègent sur ces bancs, nous avons une source précieuse de renseignements beaucoup plus désintéressés qu'on ne voudrait le faire croire d'un certain côté de la Chambre. (*Interruptions à l'extrême gauche.*)

A ma grande surprise et à mon grand plaisir, il m'est arrivé de divers points du Nord et de l'Est des renseignements qui m'ont démontré qu'un assez grand nombre d'industriels acceptaient la limitation de la journée de travail à dix heures, à la condition qu'on leur accordât un délai de trois années successives pour passer de la journée de onze heures à celle de dix heures et demie et de dix heures. Pourquoi ? Pour changer leur outillage !

Est-ce que vous ne sentez pas qu'en ce moment nous sommes en proie à une crise spéciale et sans précédent ? Ne savez-vous pas que le monde de la métallurgie est tellement accablé de travail qu'on ne peut plus commander des machines avec la certitude de les recevoir avant un an ou deux ? Les industriels chercheront, c'est leur droit et leur devoir, à regagner une partie du onzième des salaires qu'ils vont perdre, dans un perfectionnement des machines, dans une plus grande rapidité du rendement de leur outillage. Il faut donc leur laisser le temps de changer cet outillage et de réunir les ressources nécessaires.

M. Colliard ne leur accorde que quatre ans. C'est bien court ! Qu'est-ce que c'est dans l'évolution industrielle d'un pays ? C'est la durée d'une législation. Quel est celui d'entre vous qui, lorsqu'il entend sonner l'heure de la réélection, ne dit pas : Déjà ? Que c'est court, quatre ans ! (*On rit.*)

M. DEVÈZE. — La loi est votée depuis 1892.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Messieurs, je vous remercie de votre bienveillante attention et je termine par une dernière considération. Vous avez déjà voulu, en 1892, comme couronnement de l'effort commencé dès 1883, adopter la journée de dix heures.

Je ne fais pas l'injure à nos prédécesseurs de croire qu'ils n'avaient pas aperçu la contradiction qu'il y avait à édicter la journée de dix heures pour les enfants, de onze heures pour les femmes et de douze heures pour les hommes; non, mais ils espéraient que les industriels feraient l'unification par en bas.

On a échoué. Je ne voudrais pas qu'un empressement trop grand de notre part amenât l'échec de cette loi. La réduction de la journée à dix heures est une des réformes les plus considérables qui, depuis l'avènement de la République, aient été soumises au Parlement. Tous, à quelque parti que nous appartenions, je suis sûr que nous en désirons le succès. Ne le compromettons pas par une hâte excessive. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur.

M. Fernand DUBIEF, rapporteur. — Jen'ai qu'un mot à dire, et la Chambre me le permettra, pour dégager la responsabilité du rapporteur.

La question de savoir si on réduirait le délai de six ans à quatre ans a été, en effet, à la Commission du travail, l'objet d'une assez longue discussion. J'appartiens à la minorité qui a cru qu'une durée de quatre ans était suffisante (*Très bien ! très bien !*) pour permettre au monde patronal d'organiser

à nouveau ses ateliers. Je tiens à déclarer à cette tribune que je reste fidèle à l'idée que j'ai développée dans la Commission et pour laquelle j'ai voté; j'ajoute, au nom d'un certain nombre de mes amis et au mien, qu'à l'heure actuelle, nous voterons l'amendement de M. Colliard. (*Applaudissements à gauche*).

M. LEMIRE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Lemire.

M. LEMIRE. — Un certain nombre de mes amis et moi avons déjà voté les précédents amendements; à plus forte raison, Messieurs, voterons-nous celui-ci.

Et nous n'hésitons pas, Monsieur Ferry. Vous nous demandez si nous voulons le perfectionnement de l'outillage, ou si nous songeons à des questions de salaires. Ce que nous voulons, M. le rapporteur l'a dit dans son rapport : « Nous ne voulons plus voir dans les usines ces pauvres petits êtres malingres, vieillards précoces; nous ne voulons plus voir les jeunes filles s'étioler; nous ne voulons plus voir la famille ouvrière brisée. »

Pour nous, il ne s'agit pas ici d'une question d'ordre industriel ou économique, mais d'une question d'humanité. Nous serons unanimes à voter dans le cas actuel avec le Gouvernement. (*Très bien ! très bien !*).

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Colliard.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Allard, Breton, Dufour, Dejeante, Walter, Cornet, Vazeille, Pajot, Chauvière, Paschal Grousset, Lamendin, Renou, Berthelot, Florent, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement).

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants	546
Majorité absolue.....	274
Pour l'adoption.....	387
Contre.....	159

La Chambre des députés a adopté.

MM. Dron et Louis Ricard proposent de remplacer le troisième paragraphe de l'article 1^{er} par la disposition suivante :

« Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. Toute organisation de travail par relais ou équipes est interdite. »

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — La Commission, d'accord avec le Gouvernement, accepte l'amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — MM. Walter, Allard, Jules-Louis Breton, Chauvière, Létang, Coutant, Groussier, Dejeante et Zévaès ont déposé l'amendement suivant :

« Le nombre d'heures de présence dans l'atelier, y compris les temps de

repos et de repas, ne pourra dépasser une heure de plus que les temps de travail fixés par la loi. »

La parole est à M. Walter.

M. WALTER. — L'amendement que nous proposons a pour but, comme le disait M. le rapporteur au début de la discussion de cette loi, d'empêcher les patrons de conserver aussi bien les enfants que les femmes pendant un certain nombre d'heures au delà du temps fixé.

M. le rapporteur nous disait, en effet, que les enfants étaient gardés, contre toute justice, pendant quatorze et parfois même quinze heures dans l'atelier. Si l'on veut fermement assurer la légalité, il faut empêcher les patrons de retenir les ouvriers, les femmes, les filles et les garçons plus d'une heure en sus du temps de travail fixé. C'est pourquoi nous vous demandons de voter notre amendement. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême-gauche*).

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — La Commission, d'accord avec le Gouvernement, le repousse.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté).

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'ensemble de l'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté).

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 2 :

« Art. 2. — Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

Au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures seulement. »

Il y a, sur le premier paragraphe, un amendement de M. Lemire, tendant à remplacer le texte de la Commission par cette rédaction : « Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la durée du travail ne pourra excéder soixante heures par semaine et onze heures par jour. »

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Cette disposition a été repoussée au cours de la séance d'hier.

M. LEMIRE. — Mon amendement étant, en effet, la conséquence d'un autre qui a été discuté et rejeté hier, je le retire.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Cauvin.

M. ERNEST CAUVIN. — Messieurs, je n'ai pas l'habitude de la tribune. Dans la crainte de laisser ma parole ne pas exprimer clairement ma pensée, j'ai préféré écrire ce que je désire vous dire. La lecture ne sera pas longue si vous voulez bien me prêter la bienveillante attention que je sollicite. (*Parlez !*).

Ne voulant pas paraître faire de l'obstruction à la disposition transactionnelle qui vous est soumise relativement à la loi de 1892, j'ai voté tout ce que le Gouvernement et la Commission ont proposé ou accepté; j'ai repoussé tout ce qu'ils n'ont pas voulu. J'ai même, conformément à sa demande, re-

fusé de féliciter l'honorable M. Millerand d'avoir résolu d'appliquer la loi de 1892, quoique je lui sache gré de nous avoir obligés à la revoir, en nous menaçant d'en faire exécuter les prescriptions.

J'ai laissé passer mon tour de parole sur l'article 2 de la loi de 1892, la disjonction décidée par la Chambre devant permettre à la Commission d'examiner à nouveau le point sur lequel je voulais attirer votre attention.

Je voterai même, si le Gouvernement et la Commission l'exigent, les dispositions finales qui semblent faire partie intégrante de la transaction qui vous est proposée et qui ont trait cependant au travail des adultes.

Mais, avant de faire ce dernier sacrifice, qu'il me soit permis de présenter quelques observations à cet égard.

Tout d'abord permettez-moi de vous dire, Messieurs, que la limitation des heures de travail pour les adultes ira à l'encontre du but que la loi semble vouloir atteindre : la protection de la femme et de l'enfant.

En effet, le jour où l'ouvrier voudra s'efforcer, — et il y sera contraint par la concurrence étrangère, — de réaliser en moins d'heures qu'aujourd'hui la production journalière actuelle, production qui lui permet de lutter avec avantage souvent contre l'industrie du dehors, il devra se surmener. La femme et l'enfant qui l'aident seront forcés d'en faire autant.

Laissez à l'homme la liberté de faire ce que son libre arbitre lui dicte. Nous avons limité, — et je suis un chaud partisan de cette mesure, j'aurais voulu voir assurer le repos de la femme et de l'enfant par des moyens plus efficaces et plus sûrs que ceux qui ont été adoptés, — nous avons limité, dis-je, les heures d'aide de la femme et de l'enfant. C'était un devoir. Si je croyais possible demain l'abaissement plus grand de ce concours, sans nuire à la famille ouvrière, je vous exhorterais à le décréter immédiatement. Mais, pour l'homme, tolérez, je vous en prie, qu'il puisse faire le travail journalier indispensable dans tel temps qu'il reconnaîtra nécessaire pour le réaliser sans effort excessif quand il n'aura pas besoin de l'aide de la femme et de l'enfant.

Les Anglais obtiennent en dix heures la production que nous avons en douze, et que nous sommes arrivés généralement à réaliser en onze. Nous sommes arrivés, dis-je, à la réaliser en onze heures. Il a suffi, la plupart du temps, de moins de laisser-aller dans la mise en route et la cessation du travail.

Aussi a-t-on pu continuer à payer depuis six ans, sans faire de gros sacrifices, le salaire de douze heures de présence, quoiqu'il n'y eût plus que onze heures de travail. L'ouvrier a gagné le même salaire sans augmentation de prix du produit fabriqué. Une réduction plus grande est-elle possible ? Je le crois. Il nous faut quelque temps encore pour nous en rendre compte.

Les Anglais obtiennent en dix heures, disais-je, la production que nous avons en onze. Mais voyez la sortie d'un atelier en Angleterre et celle d'un atelier en France ! Les ouvriers du premier paraissent exténués, ceux du second sont alertes et dispos.

Je sais bien, Messieurs, que ceux qui préconisent la réduction des heures de travail n'entendent pas qu'elle devra être compensée par un effort plus grand. Elle limitera, suivant eux, la production, et ce sera un avantage,

croient-ils, pour le prolétariat, qui trouvera ainsi plus de main-d'œuvre à taux élevé.

Mais, Messieurs, sans parler de la concurrence étrangère dont on nous accuse de trop jouer, concurrence qu'il serait bien difficile de faire disparaître, même par une entente internationale si elle était possible, pensez-vous que l'abaissement de la production chez nous soit désirable? Tant que tous les gens de la terre n'auront pas le strict nécessaire, on ne devra pas chercher à diminuer la production. S'il y en a trop chez nous, c'est que nous ne savons pas placer nos produits, que nous ne faisons pas ceux qu'il faut ou que nous les établissons à prix trop élevés.

N'est-il pas, au contraire, souhaitable que, dans l'intérêt social général, la production soit la plus grande possible? Tous les hommes ne devraient-ils pas s'efforcer de produire, en mettant à profit toutes leurs facultés, tout ce qui peut être utile à eux ou aux autres?

Certains partisans de la limitation forcée du travail journalier pour les hommes s'imaginent encore qu'il faudra plus de monde pour obtenir la production voulue, et que tous les ouvriers trouveront par suite de l'ouvrage.

Mais, Messieurs, empêchera-t-on l'ouvrier qui aura travaillé dix heures dans une usine d'aller en faire encore plusieurs dans une autre? Je crains même que ce fait ne se produise pour les femmes et les enfants avec les articles que vous aurez votés, et ces femmes et ces enfants les feront forcément, contraints peut-être par une volonté autre que la leur et non patronale.

On me répondra que l'ouvrier ayant fait dix heures dans une usine et qui ira ensuite dans une autre obtiendra un supplément de gain. Mais ce supplément de gain, que ne laisse-t-on l'adulte le prendre, quand ce sera possible, sans l'aide de la femme et de l'enfant, dans l'usine où il aura passé sa journée? Il n'aura pas à subir de perte de temps pour se rendre dans un autre établissement.

La vérité, disons-la : la limitation des heures du travail journalier pour les hommes a pour objectif une augmentation de salaire. Si cette augmentation peut être générale, je suis tout prêt à la favoriser, si elle est réalisable sans nuire à la production nécessaire.

Sachez-le bien, Messieurs, les chefs d'industrie, pour la plupart, n'ont pas d'intérêt à payer des salaires trop bas. Si les produits sont renchérissés par une augmentation générale du prix de la main-d'œuvre, c'est le consommateur qui en subit les conséquences. Le but de l'industriel est de pouvoir vendre son produit. Ce but est commun à l'ouvrier et au patron. N'opposons pas les intérêts de l'un à ceux de l'autre. Efforçons-nous de les réunir dans une même pensée d'aide réciproque, en laissant la possibilité à l'homme de faire ce qu'il se sent capable de donner. (*Applaudissements*).

Enfin, permettez à chacun, je vous en conjure, d'exercer son droit d'initiative personnelle, sauf à demander, à exiger même beaucoup, dans l'intérêt général, de ceux auxquels cette initiative aura réussi. Je vous affirme, en ce qui me concerne, que j'aiderai personnellement de toutes mes forces à cette solution.

Quoi qu'il en soit, je le répète, comme je l'ai dit au début de mon allocution, je voterai ce que la Commission et le Gouvernement réclameront,

afin de ne pas faire échouer la transaction qui, quelque mauvaises que soient certaines dispositions, fait cesser l'incertitude qui existe actuellement. (*Très bien ! très bien !*).

Permettez-moi, en tout cas, de demander que, au deuxième paragraphe de l'article 2 ainsi rédigé : « Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail », il soit ajouté :

« A moins que le travail à effectuer ne soit réalisé exclusivement par des hommes sans l'aide de femmes ni d'enfants. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — La Commission, d'accord avec le Gouvernement, repousse l'amendement, car il aurait pour conséquence de faciliter l'introduction de nouvelles fraudes dans l'exécution de la loi.

M. Ernest CAUVIN. — Je n'ai entendu donner qu'une simple indication. Je ne dépose pas d'amendement.

Je le fais d'autant plus volontiers que M. le Ministre du commerce a bien voulu me répondre que cette question pourrait être résolue par une décision spéciale de son initiative. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 2.

(*L'article 2, mis aux voix, est adopté.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Avant de mettre aux voix l'ensemble de la proposition de loi, je donne la parole à M. Morinaud, qui désire présenter une observation.

M. MORINAUD. — Je viens adresser une requête à M. le Ministre du commerce. Je viens le prier de vouloir bien faire prononcer le plus tôt possible par décret — ainsi que c'est son droit — l'application à l'Algérie de la loi du 2 novembre 1892. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

En effet, chose extraordinaire, la loi, appliquée en France, ne l'a pas été en Algérie ! Pourquoi cette omission, cet oubli, ou, si vous préférez, cette lacune ? Je n'en sais absolument rien ! Mais je proteste contre cette exclusion. (*Très bien ! très bien !*)

Si les jeunes ouvriers et ouvrières de France ont droit à votre sollicitude et à votre énergique protection, ceux d'Algérie ont droit aux mêmes garanties, à la même bienveillance. (*Très bien ! très bien !*).

Est-ce que ce n'est pas le drapeau français qui flotte en Algérie où vous avez aujourd'hui près de 350,000 nationaux ? (*Très bien ! très bien !*) Pourquoi deux législations dans des questions de réformes sociales et ouvrières, une pour l'Algérie, une pour la France ? Il n'y a à cela aucune bonne raison !

Toutes les bourses du travail, tous les syndicats, nombre d'assemblées municipales, des conseils généraux d'Algérie ont demandé l'application de cette loi à l'Algérie.

M. le Ministre du commerce, que j'avais interrogé à ce sujet dans une précédente séance, a bien voulu me répondre qu'avant de prononcer par décret l'application de cette loi à l'Algérie, il avait tenu à prendre l'avis de l'administration supérieure. Je le prie de hâter l'envoi de cet avis de M. le

gouverneur général et de faire signer bientôt ce décret qui sera accueilli avec la plus grande joie par toute la population algérienne. (*Très bien ! très bien !*)

Vous avez pensé qu'il était indispensable que le législateur intervînt pour protéger les femmes et les enfants contre tout travail excessif ou meurtrier susceptible de porter préjudice à l'être humain, c'est-à-dire au corps social lui-même.

Je demande l'application à l'Algérie de cette loi si humaine, si bienfaisante, loi que nous aurions voulu encore plus humaine et plus protectrice encore, mais qui, telle qu'elle est, n'en restera pas moins une des lois qui feront le plus d'honneur à la troisième République. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Dès que j'aurai la réponse du gouverneur général, j'aviserai.

M. BONARD. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Bonard.

M. BONARD. — Messieurs, partisan de la journée de huit heures, socialiste révolutionnaire, après avoir entendu toutes les discussions et ayant des doutes sur la légalité de ces manifestations, je conteste le droit à une Assemblée composée pour la plus grande partie de grands industriels et de gros propriétaires, de légiférer dans cette circonstance sur la réglementation des heures de travail; je crois qu'il appartient exclusivement au peuple qui peine, à lui seulement, de savoir comment il entend donner la somme de forces physiques et intellectuelles à ceux qui l'exploitent. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Vous pouvez traiter de tous les droits plus ou moins légaux, mais il en est un auquel on ne peut toucher sans le violer, c'est le droit humain ! (*Nouvelles marques d'approbation sur les mêmes bancs.*)

Et surtout, à cet instant, permettez-moi de vous dire que la Commission du « travail forcé ». — je tiens à la dénommer ainsi, — et le Gouvernement qualifié de « défense républicaine » ont incontestablement trouvé le clou de l'Exposition de 1900. C'est peut-être un peu ironique ! Car là, il y a une manifestation qui est un recul dans l'ordre social de tout ce qui peut s'y trouver de garanties pour les travailleurs. Oui ! c'est un recul incontestable pour l'ordre social de notre pays (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs à l'extrême gauche*) ; je le dis hautement, parce qu'il me semble, en effet, que cette République qui a trente années déjà d'existence devrait donner autre chose que ce qu'elle apporte aujourd'hui à l'ouvrier. Elle devrait donner autre chose aux travailleurs qui ne peuvent pas ne pas être considérés par vous comme les véritables auteurs de tout ce qui est, de tout ce qui existe ; votre contrepois capitaliste ne compte pas quand on pense à toutes les merveilles que vous serez obligés d'admirer à l'Exposition de 1900.

Voilà la raison seule pour laquelle je ne voterai pas cette loi qui, je le répète, constitue, sans contredit un recul. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

Je déclare qu'elle n'est pas digne d'une démocratie arrivée à cette époque où les transformations de l'outillage et toutes les manifestations que vous connaissez dans l'ordre scientifique peuvent réduire si considérablement les

moyens de production. Vous admettez bien, Messieurs, qu'un travailleur, qu'un de ceux qui ont vécu de la vie de l'atelier, un homme qui a vécu aux côtés des malheureux serfs de l'esclavage moderne, vous lui permettez bien de faire entendre, en cette circonstance, sa protestation indignée contre cette proposition de loi, car véritablement il est inique qu'une assemblée républicaine veuille imposer un travail forcé de onze heures à des enfants, à des femmes et à des hommes libres. (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Lemire, de Lanjuinais, de La Ferronnays, de Kérourat, Jules Baron, Delpech Canteloup, Lerolle, Le Gouidec de Traissan, Porteu, Savary de Beauregard, Gervaise, Maussabré, Derrien, de Pommereu, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	518
Majorité absolue.....	260
Pour.....	468
Contre.....	50

La Chambre des députés a adopté-

MODIFICATIONS À LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1848.

TEXTE ADOPTÉ
PAR
LE SÉNAT.

TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION DU TRAVAIL.
(RAPPORT DUBIEF.)

TEXTE ADOPTÉ
PAR
LA CHAMBRE.
(DÉCEMBRE 1899.)

Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

Le présent article sera applicable à partir du 1^{er} juillet 1895.

Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

Au bout de trois ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de trois ans, à dix heures seulement.

Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du 2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

Au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures seulement.

MODIFICATIONS À LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892.

TEXTE DE LA LOI
DU
2 NOVEMBRE 1892.

ART. 3.

Les enfants de l'un et l'autre sexe âgés de moins de seize ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

Les jeunes ouvriers et ouvrières de seize à dix-huit ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures.

Les filles au-dessus de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour.

Les heures de travail ci-dessus indiquées sont coupées par un ou plusieurs repos dont la durée ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

TEXTE ADOPTÉ
PAR
LE SÉNAT.

ART. 3.

Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

TEXTE PROPOSÉ
PAR
LA COMMISSION DU TRAVAIL.
(RAPPORT DUBIEF.)

ART. 3.

Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

Au bout de trois ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de trois années, à dix heures seulement.

Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

TEXTE ADOPTÉ
PAR
LA CHAMBRE.
(DÉCEMBRE 1899.)

ART. 3.

Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

Dans les mines et minières, ils ne pourront être employés à un travail effectif de plus de huit heures.

Au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de deux années à dix heures seulement,

Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. Toute organisation de travail par relais ou équipes est interdite.